COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000086023

ORDRE DU JOUR
DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU MERCREDI 9 AVRIL 2025

APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 13 FÉVRIER 2025

DÉCISIONS PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L.2122-22 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

N° ORDRE	N° ACTE	INTITULÉS DES DÉLIBÉRATIONS	RAPPORTEURS
TRANSPORT, DEPLACEMENTS ET INTERMODALITE			
1	DEL-2025-04-029	DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU RÉSEAU DE TRANSPORT PUBLIC URBAIN 2022-2028 - AVENANT N° 3 : OPTIMISATIONS DES LIGNES URBAINES BAÏA	P. DAVET
2	DEL-2025-04-030	LIAISON CYCLABLE ET PIETONNE ENTRE LA PLACE PEYNEAU ET LE PETIT PORT A ARCACHON - MISE À DISPOSITION DE LA STRUCTURE EN BOIS QUI CONSTITUE LA LIAISON CYCLABLE ET PIETONNE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE REHABILITATION	S. DEVILLIERS
3	DEL-2025-04-031	TRAVAUX DE REHABILITATION DU BALISAGE LUMINEUX DE LA PISTE CYCLABLE PETIT PORT PLACE PEYNEAU SUR LA COMMUNE D'ARCACHON – DELEGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ET OPERATION POUR LE COMPTE DE TIERS	J-J. GERMANEAU
TRAVAUX ET EQUIPEMENTS COMMUNAUTAIRES			
4	DEL-2025-04-032	TRAVAUX COMPLEMENTAIRES SUR LE COMPLEXE SPORTIF DE CHANTE CIGALE COMMUNE DE GUJAN-MESTRAS : CONSTRUCTION D'UN VESTIAIRE ARBITRES - ATTRIBUTION DES MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX	P. BEUNARD
5	DEL-2025-04-033	POLE ECONOMIQUE : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'ETAGE R+2 DE L'HÔTEL D'ENTREPRISES - APPROBATION DU PROJET ET LANCEMENT DE LA CONSULTATION DES MARCHES PUBLICS	Y. HERSZFELD

6	DEL-2025-04-034	AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DU 29 AOUT 2002 PORTANT SUR LA MODIFICATION DES INSTALLATIONS DE SFR SUR LA PARCELLE AS 01 A ARCACHON ET DE LA DURÉE DE LA CONVENTION	G. SAGNES
HABITAT ET COHESION SOCIALE			
7	DEL-2025-04-035	CONVENTION DE VEILLE STRATÉGIQUE N°33-24-109 ENTRE LA VILLE DU TEICH, LA COBAS ET L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE (EPFNA)	P. BERILLON
EMPLOI, DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET PROMOTION DU TERRITOIRE			
8	DEL-2025-04-036	CONVENTION DE PARTENARIAT FRENCH TECH BORDEAUX "LA COBAS'INNOVATION" 2025	S. BANSARD
9	DEL-2025-04-037	CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COBAS ET ATLANTIC CLUSTER AU TITRE DE L'ANNEE 2025	P. BEUNARD
10	DEL-2025-04-038	CONVENTION DE PARTENARIAT NON FINANCIER 2025 AVEC DOMOFRANCE	G. BORDEDEBAT
11	DEL-2025-04-039	CONVENTION DE PARTENARIAT NON FINANCIER AVEC L'ORDRE DES AVOCATS DU BARREAU DE BORDEAUX 2025	K. DESMOULIN
12	DEL-2025-04-040	PARTICIPATION FINANCIÈRE A LA QUATRIÈME ÉDITION DE LA PLAGE AUX ENTREPRENEURS 2025 - ARCACHON	C. JECKEL
13	DEL-2025-04-041	DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS AU COMITE LOCAL POUR L'EMPLOI	C. JECKEL
EDUCATION ET FORMATION			
14	DEL-2025-04-042	ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU BUREAU DES JEUNES DU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS DE LA COBAS	B. GRONDONA
SOLIDARITE, SANTE ET PREVENTION			
15	DEL-2025-04-043	AVENANT N° 1 A LA CONVENTION PLURIANNUELLE AVEC LA MISSION LOCALE - 2025	N. DELFAUD
POLITIQUES CULTURELLES ET SPORTIVES COMMUNAUTAIRES			
16	DEL-2025-04-044	APPROBATION DU CONTRAT TERRITOIRE LECTURE (CTL) ETABLI ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE ET LA DRAC NOUVELLE-AQUITAINE POUR LES ANNEES 2025, 2026 ET 2027	C. DABE
17	DEL-2025-04-045	ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'ASSOCIATION "LES ESCAPADES MUSICALES - FESTIVAL INTERNATIONAL DU BASSIN D'ARCACHON - VAL DE L'EYRE" POUR L'ANNEE 2025	D. POULAIN

GESTION DES DECHETS ET ENVIRONNEMENT			
18	**DEL-2025-04-046**	**MUTUALISATION INTERCOMMUNALE DES COMMANDES RELATIVES AUX GARAGES ET SERVICES TECHNIQUES : FOURNITURE DES HUILES ET LUBRIFIANTS POUR LES VEHICULES DE LA COBAS ET DES COMMUNES DE LA TESTE, DE GUJAN-MESTRAS ET D'ARCACHON**	**J-F. BOUDIGUE**
19	**DEL-2025-04-047**	**FILIÈRE A RESPONSABILITÉ ÉLARGIE DES PRODUCTEURS DES EMBALLAGES MÉNAGERS, IMPRIMÉS PAPIERS ET PAPIERS A USAGES GRAPHIQUES (REP EMPG) : AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT TYPE POUR LA PÉRIODE 2025-2029 AVEC UN ÉCO-ORGANISME AGRÉÉ**	**E. REZER-SANDILLON**
FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE			
20	**DEL-2025-04-048**	**SURCLASSEMENT DÉMOGRAPHIQUE DE LA COBAS DANS LA STRATE 80 000 - 150 000 HABITANTS**	**P. BEUNARD**
21	**DEL-2025-04-049**	**ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE (AMO) POUR LE CONTRÔLE FINANCIER, TECHNIQUE ET JURIDIQUE DES TROIS DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC DE LA COBAS - LANCEMENT DE LA CONSULTATION**	**E. DONZEAUD**
22	**DEL-2025-04-050**	**LANCEMENT D'UNE CONSULTATION SOUS LA FORME D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT EN VUE DE LA PASSATION D'UN ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES POUR DES PRESTATIONS DE SERVICES DE TRAVAIL TEMPORAIRE**	**M. RUIZ**
23	**DEL-2025-04-051**	**MÉDECINE PROFESSIONNELLE ET PRÉVENTIVE MUTUALISÉE : APPROBATION DES CONVENTIONS**	**P. BUSSE**
24	**DEL-2025-04-052**	**CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS - ACCROISSEMENTS SAISONNIERS ET TEMPORAIRES D'ACTIVITES AU POLE ENVIRONNEMENT**	**M-H. DES ESGAULX**
25	**DEL-2025-04-053**	**CRÉATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS - ACCROISSEMENTS SAISONNIERS ET TEMPORAIRES D'ACTIVITES**	**M. ANTOUN**
26	**DEL-2025-04-054**	**MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS AU 01/05/2025**	**M-H. DES ESGAULX**
27	**DEL-2025-04-055**	**CONSTRUCTION DE L'HÔTEL D'ENTREPRISES AU PÔLE ECONOMIQUE ET DU SIÈGE DE L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE BA2E : QUITUS DU MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE**	**I. DEVARIEUX**
28	**DEL-2025-04-056**	**ATTRIBUTION DU FONDS DE CONCOURS DE LA COBAS POUR LA CONSTRUCTION D'UN ALSH ET POUR L'EXTENSION DE L'ESPACE JEUNES DE LA VILLE DU TEICH**	**P. DAVET**
29	**DEL-2025-04-057**	**FIXATION DU PRODUIT DE LA TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PRÉVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) POUR L'ANNÉE 2025**	**M. RUIZ**

30	**DEL-2025-04-058**	**COMPTES DE GESTION 2024 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES**	**X. PARIS**
31	**DEL-2025-04-059**	**COMPTES ADMINISTRATIFS 2024 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES**	**X. PARIS**
32	**DEL-2025-04-060**	**AFFECTATION DES RÉSULTATS 2024 : BUDGET PRINCIPAL ET BUDGETS ANNEXES**	**X. PARIS**
33	**DEL-2025-04-061**	**VOTE DES TAUX DES CONTRIBUTIONS DIRECTES AU TITRE DE 2025**	**M-H. DES ESGAULX**
34	**DEL-2025-04-062**	**VOTE DU TAUX DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (TEOM) AU TITRE DE 2025**	**M-H. DES ESGAULX**

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085860

N° DEL-2025-04-029

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Eric BERNARD, Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

33 présents
5 procuration(s)
3 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Patrick DAVET **N° DEL-2025-04-029**

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU RÉSEAU DE TRANSPORT PUBLIC URBAIN 2022-2028 - AVENANT N° 3 : OPTIMISATIONS DES LIGNES URBAINES BAÏA

Mes Chers Collègues,

Par délibération en date du 30 septembre 2021, vous avez décidé d'attribuer la gestion et l'exploitation de la nouvelle Délégation de Service Public (DSP) des transports de la COBAS à la société Transdev.

Dans le cadre de cette nouvelle DSP Transport, la COBAS a souhaité renforcer son offre de transport des lignes régulières afin de mailler l'ensemble du territoire et d'apporter aux usagers des solutions de transport adaptées.

Après avoir fait un bilan à mi-parcours de la Délégation de Service Public il a été convenu de procéder à des optimisations des lignes du réseau Baïa et d'élaborer conjointement un projet d'avenant relatif :

1- Allègement de l'offre commerciale de la ligne 4 (boucle sud Pôle Santé-Océanides) le dimanche en inter-saison (d'avril à juin et de septembre à octobre) du fait d'une fréquentation très faible ;
2- Allègement de l'offre commerciale de la ligne 7 le dimanche en inter-saison et en été ;
3- Suppression de l'offre commerciale de la ligne 101 express entre la Dune du Pilat et la plage de la Salie en été afin d'avoir une desserte plus rapide de la Dune ;
4- Modification du volume annuel de kilomètres commerciaux contractuels du TAD et son coût unitaire. Le volume contractuel de kilomètres commerciaux de l'offre à la demande est réajusté à 145 000 kilomètres commerciaux annuels. Le coût unitaire est réajusté à 2 € HT/km non indexé au lieu de 3,20 € HT actuellement ;
5- Intégration d'un tarif du 29 mai au 28 septembre 2025. La COBAS souhaite optimiser les recettes commerciales du réseau, notamment au travers d'une tarification estivale augmentée et qui cible principalement la clientèle touristique ;
6- Modifications de l'offre commerciale sur les lignes de proximité n° 8, 9 et 10. Il convient de réduire l'amplitude de ces services les samedis et d'alléger l'offre durant les périodes de vacances scolaires ;
7- Réduction des frais de personnel d'encadrement sur l'année 2025.

C'est dans ces conditions qu'il est proposé une baisse de la Contribution Financière Forfaitaire globale (CFF) reprenant l'ensemble de ces modifications. Elle est estimée, en année pleine, à 303 579,90 en € HT non indexée :

Modifications	Impacts CFF en € HT non indexée
Allègement offre commerciale Ligne 4 dimanche intersaison	-1 983,00
Allègement offre commerciale Ligne 7 dimanche intersaison et été	- 9 577,28
Ligne 101 terminus Dune du Pilat	-12 461,00
Tarifs doublés entre mai et septembre	-175 772,00
Baisse offre commerciale sur Lignes 8, 9 et 10	-85 453,29
Réduction des frais d'encadrement	-18 333,33
Total année pleine	**-303 579,90**

Le montant de la nouvelle contribution financière forfaitaire se portera pour l'année 2025 à 6 252 844,96 € HT non indexée.

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-1 et suivants,
VU le Code de la commande publique et notamment l'article L.3135-1 5°,
VU la délibération n° DEL-2021-02-014 du Conseil Communautaire du 25 février 2021 approuvant le principe de Délégation de Service Public de transport de voyageurs,
VU la délibération n° DEL-2021-09-108 du Conseil Communautaire du 30 septembre 2021 portant approbation du contrat de concession pour la gestion et l'exploitation du service public des transports de voyageurs de la COBAS,
VU la délibération n° DEL-2021-12-152 du Conseil Communautaire du 16 décembre 2021 relative à l'avenant n° 1 portant sur la substitution de la société dédiée et l'achat du nouveau système billettique et du système d'aide à l'exploitation et à l'information des voyageurs,
VU la délibération n° DEL-2024-12-175 du Conseil Communautaire du 17 décembre 2024 relative à l'avenant n° 2 portant sur la modification des lignes urbaines Baïa n° 7 et D2,
VU le contrat de Délégation de Service Public d'exploitation du réseau de transport public urbain avec Transdev Urbain Bassin d'Arcachon,
VU le projet d'avenant n° 3 et la note d'impact ci-annexés,
VU la grille tarifaire ci-annexée,
VU l'avis favorable de la Commission déplacements, transport et intermodalité du 19 mars 2025,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de l'avenant n° 3 au contrat de Délégation de Service Public, joint en annexe, relatifs aux optimisations des lignes du réseau Baïa ;
- **APPROUVER et VALIDER** la nouvelle gamme tarifaire qui sera applicable sur l'ensemble du réseau de transport public Baïa du 29 mai au 28 septembre 2025 ;

- **HABILITER et AUTORISER** la Présidente à signer cet avenant n° 3 et à prendre tout acte nécessaire à son exécution ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les crédits correspondants au budget annexe transports sur les exercices concernés.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 38
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

AVENANT N°3

AU CONTRAT DE CONCESSION DE SERVICE PUBLIC RELATIF À LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS DE VOYAGEURS

Entre les soussignés :

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, représentée par Madame DES ESGAULX, Présidente, agissant en vertu de la délibération du Conseil Communautaire du 09 avril 2025 ;

Ci-après dénommée « l'Autorité Organisatrice »

D'une part,

Et

La Société TRANSDEV, ayant son siège social à ISSY-LES-MOULINEAUX (92130) immeuble Crystal – 3, Allée de Grenelle, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre , représentée par , Directeur Général Délégué,

Ci-après dénommée « Le Concessionnaire »

La société TRANSDEV BASSIN D'ARCACHON, ayant son siège social sis 95 impasse des Deux Crastes à LA TESTE-DE-BUCH (33260), immatriculée au Registre du Commerce et des sociétés de Bordeaux , représentée par en sa qualité de Président, dûment habilité aux fins des présentes,

Ci-après dénommée « La Société dédiée »,

D'autre part,

PREAMBULE

Par délibération en date du 30 septembre 2021, l'Autorité Organisatrice a approuvé la conclusion du contrat de concession de service public relative à la gestion et l'exploitation du service public des transports de voyageurs avec le Concessionnaire, pour une durée de sept années, allant du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2028 (ci-après le Contrat).

Le Contrat prévoit notamment :

L'Autorité Organisatrice peut imposer en cours de contrat et/ou prendre l'initiative de modifications relatives à la consistance et aux modalités d'exploitation du service. L'Autorité Organisatrice peut décider, éventuellement sur propositions du Concessionnaire, de modifier la consistance et/ou les modalités d'exploitation du service de transport, que le service soit assuré directement en propre ou sous-traité.

Les services dits « de référence » sont ceux qui sont définis au premier jour d'effet du présent contrat.

Sont qualifiés de « modificatifs » :

- Tous services effectués en supplément ou en allègement de la situation de référence;

- Toute contrainte nouvelle imposée dans d'autres domaines par l'Autorité Organisatrice au Concessionnaire dans la mesure où elle peut modifier les kilométrages parcourus annuellement, la durée du travail des conducteurs salariés du Concessionnaire, le nombre de véhicules en service ou leur type, leur âge, leur capacité…

Deux types de modifications des services peuvent être envisagés pendant la durée du présent contrat :

- Des modifications d'urgence et / ou ponctuelles rendues nécessaires par des circonstances particulières et provisoires, extérieures au contrat. Leur application est immédiate ;
- Des modifications pérennes. Les modifications pérennes sont réputées être mises en œuvre jusqu'à la fin du contrat.

L'Autorité Organisatrice peut solliciter du Concessionnaire d'instruire le projet de modifications afin de déterminer notamment ses incidences commerciales et financières. Le Concessionnaire s'oblige à fournir les incidences commerciales et financières ainsi que les incidences techniques éventuelles.

Une note d'impact est annexée au présent avenant 3.

ARTICLE 1 – Modifications de l'offre de référence contractuelle

Les modifications proposées sont les suivantes :

- Allègement de l'offre commerciale de la ligne 4 le dimanche en inter-saison (à compter d'avril 2025)
- Allègement de l'offre commerciale de la ligne 7 le dimanche en inter-saison et été (à compter d'avril 2025)
- Suppression de l'offre commerciale de la ligne 101 express en été entre la Dune du Pilat et la plage de La Salie (à compter de juillet 2025)
- Mise à jour du volume kilométrique de l'offre à la demande et modification du coût unitaire à 2 €HT en cas de km commercial en plus ou en moins pour l'année 2025
- Allègement de l'offre commerciale sur les lignes de proximité 8, 9 et 10 le samedi et pendant les vacances scolaires (à compter de juillet 2025)

Les impacts en €HT non indexé par année du contrat sont les suivants :

Modifications	2025	2026	2027	2028
Ligne 4	-1983,00	-1983,00	-1983,00	-1983,00
Ligne 7	-9577,28	-9577,28	-9577,28	-9577,28
Ligne 8	-16529,66	-20 228,52	-20 228,52	-20 228,52
Ligne 9	-15799,37	-19 045,21	-19 045,21	-19 045,21
Ligne 10	-32783,96	-46 179,56	-46 179,56	-46 179,56
Ligne 101	-12 461,00	-12 461,00	-12 461,00	-12 461,00
TAD/PMR	+86 660,40	+86 660,40	+86 660,40	+86 660,40
Total	**-2473,87**	**-22814,17**	**-22814,17**	**-22814,17**

ARTICLE 2 – Réduction de 20% en année pleine du coût du directeur sur 2025

En accord avec la COBAS, le directeur actuel du réseau assurera une mission de conseil et d'assistance auprès du directeur nouvellement nommé du réseau Alégo (COBAN). A ce titre, il convient de réduire le coût du poste pour la COBAS. La quotité estimée est de 20% en année pleine (1 journée par semaine).

Le coût du directeur contractuel est prévu à 110 K€HT non indexé par année pleine. La diminution de CFF pour la COBAS au titre de l'exercice 2025 (à compter du 1er mars) est donc de 18 333,33 €HT non indexé.

ARTICLE 3 – Intégration d'une tarification doublée en 2025 en période d'affluence sur les titres occasionnels (unité, 10 voyages, 1 jour, 2 jours et 7 jours)- Annexe 2

La COBAS a acté une augmentation tarifaire sur certains titres occasionnels sur la période de forte affluence comprise entre le 29 mai 2025 et le 28 septembre 2025. Celle-ci est reconduite à la suite de l'expérimentation de l'été 2024.

Les tarifs concernés sont les suivants :

→ le tarif unitaire passe de 1€ à 2€
→ le pass 10 voyages de 8€ à 16€
→ le titre visiteur 1 jour de 2€ à 4€
→ le titre visiteur 2 jours de 3,50€ à 7€
→ le titre visiteur 7 jours de 10€ à 20€

Les autres titres restent inchangés.

L'augmentation prévisionnelle estimée des recettes de trafic liée à cette évolution temporaire est de 175 772 €HT pour 2025. Il conviendra de faire un bilan en fin de période pour que Transdev Bassin Arcachon reverse à la COBAS à l'euro l'euro les recettes supplémentaires réalisées sur la base du nombre réel de titres vendus.

ARTICLE 4 – Evolutions de la CFF non indexée contractuelle sur les années 2025 à 2028

Compte tenu de l'ensemble de ces modifications, le CEP contractuel est modifié et les nouvelles CFF annuelles sont les suivantes :

En €HT	**2025**	**2026**	**2027**	**2028**
CFF initiale	6 448 424,16	6 449 606,70	6 523 237,28	6 506 701,63
Impacts offre	-2473,87	-22814,17	-22814,17	-22814,17
Impact recette	-175772,00	A définir	A définir	A définir
Impact Directeur	-18333,33	-	-	-
CFF modifiée	6 252 844,96	6 426 792,53	6 500 423,11	6 483 887,46

Ces réajustements entreront en vigueur à compter de la transmission de la délibération qui fixera le caractère exécutoire. Les montants seront intégralement reportés sur le montant de la contribution financière forfaitaire de l'année 2025 et suivantes comme le prévoit la délibération communautaire du 9 Avril 2025.

Fait à Arcachon, le ……..

Pour l'Autorité Organisatrice

La Présidente,
Marie-Hélène Des Esgaulx

Pour Transdev Bassin Arcachon

Le Président,

ANNEXES

Annexe 1 : Note d’impact des modifications envisagées
Annexe 2 : Tarifs estivaux

1- Allègement de la ligne 4 le dimanche en inter-saison

Plusieurs lignes circulent le dimanche en inter-saison (avril à juin et septembre à octobre).

Les fréquentations constatées sue cette année sont :

VOY	14-avr	21-avr	28-avr	05-mai	12-mai	19-mai	26-mai	02-juin	09-juin	16-juin	23-juin	30-juin	08-sept	15-sept	22-sept	29-sept	06-oct
L3	461	405	450	512	278	409	404	403	377	455	406	529	498	655	392	410	402
L4	32	49	21	29	34	15	23	31	40	25	31	50	49	42	43	35	32
L7	121	153	66	104	93	118	84	149	123	150	135	149	206	176	112	110	122
D1	96	72	49	45	41	95	66	91	59	62	65	53	12	22	24	23	35
D2	113	101	75	75	50	89	24	18	94	69	94	43	68	99	84	80	75

La ligne 4 présente des fréquentations faibles à 34 voyageurs/dimanche en moyenne.

Cela représente :

- 1,6 voyageur par course commerciale
- 0,08 voyageur par km commercial

La carte ci-dessous montre en fond les lignes du dimanche et la ligne 4 avec sa fréquentation réelle moyenne.



Transdev Bassin Arcachon, le 3 décembre 2024

Les arrêts les plus fréquentés sont les gares de La Hume et La Teste, ainsi que le centre de La Teste et le terminus Pyla. Ces lieux disposent d'autres solutions de mobilité vers un centre-ville (Arcachon ou La Teste).

La ligne D1/D2 dessert aussi les arrêts de la ligne 4 sur le secteur Océanides ou Centre-Ville de La Teste.

La demande est donc de supprimer la boucle sud de la ligne et de réaliser un terminus Pôle Santé directement après les parcs de loisirs.

La fiche horaire deviendrait :

Mairie du Pyla	08:45	09:45	10:45	11:45	12:45	13:45	14:45	15:45	16:45	17:45	18:45
Boulevard Louis Lignon	08:46	09:46	10:46	11:46	12:46	13:46	14:46	15:46	16:46	17:46	18:46
Les Hauts du Pyla	08:47	09:47	10:47	11:47	12:47	13:47	14:47	15:47	16:47	17:47	18:47
Portes du Pyla	08:51	09:51	10:51	11:51	12:51	13:51	14:51	15:51	16:51	17:51	18:51
Boulevard du Pyla	08:51	09:51	10:51	11:51	12:51	13:51	14:51	15:51	16:51	17:51	18:51
Lisière du Golf	08:52	09:52	10:52	11:52	12:52	13:52	14:52	15:52	16:52	17:52	18:52
Marché	08:54	09:54	10:54	11:54	12:54	13:54	14:54	15:54	16:54	17:54	18:54
Quincarneau	08:56	09:56	10:56	11:56	12:56	13:56	14:56	15:56	16:56	17:56	18:56
Eglise	08:57	09:57	10:57	11:57	12:57	13:57	14:57	15:57	16:57	17:57	18:57
Place Jean Hameau	08:59	09:59	10:59	11:59	12:59	13:59	14:59	15:59	16:59	17:59	18:59
Commissariat	08:59	09:59	10:59	11:59	12:59	13:59	14:59	15:59	16:59	17:59	18:59
Gare de la Teste	09:02	10:02	11:02	12:02	13:02	14:02	15:02	16:02	17:02	18:02	19:02
Commissariat	09:03	10:03	11:03	12:03	13:03	14:03	15:03	16:03	17:03	18:03	19:03
Avenue Charles de Gaulle	09:05	10:05	11:05	12:05	13:05	14:05	15:05	16:05	17:05	18:05	19:05
Dantin	09:06	10:06	11:06	12:06	13:06	14:06	15:06	16:06	17:06	18:06	19:06
Clairbois	09:08	10:08	11:08	12:08	13:08	14:08	15:08	16:08	17:08	18:08	19:08
Gare de La Hume	09:10	10:10	11:10	12:10	13:10	14:10	15:10	16:10	17:10	18:10	19:10
La Hume Cinema	09:11	10:11	11:11	12:11	13:11	14:11	15:11	16:11	17:11	18:11	19:11
Muguet	09:12	10:12	11:12	12:12	13:12	14:12	15:12	16:12	17:12	18:12	19:12
Violettes	09:14	10:14	11:14	12:14	13:14	14:14	15:14	16:14	17:14	18:14	19:14
Tennis	09:15	10:15	11:15	12:15	13:15	14:15	15:15	16:15	17:15	18:15	19:15
Parcs de Loisirs	09:16	10:16	11:16	12:16	13:16	14:16	15:16	16:16	17:16	18:16	19:16
Pôle de Santé	09:22	10:22	11:22	12:22	13:22	14:22	15:22	16:22	17:22	18:22	19:22

Pôle de Santé	08:35	09:35	10:35	11:35	12:35	13:35	14:35	15:35	16:35	17:35	18:35
Parcs de Loisirs	08:41	09:41	10:41	11:41	12:41	13:41	14:41	15:41	16:41	17:41	18:41
Tennis	08:41	09:41	10:41	11:41	12:41	13:41	14:41	15:41	16:41	17:41	18:41
Violettes	08:43	09:43	10:43	11:43	12:43	13:43	14:43	15:43	16:43	17:43	18:43
Muguet	08:44	09:44	10:44	11:44	12:44	13:44	14:44	15:44	16:44	17:44	18:44
La Hume Cinema	08:45	09:45	10:45	11:45	12:45	13:45	14:45	15:45	16:45	17:45	18:45
Gare de La Hume	08:48	09:48	10:48	11:48	12:48	13:48	14:48	15:48	16:48	17:48	18:48
Clairbois	08:49	09:49	10:49	11:49	12:49	13:49	14:49	15:49	16:49	17:49	18:49
Dantin	08:50	09:50	10:50	11:50	12:50	13:50	14:50	15:50	16:50	17:50	18:50
Avenue Charles de Gaulle	08:51	09:51	10:51	11:51	12:51	13:51	14:51	15:51	16:51	17:51	18:51
Commissariat	08:52	09:52	10:52	11:52	12:52	13:52	14:52	15:52	16:52	17:52	18:52
Gare de la Teste	08:54	09:54	10:54	11:54	12:54	13:54	14:54	15:54	16:54	17:54	18:54
Commissariat	08:55	09:55	10:55	11:55	12:55	13:55	14:55	15:55	16:55	17:55	18:55
Place Jean Hameau	08:55	09:55	10:55	11:55	12:55	13:55	14:55	15:55	16:55	17:55	18:55
Eglise	08:57	09:57	10:57	11:57	12:57	13:57	14:57	15:57	16:57	17:57	18:57
Quincarneau	08:58	09:58	10:58	11:58	12:58	13:58	14:58	15:58	16:58	17:58	18:58
Marché	09:00	10:00	11:00	12:00	13:00	14:00	15:00	16:00	17:00	18:00	19:00
Lisière du Golf	09:02	10:02	11:02	12:02	13:02	14:02	15:02	16:02	17:02	18:02	19:02
Boulevard du Pyla	09:02	10:02	11:02	12:02	13:02	14:02	15:02	16:02	17:02	18:02	19:02
Portes du Pyla	09:03	10:03	11:03	12:03	13:03	14:03	15:03	16:03	17:03	18:03	19:03
Les Hauts du Pyla	09:07	10:07	11:07	12:07	13:07	14:07	15:07	16:07	17:07	18:07	19:07
Boulevard Louis Lignon	09:08	10:08	11:08	12:08	13:08	14:08	15:08	16:08	17:08	18:08	19:08
Mairie du Pyla	09:09	10:09	11:09	12:09	13:09	14:09	15:09	16:09	17:09	18:09	19:09

La baisse d'offre est donc de 118 kms commerciaux par dimanche soit pour 18 dimanches et 5 jours fériés une baisse de 2 716 kms commerciaux. Cette offre en moins n'est pas valorisée en coût complet car les heures des conducteurs resteraient payées en battement. **L'économie pour la COBAS serait donc de 1 983 €HT non indexés (sur la base d'un coût de roulage de 0,73€HT / Km).**

Avantages +	Inconvénients -
- **Rationalisation de la ligne sur la partie non utilisée** - **100% des horaires connectés en gare de La Teste de Buch** - **Economie annuelle**	- **Baisse d'offre sur le secteur du golf de Gujan Mestras**

2- Baisse de l'offre sur la ligne 7 le dimanche en inter-saison et Eté

Une économie supplémentaire pourrait être réalisée sur la ligne 7 les mêmes dimanches.

En réduisant l'offre de 7 courses commerciales (23 au lieu de 30 pour garder une fréquence à l'heure mais réduire l'amplitude du matin), le km commercial baisse de 146.07 kms par dimanche.

La répartition par période est la suivante :

Périodes	Nombre de dimanche
Dimanche intersaison	18
Fériés intersaison	5
Dimanche Eté	10

La baisse de CFF de 9 577.28 €HT non indexé (basée sur le coût unitaire minibus contractuel).

Transdev Bassin Arcachon, le 3 décembre 2024

Avantages +	Inconvénients -
- **Rationalisation de la ligne en adaptant le nombre de parcours aux usages dominicaux** - **Maintien d'une fréquence à l'heure toute la journée** - **Economie annuelle non négligeable**	

3- Arrêt de la ligne 101 express à la Dune du Pilat en été

Les fréquentations constatées à l'été 2024 sur les arrêts compris entre la Dune du Pilat et les plages sont les suivantes :

	juil-24		août-24	
	Ligne 3	Ligne 101	Ligne 3	Ligne 101
CAMPING DE LA FORET		9	10	28
CAMPING LES FLOTS BLEUS	56	79	193	579
CAMPINGS PANORAMA ET PETIT NICE	97	117	277	605
PLAGE DE LA LAGUNE	24	70	71	301
PLAGE DE LA SALIE	30	260	246	898
PLAGE DU PETIT NICE	19	103	98	442
PYLA CAMPING	22	58	164	358

On observe que 75% de la clientèle qui va sur les campings et les plages utilise la ligne 101 express.

	Ligne 3	**Ligne 101**
Voyageurs ÉTÉ 2024	1307	3907
Nombre de courses ÉTÉ 2024	1680	1920
Voyage/course	0,78	2,03

Le niveau d'offre actuel est de plus de 200 places toutes les heures entre la Dune du Pilat et les plages alors que la demande est bien moins élevée. Il conviendrait alors d'étudier la suppression de la desserte Campings et Plages par une des 2 lignes.

Il faudrait néanmoins conserver la desserte des plages sur la ligne 3 et la supprimer sur la ligne 101 pour pouvoir assurer des correspondances à la Dune du Pilat. L'inverse n'est pas possible en exploitation. Cela permet en complément de conserver une cohérence avec la desserte dimanche en intersaison où la ligne 3 dessert les plages.

En maintenant une desserte équivalente sur la ligne 3 et en positionnant le terminus de la ligne 101 au niveau de la Dune du Pilat, cela permettrait :

- Economie de 17 070 kms commerciaux
- Valorisés au coût de roulage car pas de gain de conducteur soit 0,73€HT/km

La CFF annuelle serait donc en baisse minimum de 12 461 €HT non indexé.

Avantages +	Inconvénients -
- **Optimisation de l'offre entre la Dune et les plages (portion peu fréquentée)** - **Maintien de l'offre de cabotage de la ligne 3**	- **Baisse d'offre vers la plages**

Transdev Bassin Arcachon, le 3 décembre 2024

- **Préfigure une offre future en navette vers les plages**
- **Economie annuelle non négligeable**

4- Modification du volume annuel de kms commerciaux contractuels du TAD et son coût unitaire

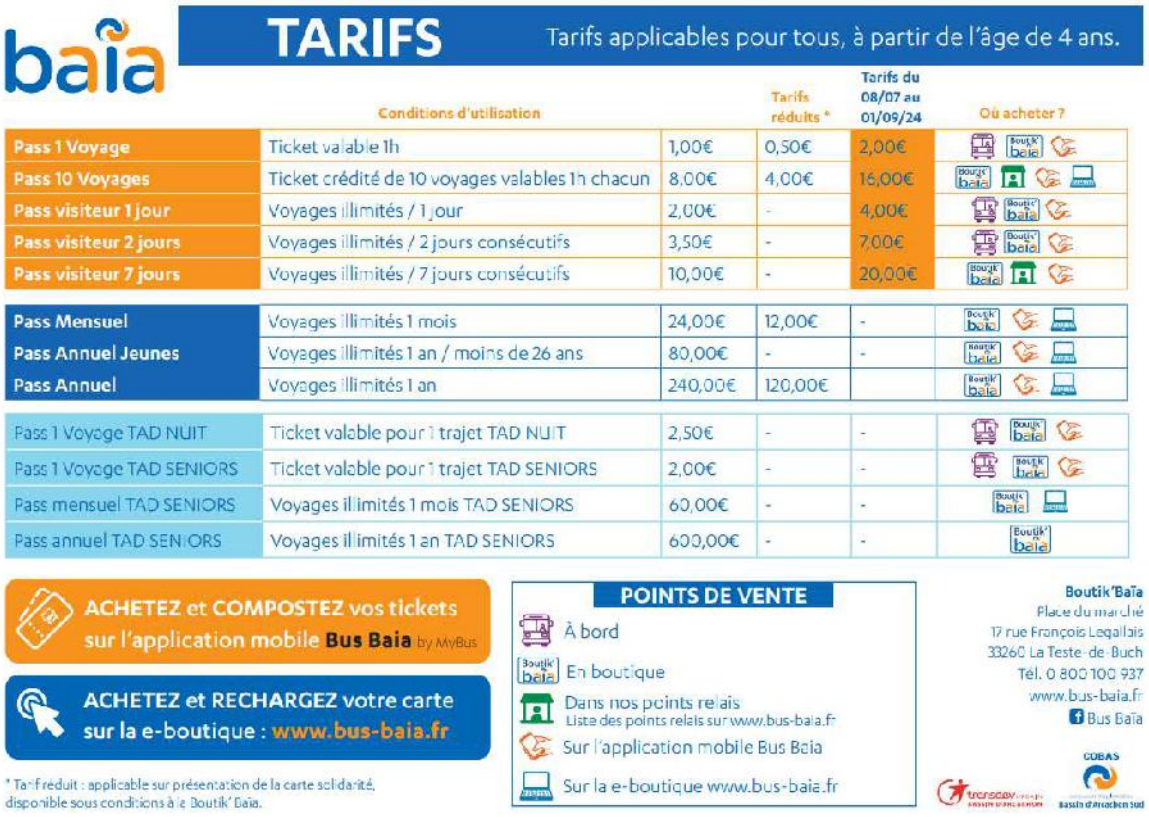
Nous proposons de modifier le volume contractuel de kms commerciaux de l'offre à la demande à 145 000 kms commerciaux annuels.

Le nouveau forfait annuel pour l'ensemble de l'offre à la demande (en propre et sous-traitée) serait donc de 390 613,53 €HT non indexé.

En deçà ou au-delà de ce volume kilométrique, un coût unitaire s'appliquera à la hausse ou à la baisse. Ce coût, actuellement de 3,20€HT non indexé, pourrait être réétudié à 2,00€HT.

5- Intégration d'un tarif double du 29 mai au 28 septembre 2025

La COBAS souhaite optimiser les recettes commerciales du réseau, notamment au travers d'une tarification estivale augmentée et qui cible principalement la clientèle touristique. Le projet consiste à mettre en place durant la période estivale uniquement une tarification modifiée telle que :



Seuls les titres occasionnels 1 voyage, 10 voyages, 1 jour, 2 jours et 7 jours seraient impactés.

L'expérimentation a eu lieu en juillet et août 2024 avec un surplus de recettes de 104 286 €HT.

Transdev Bassin Arcachon, le 3 décembre 2024

Les prévisions annuelles de recettes supplémentaires à reverser à la COBAS seraient donc de l'ordre de :

TU	78 875 €HT
T10	46 842 €HT
1 jour	48 192 €HT
2 jours	661 €HT
7 jours	1402 €HT

Le total minimum estimé est donc de 175 772 €HT. Ce montant sera bien sûr réétudié au réel à chaque fin de période.

6- Modifications de l'offre sur les lignes de proximité 8, 9 et 10

L'idée ici est de voir les potentielles réductions d'offre sur des créneaux faibles les samedis et vacances scolaires.

Les fréquentations par tranche horaire et par mois sont les suivantes :

Ligne 8	7h-8h	8h-9h	9h-10h	10h-11h	11h-12h	12h-13h	13h-14h	14h-15h	15h-16h	16h-17h	17h-18h	18h-19h	19h-20h	Total	Moy/heure
Janvier	154	113	116	66	99	69	177	239	126	323	307	141	43	1973	152
Février	91	126	121	100	106	156	186	190	178	362	253	159	40	2068	159
Mars	176	152	103	56	66	79	156	182	152	332	402	133	21	2010	155
Avril	103	92	58	86	87	78	120	203	155	233	229	127	36	1607	124
Mai	171	88	55	71	121	131	140	144	160	318	322	116	20	1857	143
Juin	151	85	101	74	83	60	141	182	96	312	229	87	18	1619	125
Juillet	8	27	57	62	69	88	71	68	113	84	52	61	38	798	61
Août	10	58	47	51	57	42	61	77	84	54	59	51	41	692	53
Septembre	161	171	59	75	112	49	106	118	95	297	280	65	24	1612	124
Octobre	105	150	63	98	108	72	95	144	126	247	164	82	33	1487	114
Novembre	170	83	80	89	90	56	149	165	104	352	194	109	16	1657	127
Décembre	171	154	126	63	65	81	167	172	151	341	351	116	58	2016	155
Moyenne	**123**	**108**	**82**	**74**	**89**	**80**	**131**	**157**	**128**	**271**	**237**	**104**	**32**		

Ligne 9	7h-8h	8h-9h	9h-10h	10h-11h	11h-12h	12h-13h	13h-14h	14h-15h	15h-16h	16h-17h	17h-18h	18h-19h	19h-20h	Total	Moy/heure
Janvier	340	1272	271	100	107	192	113	158	153	545	857	147	40	4295	330
Février	214	792	214	79	169	166	107	181	168	390	512	76	24	3092	238
Mars	329	1336	348	107	111	240	96	171	168	622	898	76	26	4528	348
Avril	171	558	178	80	86	145	121	111	153	405	420	78	17	2523	194
Mai	305	1014	310	125	120	203	120	110	186	561	706	65	20	3845	296
Juin	184	832	242	112	73	179	102	122	160	409	401	58	24	2898	223
Juillet	18	37	18	33	35	27	41	70	41	41	78	58	14	511	39
Août	10	38	36	50	50	50	63	66	41	44	49	33	16	546	42
Septembre	179	819	367	89	52	166	85	93	139	378	495	115	25	3002	231
Octobre	240	1026	344	65	60	202	109	127	111	494	471	82	9	3340	257
Novembre	305	878	376	64	61	252	83	129	188	492	515	76	8	3427	264
Décembre	256	1098	226	102	78	149	66	124	204	506	662	102	28	3601	277
Moyenne	**213**	**808**	**244**	**84**	**84**	**164**	**92**	**122**	**143**	**407**	**505**	**81**	**21**		

Ligne 10	7h-8h	8h-9h	9h-10h	10h-11h	11h-12h	12h-13h	13h-14h	14h-15h	15h-16h	16h-17h	17h-18h	18h-19h	19h-20h	Total	Moy/heure
Janvier	62	87	60	21	17	15	40	56	36	105	187	27	5	718	55
Février	21	40	41	32	15	27	9	17	22	42	21	6	2	295	23
Mars	6	13	19	9	20	16	33	39	26	40	47	8	0	276	21
Avril	15	15	23	16	31	13	22	46	16	32	41	14	3	287	22
Mai	30	42	21	7	14	25	5	27	21	44	64	6	3	309	24
Juin	29	57	33	22	18	8	13	27	37	140	76	14	4	478	37
Juillet	16	11	16	22	10	18	5	23	69	12	46	8	3	259	20
Août	6	18	38	28	55	69	33	23	23	8	11	6	1	319	25
Septembre	36	29	18	9	6	0	3	1	9	10	5	3	0	129	10
Octobre	21	27	7	7	7	16	12	3	9	11	3	2	0	125	10
Novembre	53	65	24	10	7	7	16	14	20	43	21	2	0	282	22
Décembre	32	58	37	20	8	35	27	22	41	65	40	26	0	411	32
Moyenne	**27**	**39**	**28**	**17**	**17**	**21**	**18**	**25**	**27**	**46**	**47**	**10**	**2**		

Nous voyons bien que les 2 derniers parcours de la ligne sont très faiblement utilisés, ainsi que les mois de juillet et août.

Transdev Bassin Arcachon, le 3 décembre 2024

Il conviendrait donc de réduire l'amplitude de service des samedis (dans un premier temps ?) et d'alléger l'offre durant les périodes de vacances scolaires.

Il y aurait donc une fiche horaire double :

- Lundi à vendredi en période scolaire inchangée versus aujourd'hui
- Samedi et vacances modifiés (fréquence à 90 minutes et amplitude réduite)

Pour ces 3 lignes nous proposons donc une réduction d'offre telle que :

Lignes	Périodes	Nbre de jours	Evol km/jour	Coût unit	Impact coûts
8	Sam hiver + LàV petites vacances	45+40	-48.99	1.9869	-8 273.75
8	LàS été	46	-130.80	1.9869	-11 954.77
9	Sam hiver + LàV petites vacances	45+40	-42.99	1.9869	-7 260.43
9	LàS été	46	-128.94	1.9869	-11 784.78
10	Sam hiver + LàV petites vacances	45+40	-177.42	1.9869	-29 963.84
10	LàS été	46	-177.42	1.9869	-16 215.72

La baisse globale de CFF serait donc de 85 453.29 €HT non indexé.

Avantages +	Inconvénients -
- **Traitement équitable des lignes de proximité** - **Rationalisation de l'offre sur des périodes de sous-utilisation des lignes** - **Aucun impact sur la période scolaire et active** - **Economie annuelle importante**	- **Baisse d'offre sur 3 communes**

7- Réduction du poste Directeur dans l'éventualité d'une intervention extérieure au contrat en année pleine

Il est envisagé une mission d'accompagnement du directeur nouvellement nommé à Transdev Nord Bassin Arcachon à compter du 1er mars. Cela est notamment intéressant car il existe des synergies évidentes entre les 2 réseaux, et particulièrement sur les projets billettique Modalis et les sous-traitants.

La baisse de CFF 2025 liée à ce partage serait de 18,33k€HT non indexé.

Bilan :

La baisse de CFF globale pour l'ensemble de ces modifications serait en année pleine :

Modifications	Impacts CFF en €HT non indéxé
Allègement L4 dimanche intersaison	**-1983,00**
Baisse offre L7 dimanche intersaison et vacances	**-9577,28**
L101 terminus Dune du Pilat	**-12461,00**
Tarifs doublés entre juin et septembre	**-175772,00**

Transdev Bassin Arcachon, le 3 décembre 2024

Baisse offre sur L8, L9 et L10	**-85453,29**
Réduction d'une journée hebdo du directeur	**-18333,33**
Total année pleine	**-303 589,90**

Transdev Bassin Arcachon, le 3 décembre 2024

Annexe 2 – Grille tarifaire estivale

GRILLE TARIFAIRE

Tarifs applicables pour tous, à partir de l'âge de 4 ans.

	Conditions d'utilisation		Tarifs réduits*	Tarifs du 29/05 au 28/09/2025	Où acheter ?
Pass 1 Voyage	Ticket valable 1h	1,00€	0,50€	2,00€	
Pass 10 Voyages	Ticket crédité de 10 voyages valables 1h chacun	8,00€	4,00€	16,00€	
Pass visiteur 1 jour	Voyages illimités / 1 jour	2,00€	-	4,00€	
Pass visiteur 2 jours	Voyages illimités / 2 jours consécutifs	3,50€	-	7,00€	
Pass visiteur 7 jours	Voyages illimités / 7 jours consécutifs**	10,00€	-	20,00€	
Pass Mensuel	Voyages illimités 1 mois	24,00€	12,00€	24,00€	
Pass Annuel Jeunes	Voyages illimités 1 an / moins de 26 ans	80,00€	-	80,00€	
Pass Annuel	Voyages illimités 1 an	240,00€	120,00€	240,00€	
Pass 1 Voyage TAD NUIT	Ticket valable pour 1 trajet TAD NUIT	2,50€	-	2,50€	
Pass 1 Voyage TAD SENIORS	Ticket valable pour 1 trajet TAD SENIORS	2,00€	-	2,00€	
Pass mensuel TAD SENIORS	Voyages illimités 1 mois TAD SENIORS	60,00€	-	60,00€	
Pass annuel TAD SENIORS	Voyages illimités 1 an TAD SENIORS	600,00€	-	600,00€	

ACHETEZ et COMPOSTEZ vos tickets sur l'application mobile Bus Baia by MyBus

ACHETEZ et RECHARGEZ votre carte sur la e-boutique : www.bus-baia.fr

* **Tarifs réduits :** applicables sur présentation de la carte solidarité, disponible sous conditions à la Boutik' Baïa. Tarifs réduits valables toute l'année.
** **Pass visiteur 7 jours :** disponible en boutique, sur l'application mobile et dans certains points relais uniquement *(plus d'infos sur notre site web).*

POINTS DE VENTE

- À bord
- En boutique
- Dans nos points relais
  Liste des points relais sur www.bus-baia.fr
- Sur l'application mobile Bus Baia
- Sur la e-boutique www.bus-baia.fr

Boutik'Baïa
Place du marché
17 rue François Legallais
33260 La Teste-de-Buch
Tél. 0 800 100 937
www.bus-baia.fr
Bus Baïa

transdev URBAIN BASSIN D'ARCACHON

COBAS
Bassin d'Arcachon Sud

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085863

N° DEL-2025-04-030

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Eric BERNARD, Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

33 présents
5 procuration(s)
3 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Sophie DEVILLIERS **N° DEL-2025-04-030**

LIAISON CYCLABLE ET PIETONNE ENTRE LA PLACE PEYNEAU ET LE PETIT PORT A ARCACHON - MISE À DISPOSITION DE LA STRUCTURE EN BOIS QUI CONSTITUE LA LIAISON CYCLABLE ET PIETONNE DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE REHABILITATION

Mes Chers Collègues,

Par délibération n° DEL-2024-12-173 en date du 17 décembre 2024 le Conseil Communautaire de la COBAS approuvait le lancement de la consultation des travaux pour la réhabilitation de la liaison cyclable et piétonne entre la Place Peyneau et le Petit Port sur la commune d'Arcachon.

Conformément aux articles L.1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales qui a posé comme principe que le transfert de compétences entraîne le transfert à l'EPCI des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice ainsi que de l'ensemble des droits et obligations qui y sont attachés, il est nécessaire, en prévision du démarrage des travaux de réhabilitation de la liaison cyclable et piétonne, de mettre à disposition la structure bois sur toute sa longueur (900 mètres) au profit de la COBAS pour la réalisation de ces travaux.

Cette mise à disposition, à titre gratuit, sera constatée par un procès-verbal. Elle sera limitée à la durée des travaux de réhabilitation qui prendront fin à la remise officielle de l'ouvrage, par la COBAS à la commune d'Arcachon, après déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code général de la propriété des personnes publiques,
VU la délibération n° DEL-2024-12-173 du Conseil Communautaire du 17 décembre 2024, portant approbation du lancement de la consultation du marché public de travaux pour la réhabilitation de la liaison cyclable et piétonne entre la Place Peyneau et le Petit Port sur la commune d'Arcachon,
VU la délibération de la ville d'Arcachon en date du 26 mars 2025 approuvant la mise à disposition au profit de la COBAS,
VU le projet de procès-verbal de mise à disposition au profit de la COBAS, joint à la présente,
VU l'avis favorable de la Commission transport, déplacements et intermodalité du 19 mars 2025,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la mise à disposition, au profit de la COBAS par la ville d'Arcachon, à titre gratuit, de la structure en bois qui constitue la liaison piétonne et cyclable entre la Place Peyneau et le Petit Port à Arcachon ;
- **APPROUVER** les termes du procès-verbal de mise à disposition entre la ville d'Arcachon et la COBAS, joint en annexe ;
- **HABILITER** la Présidente à signer le procès-verbal de mise à disposition et tout acte nécessaire à intervenir concernant cette mise à disposition.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 38
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

Publié le 15 AVR. 2025

PROCES-VERBAL
DE MISE À DISPOSITION

LIAISON CYCLABLE ET PIETONNE DE LA PLACE PEYNEAU AU PETIT PORT A ARCACHON - MISE À DISPOSITION DE LA STRUCTURE EN BOIS DANS LE CADRE DES TRAVAUX DE REHABILITATION

ENTRE :

La Ville d'Arcachon, dont le siège est sis Place Lucien de Gracia, 33120 Arcachon, représentée par son Maire, Monsieur Yves FOULON, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 26 mars 2025,

D'UNE PART

ET,

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, représentée par sa Présidente, Madame Marie-Hélène DES ESGAULX, agissant au nom de la COBAS – 2 Allée d'Espagne, BP 147, 33311 ARCACHON CEDEX, autorisée, à cet effet, par délibération du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2025,

D'AUTRE PART

Vu l'arrêté préfectoral du 7 décembre 2001 autorisant la transformation du District Sud Bassin en Communauté d'Agglomération et visant le projet de statuts incluant dans les compétences de plein droit : « aménagement de l'espace communautaire » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 mai 2018 approuvant la modification des statuts de la Communauté d'Agglomération (COBAS) ;

Vu la délibération du Conseil Communautaire n° DEL-2024-12-173 en date du 17 décembre 2024 approuvant la consultation de travaux pour la réhabilitation de la liaison cyclable et piétonne entre la Place Peyneau et le Petit Port sur la commune d'Arcachon ;

Vu la délibération de la ville d'Arcachon en date du 26 mars 2025 approuvant la mise à disposition du terrain d'assiette ;

Vu l'article L.5211-5 du CGCT précisant que le transfert de compétences entraîne de plein droit à l'ensemble des biens, équipements et services publics nécessaires à leur exercice ainsi qu'à l'ensemble des droits et obligations qui leur sont attachés, l'application des articles L.1321-1 à 1321-5 du CGCT ;

Vu l'article L.1321-1 du CGCT précisant que le transfert de compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés pour l'exercice de cette compétence et que cette mise à disposition est constatée par un procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de la collectivité bénéficiaire.

Vu l'article L.1321-2 du CGCT précisant que la collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des droits et obligations du propriétaire. Elle possède tous pouvoirs de gestion. Elle peut notamment autoriser l'occupation des biens remis. Elle agit en justice au lieu et place du propriétaire.

Il est procédé, ce jour, entre les parties visées ci-dessus à la mise à disposition à titre gratuit par la commune d'Arcachon à la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud la structure en bois composant la liaison cyclable et piétonne entre la place Peyneau et le Petit Port d'une longueur de 900 mètres. La mise à disposition est limitée à la durée des travaux de réhabilitation.

La Communauté d'Agglomération accepte ce bien en l'état et sans réserve.

Fait à Arcachon,
Le

Pour la Ville d'Arcachon, **Pour la COBAS**

Le Maire, Yves FOULON **La Présidente, Marie-Hélène DES ESGAULX**

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085864

N° DEL-2025-04-031

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Jean-Jacques GERMANEAU **N° DEL-2025-04-031**

TRAVAUX DE REHABILITATION DU BALISAGE LUMINEUX DE LA PISTE CYCLABLE PETIT PORT PLACE PEYNEAU SUR LA COMMUNE D'ARCACHON – DELEGATION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE ET OPERATION POUR LE COMPTE DE TIERS

Mes Chers Collègues,

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 17 décembre 2024, la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud a approuvé les travaux de réhabilitation de la piste cyclable structurante située entre le Petit Port et la Place Peyneau à Arcachon.

Cette piste est actuellement équipée de balisage lumineux dont la gestion patrimoniale relève du périmètre de la ville d'Arcachon. Dans le cadre d'une mutualisation des opérations de travaux, le remplacement du balisage lumineux existant s'avère indissociable des autres chantiers de réfection relevant de la compétence communautaire. Par conséquent, la ville d'Arcachon propose d'en déléguer la maîtrise d'ouvrage à la COBAS afin de favoriser des économies d'échelle et assurer un pilotage technique unique.

À ce titre, il convient de procéder à un transfert d'actifs dont les flux financiers seront retracés via une opération pour le compte de tiers et d'acter le schéma comptable en ce sens qui s'équilibrera parfaitement en dépenses et en recettes. Ces ajustements juridiques et comptables, ainsi que les modalités inhérentes à cette procédure, sont précisément définis dans la convention de financement annexée à la présente délibération.

Ainsi, le coût à terminaison de ces travaux portant sur la réfection du balisage lumineux a été estimé à une somme plafond de 304 200 € HT, frais de maîtrise d'œuvre inclus, soit un montant de 365 040 € TTC. Cette dépense fera donc l'objet d'une prise en charge par la ville d'Arcachon pour son coût réel dans la limite du montant précité et sera appelé en une seule fois par la COBAS après établissement du décompte général définitif validé pour ces dépenses spécifiques.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU l'instruction budgétaire et comptable de la M57, ainsi que ses arrêtés d'application,
VU la délibération n°DEL-2024-12-173 du Conseil Communautaire du 17 décembre 2024 approuvant les travaux de réhabilitation de la piste cyclable située entre le Petit Port et la Place Peyneau à Arcachon,
VU le projet de convention de financement à intervenir entre la COBAS et la ville d'Arcachon annexé à la présente délibération,
VU la délibération du Conseil Municipal d'Arcachon du 26 mars 2025 proposant la délégation de maîtrise d'ouvrage pour la réfection du balisage lumineux de la piste cyclable située entre le Petit Port et la Place Peyneau à Arcachon,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,
VU l'avis favorable de la Commission finances et administration générale du 2 avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la convention de financement à intervenir entre la COBAS et la ville d'Arcachon pour les travaux de réhabilitation du balisage lumineux sur la piste cyclable située entre le Petit Port et la Place Peyneau sur la commune d'Arcachon ;
- **HABILITER** la Présidente à signer ladite convention de financement, annexée à la présente et tous les documents relatifs à ce projet ;
- **APPROUVER** le classement comptable de ces dépenses et de ces recettes en opération pour le compte de tiers sur le budget principal, conformément au tableau ci-annexé ;
- **ACTER** le montant plafond des travaux de réhabilitation du balisage lumineux de cette piste cyclable à 365 040 € TTC, ainsi que la participation financière correspondante de la ville d'Arcachon dans la limite du montant précité.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud
Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD (COBAS) ET LA VILLE D'ARCACHON POUR LA RÉHABILITATION DU BALISAGE LUMINEUX SUR LA PISTE CYCLABLE PETIT PORT PLACE PEYNEAU À ARCACHON

ENTRE LES SOUSSIGNÉES

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, dont le siège est *sis* 2 allée d'Espagne, 33120 Arcachon, représentée par sa Présidente, Madame Marie-Hélène DES ESGAULX, dûment habilitée par délibération du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2025,

Désignée ci-après par le terme « COBAS »

D'une part,

ET

La Ville d'Arcachon, dont le siège est *sis* Place Lucien de Gracia, 33120 Arcachon, représentée par son Maire, Monsieur Yves FOULON, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal en date du 26 mars 2025,

Désignée ci-après par le terme « Ville d'Arcachon »

D'autre part,

_____

Préambule

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud va procéder à la réhabilitation de la piste cyclable structurante située entre le Petit Port et la Place Peyneau à Arcachon.

Dans le cadre d'une optimisation des délais et des coûts inhérents à ce projet, le balisage lumineux existant sera repris dans le cadre des travaux portant sur cette réfection.

La gestion des travaux en lien avec le balisage lumineux relevant de la compétence exclusive de la Ville d'Arcachon, celle-ci étant indissociable des autres travaux relevant par ailleurs de la compétence de la COBAS (piste cyclable), les deux parties conviennent à travers leurs assemblées délibérantes respectives de déléguer la maîtrise d'ouvrage à la COBAS pour la reprise du balisage lumineux existants.

En contrepartie, la Ville d'Arcachon s'engage à prendre en charge le coût de cette réalisation par le versement d'une participation financière à hauteur des dépenses nécessaires à la réhabilitation du balisage sur cette piste cyclable dans le cadre budgétaire et comptable d'une opération pour le compte de tiers.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir le cadre juridique et comptable du financement par la Ville d'Arcachon des travaux portant sur la réalisation par la COBAS du balisage lumineux en lien avec la réhabilitation de la piste cyclable située entre le Petit Port et la Place Peyneau à Arcachon.

ARTICLE 2 : PROGRAMME D'INTERVENTION

Le programme des travaux portant sur le balisage lumineux de la piste cyclable Petit Port Place Peyneau et faisant l'objet d'un financement complet de la Ville d'Arcachon est détaillé ci-après.

La COBAS ne saurait prendre, sans l'accord de la Ville d'Arcachon, aucune décision pouvant entraîner le non-respect du programme ou de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération et doit informer par écrit la Ville d'Arcachon des conséquences de toute décision de modification du programme.

Toute augmentation de l'enveloppe financière en lien avec l'évolution du programme, à l'initiative de la COBAS, sera à la charge de la COBAS.

ARTICLE 3 : ESTIMATION FINANCIERE PREVISIONNELLE

Dans le programme initial, la part des travaux imputables à la Ville d'Arcachon, au titre de sa compétence en gestion du balisage lumineux, est estimé à un montant total de 304 200,00 € hors taxes, soit 365 040 € toutes taxes comprises.

L'enveloppe financière prévisionnelle est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Désignation	Unité	Quantité	Prix total en € HT	Prix total en € TTC
Coût des travaux	-	-	300 000,00	360 000,00
Maîtrise d'œuvre	*%*	*1,4*	*4 200,00*	*5 040,00*
Montant Total			**304 200,00**	**365 040,00**

L'évolution normale de l'opération, y compris les révisions de prix des marchés (études et travaux) calculées conformément à la règlementation en vigueur, sera prise en charge par la Ville d'Arcachon et ce jusqu'à la réception du quitus financier établi par la COBAS 1 an après la réception de l'ouvrage (après la période de parfait achèvement).

ARTICLE 4 : CONTENU DE LA MISSION DE LA COBAS

La COBAS pourra mettre en œuvre les éléments de mission suivants :

- la consultation et la désignation des prestataires, attribution, signature, gestion et rémunération relatives à tous les marchés nécessaires à la réalisation de l'opération (marché de maîtrise d'œuvre, coordonnateur sécurité, protection de la santé, ordonnancement pilotage coordination, travaux, autres prestations) ;
- pilotage des relations avec les sociétés concessionnaires (EDF, GDF, etc.) et tous les autres prestataires de l'opération et coordination de leurs interventions ;
- direction du marché de maîtrise d'œuvre, intégrant la passation des avenants de maîtrise d'œuvre permettant la fixation du forfait définitif de rémunération ;

- préparation du choix des entreprises de travaux et établissement, signature et gestion desdits contrats ;
- suivi, contrôle et organisation du chantier sur les plans techniques, administratifs et financiers sans pour autant s'immiscer dans la maîtrise d'œuvre, cela intègre les relations avec les riverains, professionnels, usagers et acteurs locaux ;
- le versement des rémunérations du maître d'œuvre et de l'ensemble des prestataires ;
- la notification à la Ville d'Arcachon du coût prévisionnel des travaux tel qu'il ressort des marchés attribués ;
- la gestion administrative, financière et comptable de l'opération ;
- l'assistance à la réception des ouvrages et à la gestion de la garantie de parfait achèvement ;
- la conduite des actions en justice en tant que de besoin.

Et d'une manière générale, tous les actes nécessaires à l'exercice de la mission objet de la présente convention.

La Ville d'Arcachon et ses services pourront suivre les travaux lors des réunions de chantier, réunion OPC ou toutes autres réunions et y accéder à tout moment. La Ville d'Arcachon est habilitée à émettre ses réserves au moment du contrôle, de l'admission ou de la réception des travaux et prestations.

Cependant, la Ville d'Arcachon ne pourra adresser ses observations qu'à la COBAS et en aucun cas aux prestataires.

La Ville d'Arcachon aura le droit de faire procéder à toutes vérifications qu'elle jugera utiles pour s'assurer que les clauses de la présente convention sont régulièrement observées et que ses intérêts sont sauvegardés.

Après achèvement des travaux, il sera procédé aux opérations préalables à la réception des ouvrages, contradictoirement avec les entreprises, par la COBAS.

La COBAS ne pourra notifier auxdites entreprises la décision relative à la réception des ouvrages qu'avec l'accord exprès de la Ville d'Arcachon sur le projet de décision. La Ville d'Arcachon s'engage à faire part de son accord ou de son désaccord dans un délai compatible avec celui de 30 jours fixé au CCAG applicable aux marchés publics de travaux.

En cas de réserves lors de la réception, le mandataire met en œuvre tout moyen pour les faire lever.

La COBAS ne peut exiger de la Ville d'Arcachon et réciproquement des travaux supplémentaires de quelque nature que ce soit, sauf par voie d'avenant.

ARTICLE 5 : DISPOSITIONS BUDGETAIRES ET COMPTABLES

La maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de ces équipements dont la compétence relève de la Ville d'Arcachon étant confiée à la COBAS, cette dernière devra donc avancer les fonds liés à l'opération et retracer les mouvements financiers associés dans un chapitre budgétaire spécifique en opération pour le compte de tiers.

La participation financière de la Ville d'Arcachon correspondant à la présente convention sera effectuée au nom de la COBAS sur le compte ouvert au Service de Gestion Comptable de Belin-Béliet Biganos sous la référence bancaire suivante :

Compte : 30001 Code guichet : 00215 N° compte : D3300000000 Clé RIB : 32
IBAN : FR54 3000 1002 15D3 3000 0000 032
BIC : BDFEFRPPCCT

Conformément aux dispositions de l'instruction comptable M57 en vigueur, la COBAS paiera les sommes dues au titre des travaux cités à l'article 1 sur le chapitre 4581-1 et percevra les sommes versées par la Ville d'Arcachon sur le chapitre 4582-1.

La Ville d'Arcachon mandatera les sommes dues sur la nature comptable 2151 « Réseaux de voirie ».

Ces opérations seront retracées dans l'annexe B5 « Opérations pour le compte de tiers » des documents budgétaires de la COBAS.

Le mandatement auprès des prestataires de l'opération sera assuré par la COBAS dans les conditions réglementaires en vigueur.

Sur la base du décompte général définitif de cette opération, la Ville d'Arcachon effectuera un seul mandat et en totalité au profit de la COBAS pour l'ensemble des dépenses relatives au balisage lumineux de la piste cyclable Petit Port Place Peyneau à Arcachon.

La COBAS présentera à l'appui d'un titre de recettes émis à l'encontre de la Ville d'Arcachon, un état récapitulatif des dépenses payées sur la base des prestations effectivement réalisées, et conformément à l'article 4 de la présente convention.

ARTICLE 6 : DATE D'EFFET

La présente convention prend effet à compter du jour de sa notification aux parties, après transmission au contrôle de légalité accompagnée des délibérations respectives qui l'approuvent.

Elle est conclue pour la durée de l'opération, et les obligations contractuelles du mandataire prendront fin après la levée de l'ensemble des réserves éventuelles et la fin de la période de parfait achèvement.

ARTICLE 6 : PATRIMOINE

La COBAS et la Ville d'Arcachon, sous réserve des conditions d'éligibilité en vigueur, bénéficient pour la partie des travaux qui leur échoit, d'une attribution du fonds de compensation à la taxe sur la valeur ajoutée.

En l'occurrence, les équipements réalisés par la COBAS dans le cadre de cette opération, pour la partie concernant le balisage lumineux, relèvent de la compétence exercée par la Ville d'Arcachon et, à ce titre, la Commune en est propriétaire de plein droit à la fin de la période de garantie de parfait achèvement. La somme versée à la COBAS s'entend donc en euros toutes taxes comprises, la Ville d'Arcachon récupérant le fonds de compensation à la taxe sur la valeur ajoutée correspondant.

Dès réception, la ville sera en pleine propriété des ouvrages réalisés. Elle en assurera la gestion et prendra notamment à sa charge tous les travaux d'entretien et de réparation, quelles que soient leur nature et leur importance, y compris pour les réparations définies à l'article 6060 du Code Civil, même s'il y a vétusté.

Ces biens feront donc l'objet d'une mise à disposition sur la base d'un procès-verbal précisant la consistance et la valeur des biens concernés. Elle sera effectuée par opération d'ordre non budgétaire sur la base de la production d'un certificat administratif par chacune des parties précisant

la désignation, le numéro d'inventaire, la date et la valeur d'acquisition ainsi que les subventions perçues.

ARTICLE 7 : MODIFICATION ET FIN DE LA CONVENTION

La présente convention pourra être amendée par avenant écrit, signé des deux parties sous réserve des délibérations d'approbation de la modification.

La convention sera éteinte de plein droit à son échéance, c'est-à-dire à l'encaissement par la COBAS des fonds correspondants aux dépenses définitives dans le cadre des travaux sur le balisage lumineux dans le cadre de la réhabilitation de piste cyclable structurante Petit Port Place Peyneau à Arcachon.

Le terme de la convention intervient donc après la régularisation des comptes en dépenses et en recettes, qui doivent être équivalentes, enregistrées en opération pour le compte de tiers à la COBAS.

ARTICLE 8 : JUGEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de désaccord relatif à la validité, l'exécution ou l'interprétation de la présente convention, les parties conviennent de privilégier la voie d'un règlement amiable.

À défaut, les contestations qui s'élèveraient entre les soussignées au sujet de la présente seront soumises au Tribunal Administratif de Bordeaux.

Fait à

Le,

En deux exemplaires, dont un pour chacun des signataires.

Pour la COBAS,

La Présidente, Marie-Hélène DES ESGAULX

Pour la Ville d'Arcachon,

Le Maire, Yves FOULON

BUDGET PRINCIPAL (64000)

EXERCICE 2025 - OPERATION POUR LE COMPTE DE TIERS

ARTICLE	FONCTIONNEMENT	OPERATIONS REELLES	OPERATIONS D'ORDRE		TOTAL
			042 de section à section	043 à l'intérieur de la section	
	DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
	RECETTES DE FONCTIONNEMENT	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**
ARTICLE	**INVESTISSEMENT**	**OPERATIONS REELLES**	**OPERATIONS D'ORDRE**		**TOTAL**
			040 de section à section	**041 à l'intérieur de la section**	
	DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**365 040,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**365 040,00 €**
4581-1	Opération sous mandat pour le compte de la Ville d'Arcachon-Travaux de réhabilitation du balisage lumineux de la piste cyclable Petit Port Place Peyneau à Arcachon	365 040,00 €			- € 365 040,00 €
	RECETTES D'INVESTISSEMENT	**365 040,00 €**	**0,00 €**	**0,00 €**	**365 040,00 €**
4582-1	Opération sous mandat pour le compte de la Ville d'Arcachon-Travaux de réhabilitation du balisage lumineux de la piste cyclable Petit Port Place Peyneau à Arcachon	365 040,00 €			- € 365 040,00 €
Opération équilibrée					0,00 €

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085866

N° DEL-2025-04-032

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Patrice BEUNARD **N° DEL-2025-04-032**

TRAVAUX COMPLEMENTAIRES SUR LE COMPLEXE SPORTIF DE CHANTE CIGALE COMMUNE DE GUJAN-MESTRAS : CONSTRUCTION D'UN VESTIAIRE ARBITRES - ATTRIBUTION DES MARCHES PUBLICS DE TRAVAUX

Mes Chers Collègues,

Par délibération n° DEL-2024-12-158 du Conseil Communautaire du 17 décembre 2024, la COBAS a approuvé les travaux complémentaires sur le complexe sportif de Chante Cigale à Gujan-Mestras dans le cadre de sa compétence optionnelle « Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » : construction d'un vestiaire arbitres avec sanitaire et douche, d'un local de rangement pour le club de football F.C.B.A. et d'un local ménage. Ces travaux complémentaires visent à classer les installations sportives au niveau « T5 » conformément au règlement des terrains et installations sportives 2021 de la Fédération Française de Football (F.F.F.).

Pour mémoire, le marché public de Maîtrise d'Œuvre a été attribué en octobre 2024 par décision n° DEC-2024-10-118 à la société BULLE ARCHITECTURES pour un montant global forfaitaire de 24 925 € HT, après avenant n° 1.

Pour rappel, une enveloppe budgétaire a également été approuvée pour un montant estimatif de 248 000 € Toutes Dépenses Confondues (TDC) et un montant prévisionnel de travaux de 149 550 € HT, soit 179 460 € TTC (phase Avant-Projet Définitif - APD).

Le lancement de la consultation allotie en vue des marchés publics de travaux a été effectué le 31 janvier 2025 sous la forme d'une procédure adaptée soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

A l'issue de la date limite de remise des offres prévue le 3 mars 2025, un total de 29 offres a été reçu pour l'ensemble de l'opération envisagée.

Suite à la Commission d'Appel d'Offres qui s'est tenue ce 9 avril 2025, il est proposé d'attribuer les marchés publics de travaux aux entreprises suivantes :

- Lot 01 - Démolitions VRD Gros œuvre : COBALTO pour un montant global et forfaitaire de 53 500 € HT ;
- Lot 02 - Charpente et bardage bois : MCE PERCHALEC pour un montant global et forfaitaire de 12 500 € HT ;
- Lot 03 - Couverture et bardage métalliques : MCE PERCHALEC pour un montant global et forfaitaire de 27 000 € HT ;
- Lot 04 - Menuiseries extérieures : DUPUCH MENUISERIE SERVICE pour un montant global et forfaitaire de 11 360 € HT ;

- Lot 05 - Électricité : CIMEA pour un montant global et forfaitaire de 9 462,86 € HT ;
- Lot 06 - Chauffage Ventilation Plomberie Sanitaire : CE2A pour un montant global et forfaitaire de 13 900 € HT ;
- Lot 07 - Plâtrerie Isolation : FOEHN & CO pour un montant global et forfaitaire de 13 800 € HT ;
- Lot 08 - Peinture : VALLEE AQUITAINE pour un montant global et forfaitaire de 3 525 € HT ;
- Lot 09 - Chape Carrelage Faïence : GREZIL pour un montant global et forfaitaire de 11 546,41 € HT ;
- Lot 10 - Menuiseries bois & aménagements : FOEHN & CO pour un montant global et forfaitaire de 2 804,40 € HT.

Le coût des travaux est donc porté à 159 398,67 € HT soit un montant de 191 278,40 € TTC. Au regard de l'évolution du coût des travaux, le coût total de l'opération est porté à 263 000 € TDC (Toutes Dépenses Confondues).

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code de la commande publique et notamment les articles L.2123-1 et R.2123-1 1,
VU la décision n° DEC-2024-10-118 en date du 8 octobre 2024 attribuant le marché public de Maîtrise d'Œuvre,
VU la délibération n° DEL-2024-12-158 du Conseil Communautaire du 17 décembre 2024 approuvant l'Avant-Projet Définitif (APD) et l'avenant n° 1 au marché de Maîtrise d'Œuvre,
VU la délibération n° DEL-2024-10-112 du Conseil Communautaire du 3 octobre 2024 approuvant la mise à disposition d'une emprise supplémentaire de terrain au profit de la COBAS dans le cadre des travaux,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,
VU l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 9 avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **HABILITER** la Présidente à attribuer et signer les marchés publics de travaux à intervenir avec les entreprises ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse après avis de la Commission d'Appel d'Offres ;
- **HABILITER** la Présidente à signer tout document ainsi que les avenants éventuels, avec si nécessaire avis de la CAO, se rapportant à ces marchés publics de travaux, et prendre toute décision relative à leur exécution et leur règlement ;
- **APPROUVER** l'actualisation du coût des marchés publics de travaux à hauteur de 159 398,67 € HT ainsi que le coût total de l'opération de 263 000 € TDC ;
- **HABILITER** la Présidente à effectuer toutes démarches nécessaires et à solliciter les autorisations administratives relatives à ce dossier ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les crédits correspondants au budget principal de la COBAS sur les exercices concernés.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

Publié le 15 AVR. 2025

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085868

N° DEL-2025-04-033

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Yves HERSZFELD **N° DEL-2025-04-033**

POLE ECONOMIQUE : TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE L'ETAGE R+2 DE L'HÔTEL D'ENTREPRISES - APPROBATION DU PROJET ET LANCEMENT DE LA CONSULTATION DES MARCHES PUBLICS

Mes Chers Collègues,

Conformément à la délibération n° 18-49 du Conseil Communautaire du 6 avril 2018, la COBAS a approuvé la construction du siège de BA2E (l'agence de développement économique et l'hôtel d'entreprises), sur la même parcelle que la pépinière d'entreprises, cadastrée GZ 81, sur la commune de La Teste de Buch (33260), propriété de la COBAS avec un accès unique sur le 1010 avenue de l'Europe.

Ce bâtiment R+2 est dédié au rez-de-chaussée à l'agence BA2E et les deux étages à l'activité du Pôle Économique. Cet hôtel d'entreprises classé en ERP de 5ème catégorie de type W a été conçu initialement avec un niveau R+2 aménagé en plateau libre.

Une autorisation de travaux numéro 33529 23 K0054 a permis le cloisonnement d'une partie du niveau R+2 de l'hôtel d'entreprises, pour la création de bureaux complémentaires.

A ce jour, le Pôle Économique ayant besoin de plus de place pour accueillir les jeunes entreprises, il devient nécessaire d'aménager la partie R+2 (phase 2) de l'hôtel d'entreprises restée libre (côté Ouest et Nord) pour la création de bureaux supplémentaires. Ce projet de travaux d'aménagement porte également sur l'ajout d'une cloison pour recouper en deux un bureau existant du R+2.

Le cloisonnement, les portes et châssis vitrés intérieurs seront de même type que le niveau R+1 ou R+2, déjà aménagé. Cette modification ne change pas les dispositions prises pour assurer la sécurité du public et des utilisateurs en cas d'incendie, ni l'accessibilité de l'étage concerné aux personnes à mobilité réduite.

Aucune modification sur les aménagements extérieurs, les façades du bâtiment et le nombre d'effectif.

Les travaux électriques seront réalisés dans le cadre de l'accord-cadre à bons de commandes relatif aux travaux d'électricité BT et TBT.

Le montant des travaux de l'aménagement R+2 (phase 2) est estimé à 83 333,34 € HT, soit un montant de 100 000 € TTC.

Au regard du coût prévisionnel des travaux, il est nécessaire de lancer une consultation sous la forme d'une procédure adaptée au titre des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la commande publique.

L'allotissement de la consultation est le suivant :

- Lot 1 : Plâtrerie et peinture / signalétique,
- Lot 2 : Cloisons modulaires,
- Lot 3 : Menuiseries intérieures.

Cette opération de travaux ne nécessitera pas de Maîtrise d'Œuvre externe.

Par ailleurs, une mission de Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS) sera également nécessaire dans le cadre de l'accord-cadre à marchés subséquents relatif aux missions de coordination Sécurité Protection de la Santé (SPS).

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code de la commande publique et notamment les articles L.2123-1 et R.2123-1 1°,
VU la délibération n° 18-49 du Conseil Communautaire du 6 avril 2018, portant approbation du projet de construction du bâtiment du siège de BA2E, lancement du concours de Maîtrise d'Œuvre sur esquisse et désignation du jury de concours et de la commission technique,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025.

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** les travaux d'aménagement R+2 (phase 2) de l'hôtel d'entreprises sur la commune de La Teste de Buch ;
- **AUTORISER** la Présidente à lancer la consultation des entreprises sous la forme d'une procédure adaptée, selon les articles L.2123-1 1° et R.2123-1 1° du Code de la commande publique ;
- **AUTORISER** la Présidente, en cas d'infructuosité d'un ou plusieurs lots, à lancer une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables, et à engager les négociations ;
- **HABILITER** la Présidente à signer les marchés publics de travaux à intervenir avec les entreprises ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;
- **HABILITER** la Présidente à signer, le cas échéant, les avenants desdits marchés publics de travaux, lorsqu'ils ne comportent pas d'incidence financière ;
- **HABILITER** la Présidente à signer tout document nécessaire à cet effet ;
- **HABILITER** la Présidente à effectuer toutes démarches nécessaires à ce dossier et à solliciter les autorisations administratives ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les crédits correspondants au budget principal sur les exercices concernés.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud
Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085869

N° DEL-2025-04-034

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Gérard SAGNES **N° DEL-2025-04-034**

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DU 29 AOUT 2002 PORTANT SUR LA MODIFICATION DES INSTALLATIONS DE SFR SUR LA PARCELLE AS 01 A ARCACHON ET DE LA DURÉE DE LA CONVENTION

Mes Chers Collègues,

La COBAS, LA SOBASS et SFR ont signé une convention en date du 29 août 2002, modifiée par avenant n° 1 en date du 9 août 2017, aux termes de laquelle la COBAS a mis à la disposition de SFR des emplacements dans les emprises du château d'eau situé allée de la Galaxie à Arcachon sur la parcelle cadastrée numéro 0001 section AS, susceptible de servir de site d'émission-réception.

L'objet de l'avenant n° 2 porte sur la modification des installations de SFR, et de la durée de la convention, comme suit :

- Modification de l'installation
A la demande de la COBAS afin d'éviter le nombre de demandes d'accès des intervenants à l'intérieur du réservoir et pour que SFR puisse avoir un accès facilité à ses équipements en vue de la maintenance, cette dernière souhaite procéder à la normalisation de ses installations en les sortant de l'intérieur du réservoir pour les positionner en extérieur, au sein de l'emprise clôturée du site. Un système d'accès extérieur sécurisé par un portillon sera mis en place.

L'ancien local technique de SFR, installé précédemment à l'intérieur du château d'eau sera vidé de ses équipements et rendu en l'état à la COBAS. Les câbles seront également démontés et passeront par l'extérieur du château d'eau.

- Modification de la durée de la convention
La convention originale a été conclue pour une durée de douze années.
A compter de la signature de l'avenant n° 2, elle sera tacitement reconduite par périodes successives de cinq années, en lieu et place d'une année initialement, sauf résiliation par l'une des parties, adressée à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception respectant un préavis de douze mois au moins avant chaque échéance.

Les autres dispositions de la convention du 29 août 2002 modifiée par avenant n° 1 du 9 août 2017 sont inchangées.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code général de la propriété des personnes publiques,
VU l'arrêté en date du 30 mai 1994 relatif à l'installation du relais de radiotéléphone sur le réservoir d'Arcachon,
VU la convention du 29 août 2002 qui annule et remplace la convention du 28 avril 1994,

VU l'avenant n° 1 du 9 août 2017 au contrat en date du 29 août 2002 autorisant SFR à ajouter une antenne sur le mât existant,
VU le projet d'avenant n° 2 autorisant la modification des installations de SFR, et de la durée de la convention, joint en annexe,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de l'avenant n° 2 à la convention du 29 août 2002 modifiée par avenant n° 1 du 9 août 2017 ;

- **AUTORISER** la Présidente à signer ladite convention et tous les documents et actes afférents.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRETAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud
Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

AVENANT N° 2 A LA CONVENTION DU 29 AOÛT 2002

Entre les soussignées :

1) LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD (COBAS) sise 2 Allée d'Espagne à ARCACHON (33120), représentée par sa Présidente, **Madame Marie-Hélène DES ESGAULX** dûment accréditée à la signature des présentes par délibération n°……..… du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2025 et désignée ci-après par l'appellation « La Collectivité »,

Ci-après dénommé*e* "**LA COLLECTIVITE**"

D'une part,

et :

2) LA SOCIETE D'EXPLOITATION D'EAU DU BASSIN D'ARCACHON SUD (SO'BASS) immatriculée au RCS de BORDEAUX , dont le siège social est sis 18, rue JEHENNE à ARCACHON (33120) représentée par agissant aux présentes en qualité de Directeur Général, dûment habilité aux fins de signature des présentes**.**

ci-après dénommée « **L'EXPLOITANT** ».

et enfin:

3) LA SOCIETE FRANÇAISE DU RADIOTELEPHONE SFR, Société Anonyme au capital 3 423 265 598,40 €, inscrite au RCS de Paris , dont le siège social est sis 16, rue du Général A. de Boissieu à Paris 15e, représentée par agissant aux présentes en qualité de Responsable Environnement et Patrimoine Région Sud-Ouest, dûment habilité aux fins de signature des présentes**.**

ci-après dénommée « **SFR** ».

D'autre part,

Ci-après dénommées ensemble « les Parties »

IL EST RAPPELE CE QUI SUIT

SFR exploite des réseaux de télécommunications sur le territoire français.

Pour les besoins de l'exploitation de ses réseaux, actuels et futurs, SFR doit procéder à l'installation de dispositifs d'antennes et d'équipements techniques reliés à des réseaux de télécommunications.

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, LA SOCIETE D'EXPLOITATION D'EAU DU BASSIN D'ARCACHON SUD et SFR ont signé une convention en date du 29 août 2002, modifiée par avenant n° 1 en date du 9 août 2017, aux termes de laquelle LA COLLECTIVITE a mis à la disposition de SFR des emplacements dans les emprises du Château d'Eau situé allée de la Galaxie à ARCACHON 33120 sur la parcelle cadastrée numéro 0001 section AS, susceptible de servir de site d'émission-réception.

SFR souhaitant procéder à la modification des dispositions de la convention susmentionnée, les parties se sont rapprochées et ont convenu ce qui suit :

Article 1er – Objet de l'avenant

Par le présent avenant, la COLLECTIVITE autorise SFR à modifier son installation située dans les emprises de la parcelle situé allée de la Galaxie à ARCACHON (33120) sur la parcelle cadastrée numéro 0001 section AS, susceptible de servir de site d'émission-réception, selon les plans annexés ci-après, et à modifier la durée de la convention
Elle l'autorise à procéder à la normalisation de ses installations en les sortant de l'intérieur du réservoir pour les positionner en extérieur, au sein de l'emprise clôturée du site.
A la demande de la COBAS, SFR mettra en place un système d'accès extérieur sécurisé par un portillon.

Article 2 – Modification de l'article 1 « MISE A DISPOSITION »

L'article 1 « MISE A DISPOSITION » de la convention du 29 août 2002, modifiée par l'avenant n° 1 du 9 août 2017 est modifié dans son alinéa 1.1 par les dispositions suivantes :

La COLLECTIVITE donne en location au PRENEUR un emplacement d'une surface de 10 (Dix) m² environ situé dans les emprises du terrain situé allée de la Galaxie à ARCACHON (33120) sur la parcelle cadastrée numéro 0001 section AS (ci-après les « Lieux Loués »), selon le plan ci-après annexé (Annexe 1) ainsi qu'un droit de passage et d'adductions sur la parcelle cadastrée numéro 0001 section AS. A la demande de la COLLECTIVITE, SFR mettra en place un système d'accès extérieur sécurisé par un portillon.

Cet emplacement est destiné à accueillir des installations de télécommunications et composé des équipements suivants :

- un pylônet d'une hauteur de 21 mètres environ, installé en coupole du réservoir, supportant divers dispositifs d'antennes d'émission-réception et faisceaux hertziens ;

- une zone technique et / ou des armoires techniques (et le cas échéant des dispositifs de climatisation) sur le terrain en extérieur du Château d'Eau.

La COLLECTIVITE autorise SFR à raccorder entre eux par câbles, notamment en aérien et/ou en sous-sol, les équipements susvisés ainsi qu'à raccorder la zone technique ou les armoires techniques, notamment aux réseaux d'énergie et de télécommunications. La COLLECTIVITE autorise ainsi SFR à raccorder tous branchements et installations nécessaires au fonctionnement de ces équipements.
L'ancien local technique de SFR, installé précédemment à l'intérieur du Château d'Eau sera vidé de ses équipements et rendu en l'état à la COLLECTIVITE. Les câbles seront également démontés et passeront par l'extérieur du Château d'Eau.

Toute intervention réalisée par SFR sur le périmètre concerné nécessitera l'obtention préalable des autorisations légales et réglementaires. Le non-respect de cette condition suspensive rendra la convention caduque.

Il est entendu que SFR assurera, sous sa seule responsabilité, l'intégralité des démarches administratives nécessaires à cette fin. En aucun cas, la COBAS ne pourra être tenue responsable ou inquiétée à ce titre.

Article 3 – Modification de l'article 4 « DUREE » dans son alinéa 4.1

L'article 4 « DUREE » de la convention du 29 août 2002 est modifié dans son alinéa 4.1 comme suit :

La présente convention est conclue pour une durée de DOUZE (12) années qui prendra effet le premier (1er) jour du mois suivant sa date de signature par les Parties.

Elle sera ensuite tacitement reconduite par périodes successives de CINQ (5) années, sauf résiliation de l'une des Parties adressée à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception respectant un préavis de DOUZE (12) mois au moins avant chaque échéance.

Article 4 - Autres dispositions de la convention

Les autres dispositions de la convention du 29 août 2002 modifiée par avenant n° 1 du 9 août 2017 sont inchangées.

Article 5 - Confidentialité

Les Parties s'engagent à considérer comme confidentiels la présente convention, ses annexes et tous autres documents, informations et données, quel qu'en soit le support, que les Parties ont eu à échanger au préalable de la conclusion ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention. En conséquence, elles s'interdisent de les communiquer ou de les divulguer à des tiers pour quelque raison que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Partie concernée.
Le présent engagement est pris pour une période égale à la durée du présent bail et de ses reconductions ou renouvellement éventuels, augmentée de deux (2) ans à compter de la fin dudit bail quelle qu'en soit la cause.

Les données collectées dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique. Elles sont utilisées par SFR pour la gestion de son patrimoine.

Fait à ARCACHON, le
En trois exemplaires originaux,

POUR **"LA COLLECTIVITE"**
La Présidente
Madame Marie-Hélène DES ESGAULX

POUR **"SFR"**
Le Responsable Patrimoine et
Environnement Sud-Ouest

POUR **"L'EXPLOITANT"**
Le Directeur Général

ANNEXE 1 :

PLAN DES SURFACES LOUEES



LOCALISATION DU SITE

Coordonnées LAMBERT II	X : 321.603	Y : 1 967.37	Z : 40m

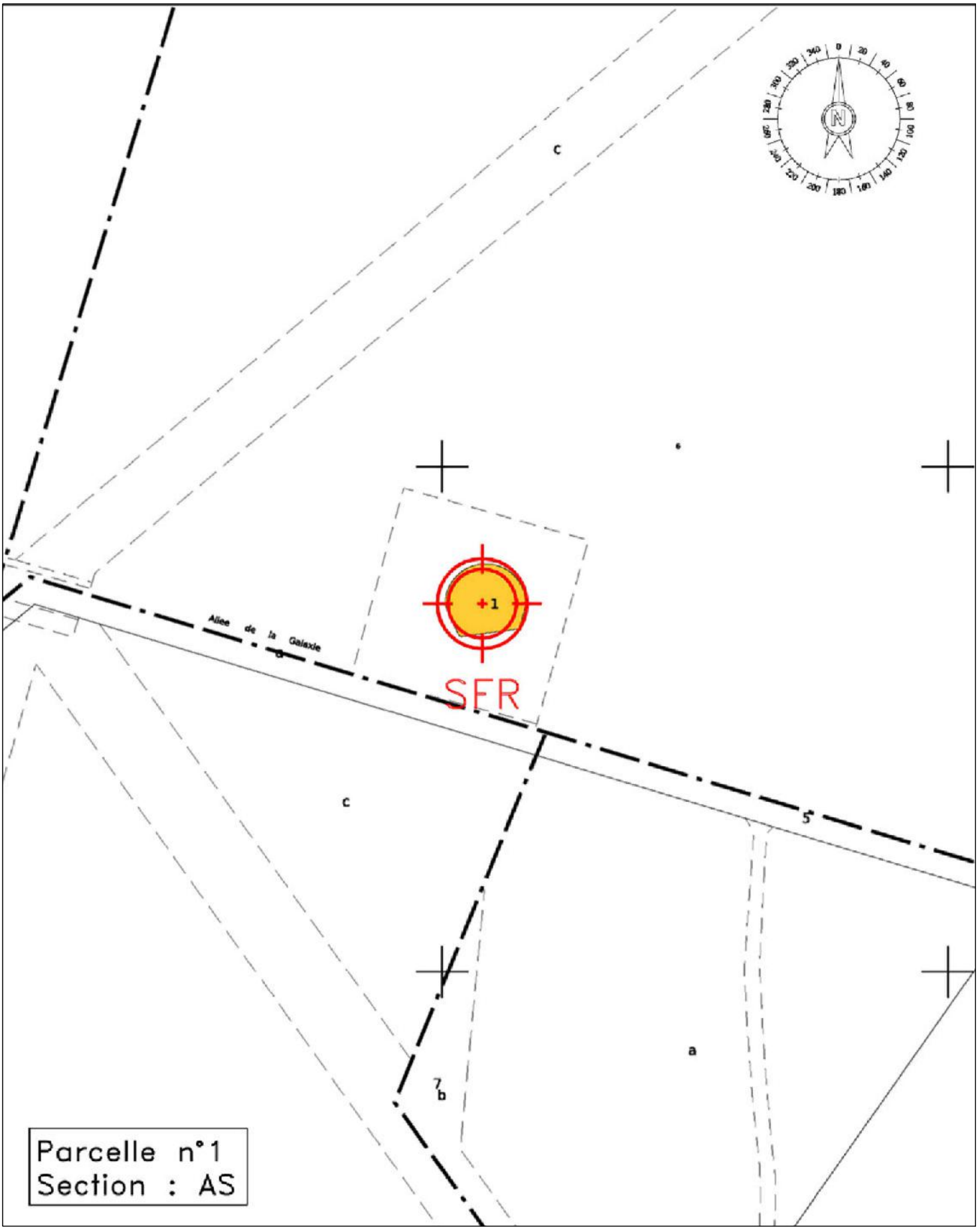
FOND DE CARTE IGN

ARCACHON ETOILE

DOSSIER	APD
ECHELLE	1/25000
DATE	15/10/2024

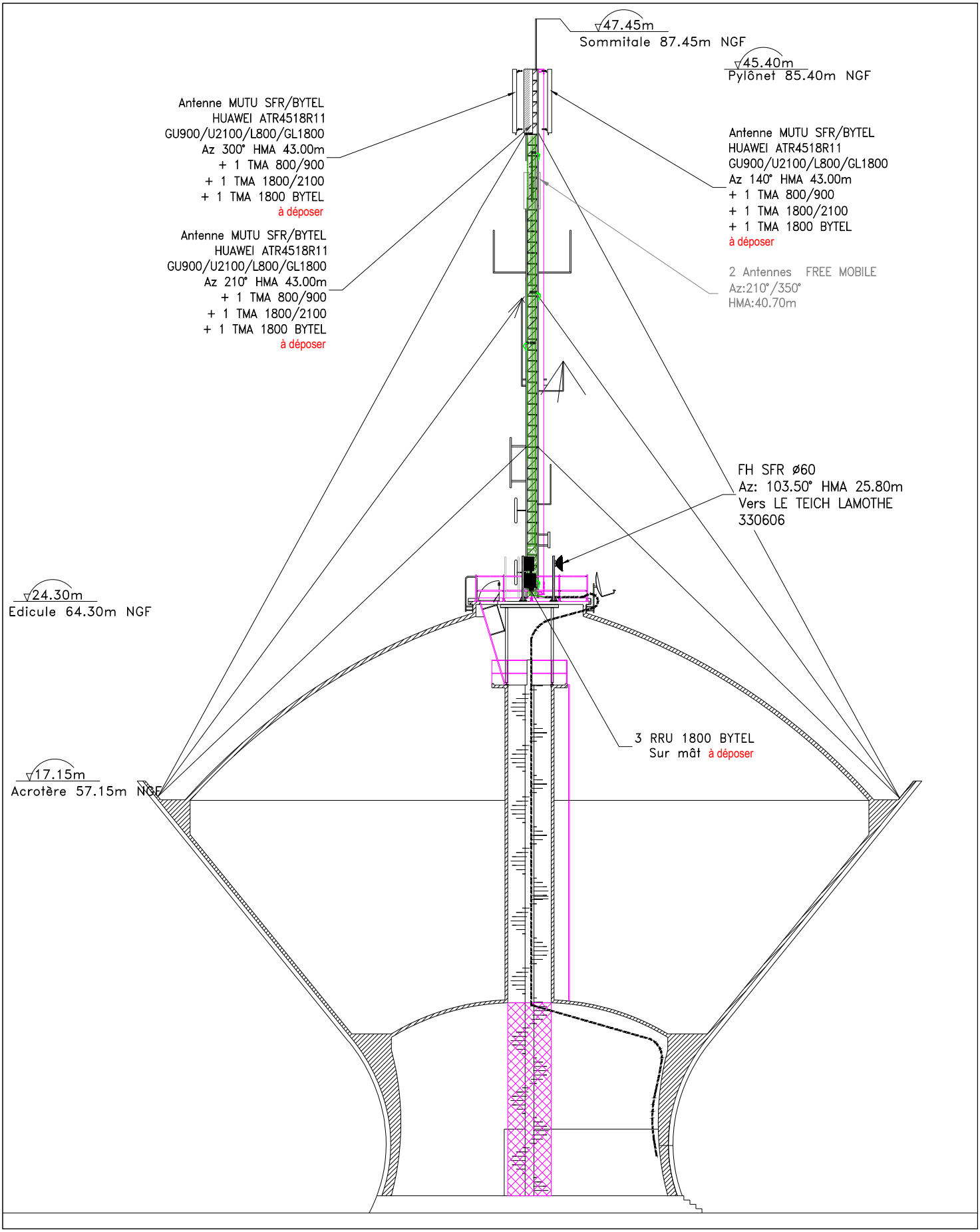
N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
330016	1-1	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

ENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE



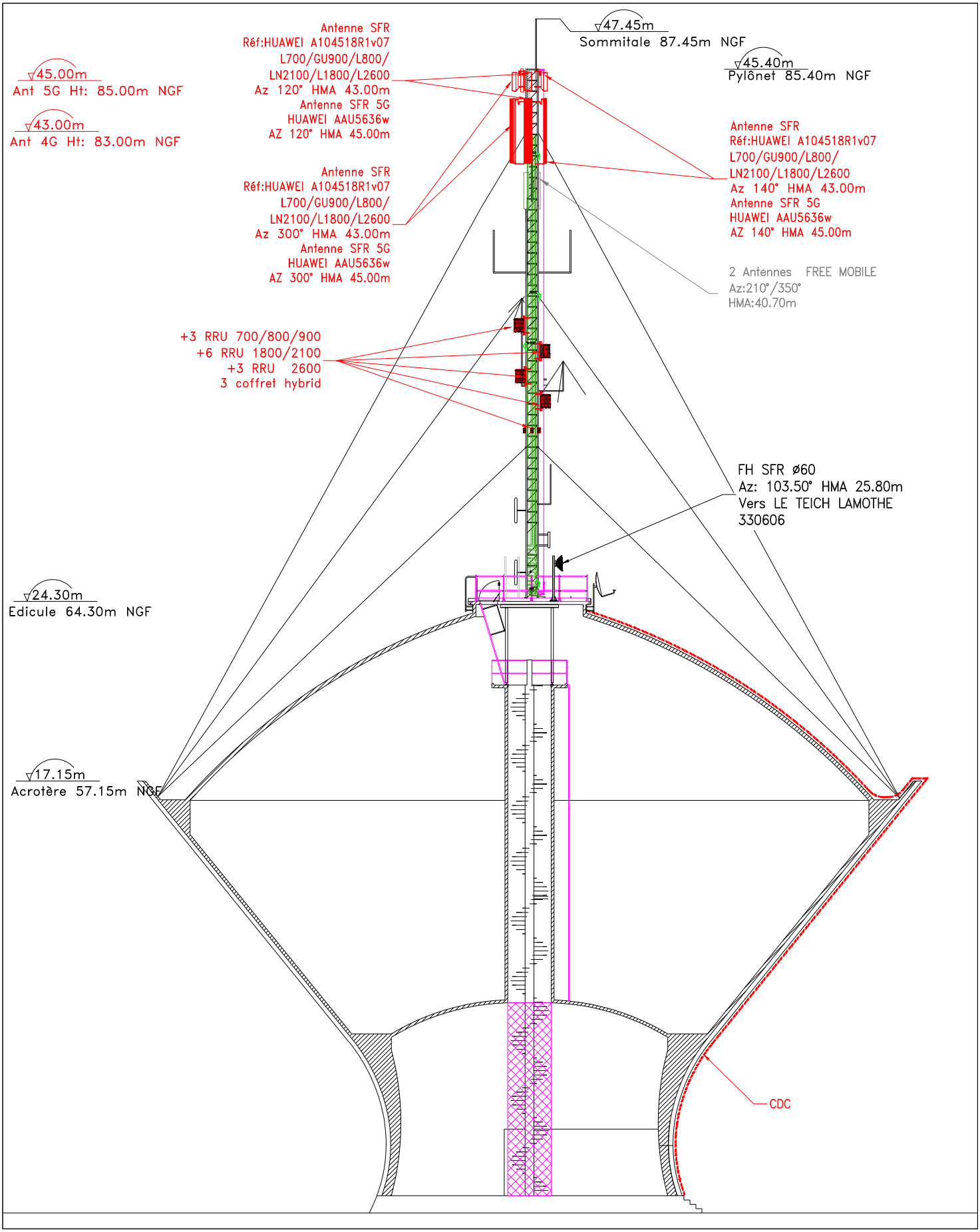
SFR	PLAN DE CADASTRE				DOSSIER	APD
					ECHELLE	1/1000
	ARCACHON ETOILE				DATE	15/10/2024
circet	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
	330016	1-2	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE



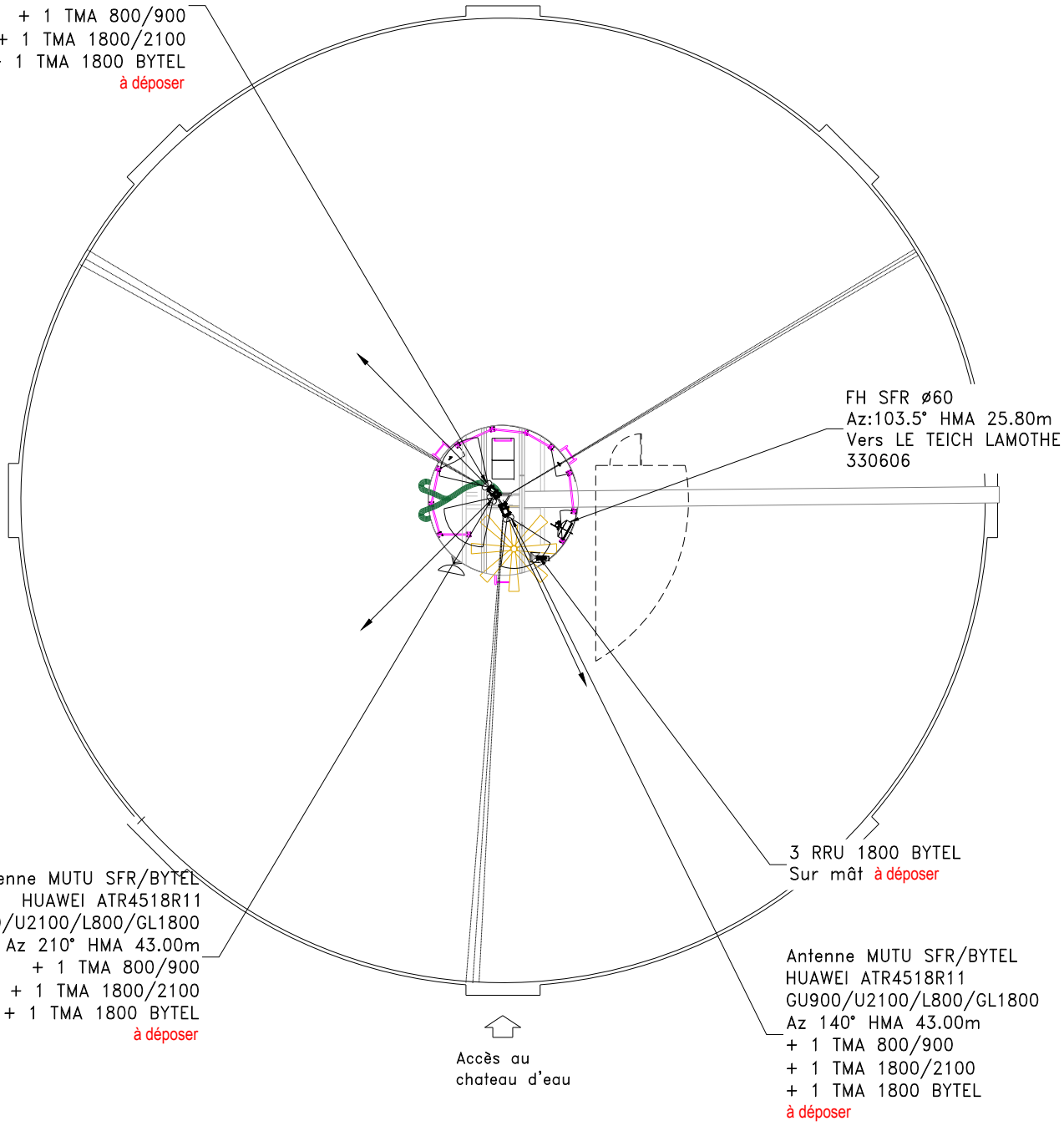
SFR	PLAN EN ELEVATION EXISTANT				DOSSIER	APD
					ECHELLE	1/200
	ARCACHON ETOILE				DATE	15/10/2024
circet	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
	330016	1-5	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE



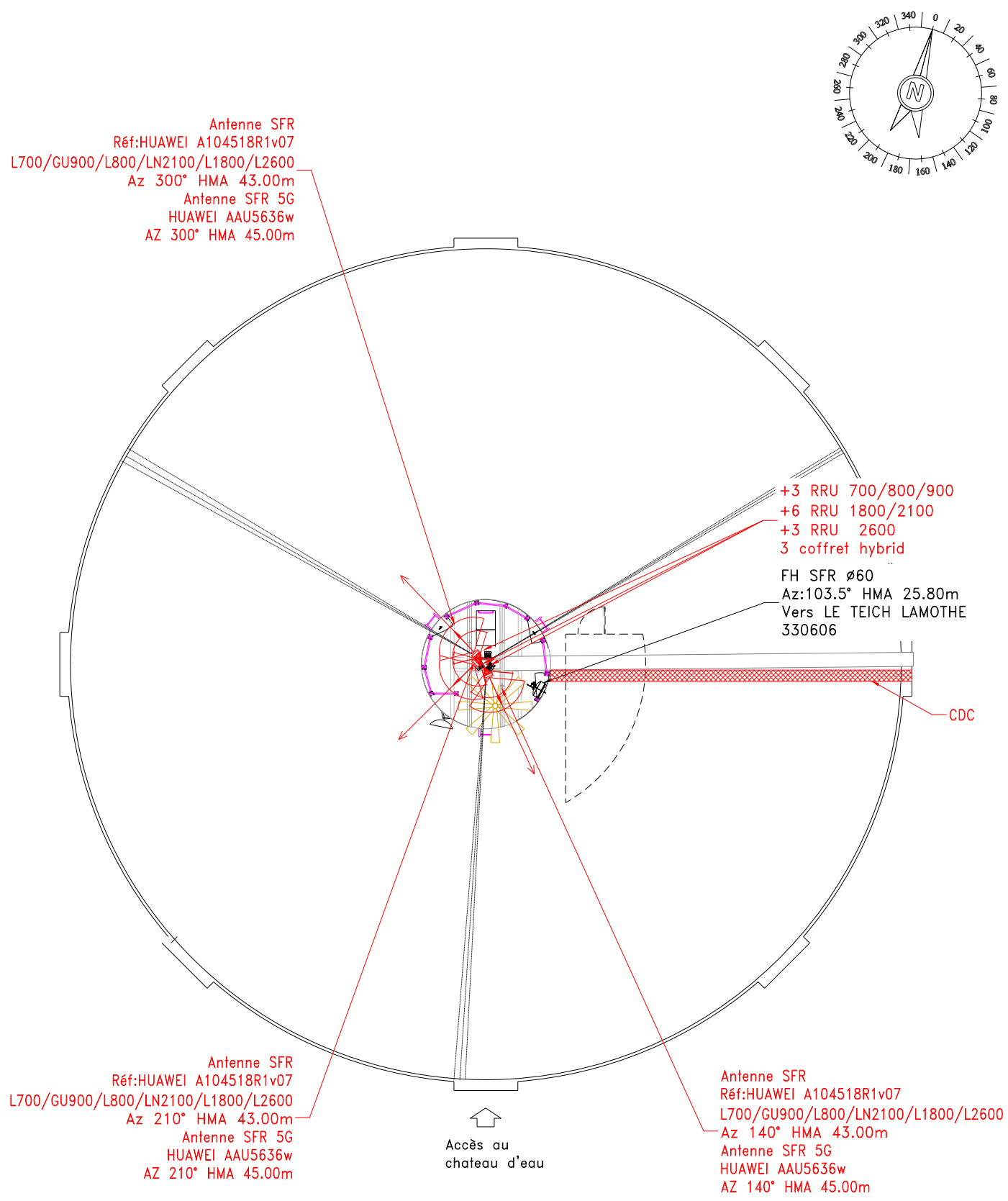
SFR	PLAN EN ELEVATION PROJET				DOSSIER	APD
					ECHELLE	1/200
circet	**ARCACHON ETOILE**				DATE	15/10/2024
	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
	330016	1-5	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE



SFR / circet	PLAN DE MASSE EXISTANT				DOSSIER	APD
					ECHELLE	1/200
	ARCACHON ETOILE				DATE	15/10/2024
	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
	330016	3-1	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

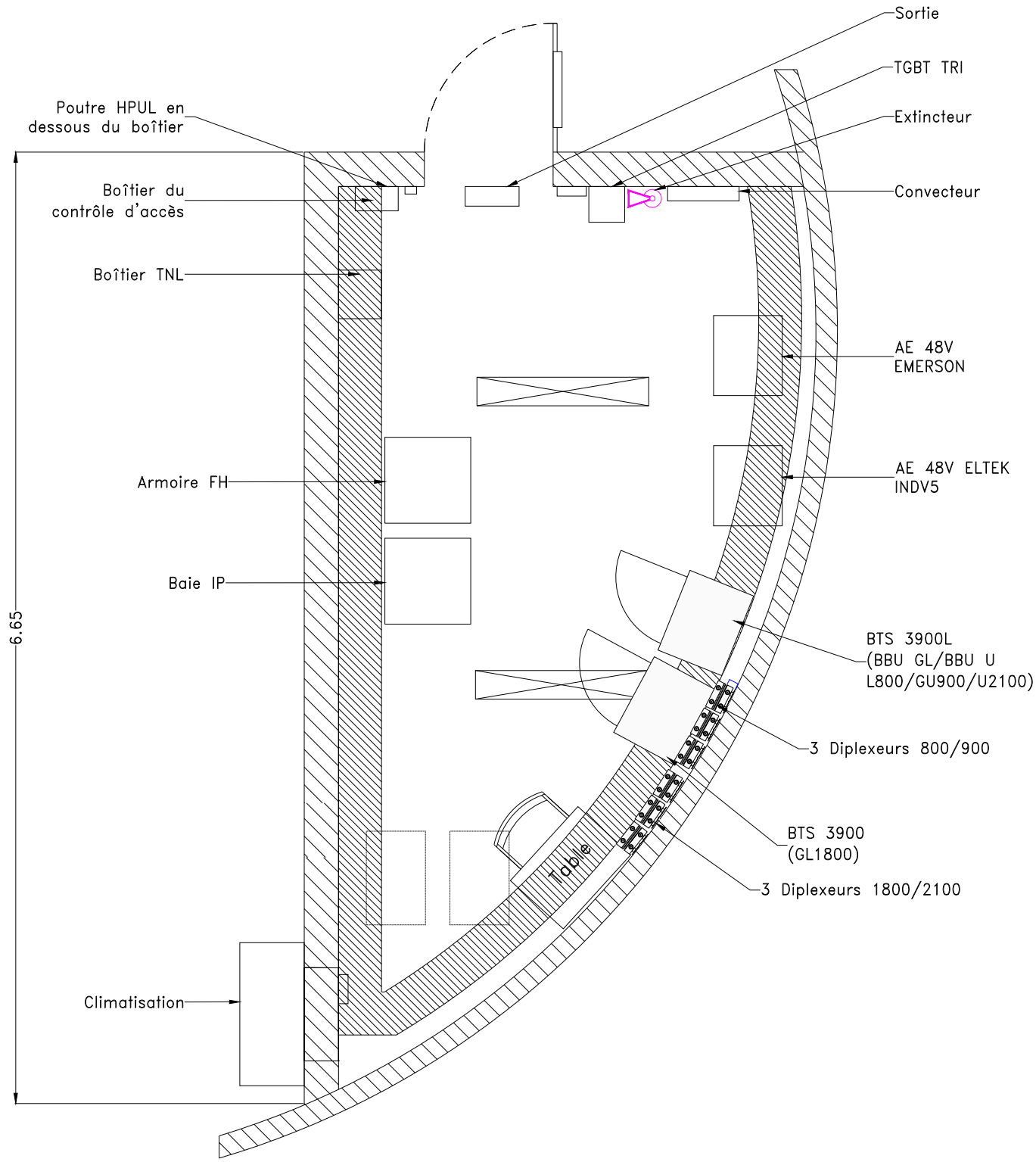
CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE



SFR / circet	PLAN DE MASSE PROJET				DOSSIER	APD
					ECHELLE	1/200
	ARCACHON ETOILE				DATE	15/10/2024
	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
	330016	3-1	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

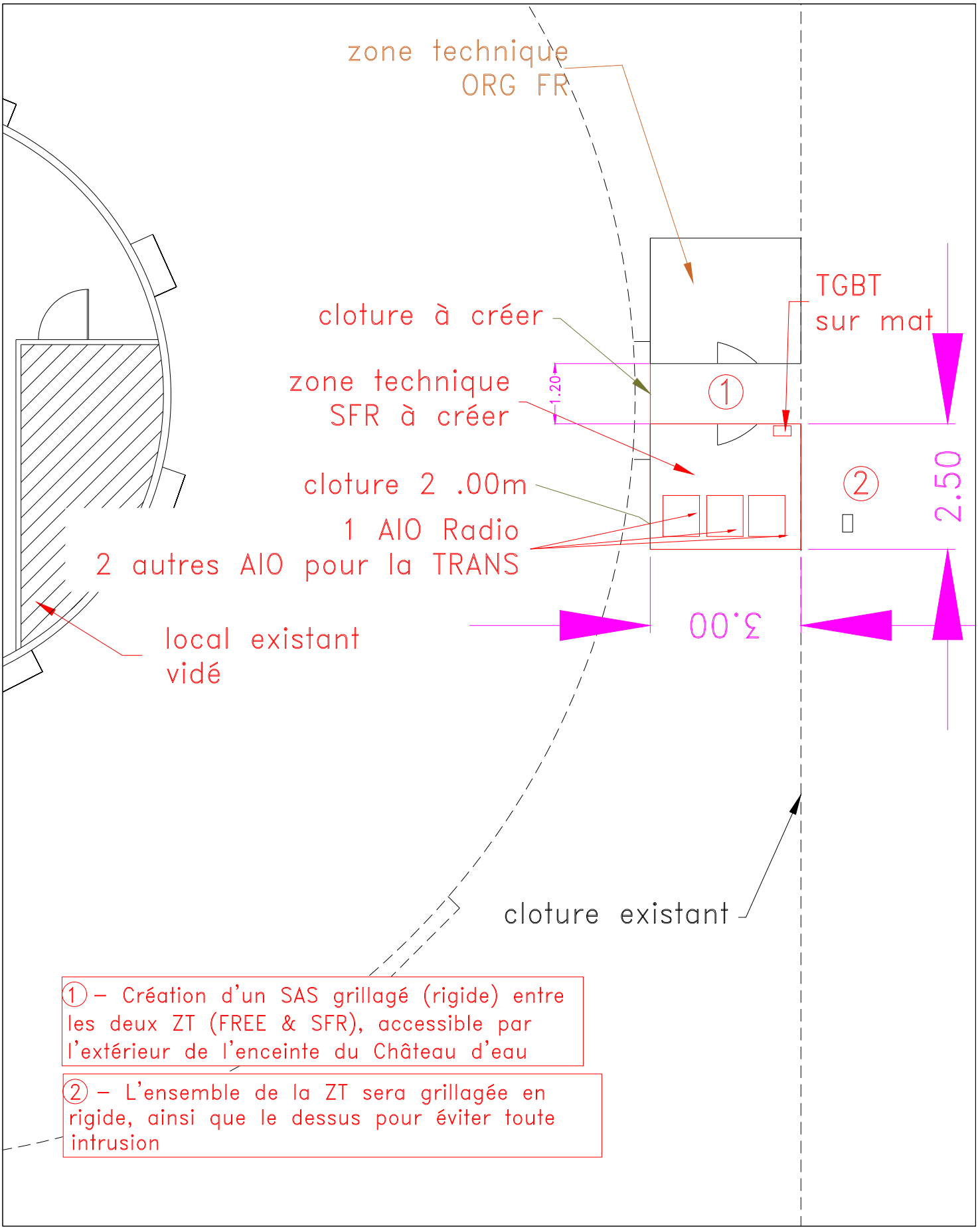
CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE

Vider le local technique actuel SFR + Délocalisation des équipements TRANS/RADIO à l'extérieur



SFR / circet	IMPLANTATION DU MATERIEL EXISTANT				DOSSIER	APD
					ECHELLE	1/40
	ARCACHON ETOILE				DATE	15/10/2024
	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
	330016	2-1	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE

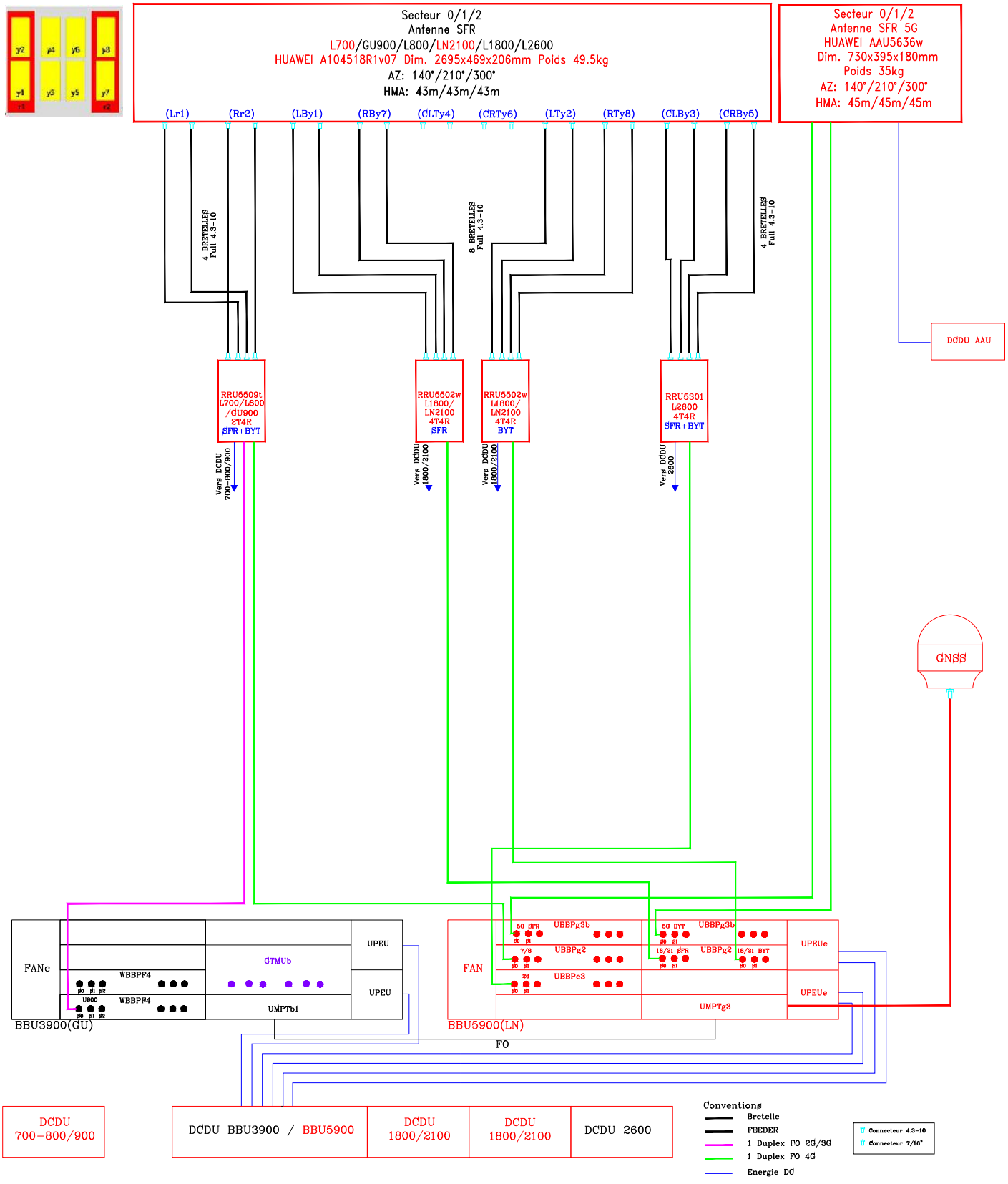


① – Création d'un SAS grillagé (rigide) entre les deux ZT (FREE & SFR), accessible par l'extérieur de l'enceinte du Château d'eau

② – L'ensemble de la ZT sera grillagée en rigide, ainsi que le dessus pour éviter toute intrusion

SFR / circet	IMPLANTATION DU MATERIEL PROJET				DOSSIER	APD
					ECHELLE	1/100
	ARCACHON ETOILE				DATE	15/10/2024
	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
	330016	2-1	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

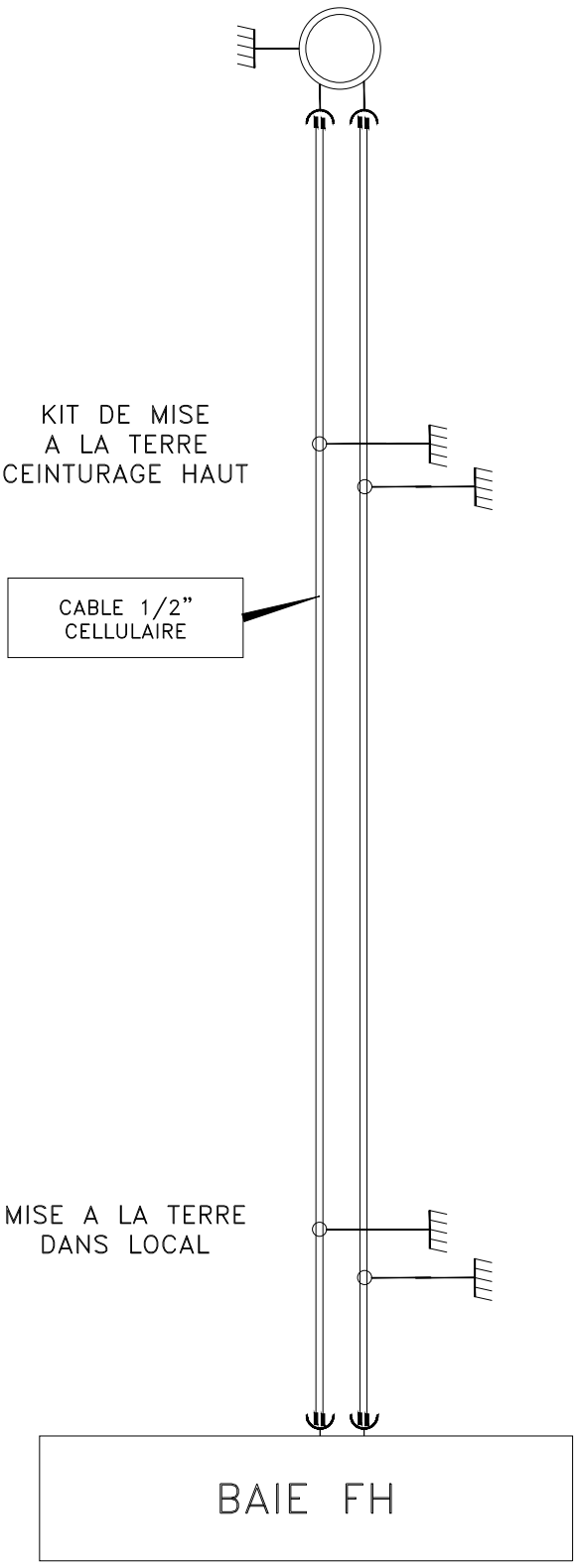
CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE



SFR / circet	SYNOPTIQUE DES AERIENS				DOSSIER	APD
					ECHELLE	–
	ARCACHON ETOILE				DATE	15/10/2024
	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
	330016	3-3	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

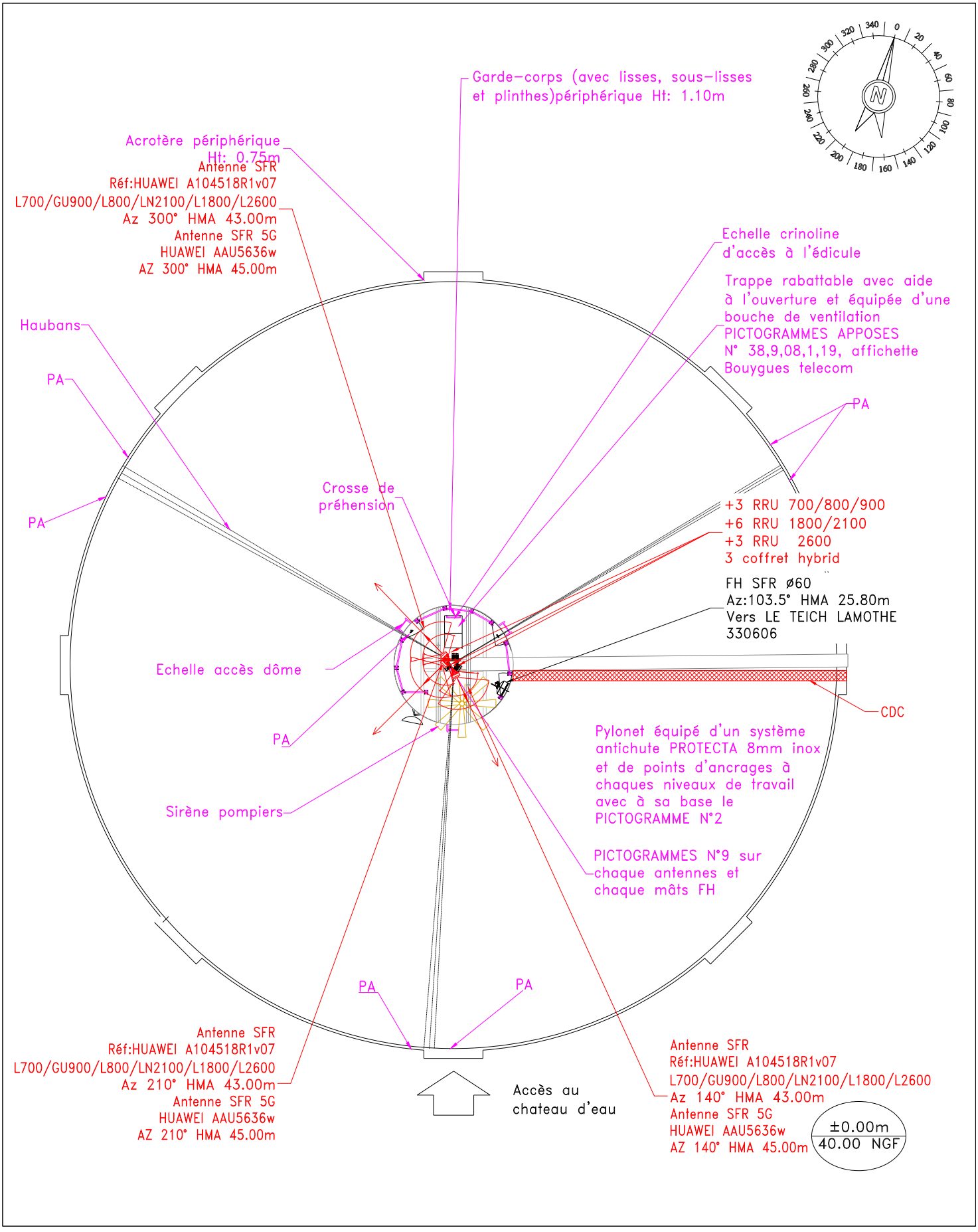
CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE

FH SFR ø60 4+0
Az: 103.50° HMA 25.80m
Vers LE TEICH LAMOTHE
330606



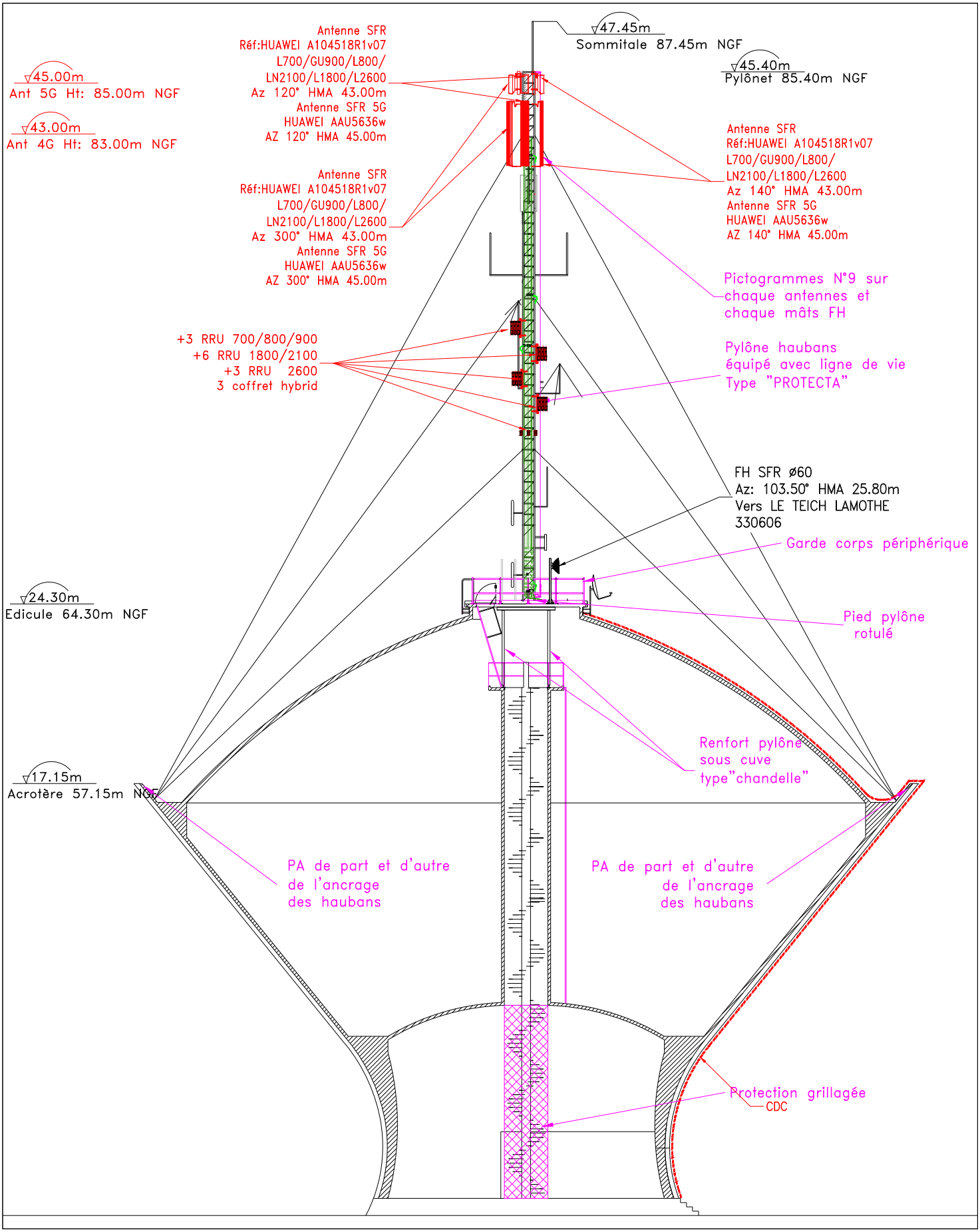
SFR / circet	SYNOPTIQUE DES AERIENS				DOSSIER	APD
					ECHELLE	–
	ARCACHON ETOILE				DATE	15/10/2024
	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
	330016	3-3	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE



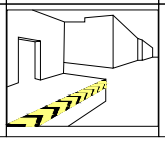
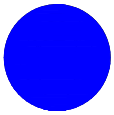
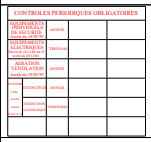
SFR	VUE EN PLAN DE LA MISE EN SECURITE				DOSSIER	APD
					ECHELLE	1/200
	ARCACHON ETOILE				DATE	15/10/2024
circet	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
	330016	7-1	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE



SFR	MISE EN ELEVATION DE LA MISE EN SECURITE				DOSSIER	APD
					ECHELLE	1/200
	ARCACHON ETOILE				DATE	15/10/2024
circet	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
	330016	7-2	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE

N°	Pictogramme	Désignation	N°	Pictogramme	Désignation	N°	Pictogramme	Désignation
Signalétique d'interdiction :						**Signalétique d'interdiction :**		
01		Entrée interdite aux personnes non autorisées Plastique rigide 100x100	10		Danger en général Plastique rigide 100x100	19		Consignes de sécurité SFR Plastique rigide 297x210
Signalétiques d'obligations :			11		Avertissement de danger/obstacle adhésif ou peinture L : 50 mm min	20		Identification alimentation EDF Plastique rigide 65x100
02		Protection individuelle obligatoire contre les chutes Plastique rigide 100x100				21		Identification alimentation EDF Plastique rigide 65x100
			Signalétiques complémentaire aux site SFR :			22		Identification alimentation EDF Plastique rigide 65x100
03		Protection obligatoire de la tête Plastique rigide 100x100	12		Signalétique récapitulative site pylône Plastique rigide : 300x200	23		Identification alimentation EDF Plastique rigide 65x100
04		Protection obligatoire des pieds Plastique rigide100x100	13		Signalétique récapitulative site terrasse - Château d'eau Plastique rigide : 300x200	24		Identification alimentation EDF sur atelier 48V Plastique rigide 65x100
05		Protection obligatoire de l'ouïe Plastique rigide 100x100	14		Avant toute intervention sur le TGBT Mettre hors service le réenclencheur Plastique rigide:65x100	25		Identification alimentation EDF sur atelier 48V Plastique rigide 65x100
Signalétiques d'avertissement de danger :			15		Etiquette point d'ancage (sur maçonnerie) Plastique rigide:65x100	26 27 28		Identification origine alimentation 48VCC (1,2 ou 3) sur baie radio Plastique rigide 65x100
06		Danger Electrique Plastique rigide 100x100				29 30	TGBT N°1 TGBT N°2	Identification TGBT 1 ou 2 Adhésif (Ht 200 min)
			16		Contrôles périodiques obligatoires Plastique rigide : 250x250	31 32 33	ALIMENTATION 48 V N° 1 ALIMENTATION 48 V N° 2 ALIMENTATION 48 V N° 3	Identification baie alimentation 48 V Adhésif (Ht 200 min)
07		Chute avec dénivellation Plastique rigide 100x100				34 35 36	BAIE RADIO N° 1 BAIE RADIO N° 2 BAIE RADIO N° 3	Identification Baie radio Adhésif (Ht 200min)
08		Chute de trébuchement Plastique rigide 100x100	17		Numéros des téléphones utiles Plastique rigide 100x150	37	Double source d'ENERGIE sur site	Double source d'énergie sur site Plastique rigide 65x100
09		Radiations non ionisantes Plastique rigide 120x120 ou étiquette vinyle autocollante 50x50	18		Consignes échelle amovible Plastique rigide 200x300	38	Défense d'entrer Accès strictement réservé aux personnes autorisées	Défense d'entrer accès strictement réservé aux personnes autorisées Plastique rigide 65x100
						39	Autres consignes	Plastique rigide 150x300 ou 200x300
Anciennes signalétiques :								
		Bandeau énergie alimenté depuis atelier 48Vcc			Plaque Protecta	11A		Soins aux électrisés

SFR / circet	PICTOGRAMME SECURITE				DOSSIER	APD
					ECHELLE	–
	ARCACHON ETOILE				DATE	15/10/2024
	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_2-4_APD_15102024
	330016	7-3	A	1/1	DESSINATEUR	CIRCET

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE

DISTRICT
SUD·BASSIN

ARCACHON
LA TESTE DE BUCH
GUJAN-MESTRAS
LE TEICH

REÇU LE
- 2. JUIN 1994
SOUS-PRÉFECTURE
DE BORDEAUX

A R R E T E

CONVENTION POUR L'INSTALLATION D'UNE RELAIS DE RADIOTELEPHONE SUR LE RESERVOIR D'EAU A ARCACHON

LE PRESIDENT DU DISTRICT

VU la délibération du Conseil de District du 19 juin 1989 lui confiant les pouvoirs prévus par l'Article L122-20 du Code des Communes,

VU la convention intervenue entre le DISTRICT SUD BASSIN et LA SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE en date du 28 avril 1994,

ARRETE

ARTICLE 1er : Il est décidé de conclure entre le DISTRICT SUD BASSIN et LA SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE, une convention relative à l'installation d'un relais de radiotéléphone sur le réservoir d'eau situé au lieu-dit "l'Etoile" sur la commune d'Arcachon.

ARTICLE 2 : Le Président du District Sud Bassin est autorisé à signer le document correspondant.

ARTICLE 3 : Il sera rendu compte au prochain Conseil de District du présent arrêté conformément aux dispositions de l'Article L 122-20 du Code des Communes.

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
DISTRICT SUD BASSIN
2, Allée d'Espagne
33311 ARCACHON
CEDEX

Fait à Arcachon, le 30 mai 1994

LE PRESIDENT DU DISTRICT,

2, allée d'Espagne. 33311 ARCACHON CEDEX. Tél. 56 83 35 98 - Télécopie : 56 83 47 29

ARCACHON EDILE 330016

Mise à jour : 05/08/02

CONVENTION

POUR L'INSTALLATION

D'UN RELAIS DE RADIOTELEPHONE

SUR LE RESERVOIR D'ARCACHON

(CONVENTION

QUI ANNULE ET REMPLACE

LA CONVENTION DU 28 AVRIL 1994

ENTRE

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

ET

SFR)

En accord entre les parties, les présentes ont été reliées par le procédé ASSEMBLACT R.C. empêchant toute substitution ou addition et sont seulement signées à la dernière page.

mise à jour :05/08/02

CONVENTION
POUR L'INSTALLATION D'UN
RELAIS DE RADIOTELEPHONE
SUR LE *RESERVOIR D'ARCACHON*

Entre les soussignés :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, Communauté d'Agglomération, sis 2 allée d'Espagne à ARCACHON (33120), représentée par Monsieur François DELUGA, agissant aux présentes en qualité de Président, dûment habilité aux fins de signature des présentes

Ci-après dénommée « **la Collectivité** »

et

VIVENDI-COMPAGNIE GENERALE DES EAUX, Société En Commandites Par Actions au capital social de 1 207 287 340 Euros, dont le siège social est 52 rue d'Anjou PARIS (75000), représentée agissant aux présentes en qualité de Directeur du Centre Opérationnel d'AGEN, 1456, avenue de Colmar – BP 153 à AGEN Cedex (47005) dûment habilité aux fins de signature des présentes.

Ci-après dénommée « **le Fermier** »

d'une part,

et

LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU RADIOTÉLÉPHONE, Société Anonyme au capital social de 964 250 000 Euros, RCS Nanterre, dont le siège social est 1, Place Carpeaux - 92915 PARIS LA DÉFENSE, représentée par agissant aux présentes en qualité de Directeur Technique de la Région Sud-Ouest, domicilié Zac de Basso Cambo 12 rue Paul Mesplé – BP 1316 - 31106 TOULOUSE Cedex 01, dûment habilité aux fins de signature des présentes

Ci-après dénommée « **l'Opérateur** »,

d'autre part,

IL A ETE EXPOSE ET CONVENU DE CE QUI SUIT :

L'Opérateur a pour objet l'installation et l'exploitation de réseaux de télécommunications, publiques ou privées, sur le territoire français.

Il exerce cette activité dans le cadre d'autorisations ministérielles d'exploitation.

Pour les besoins de ces réseaux, il doit procéder à l'installation de dispositifs d'antennes et d'équipements techniques reliés aux Réseau Téléphonique Commuté Public.

La Collectivité est propriétaire d'un château d'eau à ARCACHON, (cadastré parcelle n° 1 section AS, coordonnées LAMBERT x = 321800, y = 1966900) actuellement exploité par le Fermier.

La Collectivité accepte de réserver à **l'Opérateur** dans et sur le dit immeuble, les surfaces nécessaires à l'installation d'un réseau de radiocommunications et de son dispositif d'antennes. De même, elle autorise **l'Opérateur** à relier cette installation à la prise de terre existant déjà sur l'immeuble concerné ou à faire réaliser, à ses frais exclusifs, une telle prise.

Le présent contrat a pour objet la détermination des droits et obligations respectifs de **la Collectivité**, de son **Fermier** et de **l'Opérateur**, relativement à l'occupation de cet ouvrage public. Il est expressément convenu, comme clause essentielle et déterminante en l'absence de laquelle **la Collectivité** et **le Fermier** n'auraient pas contractés que le présent contrat sera appliqué dans le respect de la règlementation en vigueur, et qu'en cas de changement de celle-ci, les soussignés se concerteront pour réexaminer et adapter les engagements en conséquence.

Article 1 - MISE A DISPOSITION

1.1 La Collectivité met à la disposition de **l'Opérateur** sur l'immeuble et dans l'enceinte de celui-ci, les surfaces ci-après définies nécessaires à la mise en place des installations de radiocommunications envisagées, raccordées électriquement sur un comptage séparé, installé aux frais de **l'Opérateur** :

- une surface de 20 m2 environ située dans les emprises de la parcelle cadastrée section AS n°1 Commune d'ARCACHON; coordonnées LAMBERT x = 321800 y = 1966900, destinée à l'implantation des armoires techniques telles que définies selon les plans et schémas prévus à l'annexe 1 de la présente convention.

- un emplacement sur la coupole du château d'eau qui recevra un dispositif d'antennes et faisceaux hertziens situé sur un pylonet de 21 mètres de hauteur, installé selon les normes techniques agréées par le Ministère chargé des télécommunications (organisme compétent).

- les emplacements nécessaires au passage des câbles reliant les équipements techniques précités tels que définis selon les plans et schémas prévus à l'annexe 1 de la présente convention.

1.2 L'Opérateur fera son affaire d'obtenir toutes les autorisations administratives nécessaires pour l'exercice de son activité et, éventuellement, à la mise en place de ses installations (permis de construire, autorisation de travaux, etc.). En cas de non-obtention desdites autorisations, la présente convention serait résolue de plein droit, sans indemnité de part ou d'autres.

1.3 Si sur le château d'eau préexitent déjà une ou plusieurs stations de radiocommunications dont **la Collectivité, le Fermier** ou d'autres entités sont respectivement propriétaires et exploitants, **l'Opérateur** s'engage, avant d'installer ses équipements techniques, à réaliser, à sa charge financière, les études de compatibilité entre les différentes installations. Si ces études nécessitent la présence sur le site d'agents de **l'Opérateur** et/ou de prestataires extérieurs, elles ne pourront se dérouler qu'en présence d'un agent **du fermier** (Annexe 1).

En cas d'interférences ou de perturbations diverses entre les équipements, **l'Opérateur** s'engage à réaliser, à ses frais, la mise en compatibilité radioélectrique. Si celle-ci s'avère impossible, **l'Opérateur** ne pourra installer ses propres équipements techniques. La présente convention sera résolue de plein droit sans indemnité de part et d'autre.

1.4 De leur côté, **la Collectivité** et **le Fermier** ne pourront laisser s'installer sur le château d'eau des stations de radiocommunications d'autres entités sans en avoir préalablement avisé **l'Opérateur** par lettre recommandée avec accusé de réception.

1.5 Tout fluide nécessaire au fonctionnement des équipements techniques de **l'Opérateur**, le branchement EDF, ainsi que le branchement d'une ou plusieurs lignes téléphoniques seront pris en charge par **l'Opérateur** qui souscrira les abonnements auprès des concessionnaires concernés. **La Collectivité** et **le Fermier** autorisent **l'Opérateur** à effectuer les branchements correspondants à ses frais exclusifs.

Article 2 - DOMANIALITE PUBLIQUE.

Les lieux mis à disposition de **l'Opérateur** dépendent d'un bâtiment édifié sur le domaine public de la commune ; en conséquence, la présente convention est régie par les dispositions relatives aux conventions d'occupation privative du domaine public.

Article 3 - DESTINATION DES EMPLACEMENTS MIS A DISPOSITION

3.1 Les emplacements mis à disposition sont strictement destinés à un usage technique et ne pourront pas être utilisés en bureau, stockage de marchandises, ou réception de clientèle quelconque. En conséquence, même si l'ouvrage venait à sortir du domaine public de **la Collectivité**, la présente convention ne sera pas soumise aux dispositions du décret du 30 septembre 1953 et ne pourra donner lieu à la propriété commerciale.

3.2 Sous réserve d'avoir reçu les autorisations écrites de **la Collectivité** et du **Fermier**, **l'Opérateur** pourra sous-louer les emplacements mis à disposition à toute entité dont il détient le contrôle au sens des articles 354, 355 et 355.1 de la loi du 24 juillet 1966.

Les conditions particulières (administratives, techniques et financières) d'application de la présente convention au sous-locataire ne sauraient êrte en retrait en ce qui concerne les dispositions des articles 1.3; 2; 5; 6.2; 9; 13; et 14.

Article 4 - DUREE

4.1 La présente convention est consentie pour une durée de Douze années à compter du premier jour du mois qui suit sa notification. Elle se renouvellera ensuite par tacites reconductions pour des périodes égales d'un an, sauf dénonciation dans les conditions ci-après.

La partie qui souhaite résilier la présente convention devra en informer les deux autres parties au moins trois mois avant l'échéance du terme en cours, par lettre recommandée avec accusé de réception.

4.2 Par ailleurs, en cas de retrait, de refus, ou d'annulation de l'une des autorisations ministérielles d'exploitation de **l'Opérateur**, en cas de suppression ou non-renouvellement des autorisations d'exploiter le réseau de radiocommunications, ou en cas de survenance de toutes raisons techniques impératives (notamment perturbations des émissions radioélectriques, changement de l'architecture du réseau, évolution technologique du réseau), **l'Opérateur** pourra résilier la présente convention à tout moment, à charge pour lui de prévenir **la Collectivité** et **le Fermier** par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception au moins 60 jours à l'avance.

Dans ce dernier cas, **l'Opérateur** sera tenu de payer à **la Collectivité** une indemnité égale à une année entière de redevance à compter de l'envoi de la lettre recommandée avec demande d'accusé de réception. Cette indemnité sera payable lors du départ effectif des lieux.

4.3 Enfin, la distribution publique d'eau potable étant et restant la destination première de l'immeuble, **la Collectivité** se réserve expressément le droit de mettre fin à la présente convention à tout moment pour un motif tiré de l'intérêt général ou des nécessités de l'exploitation du service public. Dans la mesure du possible, elle respectera un préavis de six mois.

Dans cette hypothèse, **la Collectivité** restituera à **l'Opérateur** les sommes payées d'avance non justifiées par une occupation effective des lieux mis à disposition.

4.4 La présente convention continuera de s'appliquer quels que soient le mode d'organisation ou le délégataire en charge de l'exploitation du service de distribution d'eau potable.

Article 5 - CONDITIONS GENERALES

5.1 L'installation, l'existence, l'exploitation et la maintenance des installations de radiocommunications appartenant à **l'Opérateur** sur et dans l'immeuble concerné, ne devront être la source d'aucune dégradation et n'apporter aucun trouble au fonctionnement du service public de distribution de l'eau potable, ni présenter aucun danger pour le voisinage et les personnes chargées d'assurer la distribution publique d'eau potable.

En tout état de cause, **l'Opérateur** s'engage à faire procéder, à ses frais, et immédiatement, aux interventions ou réparations nécessaires, résultant directement de la présence de ses installations de radiocommunications et/ou des interventions de ses agents.

5.2 **L'Opérateur** fera le nécessaire pour que les installations de **la Collectivité** et **du Fermier** ne soient pas endommagées par la foudre, en raison de la présence de ses équipements techniques. Il devra mettre en oeuvre selon les règles de l'art les protections habituellement installées par les professionnels en la matière, et devra en particulier s'assurer du respect de la norme NF C17-100 ou de celle qui s'y substituerait.

5.3 **L'Opérateur** s'engage à maintenir l'accès, à protéger et ne pas endommager les plates-formes et repères géodésiques de l' I G N lorsqu'il en existe, de même que les balisages éventuels pour la protection aéronautique.

5.4 **L'Opérateur** ne pourra accéder à ses installations qu'en étant accompagné d'un agent du **Fermier**, sauf pour le local technique s'il dispose d'un accès direct autonome. Il préviendra **le Fermier** de ses dates et heures d'intervention, 48 heures à l'avance ; en cas d'urgence, **l'Opérateur** et ses préposés auront à tout moment accès aux équipements techniques ; il contactera le personnel d'astreinte du **Fermier** qui sera indemnisé de ses déplacements conformément aux stipulations de l'article 8. Il prendra toutes les mesures propres à assurer la protection des réserves d'eau potable contenues dans le réservoir lors des opérations d'installation ou de maintenance de ses matériels. Il maintiendra par ailleurs les lieux en parfait état de propreté.

5.5 **L'Opérateur** ne pourra en aucun cas procéder à des travaux de maçonnerie touchant au gros oeuvre de l'immeuble sans l'autorisation préalable de **la Collectivité**.

5.6 Un état des lieux sera établi contradictoirement par les parties lors de la mise à disposition des lieux (état des lieux d'entrée) et lors de la restitution de ces lieux (état des lieux de sortie).

Les équipements techniques installés sont et demeurent la propriété de **l'Opérateur**. En conséquence, **l'Opérateur** assumera toutes les charges, réparations et impositions afférentes aux dits équipements techniques.

A l'expiration de la présente convention pour quelque cause que ce soit (fin de location, cessation d'activité, ou résiliation), **l'Opérateur** reprendra tout ou partie des équipements techniques qu'il aura installés. A première requête de **la Collectivité** et du **Fermier** dans le mois de l'expiration de la présente convention, **l'Opérateur** remettra les emplacements mis à disposition dans leur état primitif, tels que décrits dans l'état des lieux d'entrée. En cas de non-respect de cette clause par **l'Opérateur**, **la Collectivité** fera d'autorité procéder aux travaux nécessaires aux frais de **l'Opérateur**.

5.7 **La Collectivité** et **le Fermier** se réservent le droit de créer toutes nouvelles installations techniques nécessaires au développement de leur activité. Si de telles installations causaient une gêne aux émissions et réceptions relatives aux activités de **l'Opérateur**, celui-ci et la ou les partie (s) concernée (s) se concerteraient pour trouver tout moyen technique afin de pallier ces inconvénients.
Les parties se concerteront, dans l'hypothèse où les installations de **l'Opérateur** gêneraient les émissions et réceptions relatives à l'activité de **la Collectivité** et/ou du **Fermier**. En ce cas, et si **l'Opérateur** souhaite maintenir ses équipements techniques, les frais occasionnés par l'adaptation technique des matériels seront à la charge de **l'Opérateur.**

5.8 **L'Opérateur** pourra faire sur sa station radiotéléphonique les modifications et/ou extensions qu'il jugera utiles dès lors que celles-ci seront compatibles, tant avec la configuration générale des lieux, qu'avec les limites et conditions fixées dans la présente convention.

Article 6 - TRAVAUX - ENTRETIEN - REPARATIONS.

6.1. Travaux effectués par **l'Opérateur** dans les lieux mis à disposition.

L'Opérateur devra procéder, ou faire procéder, à l'installation de ses équipements techniques en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art.

A cet effet, **l'Opérateur** devra faire procéder, à ses frais, avant tout commencement d'exploitation, à une expertise de ses installations par un organisme de contrôle agréé (SOCOTEC, APAVE ou autres) portant notamment sur les garanties de stabilité et de résistance, la compatibilité aux résistances mécaniques du réservoir et l'intégrité du bâtiment et de l'étanchéité. Justification en sera fournie à la demande de **la Collectivité** et/ou **du Fermier.**

La Collectivité et **le Fermier** acceptent que **l'Opérateur** réalise à ses frais exclusifs dans les lieux mis à disposition les travaux prévus à l'annexe 1 de la présente convention.

Préalablement à la réalisation de travaux complémentaires à ceux prévus en annexe 1, **l'Opérateur** communiquera à **la Collectivité** et **au Fermier** leur descriptif. **La Collectivité** et **le Fermier** pourront accepter, refuser, ou demander des modifications. A défaut de réponse ou de manifestation de **la Collectivité** ou **du Fermier**, dans un délai de deux mois, **l'Opérateur** pourra procéder à la réalisation des travaux.

6.2. Travaux de réparation effectués par **la Collectivité** et/ou **le Fermier.**

L'Opérateur devra supporter les sujétions de toute nature pouvant découler des interventions quelque soit leur importance et leur durée, que **la Collectivité** ou **le Fermier** pourraient être amenés à réaliser pour l'exploitation, l'entretien ou le renouvellement de leurs propres installations ; **le Fermier** et **la Collectivité** préviendront **l'Opérateur** six mois avant le commencement des travaux ; en aucun cas, et même si le fonctionnement du relais devait être provisoirement suspendu, il ne pourra prétendre à aucune indemnité .Par ailleurs ce préavis ne s'applique pas en cas d'interventions dont la nature et/ou l'origine conduiraient à une planification d'une durée inférieure.

La Collectivité et **le Fermier** feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution de remplacement pendant la durée des travaux, afin de permettre à **l'Opérateur** de transférer et de continuer à exploiter ses équipements techniques dans les meilleures conditions.

Au cas où aucune solution de remplacement satisfaisante pour **l'Opérateur** ne serait trouvée, celui-ci se réserve le droit de résilier sans contrepartie la présente convention. En tout état de cause, le prix de la convention sera diminué à proportion de la durée de suspension du fonctionnement des équipements techniques de **l'Opérateur**, si celle-ci est supérieure à deux mois.

A l'issue des travaux, **l'Opérateur** pourra procéder, à ses frais, à la réinstallation de ses équipements techniques, ou décider sans préavis de résilier la présente convention.

Article 7 - REDEVANCE D'OCCUPATION

En contrepartie de cette mise à disposition, **l'Opérateur** s'engage à verser chaque année à **la Collectivité** et à **l'Exploitant** une redevance annuelle de 1525 €uros hors taxes.

Cette redevance sera versée la première fois à la date d'entrée en vigueur des présentes.

La redevance annuelle variera en même temps et dans les mêmes proportions que l'indice PSD "Téléphone" publié dans le Moniteur du bâtiment et des travaux publics. La variation s'appréciera à l'expiration de chaque période annuelle, à la date anniversaire de la prise d'effet de l'entrée en vigueur des présentes, l'indice de base étant celui connu au 01/02/02, soit 121,80, et l'indice de révision, le dernier publié à la date anniversaire de celle d'entrée en vigueur.

L'Opérateur se libérera des redevances dues en effectuant le règlement annuel de la façon suivante :

1) **La Collectivité** présentera une facture référencée RÉGION SUD-OUEST / N° G2R 330016, faisant apparaître la TVA, si **la Collectivité** y est assujetti, et qui sera adressée à :

SFR
Service Comptabilité
ZAC de BASSO CAMBO
12, Rue Paul Mesplé
BP 1316
31106 TOULOUSE CEDEX 1

La première d'entre elles sera accompagnée d'un Relevé d'Identité Bancaire et indiquera le numéro d'identifiant T.V.A. de **la Collectivité**, dans l'hypothèse où ce dernier y est assujetti.

SFR versera d'avance à **la Collectivité**, et par virement bancaire, une redevance annuelle d'un montant de 1525 € H.T. (Mille Cinq Cent Vingt Cinq €uros Hors Taxes), toutes charges locatives incluses.
Les paiements seront effectués dans les trente jours suivant la réception de ladite facture, le premier d'entre eux, compte tenu du délai d'obtention des autorisations administratives, interviendra soixante jours à compter de la date de prise d'effet des présentes.

La redevance ci-dessus variera en même temps et dans les mêmes proportions que l'indice INSEE du coût de la construction. La variation s'appréciera à l'expiration de chaque période annuelle, à la date anniversaire de la prise d'effet des présentes, l'indice de base étant celui en vigueur au jour de la prise d'effet des présentes, et l'indice de référence celui en vigueur au jour de la réévaluation.

2) **Le Fermier** présentera une facture référencée RÉGION SUD-OUEST / N° G2R 330016, faisant apparaître la TVA, si **le Fermier** y est assujetti, et qui sera adressée à l'adresse précisée ci-dessus.

La première d'entre elles sera accompagnée d'un Relevé d'Identité Bancaire et indiquera le numéro d'identifiant T.V.A. **du Fermier**, dans l'hypothèse où ce dernier y est assujetti.

SFR versera d'avance **au Fermier**, et par virement bancaire, une redevance annuelle d'un montant de 1525 €. H.T. (Mille Cinq Cent Vingt Cinq €uros Hors Taxes), toutes charges locatives incluses.

Les paiements seront effectués dans les trente jours suivant la réception de ladite facture, le premier d'entre eux, compte tenu du délai d'obtention des autorisations administratives, interviendra soixante jours à compter de la date de prise d'effet des présentes.

L'Opérateur. fera son affaire de tous les frais annexes nécessaires à la mise en place et à l'exploitation de ses installations de radiocommunications.

Article 8 - FRAIS ET CHARGES SUPPORTES PAR LE FERMIER

8.1 A la date d'entrée en vigueur des présentes, et au titre des frais d'étude technique et de gestion du dossier, **l'Opérateur** versera au **Fermier** une indemnité unique et forfaitaire de 762 €uros hors taxes.

8.2 **L'Opérateur** s'engage, d'autre part, à régler au **Fermier**, au coup par coup, le montant des frais de déplacements de l'agent d'exploitation qui lui seront facturés en fonction du temps passé, au barème appliqué par le service, ainsi que tous les frais occasionnels découlant directement de l'existence ou de l'exploitation du réseau de radiotélécommunications de **l'Opérateur**. Sauf cas particuliers, le tarif horaire appliqué sera celui figurant au bordereau de prix du contrat d'affermage du service des eaux, pour le grade de technicien soit 38,11 €uros, tarif horaire indexé sur l'index économique .

Article 9 - RESPONSABILITES - ASSURANCES

9.1 **L'Opérateur** répond, vis à vis de **la Collectivité** et **du Fermier**, des seuls dommages matériels, corporels, et immatériels consécutifs, résultant de ses biens propres, d'un acte volontairement malveillant, ou d'une faute d'exploitation de **l'Opérateur**.
Les dommages immatériels non consécutifs sont expressément exclus, à l'exception de ceux subis par les tiers.
Tous chefs de préjudices confondus, la responsabilité de **l'Opérateur** vis à vis des tiers est illimitée. Vis à vis de ses cocontractants elle est expressément limitée à la somme de quarante millions de francs par sinistre, à l'exception des dommages corporels.

D'un commun accord, ce montant est automatiquement réévalué en fonction de la variation de l'Indice des Risques Industriels du mois de Janvier de chaque année tel que publié par le Moniteur des Travaux Publics [indice de base du mois de janvier 1998 : 3697].

L'Opérateur déclare avoir souscrit les assurances nécessaires à la couverture des risques visés ci-avant, et s'engage à remettre à **la Collectivité** et **au Fermier**, à la souscription du contrat, puis annuellement à la date anniversaire dudit contrat, une attestation d'assurance.

Si **l'Opérateur** a recours à un sous-traitant, celui-ci devra être garanti par une police d'assurance couvrant les risques précités. En tout état de cause, **l'Opérateur** reste responsable, à l'égard de **la Collectivité** et **du Fermier**, de tout fait de son sous-traitant.

9.2 La responsabilité pouvant résulter de l'existence des lieux et des biens mis à disposition par le présent contrat relève des règles du droit administratif.

La Collectivité répond de l'ensemble de ses agents selon les règles de la responsabilité administrative.

En outre, la responsabilité de ses agents et de ses biens ne peut être recherchée que pour les seuls dommages matériels, corporels, et immatériels consécutifs.
Les dommages immatériels non consécutifs sont expressément exclus.
Le montant des indemnités garanti par elle ne saurait excéder, tous chefs de demande confondus, la somme de deux millions de francs par sinistre à l'exception des dommages corporels.

Le Fermier répond des seuls dommages matériels, corporels, et immatériels consécutifs résultant de ses biens propres, d'un acte volontairement malveillant ou d'une faute d'exploitation **du Fermier**. Les dommages immatériels non consécutifs sont expressément exclus.
Le montant des indemnités garanti par lui ne saurait excéder, tous chefs de demande confondus, la somme de quarante millions de francs par sinistre, à l'exception des dommages corporels.

D'un commun accord, ce montant est automatiquement réévalué en fonction de la variation de l'Indice des Risques Industriels du mois de Janvier de chaque année tel que publié par le Moniteur des Travaux Publics [indice de base du mois de janvier 1998 : 3697].

L'Opérateur est gardien exclusif de ses installations, **la Collectivité** et **le Fermier** ne garantissant aucune surveillance de celles-ci. En conséquence, **l'Opérateur** n'a droit à aucune indemnisation de leur part en cas de sinistre né dans une absence de surveillance desdites installations. En outre, il s'engage à souscrire une assurance « Dommages » pour garantir en valeur à neuf ses installations et leurs accessoires.

Au titre de l'ensemble des dispositions 9.1 et 9.2 contenues dans l'article 9, les parties au présent contrat renoncent expressément à tout recours entre elles, et font renoncer leurs assureurs à l'encontre des autres parties et des assureurs de ces dernières, pour les préjudices excédant les limites de responsabilité visées ci-avant ainsi que pour les dommages immatériels non consécutifs lorsqu'ils ne sont pas exclus.

9.3 A l'expiration du présent contrat, toutes les dispositions du présent article conservent leur plein et entier effet jusqu'au retrait effectif des équipements de **l'Opérateur**.

Article 10 - FRAIS D'ENREGISTREMENT

La présente convention est dispensée des formalités d'enregistrement.

Article 11 - NULLITE

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenues pour non valide ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement, ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et toute leur portée.

Article 12 - SECRET PROFESSIONNEL - LOI « INFORMATIQUE ET LIBERTES »

Les parties sont tenues au secret professionnel. Ainsi, elles s'engagent à assurer la confidentialité des informations auxquelles elles auront accès au cours de l'exécution de la présente convention, et notamment à ne pas divulguer l'ensemble des informations techniques.

Conformément à la loi « informatique et libertés » n° 78-17 du 6 janvier 1978, il est précisé que **la Collectivité** et **le Fermier** sont habilités à obtenir communication des informations nominatives fournies dans le cadre de la présente convention et, le cas échéant, à en demander toute rectification à **l'Opérateur**. Ces informations sont exclusivement utilisées pour l'exploitation du réseau de radiocommunications.

Article 13 - ELECTION DE DOMICILE - LITIGES

Les parties font élection de domicile chacune à l'adresse mentionnée en début du contrat.

Toutefois, les litiges pouvant naître de la présente convention seront portés devant le Tribunal Administratif de BORDEAUX (ressort de **la Collectivité**).

Article 14 - INTERVENANTS

L'Opérateur restera toujours entier et seul responsable des actes des entreprises, et de leur personnel, intervenant pour son compte et/ou à sa demande, que celles-ci soient ou non déclarées au sens réglementaire du terme. **La Collectivité** et **le Fermier** se réservent le droit de refuser l'accès à toutes entreprises qui leur sembleraient ne pas présenter toute garantie quant à la sécurité de la distribution d'eau.

Article 15 - RESILIATION.

Chacune des clauses est de rigueur et le non-respect de l'une d'elle par **l'Opérateur** un mois après sommation demeurée sans effet, entraînera la résiliation de plein droit de la convention sans qu'il soit besoin de former aucune demande en justice.

Pour tous les cas de résiliation, celle-ci devra se faire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 16 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.

La présente convention est composée des documents suivants :

1. La présente convention,
2. L'annexe 1 comprenant le descriptif des équipements techniques et des travaux d'aménagement, ainsi que les plans et schémas des lieux mis à disposition et des installations.
3. L'annexe 2 · [redacted] ues ».

[redacted] 'objet d'un avenant écrit.

[redacted] ux,

dont 1 pour **la Collectivité**,

1 pour **le Fermier**

et 2 pour **l'Opérateur**

En accord entre les parties, les présentes ont été reliées par le procédé ASSEMBLACT R.C. empêchant toute substitution ou addition et sont seulement signées à la dernière page

A Arcachon

le 23 Août 2002

La Collectivité,

A Agen

le 26/08/2002

Le Fermier

A Toulouse

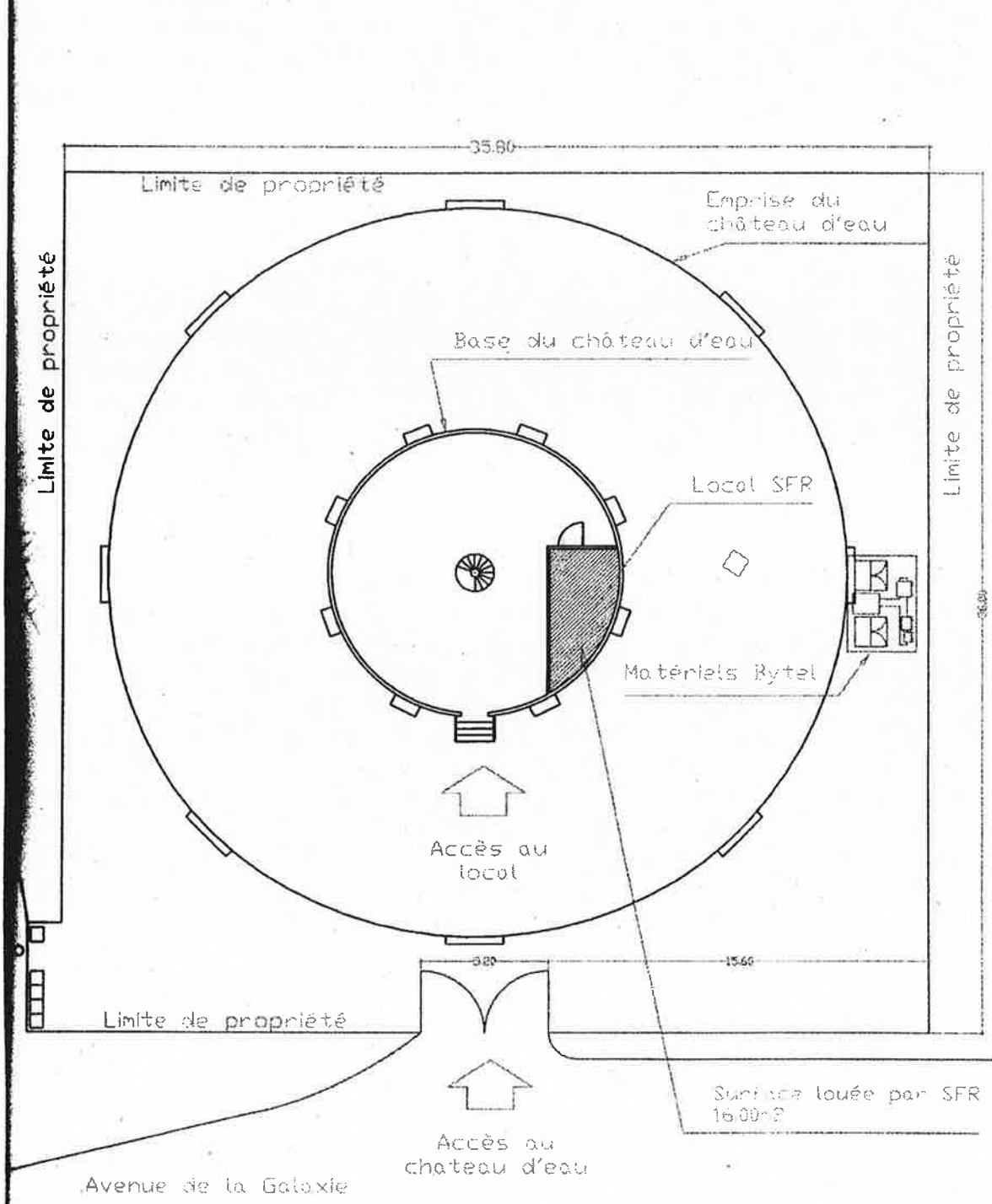
le 9/8/2002

L'Opérateur

COMPAGNIE GENERALE DES EAUX
CENTRE OPERATIONNEL AQUITAINE-LIMOUSIN
156, avenue de Colmar - BP 153
47005 AGEN CEDEX
Tél. 05 53 77 78 50 - Fax 05 53 77 78 70

Annexe 1

DOSSIER PROPRIETAIRE



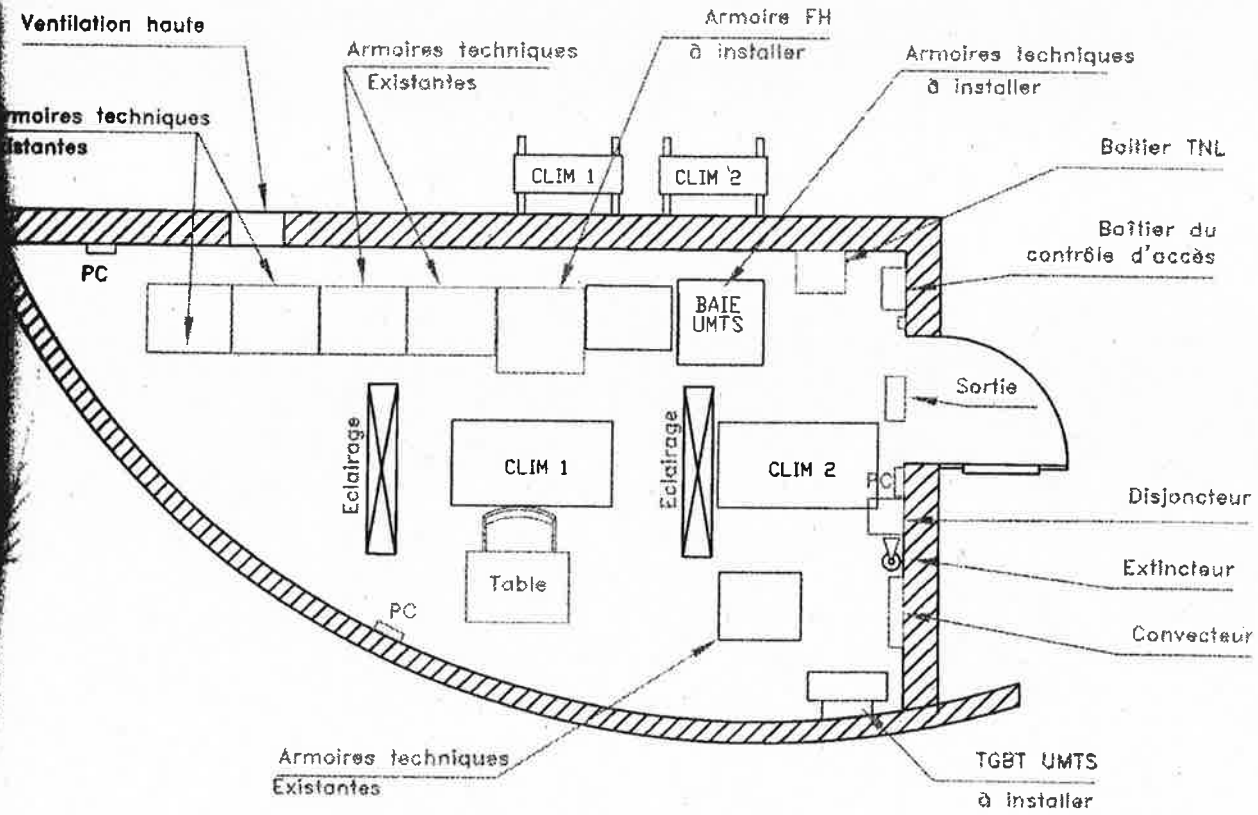
Ce document est la propriété de la SFR. Il ne peut être communiqué ou reproduit sans autorisation écrite de la SFR.

ARCACHON ETOILE

PLAN DES SURFACES LOUEES PAR SFR

DATE	CODE G2R	ECHELLE	INDICE	FOLIO	FICHIER	DESSINE PAR:
27/06/02	330016	1/ 250	B	9.3	Pconv.ETOILE	K.GAUTIER

										R.TRAVAUX	
		M.A.J			M.A.J						

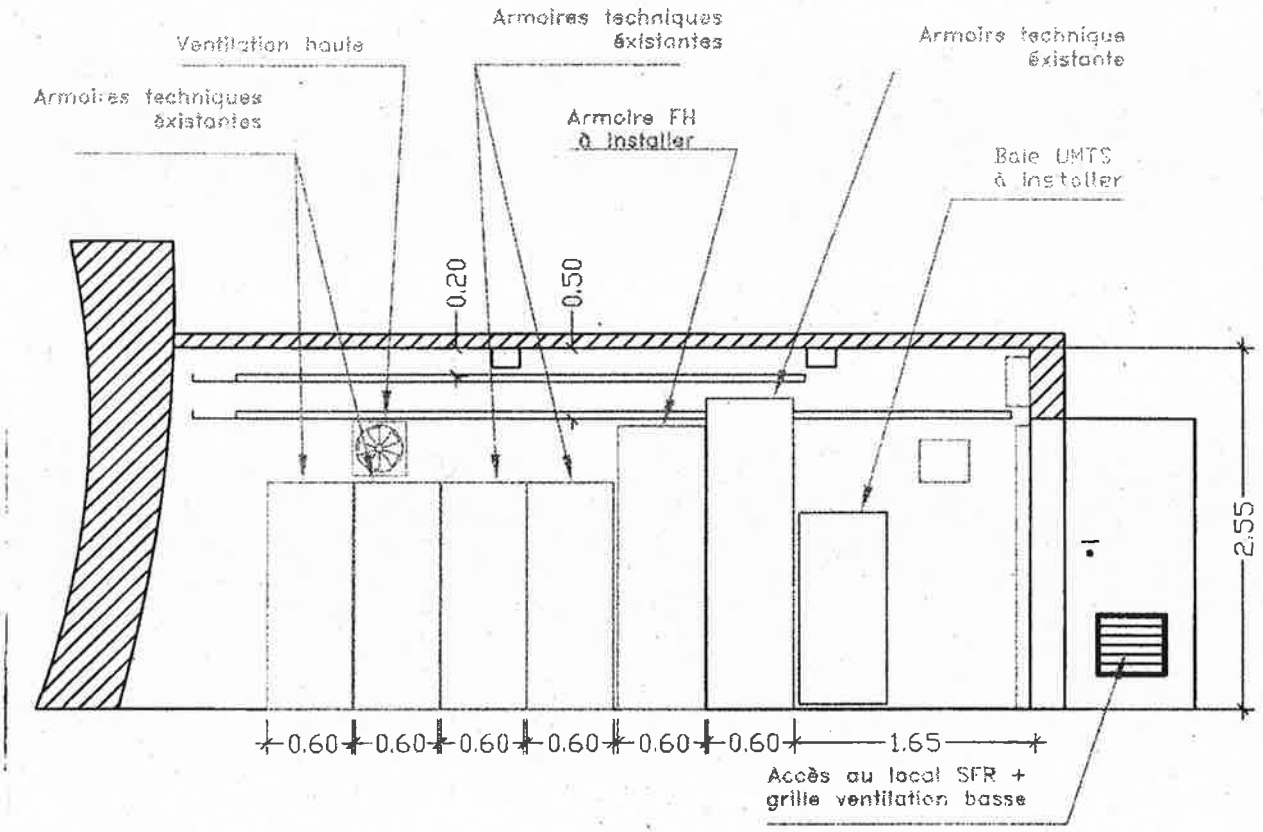


Ce document est la propriété de la SFR. Il ne peut être communiqué ou reproduit sans autorisation écrite de la SFR

ARCACHON ETOILE

SCHEMA DE LOCALISATION DES INSTALLATIONS

DATE	CODE G2R	ECHELLE	INDICE	FOLIO	FICHIER	DESSINE PAR:
27/06/02	330016	1/ 50	B	1.8	Pconv. ETOILE	K.GAUTIER
	M.A.J		M.A.J		R.TRAVAUX	

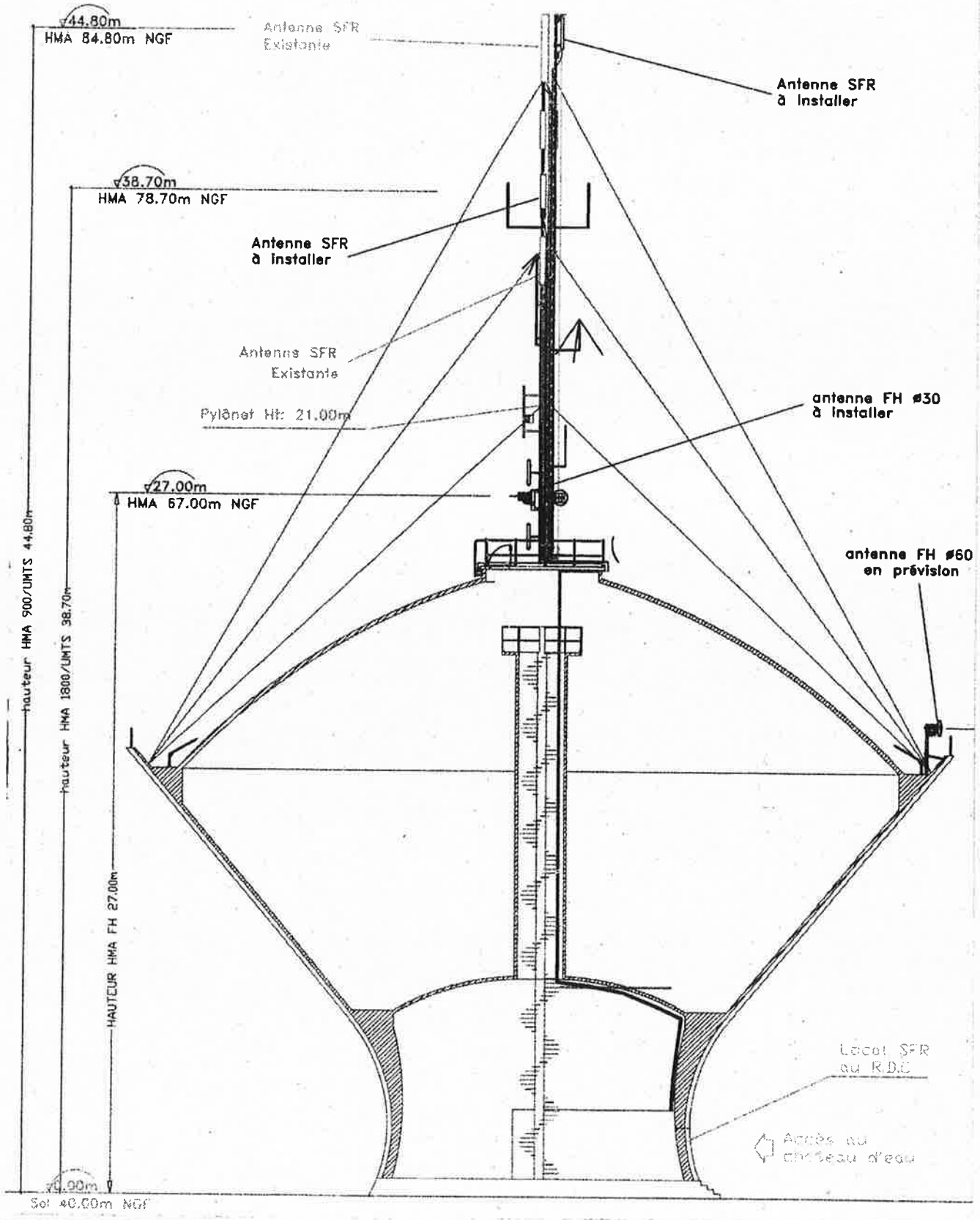


ARCACHON ETOILE

ELEVATION DU LOCAL TECHNIQUE

DATE	CODE G2R	ECHELLE	INDICE	FOLIO	FICHIER	DESSINE PAR:
27/06/02	330016	1/ 50	B	2.5	Pconv. ETOILE	K.GAUTIER

										R.TRAVAUX	
		M.A.J			M.A.J						



Ce document est la propriété de la SFR. Il ne peut être communiqué ou reproduit sans autorisation écrite de la SFR.

SFR

ARCACHON ETOILE

VUE EN ÉLÉVATION ETAT PROJETE – FAÇADE OUEST

DATE	CODE G2R	ECHELLE	INDICE	FOLIO	FICHIER	DESSINE PAR:
27/06/02	330016	1/ 200	B	1.5-1	Pconv. ETOILE	K.GAUTIER
	M.A.J	M.A.J			R.TRAVAUX	

Annexe 2

INFORMATIONS PRATIQUES

1. Conditions d'accès

Demande de clés auprès de la CGE aux heures d'ouverture

2. Interlocuteurs

	Nom	Adresse	Téléphone	Télécopie
Le Fermier	Compagnie Générale des Eaux	19, bis rue Georges Méran BP 150 ARCACHON	05.57.52.56.00.	
La Collectivité	Communauté d'Agglomération du bassin d'Arcachon Sud	2, allée d'Espagne 33120 ARCACHON	05.56.22.33.44.	
L'Opérateur	SFR	ZAC de Basso Cambo 12 rue Paul Mesplé BP 1316 31106 TOULOUSE	05.62.23.58.51.	05.62.23.57.79

Référence Site CHATEAU D'EAU ARCACHON ETOILE

AVENANT N° 1 AU CONTRAT EN DATE DU 29 AOUT 2002

Entre :

La **COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD**, sise 2 allée d'Espagne à ARCACHON (33120),

Représentée par sa Présidente, Madame Marie-Hélène des ESGAULX, dûment accréditée à la signature des présentes par délibération du Conseil communautaire en date du _____ et désignée ci-après par l'appellation : **« la Collectivité »**

Ci-après dénommé(e) le « **l'Autorité Publique** »,

Et :

LA SOCIETE D'EXPLOITATION D'EAU DU BASSIN D'ARCACHON SUD (SEEBAS), dont le siège est situé 18 rue JEHENNE 33120 ARCACHON immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de Bordeaux [redacted] représentée par agissant en qualité de Directeur Général

Ci-après dénommée « **SEEBAS** » ou « **l'Exploitant** »,

Et :

LA SOCIETE FRANÇAISE DU RADIOTELEPHONE, Société Anonyme au capital de 3.423.265.598,40 €, inscrite , dont le siège social est 1 square bela Bartok à PARIS (75015), représentée par , agissant aux présentes en qualité de Responsable Relations Patrimoine Sud-Ouest, domicilié Zac de Basso-Cambo, 12 rue Paul Mesplé , 31100 TOULOUSE, dûment habilité aux fins de signature des présentes,

Ci-après dénommée **« SFR »**

D'AUTRE PART,

Ci-après dénommées collectivement les "Parties" et individuellement la "Partie".

Référence Site CHATEAU D'EAU ARCACHON ETOILE

IL A ETE PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

En date du 29 août 2002, l'Autorité Publique, Vivendi-Compagnie Générale des Eaux et SFR ont conclu un contrat (ci-après dénommée le "Contrat") en vue de l'exploitation d'une station radioélectrique dans les emprises du château d'eau sis allée de la Galaxie à ARCACHON (33120), parcelle cadastrée section AS numéro 1.

Depuis le 1er janvier 2016 la société SEEBAS est le nouvel exploitant du service public d'eau potable de l'Autorité Publique.

Tous ces changements rendent indispensables la passation d'une nouvelle convention, ce d'autant plus que les installations objet de la convention du 29 aout 2002 qui passent par l'intérieur du château d'eau, ne remplissent pas les conditions de sécurité sanitaire optimale lors de certaines interventions, ni de facilité d'accès permettant à chacune des Parties d'exercer leurs droits sans nécessairement mobiliser du personnel de l'Exploitant.

Les Parties ont convenu de signer une nouvelle convention dans un délai maximum de six (6) mois à compter de la passation du présent avenant.

SFR souhaite réaliser des travaux urgents et provisoires pour déssaturer la ville d'Arcachon.

Le présent avenant (ci-après dénommé « Avenant ») est conclu compte tenu de cette urgence. Ses dispositions seront reprises, notamment quant à sa date d'échéance, dans la nouvelle convention à intervenir.

Préalablement à la conclusion du présent Avenant, les Parties reconnaissent disposer de toutes les informations nécessaires et suffisantes, en lien direct avec l'objet de l'Avenant, leur permettant d'y consentir.

CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 - Modification(s) introduite(s) par l'Avenant

1.1 Emplacements mis à disposition

Les Parties conviennent de compléter l'alinéa 3 de l'article 1.1 intitulé « Mise à disposition » du Contrat comme suit :

« A compter de l'entrée en vigueur de l'Avenant, l'Autorité Publique autorise l'ajout par SFR d'une antenne faisceau hertzien de soixante centimètres de diamètre sur le mât existant, tel que prévu en annexe 2 du présent Avenant.

L'Autorité Publique et l'Exploitant sont informés que l'antenne faisceau hertzien susvisée est installée provisoirement et sera démontée au plus tard le 31 janvier 2018 ».

1.2 Annexe

Les Parties conviennent de compléter l'annexe 1 du Contrat par l'annexe 1 du présent Avenant, intitulée « Plan de masse et plan en élévation de la station-radioélectrique ».

Référence Site CHATEAU D'EAU ARCACHON ETOILE

1.3 Documents contractuels

Les Parties conviennent de compléter l'article 16 intitulé « Documents contractuels » du Contrat par l'annexe 2 du présent Avenant intitulée « Descriptif des travaux à réaliser pour l'installation de l'antenne faisceau hertzien ».

Article 2 - Divers

A l'exception des modifications introduites par l'Avenant, le Contrat reste inchangé et s'applique dans toutes ses dispositions.

L'Avenant prend effet à la date à laquelle il aura acquis son caractère exécutoire.
Il prendra fin à la date de démontage de l'antenne faisceau hertzien, ou au plus tard le 31 janvier 2018.

oOo

Fait à Toulouse, le 9 août 2017

En trois exemplaires originaux.

Pour SFR

Responsable Relations Patrimoine Sud-Ouest

Pour l'Autorité Publique
Marie-Hélène des ESGAULX,
Présidente de la COBAS

Pour l'Exploitant

SEEBAS
Société d'Exploitation d'Eau du Bassin d'Arcachon Sud
S.A.S. au capital de 100 000 €
R.C.S. Bordeaux -
TVA n°
So'Bass 18 rue Jehenne - 33120 ARCACHON

Référence Site CHATEAU D'EAU ARCACHON ETOILE

Annexe 1 Plan de masse et plan en élévation de la station-radioélectrique



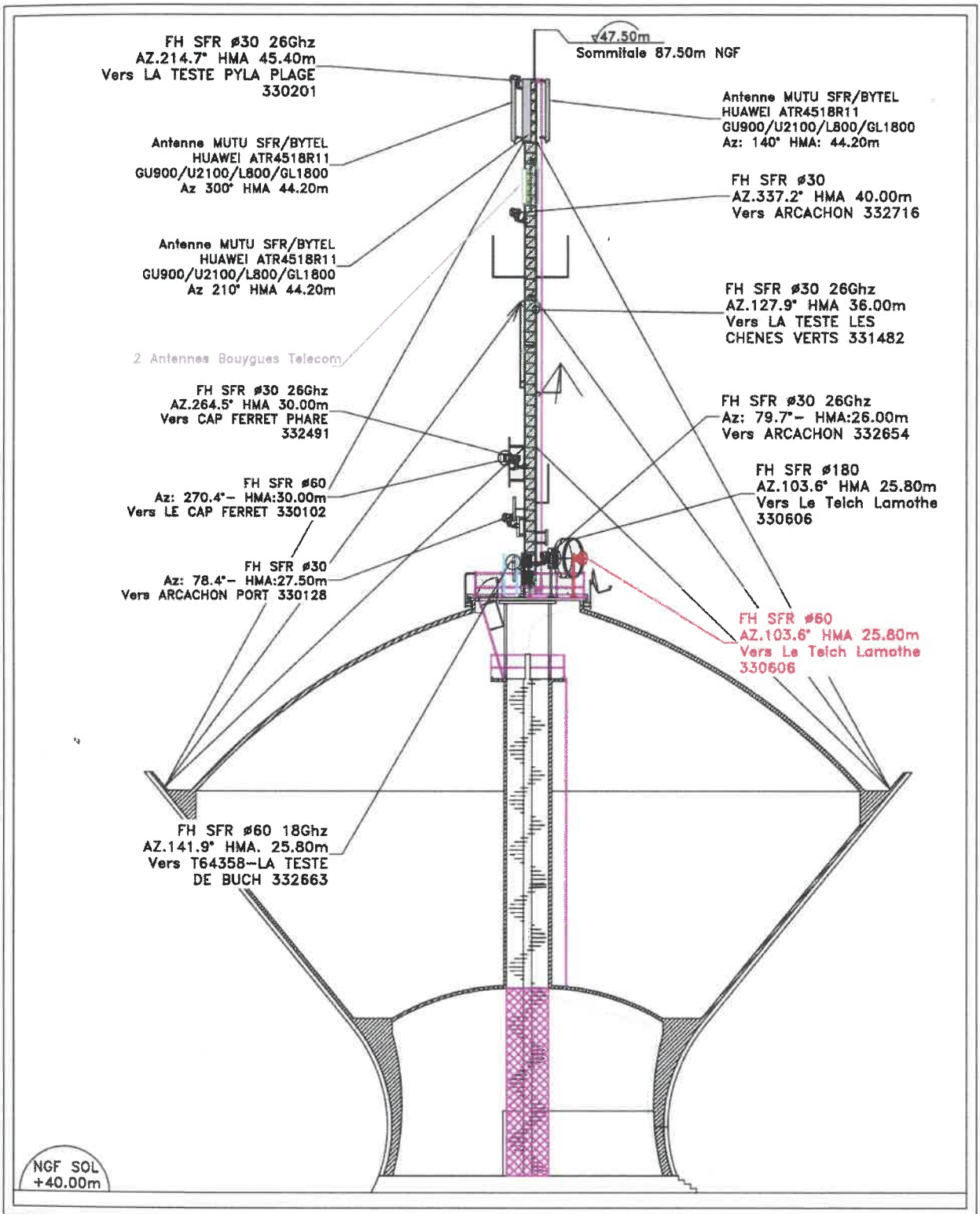
LOCALISATION DU SITE

Coordonnées LAMBERT II	X : 321 603	Y : 1 967 37	Z : 40m

SFR	CARTE IGN				DOSSIER	COMSIS
					ECHELLE	1/25000
	ARCACHON ETOILE				DATE	16/05/2017
circet	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_dwg
	330016	1-7B1	A	1/1	DESSINATEUR	ND-CIRCET

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE

JP

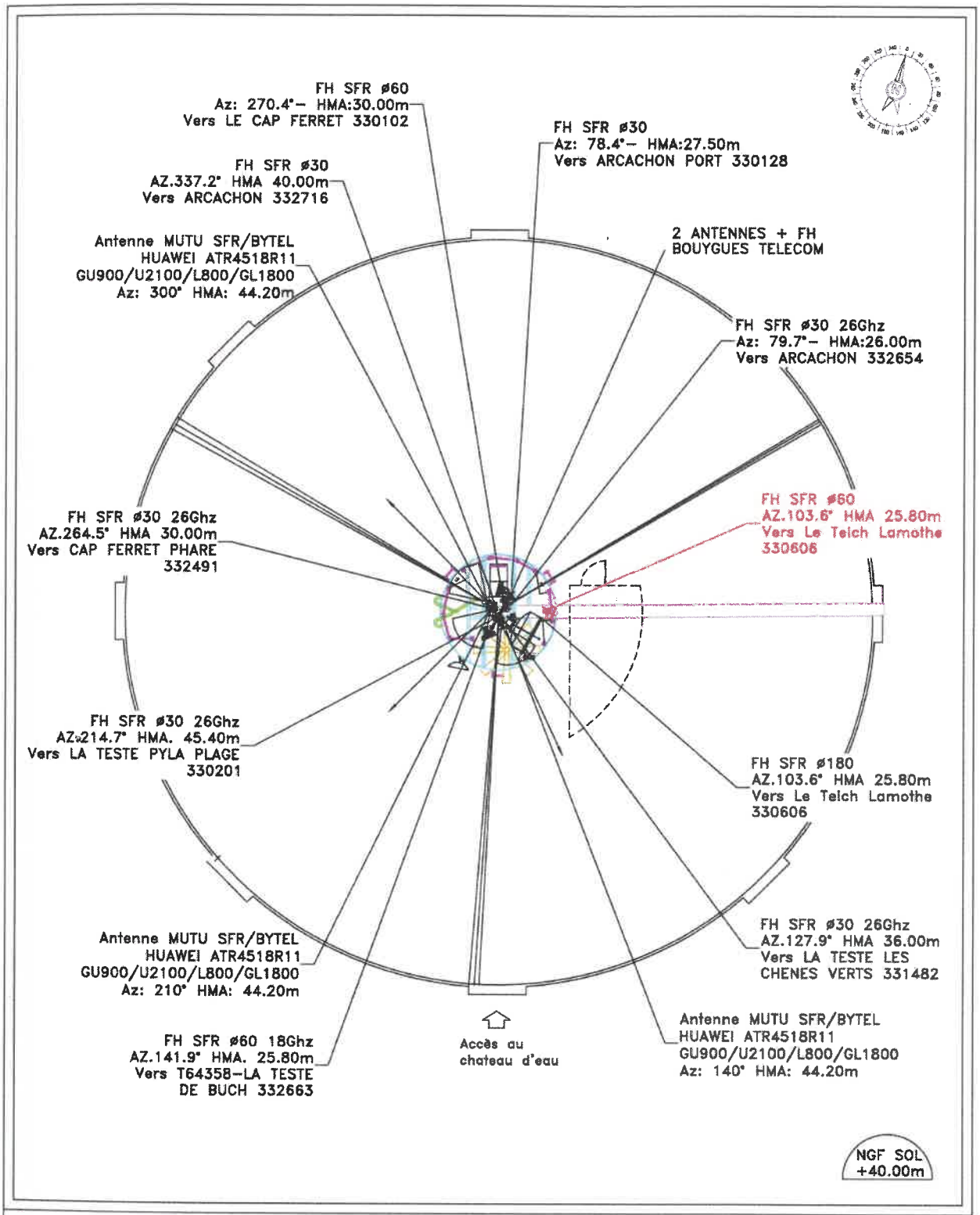


SFR	PLAN EN ELEVATION				DOSSIER	COMSIS
					ECHELLE	1/200
	ARCACHON ETOILE				DATE	16/05/2017
circet	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_dwg
	330016	1-7B2	A	1/1	DESSINATEUR	ND-CIRCET

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE

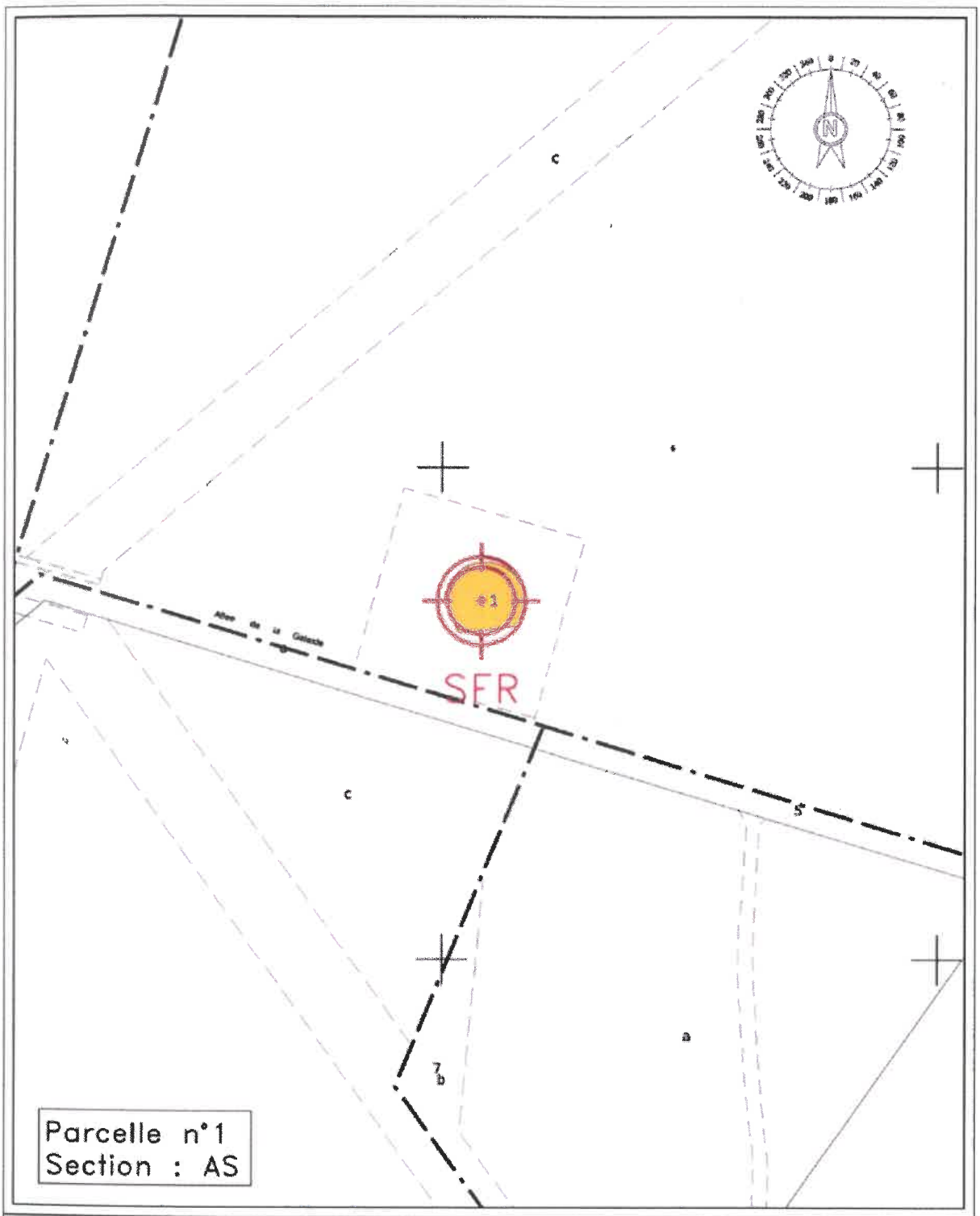
JP

B



SFR	PLAN DE MASSE				DOSSIER	COMSIS
	ARCACHON ETOILE				ECHELLE	1/200
					DATE	16/05/2017
circet	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_dwg
	330016	1-783	A	1/1	DESSINATEUR	ND-CIRCET

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE



SFR	PLAN DE CADASTRE				DOSSIER	COMSIS
	ARCACHON ETOILE				ECHELLE	1/1000
					DATE	16/05/2017
circet	N° G2R DU SITE	N° DE PLAN	INDICE	FOLIO	FICHIER	330016_dwg
	330016	1-7B4	A	1/1	DESSINATEUR	ND-CIRCET

CE DOCUMENT EST LA PROPRIETE SFR. IL NE PEUT ETRE COMMUNIQUE OU REPRODUIT SANS AUTORISATION ECRITE

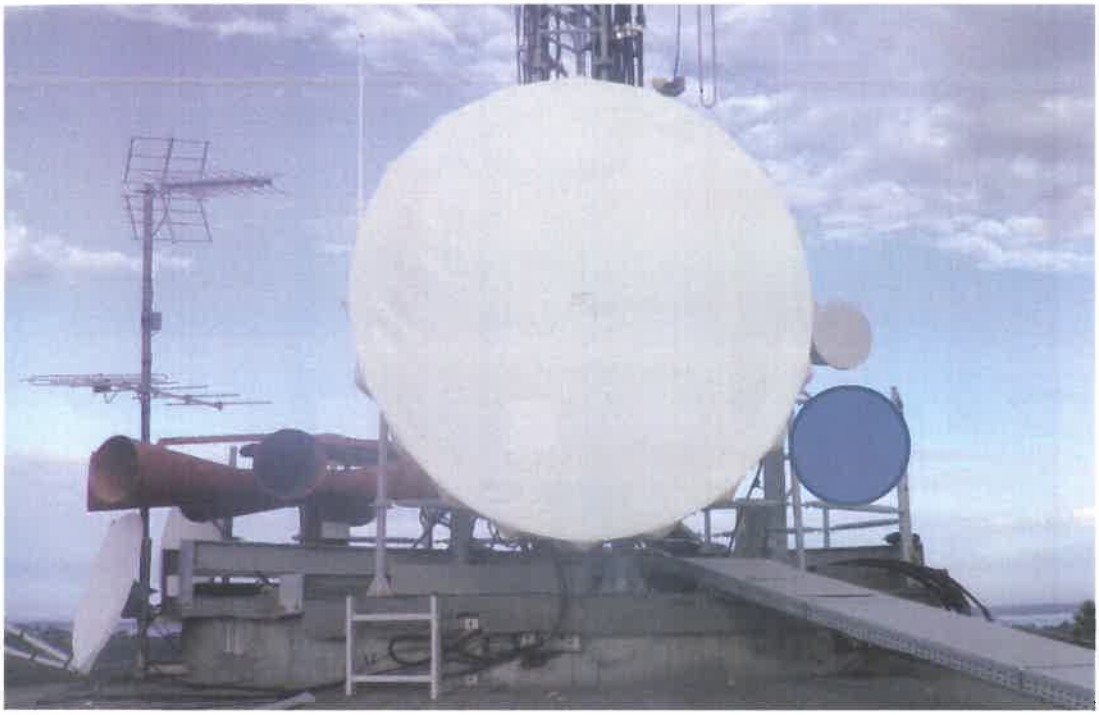
JP
MB

Référence Site CHATEAU D'EAU ARCACHON ETOILE

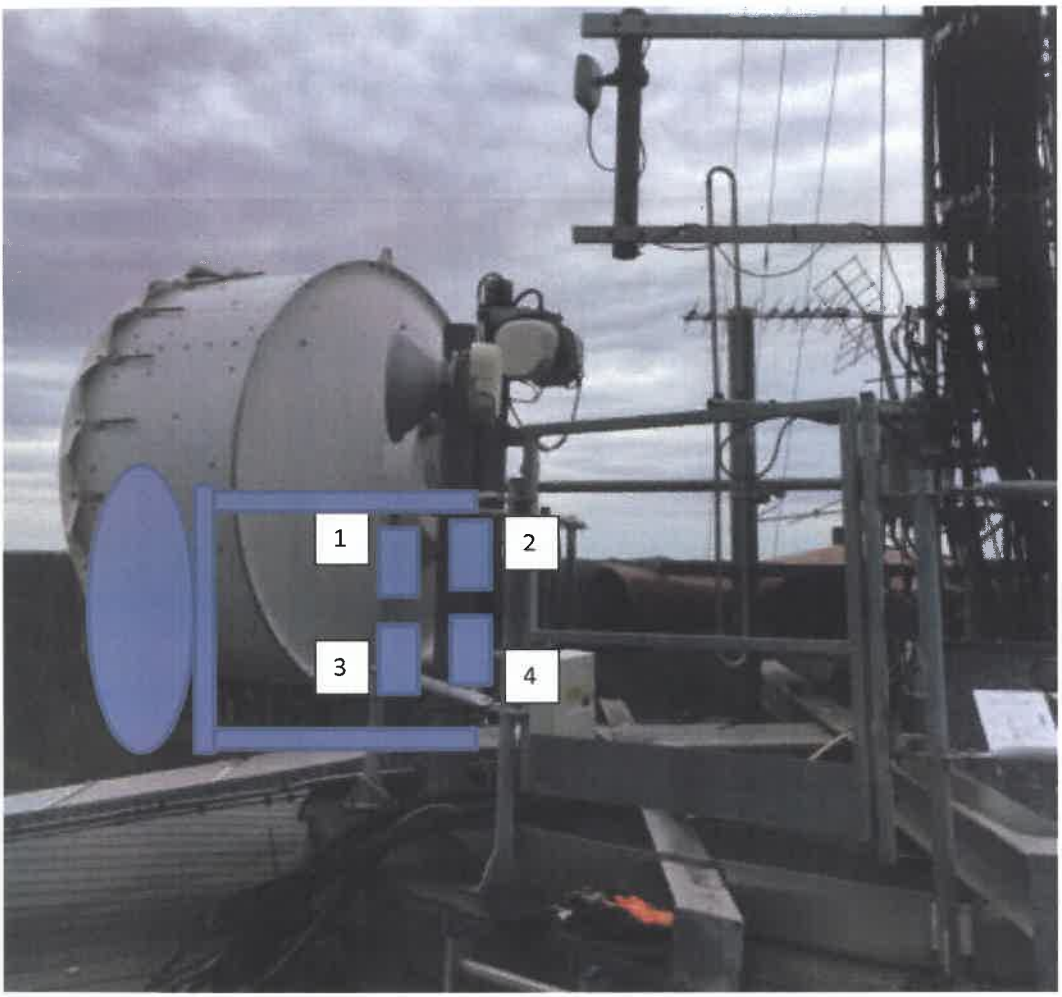
Annexe 2 Descriptif des travaux à réaliser pour l'installation de l'antenne faisceau hertzien

ARCACHON ETOILE

Pose d'une antenne Ø 60 cm, sur mât existant de Ø 114 mm.. Pas de percement à réaliser sur le dôme. Poids structure et antenne environ 40 Kg.



Pose de 4 modules outdoor seront posés sur le mât existant. Poids d'un module environ 4Kg.



Passage de 4 câbles de Ø 15 mm entre le haut de la structure et le local dédié SFR. Ceci passeront par les chemins de câbles existants en extérieure, sans besoin de percement.



Pose de 2 boitiers indoor (IDU + N13) dans le local SFR, ils seront intégrés dans un rack existant.



Greffe du Tribunal de Commerce de Paris
1 QU DE LA CORSE
75198 PARIS CEDEX 04

N° de gestion

Code de vérification :
https://www.infogreffe.fr/controle

Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES
à jour au 8 décembre 2016

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

Immatriculation au RCS, numéro
Date d'immatriculation

Dénomination ou raison sociale	**SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE - SFR**
Forme juridique	Société anonyme
Capital social	3 423 265 598,40 EUROS
Adresse du siège	1 square Bela Bartok 75015 Paris
Activités principales	En France et dans tous pays, la conception, la construction et l'exploitation d'un système de téléphonie à partir de poste mobile, dits radiotéléphones.
Durée de la personne morale	Jusqu'au 18/11/2086
Date de clôture de l'exercice social	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président du conseil d'administration - Directeur général
Nom, prénoms
Date et lieu de naissance
Nationalité
Domicile personnel

Administrateur
Nom, prénoms
Date et lieu de naissance
Nationalité
Domicile personnel

Administrateur
Nom, prénoms
Date et lieu de naissance
Nationalité
Domicile personnel

Administrateur
Nom, prénoms
Nom d'usage
Date et lieu de naissance
Nationalité
Domicile personnel

Commissaire aux comptes titulaire

Dénomination	KPMG S.A.
Forme juridique	Société anonyme
Adresse	3 cours du Triangle Immeuble le Palatin 92939 Paris la Defense CEDEX
Immatriculation au RCS, numéro	Nanterre

Commissaire aux comptes titulaire

Greffe du Tribunal de Commerce de Paris
1 QU DE LA CORSE
75198 PARIS CEDEX 04

N° de gestion 1987B11278

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Nice
R.C.S. Aix
R.C.S. Marseille
R.C.S. Romans
R.C.S. Quimper
R.C.S. Toulouse
R.C.S. Bordeaux
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Rennes
R.C.S. Grenoble
R.C.S. Dax
R.C.S. Nantes
R.C.S. Orléans
R.C.S. Coutances
R.C.S. Reims
R.C.S. Nancy
R.C.S. Metz
R.C.S. Lille Métropole
R.C.S. Beauvais
R.C.S. Bayonne
R.C.S. Strasbourg
R.C.S. Lyon
R.C.S. Rouen
R.C.S. Meaux
R.C.S. Evry
R.C.S. Versailles
R.C.S. Bobigny Etablissement principal
R.C.S. Créteil

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

- Mention n° 119 du 14/12/2011 Société ayant participé à l'opération de fusion : SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE-SFR S.A. - 42 avenue de Friedland 75008 Paris avec effet rétroactif au 01-01-2011

Le Greffier

FIN DE L'EXTRAIT

SFR

-PROCURATION-

, Directeur National des Régions, domicilié 12, rue Jean-Philippe Rameau, CS 80001 - 93634 La Plaine St-Denis Cedex

Sur délégation de , Directeur Exécutif Réseaux de la société :

- **SFR GROUP**, société anonyme au capital de 438 245 303 Euros ayant son siège social 1 square Béla Bartók, 75015 Paris, constituée pour une durée de 99 ans expirant le 18 novembre 2086, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS

et de ses sociétés affiliées, directes ou indirectes, au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce dont notamment :

- "**SOCIETE FRANCAISE DU RADIOTELEPHONE (SFR)**", société anonyme au capital de 3 423 265 598,40 Euros ayant son siège social 1 square Béla Bartók, 75015 Paris, constituée pour une durée de 99 ans expirant le 18 novembre 2086, immatriculee au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS
- **COMPLETEL**, société par actions simplifiée au capital de 146 648 525,88 euros, ayant son siège social 1, square Béla Bartók 75015 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris, , dûment habilité à l'effet des présentes,
- **NC NUMERICABLE**, société par actions simplifiée au capital de 78 919 817,50 euros, ayant son siège social 10, rue Albert Einstein 77420 Champs sur Marne, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Meaux, , dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommées les «Sociétés »

Donne par la présente pouvoir à **, Responsable Environnement Sud-Ouest,** pour :

- Déposer et signer toutes demandes d'autorisations de construire et toutes déclarations d'urbanisme, liées aux réseaux exploités par les Sociétés, avec possibilité de subdéléguer.
- Mandater des sociétés prestataires pour signer au nom et pour le compte des Sociétés les documents administratifs susmentionnés, afin de permettre la construction des réseaux exploités par les Sociétés, avec possibilité de subdéléguer.
- Signer toutes conventions, tous baux, civils ou commerciaux, et plus généralement tous actes dont l'objet est la location de surface et/ou de linéaire à dessein de l'installation d'équipements de télécommunication liés aux réseaux exploités par les Sociétés, avec possibilité de subdéléguer.

- Résilier toutes conventions, tous baux, civils ou commerciaux dont l'objet est la location de surface et/ou de linéaire à dessein de l'installation d'équipements de télécommunication liés aux réseaux exploités par les Sociétés, avec possibilité de subdéléguer.

- Signer toutes conventions d'enfouissement de réseaux et/ou de financement de travaux relatifs réseaux exploités par les Sociétés, avec possibilité de subdéléguer.

- Signer tous actes relatifs à la gestion immobilière des sites (terrains ou immeubles) dont les Sociétés sont propriétaire ou locataires et supportant ou destinés à supporter des installations de télécommunications, avec possibilité de subdéléguer :

    - Signer les mandats de représentation des propriétaires pour assister aux assemblées générales de copropriétaires et toutes pièces relatives aux dits actes (Procès-verbaux, ...) et faire toutes déclarations et affirmations, avec possibilité de subdéléguer ;
    - Représenter les Sociétés lors des assemblées générales de copropriétaires et signer toutes pièces relatives aux dits actes (Procès-verbaux, ...) avec possibilité de subdéléguer ;
    - Faire toutes demandes, démarches afférentes à la gestion immobilière des sites mentionnés ci-dessus, avec possibilité de subdéléguer.

- Signer toutes chartes, et plus généralement tous actes, dont l'objet est de définir un code de bonne conduite entre les Sociétés et une collectivité locale pour l'installation de stations relais sur le territoire de celle-ci, avec possibilité de subdéléguer.

- Signer tous actes relatifs à l'acquisition de terrains ou immeubles supportant ou destinés à supporter des installations de télécommunications, avec possibilité de subdéléguer.

    - Signer toutes pièces relatives aux dits actes, faire toutes déclarations et affirmations, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire,

    - Exiger toutes garanties et justifications relatives aux dits actes, se faire remettre tous titres et pièces,
    - Faire toutes demandes, démarches et déclarations d'état civil afférentes aux dits actes.

- Constituer toutes servitudes afférentes aux dits terrains ou immeubles, au moyen notamment de la signature d'actes constitutifs d'une servitude conventionnelle de passage, avec possibilité de subdéléguer.

- Signer tous recours gracieux et les demandes de déférés préfectoraux visant à obtenir les autorisations administratives nécessaires à la construction des installations de télécommunications, avec possibilité de subdéléguer.

- Porter plainte et/ou se constituer partie civile et mandater des sociétés prestataires pour aller porter plainte au nom et pour le compte de la Société en cas de dégradation d'installations de télécommunications, avec possibilité de subdéléguer

- Signer toutes les transactions ou protocole d'accord relatifs à des contestations nées ou à naitre concernant des sites (terrains ou immeubles) dont les Sociétés sont propriétaire ou locataires et supportant ou destinés à supporter des installations de télécommunications, avec possibilité de subdéléguer

MB JP

SFR

- Signer tous courriers contenant réponse aux demandes de renseignements et aux déclarations d'intention de commencement de travaux y compris ceux adressés aux juridictions administratives et judiciaires dans le cadre d'une procédure préventive, avec possibilité de subdéléguer.

Cette procuration est valable jusqu'au 31 décembre 2017.

Fait à Saint-Denis,
Le 18 Janvier 2017

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085870

N° DEL-2025-04-035

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Pascal BERILLON **N° DEL-2025-04-035**

CONVENTION DE VEILLE STRATÉGIQUE N°33-24-109 ENTRE LA VILLE DU TEICH, LA COBAS ET L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE (EPFNA)

Mes Chers Collègues,

Par délibération du 25 février 2021, le Conseil Communautaire a approuvé la convention opérationnelle d'action foncière pour la production de logements entre la commune du Teich, la COBAS et l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine (EPFNA). Cette convention a été signée le 25 janvier 2022. L'engagement financier maximal de l'EPFNA était de 3 000 000 € Hors Taxe.

La convention comprend un périmètre de veille foncière qui correspond à l'ensemble du centre-ville. Elle comprend également des périmètres de réalisation correspondant à différents secteurs : « projet 1 : avenue de la Côte d'Argent / avenue Coulet », « projet 2 : avenue de Côte d'Argent / rue de Jeangard », « projet 3 : rue du Stade », « projet 4 : avenue de la Côte d'Argent/entrée ouest », « projet 5 : rue du Château » et « projet 6 : lieu-dit La Biche ».

Par arrêté préfectoral du 20 novembre 2023, il a été prononcé la carence de la commune du Teich en application de l'article L.302-9-1 du Code de la Construction et de l'Habitation.

Par un second arrêté préfectoral du 5 juin 2024, l'EPFNA s'est vu déléguer l'exercice du droit de préemption urbain sur l'intégralité du territoire de la commune précitée.

Dans ce contexte, L'EPFNA a proposé à la ville du Teich de formaliser une nouvelle convention de veille stratégique - numérotée 33-24-109 - se substituant à la convention précitée. La nouvelle convention définit les modalités de partenariat entre la commune du Teich, la COBAS et l'EPFNA.

Elle est vouée notamment à la mobilisation du foncier pour l'habitat et en particulier le logement social.

Elle définit un unique périmètre de veille qui correspond à l'ensemble des zones urbaines (U) et à urbaniser (AU) de la commune.

L'engagement financier maximal de l'Établissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine demeure fixé à 3 000 000 € HT sur la durée de la convention (jusqu'au 9 octobre 2029).

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code de la construction et de l'habitation,

VU la délibération n° DEL-2021-02-003 du 25 février 2021 relative à la (précédente) convention opérationnelle d'action foncière pour la production de logements entre la commune du Teich, la COBAS et l'Etablissement Public Foncier de Nouvelle-Aquitaine,
VU la délibération n° DEL-2025-02-005 du Conseil Communautaire du 13 février 2025, adoptant le Programme Local de l'Habitat pour la période 2025-2031,
VU la délibération n° 3/25-3 du Conseil Municipal de la commune du Teich du 20 février 2025 approuvant la convention de veille stratégique entre la commune, l'EPFNA et la COBAS,
VU le projet susvisé de convention de veille stratégique n° 33-24-109 et son annexe 1 dénommée « règlement d'intervention de l'EPFNA »,
VU l'avis favorable de la Commission Habitat du 26 mars 2025,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** les termes de la convention et du règlement précité joints en annexe ;
- **AUTORISER** la Présidente à signer ladite convention et tous les documents afférents à celle-ci.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

PROGRAMME PLURIANNUEL D'INTERVENTION (PPI) 2023-2027

CONVENTION DE VEILLE STRATEGIQUE N°33-24-109

ENTRE

LA VILLE DU TEICH (33),

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD (COBAS)

ET

L'ÉTABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DE NOUVELLE-AQUITAINE (EPFNA)

ENTRE

La **commune du TEICH,** personne morale de droit public, dont le siège est situé à la mairie au 64 bis avenue de la Côte d'Argent – CS90505 Le Teich (33470), représentée par **Madame Karine DESMOULIN**, sa Maire, dûment habilitée par délibération du conseil municipal du 20 février 2025,

Ci-après dénommé « **la Collectivité** » ou « **la commune** » ou " **la personne publique garante**" ;

d'une part,

La **Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud,** établissement public de coopération intercommunale dont le siège est situé 2 allée d'Espagne à Arcachon (33120) – représentée par **Madame Marie-Hélène DES ESGAULX**, sa Présidente, dûment habilitée par délibération du conseil communautaire numéro DEL 2025 du ,

Ci-après dénommée, "**l'intercommunalité**", « **la Communauté d'Agglomération** » ou « **la COBAS » ;**

ET

L'établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine, établissement public de l'État à caractère industriel et commercial, dont le siège est au 107 Boulevard du Grand Cerf, CS 70432 - 86011 POITIERS Cedex – représenté par **,** son directeur général, nommé par arrêté ministériel du 23 avril 2019 et agissant en vertu de la délibération du Bureau en consultation écrite du 09 octobre 2024 n°B-2024- …

ci-après dénommé « **EPFNA** » ;

d'autre part

PRÉAMBULE

La Commune du Teich

La commune du Teich est située au Sud du Bassin d'Arcachon (Gironde). Commune la plus à l'Est de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS), elle est reliée à Bordeaux par l'autoroute A660. La RD650 assure, quant à elle, un rôle de liaison inter-urbaine entre les communes du Sud-Bassin (Arcachon, La Teste de Buch, Gujan-Mestras et Le Teich) et la liaison avec Biganos, le Nord-Bassin et le Val de l'Eyre.

S'étendant sur un vaste territoire de 8 707 hectares dont 80 % est couvert de forêt, l'enveloppe urbaine de la commune du Teich (à l'exception de la zone d'activités économiques de Sylvabelle et du hameau de Balanos) est circonscrite par l'A660 au Sud et par les prairies bocagères au Nord.

En plus d'une bonne desserte en matière d'infrastructures routières, la commune bénéficie d'une gare SNCF avec une présence commerciale située sur la ligne Bordeaux / Arcachon. La présence de cette gare SNCF contribue à l'attractivité de la commune. Le Teich bénéficie également du réseau de bus urbain Bus Baïa.

La commune du Teich est soumise aux obligations de la loi SRU depuis 2002. La loi du 21/02/2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique dite « 3DS » est venue adapter le dispositif de l'article 55 de la loi SRU, en pérennisant un mécanisme de rattrapage soutenable pour les communes encore déficitaires en logements sociaux tout en favorisant une adaptabilité aux territoires.

La commune du Teich doit se mettre en conformité avec les dispositions des articles L302-5 et suivants du code de la construction et de l'habitation (CCH).

Un objectif de 139 logements locatifs sociaux lui avait été fixé pour la période 2020-2022. Cet objectif n'ayant pas été atteint, la carence de la commune a été définie par arrêté préfectoral en date du 20/11/2023, en application de l'article L 302-9-1 du code de la construction et de l'habitation (CCH).

Au 01/01/2023, le taux de logements sociaux de la commune s'élevait à 16,48%. Le déficit en logements sociaux au 01/01/2023 par rapport à 25% est donc de 368 logements sociaux. L'objectif notifié pour la période 2023-2025 s'élève à 90 logements sociaux, correspondant à 25% du déficit en logements sociaux constaté au 01/01/2022 (objectif fixé dans le cadre d'un contrat de mixité sociale dit abaissant pour la période 2023-2025).

Le tableau ci-après présente quelques chiffres clés sur la commune :

	Commune **Le Teich**	Intercommunalité **COBAS**	Département **Gironde**
Population	9.004 habitants (INSEE 2021)	69.218 habitants (INSEE 2021)	1.654.970 habitants (INSEE 2021)
Variation annuelle de la population 2015-2021 (INSEE)	2,7%	0,9 %	1,1 %
Taux de Logements locatifs sociaux	16,48% (2023)	13,31 % (2023)	14,7 % (2021)

PROJET

Rythme de construction annuel (logement) (SITADEL 2022)	81 (commencés) (SITADEL 2022)	498 (commencés) (SITADEL 2022)	9.142 (commencés) (SITADEL 2022)
Taux de vacance du parc de logements	5,53%	5,85%	7,89 %
Nombre de personnes par ménages (INSEE 2021)	2,20	1,93	2,10

La **Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud** a été créée par l'arrêté préfectoral du 07 décembre 2001, regroupant aujourd'hui quatre communes (Arcachon, La Teste-de-Buch, Gujan-Mestras et Le Teich), et 69.218 habitants (source INSEE 2021).

Documents	**Date d'approbation**	**Remarques évolutions du document**
PLU	Adopté en juillet 2006	Révision adoptée par le CM du 02/03/2023, Exécutoire depuis le 16/04/2023
PLH 2025-2031	Adoption finale à l'ordre du jour du Conseil communautaire du 13/02/2025	Adopté au Conseil Communautaire du 13/02/2025
SCOT	Approuvé le 06/06/2024	Exécutoire le 07/08/2024

PROJET

L'Établissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

L'EPFNA a pour vocation d'accompagner et préparer les projets des collectivités publiques par une action foncière en amont ainsi que par la mise à disposition de toutes expertises et conseils utiles en matière foncière.
Il est un acteur permettant la mise en œuvre d'une politique foncière volontariste via l'acquisition de terrains nus ou bâtis destinés aux projets d'aménagement des collectivités.

L'EPFNA est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières et foncières de nature à faciliter l'aménagement ultérieur des terrains par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés. Il peut également procéder à la réalisation des études et travaux nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

L'EPFNA intervient au titre de son décret de création et du code de l'urbanisme pour :

- des projets de logements,
- de développement économique,
- de revitalisation urbaine et commerciale des centres-bourgs et centres-villes,
- de lutte contre les risques et de protection de l'environnement.

Conformément au Plan national Biodiversité dévoilé le 4 juillet 2018, l'EPFNA contribuera par son action à atteindre l'objectif de Zéro Artificialisation Nette édicté par le Gouvernement. Au sein d'un modèle de développement économe en foncier, l'Etablissement s'inscrira pleinement dans la volonté de réduction de la consommation d'espace et d'équilibre des territoires prônées par le SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires) de Nouvelle-Aquitaine.

De manière générale, les interventions foncières au bénéfice de projets économes en espace et traduisant une ambition particulière de recyclage du foncier, de densification au sein du tissu urbain constitué ou, de retraitement du bâti ancien, seront prioritairement accompagnées.

Au titre de son Programme Pluriannuel d'Intervention (PPI) 2023-2027, l'intervention de l'EFPNA sera orientée par la mise en œuvre des priorités gouvernementales en matière de production de logements, en particulier de logement social, de lutte contre l'habitat indique, d'accueil d'activités économiques et de revitalisation des territoires, ainsi que de transition écologique. Il assistera les collectivités dans la définition de projets, les encouragera à définir une stratégie foncière et favorisera l'optimisation du foncier par son expertise en ingénierie foncière. Plus généralement, l'action de l'Etablissement participera à la fois à la relance de la construction, à l'atteinte des objectifs de réduction de la consommation des espaces et de consommation des sols, et à la lutte contre la spéculation foncière, en proposant des innovations en faveur d'un aménagement durable.

L'EPFNA dirigera son intervention vers trois grandes priorités : l'aménagement durable des territoires, la mobilisation du foncier pour l'habitat et le logement social, et la prévention des risques naturels technologiques.

L'atteinte de ces priorités passera par des interventions sur les axes suivants :

- L'habitat :
  - Le littoral et Bordeaux Métropole : deux secteurs en besoin de logements,
  - Être en appui de la production de logements sociaux,
    - → L'accompagnement des collectivités carencées au regard des exigences de la loi SRU. L'Établissement se fixe alors comme objectif de contribuer à l'action des collectivités et vise

PROJET

globalement un minimum de 35 % de logements locatifs sociaux : soit 1 155 logements locatifs sociaux par an par rapport au nombre total de logements programmés sur les cessions de ses fonciers.

→ Une territorialisation progressive des actions selon les enjeux et niveaux de tensions en matière de logement des territoires.

→ Une contribution à l'accession sociale à la propriété.

→ La rénovation des bâtis existants.

- Le développement des activités et des services :
  - Optimiser les zones d'activités économiques,
  - Favoriser le maintien, l'implantation de commerces et de services dans les cœurs de villes et de bourg,
  - Assurer le portage temporaire d'actifs économiques.
- La protection des espaces naturels et agricoles :
  - La protection des espaces naturels et agricoles passera par le respect de leur fonction biologique et par une attention particulière à ne pas consommer d'espaces naturels, agricoles et forestiers. Dans ce cadre, et comme mentionné en amont, l'Établissement sera attentif à la localisation de ses interventions et priorisera la densification.
  - Les collectivités portant des projets de protection des espaces naturels et agricoles pourront solliciter l'aide de l'EPFNA afin de conclure une convention. Par ailleurs, les enjeux de préservation de ces types d'espaces et de leurs biodiversités sont directement reliés aux interventions en faveur de la transition écologique des territoires.
- La protection contre les risques naturels et technologiques :
  - Accompagner les collectivités dans la protection de leur territoire face aux risques naturels et technologiques,
  - Un enjeu particulièrement important en Nouvelle-Aquitaine : l'adaptation au recul du trait de côte.

L'EPFNA, par la présente convention, accompagnera la Personne Publique Garante afin d'enrichir les projets qui lui sont soumis pour faire émerger des opérations remarquables et exemplaires répondant aux enjeux du territoire et aux objectifs définis dans le PPI.

PROJET

CECI EXPOSÉ, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - CADRE DE LA CONVENTION

1.1. Objet de la convention

La présente convention d'action foncière a pour objet de définir les modalités de partenariat entre la commune du Teich, la COBAS et l'EPFNA.

Ainsi, elle définit :

- les objectifs partagés par la Commune, l'intercommunalité et l'EPFNA ;
- les engagements et obligations que prennent la Commune, l'intercommunalité et l'EPFNA en vue de sécuriser une éventuelle intervention foncière future à travers la réalisation des études déterminées au sein de la présente convention ;
- les conditions dans lesquelles les biens acquis par l'EPFNA seront revendus à un opérateur désigné par la Commune ;
- les modalités techniques et financières d'interventions de l'EPFNA et de la Commune, et notamment les conditions financières de réalisation des études.

1.2. Le Programme Pluriannuel d'Intervention et Règlement d'Intervention

Les projets développés à travers la présente convention sont en cohérence avec les objectifs et axes définis dans le PPI 2023-2027 de l'EPFNA :

Ce dernier établit trois grandes priorités d'action :

1. L'aménagement durable des territoires ;
2. La mobilisation du foncier pour l'habitat et en particulier pour le logement social ;
3. La prévention des risques naturels et technologiques.

L'atteinte de ces objectifs passe par des interventions sur quatre axes :

1. L'habitat ;
2. Le développement des activités et des services ;
3. La protection des espaces naturels et agricoles ;
4. La protection contre les risques naturels et technologiques.

Les centre-bourgs et leur revitalisation sont un fil conducteur pour l'EPFNA qui se retrouve dans l'ensemble de ses axes d'intervention.

Par ailleurs, la protection des espaces naturels et agricoles passera nécessairement par une attention particulière à la localisation des interventions et une priorité donnée aux projets réalisés en densification.

La présente convention s'inscrit dans l'axe « Habitat ».

1.3. Documents contractuels

Les parties conviennent que la présente convention a été rédigée selon les règles du PPI 2023-2027 voté par le conseil d'administration de l'EPFNA le 24 novembre 2022 et par les règles du Règlement d'Intervention de l'EPFNA en vigueur à la date de signature de la convention de veille stratégique.

PROJET

Cette annexe 1 précise notamment les conditions de réalisation d'études dans le cadre de la convention, les modalités d'intervention en acquisition amiable, préemption au prix ou en révision de prix, expropriation, la gestion des biens acquis, les modalités de cession et le calcul du prix de cession, l'évolution de la convention, ses modalités de résiliation.

L'ensemble des signataires déclare en avoir pris connaissance et en accepter toutes les conditions sans réserve.

Les modalités d'intervention de l'EPFNA sont définies dans le règlement d'intervention annexé au présent document (annexe 1). Ces deux éléments forment un tout indivisible et constituent ensemble la convention visée à l'article L 321-1 du code de l'Urbanisme.
Les modifications des documents contractuels peuvent s'effectuer par avenant avec l'accord des parties. Cet avenant est daté. Il est signé par l'ensemble des parties.
Les modifications des documents contractuels n'ont pas d'effet rétroactif, sauf accord exprès des parties.
Le présent document complète et précise les dispositions du règlement d'intervention. En cas de contradiction entre une disposition du présent document et une disposition du règlement d'intervention, les parties appliquent la disposition du document opérationnel.

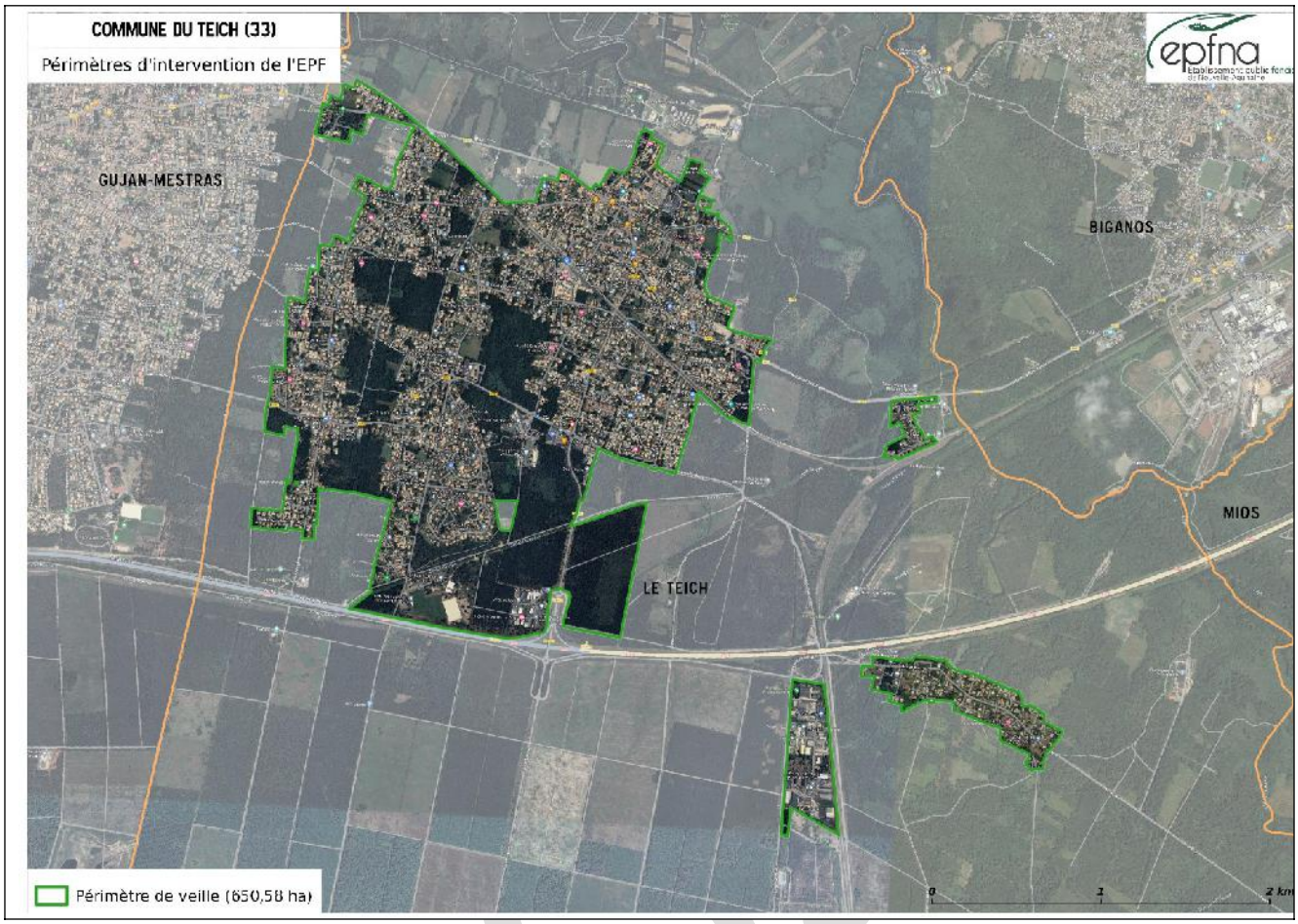
ARTICLE 2 - PÉRIMÈTRE DE VEILLE

2.1. Définition du secteur d'intervention

La Commune souhaite mener une politique foncière volontariste de production de logements et notamment de logements locatifs sociaux au titre de la loi SRU. La Commune et l'EPFNA ont donc convenu des modalités conventionnelles permettant d'assurer une phase de réalisation au sein du secteur d'intervention défini ci-après.

Le secteur d'intervention est identifié en vert sur la carte ci-dessous. Il correspond à l'ensemble des zones U et AU de la commune.

PROJET



2.2. Démarche d'acquisition

Le périmètre de veille foncière s'inscrit dans une démarche d'anticipation foncière active en appui de la démarche engagée par la Commune.

A ce titre, l'EPFNA :

- pourra engager des premières prospections amiables sur les fonciers identifiés d'un commun accord avec la Commune,
- pourra préempter sur accord des services de l'Etat et de la Commune.

La commune, soumise à l'article 55 de la loi SRU, est carencée par l'Etat par arrêté préfectoral en date du 20 novembre 2023. L'EPFNA est délégataire du Droit de Préemption Urbain sur l'ensemble des zones urbaines et à urbaniser inscrites au Plan Local d'Urbanisme (PLU), au travers de l'arrêté préfectoral en date du 05 juin 2024.

ARTICLE 3 – LA REALISATIONS D'ETUDES

3.1. Objectifs et définition du type d'études à réaliser

La commune pourra, dans le cadre de ses réflexions foncières, urbaines et territoriales et/ou de montage de projets fonciers/immobiliers, solliciter l'EPFNA afin de réaliser :

X	Etude capacitaire (plan de composition, bilan financier)	X	Etudes environnementales et diagnostic pollution
X	Etude de requalification de zone d'activité	X	Diagnostic « travaux »
X	Etude de marché immobilier et foncier	X	Diagnostic structure
X	Etude de programmation	X	Etude géotechnique
X	Constitution DUP et enquête parcellaire	X	Etude de faisabilité
X	Etude de réhabilitation et économiste de la construction		

La commune s'est engagée auprès de l'Etat dans un contrat de mixité sociale afin d'être accompagnée dans sa politique de production de logements sociaux. Pour cela plusieurs emprises foncières bâties ou non bâties pourront être étudiées afin d'en définir l'équilibre économique.

3.2. Modalités de réalisation des études

Dans l'hypothèse où la commune souhaiterait réaliser des études, l'EPFNA assurera la maitrise d'ouvrage des études et à ce titre rédigera les cahiers charges, désignera les prestataires et assurera le suivi et résultats des études, en étroite concertation avec la Personne Publique Garante (la commune), chaque étape devant être validée par cette dernière.

A ce titre, la commune sera en outre sollicitée via un accord de collectivité précisant le montant de la prestation, le prestataire retenu et la durée prévisionnelle de la mission.
Pour la réalisation de ces études, l'EPFNA pourra solliciter le concours de toute personne dont l'intervention se révèlerait nécessaire pour la conduite et la mise en œuvre des missions qui lui sont dévolues au titre de la présente convention.

L'EPFNA, en tant que maître d'ouvrage de l'étude, est l'unique interlocuteur du prestataire. Celui-ci pourra préconiser des rencontres de partenaires s'il l'estime utile, en tout état de cause l'EPFNA décidera ou non d'accéder à ces préconisations. Par ailleurs, le prestataire ne pourra pas rencontrer, ni communiquer seul avec la Commune ou l'intercommunalité. La présence de l'EPFNA sera impérative.

3.3. Modalités de financement des études

La réalisation des études visant à la fois l'approfondissement du projet de la Commune et la sécurisation technique et financière d'une potentielle intervention foncière de l'EPFNA sur le territoire, certaines études peuvent être partiellement ou totalement prises en charge par l'Etablissement.

Ces modalités sont définies par délibération du conseil d'administration de l'EPFNA.

3.4. Modalités de paiement des études

L'EPFNA en tant que maitre d'ouvrage assurera le règlement du prestataire.

PROJET

En cas de passage en convention de réalisation le montant des études, et les dépenses annexes (frais de consultation, publicité...) seront transférés dans cette convention.

En cas d'abandon du projet par l'une ou l'autre des parties, la commune sera redevable du montant de l'études et des dépenses annexes.

Le remboursement, par la Commune, des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, pourra être sollicité postérieurement à la date de fin de convention, l'EPFNA pouvant régler des dépenses d'études après cette date.

ARTICLE 4 - ENGAGEMENT FINANCIER GLOBAL AU TITRE DE LA CONVENTION

4.1. Plafond de dépenses

Sur l'ensemble de la convention, l'engagement financier maximal de l'établissement public foncier de Nouvelle Aquitaine est de **3.000.000,00 € HT (TROIS MILLIONS D'EUROS HORS TAXE).**

L'ensemble de ces dépenses réalisées (dépenses engagées et payées) par l'EPFNA au titre de la convention sera imputé sur le prix de revente des biens acquis, hormis les dépenses liées à la réalisation des études qui pourront faire l'objet d'une facturation indépendante.

4.2. Accord préalable de la Commune

L'EPFNA sollicitera préalablement à toute acquisition l'accord de la commune. Le Teich étant carencée au titre de la loi SRU, l'EPFNA ne pourra signer d'acte d'acquisition sans l'autorisation expresse des services de l'Etat compétents.

L'accord intégrera un budget prévisionnel de dépenses de gestion courante estimé à 15% du montant de l'acquisition. Pour ces dépenses et à l'intérieur de ce plafond, l'EPFNA ne sollicitera pas de nouvel accord de collectivité. Au-delà de ce plafond et/ou pour toutes dépenses exceptionnelles, un nouvel accord de collectivité sera sollicité au préalable par l'EPFNA.

Enfin, l'EPFNA se réserve le droit d'engager toute dépense nécessaire à la réalisation de travaux d'urgence ayant trait à la sécurité des biens et des personnes, y compris sans accord de collectivité ou en cas de refus de cette dernière.

4.3. Obligation de rachat et responsabilité financière de la Personne Publique Garante

En dehors de ces dépenses, l'EPFNA sollicitera un accord préalable avant tout engagement de la personne publique garante (études et frais annexes liés aux études, frais de prestataires externe (géomètre, avocat…), diagnostic (structure, immobilier, pollution, avant démolition…)).
Au terme de la convention, la Personne Publique Garante est tenue de rembourser, l'ensemble des dépenses et frais acquittés par l'EPFNA au titre de la convention.

Il est rappelé à la Personne Publique Garante que le portage foncier proposé ne doit pas l'inciter à investir au-delà de ses capacités financières. A cet égard :

- Une estimation du coût total de potentielles études/opérations a été réalisée par l'EPFNA, constituant au démarrage de la convention le « plafond de dépenses » mentionné à l'article 4.1.

PROJET

- Cette estimation pourra être révisée annuellement au regard des coûts effectivement supportés et des prévisions de dépenses établies. Le bilan actualisé de la convention sera communiqué annuellement à la Personne Publique Garante par l'EPFNA sous forme de Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC).
- La Personne Publique Garante s'engage à inscrire à son budget le montant nécessaire au remboursement des sommes engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, l'année du terme de la convention.
- La Personne Publique Garante s'engage à faire mention de ce portage : objet, montant, durée, date d'échéance à l'occasion de chaque débat annuel d'orientation budgétaire, et en fournira le compte rendu de séances à l'EPFNA.

En ce sens, plusieurs cas sont envisageables :

- Si aucune acquisition n'a été réalisée, la Personne Publique Garante est tenue de rembourser à l'EPFNA l'ensemble des dépenses effectuées, à savoir les éventuelles études réalisées, diagnostics, ou démarches supportées par l'EPFNA et ayant entrainé des dépenses et/ou frais auprès de prestataires ou intervenants extérieurs à l'Établissement.
- Si des fonciers ont été acquis, la Personne Publique Garante, est tenue de racheter les biens acquis par celui-ci, soit le prix d'acquisition augmenté des dépenses et/ou frais subis lors du portage et des études, avec TVA selon le régime et la règlementation en vigueur, l'EPFNA y étant assujetti.
- Si des fonciers ont été acquis, et cédés avant le terme de la durée de portage à un opérateur (promoteur, bailleur, lotisseur, aménageur, investisseur…), la Personne Publique Garante est tenue de rembourser à l'EPFNA la différence entre le total des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de l'opération et le montant cédé aux opérateurs.
  L'opération étant terminée, l'EPFNA sollicitera le règlement auprès de la Personne Publique Garante, après la cession à l'opérateur via une facture d'apurement.
- Si le projet est abandonné par la Personne Publique Garante, la cession à la Personne Publique Garante est exigible et toutes les dépenses engagées par l'EPFNA devront être remboursées au plus tard à la date de clôture de la convention.

Certaines acquisitions, en vue de la réalisation de programmes de logements (particulièrement logements sociaux) pourront bénéficier in fine de dispositifs d'aide financière portés par l'EPFNA (fonds minoration, fonds SRU) à condition qu'elles remplissent un certain nombre de critères. Ces aides seront validées en concertation avec la Préfecture et le Conseil d'Administration de l'EPFNA.
Ces subventions viendront en déduction des frais d'acquisition et de portage des fonciers/biens.

Chaque année, lors du premier trimestre, l'EPFNA transmettra à la Personne Publique Garante, un Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC), récapitulant l'ensemble des dépenses engagées au titre de la convention. Ce CRAC devra être présenté annuellement en conseil municipal ou communautaire. La délibération devra être transmise à l'EPFNA.

Les dépenses effectuées par l'EPFNA au titre de la présente convention doivent être inscrites par la Personne Publique Garante dans sa comptabilité hors bilan selon les modalités du Plan Comptable Général (article 448/80) et l'article L2312-1 du CGCT (avant dernier alinéa prévoyant que pour l'ensemble des communes, les documents budgétaires sont assortis d'états portant sur la situation patrimoniale et financière de la collectivité ainsi que sur ses différents engagements. Ces dispositions s'appliquent aussi aux EPCI (L.3313-1 du CGCT).
Les engagements donnés sont enregistrés au crédit du compte 801.8.

PROJET

ARTICLE 5 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est en vigueur jusqu'au 09 octobre 2029.

Si un bien objet de la présente convention fait l'objet d'une décision de préemption suivie d'une acquisition, les partenaires s'engagent à mettre en place une convention de réalisation au plus tard lors du Bureau ou Conseil d'Administration (CA) de l'EPFNA suivant la signature de l'acte authentique d'acquisition. A défaut la collectivité rachètera le bien sans délai.

En cas de préemption réalisée moins de 6 mois avant l'échéance, la convention sera échue 6 mois après la date de préemption.

La convention de réalisation reprendra l'ensemble des dépenses engagées au titre de la présente convention et définira une durée de portage en fonction du calendrier prévisionnel de l'opération. Lorsque plusieurs acquisitions par préemption seront menées en parallèle, les dépenses engagées seront réparties entre les conventions de réalisation correspondantes. A défaut de validation par l'organe délibérant de la Personne Publique Garante, cette dernière sera redevable de l'ensemble des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, au plus tard à la date de clôture de la convention.

A l'inverse, si aucune acquisition n'est engagée durant la durée de vie de la présente convention, la Personne Publique Garante remboursera à l'EPFNA, en fin de convention, l'ensemble des dépenses engagées par l'Établissement, et notamment le montant des études et frais annexes liés à ces études.

Le remboursement des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la présente convention, (avec ou sans rachat de foncier) par la Personne Publique Garante pourra être sollicité postérieurement à la date de fin de portage, la convention pouvant continuer à produire ses effets études, impôts, taxes, frais d'avocat, huissiers…

ARTICLE 6 – INSTANCES DE PILOTAGE

Il est créé au titre de la présente convention, **un comité de pilotage** comprenant a minima la Maire du Teich, la Présidente de la COBAS et le Directeur Général de l'EPFNA ou leur représentant. En fonction, du projet sont intégrés au comité de pilotage, le/la représentant(e) de l'Etat, le/la représentant(e) du Conseil Départemental, le/la représentant(e) de la Région Nouvelle Aquitaine, et l'ensemble des partenaires financiers ou techniques que la Collectivité souhaitera associer.
Le Comité de pilotage, se réunira autant que de besoin sur proposition de la Collectivité ou de l'EPFNA, et à minima **une fois par an**. Outre le suivi de l'évolution du projet, le Comité de Pilotage sera l'instance décisionnelle sous la présidence du/de la Maire de la Commune. Il validera en outre les différentes étapes des études portées par l'EPFNA ou par la Collectivité ayant trait au projet déterminé.

Les parties conviennent de désigner au démarrage de la convention, les interlocuteurs suivants en indiquant leurs coordonnées :

- Référents pour l'EPFNA :
  - Directrice territoriale,
  - Directrice de projets,
  - Assistante foncière,

- Référents pour la commune du Teich :

PROJET

- Directeur Général des Services, M. Alexandre Debray, a.debray@leteich.fr
- Directeur/Directrice de l'urbanisme, des affaires foncières et du développement économique, Agnès Berrou, a.berrou@leteich.fr
- Responsable Service Urbanisme, Mme Sophie Lhermite, urbanisme@leteich.fr

- Référents pour la COBAS :
  - Responsable Habitat, M. Stéphane Javaloyès, sjavaloyes@agglo-cobas.fr

ARTICLE 7 – SUITE DE LA CONVENTION

Deux cas peuvent être distingués :

Cas n°1 : en l'absence d'acquisition, au terme des études réalisées et au plus tard 2 mois avant le terme de la convention, les partenaires (a minima Commune, Intercommunalité et EPFNA) se réunissent pour décider des suites à donner à cette phase d'impulsion. A l'issue de cette réunion un relevé de décision réalisé par l'EPFNA sera transmis à l'ensemble des participants.
Selon les cas et en fonction de la maturité du projet, les partenaires peuvent envisager :

- Le passage de conventions de réalisation pour chacun des projets validés par la Personne Publique Garante, en fonction des priorités qu'elle aura souhaité donner et intégrant les éléments des études (composition urbaine, programme, faisabilité économique, stratégie d'intervention foncière et modalités opérationnelles incluant le calendrier).
- L'abandon de(s) l'opération(s).

Cas n°2 : lorsqu'une préemption a été réalisée, une convention de réalisation sera régularisée au plus tard, lors du bureau ou Conseil d'Administration de l'EPFNA suivant la signature de l'acte d'acquisition. Cette convention de réalisation intégrera a minima le foncier objet de l'acquisition et détaillera les éléments des études (composition urbaine, programme, faisabilité économique, stratégie d'intervention foncière et modalités opérationnelles incluant le calendrier).
Les partenaires peuvent aussi, en plus de la convention de réalisation ciblant le foncier objet de l'acquisition, conclure d'autres conventions de réalisation, ou de veille selon la maturité et la nature des projets à réaliser. Ces conventions devront détailler le projet sur la base des éléments produits par les études.

ARTICLE 8 – TRANSMISSION DES DONNEES

La Commune, et l'intercommunalité le cas échéant, transmettent l'ensemble des documents d'urbanisme, données, plans et études à leur disposition qui pourraient être utiles à la réalisation de la mission de l'EPFNA.

La Commune et l'Intercommunalité le cas échéant transmettront à l'EPFNA toutes informations correspondant au projet et s'engagent à en demander la transmission aux opérateurs réalisant ces études.

L'EPFNA maintiendra en permanence les mentions de propriété et de droits d'auteur figurant sur les fichiers et respectera les obligations de discrétion, confidentialité et sécurité à l'égard des informations qu'ils contiennent.

L'EPFNA s'engage à remettre à la Commune et à l'Intercommunalité toutes les données et documents qu'il aura pu être amené à produire ou faire produire dans l'exécution de cette convention.

PROJET

ARTICLE 9 – COMMUNICATION

La Commune, l'Intercommunalité et l'EPFNA s'engagent à faire figurer dans chacun des documents de communication qu'il produira, les logos et participations des autres partenaires au titre de la présente convention.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

10.1. Résiliation mutuelle

La présente convention peut être résiliée à l'initiative motivée de l'une ou l'autre des parties et d'un commun accord. Cette résiliation est formalisée par un écrit.
Une fois le document signé par toutes les parties, la partie la plus diligente le notifie par lettre recommandée avec avis de réception aux autres signataires de la convention.

10.2. Résiliation de droit

10.2.1. La commune

La commune dispose d'un droit à résiliation unilatérale dans les hypothèses suivantes :

- La convention n'a connu aucun commencement d'exécution au bout d'un an ;
- L'exécution de la convention s'avère irréalisable techniquement ou économiquement non viable ;
- Si le programme prévu par la convention est entièrement exécuté avant l'échéance de celle-ci et qu'aucun avenant n'est envisagé ;

La commune partenaire informe l'EPFNA de son intention de procéder à la résiliation unilatérale de la convention par lettre recommandée avec accusé de réception.
L'EPFNA dispose de 30 jours calendaires à compter de la réception de cette lettre pour faire connaître ses observations. Ces observations sont notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception.
Dans ce même délai de 30 jours, les parties peuvent également convenir de se rencontrer.
Passé ce délai, la commune partenaire dispose à nouveau de 30 jours calendaires pour informer l'EPFNA de sa décision de procéder à la résiliation unilatérale de la convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans le cadre d'une délégation par le Préfet du DPU le présent article est inapplicable. La convention ne pourra être résiliée de manière unilatérale par la commune tant que le DPU délégué à l'EPFNA est effectif. A défaut, l'article 10.3 ci-dessous s'appliquera de plein droit.

10.2.2. L'EPFNA

L'EPFNA dispose d'un droit à résiliation unilatérale dans les hypothèses suivantes :

- La convention n'a connu aucun commencement d'exécution au bout d'un an ;
- L'exécution de la convention s'avère irréalisable techniquement ou économiquement non viable ;
- Si le programme prévu par la convention est entièrement exécuté avant l'échéance de celle-ci et qu'aucun avenant n'est envisagé ;
- Si la collectivité partenaire renonce à une étude, mission, opération ou en modifie substantiellement le programme.

PROJET

L'EPFNA informe la collectivité partenaire de son intention de procéder à la résiliation unilatérale de la convention par lettre recommandée avec accusé de réception.
La collectivité partenaire dispose de 30 jours calendaires à compter de la réception de cette lettre pour faire connaître ses observations. Ces observations sont notifiées par lettre recommandée avec accusé de réception.
Dans ce même délai de 30 jours, les parties peuvent également convenir de se rencontrer.
Passé ce délai, l'EPFNA dispose à nouveau de 30 jours calendaires pour informer les parties de sa décision de procéder à la résiliation unilatérale de la convention par lettre recommandée avec accusé de réception.

10.3. Conséquences de la résiliation

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé au plus tard dans un délai d'un mois après la notification de la résiliation, à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPFNA.
Ce constat fait l'objet d'un procès-verbal, indiquant notamment le délai dans lequel l'EPFNA doit remettre à la collectivité partenaire, l'ensemble des pièces du dossier, dont il est dressé un inventaire.
La collectivité devra rembourser l'ensemble des dépenses et frais acquittés par l'EPFNA.
Si dans le cadre de la convention, un ou plusieurs biens ont été acquis par l'EPFNA, ce dernier procèdera à leur cession.
La collectivité procèdera elle-même à l'achat des biens acquis par l'EPFNA conformément aux engagements pris dans la présente convention.

ARTICLE 11 – CONTENTIEUX ET RESOLUTIONS AMIABLES DES LITIGES

A l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application, de la présente convention, les parties s'engagent à rechercher un accord amiable.
Dans cet objectif, les parties peuvent recourir à la médiation par un tiers. Le médiateur est choisi avec l'accord des parties parmi :

- Les présidents ou membres des associations départementales de maires, dont la liste figure sur le site internet de l'Association des Maires de France (AMF) ;
- Les avocats-médiateurs membres du « Centre de Médiation de Poitiers » (4 bis Bd du Maréchal de Lattre de Tassigny, 86009 POITIERS) ou de « Bordeaux Médiation » (1 Rue de Cursol 33077 BORDEAUX).

Les parties peuvent également, en application de l'article L. 213-5 du Code de justice administrative et en dehors de toute procédure juridictionnelle, demander au président du tribunal administratif de Poitiers d'organiser une mission de médiation et de désigner la ou les personnes qui en sont chargées.
La médiation se conclut par un protocole d'accord transactionnel signé de toutes les parties ou par un rapport circonstancié de non-conciliation rédigé par le médiateur.

Dans toutes les hypothèses, les frais afférents à la médiation sont partagés à parts égales entre l'ensemble des parties, sauf meilleur accord.

Si aucune solution amiable n'est trouvée, le litige est porté devant le tribunal administratif de Poitiers dans les conditions de droit commun.

PROJET

Fait à ……., le …… en 3 exemplaires originaux

La commune du Teich
représentée par sa maire

Karine DESMOULIN

L'Établissement public foncier
de Nouvelle-Aquitaine
représenté par son Directeur général,

La Communauté d'Agglomération
Du Bassin d'Arcachon Sud
représentée par sa Présidente,

Marie-Hélène DES ESGAULX

PROJET

Avis préalable du contrôleur général économique et financier, n° 2025/..... en date du .....

Annexe 1 : Règlement d'intervention de l'EPFNA

REGLEMENT D'INTERVENTION

Annexe 1

Règlement approuvé par délibération n°CA-2021-077 en date du 25 novembre 2021 du conseil d'administration de l'Etablissement public foncier de Nouvelle-Aquitaine

Le présent règlement d'intervention définit, de manière générale, les relations entre les collectivités signataires d'une convention et l'EPFNA. Ces relations pourront, selon les spécificités du projet et le contexte, être précisées ou adaptées dans le cadre de la convention. Dans ce cas, les modalités définies par la convention prévaudront sur celles indiquées dans le règlement d'intervention.

Les parties reconnaissent avoir pris connaissance de l'ensemble des dispositions du présent règlement.

Signataire	Signature
La Commune du Teich, représentée par sa Maire, **Madame Karine DESMOULIN**	
La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, représentée par sa Présidente, **Madame Marie-Hélène DES ESGAULX**	
Etablissement Public Foncier de Nouvelle Aquitaine, représenté par le directeur général,	

Fait pour être annexé à la convention n°33-24-109 Convention de veille Le Teich

Table des matières

Chapitre 1 - Les axes d'intervention de l'EPFNA 3
A - Cadre statutaire d'intervention 3
B. Le Programme Pluriannuel d'Intervention 3
C. Le contrôle interne et externe 3
D. Le cadre conventionnel 4
E. Le présent règlement d'intervention 4

Chapitre 2 - Le cadre conventionnel 4
A - Convention cadre 5
B - Convention d'études 5
C – Convention de veille 5
D – Convention de réalisation 5

Chapitre 3 – Les études 5

Chapitre 4 – L'acquisition foncière 6
A – L'acquisition foncière par voie amiable 6
B – Les procédures juridiques d'acquisition – Le droit de préemption urbain (DPU) 7
C – Les procédures juridiques d'acquisition – L'expropriation pour cause d'utilité publique 7
D – Les procédures juridiques d'acquisition – Autres droits pouvant être délégués à l'EPFNA 8

Chapitre 5 - La gestion et la mise en sécurité des biens acquis 8
A. Gestion des biens libres d'occupation 8
B. Biens occupés à titre d'habitation, à titre commercial ou d'activité 9
C. Biens agricoles 9
D. Assurance et mise en sécurité des biens 9

Chapitre 6 – La déconstruction, la dépollution et les travaux réalisés par l'EPFNA 9
A. Principe du bilan avantage/inconvénient, étudié au cas par cas. 9
B. Réalisation des travaux par la collectivité ou par un tiers 10
C. Groupement de commande 10

Chapitre 7 – La cession des biens acquis 10
A. Les différents types de cession 10
B. Cession à la collectivité 10
C. Cession à un tiers 11
D. Détermination du prix de cession 11

Chapitre 8 – Information financière et clôture des opérations 12
A. Information financière 12
B. Le paiement du prix de cession d'un ensemble foncier 12
C. Le règlement échelonné (paiement anticipé échelonné) 13
D. La clôture de la convention 13

Chapitre 9 – La résiliation des conventions et les contentieux 14
A. Résiliation des Conventions 14
B. Contentieux 14

Chapitre 1 - Les axes d'intervention de l'EPFNA

A - Cadre statutaire d'intervention

En application du décret n° 2017-837 du 5 mai 2017, modifiant le décret n° 2008-645 du 30 juin 2008 portant création de l'Etablissement public foncier de Poitou-Charentes, l'EPFNA de Nouvelle-Aquitaine est compétent sur l'ensemble des départements de la Charente, de la Charente-Maritime, de la Corrèze, de la Creuse, la Dordogne, de la Gironde, du Lot-et-Garonne hors agglomération d'Agen, des Deux-Sèvres, de la Vienne et de la Haute-Vienne.

L'ensemble des dispositions concernant l'intervention des établissements publics fonciers est codifié aux articles L.321-1 et suivants et R.321-1 et suivants à R.321-22 du code de l'urbanisme.

L'article L.321-1 détermine ainsi que « les établissements publics fonciers mettent en place des **stratégies foncières** afin de **mobiliser du foncier** et de **favoriser le développement durable** et la **lutte contre l'étalement urbain et la limitation de l'artificialisation des sols**. Ces stratégies contribuent à la réalisation de logements, notamment de **logements sociaux**, en tenant compte des priorités définies par les programmes locaux de l'habitat.

Dans le cadre de leurs compétences, ils peuvent contribuer au **développement des activités économiques**, à la politique de **protection contre les risques technologiques et naturels** ainsi qu'à titre subsidiaire, à **la préservation des espaces naturels et agricoles**.

Les établissements publics fonciers sont compétents pour réaliser toutes **acquisitions** foncières et immobilières dans le cadre de projets conduits par les personnes publiques et pour réaliser ou faire réaliser toutes les actions de nature à faciliter l'utilisation et l'aménagement ultérieur, au sens de l'article L. 300-1, des biens fonciers ou immobiliers acquis.

Ils sont compétents pour constituer des réserves foncières.

Les biens acquis par les établissements publics fonciers ont vocation à être cédés.

L'action des établissements publics fonciers pour le compte de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public s'inscrit dans le cadre de **conventions**. »

L'article L 300-1 dudit code précise que « les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre un **projet urbain**, une **politique locale de l'habitat**, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des **activités économiques**, de favoriser le développement des **loisirs** et du **tourisme**, de réaliser des **équipements collectifs** ou des **locaux de recherche** ou d'enseignement supérieur, de lutter contre **l'insalubrité** et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le **renouvellement urbain**, de sauvegarder ou de **mettre en valeur le patrimoine** bâti ou non bâti et les **espaces naturels** ».

En synthèse :

L'EPFNA, qui n'est pas un aménageur ni un constructeur ou une banque, est habilité à réaliser des acquisitions foncières et des opérations immobilières de nature à faciliter la réalisation ultérieure de projets d'intérêt général par les collectivités ou les opérateurs qu'elles auront désignés.

L'EPFNA peut également procéder à la réalisation d'études et de travaux nécessaires à l'accomplissement de ces missions.

B. Le Programme Pluriannuel d'Intervention

L'article L.321-5 du code de l'urbanisme dispose que l'EPFNA doit élaborer, dans le respect des fondamentaux réglementaires et généraux évoqués ci-dessus, un programme pluriannuel d'interventions (PPI) qui « définit ses actions, leurs modalités et les moyens mis en œuvre » et « précise les conditions de cession du foncier propres à garantir un usage conforme aux missions de l'établissement ». Approuvé pour une durée de cinq ans, ce document tient également compte des orientations stratégiques de l'Etat, des caractéristiques des territoires, des priorités énoncées dans les documents d'urbanisme et des objectifs de réalisation de logements précisés par les programmes locaux de l'habitat pour définir les axes d'intervention de l'EPFNA.

Au titre de son PPI 2018-2022, approuvé par délibération n°CA-2018-167 du 28 novembre 2018 et rendu exécutoire par l'approbation préfectorale du 5 décembre 2018, les interventions de l'EPFNA doivent ainsi permettre :

- d'accompagner les territoires dans la définition précise de leurs besoins, de déterminer les gisements fonciers et immobiliers stratégiques mutables en posant les bases d'une gestion foncière prospective et d'une pédagogie d'utilisation ;
- de guider les territoires dans la requalification opérationnelle des espaces existants, à toutes les échelles et de toutes natures (résidentiel, commercial, patrimonial d'activité) ;
- d'optimiser l'utilisation foncière où les économies réalisées par les collectivités grâce à l'anticipation pourraient couvrir une part de leurs dépenses au titre du programme et, par conséquent, en favoriser la réalisation.

C. Le contrôle interne et externe

L'EPFNA est un établissement public d'Etat à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministre chargé de l'urbanisme. Il est à ce titre soumis à plusieurs dispositifs de contrôle externe.

L'EPFNA est soumis au contrôle du préfet de région. Ainsi, les délibérations du conseil d'administration, du bureau ainsi que les décisions de préemption ou d'exercice du droit de priorité prises par le directeur général sont transmises au préfet de région et soumis à son approbation.

L'EPFNA est également soumis au contrôle économique et financier de l'Etat. En particulier, l'avis du contrôleur général économique et financier (CGEFI) est sollicité préalablement aux acquisitions et cessions dépassant un certain montant, à l'attribution et à la mobilisation de minorations sur fonds propres et à la signature de conventions d'intervention.

En tant qu'établissement public d'Etat, l'EPFNA est soumis au code général de la propriété des personnes publiques. Les acquisitions réalisées par l'EPFNA doivent respecter les évaluations réalisées par les pôles d'évaluation domaniale dépendant des directions départementales des finances publiques.

L'EPFNA a mis en place des dispositifs internes permanents de maîtrise des risques intégrée à l'activité (contrôle interne). Il s'agit de veiller à la compétence des équipes, au développement des bonnes pratiques, au partage de l'information, au contrôle hiérarchique, etc.

Outre ces dispositifs de contrôle interne et externe, l'EPFNA soumet chacune de ses interventions à des process de validation et de **maîtrise des risques pour la ou les collectivités signataires et pour lui-même**. Il s'agit ainsi d'analyser les projets avant intervention et de respecter, en interne, un processus de validation structuré à chaque étape de l'intervention :

- **Analyse des projets avant intervention**
  Lorsqu'il est sollicité, l'EPFNA mène, en lien avec la collectivité, une analyse du degré de maturité et de faisabilité du projet afin définir les modalités d'accompagnement les plus adéquates.
  Basée sur une approche progressive, par étapes, consistant à partir des considérations les plus générales pour rentrer ensuite dans les caractéristiques plus précises du projet, cette analyse permet également de donner de la visibilité aux collectivités sur les modalités d'étude par l'EPFNA de leur sollicitation et d'avoir un échange itératif pour tenir compte des évolutions apportées au projet.

Au-delà du filtrage des sollicitations, l'EPFNA souhaite ainsi donner à cette analyse une portée pédagogique auprès des collectivités en invitant ces dernières à réinterroger certains aspects de leurs projets.

- **Mise en place d'un processus interne de validation structuré**

  Afin de s'assurer du respect des règles qui encadrent son action, l'EPFNA a mis en place un « comité d'engagement », présidé par le directeur général et rassemblant la directrice générale adjointe, le directeur territorial, les chefs de projets et les chargés d'opérations, lors duquel chaque étape-clé de l'ensemble des interventions doit être validée avant mise en œuvre effective.

L'EPFNA est soumis aux principes de la comptabilité publique, tels que le respect du décret relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP), le respect des principes de la commande publique et la séparation de l'ordonnateur et du payeur. A ce titre, l'octroi d'un report d'échéance mais aussi la réduction ou l'annulation d'un titre de recettes relève de la compétence de l'Agent comptable de l'EPFNA, dans la limite des éléments dont il dispose (décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, article 19 1°).

L'EPFNA, dans le cadre de son activité, est assujetti à la Taxe sur la Valeur Ajoutée au sens de l'article 256 A du code général des impôts.

D. Le cadre conventionnel

Conformément à l'article L.321-1 du code de l'urbanisme, toute intervention de l'EPFNA est soumise à la signature d'une convention avec la ou les collectivités à l'initiative du projet.

Chaque convention définit l'intervention possible de l'EPFNA, sa nature, son périmètre, sa durée et le montant de l'engagement financier maximal associé.

La convention précise également les engagements réciproques des parties :

- L'EPFNA apporte son **expertise métier**, ce qui lui permet d'être force de proposition pour la réalisation du projet mais soumet chacune de ses étapes-clés à la validation par la collectivité selon le processus qu'elle aura défini ;
- La collectivité et l'EPFNA élaborent un **programme des actions à mener** par chacune des parties pour la bonne réalisation du projet ;
- La collectivité assume la **garantie de rachat** et le remboursement des dépenses réalisées par l'EPFNA dans le cadre de la convention.

Avant toute signature, la convention fait l'objet d'échanges itératifs entre l'EPFNA et la ou les collectivités. Après une première phase de discussion avec la collectivité, l'EPFNA conçoit, en s'appuyant sur l'analyse préalable des projets, une proposition d'intervention. En retour, la collectivité adresse à l'EPFNA une demande formelle d'intervention confirmant la méthodologie envisagée. Sur cette base, l'EPFNA engage la rédaction de la convention qui sera soumise, pour approbation, aux instances de la collectivité et au conseil d'administration ou au bureau de l'EPFNA.

Les projets d'avenant à une convention suivent le même processus d'élaboration et d'approbation.

E. Le présent règlement d'intervention

Le règlement d'intervention définit, de manière générale, les relations entre les collectivités signataires d'une convention et l'EPFNA. Ces relations pourront, selon les spécificités du projet et le contexte, être précisées ou adaptées dans le cadre de la convention. Dans ce cas, les modalités définies par la convention prévaudront sur celles indiquées dans le règlement d'intervention.

Le présent règlement d'intervention constitue une refonte du règlement antérieurement en vigueur. Il a été rédigé après consultation des administrateurs de l'EPFNA avec pour objectifs de mettre à profit l'expérience acquise pour mieux répondre aux besoins et aux contraintes des collectivités.

Le règlement d'intervention intègre ainsi quelques grandes nouveautés :

- **La mise en place d'un cadre conventionnel évolutif et adapté à chaque projet**

Afin de réaliser un accompagnement ciblé des territoires, l'EPFNA propose plusieurs types de conventions répondant chacun à un niveau d'avancement des projets : études, veille et réalisation. L'analyse des projets évoquée ci-dessus permet justement de déterminer, en accord avec la ou les collectivités, le type de convention adapté à la situation.

- **Le démembrement de propriété**

Face aux demandes de certaines collectivités désireuses de pouvoir, durant la phase de portage, maintenir en place des occupants et/ou réaliser des travaux de réhabilitation sur les biens acquis par l'EPFNA, ce dernier a expérimenté le mécanisme de démembrement temporaire de propriété avec cession de l'usufruit à la collectivité. Cette méthode s'est révélée pertinente pour des projets dont la collectivité sera in fine propriétaire, comme par exemples des commerces de centre-bourg ou des logements communaux. En effet, la collectivité usufruitière peut réaliser des travaux et obtenir des financements, louer le bien et recouvrir les loyers. Le démembrement de propriété fait désormais des modalités possibles de cession de l'EPFNA.

- **Paiement anticipé échelonné**

La mise en place du mécanisme de paiement échelonné a également été expérimenté pour les projets dont les montants financiers présentent des enjeux de soutenabilité pour la collectivité. En effet, en permettant à la collectivité de commencer à rembourser de manière anticipée et sur plusieurs années les dépenses engagées par l'Etablissement, il facilite et sécurise le paiement par la collectivité à l'échéance de l'intervention. Ayant lui aussi montré sa pertinence, il fait désormais partie des modalités de paiement de l'EPFNA.

- **Méthodes innovantes**

Fort de ces exemples, l'EPFNA se réserve la possibilité, sur accord de son Conseil d'administration, d'accompagner **de manière expérimentale** des projets et de tester des dispositifs innovants entrant dans ses champs de compétence. L'intervention de l'EPFNA conserve son caractère expérimental dans la mesure où les effets de l'intervention doivent être finement évalués (montants financiers, plan d'actions précis, type d'ingénierie à développer) avant d'envisager une application pérenne.

Chapitre 2 - Le cadre conventionnel

Conformément à l'article L 321-1 du code de l'urbanisme : « L'action des établissements publics fonciers pour le compte de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements ou d'un autre établissement public s'inscrit dans le cadre de conventions. »

Ces conventions prévoient l'objet et les modalités d'intervention de l'EPFNA et plus particulièrement les délégations qui seront accordées pour mener toute action foncière. Préalablement à la mise en place d'une convention foncière, l'EPFNA s'assure, d'une part de l'adéquation du projet du cocontractant avec les principes et modalités d'intervention fixés dans le code de l'urbanisme et dans le PPI et d'autres parts propose le type de convention foncière adapté selon le degré de définition du projet et sa temporalité de mise en œuvre.

L'EPFNA en vue d'un accompagnement ciblé des territoires et d'une sécurisation des interventions, a conçu plusieurs types de conventions répondant chacune à des objectifs et des degrés divers d'avancement des projets :

- Convention cadre

- Convention d'études
- Convention de veille
- Convention de réalisation

Les conventions d'études, de veille et de réalisation constituent des conventions opérationnelles.
Les différents types de conventions ont pour objectifs d'assurer une sécurisation de l'action foncière publique en garantissant sur les courts et moyens termes le déploiement sur les territoires des procédures et outils fonciers pertinents.

Ces types de convention ne sont pas exclusifs. Des conventions spécifiques pourront être conçues pour répondre au mieux au projet de la collectivité, ses besoins et ses contraintes.

A - Convention cadre

L'EPFNA intervient en règle générale au travers de conventions cadres qui permettent de s'assurer de l'alignement des interventions de l'Etablissement au projet de territoire à l'échelle intercommunale, ou départementale, et d'engager une démarche active avec les services de l'EPCI, ou du conseil départemental, pour structurer et faciliter les projets sur ses communes membres. Les conventions cadres doivent dès lors décliner les objectifs du PPI par territoire et définir conjointement avec l'EPCI ou le conseil départemental, à partir d'un diagnostic, les enjeux et priorités d'intervention.

Ce type de convention ne peut être établi qu'avec une intercommunalité ou un département disposant d'un projet de territoire défini, à savoir des documents de planification ou de programmation intercommunaux (SCOT, PLUi, PLH), ou d'un projet de territoire tel que défini par les textes.

La convention cadre n'est pas un préalable obligatoire à la mise en place de conventions opérationnelles.

Ces conventions cadres, ne permettent pas de réaliser d'acquisition, mais formalisent les modalités de gouvernance souhaitées par la collectivité (comités techniques et de pilotage) ainsi que les modalités techniques et administratives de partenariat entre l'intercommunalité, ou le département et l'EPFNA au regard de l'ingénierie locale disponible au sein des services de la collectivité ou de structures associées. Les conventions cadres permettent également de définir les objectifs partagés d'interventions foncières en faveur de :

- La lutte contre l'étalement urbain
- La production du logement
- La revitalisation des centres anciens
- Le développement économique
- La reconversion des friches industrielles et commerciales
- La protection de l'environnement

La mise en œuvre des projets est alors réalisée au travers de conventions opérationnelles triparties reprenant les orientations de la convention cadre.

B - Convention d'études

La convention d'études peut disposer de deux objectifs :

- Définir une stratégie foncière territoriale thématique
- Evaluer et définir les conditions de réalisation d'un projet sur un foncier à risque

Dans les deux cas, ce type de convention vise à identifier et sécuriser une intervention foncière et la réalisation du projet par une analyse approfondie.

Ce document va servir de support à un accompagnement technique et financier de l'EPFNA permettant la réalisation d'étude de stratégie foncière d'une collectivité (communale ou intercommunale) ou d'une étude permettant de préciser la faisabilité technique et financière d'une opération, en amont d'une demande de portage foncier à l'EPFNA.

C – Convention de veille

Pour les fonciers ciblés à enjeux de maîtrise publique, l'instauration de conventions de veille foncière a pour objectif d'éviter que des mutations foncières ne compromettent l'exécution future de projets portés par les collectivités locales lorsque qu'ils sont en cours d'élaboration. Elles doivent ainsi constituer des périmètres de surveillance afin d'exercer une veille foncière continue et d'intervenir, si nécessaire par préemption. Elle est donc proposée aux communes ou intercommunalités lorsque les intentions du projet sont avancées mais demandent à être précisées et que des études doivent être lancées ou sont en cours.

D – Convention de réalisation

Les conventions de réalisation ont pour vocation d'assurer une maitrise foncière sur des périmètres d'intervention précis. Ces conventions ne peuvent donc être établies que lorsque la commune ou l'EPCI entend solliciter l'EPFNA pour entreprendre des négociations foncières actives sur un foncier clairement identifié et au sein d'un projet affiné et validé, ou bien, par suite de conventions d'études ou de veille foncière lorsque les principaux risques techniques et financiers du projet sont connus.

Chapitre 3 – Les études

L'EPFNA veille à ce que les études nécessaires à la décision des élus des collectivités qu'il accompagne ainsi qu'à l'appréciation du contexte et des difficultés des projets des collectivités soient disponibles en temps opportun au fur et à mesure de son intervention.
Ces études et leur finalité peuvent être :

- De faire un état des lieux et de connaître les dynamiques d'un territoire, pour accompagner un projet de territoire et analyser les risques
- De réaliser une étude de gisement afin d'identifier le foncier mutable pour une politique publique en alternative à une réalisation en extension urbaine
- De réaliser un audit ou de rassembler des éléments de connaissance sur un site, pour mesurer les risques techniques, environnementaux, juridiques et financiers du projet
- De réaliser les diagnostics imposés par la règlementation, avant cession d'un foncier par exemple
- De mener une étude de capacité et de programmation, pour apprécier le potentiel de constructions réalisables sur un foncier

Prioritairement, ces études devront être réalisées en amont de la ou des acquisitions afin de sécuriser le projet objet de la convention.
L'EPFNA pourra orienter et accompagner la collectivité dans ses relations avec les partenaires locaux de l'ingénierie. Cette dernière, présente à l'échelle départementale, est hétérogène sur le territoire de compétence de l'EPFNA. Il peut ainsi s'agir d'une agence technique départementale, d'un CAUE, d'une SEM... Il s'agit ici d'éviter la réalisation d'études en doublon, et de solliciter les acteurs les plus compétents dans la réalisation et la collecte de ces dernières.
Lorsque l'offre d'ingénierie locale sera insuffisante, l'EPFNA pourra réaliser les études, ou les faire réaliser, dans le cadre de la convention.
L'EPFNA définira le besoin en études au regard :

- Des obligations règlementaires de la collectivité, pour concentrer l'appui de l'EPFNA sur les études nécessaires à sa prise de décision ou à la réalisation du projet,
- Des capacités financières et techniques de la collectivité, donc de sa capacité en propre à faire, ou faire faire
- Et de l'offre d'ingénierie locale.

L'EPFNA soumettra à la collectivité la validation du besoin d'études. En son absence, les études nécessaires à la bonne réalisation du projet ne pouvant être menées, l'EPFNA pourra mettre fin à son intervention auprès de la collectivité.
En cas de recours à un prestataire extérieur, l'EPFNA s'appuiera :

- Sur des marchés accords-cadres de l'EPFNA pré-existants, mis en place pour répondre à des besoins récurrents identifiés dans le cadre de son action. Ces marchés permettent ainsi une intervention facilitée grâce à des prestataires, des montants et des délais de réalisation déjà identifiés.
- Sur une consultation de prestataires potentiels menée selon les règles de la commande publique. La rédaction des pièces du dossier de consultation, et notamment du cahier des charges, pourra être réalisée en relation étroite avec la collectivité. La préparation et la réalisation de la consultation seront nécessairement générateurs de délais avant toute étude.

L'EPFNA sollicitera la validation de la collectivité avant le lancement d'une étude, via un accord de collectivité précisant le montant de la prestation, le prestataire retenu et la durée prévisionnelle de la mission.

L'EPFNA en tant que maitre d'ouvrage assurera le règlement du prestataire. Les dépenses engagées par l'EPFNA seront intégrées au montant total des dépenses de la convention.

Si la collectivité souhaite conserver la maitrise d'ouvrage lors de la réalisation d'une étude, l'EPFNA pourra éventuellement l'assister dans la rédaction des pièces techniques. Cela peut être le cas lors d'une étude ou l'une des phases ne répond pas aux domaines de compétence de l'EPFNA (concertation citoyenne par exemple).

La décision de prise en charge partielle du coût des études par l'EPFNA relève de la compétence de son conseil d'administration et s'inscrit dans les orientations données par le PPI.

Chapitre 4 – L'acquisition foncière

Conformément à la mission de maîtrise foncière qui lui est confiée par une convention, l'EPFNA peut procéder, après expertise et avec l'accord de la collectivité partenaire, à l'acquisition par acte notarié (et non par acte administratif) des biens inscrits dans les périmètres actifs de ladite convention. L'acquisition définie dans le présent chapitre concerne l'acquisition de biens bâtis ou non, en pleine propriété ou en démembrement de propriété (voir ci-après) constitués soit en parcelles, en lots de volume ou en lots de copropriété.

Quel que soit le type d'acquisition, l'EPFNA veille à connaître l'état d'occupation du bien. En cas de biens occupés, l'engagement de la collectivité à reloger, ou faire reloger l'occupant, sera un élément déterminant dans la décision d'acquérir.

A – L'acquisition foncière par voie amiable

Préalablement à toute acquisition amiable et à la négociation qui en découle, l'EPFNA procède à l'évaluation des propriétés en utilisant généralement la méthode par termes de comparaison, la méthode par « comptes à rebours » et la méthode d'évaluation par rentabilité locative.

Pour cela, l'EPFNA veille à disposer des études de type technique (diagnostic avant travaux, étude environnementale...) ou urbaines (gisements fonciers, étude capacitaire...) permettant de fixer le prix d'acquisition d'un bien au regard des contraintes identifiées mais aussi d'analyser la faisabilité financière d'un projet déterminé sur un foncier précis, et donc le prix acceptable pour la bonne réalisation du projet. Ces études peuvent être des études existantes ou réalisées par des prestataires issus de l'ingénierie locale, ou encore conduites par l'EPFNA dans le cadre de la convention.

Quelle que soit la forme d'acquisition, lorsque les études urbaines et/ou techniques remettent en cause la faisabilité technique et/ou financière de l'opération du projet envisagé par la collectivité (marché immobilier, bilan financier déficitaire, pollution avérée, démolition onéreuse…), l'EPFNA et la collectivité conviennent de réexaminer conjointement l'opportunité de l'acquisition. L'EPFNA se donne le droit de ne pas acquérir la propriété au vu de cette expertise réalisée.

Modalité pratiques de l'acquisition par l'EPFNA

Le cheminement préalable à toute acquisition foncière dans le cadre de l'intervention de l'EPFNA est dressé ci-dessous :

- Signature de la convention, préalable nécessaire à tout engagement de dépense, et donc à toute acquisition
- Evaluation foncière par les services de l'EPFNA des propriétés à acquérir
- Sollicitation du service France Domaine sur la/les propriétés à acquérir.
- Visite de la propriété à acquérir, par les équipes ou des prestataires de l'EPFNA, en lien éventuellement avec la collectivité
- Décision du directeur général sur l'opportunité d'acquérir et les conditions de l'acquisition après analyse en comité d'engagement de l'EPFNA.
- Engagement des négociations par l'EPFNA avec le/les propriétaires, en concertation avec la collectivité, suite à l'expertise foncière et immobilière réalisée sur la propriété en question. L'EPFNA veillera à s'assurer de la sincérité des accords obtenus dans le cadre des négociations notamment dans les cas particuliers des propriétaires sous tutelle ou sous curatelle. Les négociations sont engagées uniquement avec les propriétaires. Dans ce cadre, le recours aux agences immobilières est exclu, sauf dérogation du directeur général de l'Etablissement.
- Une fois la négociation aboutie, accord formel de la collectivité à obtenir sur les conditions d'acquisition. Par cet accord, la collectivité valide le montant de l'acquisition par l'EPFNA de la propriété en question ainsi que les conditions de gestion et d'éventuels travaux à entreprendre sur le bien en question (sécurisation, démolition, dépollution). L'EPFNA est autorisé à engager une dépense de 15% du prix d'acquisition dans le cadre de la convention pour ces investissements liés à la gestion du bien qui pourraient être entrepris par l'EPFNA après l'acquisition. L'accord précisera l'état d'occupation du bien et l'engagement de la collectivité à reloger l'occupant.
- Formalisation de l'acquisition avec le(s) propriétaire(s) soit par la signature d'un courrier de "Bon pour accord" attestant l'accord sur la chose et sur le prix ou par la signature d'une promesse Unilatérale de Vente
- Signature de l'acte authentique de vente. L'EPFNA procède aux acquisitions uniquement par acte notarié, le notaire étant choisi par l'EPFNA. La conclusion d'acte administratif est-elle exclue.
- Paiement du prix auprès du/des propriétaire(s) par l'agent comptable de l'Etablissement, par l'intermédiaire de la comptabilité du notaire ; le paiement est généralement effectif dans les deux à trois semaines suivantes.

L'EPFNA se réserve le droit de refuser l'acquisition d'une propriété dans le cas où la collectivité aurait mené elle-même les négociations concernées sans y associer l'Etablissement. Dans le cas où cette acquisition serait malgré tout réalisée par l'EPFNA, le projet en question pourra ne pas bénéficier du dispositif de minoration foncière même si l'opération en question est exemplaire et affiche un déficit financier conséquent.

Pratiques particulières

1. *Le démembrement de propriété*

Dans le cadre de certains projets spécifiques, l'EPFNA proposera à la collectivité partenaire que l'acquisition du ou des biens objet(s) du projet prévu dans la convention opérationnelle soit réalisée en démembrement de propriété. Pour rappel, le droit de propriété se divise en deux situations juridiques bien distinctes à savoir :

- La nue-propriété qui est le droit de disposer d'un bien à sa guise et éventuellement de le modifier ou de le démolir

- L'usufruit qui est le droit de se servir d'un bien, par la réalisation de travaux par exemple, et d'en recevoir les revenus (loyers…)

Pendant la durée de portage fixée dans la convention opérationnelle, l'EPFNA est alors nu-propriétaire des biens acquis en démembrement, la jouissance en étant réservée à l'usufruitier temporaire, la collectivité en l'occurrence, jusqu'à l'expiration convenue de l'usufruit à la fin de la durée de portage.

Dans ce montage, il est prévu dans l'acte authentique qu'à la fin de la durée de portage, la nue-propriété soit cédée par l'EPFNA à l'usufruitier ou à une personne qu'il désignera et qui aura alors vocation à devenir propriétaire.

2. *Acquisition de propriétés publiques*

Si l'EPFNA ne peut acquérir une propriété appartenant à la collectivité partenaire de la convention, l'acquisition d'une propriété appartenant à toute autre personne publique est possible dans le cadre de la convention.

A titre exceptionnel et sur dérogation du directeur général, l'EPFNA pourra se porter acquéreur, tout en limitant la durée de portage au maximum, d'un foncier appartenant à la collectivité signataire afin de composer une unité foncière en vue d'une cession groupée à un opérateur, dans le cadre d'une consultation.

3. *Acquisition de biens occupés*

Selon les cas en présence, l'EPFNA peut être amené à acquérir des biens occupés. Selon les projets, il peut être ainsi amené à verser des indemnités d'éviction aux locataires en place. Cependant, l'EPFNA ne peut se porter acquéreur de fonds de commerce.

L'acquisition de biens occupés ne sera possible que si la collectivité s'engage à veiller au relogement rapide des occupants, autant que possible avant la signature de l'acte d'acquisition.

B – Les procédures juridiques d'acquisition – Le droit de préemption urbain (DPU)

Dans le cadre conventionnel, la collectivité peut solliciter l'EPFNA pour exercer le droit de préemption après que ce droit lui a été délégué. Cette décision de préemption doit être clairement motivée par la collectivité dans le cadre d'un projet d'intérêt général réfléchi et s'inscrivant dans la politique de territoire de la collectivité au titre de ses documents de planification notamment.

Le principe de délégation du DPU au profit de l'EPFNA

Par principe, cette compétence est détenue par la commune ou l'EPCI selon les compétences dédiées. Néanmoins, ce droit peut être délégué à l'EPFNA dans le cadre de son intervention sur son territoire de compétence par une délibération de délégation prévue à cet effet en conseil municipal ou conseil communautaire (selon le détenteur). La délibération doit contenir les éléments de contexte d'intervention de l'EPFNA à l'échelle de la commune ou de l'EPCI le cas échéant et mentionner les périmètres faisant l'objet d'une délégation.

La délégation du droit de préemption sera préférentiellement réalisée au cas par cas afin qu'elle puisse cibler encore plus précisément le projet de la collectivité et éviter ainsi les recours en motivant davantage la décision de préempter.

Après transmission au préfet dans le cadre du contrôle de légalités des actes, cette délégation donne donc compétence à l'EPNA pour agir au nom et pour le compte de la collectivité dans le cadre d'une opération d'intérêt général prévue à l'article L.300-1 du Code.

Démarches engagées par l'EPFNA et/ou la collectivité

Lorsqu'il est délégataire du DPU, l'EPFNA dispose de deux mois à compter de la réception de la DIA par la collectivité pour faire savoir s'il souhaite ou non acquérir, par préemption, le bien pour le compte de la collectivité dans le cadre de la convention. Aussi, la collectivité devra veille à transmettre dans la semaine la DIA à l'EPF en vue d'une instruction efficace de celle-ci par les services de l'EPFNA.

L'EPFNA gère ainsi l'intégralité de la procédure en vue de devenir propriétaire du bien ciblé pour le compte de la collectivité. Cette dernière est tenue de transmettre à l'EPFNA toute information ou document susceptible de motiver la décision de préemption dans le cadre dont l'intérêt général doit être explicitement présenté. Après avoir confronté les différents documents d'urbanisme locaux (SCOT, PLU, PLH etc.), les études réalisées et la convention portant le projet pour lequel l'EPFNA est missionné, la collectivité et l'établissement étudient la motivation d'une préemption qui est essentielle en vue d'éviter un potentiel recours.

Le lancement d'une telle procédure nécessite obligatoirement un accord de la part de la collectivité formalisé par un document écrit signé par le maire de la commune ou le Président de l'EPCI. Cet accord valide notamment le montant auquel la préemption est exercée (au prix de la DIA ou en révision de prix) ainsi que les dépenses connexes telles que les notifications ou les frais d'avocats en cas de contentieux. Dans ce cadre, dans le prolongement de l'estimation de France Domaine qu'il aura sollicité dans le cadre de la procédure, l'EPFNA apporte une expertise foncière et immobilière vouée à estimer la valeur du bien objet de la vente et ainsi déterminer, en lien avec la collectivité, si la préemption s'exerce au prix de vente ou alors en révision de prix.

Contentieux administratif et judiciaire

L'EPFNA conduit toute procédure éventuelle contre la préemption devant le juge administratif ou judiciaire par l'appui de son conseil. La collectivité devra nécessairement donner son accord pour toute action engagée en contentieux.

L'EPFNA rend compte régulièrement de l'avancée des recours engagés à la collectivité.

C – Les procédures juridiques d'acquisition – L'expropriation pour cause d'utilité publique

Le recours à l'expropriation est l'aboutissement de la sollicitation de la Collectivité à l'EPFNA lorsque les délais de l'opération envisagée nécessitent la maitrise foncière d'un site à date contrainte ou que la dureté foncière est telle que les négociations amiables n'ont pu et ne pourront aboutir.

Après analyse de la situation, en lien si nécessaire avec les services de la préfecture de département, l'EPFNA propose à la collectivité de recourir à la procédure d'expropriation qui reste seule décisionnaire.

Si la collectivité décide formellement d'engager la procédure, celle-ci est ensuite pilotée par l'EPFNA dans le cadre conventionnel et opérationnel. L'EPFNA est compétent pour mener cette procédure au titre de l'article L.321-1 du Code de l'Urbanisme. En cas de refus de la part de la collectivité d'engager la procédure, l'EPFNA pourra estimer être allé au bout de sa mission d'appui à la maitrise foncière et proposer de mettre un terme à son intervention.

La procédure implique une collaboration forte entre les services de l'Etat, l'EPFNA et la Collectivité. Elle est engageante :

- juridiquement pour l'EPFNA vis-à-vis des tribunaux civil et administratif et de leurs cours d'appel relatives,
- moralement pour la Collectivité vis-à-vis de ses administrés.

L'ensemble des phases administratives et judiciaires de la procédure sera conduit par l'EPFNA, en lien étroit avec la Collectivité. A ce titre, la Collectivité délègue par délibération à l'EPFNA tout droit, pouvoir et devoir pour la procédure entreprise.

L'EPFNA sera seul bénéficiaire de tous les effets de la procédure d'expropriation et le seul acquéreur des biens expropriés par l'effet de la procédure qu'il aura conduite. Seul l'Etat étant compétent pour déclarer un périmètre d'acquisition d'utilité publique, l'EPFNA sera l'interlocuteur unique de la Préfecture dans l'instruction du dossier.

Identification de la procédure

L'EPFNA et la Collectivité conviennent conjointement de la procédure mise en place, c'est-à-dire de se placer sous l'empire des dispositions des articles R.112-4 du Code de l'expropriation relative à la procédure d'expropriation dite « d'Urgence » ou ceux de l'article R.112-5 du Code de l'expropriation relative à la procédure d'expropriation dite « Travaux ».

Démarches engagées par l'EPFNA

L'EPFNA engagera la confection de l'ensemble des pièces administratives nécessaires à la phase administrative de la procédure, notamment la demande d'estimation sommaire globale auprès des services d'évaluation domaniale dépendant de la DDFIP, la rédaction du dossier de demande de Déclaration d'Utilité Publique, la rédaction du dossier d'Enquête Parcellaire, le dépôt des demandes des arrêtés, les procédures annexes si leur conduite est justifiée par l'EPFNA (emprises partielles, Autorisation de Pénétrer sur les Propriétés Privées, etc…).

L'ensemble de la phase judiciaire, tant dans l'offre de prix que dans le recours contentieux en fixation judiciaire, sera menée par l'EPFNA.

Engagements de la Collectivité

La Collectivité s'engage, au cours de la procédure et sur sollicitation de l'EPFNA dans le cadre du pilotage de la procédure, notamment à :

- adresser tous les documents d'études préalables à la procédure,
- réaliser les délibérations par son organe exécutif nécessaires à la poursuite et la régularité de la procédure, ainsi que garantir à l'EPFNA la régularité de ces délibérations (publicité, preuve de publicité, etc.),
- permettre la bonne conduite des enquêtes publiques sur son territoire,
- dans le cadre des procédure d'expropriation dite « Travaux », initier et conduire toutes les études permettant l'obtentions des autorisations administratives, notamment urbaines et environnementales, et obtenir en son nom ou en celui de son porteur de projet lesdites autorisations (études d'impact, plans phase AVP, etc.),

Et, plus généralement, à assurer la bonne conduite de l'ensemble de la procédure aux côtés de l'EPFNA dans le respect de ses compétences. Cette liste n'est donc ni limitative ni exhaustive.

Contentieux administratif

L'éventuel contentieux administratif est porté en tout temps par la Préfecture du Département sur le territoire duquel la procédure de DUP a été menée. L'EPFNA pourra soutenir la procédure menée par la Préfecture en apportant des éléments de preuve et d'argumentaire constitué durant l'instruction (délibération, preuve d'affichage, preuve de publicité, etc., sans que cette liste soit exhaustive ou limitative).

Contentieux judiciaire

L'EPFNA conduit toute procédure éventuelle devant le juge judiciaire, sous tout degré de juridiction, et par l'appui de son conseil obligatoire, dans le cadre de la fixation judiciaire des montants d'indemnités principales et accessoires. La collectivité devra donner son accord pour la formulation d'appels ou de pourvois en Cassation.

L'EPFNA rend compte régulièrement de l'avancée des recours engagés à la collectivité.

D – Les procédures juridiques d'acquisition – Autres droits pouvant être délégués à l'EPFNA

Autres droits d'acquisition

L'EPFNA pourra être délégataire, sur délibération de l'organe délibérant de la personne publique partenaire titulaire, des droits de priorité, de délaissement ou tout autre droit d'autorité publique sans que cette liste soit exhaustive ou limitative, quelle que soit la source juridique ayant instauré ledit droit (civil, urbanistique, construction et habitation, forestier, agricole, maritime, etc…) aux fins de permettre l'accomplissement des orientations conventionnelles.

Autres procédures d'intervention foncière

Les partenaires pourront mener, après délibération de l'organe délibérant de la personne publique partenaire en ayant l'autorité, toute procédure annexe et nécessaire à maitrise foncière ou permettant de réaliser les études nécessaires à cette maitrise foncière. Il pourra notamment s'agir, et sans que cette liste soit exhaustive ou limitative, de la procédure de demande d'autorisation de pénétrer sur une propriété privée selon les dispositions de la loi du 29 Décembre 1892.

Chapitre 5 - La gestion et la mise en sécurité des biens acquis

A. Gestion des biens libres d'occupation

Mise à disposition à la collectivité

Les biens acquis libres de toute occupation par l'EPFNA sont mis à disposition de la Collectivité qui en assure la gestion. Cette mise à disposition, à effet immédiat à date d'acquisition des biens, intervient à titre gratuit. Elle est précaire et révocable. Elle vaut transfert de jouissance et de gestion, entraînant une subrogation de la collectivité dans tous les devoirs et obligations de l'EPFNA.

L'EPFNA acquittera les impôts et charges de toutes natures dus en tant que propriétaire ainsi que les éventuelles charges de copropriété.

Sécurisation sur la durée du portage

L'EPFNA est responsable de la sécurisation des biens dont il est propriétaire. Tout bien acquis fait l'objet d'une visite et d'une sécurisation par l'EPFNA.

La Collectivité fera preuve d'une grande vigilance et visitera régulièrement le bien afin d'éviter toute dégradation, pollution, occupation illégale qui pourrait porter atteinte à la sécurité du bâtiment, de bâtiments voisins ou de tiers.

Au besoin, dans le cadre de petits travaux pouvant être réalisés par ses services techniques, elle prendra après accord de l'EPFNA, les mesures conservatoires appropriées quand celles-ci revêtiront un caractère d'urgence. Dans le cas de travaux plus importants, elle informera immédiatement l'EPFNA qui se chargera de faire exécuter les travaux. L'EPFNA assurera la maitrise d'ouvrage des travaux et le coût sera intégré dans le prix de revient du bien.

La gestion comprend notamment l'assurance, la surveillance, l'entretien, la sécurisation, la gestion des occupations illégales et la gestion des réseaux.

La Collectivité désignera auprès de ses services les interlocuteurs chargés de la gestion et en informera l'EPFNA. La Collectivité s'engage à visiter régulièrement les biens, et après chaque événement particulier comme les atteintes aux biens.

Biens ouverts au public

Si la Collectivité a, pendant la durée de la mise à disposition, pour intention de faire du bien un usage conduisant à son classement dans le domaine public (parc de stationnement, voirie, jardin public…), au sens de l'article L-2111-1 du CG3P, il sera nécessaire qu'intervienne un déclassement préalable à la cession. Ce déclassement devra

être réalisé par l'EPFNA selon les modalités prévues par l'article L 2141-1du CG3P et doit faire l'objet d'une part d'un acte administratif constatant la désaffectation et d'autre part d'un acte formalisant le déclassement.

Mise en place d'une occupation post-acquisition, précaire et temporaire

En cas de mise en place d'une occupation, l'EPFNA met fin à la mise à disposition du bien. L'EPFNA assure la gestion locative, met en place les conventions d'occupation précaires (COP) et perçoit les loyers. Les loyers seront versés comme recettes au titre de la présente convention.

Occupation sans droit ni titre

En cas d'occupation sans droit ni titre, d'un bien géré par l'EPFNA ou mis à disposition de la collectivité, l'EPFNA engagera les dépenses nécessaires à la mise en œuvre de la procédure d'expulsion.

B. Biens occupés à titre d'habitation, à titre commercial ou d'activité

Gestion des baux en cours

Les biens acquis occupés sont conservés en gestion par l'EPFNA qui perçoit les loyers. Ils ne sont donc pas mis à disposition de la collectivité. Les loyers seront versés comme recettes au titre de la présente convention.

L'EPFNA se charge de la gestion locative, comprenant notamment la perception des loyers, le quittancement, les travaux incombant au propriétaire, la gestion des impayés (précontentieux et contentieux), la gestion des expulsions et des sinistres et la relation locataire.

Résiliation des baux et relogement

L'EPFNA appliquera les dispositions en vigueur (légales et contractuelles) selon la nature des baux ou des conventions d'occupation en place, pour donner congés aux locataires ou occupants. Ce principe ne sera pas mis en œuvre si le projet de la collectivité repose sur le maintien de l'occupation du bien.

L'EPFNA mettra tout en œuvre, dans la limite des dispositions légales, pour libérer le bien de toute location ou occupation au jour de son utilisation définitive pour le projet de la Collectivité.

En cas relogement nécessaire pour le projet, la collectivité est responsable du relogement des locataires (identification des besoins et accompagnement du locataire, recherche du nouveau local ou logement, etc.). L'EPFNA peut prendre en charge au titre de la convention les frais accessoires liés au relogement.

Un relogement doit être initié pour libérer des biens considérés impropres à l'occupation ou encore pour libérer des biens en vue de préparer la mise en œuvre du projet. Dans ce cadre, la collectivité prend en charge, avec ses partenaires dédiés, le suivi et le relogement des locataires ou occupants des locaux. En particulier, la Collectivité et l'EPFNA se concerteront afin d'engager les libérations en tenant compte des droits des locataires et du calendrier de réalisation de l'opération.

Des indemnités d'éviction pourront être dues aux locataires ou occupants pour assurer la libération des lieux et permettre l'engagement opérationnel du projet retenu.

C. Biens agricoles

Gestion des baux

Les biens acquis occupés sont conservés en gestion par l'EPFNA qui perçoit les loyers. Les loyers seront versés comme recettes au titre de la présente convention.

Dans le cas où les titulaires de baux ruraux auront été indemnisés en vue de la résiliation du bail, les terres agricoles sont proposées en gestion à la SAFER. Seule la SAFER est agréée à pouvoir consentir des baux ruraux précaires.

En cas de refus de la SAFER ces parcelles seront systématiquement mises à disposition de la collectivité, tout comme les autres biens libres d'occupation.

D. Assurance et mise en sécurité des biens

Responsabilité de l'EPFNA en tant que propriétaire

L'EPFNA souscrit en tant que propriétaire une garantie en responsabilité civile valable pour tous les biens en portage, et une garantie dommages aux biens pour l'ensemble des biens bâtis.

Dans le cas d'une occupation ou d'une mise à disposition du bien, le preneur doit souscrire une assurance garantissant les risques locatifs.

Mise en œuvre de mesures d'urgence

Toute dépense urgente en lien avec la sécurité des biens et des personnes ne nécessite pas d'accord préalable de la collectivité. Celle-ci sera informée de la dépense engagée. De même l'EPFNA peut passer outre un éventuel refus de la collectivité de sécurisation. En effet, dans le cas où l'EPFNA estime que le fait de ne pas réaliser ces travaux représenterait un risque pour les tiers et un risque juridique pour l'établissement, l'EPFNA pourra tout de même faire réaliser ces travaux dont le montant sera intégré dans la garantie de rachat.

Chapitre 6 – La déconstruction, la dépollution et les travaux réalisés par l'EPFNA

A. Principe du bilan avantage/inconvénient, étudié au cas par cas.

Sur les emprises qu'il a acquises, l'EPFNA peut réaliser, en accord avec la collectivité, les travaux permettant de rendre cessible un site en le rendant compatible avec le projet futur. Ainsi il peut s'agir de travaux de curage et de déconstruction, de désamiantage, de grosses réparations ou de gros entretien rendus nécessaires pour éviter la ruine du bâtiment ou par des obligations règlementaires, de diagnostic et de fouilles d'archéologie préventive, d'opérations de traitement et de surveillance liées à la pollution des sols. Il réalise également les travaux de mise en sécurité des sites acquis, tels que murage d'ouvertures, pose de clôtures, évacuation de déchets, etc.

L'EPFNA ne réalise en aucun cas les travaux d'aménagement, tels que la viabilisation ou la création de réseaux. Après déconstruction d'un site, son intervention ne peut dépasser le stade du pré-verdissement ou pré-paysagement.

Quel que soit son état, et quand bien même le principe de la déconstruction est acté lors de l'acquisition, la réalisation des travaux par l'EPFNA n'est pas systématique. L'opportunité de réaliser des travaux est étudiée au cas par cas, au terme d'un bilan avantages/inconvénients prenant notamment en compte la maturité du projet futur, les

enjeux patrimoniaux, les problématiques d'assurance, l'existence d'un porteur de projet, l'économie globale de l'opération et plus globalement l'état des risques techniques, financiers et juridiques.

Par exemple, l'EPFNA n'a pas vocation à réaliser une démolition induisant des travaux de confortements provisoires ou des travaux de dépollution conçus en fonction du projet futur. Le porteur de projet sera le mieux à même de réaliser cette déconstruction en fonction de son projet futur.

Le coût global de ces travaux est reporté sur le prix de vente des biens concernés.

Les travaux réalisés sous maitrise d'ouvrage de l'EPFNA se verront appliquer les exigences propres de l'EPFNA (réemploi, économie circulaire, RSE, etc.) en plus des exigences réglementaires.

B. Réalisation des travaux par la collectivité ou par un tiers

Dans le cas où la collectivité souhaiterait procéder elle-même à la mise en œuvre des travaux durant le portage des biens par l'EPFNA, elle devra se rapprocher de l'EPFNA pour définir les modalités et les conditions d'exécution desdits travaux. En cas d'accord de l'EPFNA, ceux-ci devront être réalisés dans le respect des clauses techniques de l'EPFNA. Après étude de la pertinence d'une telle mise en œuvre, notamment d'un point de vue fiscale, l'EPFNA proposera les modalités les plus appropriées. Il peut s'agir d'une simple autorisation, pour les travaux sans enjeux, ou bien d'une délégation de maitrise d'ouvrage, d'une cession d'usufruit ou encore d'une cession temporaire d'usufruit.

Un tel montage peut également être réalisé avec le porteur de projet. Par exemple, par le biais d'une délégation de maitrise d'ouvrage, le porteur de projet peut réaliser les démolitions sur un site de l'EPFNA durant le portage. Le risque est ainsi porté par l'EPFNA, mais les enjeux techniques sont maitrisés par l'opérateur, mieux à même de mettre en adéquation l'état du site et son projet immobilier.

En tout état de cause, la décision d'engager une démolition ou tout autre type de travaux revient toujours à l'EPFNA, propriétaire du bien. De même en cas de risque vis-à-vis des tiers l'EPFNA peut décider de manière unilatérale la démolition d'un bien dont il est propriétaire.

C. Groupement de commande

Dans le cas d'un bâti à démolir propriété de la collectivité et mitoyen d'un site de l'EPFNA destiné à être également démoli, un groupement de commande pourra être signé entre les parties afin de faciliter les procédures d'achat public et de ne réaliser qu'une seule opération de travaux pour ces 2 sites.

Chapitre 7 – La cession des biens acquis

Conformément à l'article L 321-1 du Code de l'urbanisme, les biens acquis par les établissements publics fonciers ont vocation à être cédés. Cette cession peut intervenir au bénéfice de la collectivité signataire de la convention opérationnelle, ou d'un opérateur désigné par elle. Pour cela, les perspectives de cession d'un bien sont à réfléchir en amont de l'acquisition, voire au moment de la rédaction d'une convention de réalisation : pré-programme du projet, profil de l'acquéreur, calendrier, première analyse de la faisabilité technique et financière de l'opération.

L'ensemble des cessions doit avoir lieu avant l'échéance de la convention.

Les cessions de l'EPFNA sont soumises à l'accord de la collectivité signataire de la convention et portant la garantie de rachat (pour les conventions multipartites). L'EPFNA envoie un formulaire d'accord sur les conditions et le prix de revente, que la collectivité doit renvoyer signé par l'élu compétent.

A. Les différents types de cession

Cession avec charges et obligations

En cas de cession de l'EPFNA à un opérateur, des obligations en matière d'aménagement et de construction pourront être imposées à l'acquéreur dans les contrats de vente signés (promesses de vente, acte de vente). Les clauses insérées dans ces contrats contribuent à garantir à la collectivité la réalisation du projet choisi et peuvent s'appliquer jusqu'à la livraison finale des travaux.

Le conseil d'administration de l'EPFNA peut décider d'attribuer une minoration au regard des objectifs du projet envisagé par la collectivité. A ce titre, le projet réalisé devra respecter les objectifs développés au moment de l'attribution de la minoration. En conséquence, les contrats de vente matérialiseront des clauses juridiques.

Cession sans charges

A contrario, certaines cessions pourront être réalisées sans charges, notamment des « délaissés » de projet (parties de foncier maîtrisés par l'EPFNA mais non intégré à l'assiette d'un projet), Ces cessions feront l'objet d'une publicité préalablement au choix de l'Acquéreur.

B. Cession à la collectivité

La cession à la collectivité pourra intervenir dans les cas suivants :

- La collectivité est identifiée dès le début de l'intervention de l'EPFNA comme futur acquéreur, dans le cadre d'un projet dont elle assure la maîtrise d'ouvrage directe. Elle rachète dans ce cas le foncier à l'EPFNA au prix de revient
- Aucun acquéreur privé n'est trouvé pour la réalisation du projet prévu à l'échéance de la convention : la garantie de rachat de la convention opérationnelle s'applique et la collectivité rachète le foncier au prix de revient de l'EPFNA ;
- Le projet envisagé initialement est abandonné par la collectivité postérieurement à l'acquisition de l'EPFNA : la collectivité rachète le foncier au prix de revient de l'EPFNA, conformément aux dispositions du PPI en vigueur le jour de la signature de la convention.

Obligations postérieures à la cession

Lors de la revente des fonciers acquis par l'EPFNA à la collectivité, cette dernière s'engage à réaliser le projet prévu dans le cadre de la convention, en particulier lorsque la cession est assortie de charges.

Ces clauses seront matérialisées dans l'acte de vente du foncier à la Collectivité et tiendront compte des éventuelles pénalités prévues par le PPI en vigueur le jour de la signature de la convention, ainsi que des termes de la convention opérationnelle relatives aux minorations perçues. Les clauses fixées dans l'acte prévaudront.

Les clauses seront également matérialisées dans le formulaire d'accord sur les conditions de cession du foncier à la collectivité, signé par l'élu compétent.

En tout état de cause, la collectivité devra justifier de la réalisation du projet dans les conditions prévues avec l'EPFNA lors de sa livraison par la fourniture de l'autorisation d'urbanisme obtenue ainsi que de la déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux correspondante.

Lorsqu'un projet ayant bénéficié de minoration aura fait l'objet de modifications dans sa réalisation, une analyse des difficultés rencontrées et des choix faits par la collectivité sera présentée au conseil d'administration de l'EPFNA pour décider d'une exemption totale ou partielle du remboursement de la minoration reçue, au regard de la recherche du maintien du projet définitif et de la gestion des délais de réalisation.

C. Cession à un tiers

L'EPFNA peut céder le foncier à un acquéreur directement identifié par la collectivité ou l'EPFNA, ou suite à une consultation mettant en concurrence plusieurs acquéreurs potentiels. La cession intégrera dans la majorité des cas des obligations en matière de construction ou d'aménagement.

Cessions soumises à consultation

L'EPF intervient par contractualisation avec les collectivités, afin de réaliser des missions de portage foncier à des fins de réaliser des projets de logements, de développement économique, ou mixtes.

Dans le cadre de telles opérations, les collectivités doivent souvent faire appel à un aménageur, un promoteur ou un bailleur afin de réaliser la maitrise d'œuvre et les travaux d'un tel projet. A cette fin les personnes publiques peuvent mener un appel à projet pour sélectionner un opérateur. L'objectif est à la fois d'atteindre les objectifs qualitatifs du projet envisagé par la collectivité dans la convention, et de revendre le foncier acquis au prix de revient de l'opération, afin d'éviter un déficit d'opération.

Toutefois, l'EPFNA n'a pas pour objet de contribuer à l'inflation foncière par la revente du foncier. Aussi, dans certains cas, le prix de cession pourra être inférieur au prix de revient. La différence avec le prix de revient est assumée par la Collectivité.

L'EPFNA mène une consultation d'opérateurs en collaboration et à la demande de la collectivité afin de céder directement le foncier à l'opérateur. Il s'agit de mettre en concurrence différents acquéreurs potentiels sur la qualité de leur projet et leur offre financière d'acquisition afin d'atteindre le prix de revient de l'opération. Il ne s'agit pas d'un appel d'offres au sens du code de la commande publique, mais d'une consultation ayant pour but de retenir l'opérateur mieux-disant dans le cadre du projet envisagé par la collectivité.

Les opérateurs sont mis en concurrence sur la base d'un cahier des charges élaboré avec la collectivité.

Le dossier de consultation est transmis aux candidats désignés par la collectivité, le cas échéant suite à une publicité préalable.

L'EPFNA et la collectivité analysent ensuite les candidatures et auditionnent les candidats en cas de besoin afin de leur faire préciser leurs propositions d'offres, et mener les négociations nécessaires afin d'aboutir à une offre définitive de projet.

La collectivité retient ensuite l'opérateur lauréat au regard du cahier des charges de consultation, la collectivité devant confirmer ce choix par écrit à l'EPFNA avant toute notification du résultat de la consultation aux opérateurs.

Selon la consistance du projet et ses enjeux, l'EPFNA peut solliciter une délibération auprès de la collectivité afin qu'elle confirme son choix. L'EPFNA et la collectivité pourront signer un procès-verbal de clôture de la consultation.

- Consultation à charge foncière fixe :

Dans le cadre des consultations menées auprès de bailleurs sociaux et des opérateurs, l'EPFNA pourra mener des consultations intégrant un prix fixe de cession dans le cahier des charges de consultations, à condition que la collectivité s'engage préalablement par écrit à assumer la prise en charge du solde résiduel du prix de revient de l'opération (si celui-ci est supérieur au prix fixé dans la consultation).
Le but de ce type de consultation est de mettre en concurrence les bailleurs et les opérateurs sur la qualité du projet et non plus sur le prix de cession des fonciers (intégration dans le tissu urbain, qualité architecturale, critère environnemental, nombre de logements sociaux, innovation technique…).

- Consultation conjointe associant des fonciers de territoires différents :

En vue de profiter de l'effet-levier induit par le dynamisme de certains territoires pour attirer des opérateurs et permettre la réalisation d'opérations de qualité sur des territoires moins dynamiques, des appels à projet en territoire tendu pourront être liés à des consultations en territoire détendu.
Dans ce cadre, les opérateurs candidats devront répondre à un appel à projet portant sur deux sites, et seront évalués de manière globale et par les deux collectivités concernées. Le candidat retenu réalisera les deux projets.

Cessions soumises à publicité

Lorsque la cession de fonciers acquis par l'EPFNA ne s'inscrit pas dans la réalisation d'un projet complexe nécessitant de faire appel à un aménageur (projet simple ou cession d'un délaissé de foncier par exemple), l'EPFNA procèdera à une publicité simple (publicité sur un site internet de transactions immobilières, mandat de vente auprès d'une agence immobilière ou tout autre tiers, etc.).

Cession de gré à gré sans publicité

La collectivité et l'EPFNA peuvent identifier l'opérateur qui réalisera le projet, en amont de l'acquisition du foncier ou durant le portage. A compter de la décision écrite du choix de l'opérateur par la collectivité, l'EPFNA, négociera en lien avec elle et signera une promesse de vente avec l'opérateur sur la base du projet retenu. Une cession de gré à gré intègrera de manière systématique des charges en matière d'aménagement et de construction.

Les modalités de la cession (choix de l'acquéreur, bien cédé, prix de cession, projet de construction, charges, etc.) sont validées par les instances de la collectivité ou son représentant selon les modalités de délégation consenties par la collectivité. La collectivité communiquera, sur simple demande de l'EPFNA, le détail des pouvoirs et délégations accordés à son représentant.

L'opération menée par l'EPFNA peut également s'inscrire dans le cadre d'une opération d'aménagement plus large. L'EPFNA cèdera, de gré à gré, son foncier au concessionnaire désigné par la collectivité préalablement à l'intervention de l'EPFNA ou postérieurement. Dans ce dernier cas, la consultation peut être soumise aux règles des concessions d'aménagement définies par le code de l'urbanisme (L. 300-4 à L. 300-5-1 et R. 300-4 à R. 300-13). La consultation est alors menée par la personne publique compétente (concédant) pour choisir un aménageur (concessionnaire). La consultation doit s'inscrire dans les objectifs détaillés dans la convention opérationnelle : la collectivité doit veiller à ce que le cahier des charges de consultation tienne bien compte des dispositions de la convention EPFNA (programmation, prix de cession) et ce afin qu'il n'y ait pas de renégociation après mise en concurrence du concessionnaire.

D. Détermination du prix de cession

De manière générale, l'intervention de l'EPFNA vise à garantir la faisabilité économique des projets, et non à grever les prix fonciers des opérations sur lesquelles il est amené à intervenir ou à favoriser la spéculation.
Le prix de revient sera calculé à partir de la valeur du stock à fin d'affaire, soit le coût du portage selon la comptabilité analytique de l'EPFNA, auxquels se rajouteront les dépenses restant à courir jusqu'à la vente et notamment celles liées à la détention du bien.

Le prix de revient est ainsi calculé à partir des dépenses réelles réalisées par l'EPFNA (acquisition, étude, travaux, dépenses liées au portage, etc.) et n'intègre pas de frais de structure.

Taux d'actualisation

Le programme pluriannuel d'intervention de l'EPFNA en vigueur au jour de la signature de la convention détermine les cas éventuels d'application de taux d'actualisation.

Cas particuliers des cessions partielles

Dans le cadre d'une cession en plusieurs tranches successives, le prix de cession de chaque tranche pourra être :

- réparti au prorata de la surface de plancher développée du futur projet ou de l'emprise foncière de chaque tranche.
- déterminé sur la base d'une estimation de la valeur vénale du bien (estimation interne EPFNA ou avis domaines)

Une péréquation sera possible entre deux cessions au sein d'une même convention, notamment si une des cessions porte sur un projet d'intérêt public important.

En cas d'existence de "délaissés" (parties de foncier maîtrisés par l'EPFNA mais non intégré à l'assiette d'un projet) n'ayant pas fait l'objet d'une cession à la fin de l'intervention de l'EPFNA, la collectivité sera redevable du rachat de ces fonciers. Le prix de cession sera alors déterminé en fonction du solde du compte de gestion de l'opération.

Cas d'une cession à un coût inférieur au prix de revient :

Le prix est négocié en l'absence de proposition d'acquisition au prix de revient par l'acquéreur. Il est déterminé sur la base de critères financiers et de qualité du projet.

Le cas échéant, que la revente soit réalisée à la collectivité ou à un tiers, le bilan financier de l'opération doit être connu (recettes, dépenses) dans son intégralité.

La collectivité peut choisir d'assumer tout le déficit opérationnel et absorber le reste à charge sous forme de facture d'apurement des comptes de gestion. Dans ce cas, la collectivité valide le prix de cession par l'accord de la collectivité et par délibération, puis règle la facture d'apurement des comptes de gestion.

Cette facture peut être adressée simultanément à la cession, à la clôture de la convention ou postérieurement. Le cas échéant, le montant d'apurement du compte de gestion arrêté à la date d'édition du formulaire est indiqué sur le formulaire d'accord de la collectivité.

Cas d'une cession à un prix supérieur :

Dans certains cas, notamment dans le cadre d'appel à projets, certains opérateurs peuvent faire une offre supérieure au prix de revient du foncier porté par l'EPFNA et faisant l'objet de la future cession.

Si la collectivité souhaite retenir cet opérateur, la revente peut avoir lieu au prix proposé par l'opérateur à un prix supérieur au prix de revient.

Le cas échéant, le surplus est stocké dans la convention et peut notamment servir à compenser des opérations à l'équilibre financier plus fragile.

A la clôture de la convention, le surplus est intégré dans le solde du compte de gestion et peut faire l'objet d'un remboursement par l'EPFNA si le solde du compte de gestion est négatif.

Abandon de l'intervention

Dans les cas où l'intervention venait à être arrêtée par la collectivité avant réalisation de la première acquisition et alors que des dépenses auraient été réalisées, les dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la convention seront facturées à la collectivité, avant résiliation de la convention.

Fiscalité applicable

L'EPFNA en sa qualité d'assujetti, revend ou facture systématiquement avec TVA. L'EPFNA soumettra systématiquement à la TVA sur option les cessions d'immeubles achevés depuis plus de 5 ans et les cessions de terrain qui ne sont pas des terrains à bâtir au sens du 1° du 2 du I de l'article 257 du CGI. L'EPFNA se réserve néanmoins le droit de déroger à ces règles au cas par cas.

Les collectivités en leur qualité d'acquéreur, pourront bénéficier à ce titre d'une déduction de TVA.

Modalités de prise en charge de l'écart entre le prix de cession et les dépenses engagées par l'établissement

L'EPF procèdera à l'apurement du compte de gestion à l'issue de son intervention, en tenant compte des dépenses et recettes facturées notamment lors des cessions foncières successives.

Le solde du compte de gestion de l'EPFNA devra être nul à la clôture de l'opération. L'EPFNA refacturera à la collectivité garante les montants hors taxes, augmentés de la TVA.

Chapitre 8 – Information financière et clôture des opérations

A. Information financière

L'EPFNA apportera à la collectivité, à sa demande, toute information qu'elle souhaitera sur l'état et le détail des engagements financiers réalisés dans le cadre de la convention.

Chaque année au cours du premier semestre, l'EPFNA transmettra un compte-rendu annuel à la collectivité garante (CRAC) faisant le point des actions et engagements réalisés au 31 décembre de l'année précédente dans le cadre de la convention. Ce CRAC détaillera le montant des dépenses et des recettes et pourra donner un éclairage sur les engagements à venir dans l'année.

Ce document permettra à la collectivité garante d'actualiser l'inscription dans sa comptabilité hors bilan des dépenses effectuées par l'EPFNA au titre de la convention, selon les modalités du Plan Comptable Général (article 448/80) et de l'article L.2312-1 du CGCT.

B. Le paiement du prix de cession d'un ensemble foncier

En cas de rachat direct par la collectivité, celle-ci se libèrera entre les mains du notaire de l'ensemble des sommes dues à l'EPFNA dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de délivrance par le notaire de la copie de l'acte authentique et de l'attestation notariée établie en application des dispositions de l'article D 1617-19, premier alinéa, du Code général des collectivités territoriales portant établissement des pièces justificatives des paiements des collectivités, départements, régions et établissements publics locaux ou du retour des hypothèques.

Si la collectivité désigne un ou des tiers acquéreurs pour le rachat des biens, ceux-ci sont redevables au jour de la cession de la totalité du prix de revente.

Les sommes dues à l'EPFNA seront versées par le notaire au crédit du compte de l'EPFNA ouvert au Trésor Public.

Le règlement échelonné (paiement anticipé échelonné)

Les modalités de règlement sont définies dans le cadre de la convention, des avenants, annexes ou tout document contractuel, signés entre l'EPFNA et la collectivité.

Périodicité de paiement

Le remboursement se fait obligatoirement par annuité à compter de l'année suivant la signature de l'acte d'acquisition par l'EPFNA, sur une durée idéalement au moins égale à 3 ans sans dépasser la durée de la convention et ses avenants ou de la date de la rétrocession.

Les échelonnements facturés annuellement sont exigibles à la date anniversaire de l'acquisition et réglable dans les 30 jours suivant l'émission de l'avis des sommes à payer.

Calcul des annuités

De manière générale les annuités sont fixes et correspondent aux frais prévisionnels divisés par le nombre d'années de portage. Des modalités de calcul différentes pourront être arrêtées dans le cadre de la convention ou de ses avenants.

Tous les frais qui n'ont pu être déterminés lors de la signature de la convention ou des avenants, sont intégrés dans le prix de cession.

Solde de paiement

Lors de la rétrocession à la collectivité, le solde à payer correspond au prix de cession défini au chapitre 7 du présent document, déduction faite des annuités versées lors du portage.

En cas de cession à un opérateur désigné par la collectivité, l'EPFNA cède directement à l'opérateur qui lui verse par voie de notaire le prix de vente. Cependant, la collectivité reste redevable de certains frais déterminés par voie de convention.

Une fois les montants de la cession versés, l'EPFNA réalisera un bilan financier identifiant les sommes encore dues par la collectivité garante ou un éventuel trop-perçu. Dans ce dernier cas un remboursement du trop-perçu sera réalisé.

La mise en place du règlement échelonné et le paiement des annuités ne modifie pas le régime du bien qui reste la propriété exclusive de l'EPFNA jusqu'à l'acte de cession.

Information de la collectivité

Les collectivités bénéficiaires de l'échelonnement peuvent s'adresser à l'EPFNA afin de disposer de toutes les informations nécessaires afin de budgétiser dans les délais réglementaires les annuités de l'échelonnement.

Renonciation au projet

Si l'entité contractante décide de renoncer à l'acquisition de tout ou partie des biens portés par l'EPFNA au titre des conventions elle est tenue, de rembourser à l'EPFNA de manière immédiate l'ensemble des frais engagés par ce dernier au cours du portage foncier. Les sommes versées au titre de l'échelonnement, seront, conservées par l'EPFNA et viendront en déduction de la créance due.

C. La clôture de la convention

La clôture du compte de gestion

L'EPFNA procèdera à l'apurement du compte de gestion au terme de la convention ou après réalisation de l'intervention prévue dans le cadre de la convention (réalisation d'études et/ou acquisition puis cession foncière selon le type de convention), en tenant compte des dépenses et recettes facturées notamment lors des cessions foncières successives.

Le solde du compte de gestion de l'EPFNA devra être nul à la clôture de l'opération.

L'EPFNA refacturera à la collectivité garante les montants hors taxes, augmentés de la TVA.

La mobilisation d'une minoration

La collectivité pourra, dans le cadre d'un projet, solliciter une minoration de son reste à charge auprès de l'EPFNA afin d'aider la sortie opérationnelle du projet et de limiter son impact financier.

Le conseil d'administration est seul compétent pour décider de l'attribution d'une minoration. Il a validé un règlement précisant les modalités d'attribution, de versement et de réalisation des minorations.

Les minorations sur fonds propres de l'EPFNA sont inscrites par voie d'avenant dans la convention opérationnelle qui lie l'EPFNA à la collectivité garante du portage. L'avenant à la convention précise les conditions de mise en œuvre, les modalités de calcul ainsi que l'impact sur le reste à charge pour la collectivité et l'estimation des garanties de rachats.

A la clôture du compte de gestion, la minoration viendra en déduction du reste à charge de la collectivité garante.

En cas de non-réalisation du projet pour quelque raison que ce soit, l'EPFNA demandera le remboursement de la minoration allouée.

Le transfert de dépenses entre conventions

L'EPFNA pourra appuyer la collectivité dans la réalisation de son projet à travers des conventions successives de nature différente, adaptée au degré de maturité du projet de la collectivité (convention d'études / convention de veille / convention de réalisation).

Des transferts de dépenses de la convention d'études vers la convention de veille ou de réalisation seront possibles dans la mesure où la convention de veille ou de réalisation est conclue dans un délai d'un an maximum après l'échéance de la convention études. En cas d'abandon du projet par l'une ou l'autre des parties, la commune sera redevable du montant de l'études et des dépenses annexes.

Le montant des études, et les dépenses annexes (frais de consultation, publicité...) engagées dans le cadre d'une convention de veille pourront également, en cas de passage en convention de réalisation, être transférés dans cette convention. En cas d'abandon du projet par l'une ou l'autre des parties, la collectivité sera redevable du montant de l'études et des dépenses annexes.

Apurement du stock foncier lié à la convention

La collectivité est tenue de solder et rembourser l'ensemble des dépenses engagées par l'EPFNA au titre de la convention, déduction faite des recettes.

La collectivité pourra être sollicitée postérieurement à la date de fin de convention, si l'EPFNA est amené à régler des dépenses ou percevoir des recettes après cette date.

Chapitre 9 – La résiliation des conventions et les contentieux

A. Résiliation des Conventions

Les différentes conventions ne pourront être résiliées qu'à l'initiative motivée de l'une ou l'autre des parties.

Cependant, si la collectivité renonce à une étude, mission, opération ou en modifie substantiellement le programme, la revente sera immédiatement exigible pour les biens acquis dans le cadre de cette opération. L'EPFNA pourra dans ce cas demander résiliation de la convention.

L'EPFNA pourra proposer la résiliation d'une convention n'ayant connu aucun commencement d'exécution au bout d'un an, ou dont l'exécution s'avère irréalisable.

Dans l'hypothèse d'une résiliation, il est procédé immédiatement à un constat contradictoire des prestations effectuées par l'EPFNA. Ce constat est formalisé dans un document indiquant notamment le délai dans lequel l'EPFNA doit remettre à la commune l'ensemble des pièces du dossier, dont il est dressé un inventaire.

La collectivité devra rembourser l'ensemble des dépenses et frais acquittés par l'EPFNA et les potentielles acquisitions effectuées, dans les six mois suivant la décision de résiliation.

B. Contentieux

À l'occasion de toute contestation ou tout litige relatif à l'interprétation ou à l'application d'une convention, les parties rechercheront prioritairement un accord amiable.

Si un tel accord ne peut être trouvé, le litige sera porté devant le Tribunal Administratif de Poitiers.

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085871

N° DEL-2025-04-036

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Sylvie BANSARD **N° DEL-2025-04-036**

CONVENTION DE PARTENARIAT FRENCH TECH BORDEAUX "LA COBAS'INNOVATION" 2025

Mes Chers Collègues,

La COBAS et La French Tech Bordeaux ont mis en œuvre un partenariat pour optimiser l'efficacité et assurer une meilleure visibilité de notre territoire à l'échelle régionale. Une convention a été signée en fin d'année 2023 afin de développer une dynamique d'innovation sur le territoire, permettant d'assurer le succès des entreprises en croissance portées par le Pôle Économique de la COBAS.

La COBAS organisera le 6 juin 2025 son événement autour de l'innovation dénommé « La COBAS'Innovation ». L'événement a pour objectif de valoriser l'innovation et l'entrepreneuriat. Cet événement est également l'occasion de mettre en visibilité des porteurs de projets qui ont candidaté à l'appel à projets de la COBAS pour bénéficier d'un accompagnement spécifique piloté par la collectivité.

La COBAS a souhaité de nouveau s'associer pour cette manifestation à La French Tech Bordeaux pour donner de la visibilité au niveau régional.

Dans le cadre de l'événement « La COBAS'Innovation » organisé par la COBAS, La French Tech Bordeaux s'engage à :

- Communiquer spécifiquement auprès de porteurs de projets qui répondront à l'Appel à Projets de la COBAS qui sélectionnera des start'up que la COBAS accompagnera,
- Communiquer sur l'événement par tous ses canaux : newsletter, réseaux sociaux et site internet afin de faire connaître la seconde édition de cet événement,
- Préparer avant l'événement les start'up qui pitcheront durant l'événement, en organisant une session pitch d'entraînement avant l'événement « La COBAS'Innovation » dans les locaux de La French Tech Bordeaux, avec la mobilisation d'un panel d'experts,
- Réaliser la co-animation de l'événement « La COBAS'Innovation » qui aura lieu le vendredi 6 juin 2025 toute la matinée,
- Participer au jury prévu dans le cadre de l'événement « La COBAS'Innovation »,
- Animer la table ronde autour du retour d'expériences entre partenaires et les start'up du Pôle Économique de la COBAS.

La collectivité s'engage à financer à hauteur de 9 000 € les actions décrites ci-dessus. Ces crédits ont été prévus et votés au Budget Primitif 2025 du budget principal.

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108,
VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013,
VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le projet de convention annexé,
VU l'avis favorable de la Commission emploi, développement économique et promotion du territoire en date du 18 mars 2025,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** le partenariat pour « La COBAS'Innovation » pour un montant de 9 000 € ;
- **ADOPTER** les actions définies dans la convention ;
- **HABILITER** la Présidente à signer ladite convention ainsi que tout acte afférent ;
- **IMPUTER** les dépenses correspondantes au budget principal sur l'exercice concerné.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud
Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

La COBAS'Innovation 2025

La French Tech BORDEAUX

et

La COBAS

AVRIL 2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNEES

L'Association La French Tech BORDEAUX, ayant son siège social à la Cité Numérique – 2 rue Marc Sangnier 33130 Bègles, immatriculé(e) à l'INSEE

Représentée par , Présidente

Ci-après désignée « La French Tech BORDEAUX »

D'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) ayant son siège social 2 Allée d'Espagne – 33120 ARCACHON représentée par Madame Marie-Hélène DES ESGAULX, agissant en qualité de Présidente,

Ci-après désignée « COBAS »,

D'autre part,

Ci-après désigné(s) individuellement une « Partie » et collectivement les « Parties »

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La French Tech BORDEAUX et la COBAS ont décidé de signer une convention de partenariat pour l'organisation de l'événement « La COBAS'Innovation » dont les termes sont définis dans les articles suivants (ci-après désignée la « Convention »).

CECI ETANT EXPOSÉ IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objectif d'accompagner, de préparer et de coanimer l'événement autour de l'innovation qu'organise la COBAS « La COBAS'Innovation » lors de la journée du vendredi 6 juin 2025.

Article 2 : Engagement de la COBAS

La COBAS organisera pour la deuxième fois au printemps 2025 l'événement « La COBAS'Innovation » à Gujan-Mestras. L'événement a pour objectif de valoriser l'innovation et l'entrepreneuriat. Cet événement est également l'occasion de mettre en visibilité des porteurs de projets qui ont candidaté à l'Appel à projets de la COBAS pour bénéficier d'un accompagnement spécifique piloté par la COBAS.

L'organisation, la logistique, les frais de restauration et la réservation du lieu sont à la charge de la COBAS.

La COBAS a souhaité s'associer pour cette manifestation à La French Tech BORDEAUX pour donner de la visibilité au niveau régional.

Dans le cadre de cette prestation, La French Tech BORDEAUX s'engagera à :

- Communiquer spécifiquement auprès de porteurs de projets qui répondront à l'Appel à Projets de la COBAS qui sélectionnera des start'up que la COBAS accompagnera,
- Communiquer sur l'événement par tous ses canaux : newsletter, réseaux sociaux et site internet afin de faire connaître la seconde édition de cet événement,
- Préparer avant l'événement les start'up qui pitcheront durant l'événement, en organisant une session pitch d'entraînement avant l'événement « La COBAS'Innovation » dans les locaux de La French Tech BORDEAUX, avec la mobilisation d'un panel d'experts,
- Réaliser la co-animation de l'événement « La COBAS'Innovation » qui aura lieu le vendredi 6 juin 2025 toute la matinée,
- Participer au jury prévu dans le cadre de l'événement « La COBAS'Innovation »,
- Animer la table ronde autour du retour d'expériences entre partenaires et les start'up du Pôle Économique de la COBAS.

Article 3 : Participation financière

La COBAS pour l'ensemble des actions réalisées (et décrites ci-dessus dans l'article 2) s'engage à participer financièrement à l'accompagnement et au temps passé par La French Tech BORDEAUX pour un montant de 9 000 € pour l'année 2025.

Article 4 : Durée de la présente convention

La convention est conclue pour l'année 2025.

Article 5 : Exclusivité

La French Tech BORDEAUX s'engage à une exclusivité avec la COBAS au sein d'un événement autour de l'innovation porté par la COBAS. Cette démarche sera initiée sur son territoire en 2025.

Article 6 : Résiliation

En cas d'inexécution de l'une quelconque des obligations prévues par la présente convention, cette dernière sera résiliée de plein droit après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans réponse pendant quinze (15) jours.

Article 7 : Divers

La nullité de l'une des clauses de la présente convention n'affectera en rien la validité des autres clauses.

Article 8 : Litiges

En cas de litige s'élevant en relation avec l'exécution de la présente convention, les Parties s'obligent à une phase préliminaire de conciliation pendant une période d'un mois.

Au cas où aucune solution amiable ne pourrait intervenir au cours de la phase de conciliation précitée, les Parties conviennent de soumettre tout litige pouvant survenir à l'occasion de l'interprétation et/ou de l'exécution de la présente convention aux juridictions compétentes du ressort de la Cour d'Appel de Bordeaux, et plus spécifiquement le Tribunal Administratif de Bordeaux en ce qui concerne l'exécution de la présente convention de partenariat, et ce même en cas de référé, d'appel en garantie et de pluralité de défendeurs.

Article 9 : Droit applicable

La présente convention, sa conclusion, son exécution, son interprétation ainsi que ses suites sont régies par le Droit Français.

Fait en deux exemplaires à Bordeaux ou signé électroniquement, le

Pour la COBAS	**Pour l'association La French Tech BORDEAUX**
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente	Présidente

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085872

N° DEL-2025-04-037

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Patrice BEUNARD **N° DEL-2025-04-037**

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA COBAS ET ATLANTIC CLUSTER AU TITRE DE L'ANNEE 2025

Mes Chers Collègues,

Depuis plus de 15 ans la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) est au plus près de son tissu économique. Au fur et à mesure des évolutions locales, elle a su s'adapter et s'organiser pour épauler les entreprises du territoire et ses filières.

La COBAS et ATLANTIC CLUSTER ont souhaité poursuivre le partenariat initié en 2024 pour optimiser l'efficacité de leurs initiatives respectives afin de les mutualiser et assurer une meilleure visibilité pour la filière nautique. Ainsi, le partenariat peut doter l'économie locale d'un moteur supplémentaire. Ainsi, les parties contribuent à la mise en œuvre des dynamiques sur le territoire, permettant d'assurer le succès des entreprises de la filière et de son environnement.

Ce partenariat permet de bénéficier d'une relation privilégiée pour accompagner les entreprises de la filière et facilite les échanges entre elles, et avec les entreprises qui pourraient répondre à des besoins connexes, dans les conditions définies par une convention.

La convention se décline en 4 axes :

- AXE 1 : Développement des entreprises à l'Export ;
- AXE 2 : Accompagnement à la transition écologique de la filière nautique ;
- AXE 3 : Renforcement de l'attractivité des métiers et consolidation de l'offre de formation ;
- AXE 4 : Fédérer et structurer la filière nautique.

Les différents axes sont développés dans la convention.

Par conséquent, il est proposé d'attribuer une subvention de 10 000 € à ATLANTIC CLUSTER pour l'année 2025.

La présente convention est conclue pour une durée de douze mois, non renouvelable par tacite reconduction, correspondant à la période de versement de la subvention et au contrôle de son utilisation définis à l'article 3 de la convention.

Les crédits relatifs à ce partenariat ont été prévus et votés dans le cadre du Budget Primitif 2025 du budget principal.

VU le traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne, notamment en ses articles 107 et 108,
VU le règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission Européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides de minimis publié au JOUE L 352 du 24 décembre 2013,
VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le projet de convention annexé,
VU l'avis favorable de la Commission emploi, développement économique et promotion du territoire du 18 mars 2025,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025.

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement d'une subvention de 10 000 € à ATLANTIC CLUSTER ;
- **PROCEDER** au renouvellement de l'adhésion à ATLANTIC CLUSTER dans les conditions définies dans ses statuts associatifs (loi 1901) ;
- **ADOPTER** les actions définies dans la convention, jointe à la présente délibération ;
- **HABILITER** la Présidente à signer ladite convention ainsi que tout acte afférent ;
- **IMPUTER** les crédits correspondants au budget principal sur l'exercice concerné.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH * COBAS Bassin d'Arcachon Sud Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

CONVENTION DE FINANCEMENT DE L'ATLANTIC CLUSTER PAR LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BASSIN D'ARCACHON SUD POUR L'ANNEE 2025

ENTRE LES SOUSSIGNEES :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD (COBAS), dont le siège est à ARCACHON, 2 Allée d'Espagne, 33120 Arcachon, représentée par Madame Marie-Hélène DES ESGAULX, agissant en qualité de Présidente,

Ci-après dénommée « COBAS »,

D'UNE PART,

Et :

L'association CLUSTER NAUTIQUE ET NAVAL DE NOUVELLE AQUITAINE, association régie par la loi du 1er Juillet 1901, siège social : 1, rue de la Trinquette - 17000 LA ROCHELLE, dont les statuts ont été déposés à la Préfecture de la Charente-Maritime le 11 Juillet 2017 et publiés au Journal Officiel du 30 septembre 2017 représentée par sa Présidente, dûment habilitée à cet effet,

Ci-après dénommée « CLUSTER NAUTIQUE ET NAVAL DE NOUVELLE AQUITAINE » ou « ATLANTIC CLUSTER »,

D'AUTRE PART,

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

PREAMBULE :

L'ATLANTIC CLUSTER entend contribuer significativement au développement des activités des entreprises de la région Nouvelle-Aquitaine.

Son programme d'actions pour l'année 2025 annexé à la présente convention se concentre autant sur le développement des entreprises et la structuration de la filière qu'à l'accompagnement à la transition écologique de la filière et au renforcement de l'attractivité des métiers et de l'offre de formation afin de répondre aux difficultés de recrutements des professionnels du secteur.

L'ATLANTIC CLUSTER assiste également par son expertise les collectivités sur des sujets qui les concerne.

ARTICLE 1 - Objet de la convention

Elle a pour objet de définir les engagements réciproques des parties pour la réalisation du programme d'actions d'appui à la filière nautique et navale sur le territoire de la COBAS pour l'année 2025 dont les axes prioritaires sont les suivants :

- **AXE 1 : Développement des entreprises à l'Export**

  - Soutenir le développement à l'export en accompagnant les entreprises sur des salons internationaux et en développant le projet d'un Club Export pour partager les retours d'expériences marchés et définir les orientations stratégiques de nouveaux marchés entre ses membres.

- **AXE 2 : Accompagnement à la transition écologique de la filière nautique**

  - Sensibiliser les entreprises à adopter une démarche de Responsabilité Sociétale à l'échelle de la filière en les informant sur les enjeux réglementaires, environnementaux et économiques d'une telle démarche et en soutenant celles qui le souhaitent dans sa mise en œuvre, en collaboration avec BA2E et la COBAS.
  - Le Pôle Environnement de la COBAS agissant sur les différentes filières de traitement, de valorisation, de réutilisation et de recyclages des déchets liés à la construction des navires, l'Atlantic Cluster favorisera aux travers de ses actions l'adhésion des acteurs du bassin à ces filières.

- **AXE 3 : Renforcement de l'attractivité des métiers et consolidation de l'offre de formation**

  A travers le Club RH de l'Atlantic Cluster :

  - Accompagner les entreprises dans leurs enjeux de ressources humaines (RH) en mobilisant les dispositifs régionaux existants et ceux des partenaires
  - Travailler en étroite collaboration pour mettre en place des formations, des forums de l'emploi, des dating pour répondre aux attentes de la filière.
  - Partager les bonnes pratiques et tester de nouvelles solutions pour améliorer les conditions de travail et réduire le turn-over des salariés au sein des entreprises

- **AXE 4 : Fédérer et structurer la filière nautique**

  - ♦ Faciliter la mise en réseau des entreprises lors d'évènements, organiser des temps d'échanges propices au développement de projets collaboratifs tels que Afterwork, réunions des différentes commissions du Cluster, Tables rondes thématiques, …) en collaboration avec BA2E et la COBAS.

ARTICLE 2 - Montant, modalités et conditions de versement de la subvention attribuée par la COBAS.

La COBAS a décidé d'allouer à l'ATLANTIC CLUSTER une subvention pour l'année 2025, d'un montant de 10 000 EUROS.

Cette subvention sera versée de la manière suivante :
50 % à la signature et 50% au vue de l'évaluation du rapport d'activité.

ARTICLE 3 - Communication de documents

L'association ATLANTIC CLUSTER s'engage à remettre au plus tard le **30/02/2026** l'ensemble des éléments de vérification suivants :

- Présentation des objectifs et du programme d'actions prévisionnel pour l'année 2025 ;
- Présentation des éléments statutaires (statuts mis à jour, compte-rendu des assemblées générales et des conseils d'administration) ;
- Présentation du compte rendu financier et des annexes dûment certifiées par le comptable ainsi que du rapport de ce dernier ;

ARTICLE 4 - Information relative à l'intervention financière de la COBAS

L'ATLANTIC CLUSTER s'engage à faire mention en permanence, pendant toute la durée de la convention, de l'aide financière apportée par la COBAS sur tous les supports de communication ayant un rapport direct avec l'objet de la subvention (éditions, expositions, invitations, dossiers de presse, supports multimédias, etc. …).

L'ATLANTIC CLUSTER s'engage également à apposer le logotype de la COBAS sur tous les supports de communication écrits.

Par ailleurs, durant la durée de cette convention, la COBAS sera autorisée à communiquer, sur tout support qu'elle jugera utile, sur l'existence de ce présent partenariat avec l'ATLANTIC CLUSTER.

ARTICLE 5 – Responsabilité - Assurances

Les activités de l'ATLANTIC CLUSTER sont placées sous sa responsabilité exclusive.

Il doit avoir souscrit tout contrat d'assurance de manière à ce que la COBAS ne puisse pas être recherchée ou inquiétée.

ARTICLE 6 - Condition d'utilisation de la subvention

Le reversement des sommes déjà attribuées pourra être exigé s'il apparaît que le montant de l'opération subventionnée est moindre que celui envisagé au moment de la décision d'octroi.

Il est expressément convenu que l'utilisation de la subvention à des fins autres que celles définies par la présente convention entraînerait le remboursement des sommes versées par la COBAS et l'annulation de la subvention accordée.

ARTICLE 7 - Suivi d'activités par la COBAS

La réalisation du plan d'actions cité en article 1 sera évaluée par la COBAS sur la base d'un rapport d'activités concernant les différents axes détaillés à l'article 1 et comprenant des indicateurs de conjoncture pour la filière nautique et navale sur le territoire de Région Nouvelle Aquitaine :

- S'agissant de la conjoncture pour la filière nautique et navale sur la Région et à l'échelle de la COBAS :
  - Nombre des adhérents comprenant la typologie des entreprises, le volume global de chiffre d'affaires réalisé par les entreprises adhérentes de l'ATLANTIC CLUSTER et l'évolution selon leur taille
  - Effectifs salariés cumulés des entreprises membres et évolution selon leur taille

- S'agissant de l'activité de l'ATLANTIC CLUSTER :
  - Mise en place d'indicateurs de suivi des actions menées par le CLUSTER
  - Développer des supports de présentation et communication du CLUSTER
  - Nombre d'entreprises accompagnées en collectif
  - Nombre d'évènements organisés et indicateurs quantitatifs sur la participation

La COBAS pourra procéder à tout contrôle ou investigation qu'elle jugera utile tant directement que par des personnes ou organismes qu'elle aura mandatés pour s'assurer du bien-fondé des actions subventionnées entreprises par l'ATLANTIC CLUSTER et du respect de ses engagements vis-à-vis de la COBAS.

ARTICLE 8 - Contrôle financier

Sur simple demande de la COBAS au cours de l'exercice, l'ATLANTIC CLUSTER devra communiquer tous les documents comptables et de gestion aux fins de vérification.

ARTICLE 9 - Obligations diverses - Impôts et taxes

L'ATLANTIC CLUSTER se conformera aux prescriptions législatives et réglementaires relatives à l'exercice de son objet.

En outre, il fera son affaire personnelle de toutes les taxes et redevances présentes ou futures constituant ses obligations fiscales de telle sorte que la COBAS ne puisse être recherchée ou inquiétée en aucune façon à ce sujet.

ARTICLE 10 - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de douze mois, non renouvelable par tacite reconduction, correspondant à la période de versement de la subvention et au contrôle de son utilisation.

Fait à Arcachon, en deux exemplaires originaux, le

Madame Marie-Hélène DES ESGAULX
Représentante la COBAS,
en sa qualité de Présidente

Représentante l'ATLANTIC CLUSTER
en sa qualité de Présidente

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085873

N° DEL-2025-04-038

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Geneviève BORDEDEBAT **N° DEL-2025-04-038**

CONVENTION DE PARTENARIAT NON FINANCIER 2025 AVEC DOMOFRANCE

Mes Chers Collègues,

La COBAS, de par sa compétence économique, peut initier et impulser des actions ou des partenariats pour accompagner le développement des entreprises du territoire.

Dans ce cadre, il a été instauré un Pôle Économique permettant d'accueillir les porteurs de projets innovants et les entreprises novatrices dans leurs différentes phases de croissance (incubateur, pépinière et hôtel d'entreprises).

Afin de mener à bien cette action, il est proposé de nouer un partenariat avec DOMOFRANCE. Ce partenariat non financier et aux services des entreprises permettra d'accéder au dispositif d'accompagnement DOMOFRANCE dans les conditions définies par la convention jointe en annexe.

Elle permet d'accéder, soit à un accompagnement financier, soit à un accompagnement en développement.

DOMOFRANCE et la COBAS conviennent de mettre en place leur collaboration sur la base de principes suivants :

- Identification de référents métier DOMOFRANCE, dans des domaines techniques (qui seront fonction du domaine d'activité requis), lesquels seront susceptibles de mener, des actions visant à contribuer au développement des start'up, en complément de l'accompagnement dispensé par le Pôle Économique, et sans obligation de résultat,
- Partage par lesdits référents métiers de leur carnet d'adresse professionnel :
  - Réseau d'industriels
  - Centres de compétences ou de compétitivité
  - Partenaires DOMOFRANCE
- DOMOFRANCE sollicite les dispositifs d'accompagnement de l'innovation, (ALINOV...), au profit des start'up du Pôle Economique de la COBAS, développant une offre répondant à l'un des 5 chantiers prioritaires de « Vivant »,
- Mise en synergie des projets portés par les start'up accueillies par le Pôle Économique de la COBAS avec d'autres projets connexes déjà portés par DOMOFRANCE,
- Analyse des prestations proposées par les start'up du Pôle Économique de la COBAS, afin de favoriser leur adéquation avec les besoins du marché,
- Participation aux différents comités d'agrément qui seront réalisés tout le long de l'année par ledit Pôle,

- Possibilité ouverte aux start'up de présenter leurs produits ou services pour des éventuels tests au sein d'un établissement DOMOFRANCE dans le cadre d'une formule « Open Innovation »,
- DOMOFRANCE pourra orienter vers cet écosystème des salariés issus de sa société ou de ses filiales, qui seraient en phase idéation de création d'entreprise innovante.

Dans le cadre de l'appel à projet et de La COBAS'Innovation organisé chaque année au printemps par le Pôle Économique de la COBAS visant à promouvoir les projets innovants :

- DOMOFRANCE pourra concourir à un prix décerné à l'un des lauréats désignés via un prix « coup cœur » sous une forme financière ou de temps d'ingénierie alloué par un expert salarié de DOMOFRANCE. En contrepartie, toutes les communications réalisées dans le cadre de cet événement mentionneront le partenariat avec DOMOFRANCE (logos page, ...),

- Le référent de DOMOFRANCE fera partie du jury de manière à mettre en avant les critères d'éligibilité propres à ces comités d'engagement, et notamment : l'impact social en termes d'emplois, d'éthique et conformité, de caractère RSE territorial ou technologique en lien avec l'activité DOMOFRANCE.

Toute prestation complémentaire qui pourrait s'avérer indispensable (conseil, étude, etc.) fera l'objet d'un avenant à la présente convention, dans le respect du Code de la commande publique applicable à DOMOFRANCE.

Ce nouveau partenariat avec DOMOFRANCE constitue une reconnaissance avérée de notre action économique.

La convention prend effet à la date de sa signature et sera effective pendant 12 mois, renouvelable sous condition qualitative d'avancement. À l'issue de l'année, un bilan de l'impact économique sera réalisé afin d'évaluer le succès du projet.

La COBAS souhaite multiplier, autour de grandes entreprises, établissements public et parapublics, d'autres partenariats afin d'offrir des opportunités de réseaux pour accompagner, aider et conseiller nos entreprises dans leur croissance.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le projet de convention annexé,
VU l'avis favorable de la Commission emploi, développement économique et promotion du territoire en date du 18 mars 2025,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** le partenariat non financier avec DOMOFRANCE ;
- **ADOPTER** les actions définies dans la convention jointe en annexe ;
- **HABILITER** la Présidente à signer ladite convention ainsi que tout acte afférent.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

Publié le 15 AVR. 2025

CONVENTION DE DEVELOPPEMENT ET DE PARTENARIAT NON FINANCIER

ENTRE LES SOUSSIGNEES

La Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud – Pôle Economique

Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI), collectivité territoriale située 2, allée d'Espagne – 33120 ARCACHON,

Administration publique générale représentée par **Madame Marie-Hélène DES ESGAULX sa Présidente,** dument habilitée par délibération n° DEL-2025-04-

Ci-après dénommée **« COBAS »,**

D'UNE PART

ET :

DOMOFRANCE

Société Anonyme d'HLM au capital de 82 020 807,63 Euros dont le siège social est 110 avenue de la Jallère 33042 BORDEAUX CEDEX, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX,

Représentée par Directeur Général, ayant tous pouvoirs à cet effet, en vertu des statuts de ladite société.

Ci-après dénommée **« DOMOFRANCE »,**

D'AUTRE PART

Également dénommées ensemble « les Parties » ou séparément une « Partie ».

IL A PRÉALABLEMENT ÉTÉ RAPPELÉ CE QUI SUIT :

La **COBAS** a pour mission principale la gestion en commun d'équipements et de services publics, le développement économique et le pilotage de projets d'aménagement ou d'urbanisme.

Depuis plusieurs années, la COBAS cherche à développer et à soutenir le tissu économique local, en axant particulièrement ses efforts et ses moyens sur les jeunes entreprises innovantes, dans les domaines du numérique, de la santé ou du développement durable. Elle souhaite pour cela attirer et ancrer de nouveaux talents au sein de son territoire.

L'Agglomération s'est dotée depuis 2022 de locaux dédiés au sein de son **Pôle Économique** avec un incubateur, une pépinière et un hôtel d'entreprises, qui accueillent des start'up afin de les aider dans leur développement et dans la structuration de leur projet.

Sa volonté est d'accompagner ces entrepreneurs dans leurs différentes phases de croissance, afin de leur permettre de grandir dans les meilleures conditions, sur un territoire dynamique et dans un cadre économique privilégié.

Le Pôle Économique de la COBAS lance des appels à projets qui s'articulent autour de 3 grandes thématiques : Santé /e-santé, développement durable et numérique.

Les solutions recherchées toucheront notamment les domaines de :

- La mobilité verte, le maritime, l'énergie verte
- La santé, la sécurité, la téléassistance, …
- Les objets connectés, la domotique, l'habitat

Attendu que le **Pôle Économique** de la COBAS s'appuie sur les acteurs majeurs de l'innovation du territoire pour soutenir ses appels à projets, grâce à la mobilisation, la technopôle Bordeaux Technowest, la French Tech Bordeaux et de BPI France.

La société **DOMOFRANCE**

Acteur au service du territoire

DOMOFRANCE est une Entreprise Sociale pour l'Habitat (ESH) fondée à BORDEAUX en 1958. D'un champ d'action bordelais puis girondin, DOMOFRANCE s'inscrit désormais sur tout le territoire néo-aquitain, et produit 20% des logements sociaux en Nouvelle-Aquitaine, ce qui en fait un acteur majeur et référent de l'habitat social.

Filiale d'Action Logement Immobilier, DOMOFRANCE favorise l'accès au logement et gère ainsi plus de 41 200 logements, soit l'équivalent de 112 700 personnes logées, installées dans toute la Nouvelle Aquitaine. Elle répond à un enjeu de société majeur en privilégiant la réussite du parcours résidentiel depuis les besoins spécifiques des étudiants, salariés d'entreprises, jeunes actifs jusqu'aux solutions pour ses locataires

en perte d'autonomie, dont une clientèle « sénior ».

Un nouveau projet d'entreprise « Vivant »

Pour répondre à ces enjeux, DOMOFRANCE a établi son nouveau projet stratégique 2024-2028 « Vivant ». Il est résolument tourné vers l'avenir. Fruit de notre travail collectif, cette feuille de route sur 5 ans nous invite à changer dans la continuité.

Décarbonation, qualité de service et utilité sociale, management & organisation, data & digitalisation, développement & relais de croissance : les 5 facettes de « Vivant » incarnées par DOMOFRANCE, se déclinent dans tous nos métiers. Elles s'inscrivent dans les valeurs qui ont fait la force de DOMOFRANCE depuis plus de soixante-cinq ans, comme dans les orientations portées par son actionnaire, le groupe Action Logement.

Les 5 chantiers prioritaires de « Vivant » 2024-2028 sont :

- La décarbonation pour loger durablement
- Un service de qualité pour toujours plus d'utilité sociale
- Un management et une organisation repensés pour un collectif vivant
- La data et la digitalisation pour mieux nous développer
- Le développement et les relais de croissance au service des territoires

DOMOFRANCE a placé la responsabilité au cœur de sa mission d'intérêt général. En effet, DOMOFRANCE est le premier bailleur social certifié B Corp sur le plan national. Cette certification exigeante distingue les entreprises ayant un impact environnemental, sociétal et social, ainsi qu'un fonctionnement transparent et éthique.

DOMOFRANCE s'est aussi engagée dans une démarche globale d'amélioration continue ; pour cela, elle est labellisée ISO 9001 pour le management de la qualité, ISO 50001 pour le management énergétique, NF Habitat pour la qualité de construction.

Développer l'innovation, l'expérimentation et la capitalisation, valoriser et diffuser les résultats

DOMOFRANCE souhaite être proactif et innover, dans le cadre de partenariats privilégiant l'écosystème local, avec de nouvelles solutions permettant de répondre aux 5 chantiers prioritaires de son plan stratégique.

Les défis qui se dressent à présent imposent de conjuguer proximité, performance et un haut niveau de service aux territoires. Il convient d'anticiper les nouveaux modes d'habiter de demain, d'accompagner les transformations urbaines et plus que jamais de répondre avec exigence aux attentes des entreprises du territoire pour soutenir l'emploi.

C'est tout naturellement que DOMOFRANCE s'intéresse au développement des entreprises du **Pôle Économique** de la COBAS.

En conséquence, les Parties se sont rapprochées et ont convenu d'unir leurs efforts pour faciliter et conforter l'exécution des projets hébergés par le Pôle

Economique.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention (ci-après la « **Convention** ») a pour objet de définir les conditions dans lesquelles les Parties conviennent de coopérer et mutualiser leurs ressources dans la mise en œuvre des actions qu'elles sont amenées à concevoir à destination des entreprises innovantes, dans les meilleures conditions possibles et dans le respect de leurs modalités respectives d'accompagnement.

La Convention ne crée entre les Parties aucun lien de subordination, ne confère aucun mandat à **DOMOFRANCE** (à moins d'un mandat exprès écrit et distinct pour les besoins d'une intervention particulière) et ne crée aucune association commune, société en participation, ou groupement entre les Parties qui restent totalement indépendantes l'une de l'autre.

Aucune des Parties ne peut être engagée vis-à-vis de l'autre au-delà des termes de la Convention par laquelle **DOMOFRANCE** n'est tenu qu'à une obligation de moyens.

En aucun cas, la **COBAS** n'est tenue de faire appel aux services de **DOMOFRANCE** autres que ceux objets de la Convention. Elle est libre d'y recourir selon les considérations d'opportunités dont elle est seule juge.

L'objet de la Convention de partenariat est :

- De formaliser les relations de partenariat entre la **COBAS** et **DOMOFRANCE,**
- De définir les modalités de collaboration au bénéfice des start'up en création et en développement

D'un commun accord entre les Parties, toute action commune et mutualisation, ou mise à disposition de moyens d'une Partie au profit de l'autre, ou de l'une des entreprises ou entrepreneur accompagnés, qui ne serait pas expressément prévue par la Convention, fait l'objet d'un acte séparé.

D'une manière générale, les deux Parties s'engagent sur les principes de partenariats suivants :

- Volonté de transparence de l'information échangée,
- Respect mutuel de la confidentialité imposée par les sujets abordés,
- Respect mutuel vis-à-vis de la conservation de l'identité (marque, culture…) spécifique des deux partenaires,
- Echanges professionnels se basant sur une confiance réciproque.

Article 2 - Engagement de DOMOFRANCE

2.1. **DOMOFRANCE** et la **COBAS** conviennent de mettre en place leur collaboration sur la base de principes suivants :

- Identification de référents métier **DOMOFRANCE,** dans des domaines techniques (qui seront fonction du domaine d'activité requis), lesquels seront susceptibles de mener, des actions visant à contribuer au développement des start'up, en complément de l'accompagnement dispensé par le Pôle Economique, et sans obligation de résultat.
- Partage par lesdits référents métiers de leur carnet d'adresse professionnel :
  - Réseau d'industriels
  - Centres de compétences ou de compétitivité
  - Partenaires **DOMOFRANCE**
- **DOMOFRANCE** sollicite les dispositifs d'accompagnement de l'innovation, (ALINOV…), au profit des start'up du **Pôle Économique** de la COBAS, développant une offre répondant à l'un des 5 chantiers prioritaires de « Vivant ».
- Mise en synergie des projets portés par les start'up accueillies par le Pôle Economique de la COBAS avec d'autres projets connexes déjà portés par DOMOFRANCE,
- Analyse des prestations proposées par les start'up du **Pôle Économique** de la COBAS, afin de favoriser leur adéquation avec les besoins du marché,
- Participation aux différents comités d'agrément qui seront réalisés tout le long de l'année par ledit Pôle,
- Possibilité ouverte aux start'up de présenter leurs produits ou services pour des éventuels tests au sein d'un établissement **DOMOFRANCE** dans le cadre d'une formule « Open Innovation »,
- **DOMOFRANCE** pourra orienter vers cet écosystème des salariés issus de sa société ou de ses filiales, qui seraient en phase idéation de création d'entreprise innovante.

2.2. **Dans le cadre de l'appel à projet et de la COBAS'Innovation** organisés chaque année au printemps par le Pôle Economique de la COBAS visant à promouvoir les projets innovants :

- **DOMOFRANCE** pourra concourir à un prix décerné à l'un des lauréats désignés via un prix « coup cœur » sous une forme financière ou de temps d'ingénierie alloué par un expert salarié de **DOMOFRANCE**. En contrepartie, toutes les communications réalisées dans le cadre de cet événement mentionneront le partenariat avec **DOMOFRANCE** (logos page, …),
- Le référent identifié à l'article 5 fera partie du jury de manière à mettre en avant les critères d'éligibilité propres à ces comités d'engagement, et notamment : l'impact social en termes d'emplois, d'éthique et conformité, de caractère RSE territorial ou technologique en lien avec l'activité **DOMOFRANCE**.

2.3. Toute prestation complémentaire qui pourrait s'avérer indispensable (conseil, étude, etc.) fera l'objet d'un avenant à la présente Convention, dans le respect du Code de la commande publique applicable à DOMOFRANCE.

Article 3 - Engagements de la COBAS

3.1. **Le Pôle Économique** de la COBAS informera **DOMOFRANCE** des mesures prises pour la mise en œuvre des projets qu'elle héberge,

3.1.1. et notamment par l'action des chargés de mission sur site qui travailleront avec les acteurs locaux et mèneront les actions prospectives et de promotion des projets hébergés pour dynamiser le tissu économique local,

3.1.2. et par les moyens déployés pour accueillir les porteurs de projet.

3.2. **Le Pôle Économique** de la COBAS s'engage à informer **DOMOFRANCE**, dans les meilleurs délais, de toute difficulté (notamment financière) qu'elle pourrait rencontrer, susceptible de compromettre la bonne exécution de ses projets.

3.3. **Le Pôle Économique** de la COBAS affichera le partenariat entre les deux établissements sur les événements en lien avec le **Pôle Économique**.

3.4. **Le Pôle Économique** de la COBAS pourra mentionner sur tous les documents de communication du **Pôle Économique** le partenariat avec **DOMOFRANCE**

Le non-respect des engagements mentionnés est une clause de résiliation de la présente Convention.

Article 4 – Obligations de moyens

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre les ressources humaines et logistiques dont elles disposent pour mener à bien les opérations convenues entre elles. Elles conviennent expressément qu'elles ne sont tenues à aucune obligation de résultat quant à l'aboutissement des opérations et ne sauraient voir leur responsabilité engagée à ce titre.

Article 5 - Suivi de la Convention

Chacune des Parties désigne un responsable de la bonne exécution de la présente Convention de partenariat et de la décision de reconduire celle-ci :

- pour DOMOFRANCE : Directeur Projets Innovation Technique
- pour la COBAS : Directeur du Pôle Économique

Article 6 - Confidentialité

Chaque Partie s'engage à garder confidentielles les informations signalées comme telles, de quelque nature qu'elles soient, qu'elle aura pu recueillir au cours de l'exécution de la Convention.

Chacune des Parties informera les membres de son personnel impliqués dans la mise en œuvre de cette Convention de l'obligation qui leur est faite de garder confidentielles les informations qui leur seraient désignées comme telles par les correspondants des autres Parties, de ne pas les communiquer, ni les dupliquer, ni les divulguer à des tiers.
A cette fin, les Parties prendront ou feront prendre à leur personnel tout engagement nécessaire.

L'obligation de confidentialité demeurera tant que la Partie propriétaire de l'information confidentielle n'aura pas donné son accord préalable et écrit à la divulgation, et ce pendant la durée de la Convention et une durée d'un (1) an à compter du terme anticipé ou normal de la Convention.

Article 7 - Publicité de la Convention

Les Parties conviennent de la possibilité pour chacune d'elles de mentionner à des tiers l'existence et l'objet de la Convention, y compris sur leur site intranet et/ou internet.

Toute communication externe faite par le **Pôle Économique** de la COBAS pourra inclure la mention « accompagné par **DOMOFRANCE »,** si celle-ci est en lien avec la Convention.

En revanche, le contenu détaillé de la Convention ne pourra être divulgué à des tiers qu'avec l'accord préalable écrit de l’autre Partie.

Article 8 – Conditions financières

Le présent partenariat est gratuit.

Article 9 - Entrée en vigueur et durée

La Convention entrera en vigueur à la date de sa signature, pour une durée d’un (1) an, renouvelable sous condition qualitative d’avancement : à l’issue de l’année, un bilan de l’impact économique sera réalisé afin d’évaluer le succès du projet.

Tout renouvellement donnera lieu à un avenant écrit signé des deux Parties.

Article 10 - Résiliation

10.1. Cette Convention pourra être résiliée à tout moment :

- soit par accord mutuel écrit des Parties,
- soit à la demande d'une des Parties, sous réserve de notification (lettre recommandée avec accusé de réception) écrite au Référent de l'autre Partie, nommé à l'Article 5, avec préavis d'un (1) mois au minimum avant la date souhaitée pour la résiliation.

10.2. En cas d'inexécution par l'une des Parties, de l'une ou l'autre de ses obligations prévues au titre de la présente Convention, l'autre Partie pourra, après envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet dans un délai de trente (30) jours, résilier de plein droit tout ou partie de la Convention.

Article 11 - Règlement des différends

Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente Convention, que les Parties ne pourraient résoudre à l'amiable dans un délai de deux (2) mois à compter de la lettre recommandée avec accusé de réception notifiant de manière détaillée l'objet du différend et les demandes d'actions correctives attendues de l'autre Partie, sera soumise à la requête de la Partie la plus diligente au Tribunal Administratif de BORDEAUX compétent.

Article 12 - Droit applicable

La présente Convention est soumise au droit français et est établie en deux (2) exemplaires originaux signés par chacune des Parties.

Article 13 – Domiciliation

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les Parties soussignées élisent domicile, à savoir :

- Pour la **COBAS** : 2 allée d'Espagne 33120 Arcachon
- Pour **DOMOFRANCE :** 110 avenue de la Jallère 33042 Bordeaux Cedex

A La Teste de Buch, le

Pour la COBAS La Présidente	Pour DOMOFRANCE Le Directeur Général
Marie-Hélène DES ESGAULX	

CHAQUE PAGE DEVRA ÊTRE PARAPHÉE PAR LES PARTIES

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085875

N° DEL-2025-04-039

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Karine DESMOULIN **N° DEL-2025-04-039**

CONVENTION DE PARTENARIAT NON FINANCIER AVEC L'ORDRE DES AVOCATS DU BARREAU DE BORDEAUX 2025

Mes Chers Collègues,

La COBAS est dotée sur son territoire d'un écosystème d'entreprises innovantes avec son Pôle Économique. Il permet d'héberger et d'accompagner les porteurs de projets et start'up innovantes.

La collectivité impulse et initie des partenariats pour accompagner le développement économique de ces entreprises.

Il est proposé de poursuivre cette action, et de créer un nouveau partenariat avec l'Ordre des avocats du Barreau de Bordeaux. Cette collaboration va permettre de développer des interventions concrètes et efficaces au bénéfice des justiciables et des acteurs économiques sur des thématiques liées à l'entreprenariat.

L'objectif est de :

- Faciliter la mise en place de temps d'échanges thématiques en lien avec l'activité économique, accessibles aux acteurs économiques du territoire de la COBAS ;
- Envisager des dispositifs constants ou mobiles pour proposer des rencontres entre avocats et acteurs économiques.

Pour la mise en œuvre de ces actions de formation, l'Ordre des avocats du Barreau de Bordeaux se charge d'inviter des avocats volontaires à réaliser ces interventions. La COBAS propose le lieu pour accueillir ces échanges et s'engage à fournir la logistique nécessaire à la tenue de ces rencontres.

Ce partenariat est une nouvelle reconnaissance de notre action économique.

La convention prend effet à la date de sa signature et sera effective pendant 24 mois. Elle pourra être renouvelée par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de trois mois.

La collectivité souhaite multiplier autour de grandes entreprises, établissements publics et parapublics, d'autres partenariats afin d'offrir des opportunités de réseaux pour accompagner, aider et conseiller les entreprises du territoire dans leur croissance.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le projet de la convention de partenariat joint en annexe,

VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** le partenariat non financier avec l'Ordre des avocats du Barreau de Bordeaux ;
- **ADOPTER** les actions définies dans la convention ;
- **HABILITER** la Présidente à signer ladite convention ainsi que tout acte afférent.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

COBAS Bassin d'Arcachon Sud Communauté d'Agglomération - ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH

Publié le 15 AVR. 2025

Convention de Partenariat entre la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud et l'Ordre des Avocats du Barreau de Bordeaux

Entre les parties ci-après désignées :

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, ayant son siège au 1010 avenue de l'Europe, 33260 La Teste de Buch, représentée par Madame Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, ci-après appelée la COBAS,

L'Ordre des Avocats du Barreau de Bordeaux, dont le siège est situé à la Maison de l'Avocat, 1 rue de Cursol, 33000 Bordeaux, représenté par Bâtonnier de l'Ordre des Avocats de Bordeaux, ci-après dénommé « le Barreau de Bordeaux » ou « l'Ordre ».

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE ET PRÉSENTATION DES SIGNATAIRES

Considérant que le Barreau de Bordeaux assume des missions de service public et concourt au service public de la Justice. Le Barreau de Bordeaux est un ordre professionnel ayant notamment pour mission :

- De veiller à l'observation des devoirs des avocats ainsi qu'à la protection de leurs droits ;
- De maintenir les principes de probité, de désintéressement, de modération et de confraternité sur lesquels repose la profession et d'exercer la surveillance que l'honneur et l'intérêt de ses membres rendent nécessaire ;
- De veiller à ce que les avocats satisfassent à leur obligation de formation continue et, plus largement, de traiter toute question relative à l'exercice de la profession d'avocat ;
- De contribuer, par ses actions et aux côtés de ses membres, à développer l'accès au droit pour tous les justiciables.

Considérant que l'action de l'Ordre des Avocats du Barreau de Bordeaux est toujours guidée par les valeurs fondamentales de la profession d'avocat : dignité, conscience, indépendance, probité et humanité ;

Considérant que la COBAS est une intercommunalité regroupant les villes d'Arcachon, de La Teste-de-Buch, de Gujan-Mestras et du Teich ; ayant pour objet la coordination et le développement d'actions dans les compétences suivantes : le développement économique, la gestion des déchets, les transports, l'urbanisme et l'environnement ;

Considérant que les collectivités territoriales sont des partenaires essentiels dans l'accès au droit, la diffusion d'information sur des cadres réglementaires et l'accompagnement juridique des acteurs économiques ;

Considérant que :

- Le Barreau de Bordeaux, en tant qu'institution professionnelle, a pour mission de défendre les droits et les intérêts de ses membres, d'assurer la discipline et la déontologie de la profession, et de favoriser l'accès au droit et à la justice pour tous les citoyens ;
- La COBAS est attentive à ce que les acteurs économiques bénéficient de conseils juridiques ;
- Les deux parties souhaitent renforcer leur coopération pour développer des actions concrètes et efficaces au bénéfice des justiciables et des acteurs économiques sur des thématiques liées à l'entreprenariat.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente Convention a pour objet de définir les modalités de collaboration entre la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud et l'Ordre des Avocats du Barreau de Bordeaux pour la mise en œuvre de projets.

Article 2 : Actions visant concrètement à une information juridique

En collaborant, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud et le Barreau de Bordeaux s'engagent à favoriser auprès des acteurs économiques du territoire de l'intercommunalité l'accès à une information juridique sur des sujets communément définis. Les parties conviennent d'étendre éventuellement les termes de la coopération.

2.1 Organisation de formation juridiques

- Faciliter la mise en place de temps d'échanges thématiques en lien avec l'activité économique, accessibles aux acteurs économiques du territoire de la COBAS ;
- Envisager des dispositifs constants ou mobiles pour proposer des rencontres entre avocats et acteurs économiques ;

2.2 Modalité de la mise en œuvre des actions de formation

- Le Barreau de Bordeaux se charge d'inviter des avocats volontaires à réaliser ces interventions ;
- La COBAS propose des lieux pour accueillir ces échanges et s'engage à fournir la logistique nécessaire à la tenue de rencontres ;
- Les deux parties informent les acteurs économiques des lieux, horaires et modalités d'accès à ces interventions.

Article 3 : Sur l'utilisation de supports de communication

Les Parties s'engagent à développer les moyens de communication adaptés à chaque action, favorisant l'information des dispositifs mis en œuvre.

- La COBAS s'engage à utiliser ses canaux de communication pour informer les acteurs économiques sur les actions et événements susceptibles de les intéresser ;
- Le Barreau de Bordeaux et la COBAS s'engagent à utiliser les logos des deux parties pour toute communication officielle relative aux actions et événements entrant dans leur collaboration.

Article 4 : Durée

La présente convention est conclue pour une durée de deux (2) ans à compter de la date de signature. Elle pourra être renouvelée par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des parties avec un préavis de trois mois.

Article 5 : Suivi

Un comité de suivi, composé d'au moins quatre (4) membres représentant de manière égale les deux parties, se réunira au moins une fois par an pour évaluer la mise en œuvre des actions réalisées et proposer des ajustements si nécessaires.

Les Parties pourront, décider de mener ensemble toute étude pouvant enrichir leurs réflexions communes et étendre les domaines de collaboration.

Article 6 : Modification de la présente convention

Toute modification de la présente convention devra faire l'objet d'un avenant écrit et signé par les deux parties. Les demandes de modification devront être adressées par écrit au moins trois mois avant la date souhaitée d'entrée en vigueur de la modification. Le comité de suivi sera chargé d'examiner les propositions de modification et de formuler un avis avant leur adoption.

Fait à , le

Madame la Présidente de Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud	**Madame le Bâtonnier du Barreau de Bordeaux**

Madame Marie-Hélène DES ESGAULX

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085876

N° DEL-2025-04-040

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Christelle JECKEL **N° DEL-2025-04-040**

PARTICIPATION FINANCIÈRE A LA QUATRIÈME ÉDITION DE LA PLAGE AUX ENTREPRENEURS 2025 - ARCACHON

Mes Chers Collègues,

Grâce à son cadre environnemental privilégié, aux infrastructures modernes et aux nombreuses filières innovantes, la commune d'Arcachon à travers Arcachon Expansion propose tout au long de l'année de nombreuses animations culturelles et festives qui en font une destination « Affaires » à part entière.

Le développement du tourisme d'affaire est un levier incontestable d'attractivité pour la COBAS et joue un rôle essentiel dans la dynamique économique de notre territoire.

Pour sa quatrième édition, le 11 septembre 2025, Arcachon Expansion souhaite mettre à l'honneur les entreprises, les industriels, les producteurs et les artisans, qui s'engagent pleinement dans la fabrication française ou qui souhaitent relocaliser leur activité en France.

Ce rendez-vous du Made in France d'envergure nationale facilitera le partage d'idées pour inspirer, innover et transformer sa façon d'entreprendre. Il se veut être le premier lieu de rencontres et d'échanges pour stimuler, donner envie, oser, encourager à la création et acquérir l'esprit d'entreprendre à la française.

Avec la « Plage aux Entrepreneurs », cette manifestation ambitionne donc de :

- Encourager la création, stimuler l'innovation et propager l'esprit entrepreneurial autour du Made in France,
- Rencontrer des figures emblématiques de l'entrepreneuriat à la française,
- Valoriser les savoir-faire nationaux,
- Participer activement à l'élan en faveur de la souveraineté économique française et s'engager dans la transition écologique,
- Créer du lien et des synergies autour de la fabrication française,
- Encourager la relocalisation et les acteurs locaux,
- Mettre en lumière ceux qui s'engagent pour être force de proposition et source d'inspiration,
- Parler Humain, d'histoire de vie, de quête de sens, et de savoir-faire.

Au programme de cette quatrième édition, des partages d'expériences, des témoignages d'entrepreneurs, ainsi que des débats autour du sens de l'entreprise, de l'humain, de l'action, du challenge. Une journée riche en échanges et expériences autour du thème « désirabilité et compétitivité du Made in France.

Le budget prévisionnel de cette opération est estimé à **169 450 euros**.

Le plan de financement prévisionnel, joint en annexe, est le suivant :

- Participation Arcachon Expansion	39 450 €
- Participation COBAS	30 000 €
- Origine France Garantie	80 000 €
- Crédit Mutuel SO	20 000 €

À ce titre, et compte tenu de de la volonté de soutenir cette dynamique économique majeure du Bassin d'Arcachon, la COBAS apportera une subvention de 30 000 €.

Ces crédits ont été prévus et votés dans le cadre du Budget Primitif 2025 du budget principal.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU la convention de partenariat et le tableau de financement prévisionnel annexés,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement d'une subvention de fonctionnement de 30 000 € à Arcachon Expansion pour la quatrième édition de la « Plage aux Entrepreneurs » 2025 ;
- **HABILITER** la Présidente à signer la convention jointe en annexe et tous documents relatifs à ce dossier ;
- **IMPUTER** les crédits correspondants au budget principal sur l'exercice concerné.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH * COBAS Bassin d'Arcachon Sud Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

ENTRE LES SOUSSIGNES :

ARCACHON EXPANSION, établissement public local à caractère industriel ou commercial situé au MA.AT- 22 boulevard du Général Leclerc - Esplanade Pompidou à Arcachon (33120) représenté par sa Directrice Générale en exercice,

Ci-après dénommé « ARCACHON EXPANSION »,
D'une part,

ET :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, située 2 allée d'Espagne à ARCACHON (33120) représentée par Madame Marie-Hélène DES ESGAULX, sa Présidente,

Ci-après dénommée « COBAS »,
D'autre part,

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

Grâce à son cadre environnemental privilégié, aux infrastructures modernes et aux nombreuses filières innovantes, la commune d'Arcachon à travers ARCACHON EXPANSION propose tout au long de l'année de nombreuses animations culturelles et festives qui en font une destination « Affaires » à part entière.

Le développement du tourisme d'affaires est un levier incontestable d'attractivité pour la commune et la COBAS et joue un rôle essentiel dans la dynamique économique de notre territoire.

Pour sa quatrième édition, le 11 septembre 2025 au Palais des Congrès d'Arcachon, ARCACHON EXPANSION souhaite mettre de nouveau à l'honneur les entreprises, les artisans, les producteurs et les industriels qui s'engagent pleinement dans la fabrication française ou qui souhaitent relocaliser leur activité en France.

Ce rendez-vous à rayonnement national facilitera le partage d'idées pour inspirer, innover, transformer sa façon d'entreprendre. Il se veut être le premier lieu de rencontres et d'échanges pour stimuler, donner envie, oser, encourager à la création, acquérir l'esprit d'entreprendre à la française.

Dans le cadre de l'organisation de cet évènement il a été décidé de permettre la conclusion d'un contrat de partenariat.

Ceci exposé, il a été convenu et arrêté ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

Cette convention a pour objet de préciser les conditions de partenariat entre la COBAS et ARCACHON EXPANSION.

Article 2 : Engagements de la COBAS

- Versement d'une contribution de 30 000,00 €.
- Mention du partenariat sur son site internet avec un lien vers le site d'ARCACHON EXPANSION.
- Participation à la promotion de la manifestation : dans ses propres établissements destinés à recevoir du public.

Article 3 : Engagements d'ARCACHON EXPANSION

ARCACHON EXPANSION s'engage à inviter la COBAS pendant toute la durée de la manifestation.

ARCACHON EXPANSION s'engage à annoncer le partenariat par le positionnement du logo de la COBAS sur les différents supports de communication suivants destinés à la promotion et communication de l'évènement.

Article 4 : prise d'effet - durée de la convention

La présente convention de partenariat est conclue entre la COBAS et ARCACHON EXPANSION. Elle débutera à la date de signature de cette dernière et s'achèvera de plein droit et sans formalité, le 11 septembre 2025 à la fin de la manifestation.

Article 5 : Clause financière

La présente convention de partenariat est conclue sur la base du versement par la COBAS d'une subvention de 30 000,00 €. Elle sera versée à ARCACHON EXPANSION à l'issue de l'événement sur présentation de pièces justificatives et d'un rapport d'activités relatant le déroulé de la manifestation.

Article 6 : Avenant

La présente convention pourra faire l'objet d'avenant.

Article 7 : Confidentialité

Chacune des parties s'engage à considérer les dispositions de la présente convention comme étant confidentielles et à ne pas les communiquer à des tiers sans l'accord écrit de l'autre partie.

Article 8 : Résiliation

Chacune des parties pourra résilier la convention, de plein droit, à tout moment et sans préavis au cas où l'une ou l'autre des parties manquerait à ses obligations contractuelles. En ce cas, le manquement sera constaté par lettre recommandée à la partie défaillante.

Article 9 : Election de domicile - Litiges

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domiciles en leurs adresses respectives, telles que déclarées en tête de la présente autorisation.

En cas de litige, la COBAS et ARCACHON EXPANSION privilégieront la recherche d'une solution amiable.

A défaut d'entente amiable, le contentieux sera porté devant le Tribunal de Bordeaux, juridiction compétente.

Toutes les notifications et significations seront réputées régulièrement faites aux domiciles élus et mentionnées en tête des présentes.

Fait en deux exemplaires originaux, à Arcachon le

La COBAS	**ARCACHON EXPANSION**
Marie-Hélène DES EGAULX Présidente de la COBAS	Directrice Générale

Budget prévisionnel Plage aux Entrepreneurs 2025

DEPENSES HT	2025
ACCOMPAGNEMENT PRESTATAIRE EXTERIEUR	**62 950,00 €**
Concept "Entre nous"	62 950,00 €
TECHNIQUE, LOGISTIQUE ET SECURITE	**79 000,00 €**
Mobilier et Décoration	**15 000,00 €**
Installations techniques	**15 000,00 €**
Restauration (base 450 pax)	**35 000,00 €**
Café d'accueil et pauses	
Cocktail déjeunatoire	
Déplacement intervenants	**5 000,00 €**
Hébergements	**5 000,00 €**
Location véhicules	**2 000,00 €**
Sécurité	**2 000,00 €**
COMMUNICATION	**27 500,00 €**
Total des Dépenses	**169 450,00 €**

RECETTES HT	2025
PARTENAIRES	**130 000,00 €**
ORIGINE FRANCE GARANTIE	80 000,00 €
COBAS	30 000,00 €
CREDIT MUTUEL SO	20 000,00 €
AUTRES PARTENAIRES	
Participation Arcachon Expansion	**39 450,00 €**
Total des Recettes	**169 450,00 €**

- €

Arcachon, le 27 février 2025

Directrice Générale d'Arcachon Expansion

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085877

N° DEL-2025-04-041

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Christelle JECKEL **N° DEL-2025-04-041**

DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS AU COMITE LOCAL POUR L'EMPLOI

Mes Chers Collègues,

La loi pour le Plein Emploi, adoptée en décembre 2023, a instauré une nouvelle gouvernance du service public de l'emploi, devenant le Réseau pour l'Emploi en France.

Cette réforme vise à améliorer la coordination et la coopération entre les différents acteurs de l'emploi et de l'insertion, en créant des comités pour l'emploi (CLE) à différents niveaux territoriaux :

- Comité National pour l'Emploi
- Comités Territoriaux
    - Régionaux (stratégie régionale globale emploi/formation)
    - Départementaux (priorités d'actions)
    - Locaux (plan d'actions locaux, dans le cadre des orientations départementales).

Les CLE sont des instances de concertation et de coordination au niveau local. Ils sont co-présidés par l'État (Sous-Préfet) et les représentants des collectivités territoriales et incluent une large représentation des partenaires sociaux, des opérateurs de l'emploi, et des représentants des usagers.

Ils ont pour mission de définir des stratégies locales de l'emploi et de les traduire de manière opérationnelle. Ces instances prennent la suite des SPEP (Service Public de l'Emploi de Proximité) qui étaient présidés par l'État.

Ainsi, un Comité Local pour l'Emploi est créé à l'échelle de l'arrondissement d'Arcachon. Chaque intercommunalité du territoire y dispose d'un siège et doit pour ce faire désigner un représentant titulaire et un suppléant (élu et/ou technicien).

Afin de bien articuler cette instance avec les travaux menés par les EPCI dans le cadre du Pays BARVAL, via la plateforme Connect'ences, le Pays BARVAL participera à ce comité en tant qu'invité permanent (représentation technique).

Il est proposé de désigner les représentants suivants :

Représentant titulaire	Représentant suppléant
Marie-Hélène DES ESGAULX	**Sylvie BANSARD**

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** les désignations ci-dessus des représentants au Comité Local pour l'Emploi (CLE).

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

COBAS Bassin d'Arcachon Sud Communauté d'Agglomération
ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH

Publié le 15 AVR. 2025

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085878

N° DEL-2025-04-042

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Brigitte GRONDONA **N° DEL-2025-04-042**

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU BUREAU DES JEUNES DU CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS DE LA COBAS

Mes Chers Collègues,

Dans le cadre du soutien à la jeunesse et à la vie associative, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud souhaite attribuer une subvention de 500 euros à l'association "Bureau des Jeunes" du Centre de Formation des Apprentis (CFA) BASSIN FORMATION rattaché à la COBAS, sans autonomie financière. Cette aide a pour objectif de soutenir les actions menées en faveur de l'animation et de la cohésion des jeunes apprentis au sein de l'établissement.

Justification de la subvention :

- L'association "Bureau des Jeunes" est une association déclarée sous le régime de la loi 1901, œuvrant pour le développement de projets éducatifs et culturels à destination des apprentis du CFA ;
- Le soutien financier apporté permettra d'accompagner des initiatives en faveur du bien-être des jeunes, de leur intégration et de leur épanouissement dans le cadre de leur formation ;
- Conformément aux articles L.1611-4 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT), cette subvention s'inscrit dans l'exercice des compétences optionnelles de la COBAS en matière de formation et d'insertion des jeunes.

Procédure et modalités de versement :

- L'association bénéficiaire doit fournir un relevé d'identité bancaire et une attestation précisant l'objet de la subvention et son affectation ;
- Le versement sera effectué après validation par délibération du Conseil Communautaire et engagement des crédits correspondants ;
- Une attestation d'utilisation de la subvention pourra être demandée a posteriori afin de garantir la bonne affectation des fonds.

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.1611-4 relatif aux subventions aux associations,
VU le budget de la COBAS et les crédits disponibles pour les subventions aux associations,
VU la demande de subvention du 20 février 2025 présentée par l'association "Bureau des Jeunes" du CFA rattaché à la COBAS,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **ATTRIBUER** une subvention de 500 euros à l'association "Bureau des Jeunes" du CFA rattaché à la COBAS ;
- **AUTORISER** la Présidente à signer tous les documents nécessaires à l'exécution de cette décision ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les crédits correspondants au budget annexe Bassin Formation sur l'exercice concerné.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud
Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085879

N° DEL-2025-04-043

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Nathalie DELFAUD **N° DEL-2025-04-043**

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION PLURIANNUELLE AVEC LA MISSION LOCALE - 2025

Mes Chers Collègues,

La Mission Locale a pour mission l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire dans le cadre d'un parcours d'insertion personnalisé en s'appuyant sur les dispositifs de formation, les mesures relatives à l'emploi, et sur le réseau partenarial institutionnel, associatif et économique.

Les modalités partenariales sont définies dans l'avenant n°1 lequel prévoit la contribution financière de la collectivité à l'activité de la Mission Locale.

Pour l'année 2025, la subvention de fonctionnement de la COBAS s'élève à 182 182 € (arrondis) soit 2,56 €/ habitant pour une population de 71 165 habitants sur la base des données liées à la publication des populations légales au 1er janvier 2025.

Les crédits nécessaires ont été prévus et inscrits au Budget Primitif 2025 du budget principal de la collectivité.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU la délibération n° DEL-2024-06-077 du Conseil Communautaire du 26 juin 2024 approuvant la convention pluriannuelle de partenariat entre la « Mission Locale du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre », et la COBAS,
VU le projet d'avenant n° 1 joint en annexe,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **HABILITER** la Présidente à signer l'avenant n° 1 à la convention pluriannuelle de partenariat entre la « Mission Locale du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre », et la COBAS, joint en annexe ;
- **AUTORISER** le versement de la somme correspondante pour l'année 2025, selon les conditions prévues par l'avenant n° 1 ;
- **IMPUTER l**es crédits correspondants au budget principal de la collectivité.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 20
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 19 (May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Philippe BUSSE, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, François DELUGA ayant donné pouvoir à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES ayant donné pouvoir à Christelle JECKEL, Karine DESMOULIN, Sophie DEVILLIERS, Bruno DUMONTEIL, Yves FOULON ayant donné pouvoir à Patrice BEUNARD, Jean-Jacques GERMANEAU, Yves HERSZFELD, Xavier PARIS, Dominique POULAIN, Gérard SAGNES)

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

AVENANT N° 1 à la convention pluriannuelle de partenariat Avec la Mission Locale du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre

- Année 2025 –

ENTRE

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud- COBAS, sise 2, allée d'Espagne à Arcachon 33120 et représentée par sa Présidente Marie-Hélène DES ESGAULX, habilitée par délibération du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2025.

ET

La Mission Locale du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre, sise 12 rue du Parc de l'Estey, à la Teste de Buch (33260) et représentée par son Président, habilité par décision du Conseil d'administration en date du 22 juin 2022.

Article 1 : Objet de l'avenant

Le présent avenant n° 1 à la convention pluriannuelle, approuvée le 26 juin 2024, a pour objet de procéder au versement de la participation financière de la COBAS pour l'activité de la Mission Locale du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre au titre de l'année 2025.

Article 2 : Modalités de paiement

La COBAS s'engage à verser à la Mission Locale du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre une participation financière de 182 182 € (arrondis) correspondant à la publication de la population légale en vigueur au 1er janvier 2025 à savoir 71 165 habitants et sur la base de 2,56 € par habitant pour l'année 2025.

Le versement de la subvention s'effectuera comme suit :

- 80 % à la signature du présent avenant soit 145 745,60 €,
- 20 % au 31 octobre 2025 soit 36 436,40 € **sur présentation d'un pré-bilan de l'activité.**

Les versements de la subvention devront faire l'objet d'une demande écrite de l'association**.**

Les bilans d'activités et financiers devront être remis à la COBAS au plus tard dans le 1er semestre de l'année N+1.

Article 3 : Durée de l'avenant

Le présent avenant n° 1 est établi pour une durée d'1 an, soit du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025. Il prendra effet après son approbation par le Conseil Communautaire et sa transmission au contrôle de légalité.

Fait à Arcachon, le …….

La Présidente de la COBAS

Marie-Hélène DES ESGAULX

Le Président de la Mission Locale
du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085880

N° DEL-2025-04-044

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Chantal DABE **N° DEL-2025-04-044**

APPROBATION DU CONTRAT TERRITOIRE LECTURE (CTL) ETABLI ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, LE DEPARTEMENT DE LA GIRONDE ET LA DRAC NOUVELLE-AQUITAINE POUR LES ANNEES 2025, 2026 ET 2027

Mes Chers Collègues,

La COBAS soutient le développement de la culture sur l'ensemble du territoire, visant un accès pour tous à une offre de services de qualité et de proximité. Au travers d'un engagement mutualisé avec les 4 communes, elle œuvre conjointement au développement de la lecture publique avec le réseau des médiathèques.

Afin de poursuivre cette volonté, un projet de Contrat Territoire Lecture (CTL) a été rédigé conjointement par l'État (DRAC Nouvelle-Aquitaine), le Département de la Gironde et la COBAS.

Les Contrats Territoire Lecture sont des dispositifs de partenariat sur 3 ans entre l'État et les collectivités territoriales. Ils s'intègrent dans une dimension intercommunale et dans un travail de mise en réseau des politiques de lecture publique.

Dans cette logique, il est proposé d'articuler le Contrat Territoire Lecture de la COBAS autour de ces 3 axes :

- Axe 1 : Le réseau des médiathèques comme outil fédérateur au travers de la réalisation d'un diagnostic sur l'année 2025 et de la rédaction d'un schéma intercommunal de lecture publique permettant de formaliser les moyens et les orientations du réseau des médiathèques pour les années à venir.

- Axe 2 : Le réseau des médiathèques accessible à tous les publics et notamment les publics éloignés au travers d'actions et de services adaptés, travaillés en transversalité et complémentarité avec les acteurs du territoire identifiés par le diagnostic.

- Axe 3 : Le réseau des médiathèques comme acteur et accompagnateur des transitions en mettant à disposition de tous les usagers des ressources physiques et numériques qui nourrissent leurs connaissances et réflexions sur les questions environnementales, d'éducation aux médias et à l'information, d'esprit critique et plus largement d'engagement citoyen.

La dotation annuelle allouée au CTL ainsi que les moyens autres sont validés chaque année par les signataires, sur la base de propositions faites par le comité de pilotage.

Pour l'année 2025, il est programmé un diagnostic de territoire de la lecture publique exécuté par l'agence ABCD pour un montant de 30 090 € TTC, retenue à l'issue d'une consultation. Il a pour objectif de proposer des scenarii et un plan d'actions pluriannuel en adéquation avec les résultats obtenus, et les attentes et besoins de la collectivité.

Ce plan d'actions sera annexé au Contrat Territoire Lecture à l'issue de l'étude et sera soumis à l'approbation du Conseil Communautaire. L'Etat et la COBAS s'engageront, alors à co-financer le plan d'actions découlant du CTL.

Chaque année les actions envisagées seront étudiées et validées sous réserve de l'approbation des budgets et cofinancements respectifs.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le marché n° 2025-25-12 ainsi que le mémoire technique de l'agence ABCD,
VU l'annexe n° 1 portant sur la composition du comité de pilotage,
VU le projet de Contrat Territoire Lecture établi entre la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, le Département de la Gironde et la DRAC Nouvelle-Aquitaine pour les années 2025, 2026 et 2027,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** le Contrat Territoire Lecture établi entre la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, le Département de la Gironde et la DRAC Nouvelle-Aquitaine pour les années 2025, 2026 et 2027 ;
- **AUTORISER** la Présidente à signer la convention ainsi que tous les documents afférents pour la mise en application de la présente délibération ;
- **AUTORISER l**a Présidente à solliciter toutes participations financières pour la mise en œuvre de cette opération, en particulier toutes subventions et à signer tout document afférent à l'attribution et à l'encaissement des recettes ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les crédits correspondants au budget principal sur l'exercice concerné.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

Publié le 15 AVR. 2025

PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE
Liberté
Égalité
Fraternité

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

Gironde
LE DÉPARTEMENT

CTL

CONTRAT TERRITOIRE LECTURE

2025-2027

Convention-cadre

État

Département de la Gironde

Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud



ENTRE

L'État représenté par le préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité du Sud-Ouest, préfet de la Gironde,

Et par délégation, la directrice régionale des affaires culturelles de Nouvelle-Aquitaine,

Ci-après dénommé « l'État »

Le Département de la Gironde représenté par M. Jean-Luc GLEYZE, président du Conseil Départemental agissant en vertu de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982.

Ci-après dénommé « le Département »

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, représentée par sa présidente, Mme Marie-Hélène DES ESGAULX, autorisée par délibération du conseil communautaire du 9 avril 2025.

Ci-après dénommé « la COBAS »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

Préambule :

L'État soutient régulièrement les collectivités locales dans leurs actions en faveur du développement de la lecture et de la réduction des inégalités d'accès à la culture.

Depuis 2010, l'État encourage les collectivités à renforcer les liens entre les acteurs culturels, sociaux et éducatifs de leurs territoires, au travers des Contrats Territoire Lecture (CTL), dispositif souple et ouvert, permettant d'élaborer et de financer conjointement des plans d'action concertés, avec le souci de toucher en priorité les territoires et les populations les plus éloignés de la lecture, et de permettre la réalisation d'actions de mise en réseau des structures de lecture publique et d'actions culturelles autour du livre et de la lecture.

Le Département de la Gironde, via sa bibliothèque départementale « biblio.gironde » assure une mission d'aménagement et d'animation du territoire pour le développement de la lecture publique. Dans le cadre de cette ambition, il est lié aux 4 communes de la COBAS par une convention de partenariat spécifique.

La Communauté d'Agglomération soutient le développement de la culture sur l'ensemble du territoire, visant un accès pour tous à une offre de services de qualité et de proximité. Au travers d'un engagement mutualisé avec les 4 communes, elle œuvre conjointement au développement de la lecture publique avec le réseau des médiathèques, l'accès à l'enseignement et la pratique artistique avec le réseau des Conservatoires et écoles de musique et prochainement à l'accès à l'art avec la création d'une Microfolie.

L'enjeu culturel global est de faire émerger une stratégie culturelle intercommunale en cohérence avec le projet global de territoire et ses enjeux, dans une dynamique de projet partagé et transversal, impliquant les différentes parties prenantes du territoire.

Ce projet en cohérence avec le projet de territoire de l'agglomération, viendra s'adosser aux politiques publiques conduites par l'EPCI en matière de politique sociale, éducative et de formation, environnementale et de santé.

Afin de poursuivre ce travail de mutualisation et de coopération, la COBAS souhaite s'engager conjointement avec l'État et le Département de la Gironde dans une démarche de développement et de formalisation de la politique de lecture publique intercommunale.

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de préciser les engagements et les contributions de chacune des parties dans leurs champs d'intervention respectifs dans le cadre du dispositif du Contrat Territoire Lecture (CTL), ainsi que les modalités et niveaux de coopération au cours des trois années à venir.

Le CTL repose sur le réseau des médiathèques municipales mises en réseau par la COBAS, qui constitue l'infrastructure essentielle à la mise en œuvre du dispositif sur le territoire.

Afin d'assurer une gouvernance partagée et une coordination efficace, le Comité de pilotage (COPIL) du CTL intègre les maire-adjoints délégués à la culture des communes membres, en plus des représentants de la COBAS, du Département de la Gironde et de la DRAC Nouvelle-Aquitaine. Leur participation vise à assurer une représentation équitable des collectivités et une concertation adaptée aux réalités de chaque ville.

D'autres partenaires territoriaux pourront également être approchés pour être associés à cette démarche, en fonction des besoins et des opportunités identifiés au cours de la mise en œuvre du CTL.

Article 2 : Diagnostic territorial

Le Contrat Territoire Lecture repose sur une analyse de la réalité du territoire rappelée ci-dessous :

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) est un Établissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) créé le 7 décembre 2001. Elle est composée de quatre communes : Arcachon, La Teste de Buch, Gujan-Mestras et Le Teich, situées en Gironde, et historiquement membres du District Sud Bassin depuis 1974.

Elle s'engage dans un travail de proximité tout en restant à l'écoute des habitants afin d'offrir des services et équipements adaptés à leurs besoins.

Après 24 ans d'existence, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud est véritablement devenue un territoire de projets, une collectivité qui compte au sein de la Nouvelle-Aquitaine. Ainsi, la COBAS est désormais un acteur incontournable des actions et des investissements qui sont mis en œuvre pour le Sud Bassin.

Une population qui augmente essentiellement par l'arrivée de nouveaux habitants sur le territoire[1]

Avec **71 165 habitants** (population totale de référence source Insee 2022) et jusqu'à 200 000 durant la saison estivale, la COBAS est la deuxième plus grosse agglomération de la Gironde, après la métropole de Bordeaux.
Les estimations de l'INSEE prévoient 74 416 habitants à l'horizon 2030.

[1] *Source : Insee (RP1968 à 1999 dénombrements, RP2008 au RP2018 exploitations principales - État civil)*

Des compétences au service de la population

Les compétences et services de la COBAS couvrent plusieurs domaines clés :

- **Environnement** : Gestion des collectes de déchets, des déchèteries et de l'eau via le Pôle Environnement. Un Eco-pôle et **une ressourcerie** sont en projet de construction.
- **Mobilités** : Organisation des transports en commun, développement des pistes cyclables et de voierie et gestion de l'aérodrome.
- **Habitat** : Services liés au logement, incluant l'accès au logement social et l'amélioration de l'habitat.
- **Formation : Le centre de formation** Bassin Formation s'organise autour de 3 grands pôles : Le CFA, l'Atelier de Pédagogie Personnalisé et la formation continue. En tout ce sont plus de 1 100 apprenants.
- **Enfance, solidarités et santé** : L'Accueil de Loisirs Sans Hébergement accueille des enfants des 4 communes. Il sera réhabilité et un nouveau bâtiment ainsi qu'une **Microfolie** y seront construits en 2026. Des programmes de santé publique, soutien social, accueil des gens du voyage.
- **Développement économique** : Soutien aux entreprises locales, avec des structures comme l'incubateur, la pépinière et l'hôtel d'entreprises, ainsi que des initiatives pour l'emploi.
- **Culture et médiathèques** : **Le réseau MusiCOBAS**, écoles et conservatoires de musique, **Réseau des médiathèques** offrant des services culturels aux habitants des quatre communes.
- **Justice de proximité** : Point-Justice fournissant des informations et une assistance juridique aux citoyens.

Ces services illustrent l'engagement de la COBAS à améliorer la qualité de vie de ses résidents en répondant à leurs besoins quotidiens.

Il est à noter que la COBAS porte également une Convention Territoriale Globale avec la Caisse d'Allocation Familiale et les 4 communes du territoire, un Conseil Local en Santé Mentale.

Elle est aussi cosignataire d'un Contrat Local de Santé avec les 2 autres EPCI du Pays Barval, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Nord et la Communauté de Communes du Val de L'Eyre.

La politique culturelle

En ce qui concerne la culture, la collectivité a adopté les compétences optionnelles suivantes :

- « Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » ;
- « Actions musicales d'intérêt communautaire conduites dans le cadre d'une mutualisation des écoles municipales de musique et actions culturelles d'intérêt communautaire ».

La Communauté d'Agglomération œuvre dans ce cadre en faveur du développement de la culture sur l'ensemble du territoire, visant un accès pour tous à une offre de services de qualité et de proximité.

Ainsi la collectivité :

- soutient la coordination du réseau des médiathèques municipales ;
- coordonne le réseau des écoles et Conservatoires de musique municipaux MusiCOBAS ;
- subventionne des associations culturelles d'intérêt communautaires ;
- animera et gèrera la Microfolie intercommunale (ouverture septembre 2026) ;
- collabore avec des partenaires locaux (communes, associations culturelles locales), départementaux (biblio.gironde), régionaux (Drac), nationaux (la Villette) afin de mener des projets transversaux culturels d'intérêt intercommunal.

La Lecture publique

Depuis 2017, la COBAS a inscrit la Lecture Publique comme politique publique d'intérêt communautaire au travers de plusieurs actions de coopération entre les 4 médiathèques municipales du Sud Bassin :

- une coordination tournante entre les directrices des 4 médiathèques entre 2017 et 2022 a été mise en place pour faciliter le travail en réseau ;
- la mise en réseau informatique des médiathèques avec un Système Informatique de Gestion des Bibliothèques et un portail commun depuis 2017 ; Le portail permet d'accéder au catalogue commun, à la réservation des documents, aux actualités et à l'agenda culturel des médiathèques (mediatheques.agglo-cobas.fr) ;
- l'harmonisation des tarifs et la gratuité d'emprunt pour tous les habitants de la COBAS depuis 2020 ;
- la création d'un poste de coordination des actions culturelles en janvier 2022 qui permet d'organiser et de mettre en œuvre le projet culturel de l'agglomération ;
- une mise à jour graphique du portail internet permettant la création d'une identité visuelle réseau en avril 2023 ;
- la coordination d'actions culturelles communes dont les Nuits de la lecture en janvier 2023 et 2024 et Partir en livre en 2024 ;
- la mise en circulation d'une carte réseau à compter de novembre 2023 permettant à l'ensemble des usagers d'emprunter des documents dans les 4 médiathèques du réseau grâce à un abonnement unique. Une convention et un règlement commun ont été rédigés, formalisant ainsi le réseau des médiathèques du Sud Bassin.

La Ville d'Arcachon (11 206 habitants) possède un équipement hybride, le MA.AT, comprenant plusieurs services celui de la Vie associative et des Sports, des associations, l'office du tourisme, un espace gaming, les archives et une Médiathèque-Ludothèque disposant de collections riches de plus de 40 000 documents, tous supports confondus.

La Ville de La Teste de Buch (27 486 habitants) possède une bibliothèque, la Biblio, et dispose de collections riches de plus de 28 000 documents, tous supports confondus.

Elle propose également du prêt de jeux de société et de livres dans les maisons de quartier, indépendamment du fonctionnement de la Biblio.

La Ville de Gujan-Mestras (23 060 habitants) possède un pôle culturel depuis janvier 2024, comprenant un Conservatoire de musique, un auditorium de 60 places, une Ludothèque et la Médiathèque Michel-Bézian déjà existante qui dispose de collections riches de plus de 44 000 documents, tous supports confondus.

La Ville de Le Teich (9 413 habitants) possède un pôle culturel, L'EKLA, comprenant une école de musique, une salle de spectacle de 220 places et une Médiathèque disposant de collections riches de plus de 20 000 documents, tous supports confondus.

Les 4 communes font toutes partie du réseau partenaire « biblio.gironde » du Conseil Départemental de la Gironde.

Un premier diagnostic a été réalisé en 2020 dans le cadre du stage de professionnalisation d'une étudiante de l'INET. Les enjeux de la mission étaient les suivants : offrir un état des lieux avancé, un diagnostic territorial et des pistes de réflexion et propositions d'actions au niveau de la lecture publique et des possibles relations transversales avec le réseau des écoles de musique.

Article 3 : Publics visés

Le Contrat Territoire Lecture signé entre l'État, le Département et la COBAS s'adresse à toutes les tranches d'âges de la population de l'EPCI. Il cible toutefois plus particulièrement les publics éloignés de la lecture pour des raisons sociales, médicales et culturelles.

L'étude réalisée la première année aura pour but d'identifier les publics prioritaires, les non-publics et les partenaires clés du territoire.

Article 4 : Objectifs du CTL

Ce premier CTL signé entre l'État, le Département de la Gironde et la COBAS pour une durée de trois ans (2025-2027) a pour ambition de favoriser le développement de l'accès à la lecture de l'ensemble de la population du territoire dont les plus vulnérables ou porteuses d'enjeux spécifiques : petite-enfance, jeunesse, population éloignée du livre et de la lecture.

Ce CTL contribuera ainsi notamment à faire émerger ou à développer des partenariats locaux pour l'essor des pratiques de lecture publique ainsi qu'à nouer des partenariats entre les politiques de lecture publique et les politiques sociales, environnementales et éducatives menées par les collectivités partenaires et l'Agglomération.

Les enjeux

- Des enjeux de structuration de l'offre de lecture publique
    - Formaliser la politique de lecture publique au travers d'un schéma intercommunal de lecture publique

- Des enjeux de développement culturel, social et éducatif
    - Positionner le réseau des médiathèques comme acteur phare du projet culturel de territoire
    - Participer à l'accès pour tous à la lecture publique et notamment les publics éloignés

- Des enjeux de transversalité avec les autres politiques publiques sociales, environnementales, de la jeunesse, de l'apprentissage et de la santé.

Axe 1 : Le réseau des médiathèques comme outil fédérateur

- 1.1 Structurer l'offre de lecture publique en formalisant un schéma intercommunal de lecture publique.
  Dès 2025, une étude-diagnostic permettra de déterminer les axes majeurs et le plan d'actions pluriannuel du CTL et de la politique de lecture publique.

  1.2 Mailler et promouvoir la lecture sur le territoire et en faciliter l'accès au plus grand nombre en mettant en place des services innovants dans l'objectif de développer la complémentarité entre les services.

  1.3 Organiser des formations et des temps collectifs professionnels autour de thématiques transversales favorisant le travail en réseau.

Axe 2 : Un réseau des médiathèques accessible à tous les publics et notamment les publics éloignés

2.1 Porter une réflexion transversale autour de l'accueil de tous les publics tant au niveau des lieux, des collections, de la formation des professionnels et des services et actions proposés en s'appuyant sur les politiques publiques et les actions déjà menées à l'échelle du territoire : Contrat Local de Santé, Conseil Local en Santé Mentale, Convention Territoriale Globale.

2.2 Identifier les non publics et les publics éloignés du livre et de la lecture pour leur proposer les services les mieux adaptés tels que du portage à domicile, des bibliothèques hors les murs et des points lecture en s'appuyant sur les acteurs locaux déjà existants : CCAS, maisons de quartier, services jeunesses et pôle formation de la COBAS.

Axe 3 : Le réseau des médiathèques comme acteur et accompagnateur des transitions

3.1 Mettre à disposition de tous les usagers des ressources physiques et numériques qui nourrissent leurs connaissances et réflexions sur les questions environnementales, d'éducation aux médias et à l'information, d'esprit critique et plus largement d'engagement citoyen.

3.2 Développer une politique documentaire intercommunale axée sur ces thématiques à travers des fonds, actions et espaces spécialisés et complémentaires entre les médiathèques : fonds tournants, malles thématiques, signalétique, médiation, …

3.3 encourager la création littéraire et faire le lien avec le territoire (ex : résidence d'auteur…)

Article 5 : Engagement des partenaires

Les partenaires s'engagent à tout mettre en œuvre pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le cadre de la présente convention.

L'État, le Département et la COBAS s'engagent conjointement à :

- participer à 1 réunion de pilotage annuelle du projet ;
- participer trois mois au moins avant le terme de la convention à la tenue d'une réunion de bilan et d'évaluation avec les partenaires listés.

L'État s'engage à :

- apporter son soutien technique en termes de conseil ;
- assurer le versement des crédits déterminés en fonction de l'évaluation annuelle et du programme d'actions proposé par la COBAS, étudié et validé en COPIL.

Le Département de la Gironde -biblio.gironde s'engage à :

- apporter son accompagnement technique et matériel (ingénierie, conseil, formation, valorisation, prêt de documents, de matériels numériques et d'animation, etc.) conformément aux conventions de partenariat la liant aux communes concernées par le CTL.

La COBAS s'engage à :

- établir un schéma intercommunal de lecture publique qui constituera une aide à la décision politique pour la structuration et la définition de la politique intercommunale en matière de lecture publique à partir d'une analyse fine de l'existant et des besoins pour les années à venir ;
- coordonner l'ensemble des actions ;
- organiser les comités techniques nécessaires et les comités de pilotage, et les animer
- élaborer et transmettre des bilans et évaluations des opérations afin de garantir la poursuite et l'éventuelle réévaluation de l'aide de l'État.

Article 6 : Fonctionnement du CTL

La coordination

Une cheffe de projet assure la coordination générale du CTL. La coordinatrice des actions culturelles de la COBAS est désignée comme cheffe de projet.

Elle s'engage à fédérer les partenaires autour des actions retenues, à assurer la coordination administrative et logistique des différents projets et s'assure du bon accompagnement des intervenants culturels. Elle travaille en collaboration étroite avec les professionnels des médiathèques et les différents acteurs culturels, sociaux et éducatifs du territoire susceptible d'entrer dans le cadre du CTL.

Pour ce faire, elle s'appuie sur des groupes de travail et deux comités chargés de proposer, développer et conforter les orientations du dispositif. Ils se réunissent avec régularité selon l'actualité du Contrat Territoire Lecture :

- Un comité technique ou groupe projet chargé d'être force de propositions et qui décline en actions opérationnelles les objectifs stratégiques du CTL. Il est constitué à minima de la coordonnatrice du réseau des médiathèques et des directrices des 4 médiathèques municipales.

- Un comité de pilotage, chargé d'impulser, de coordonner et d'évaluer les objectifs stratégiques du CTL.
Il se réunit 1 fois par an : 1er trimestre de chaque année

Il est présidé par la Présidente de la COBAS ou son représentant.

Le comité de pilotage pour le Contrat Territoire Lecture est constitué comme suit :

- la présidente de la COBAS ou son représentant ;
- la vice-présidente en charge de la Culture ou son représentant ;
- la directrice régionale des affaires culturelles ou sa représentante, conseillère pour le livre et la lecture ;
- le président du Département ou son représentant ;
- les élus communautaires en charge de la culture ;
- les maires-adjoints délégués à la culture des communes membres ;
- la directrice de la proximité en charge de la Culture de la COBAS ;
- la coordinatrice des actions culturelles la COBAS ;
- les 4 directrices des médiathèques ou leur représentant.

Ces comités pourront être élargis, en fonction des sujets qui seront évoqués à l'ordre du jour de chacune de ses réunions, à d'autres partenaires institutionnels et/ou privés. Les mentions des représentants pourront être revues en fonction des évolutions de postes et des mandats politiques.

La coordinatrice culturelle de la COBAS assurera l'organisation et l'animation de ces comités (convocations, date et lieu).

Article 7 : Financement

La dotation annuelle allouée au CTL ainsi que les moyens autres sont validés chaque année par les signataires, sur la base de propositions faites par le comité de pilotage.

L'État et la COBAS, après validation par le conseil communautaire, s'engagent à co-financer le programme d'actions découlant du présent contrat.
Le montant de la subvention annuelle de l'État, est fixé chaque année en fonction des actions mises en place à la suite du diagnostic et sur proposition d'un programme d'actions, et s'élève au maximum à 50% de la dépense.

Des financements complémentaires devront être recherchés pour les actions programmées.

Une annexe financière et technique sera conclue chaque année pour la mise en œuvre de ce contrat.

Article 8 : Durée du contrat

Le contrat est conclu pour 3 ans à compter de la date de signature.

Article 9 : Évaluation

Une évaluation annuelle sera réalisée sous l'égide du comité de pilotage, elle portera sur l'ensemble des actions et inclura les données financières.

Article 10 : Résiliation

Dans le cas où l'un des signataires ne tiendrait pas les engagements du contrat, celui-ci pourrait être résilié de plein droit à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée par l'un des signataires avec accusé de réception. Les deux parties conviennent toutefois qu'en cas de difficultés, celles-ci feront l'objet d'une concertation dans le cadre du comité de pilotage en vue de trouver leur résolution.

Fait à Arcachon, en trois exemplaires originaux le

La présidente de la COBAS

Marie-Hélène DES ESGAULX

Le préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine

Représenté par la directrice régionale des affaires culturelles de Nouvelle-Aquitaine

Le président du Département de la Gironde

Jean-Luc GLEYZE

Annexe 1 : Membres du comité de pilotage du Contrat Territoire Lecture

- la Présidente de la COBAS ou son représentant ;
- la Vice-Présidente en charge de la Culture ou son représentant ;
- la Directrice régionale des affaires culturelles ou sa représentante, conseillère pour le livre et la lecture ;
- le Président du Département ou son représentant ;
- les élus communautaires en charge de la culture ;
- la Directrice de la proximité en charge de la Culture de la COBAS ;
- la coordinatrice des actions culturelles la COBAS ;
- les 4 Directrices des médiathèques ou leur représentant.

Ces comités pourront être élargis, en fonction des sujets qui seront évoqués à l'ordre du jour de chacune de ses réunions, à d'autres partenaires institutionnels et/ou privés. Les mentions des représentants pourront être revues en fonction des évolutions de postes et des mandats politiques.

ÉTUDE-DIAGNOSTIC DE LA LECTURE PUBLIQUE SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON DANS LE CADRE D'UN CONTRAT TERRITOIRE LECTURE

Négociations - Février 2025

COBAS









abcd

SOMMAIRE

1 COMPRÉHENSION DU CONTEXTE ET DES ENJEUX

COMMENT NOUS ABORDONS CETTE ETUDE

2 MÉTHODOLOGIE D'INTERVENTION ET PLANNING

1 ORGANISATION GÉNÉRALE MISE EN PLACE ET DÉROULÉ DÉTAILLÉ DES DIFFÉRENTES PHASES DE L'ÉTUDE- DIAGNOSTIC

2 OUTILS METHODOLOGIQUE UTILISÉS

3 MODALITÉS D'ANIMATION ET DE CONCERTATION

4 TYPOLOLOGIE ET NOMBRE DE RENCONTRE/RÉUNIONS

5 RESTITUTIONS : NATURE ET DÉTAIL DES DOCUMENTS RENDUS

6 EXEMPLES DE DOCUMENTS REMIS LORS DE MISSIONS SIMILAIRES

7 CALENDRIER D'INTERVENTION

8 RESPECT DES DÉLAIS D'EXÉCUTION

3 MOYENS HUMAINS ET RÉFÉRENCES SIMILAIRES

1 PRÉSENTATION DE L'EQUIPE

2 MOYENS MATÉRIELS

3 RÉFÉRENCES DANS LE DOMAINE DE LA LECTURE PUBLIQUE ET LA CRÉATION DE RÉSEAU

4 PRISE EN COMPTE DES CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES

1

COMPRÉHENSION DU CONTEXTE ET DES ENJEUX

COMMENT NOUS ABORDONS CETTE ÉTUDE

> Une agglomération déjà active dans le développement de la lecture publique, aux côtés des communes

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) a inscrit la Lecture Publique comme politique publique d'intérêt communautaire depuis 2017. A ce titre, elle a engagé plusieurs actions de coopération :

- La coordination entre les 4 médiathèques du territoire, d'abord via une coordination tournante entre directrices entre 2017 et 2022, puis par la création d'un poste de coordinatrice des actions culturelles depuis 2022
- La mise en réseau informatique des médiathèques avec un logiciel de gestion commun et la mutualisation des fonds de collections depuis 2017
- L'harmonisation des tarifs et la gratuité d'emprunt pour tous les habitants de la COBAS depuis 2020
- La création d'un portail internet commun et d'une identité visuelle pour le Réseau en avril 2023
- La coordination d'actions culturelles communes dont les nuits de la lecture en 2023 et 2024 et Partir en livre en 2024
- La mise en circulation d'une carte Réseau depuis novembre 2023, avec la rédaction d'une convention et d'un règlement commun
- Le lancement d'un Contrat Territoire Lecture pour 2025-2027

Cet historique du réseau montre la **montée en puissance de la coopération intercommunales** entre 4 structures restées municipales.

Les communes sont également très actives dans la gestion de leurs médiathèques dont plusieurs sont intégrées dans des pôles culturels ou hybrides : la médiathèque-ludothèque au sein du MA.AT à Arcachon ; la médiathèque Michel- Bézian à Gujan-Mestras qui est comprise dans un nouveau pôle culturel avec le Conservatoire de musique, l'auditorium et la ludothèque ; la médiathèque du Teich qui fait partie du pôle culturel L'EKLA ainsi qu'une école de musique et une salle de spectacle. Seule la Biblio de La Teste de Buch est un équipement entièrement dédié à la lecture publique.

> La réflexion stratégique pour dynamiser l'offre de lecture publique

La COBAS a décidé de formaliser son projet culturel de territoire dans les années à venir. Elle a également défini les grands axes de CTL 2025-27, à savoir la formalisation de la politique de lecture publique, les publics éloignés et le développement durable.

C'est dans ce cadre que la réflexion est engagée sur le développement de la lecture publique sur le territoire de la COBAS. **L'échelon intercommunal,** parce qu'il est plus adapté aux logiques de réseau et de coopérations territoriales, offre **un terrain de réflexion opportun** pour penser l'amélioration du service de lecture publique actuel.

Evoluer vers une plus grande structuration intercommunale de la lecture publique implique de mieux comprendre comment celle-ci s'organise sur le territoire en situant chacun des équipements en termes d'offres et de services, de moyens, de fonctionnement et de dynamiques en cours. Pour ce faire, il s'agit d'actualiser le diagnostic réalisé en 2020, de s'appuyer sur le travail mené par la coordinatrice et les responsables des médiathèques, de formaliser ce qui existe déjà, de montrer la plus-value des actions engagées, de relever les manques et les marges de progression.

C'est tout le sujet de la première phase de l'étude qui présentera un **diagnostic de la lecture publique**, de ses points forts et faibles au regard de besoins du territoire et des attentes de ses habitants. Ce diagnostic sera élargi aux dynamiques territoriales, qui sont spécifiques au territoire de la COBAS : augmentation de la population (séniors, familles), problématiques autour de l'habitat et de la mobilité, fréquentation touristique, populations éloignées de la culture, etc. On s'intéressera plus particulièrement aux croisements existants et potentiels entre la lecture publique et les autres politiques publiques (enfance – jeunesse, éducation, formation, solidarités et santé, sports, environnement, mobilités, habitat, économie, etc.).

Sur la base de ce diagnostic élargi, nous identifierons **les enjeux politiques de la lecture publique**, en combinant les échelles communale et intercommunale, pour formuler ensuite les **axes d'évolution de l'offre de lecture publique**. L'objectif principal est d'apporter aux élus une **aide à la décision politique**, d'aboutir à une vision du territoire et de la place que la lecture publique peut y tenir.

COMMENT NOUS ABORDONS CETTE ÉTUDE

> Vers un schéma intercommunal de lecture publique en phase avec les besoins et attentes du territoire

A partir de ces axes, il s'agira de proposer différents scénarii pour le développement de la lecture publique en faisant varier **les modalités de structuration** possibles (coopération, mutualisation) et **le degré d'intervention de la COBAS**. Le scénario, une fois choisi, sera affiné pour aboutir à **une feuille de route opérationnelle du réseau**, sous la forme d'un plan d'actions.

Tout l'enjeu de l'étude sera celui d'aboutir in fine à un **schéma co-construit** avec les acteurs concernés qui réponde aux besoins du territoire. C'est pourquoi l'ensemble des phases s'appuiera sur des visites sur le terrain, des temps rencontres avec les élus et les équipes des bibliothèques.

Phase de négociation :

Nous vous faisons parvenir, dans le cadre de la négociation engagée par la COBAS, notre nouvelle offre. Pour répondre aux besoins définis, nous avons supprimé le séminaire d'élus prévu en début de phase 1 (les élus pourront être conviés à l'atelier participatif qui est maintenu) et nous avons intégré les frais de déplacement dans le prix journée.
La cheffe de projet sera disponible le 18 ou le 20 mars pour le lancement de la mission avec le COTECH.

2

MÉTHODOLOGIE D’INTERVENTION ET PLANNING

2.1 ORGANISATION GÉNÉRALE MISE EN PLACE ET DESCRIPTIF DÉTAILLÉ DES DIFFÉRENTES PHASES DE L'ÉTUDE- DIAGNOSTIC : SCHEMA METHODOLOGIQUE

PHASE 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL

1. Lancement de l'étude

Comité technique de lancement (sur place)

2. Analyse territoriale et entretiens stratégiques

Profil du territoire et analyse de l'environnement socioéconomique

Entretiens avec les élus et services intercommunaux et communaux (sur place / visio)

Entretiens avec les partenaires institutionnels (visio)

3. État des lieux de la lecture publique

Recueil des données relatives à la lecture publique

Visites des 4 structures du réseau et entretiens

Analyse et consolidation des données pertinentes pour l'état des lieux

4. Elaboration du diagnostic élargi

Rédaction du diagnostic territorial et de la lecture publique, cartographie et benchmark

Comité technique (visio) : présentation du diagnostic et ajustements éventuels

Comité de pilotage (sur place) : Présentation du diagnostic

PHASE 2 : PRÉCONISATIONS / SCÉNARII DE DÉVELOPPEMENT DE LA LECTURE PUBLIQUE

1. Définition concertée des perspectives d'évolution de la politique de lecture publique

~~1 temps de séminaire avec les élus~~

1 atelier de travail participatif autour des perspectives d'évolution, avec les partenaires

2. Elaboration de scénarii de développement de la lecture publique

Présentation des scénarii, préconisations, benchmark

Comité technique (visio) : présentation des scénarii et ajustements

Comité de pilotage (sur place) : présentation des scénarii ajustés et choix d'un scénario

PHASE 3 : ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTIONS

1. Proposition d'un plan d'actions

2. Finalisation du plan d'actions

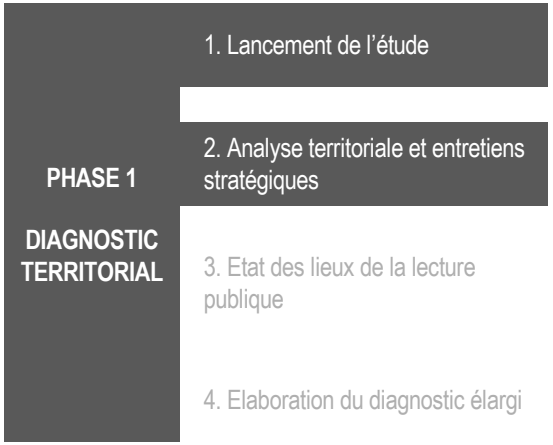
Rédaction du plan d'actions

Comité technique (visio) : présentation du plan d'actions et ajustements

Comité de pilotage (sur place) : présentation du pla d'actions final et validation

2.1 ORGANISATION GÉNÉRALE MISE EN PLACE ET DESCRIPTIF DÉTAILLÉ DES DIFFÉRENTES PHASES DE L'ÉTUDE- DIAGNOSTIC : DEROULE DÉTAILLÉ

PHASE 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL



1. Lancement de la mission

> Echange préalable avec la personne en charge de suivi de la mission à la COBAS

Afin d'organiser au mieux le comité technique de lancement, et notamment les visites qui le suivront, échange par téléphone ou visio en amont sur des sujets :

- De présentation du réseau, du CTL, des grands projets, les dynamiques déjà en œuvre
- De présentation de la mission et des attendus généraux
- De la composition des instances de suivi et de validation (comité technique et de pilotage)

> Comité technique sur place (COTECH) : lancement de l'étude

Un comité technique permettra de lancer l'étude, d'échanger avec la collectivité autour du projet :

- Recalage des objectifs de l'étude et des attentes de la maîtrise d'ouvrage.
- Calage du planning et des échéances de la mission.
- Présentation de la méthodologie d'ABCD et définition des procédures de travail.
- Établissement de la liste des interlocuteurs à rencontrer : élus communautaires/communaux, équipes des bibliothèques, partenaires institutionnels, autres acteurs culturels et sociaux…

2. Analyse territoriale et entretiens stratégiques

> Profil du territoire et analyse de l'environnement socioéconomique

A partir des données existantes et à disposition de la collectivité (synthèse INSEE, contrats et diagnostics portés par la collectivité : convention territoriale globale, contrat local de santé, conseil local de santé mentale, plan de mobilité, programme local de l'habitat), nous procéderons à l'analyse des grandes particularités sociologiques, démographiques, géographiques et économiques du territoire.

- **Démographie** : répartition de la population, niveau d'enseignement primaire et secondaire, catégories socio-économiques, indicateurs sociaux (chômage, précarité, réussite scolaire, illettrisme, illectronisme, ...).

- **Aspects sociologiques et économiques** : contexte économique et social, mobilité sur et hors du territoire, modes de déplacement, habitat, vie artistique et culturelle, pratiques culturelles et non culturelles (commerces, emploi) et déplacements induits, ...

Ces données seront mises en perspective avec des données nationales, départementales et/ou d'autres territoires comparables afin d'aboutir à une lecture complète des enjeux de développement territorial et de bien situer les enjeux de la lecture publique sur le territoire de la COBAS.

> Entretiens avec les élus et services intercommunaux et communaux concernés (une dizaine) : nous échangerons sur les objectifs fondamentaux de l'évolution de la lecture publique, les besoins des habitants, les capacités de développement du réseau, les marges de manœuvre financières potentielles de la COBAS et des communes, les optimisations attendues sur les moyens actuellement déployés, les projets d'équipements.

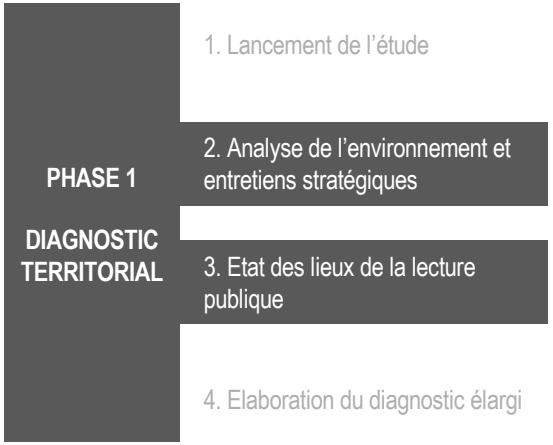
> Entretiens avec les partenaires institutionnels (DRAC conseiller livre et lecture, Médiathèque Départementale) : ces entretiens permettront de recueillir le point de vue des partenaires sur le paysage local de la lecture publique, d'échanger sur les évolutions attendues pour ce territoire et de préciser les soutiens que peuvent attendre la COBAS et les communes de la part de ces partenaires.

3. Etat des lieux de la lecture publique et benchmark

> Recueil des données relatives à la lecture publique

Afin de dégager une image claire et actualisée du paysage de la lecture publique sur le territoire, nous recueillerons un ensemble de données auprès de la collectivité et des équipes, entre autres :

- Diagnostic réalisé en 2020 (dont les préconisations) pour une mise à jour
- Documents relatifs au Contrat Territoire lecture pour 2025-27
- Rapports SCRIB ou autres rapports d'activité des bibliothèques (dont programmation culturelle).
- Liste des acteurs culturels et sociaux impliqués dans des actions autour du livre, de la lecture, de la lutte contre l'illettrisme et l'illectronisme et autres acteurs ressources, en contact avec les publics dits « empêchés ».

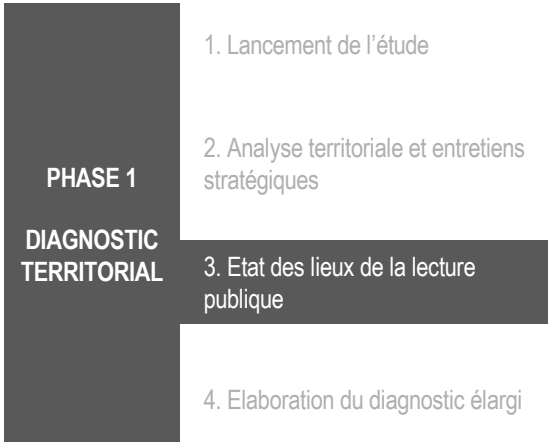


> Visites des 4 structures du réseau, suivies d'entretiens individuels avec les responsables des équipements.

> Visite d'autres lieux proposant une offre de lecture publique (maisons de quartier par exemple)

> A partir du recueil de données, des visites et des entretiens, **analyse et consolidation des données pertinentes pour l'état des lieux** :

- **Profil des équipements :** population concernée, date de création, statut juridique
- **Moyens** : maillage territorial, superficie et adaptation des locaux, informatisation, collections (volume, taux de rotation des collections, politiques d'acquisition et de désherbage, etc.), personnel salarié et bénévole (ETP, organisation des équipes, répartition du temps du travail, temps de rencontres professionnelles, besoins en formation etc.)
- **Focus sur les bâtiments :** éventuels projets de rénovation, d'extension ou de déménagement, analyse des faiblesses mais également des potentiels d'évolution de chaque bibliothèque
- **Accessibilité :** horaires d'ouverture et amplitude, tarification, communication et valorisation des services
- **Services proposés** : contenus et politique documentaires, offre numérique, accueil, médiation, actions culturelles, niveau de services par rapport aux innovations constatées en bibliothèques et médiathèques aujourd'hui
- **Résultats** : taux d'inscrits, fréquentation des équipements (circulation des publics, phénomène de multifréquentation), utilisation des services, fréquentation des propositions d'actions culturelles, tendances et évolution de l'impact auprès des usagers, …
- **Typologie et accueil des différents publics** : familles, enfants seuls, scolaires, publics éloignés, personnes âgées, …
- **Coopérations existantes entre les bibliothèques du réseau**
- **Partenariats existants ou potentiels avec les services de la COBAS et des communes** (jeunesse, culture, tourisme, social, habitat).



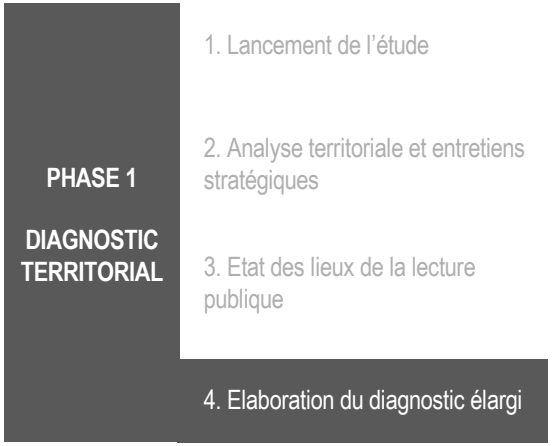
4. Elaboration du diagnostic élargi

> Rédaction du diagnostic territorial et de la lecture publique, à partir de l'ensemble des éléments recueillis et au regard des 3 axes définis pour le CTL (structuration de la politique de lecture publique, publics éloignés, développement durable) :

- **Synthèse des attentes** exprimées par les 4 communes de la COBAS
- **Analyse quantitative et qualitative globale**, mettant en avant les forces et faiblesses de l'offre et des moyens (maillage et accessibilité, dimensionnement des équipements, offre documentaire et services numériques, actions culturelles et coopérations, …).
- **Adéquation de l'offre actuelle aux attentes et besoins** de la population et des partenaires.
- **Analyse de l'évolution entre les préconisations de 2020 et la situation de 2025**.
- **Evaluation du niveau de coopération et de complémentarité existant** entre les 4 équipements et les potentiels points de lecture hors médiathèque
- **Evaluation du degré de travail en transversalité** avec les autres services, évaluation des interactions entre la politique de lecture publique et les autres politiques publiques au regard des enjeux sociaux, éducatifs et culturels du territoire intercommunal.
- **Mise en avant des opportunités de développement de l'existant** (évolution de l'offre et des services, travail en réseau).

> Cartographie : à partir de l'analyse des données collectées, nous proposons de réaliser des supports cartographiques. Intégrées au diagnostic, ces cartes offriront une synthèse visuelle de l'offre et faciliteront l'appréhension de la répartition des ressources sur le territoire. Ces cartographies sont pensées comme de véritables outils d'aide à la décision et doivent permettre à la COBAS d'agir en cohérence avec le maillage culturel territorial :

- Traitement des données et réalisation de supports cartographiques selon différents critères (répartition de la population, volume documentaire, personnel, superficie des locaux,…).
- Analyse du maillage territorial et extraterritorial proche, de la pertinence des implantations, identification des besoins pour les projets qui concernent les bibliothèques structurantes.



> Réalisation d'un benchmark sur des territoires voisins et / ou comparables

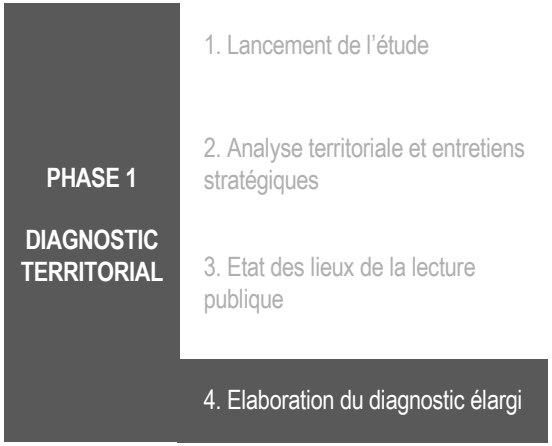
Cette enquête permettra de mettre en évidence des pratiques intéressantes ou inspirantes sur des points spécifiques comme :

- Offres de services élargis en médiathèque en matière de jeu, de numérique, …
- Offres de services spécifiques à destination de certains publics
- Circulations des habitants et / ou documents
- Bibliothèque verte
- …

Cette analyse, intégrée au diagnostic, vise à mettre en perspective le fonctionnement actuel et les projets de la COBAS.

> Comité technique (COTECH) en visio : présentation du diagnostic et ajustements éventuels

> Comité de pilotage (COPIL) sur place : Présentation du diagnostic



JOURS ET COÛTS PHASE 1

PHASE 1 : DIAGNOSTIC TERRITORIAL	Mathilde ROL-TANGUY		Alice VERLOES	
	entretiens et réunions	travail interne et rédaction	entretiens et réunions	travail interne et rédaction
1. Lancement de l'étude				
Comité technique de lancement (sur place)	0,5	0,5		
2. Analyse territoriale et entretiens stratégiques				
Profil du territoire et analyse de l'environnement socioéconomique				1,0
Entretiens avec les élus et services intercommunaux et communaux (sur place / visio)	1,0		0,5	
Entretiens avec les partenaires institutionnels (visio)	0,5			
3. État des lieux de la lecture publique				
Recueil des données relatives à la lecture publique				0,5
Visites des 4 structures du réseau et entretiens	1,0			
Analyse et consolidation des données pertinentes pour l'état des lieux				1,0
4. Elaboration du diagnostic élargi				
Rédaction du diagnostic territorial et de la lecture publique, cartographie et benchmark		2,0		3,0
Comité technique (visio) : présentation du diagnostic et ajustements éventuels	0,5		0,5	
Comité de pilotage (sur place) : Présentation du diagnostic	0,5			
	4,00	**2,5**	**1,00**	**5,5**
TOTAL JOURS PHASE 1	**6,50**		**6,5**	
prix journée	950 €		850 €	
total / consultant	6 175,0 €		5 525,0 €	
TOTAL HT PHASE 1				**11 700,0 €**

PHASE 2 : PRÉCONISATIONS / SCÉNARII DE DÉVELOPPEMENT DE LA LECTURE PUBLIQUE

1. Définition concertée des perspectives d'évolution de la politique de lecture publique sur le territoire



> 1 atelier de travail participatif autour des perspectives d'évolution

Cette séance collaborative sera l'occasion de présenter une synthèse du diagnostic à l'ensemble des participants, puis de mener une réflexion collective et prospective autour des **axes d'évolution du réseau compte-tenu du cadrage politique qui aura été précédemment affiné.**
L'idée est de pouvoir approfondir les axes d'évolution, **mesurer leur faisabilité** et **préciser la mise en œuvre concrète** sur le territoire en sollicitant directement les acteurs concernés.

L'atelier pourra convier un panel d'élus, d'agents des médiathèques ainsi que des référents de structures éducatives et sociales (centres sociaux, centres de loisirs, PMI, RAM, PIJ, foyers de personnes âgées, relais départementaux, etc.) et d'autres structures partenaires mobilisées autour du livre et de la lecture (associations, équipements culturels du territoire, librairies…) pour mieux intégrer à la réflexion **les spécificités de la demande des publics auprès desquels ils interviennent** et les attentes par rapport à la médiation autour du livre, de la lecture, du numérique et de l'accès aux connaissances sous toutes leurs formes.

Exemple de déroulé

- Tour de table.
- Présentation synthétique et dynamique du diagnostic, des enjeux et des axes de développement identifiés, en s'appuyant sur des représentations cartographiques, des images et des schémas.
- Exposition des axes thématiques à approfondir et répartition des participants selon les thématiques, en assurant quand cela est possible une bonne représentativité (professionnels des bibliothèques et professionnels/partenaires socio-éducatifs/partenaires culturels...).
- Restitution de chaque sous-groupe.
- Temps collectifs d'échanges et dialogue.

2. Elaboration de scénarii de développement de la lecture publique

Sur la base des orientations prioritaires et des éléments de mise en œuvre, co-construits avec les acteurs du territoire, et en respectant les capacités de la COBAS, nous déclinerons plusieurs scénarii de développement de la lecture publique sur le territoire intercommunal. Nos scénarii préciseront :

- **Le développement de nouveaux services ou de services renouvelés**, en précisant les modalités de mise en œuvre et de fonctionnement. Une attention particulière sera portée à la **progressivité** avec la possibilité de développer une mise en réseau à géométrie variable et **la transversalité** avec les autres politiques du territoire intercommunal.
- **La place de chacun dans ce maillage** : le nombre, la qualité et le niveau de qualification des différents équipements dans le cadre de ce réseau, en prenant en compte les éventuels projets en cours.
- **L'organisation des partenariats** entre les bibliothèques et les différents acteurs et structures sociales et socio-éducatives du territoire (écoles, établissements spécialisés, structures petite-enfance, jeunesse, etc.).
- Les **modes de gouvernance** envisageables pour prendre en compte les différents statuts des équipements existants (équipements communaux, partenaires institutionnels, associatifs et privés) et les équipes associées (professionnels, bénévoles).
- **Les premières estimations financières** en investissement et en fonctionnement (qui seront détaillées en phase 3).

Nous formulerons des **préconisations** concernant la structuration du réseau et la coordination des différents acteurs de la lecture publique, le maillage territorial, les réponses à apporter aux enjeux sociaux et environnementaux. Nous nous appuierons sur des **exemples de solutions pertinentes** pour éclairer nos propositions.
Enfin, nos préconisations seront **en adéquation avec les axes définis pour le CTL** et pourront, si besoin, les compléter.

> Comité technique (COTECH) en visio : présentation des scénarii et ajustements

> Comité de pilotage (COPIL) sur place : présentation des scénarii ajustés (un tableau comparatif sera présenté avec une analyse multicritères) et choix d'un scénario

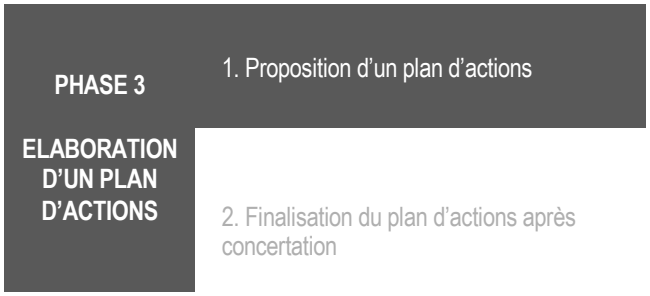


JOURS ET COÛTS PHASE 2

PHASE 2 : PRÉCONISATIONS / SCÉNARII DE DÉVELOPPEMENT DE LA LECTURE PUBLIQUE	Mathilde ROL-TANGUY – Directrice de projet		Alice VERLOES – Consultante	
	entretiens et réunions	travail interne et rédaction	entretiens et réunions	travail interne et rédaction
1. Définition concertée des perspectives d'évolution de la politique de lecture publique				
1 atelier de travail participatif autour des perspectives d'évolution, avec les partenaires	0,5	0,25	1,0	0,25
2. Elaboration de scénarii de développement de la lecture publique				
Présentation des scénarii, préconisations, benchmark		2,0		2,0
Comité technique (visio) : présentation des scénarii et ajustements	0,5		0,5	
Comité de pilotage (sur place) : présentation des scénarii ajustés et choix d'un scénario	0,5			
	1,5	**2,25**	**1,5**	**2,25**
TOTAL JOURS PHASE 2	**3,75**		**3,750**	
prix journée	950,0 €		850,0 €	
total / consultant	3 562,5 €		3 187,5 €	
TOTAL HT PHASE 2	**6 750,0 €**			

PHASE 3 : ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTIONS

1. Proposition d'un plan d'actions



Nous proposerons un plan d'actions qui sera la traduction du scénario retenu à l'issue de la phase 2 et qui aura pour but de construire des **objectifs clairs**, **phasés dans le temps** (court, moyen, long-terme) et **budgétés** pour la mise en place du scenario choisi. Il comprend :

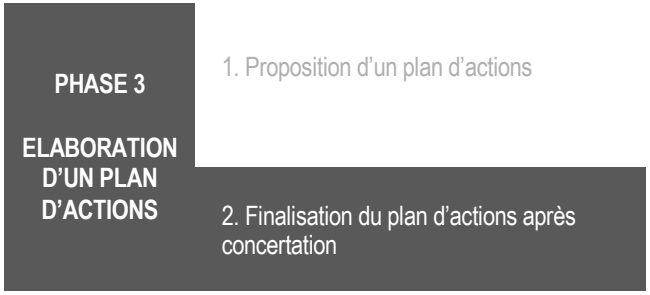
- **Élaboration de fiches actions** : nature et objectifs de l'action, publics visés directement ou indirectement, partenaires à activer, moyens humains et financiers dédiés (chiffrage prévisionnel), résultats attendus, critères d'évaluation de chaque action,...
- **Planification et phasage** des moyens humains et financiers à mobiliser : dépenses en investissement et en fonctionnement, subventions et recettes possibles.
- **Définition des outils et moyens mis en œuvre**, avec un planning des évolutions structurelles à mettre en œuvre en interne et avec les partenaires en direction des publics, des temps d'animations à prévoir…
- Chaque action sera déclinée en termes de faisabilité, d'impact et d'**articulation avec les politiques intercommunales** (dont Contrat territoire lecture, convention territoriale globale, contrat local de santé, conseil local de santé mentale, plan de mobilité, programme local de l'habitat, …).
- **Veille environnementale et référentiels** : illustration du propos avec des exemples existants sur d'autres territoires comparables en termes de taille et de situation géographique. L'idée étant de pouvoir montrer des cas concrets de mise en œuvre aux élus et aux acteurs.
- **Synthèse sur les conditions de mise en œuvre** : organisation globale, moyens humains et financiers, étapes de transition à prévoir, calendrier de mise en œuvre,… par action proposée.
- **Définition des critères et indicateurs d'évaluation** des différentes actions proposées.

2. Finalisation du plan d'actions après concertation

Le plan d'actions sera complété et finalisé après échanges avec les acteurs et services de la COBAS en intégrant les remarques formulées.

> Comité technique (COTECH) en visio : présentation du plan d'actions et ajustements

> Comité de pilotage (COPIL) sur place : présentation du plan d'actions finalisé et validation



JOURS ET COÛTS PHASE 3

PHASE 3 : ÉLABORATION D'UN PLAN D'ACTIONS	Mathilde ROL-TANGUY – Directrice de projet		Alice VERLOES – Consultante	
	entretiens et réunions	travail interne et rédaction	entretiens et réunions	travail interne et rédaction
1. Proposition d'un plan d'actions		1,0		3,0
2. Finalisation du plan d'actions				
Rédaction du plan d'actions		0,5		1,5
Comité technique (visio) : présentation du plan d'actions et ajustements	0,5		0,5	
Comité de pilotage (sur place) : présentation du pla d'actions final et validation	0,5			
	1,0	**1,5**	**0,5**	**4,5**
TOTAL JOURS PHASE 3	**2,5**		**5,0**	
prix journée	950,0 €		850,0 €	
total / consultant	2 375,0 €		4 250,0 €	
TOTAL HT PHASE 3				**6 625,0 €**

SYNTHÈSE DES COÛTS MISSION



2.2 OUTILS MÉTHODOLOGIQUES UTILISÉS

> Dresser un diagnostic fidèle aux réalités du territoire

Pour chaque étude réalisée, nous veillons à prendre en compte les **caractéristiques propres à chacun des territoires**. Leur structuration, leurs caractéristiques sociales et démographiques, leur contexte culturel et économique sont autant d'aspects qui doivent alimenter le diagnostic et se refléter dans le schéma de développement. Nous nous engageons donc à être **présentes sur le terrain, au plus près des acteurs** afin de recenser leurs besoins et attentes.

La consultation de ces acteurs s'inscrit au cœur de la démarche, elle s'appuie sur des entretiens avec les élus, les partenaires et les services de la collectivité concernés, des temps de travail collaboratifs au service d'une large concertation qui mobilise celles et ceux qui font vivre la lecture publique sur le territoire.

> Etablir une forte proximité avec la collectivité

Tout au long de l'étude, nous travaillerons en concertation régulière avec la collectivité et et les personnes désignées pour le suivi de l'étude. Souplesse et flexibilité caractériseront donc la méthodologie rigoureuse que nous proposons pour mener à bien cette étude :

- **Des échanges réguliers se feront avec la collectivité** tout au long de la mission afin afin de répondre au plus près aux attentes de la mission et de faire évoluer si besoin la démarche.
- **Des comités technique et de pilotage** rythmant chaque phase de l'étude. Au-delà de temps de restitutions, ces réunions sont pensées comme des temps de co-construction et d'échanges à part entière, animés par ABCD, au cours desquels élus, partenaires et techniciens s'exprimeront sur leurs attentes.

> Offrir une aide à la décision pour développer la politique de lecture publique et répondre aux besoins du territoire

Cette étude doit vous permettre de disposer de tous les éléments nécessaires au développement de la lecture publique. L'état des lieux ainsi que les orientations stratégiques et opérationnelles seront conçus comme **des outils pédagogiques pour les élus,** destinés à **favoriser une prise de décision éclairée**. Nous vous proposerons notamment :

- Des **rapports clairs et exhaustifs**, accompagnés de **synthèses**, qui présenteront chaque étape de la réflexion. Ils seront accompagnés de documents graphiques permettant à chacun de s'approprier le contenu présenté.
- En particulier des **synthèses cartographiques territoriales** présenteront les données détaillées d'état des lieux des acteurs de la lecture publique, permettant une vision globale des dynamiques à l'échelle de la COBAS.
- Les différents scénarii seront synthétisés et comparés à l'aide d'un **tableau récapitulatif** présenté en comité de pilotage.
- Des **fiches-actions** qui récapituleront les propositions d'actions à mener sur le territoire. Elles détailleront les objectifs poursuivis, les moyens mobilisés, les modalités de mise en œuvre et les résultats attendus.
- Des **exemples de bonnes pratiques** et des **cas inspirants** adaptés aux enjeux du territoire seront utilisés au long de la réflexion, permettant ainsi à toutes les parties prenantes de développer un référentiel commun.

L'ensemble de ces documents seront discutés avec la collectivité tout au long de l'étude.

2.3 MODALITÉS D'ANIMATION ET CONCERTATION

> Notre démarche en matière de concertation

Nous pensons que **la participation des acteurs locaux** à l'élaboration des projets de territoire quels qu'ils soient constitue **l'une des conditions essentielles de succès de la démarche.** Quand il s'appuie sur un partage des points de vue et sur une intelligence collective, un projet culturel gagne en légitimité et permet d'associer les acteurs à toutes les étapes de la démarche dès le diagnostic, en amont des orientations que les élus valideront.

C'est ainsi, en **s'appuyant sur les ressources et les énergies du territoire**, que l'on pourra définir les **orientations stratégiques et les pistes de développement** qui exploitent véritablement ces potentialités tout en conservant les dynamiques déjà en place. Il apparaît également que l'élaboration d'une stratégie de lecture publique territoriale passe aujourd'hui par une appréhension croisée des problématiques culturelles, territoriales, économiques, sociales, touristiques et environnementales. Les rencontres et temps d'échanges que nous proposons sont conçus de manière à intégrer cette **transversalité,** pour imaginer les interactions entre les différents champs culturels mais aussi entre la culture et les autres champs d'action publique (éducation, action sociale, …).

ABCD a une grande expérience des études impliquant des acteurs multiples où les points de vue, les attentes et les priorités se confrontent. Nous veillons à prendre en compte leur positionnement et à proposer à la maîtrise d'ouvrage les pistes qui permettent d'obtenir **une définition de projet partagée et optimale.**

> Des formats variés et adaptés à la mission

ABCD propose et met en œuvre des formats de concertation variés et adaptés qui permettent de répondre au plus près à la demande de la COBAS. Nous proposons notamment :

- **Des entretiens avec les acteurs clés** (élus, services, partenaires institutionnels et locaux) pour prendre connaissance des enjeux actuels de la lecture publique dans leur environnement territorial. Ils seront menés au plus tôt dans la mission afin de permettre de cadrer le travail d'analyse critique.
- **Des groupes de travail techniques avec les bibliothécaires et les partenaires** : ces temps permettent d'approfondir les questions techniques, de favoriser les synergies entre acteurs du territoire, d'élaborer des pistes d'actions en testant leur faisabilité. Ils convieront les professionnels des bibliothèques et pourront s'ouvrir également aux partenaires dans le cadre d'un travail prospectif.

> Des consultants formés au design thinking

L'ensemble de l'équipe ABCD a été formé aux méthodes de Design Thinking. Les consultants sont ainsi capables de proposer et de mettre en œuvre des méthodes participatives dynamiques qui favorisent l'intelligence collective lors des ateliers de concertation. Ces méthodes sont tout à fait pertinentes dans le cadre d'ateliers de réflexion collective et pour la co-construction du diagnostic et des préconisations.

Nous nous attachons donc à intégrer ces méthodes dans nos démarches d'accompagnement afin de mobiliser tous les différents acteurs et parties prenantes, dans les temps de concertation et de leur proposer une implication forte dans les projets à mettre en œuvre.

Le processus de Design Thinking se veut progressif et itératif. Il consiste à revenir continuellement aux raisons qui motivent nos actions et à se questionner sur la pertinence des décisions prises, au regard de nos objectifs. Il fait intervenir des outils simples, variés et efficaces, préparés en amont par ABCD, qui permettent d'impliquer dans une même séance des acteurs de différents profils et de réaliser des productions concrètes et pragmatiques en un court laps de temps. C'est autour de ces méthodes qu'ABCD prévoit de construire ses ateliers, avec des supports ludiques et synthétiques pour amorcer la réflexion.

Groupe de travail sur le développement de l'impact de l'offre culturelle (participants : élus, associations, équipes des structures culturelles, partenaires…)





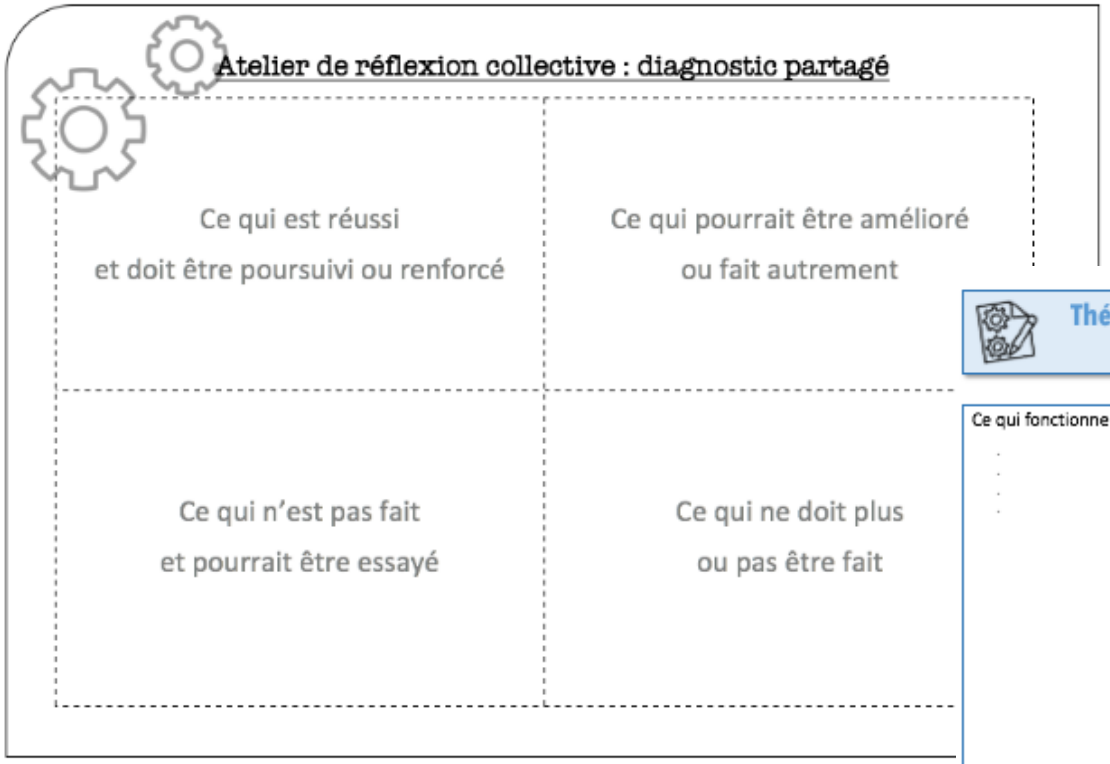


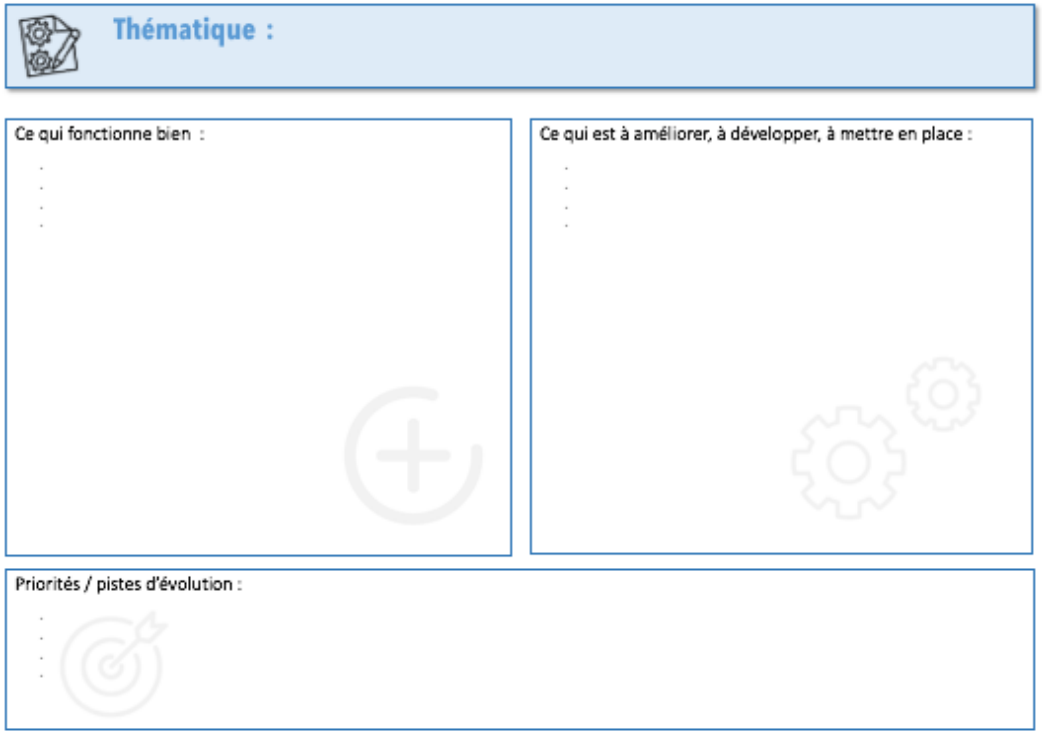




Groupe de travail pour l'identification des freins et des solutions à la fréquentation en bibliothèque dans le cadre d'une étude sur la lecture publique (participants : équipes des bibliothèques, acteur.rice.s sociaux et associatifs)

> Exemple de supports de travail pour des ateliers avec les équipes





> Exemple de trames d'entretien auprès des responsables de bibliothèque

Nom bibliothèque	
nb hab (ville)	
Vues de l'équipement	
(photos prises par ABCD lors de la visite de l'équipement)	
Grandes données	
Equipement	
Date de création de l'équipement ou date de la dernière rénovation	
Localisation (centre-ville, quartier, ...)	
superficie	
projets de contrstruction, réaménagement, etc.	
Services	
h/ d'ouverture /sem et jours	
évolutions récentes et réflexions en cours sur les horaires ?	
tarifs	
Types de collections : imprimés, CD, DVD, jeux, jeux vidéo, autres ?	
Nb de docs total (dont BDP)	
docs en prêts BDP : volume et types de collections	
ressources en ligne ? Et utilisation ?	
Tablettes / liseuses	
portail en ligne ?	
Évolution en terme d'offre, de collections, d'action culturelle, ...	
Publics	
inscrits actifs	
dont hors commune	
fréquentation	
nb de prêts	
Typologies, caractéristiques des publics	
Evolution du nombre d'inscrit (tendance générale)	
Usages observés sur place (consultation, échanges, long séjour, ...)	
attentes / demandes ?	
Numérique : usages des services, ateliers proposés, difficultés, programme AVEC lutte contre l'illectronisme	
Implication des usagers	
Non fréquentants, publics éloignés	
Freins principaux à la fréquentation ?	
Actions à développer pour toucher davantage de publics ?	
Problématiques rencontrées ?	
autre	
Action culturelle et de médiation	
Accueils publics spécifiques	
Action culturelle	
Partenariats	
Hors-les-murs	
autre	
Évolution en matière d'action culturelle et de médiation ?	
Moyens	
ETP	
(conservateur, bibliothécaire / attaché de conservation, ass. De conservation, adjoint du patrimoine / cat. A, B, C)	
budget d'acquisition	
budget action culturelle	
Partenariats et coopérations	
Liens éventuels avec autres bibliothèques du territoire	
Pistes d'améliorations	
Remarques	

TYPOLOGIE ET NOMBRE DE RENCONTRE / RÉUNIONS

PHASE 1 : Diagnostic territorial	COTECH de lancement
	Entretiens avec les élus et services intercommunaux et communaux (une dizaine)
	Entretiens avec les partenaires
	Visite des 4 médiathèques et entretiens avec directeurs, visite autres éventuels points lecture
	COTECH et COPIL
PHASE 2 : Préconisations / scénarii de développement de la lecture publique	1 atelier de travail participatif autour des perspectives d'évolution
	COTECH et COPIL
PHASE 3 : Elaboration d'un plan d'actions	Echanges avec les référents de la mission
	COTECH et COPIL

PHASE 1 : Diagnostic territorial	Rapport de diagnostic reprenant l'analyse du contexte territorial, l'état des lieux de la lecture publique et le diagnostic élargi (forces/faiblesses et opportunités de développement)
	Synthèses cartographiques
	Benchmark
	Comptes-rendus des réunions
PHASE 2 : Préconisations / scénarii de développement de la lecture publique	Rapport reprenant les perspectives d'évolution de la politique de lecture publique et les scénarii de développement avec préconisations et éléments de benchmark
	Comptes-rendus des réunions
PHASE 3 : Elaboration d'un plan d'actions	Rapport comprenant le plan d'actions
	Document final de l'étude-diagnostic reprenant les 3 rapports
	Comptes-rendus des réunions

EXEMPLES DE DOCUMENTS REMIS LORS DE MISSIONS SIMILAIRES

> Extraits de diagnostic territorial de la lecture publique

Maillage du territoire – *typologies*

- Un **maillage assez dense** sur la majorité du territoire
  - 55 équipements de lecture publique sur 100 communes
- Un découpage en 3 typologies pour les équipements conventionnés, des typologies en évolution ces dernières années :
  - Un classement effectué par le Département sur la base du budget de fonctionnement, du personnel encadrant et de la superficie de la bibliothèque.
  - **4 bibliothèques structurantes,** dont Béthune qui comprend 2 équipements
    - Les équipements de Béthune ont connu un déclassement en 2019 à des bibliothèques de proximité, jusqu'à ce que la ville de Béthune accroisse le budget et permette ainsi ce les reclasser en tant que structurantes
  - **31 bibliothèques de proximité**
    - Dont la bibliothèque d'Isbergues, passée en 2021 de structurante à proximité à la suite de problématiques bâtimentaires
    - La bibliothèque de Bruay-la-Buissière, située dans la 2e commune la plus peuplée du territoire, est passé de structurante à proximité en 2019
  - **13 points lecture**
  - **7 bibliothèques associatives**
    - Certaines, d'envergure de bibliothèques de proximité, ont été conventionnées par le Département mais ne le sont plus en l'absence d'un passage en régie municipale
    - Par ailleurs, des bibliothèques associatives n'ont jamais été conventionnées

Maillage du territoire – *densité et répartition*

- Un **découpage par bassin** : 4 bassins pour l'ensemble du territoire
- Des **disparités dans la répartition et la densité des équipements**
  - Des bibliothèques structurantes concentrées au centre du territoire, en adéquation avec la répartition de la population. Isbergues, au Nord du territoire, vient de passer de structurante à proximité suite à la fermeture du pôle culturel et au déménagement de la bibliothèque dans un espace plus étroit.
  - Un territoire Est très dense en équipements de proximité
  - Quelques zones de moindre densité des équipements, notamment à l'Ouest également au Nord. La notion de zone blanche est cependant à relativiser : les communes concernées sont faiblement peuplées et aucune commune n'est à plus de 15 minutes d'une bibliothèque de proximité.
- Quelques **équipements à proximité du territoire de la CABBALR** :
  - Au Nord : un projet notable à Aire-sur-la-Lys qui pourra rayonner sur le secteur Blessy-Rombly-Isbergues, notamment dans une zone avec une densité plus faible d'équipements
  - A l'Ouest : un équipement à Pernes (10 minutes de Amettes et Ferfay)
  - Au Sud : pas d'équipement couvrant les communes au sud de Rebeuve-Ranchicourt et Hersin-Coupigny
- Des communes qui n'accueillent pas toujours des **équipements à leur échelle**
  - Sur les 5 communes de plus de 10 000 habitants, seules Béthune et Lillers bénéficient d'une bibliothèque structurante. Bruay-la-Buissière compte un équipement de proximité, Auchel un point lecture et Noeux-les-Mines une bibliothèque associative mais a un projet en cours.

Superficie – *évolutions récentes et à venir*

- **Une dynamique en cours**
  - Si le territoire manque globalement de surfaces d'équipements de lecture publique, une dynamique actuelle permet cependant de combler partiellement ce déficit.
  - **L'ouverture récente de 3 bibliothèques**
    - Blessy, Marles-les-Mines et Fouquereuil, pour un total de **600m²**
    - Et l'extension récente d'autres équipements : Violaines a triplé a superficie depuis son déménagement il y a 3 ans
  - **Des projets d'ouverture d'équipements en adéquation avec les recommandations en termes de superficie**
    - Le projet de **Noeux-les-Mines** a vocation **faire jusqu'à 1 700m²** pour 12 000 habitants, soit 0,14m² par habitant. Il s'agira d'une ludo-médiathèque à laquelle seront rattachés le braille-cyber et le cyber-centre, 2 services municipaux existants
    - Projets hybrides d'une bibliothèque de 375m² à **Gonnehem**, associée à un centre multi-accueil, et d'une bibliothèque de 275m² à **Labourse**, au sein d'un pôle culturel de 365m² associant une école de musique
    - Des équipements à l'échelle de plus petites communes : 148m2 à **Vieille-Chapelle**, 110m² à **Fouquereuil** (réouverture après plusieurs années de travaux)...
    - Cependant, les 3 projets de Burbure, Ferfay et Marles-les-Mines (ouvert récemment) ne répondent pas au seuil minimum en termes de m² par habitant.
  - **Et des projets de rénovation et de modernisation**
    - **Béthune**, projet de **modernisation** et de **réaménagement** des deux équipements
    - Quelques plus petits projets de modernisation et de réaménagement : Bruay-la-Buissière, Billy-Berclau, Calonne-Ricouart,...
- Les diminutions récentes de superficies
  - **Isbergues** a perdu 1 000 m² avec la fermeture du pôle culturel

Informatique et accès internet – *médiation numérique*

- Les **bibliothèques majeures actives sur le terrain de la médiation numérique**
  - A titre d'exemple : présence d'une conseillère numérique à Lillers sur une demi-journée par semaine, de nombreuses actions menées, des ateliers numériques réguliers à Bruay-la-Buissière et à Beuvry,...
  - Un des 4 axes principaux du PCSES du projet de Noeux-les-Mines porte sur « une démarche partenariale autour de l'inclusion numérique »
- Des **dynamiques encore fragiles sur les plus petits équipements**
  - Des liens ponctuels avec les associations dédiées au numérique sur la commune qui auraient vocation à être davantage développés (ex : Violaines)
  - Des ateliers numérique et d'aide aux démarches administratives telles que la recherche d'emploi (ex : Hesdigneul), mais ateliers qui peinent à trouver leur public
  - Un manque de temps dédié à l'accompagnement d'usagers sur le numérique pour de nombreuses petites bibliothèques équipées
- Notons que la **CABBALR investit le champ du développement numérique** notamment pour lutter contre l'illectronisme : recrutement de conseillers numériques.

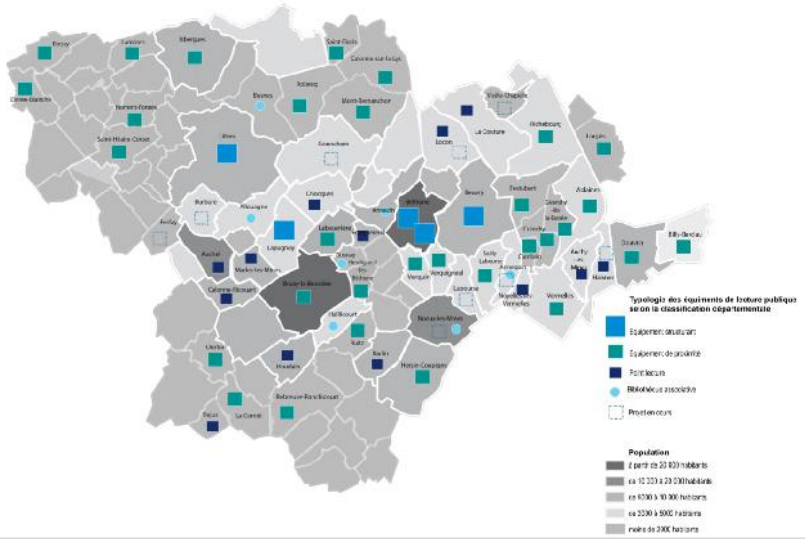
L'accélération de la dématérialisation des services publics, engagée depuis 2016-2017 et figurant parmi les **objectifs du plan Action publique 2022**, a renforcé les **inégalités d'accès aux droits et les risques d'exclusion** d'un certain nombre d'usagers. En parallèle, la disparition progressive des services publics de proximité contribue au transfert de la prise en charge des publics en situation d'exclusion numérique aux secteurs de la médiation sociale et des bibliothèques.

Le lieu bibliothèque, gratuit, ouvert à tous, intergénérationnel, s'est transformé depuis une quinzaine d'années, avec une diversification progressive de ses services. **La modernisation des bibliothèques et leur développement numérique ont fait évoluer le rôle traditionnel des bibliothécaires dont le profil s'oriente de plus en plus vers celui du médiateur, culturel comme numérique.** Par leur mission de donner à tous accès à la culture et à l'information, elles sont amenées à jouer un **rôle dans la lutte contre les inégalités territoriales et la fracture numérique.**

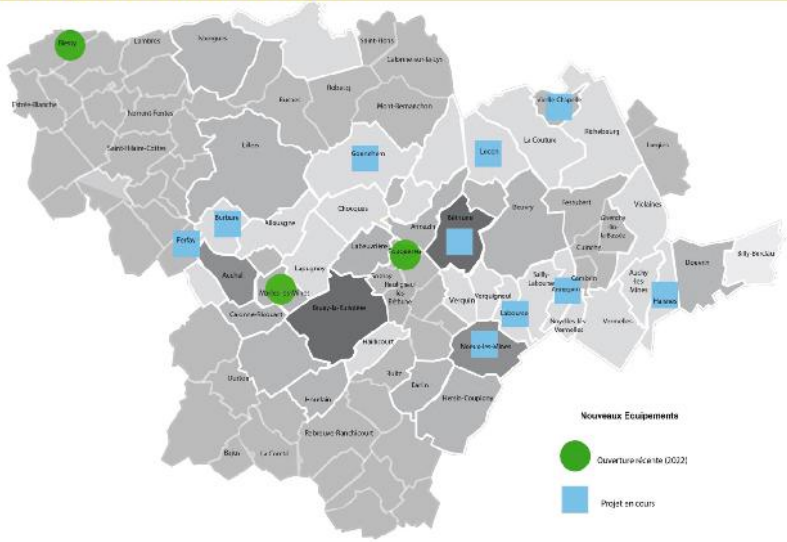
« Renforcer le rôle des bibliothèques dans la lutte contre la fracture numérique », Bulletin des bibliothèques de France (BBF), 2020-2

> Extraits de cartographies illustrant le diagnostic territorial de lecture publique

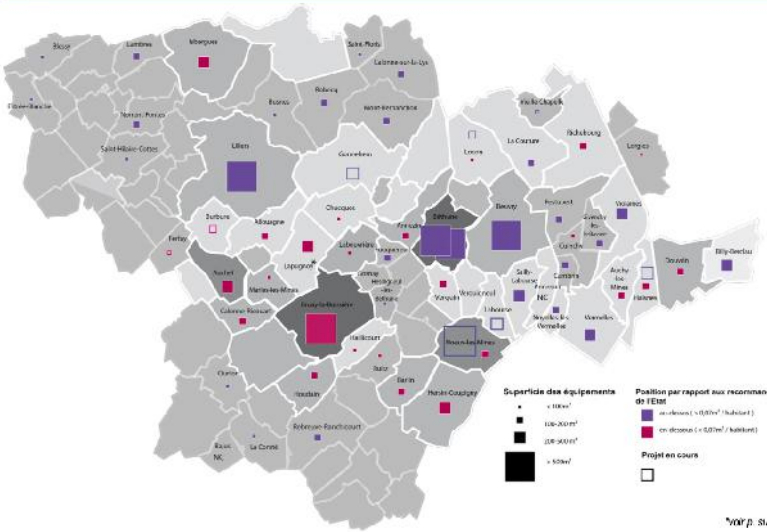
Maillage du territoire



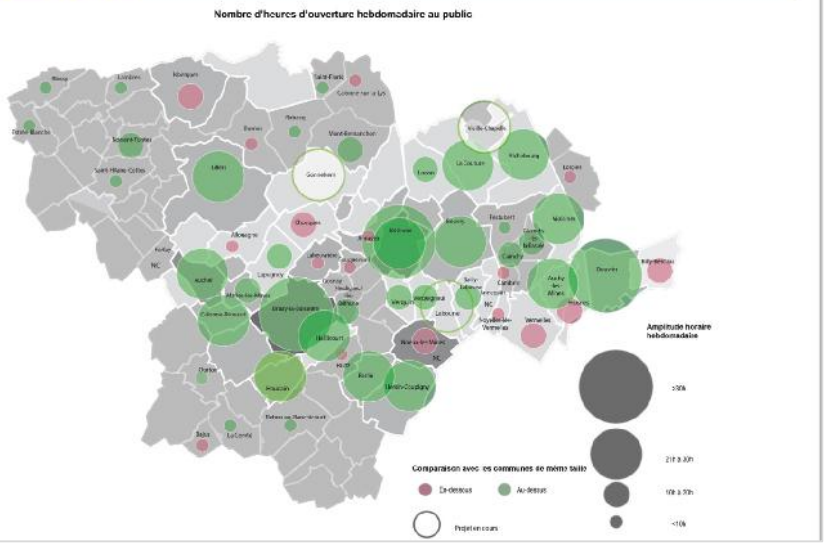
Les projets en cours ou récents



Superficie



Les horaires

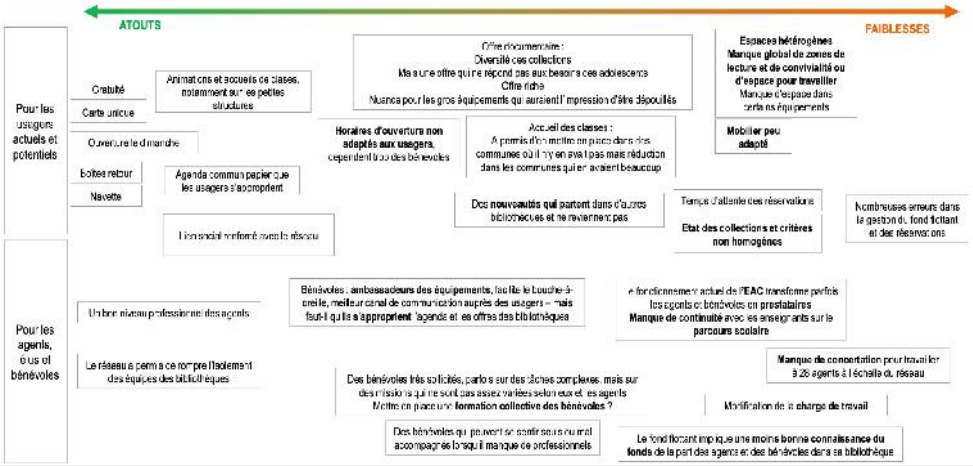


> Comptes-rendus des temps de concertation avec les acteurs

PARTICIPANTS DES ATELIERS

- **Atelier 1 – Le Cellier (secteur Ligné)**
  - Elus : Maire de Couffé, élue de Oudon
  - Agents : 1 agent de Oudon, 2 agents Le Cellier, 1 agent de Couffé,
  - Bénévoles : 2 bénévoles d'Oudon, 1 bénévole du Cellier, 1 bénévole de Ligné
- **Atelier 2 – Ancenis (secteur Ancenis)**
  - Elus : élue Ancenis, élue Pouillé-les-Côteaux
  - Agents : 7 agents de la médiathèque d'Ancenis
  - Bénévoles : 1 bénévole à Ancenis, 1 bénévole à Saint-Herblon
- **Atelier 3 – Saint-Mars-la-Jaille (secteur Saint-Mars-la-Jaille)**
  - Elus : 1 élue Vallons de l'Erdre (et bénévole à Saint-Mars)
  - Agents : 4
  - Bénévoles : 1 bénévole Freigné, 1 Saint-Mars, 1 Le Pin, 1 Bonnœuvre
- **Atelier 4 – Joué-sur-Erdre (secteur Riaillé)**
  - Elus : Maire de Riaillé, élu et bénévole à Joué, Maire de Trans-sur-Erdre, Maire Teillé, élu Teillé
  - Agents
  - Bénévoles : 2 Riaillé, 1 Teillé
- **Atelier 5 – La Chapelle-Saint-Sauveur (secteur Varades)**
  - Elus : élue Loireauxence
  - Agents du secteur
  - Bénévoles : 1 Varades, 1 stagiaire Varades, 3 Belligné, 1 Ingrandes
- ***Méthodologie :***
  - *Travail en petits groupes sur les atouts et faiblesses*
    - *Du point de vue des usagers*
    - *Du point de vue des agents, bénévoles et élus*
  - *Restitution commune et débats*

SYNTHESE ATELIER 1 – *Le Cellier*



ATELIER EQUIPE (1/3)

1. La place des bénévoles

- Rappel de l'**état des lieux**
  - Les bénévoles, un facteur de lien social et une ressource indispensable mais facteur d'une certaine charge de travail de la part des professionnels
  - Des profils hétérogènes. La mise en réseau a permis d'attirer de nouveaux profils de bénévoles : plus jeunes, plus actifs, plus « exécutants que décisionnaires »
  - La charge de travail pour les professionnels vient davantage de l'accompagnement des bénévoles au quotidien que de la formation, des erreurs dans l'enregistrement des prêts et retours
  - Une dynamique associative qui s'est tarie avec la mise en réseau
- Evolution du **rapport agent/bénévoles**
  - S'appuyer sur des bénévoles particulièrement compétents et autonomes ? Cela nécessite d'avoir déjà un certain nombre de bénévoles dans chaque équipe, pas toujours le cas selon les secteurs
- Recrutement et fidélisation des bénévoles
  - Mettre en avant le lien social, l'accueil
  - Instaurer des moments conviviaux, les inclure davantage dans des tâches qui leur plaisent (par exemple : participation aux acquisitions)
  - Bien comprendre les ambitions et envies de chacun : tous les bénévoles n'attendent pas la même chose (certains recherchent un esprit d'équipe, d'autres une certaine autonomie)
- Evolution des **tâches** des bénévoles et des **compétences**
  - Des avis divergents au sein des agents sur les tâches à confier aux bénévoles
  - Des hésitation sur le fait de déléguer le rangement aux bénévoles.
  - Réaliser une formation obligatoire pour tous, chaque année (à intégrer dans la charte)

2. Les suggestions d'organisation

- **Externaliser certaines tâches**
  - L'équipement des documents chantier à réaliser en priorisant certaines parties des collections
  - Une part de l'animation et de l'EAC : faire davantage appel à des prestations extérieures, des conteurs, des compagnies, ce qui peut impliquer une hausse du budget d'action culturelle
- Mettre en place un **tableau de bord par secteur et par mission**
  - Permet d'avoir une visibilité sur les chantiers en cours à l'échelle du réseau
  - Permet de prioriser les actions à mener
- Réaliser un **diagnostic du temps de travail par secteur**
  - Des secteurs très hétérogènes en termes de gestion du temps et du planning des différentes missions
  - Certaines missions sont incompressibles (EAC par exemple), d'autres sont à prioriser (un secteur priorise l'accueil des bénévoles par exemple)
  - Définir un socle incompressible pour faire réseau et ensuite des priorités par secteur en fonction de l'impact sur la population ou de la place donnée aux bénévoles.

RETOURS ET ATTENTES D'EVOLUTION DE LA PART DES AGENTS

	AGENTS	ELUS	BENEVOLES
ATOUTS	▪ Les **modalités d'accès** : gratuité, ouverture le dimanche, la densité des équipements sur le territoire et donc leur proximité,… ▪ Le **fond flottant** qui permet le renouvellement des collections ▪ La **politique documentaire commune** ▪ La **richesse** et la **diversité** de l'offre documentaire (présence de CD, DVD) ▪ La mutualisation des **outils de gestion**	▪ Une **répartition plus équilibrée** des actions culturelles et des ressources documentaires entre les différentes tailles de bibliothèques ▪ Un **bon niveau professionnel** des agents est remarqué	▪ Un **ancrage local fort**, un véritable lien avec la population, rôle social de la bibliothèque ▪ La **richesse et la diversité de l'offre documentaire** (présence de CD, DVD)
ATTENTES FAIBLESSES	▪ Un **manque de communication** auprès de la population à la fois sur la gratuité, les actions culturelles et toutes les offres de services ▪ Un **réseau trop morcelé** qui limite les possibilités d'action des agents ▪ Un **manque d'espaces d'action culturelle** et un mobilier parfois peu adapté ▪ Une trop grande dépendance envers les **bénévoles**	▪ Davantage de **coopération locale** : plus de partenariats avec des associations et autres structures ▪ Un enjeu autour de **l'occupation des espaces,** notamment au regard de la faible amplitude horaire de certaines bibliothèques	▪ **Davantage d'accompagnement de la part des professionnels,** des missions plus responsabilisantes ▪ Parfois, un sentiment de **manque d'accompagnement** ▪ Des **outils informatiques complexes**

> Extraits de scénarii d'évolution de la politique de lecture publique intercommunale

Proposition de scenarii d'évolution : grands principes

- Des scenarii structurés autour de **deux grands principes** :
  - Scenarii 1 et 2 : développement d'actions avec un périmètre inchangé pour la CABBALR
  - Scenarii 3 et 4 : évolution de la compétence de la CABBALR
- Les scenarii **ne s'opposent pas**, ils peuvent même constituer des étapes successives d'une feuille de route globale.
- Ces scenarii ne remettent pas en cause les axes existants (notamment le fonds de concours)

Scenario 1	Scenario 2	Scenario 3	Scenario 4
Développement de l'accessibilité des bibliothèques	**Développement d'outils communs**	**Structuration d'un réseau avec une coordination renforcée**	**Scenario 3 et prise de compétence élargie avec transfert d'équipements**

Scenario 1 : développement de l'accessibilité des bibliothèques

Descriptif du scenario	▪ Encourager les communes dotées d'une bibliothèque (notamment les bibliothèques structurantes) de **supprimer les inscriptions payantes** tant pour les habitants de leur commune que pour les habitants hors communes. ▪ Accompagner des projets en lien avec des **partenaires du champs social**. ▪ Encourager les bibliothèques à travailler ensemble et aller toucher des populations éloignées : **appel à projet** pour 4 projets annuels, chaque projet devant être porté par 3 bibliothèques minimum (ex de projets : accueil partagé d'un auteur/illustrateur avec un travail spécifique auprès de scolaires ou des structures sociales, actions partagés de sensibilisation des assistantes maternelles à la lecture…).
Capacité à répondre aux enjeux	▪ ***Attractivité des bibliothèques*** : ce scenario répond partiellement à la problématique en ciblant les populations éloignées. ▪ ***Structuration*** : les projets annuels partagés favorisent la coopération.
Modalités de mise en œuvre	▪ **Manque à gagner** avec la disparition des recettes d'inscription (ex de recettes : Beuvry 1000€, Lillers 3340€, Lapugnoy 1520€, Bruay-la-B. 13 000€…), à soumettre aux élus : mise en place d'une mesure compensatoire de la CABBALR ? Prise en compte des communes proposant déjà la gratuité ? ▪ Une **campagne de communication** à prévoir pour annoncer la gratuité et donner de la visibilité aux bibliothèques concernées, une communication élargie également aux bibliothèques déjà gratuites serait à envisager également : un portage communautaire serait logique. ▪ Une dotation de soutien de 5000€ pour l'appel à projet soit **un total de 20 000€ maximum** pour la collectivité (avec un effort équivalent des communes candidates).

Scenario 2 : développement d'outils communs de médiation

Descriptif du scenario	▪ Partager des **actions de médiation numérique** à l'échelle du territoire en s'appuyant sur les conseillers numériques de la CABBALR : déclinaison d'ateliers autour de la maîtrise des outils informatiques, de la recherche d'informations sur internet, de la création d'un boîte mail… ensemble des compétences de base pour dépasser l'illectronisme. ▪ Développer et partager davantage d'**outils pour l'action culturelle et la médiation** telles que des expositions par exemple en ciblant les dispositifs faisant appel à des supports numériques.
Capacité à répondre aux enjeux	▪ ***Attractivité des bibliothèques :*** ces actions permettent de renforcer et renouveler les services, de faire évoluer l'image des bibliothèques, de développer la médiation notamment autour des outils numériques. ▪ ***Structuration :*** ces projets peuvent fédérer les bibliothèques, favoriser des projets communs.
Modalités de mise en œuvre	▪ Mobilisation des 3 **conseillers numériques de la CABBBALR** avec la création d'un programme d'ateliers en collaboration avec les bibliothèques du territoire (matériel mobile si nécessaire pour les bibliothèques peu équipées). ▪ **Renforcement du budget actuel** de la CABBALR dédié aux outils d'animation pour atteindre un budget de 20 000€.

Scenario 3 : structuration d'un réseau avec coordination renforcée

Descriptif du scenario	▪ Création d'un réseau en prenant en charge la **coordination des bibliothèques** du territoire pour les **communes volontaires**, **sans transfert d'équipements**, en mettant en œuvre une base commune d'actions et de services communs : catalogue commun, carte commune, circulation des documents, politique documentaire commune ou concertée, programme culturel concerté, formations et échanges professionnels.
Capacité à répondre aux enjeux	▪ ***Attractivité des bibliothèques :*** les services proposés permettent une montée en puissance des services proposées, dû aux partages de compétences et à la mutualisation de certains services et outils ▪ ***Structuration :*** ce scenario permet une structuration du territoire avec un rôle plus marqué de la coordination réseau dans l'aménagement du territoire de la lecture publique, des services et projets communs.
Modalités de mise en œuvre	▪ Ce scénario peut être mis en œuvre en **2 temps** : – d'abord une **coordination** réseau – puis des **services** réseau (carte commune, catalogue, circulation des documents…) ▪ En investissement : – un catalogue commun (un tel projet nécessite du temps : 5 ans environ voire davantage parfois) – un véhicule pour la circulation des documents ▪ Des **moyens de fonctionnement à prendre en charge au niveau de la CABBALR** : coordination réseau (poste existant partiellement, à renforcer pour atteindre un temps plein), prise en charge des services réseaux (logiciel catalogue commun, circulation documents …) à évaluer en fonction de l'existant.

> Extraits de plans d'actions décliné à partir du scénario retenu

ORIENTATIONS

A. Structurer le réseau avec une coordination renforcée
1. Affirmer la prise de compétence
2. Prendre en charge la coordination des bibliothèques du territoire

B. Développer l'accessibilité de l'offre
1. Mettre en place la gratuité et la carte unique
2. Partager un outil informatique et numérique commun

C. Soutenir et renforcer les actions communes
1. Enrichir l'action culturelle
2. Partager les actions de médiation numérique à l'échelle du territoire

1.A. AFFIRMER LA PRISE DE COMPETENCE

A. Structurer le réseau avec une coordination renforcée
1. Affirmer la prise de compétence
2. Prendre en charge la coordination des bibliothèques du territoire

B. Développer l'accessibilité de l'offre

C. Soutenir et renforcer les actions communes

A.1. AFFIRMER LA PRISE DE COMPETENCE

- **Constats :**
  - **Pas de compétence communautaire** au niveau de la lecture publique
  - Une implication partielle de l'agglomération dans le champ de la Lecture Publique
    - dans l'investissement et le fonctionnement de bibliothèques via le **fonds de concours**
    - dans **l'accompagnement à la demande des bibliothèques** : échanges d'information, conseils, soutien dans le cadre d'événements nationaux (ex Nuits de la lecture)

- **Objectifs :**
  - **Accompagner les bibliothèques** dans l'évolution de leurs offres et services face à l'évolution des pratiques de la lecture publique, avec un **rôle de conseil et d'ingénierie**
  - Permettre aux partenaires institutionnels (DRAC, Département) de bénéficier d'un **interlocuteur privilégié et commun à l'ensemble du territoire**
  - Permettre au territoire et à la DRAC de contractualiser autour d'un **CTL (Contrat Territoire Lecture)**, qui permet un soutien sur 3 ans renouvelables sur des actions nouvelles et/ou la création d'un poste de coordination
  - **Enrichir les propositions individuelles** de chaque bibliothèque
  - Créer une **identité propre à la lecture publique de la CABBALR**
  - **Renforcer une identité de territoire** pour les habitants : une identité réseau sur l'ensemble du territoire de la CABBALR

→ **Préalable indispensable** à la coordination du réseau et donc au développement à l'échelle du territoire de l'offre et des services des bibliothèques

A.1. AFFIRMER LA PRISE DE COMPETENCE

- **Mise en œuvre**
  - Mise à jour de la compétence culture de la CABBALR **« Coopération et mise en réseau des bibliothèques »**
  - Au sein de la CABBALR, instauration de commissions régulières : au minimum **2 réunions annuelles dédiées à la lecture publique**
  - Réalisation de **bilans annuels**
  - **Conventionnement avec les communes volontaires**
    - Les communes souhaitant rejoindre le réseau intercommunal signent une convention avec la CABBALR en charge de la coordination, **sans transfert d'équipement.**
    - **Élaboration d'une Charte Réseau** afin de préciser les apports et contributions des différentes parties-prenantes dans le travail de mise en réseau. Elle signifie les engagements respectifs (financiers, contribution des agents, …) avec un **plan d'actions pluriannuel**. Cette charte peut faire l'objet d'un groupe de travail et d'une réflexion concertée entre les élus ou un panel d'élus. Les **communes sans bibliothèques sont de fait membres du réseau CABBALR**, leurs habitants bénéficient du réseau comme n'importe quel habitant du territoire. Ces communes signent la Charte Réseau.
    - L'inscription des usagers aux bibliothèques qui rejoignent le réseau devient gratuite pour tous les habitants de la CABBALR, quelle que soit leur commune de résidence (*cf* point sur la gratuité).
  - Création d'une **identité graphique** du réseau
  - A plus long terme, et si le nombre de bibliothèques adhérant au réseau devient important, **structuration du réseau par bassin de vie.** Au regard de l'avancée relative à la structuration par bassin, il conviendra de prévoir une annexe à la convention avec la carte des bassins.
  - Maintien et précision du **fonds de concours**
    - Emettre le critère de superficie de minimum 0,07m2 par équipement dans le cadre de l'aide en investissement par le fonds de concours
    - Maintenir l'aide en fonctionnement par le fonds de concours pour l'ensemble des bibliothèques tout en fléchant certaines lignes budgétaires en fonction des propositions de ce plan d'actions et de ce qui est retenu par les élus

- **Moyens**
  - Maintien du budget dédié au fonds de concours (et réfléchage si nécessaire)
  - Temps humain pour l'organisation de la rédaction (cf A.2) de la Charte Réseau et du conventionnement
  - Création de l'identité graphique : 5 000€

> Extraits de synthèses du plan d'actions

SYNTHESE CALENDAIRE ET BUDGETAIRE

Dépenses d'investissement
Dépenses de fonctionnement

	2023	2024	2025	2026	Subventions et soutiens potentiels DRAC	Subventions et soutiens potentiels Département
A. STRUCTURER LE RESEAU AVEC UNE COORDINATION RENFORCEE						
A.1 • AFFIRMER LA PRISE DE COMPETENCE						
Mise à jour de la compétence culture						
Conventionnement avec les communes volontaires						
Structuration du réseau en secteurs ou bassins de vie						
Création du réseau, communication		5 000 € pour la définition d'une identité graphique				
Maintien et précision du fonds de concours						
A.2 • PRENDRE EN CHARGE LA COORDINATION DES BIBLIOTHEQUES DU TERRITOIRE						
Recrutement d'un.e coordinateur.rice réseau	25 000 €	50 000 €	50 000 €	50 000 €	Financement CTL : 15 000€ par an pendant 3 ans	
Mise en place et animation de moments d'échanges, d'interconnaissance et de savoir-faire						
Consolidation de la formation des équipes			3 000€ - 5 000€	3 000€ - 5 000€		En collaboration avec la Médiathèque Départementale

SYNTHESE CALENDAIRE ET BUDGETAIRE

Dépenses d'investissement
Dépenses de fonctionnement

	2023	2024	2025	2026	Subventions et soutiens potentiels DRAC	Subventions et soutiens potentiels Département
B. DEVELOPPER L'ACCESSIBILITE DE L'OFFRE						
B.1 • METTRE EN PLACE LA GRATUITE ET LA CARTE UNIQUE						
Mise en place de la gratuité	Selon le choix de compensation (manque à gagner total : manque à gagner d'après recettes nettes ou remboursement des budgets d'acquisition)	Selon le choix de compensation (manque à gagner total : manque à gagner d'après recettes nettes ou remboursement des budgets d'acquisition) Communication : 5 000€				
Mise en place de la carte unique		Etude SIGB/portail (cf B.2.)				
B.2 • PARTAGER UN OUTIL INFORMATIQUE ET NUMERIQUE COMMUN						
Mise en place d'outils informatiques : portail, catalogue, SIGB, RFID		Etude SIGB/portail : 40 000€ - 45 000€	SIGB/portail : 200 000€ - 250 000€ à prédéterminer à l'étude et si choix d'avoir le SIGB en propre sur deux ans		50% dans le cadre de la Dotation Globale de Décentralisation	30%
Recrutement d'un poste de coordination informatique			40 000€ ce Si externalisation : entre 25 000€ et 35 000€ selon la période, le volume et le prestataire	40 000€ ce Si externalisation : entre 25 000€ et 35 000€ selon la période, le volume et le prestataire		
Mise en circulation des documents			Si prise en charge en interne : poste 36 000€ par an + ass.rance véhicule + carburant Si prise en charge en interne : investissement de 75 000€ dans un véhicule utilitaire	Si prise en charge en interne : poste 36 000€ par an + ass.rance véhicule + carburant	60% sur le véhicule dans le cadre de la Dotation Globale de Décentralisation	

SYNTHESE CALENDAIRE ET BUDGETAIRE

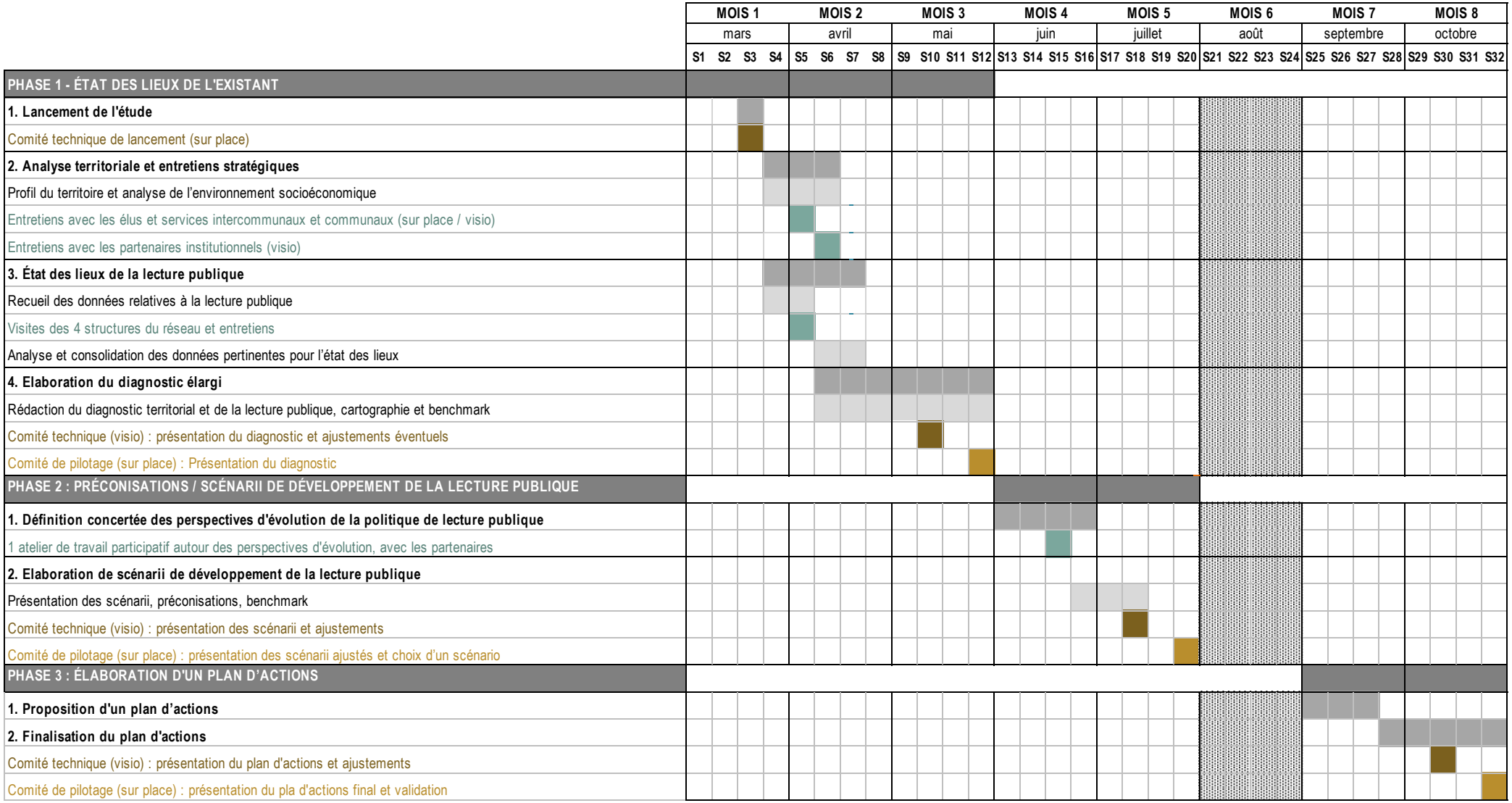
	2023	2024	2025	2026
TOTAL* Budget investissement :		49 000 €	222 000 €	125 000 €
TOTAL* Budget fonctionnement (hors postes) :		30 000 €	25 000 €	26 500 €
TOTAL* Budget fonctionnement (postes) :	25 000 €	50 000 €	126 000 €	126 000 €
Aides potentielles en investissement		35 000 €	135 000 €	100 000 €
Aides potentielles en fonctionnement (hors poste)		15 000 €	15 000 €	15 000 €
Aides potentielles en fonctionnement (postes)	15 000 €	15 000 €	15 000 €	
Reste à charge de la collectivité en investissement**	- €	13 000 €	87 000 €	140 000 €
Reste à charge de la collectivité en fonctionnement**	10 000 €	50 000 €	121 000 €	137 500 €

* les montants les plus élevés des fourchettes proposées ont été pris en compte. Le calcul ne prend pas en compte la compensation pour la mise en place de la gratuité, et considère l'option de prise en charge en interne pour la mise en circulation des documents (action B.2.)

** sous réserve de validation des partenaires

CALENDRIER D'INTERVENTION

Le calendrier d'intervention proposé respecte la durée prévisionnelle fixée par la collectivité (de la 3e semaine de mars au dernier trimestre 2025, en neutralisant le mois d'août). Dans le cadre de la négociation, le délai de la phase 1 a été optimisé pour que la phase 2 soit présentée fin juillet.
Ce calendrier pourra être remanié selon la durée établie de validation après les comités de pilotage.
Le planning des entretiens, comités de suivi et de validation et réunions de travail sera à affiner au démarrage de l'étude.



3

MOYENS HUMAINS ET RÉFÉRENCES SIMILAIRES

PRÉSENTATION DE L'ÉQUIPE ABCD

Agence pionnière dans le domaine de l'ingénierie culturelle, ABCD accompagne les maîtres d'ouvrage publics et privés depuis 1986. L'agence rassemble une équipe permanente de 10 personnes, toutes spécialisées dans la définition et la mise en œuvre de projets culturels.

Les consultants d'ABCD disposent de méthodes et de connaissances qui leur permettent de traiter de nombreux enjeux de cette étude. Nos consultantes mobilisées sur la mission disposent d'une expérience importante dans le domaine de la lecture publique et des diagnostics d'équipements et de réseaux, dans des contextes urbains et ruraux.
Elles disposent des outils nécessaires afin de mener à bien leur mission : maîtrise des méthodes de concertation (formation en Design Thinking), organisation et administration d'enquête qualitatives et quantitatives, conseil en termes de stratégie de lecture publique etc.

Mathilde Rol-Tanguy, consultante, cheffe de projet

Au sein d'ABCD, Mathilde est en charge des missions de programmation architecturale des équipements culturels (dont des médiathèques). Elle est également chargée d'études touchant aux problématiques scientifiques (PCSES, PSC), territoriales (organisation en réseaux) et aux évaluations de politique ou d'équipement culturel. Elle est basée à Bordeaux.

La cheffe de projet sera l'interlocutrice permanente de la maîtrise d'ouvrage et assurera la bonne fin de l'étude, et notamment le suivi administratif et financier. Elle réalisera les entretiens politiques et stratégiques, elle animera les réunions de travail et les réunions de présentation, et elle sera chargée de la rédaction des livrables et des comptes-rendus de réunion.

Coordonnées
mathilde.roltanguy@abcd-culture.com
06 18 94 89 38

Alice Verloes, consultante

Diplômée d'un master en management orienté culture et politiques publiques à l'ESSEC, Alice intègre ABCD en 2021. Elle participe au sein de l'agence à des missions de définition et d'évaluation de politiques et de dispositifs culturels, sur l'ensemble des champs culturels. Elle a d'ores et déjà travaillé sur plusieurs missions de diagnostic de lecture publique et structuration de réseaux, en préfiguration de CTL, à l'échelle communale et intercommunale.

Alice interviendra en appui de la directrice de projet sur l'ensemble des phases de la mission. Elle sera notamment en charge du diagnostic et de la réalisation des supports cartographiques. Elle co-animera les réunions de travail avec Mathilde et participera à la rédaction des livrables.

Coordonnées :
alice.verloes@abcd-culture.com
06 95 33 26 86



Mathilde ROL-TANGUY
Consultante

Mathilde Rol-Tanguy intègre ABCD en 2003, après un cursus universitaire en histoire contemporaine.
Elle est en charge à ABCD des missions de programmation architecturale des équipements culturels. Elle est également chargée d'études touchant aux problématiques scientifiques (PSCES, PSC), territoriales (organisation en réseaux) et aux évaluations de politique ou d'équipement culturel.
Elle est basée à Bordeaux.

DOMAINES DE COMPÉTENCE
Développement de projets culturels
Définition de politiques culturelles et réalisation de schémas directeurs d'aménagements culturels du territoire
Faisabilité et programmation architecturale d'équipements culturels
Analyse de structures culturelles existantes, études repositionnements et audits
Formation auprès des acteurs de la lecture publique et du patrimoine

FORMATION ET QUALIFICATION
DEA d'Histoire contemporaine (2002) - Université Paris I
Maîtrise d'Histoire contemporaine (2001) - Université Paris I

FORMATION CONTINUE
Performance environnementale des bâtiments, AMOES (2024)
Design Thinking, Kids (2022)
Ingénierie pédagogique, Aquitaine Cap Métiers (2017)
Ingénierie de formation, Aquitaine Cap Métiers – CAFOC (2017)
Les fonds structurels européens, LABA (2015)
Formation aux techniques d'animation de groupes de travail – CSP (2014)
Le mécénat culturel : une nouvelle voie pour les collectivités publiques ?, Observatoire des politiques culturelles (2012)
Formation Haute Qualité Environnementale, CEBTP SOLEN et IPTIC (2008-2009)
Techniques du spectacle vivant, AGECIF (2005)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE À ABCD

1. Définition, faisabilité, programmation urbaine et architecturale d'équipements culturels

Transversal (pôles culturels)

VILLE DE PAREMPUYRE (33) : Etude de faisabilité pour la création d'un pôle culturel (médiathèque, école d'art et de musique, salle de spectacle).
VILLE DE LEOGNAN (33) : Mission de programmation pour l'aménagement du Domaine de Pontaulic (médiathèque, espace Patrimoine et espaces associatifs).
VILLE DE BISCARROSSE (40) : Mission de programmation et d'amo pour la création d'un pôle des cultures et des associations (médiathèque, école de musique et locaux associatifs).
VILLE DU HAILLAN (33) : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour le projet Pôle Culture (médiathèque, salle de spectacle, studio d'enregistrement).
VILLE DE LIBOURNE (33) : Faisabilité pour l'aménagement d'un pôle culturel (médiathèque ludothèque, école de musique, école d'arts plastiques, locaux associatifs, salle de diffusion).
VILLE DE LONGPONT SUR ORGE (91) : Etude de faisabilité et de programmation pour la création d'un pôle culturel dans la grange aux dîmes regroupant la médiathèque intercommunale et l'école municipale de musique.
VILLE DE CAUDRY (59) : Etude de faisabilité et de programmation de la médiathèque municipale à vocation intercommunale et de l'école de musique.
VILLE DE VICHY (03) : Etude de faisabilité et de programmation pour la restructuration du centre culturel Valery Larbaud (salle de spectacle, galerie d'exposition d'art contemporain).
VILLE DE CHATEAU D'OLONNE (85) : Etude de faisabilité et de programmation pour la restauration de l'abbaye Saint-Jean d'Orbestier en espace de diffusion culturelle (exposition et concerts).

Lecture Publique

VILLES DE SAINT-ANDRÉ-LEZ-LILLE ET DE MARQUETTE (59) : Etude de faisabilité pour la création d'une médiathèque intercommunale.
GRAND CAHORS (46) : Etude de faisabilité pour la requalification de la médiathèque du Grand Cahors, avec intégration d'une ludothèque.
DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT (34) : Analyse et solutions concernant l'organisation de la Médiathèque Pierresvives et sa place dans la Direction de la Lecture Publique Départementale
VILLE D'ANGLET (64) : Mission de programmation et d'amo pour le réaménagement de la bibliothèque Quintaou.

Lecture Publique (suite)

VILLE DE BOURGES (18) : Étude de faisabilité et de programmation, assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'extension de la médiathèque pour l'accueil des collections patrimoniales.

LA ROCHELLE (17) : Programmation architecturale de la restructuration et modernisation de la médiathèque de La Rochelle.

VILLE DE DAX (40) : Etude de faisabilité pour le réaménagement de la bibliothèque municipale.

COMMUNAUTE URBAINE DU GRAND TOULOUSE (31) : Etude de faisabilité pour un projet de médiathèque sur le territoire d'Aucamville, Toulouse-Lalande et Launaguet.

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU VAL D'ORGE (91) : Programmation de plusieurs bâtiments dédiés à la lecture publique (Sainte-Geneviève-des-Bois, Brétigny, Saint-Michel, Villiers, Fleury-Mérogis).

COMMUNAUTE D'AGGLOMATION D'AIX (13) : Marché de définition pour la programmation de la médiathèque de Pertuis – équipe lauréate conduite par l'agence Morris-Renaud. Projet lauréat. Rédaction du programme technique détaillé et du programme mobilier.

VILLE DE SAINT-CLAUDE (39) : Etude de faisabilité et de programmation de la bibliothèque municipale.

CONSEIL GENERAL DE MEURTHE-ET-MOSELLE (54) : Etude de programmation en vue de la restructuration et de l'extension de la Médiathèque départementale.

SAUNIER (54) : Etude de programmation de la médiathèque municipale de Jarny.

VILLE D'AULNOYE-AYMERIES (59) : Etude de programmation de la médiathèque.

Enseignements artistiques (musique, danse, théâtre, arts plastiques)

VILLE DE GRADIGNAN (33) : Mission de programmation pour la réhabilitation et l'extension du conservatoire de musique de Gradignan.

VILLE DE LOUVIERS (27) : Etude de faisabilité et de programmation pour la restructuration de l'école de musique implantée dans l'ancien cloître des Pénitents.

Musées, Patrimoine et Arts Plastiques

VILLE DE LIBOURNE (33) : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour la reconversion de la chapelle des Cordeliers.

DÉPARTEMENT DE LA MAYENNE (53) : Etude de programmation et assistance à maîtrise d'ouvrage pour le projet de restructuration bâtimentaire et scénographique du musée archéologique de Jublains.

AMIENS MÉTROPOLE (80) : Etude d'opportunité, de définition et de programmation d'un centre de conservation municipal et communautaires (archives, service d'archéologie, musées).

VILLE DE BORDEAUX (33) : Mission d'accompagnement à maîtrise d'ouvrage concernant les espaces de travail au musée des Beaux-Arts.

VILLE DE BORDEAUX (33) : Mission d'accompagnement à maîtrise d'ouvrage concernant les réserves mutualisées sur les sites La Palu et Régaz à Bordeaux (Musée d'Aquitaine).

VILLE D'ANGOULEME (16) : Etude patrimoniale et programmatique des équipements situés dans le quartier des images à Angoulême.

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION ROISSY PORTE DE FRANCE (95) : Etude de faisabilité scientifique et culturelle d'un pôle de conservation du patrimoine historique – étude pilotée par le musée Archéa de Louvres.

VILLE D'AGEN (47) : Etude de faisabilité et de programmation pour le réaménagement du Musée des Beaux-Arts.

VILLE DE PERIGUEUX (24) : Etude de faisabilité et de programmation de réserves mutualisées pour le Musée d'Art et d'Archéologie du Périgord, Vesunna Musée gallo-romain, le fonds patrimonial de la Bibliothèque municipale, le Dépôt archéologique et les Archives municipales.

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE CERGY-PONTOISE (95) : Définition du concept, faisabilité et programmation du pôle de médiation et de convention associé au centre national de conservation des patrimoines.

CONSEIL GENERAL DE SEINE-ET-MARNE (77) : Etude de faisabilité et de programmation pour la création d'un Centre Départemental Culturel et Patrimonial.

SAEM VAL DE SEINE AMENAGEMENT, BOULOGNE-BILLANCOURT (92) : Etude de définition d'un lieu de « Mémoire », conception et programmation de l'évocation de la mémoire industrielle et sociale sur le site de la ZAC Seguin Rives Seine (sous forme d'un parcours).

CONSEIL GENERAL DE L'AIN (01) : Etude de programmation pour l'achèvement de l'aménagement du Centre Culturel de Rencontres d'Ambronay (abbaye).

VILLE DE CHATEAU D'OLONNE (85) : Etude de faisabilité et de programmation pour la restauration de l'abbaye Saint-Jean d'Orbestier en espace de diffusion culturelle (expositions d'art contemporain et concerts).

Musées, Patrimoine et Arts Plastiques (suite)

VILLE DE BEGLES (33) : Etude de faisabilité pour la réalisation du musée de la Création Franche sur le site des Terres Neuves.
DIRECTION DES ARCHIVES DE France (75) : Etude de faisabilité et de programmation pour un nouveau musée dédié à l'histoire de France aux Archives nationales.

Spectacle Vivant

PAYS DE GUINGAMP (22) : Etude de faisabilité et de programmation pour la construction d'une salle de spectacle sur le site historique du château de Pierre II.
VILLE DE DAX (40) : Etude de faisabilité pour la création d'une salle de spectacle de diffusion musicale et d'un espace consacré à des salons, sur un ancien site industriel.
ViLLE D'AUBY (59) : Etude de faisabilité et de programmation d'une salle de spectacle.
MAIRIE DU 13e ARRONDISSEMENT DE PARIS (75) : Pré-étude de définition et de faisabilité du projet culturel pour le cinéma Le Rodin (avenue des Gobelins).

Archéologie

DRAC ILE-DE-FRANCE : Etude de faisabilité pour la création d'un Centre de Conservation et d'Étude (CCE) régional dans le département du Val de Marne.
DRAC NOUVELLE-AQUITAINE : Etude de faisabilité pour la création d'un Centre de Conservation et d'Étude (CCE) régional à compétence territoriale sur le territoire de Bordeaux Métropole.
POLE D'ARCHEOLOGIE INTERDEPARTEMENTAL RHENAN : Elaboration de compléments au programme d'architecture et d'ingénierie pour la construction du Centre de Conservation et d'Etude (CCE) pour l'Alsace à Sélestat.
DRAC Rhône-Alpes : Etude de faisabilité pour le réaménagement du dépôt archéologique de Vienne.
DRAC PACA (84) : Etude de faisabilité et de programmation pour la création d'un Centre de Conservation et d'Etude (CCE) du mobilier archéologique dans le Vaucluse.
CONSEIL GÉNÉRAL DE MARTINIQUE : Etude de faisabilité pour l'intégration du centre de conservation et de recherche du Musée des civilisations amérindiennes des Petites Antilles (MUCAPA) dans un Centre de conservation et d'Etude (CCE).
DRAC LORRAINE : Etude de faisabilité pour la création du Pôle de Recherches Interdisciplianires Archéologiques de Moselle (PRIAM) intégrant le Centre de conservation et d'Etude de Lorraine (CCEL).

2. Audit, évaluation, définition de politiques culturelles, réalisation de schémas directeurs d'aménagements culturels

Transversal

COMMUNAUTÉ DE COMMUNES PORTE DES VOSGES MÉRIDIONALES (88) : diagnostic culturel en vue de dégager des axes en matière d'éducation artistique et culturelle et de lecture publique sur le territoire intercommunal.

Lecture Publique

DÉPARTEMENT DE L'HÉRAULT (34) : Accompagnement sur l'organisation du service médiathèque de Pierresvives au sein de la Médiathèque départementale de l'Hérault – mandataire : Calia.
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU RÉOLAIS EN SUD GIRONDE (33) : Etude du réseau de lecture publique.
VILLE D'ANGLET (64) : Accompagnement à la rédaction du Projet culturel, scientifique, éducatif et social – PCSES de la médiathèque d'Anglet.
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES LATITUDE NORD GIRONDE (33) : Etude sur le développement de l'offre de lecture publique sur le territoire intercommunal.
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES CONVERGENCE GARONNE (33) : Etude sur la lecture publique (diagnostic, accompagnement à la définition d'un projet politique, proposition de scénarii d'organisation pour le réseau).
EPT PLAINE COMMUNE (93) : Accompagnement à un état des lieux participatif et prospectif du réseau de Lecture publique de Plaine Commune.
VILLE DE BÉTHUNE (62) : Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le cadre de la mue de la médiathèque Elie Wiesel (rédaction du Projet scientifique culturel éducatif et social – PCSES).
VEXIN NORMAND (27) : Mission de diagnostic et de défiinition d'une politique de lecture publique à l'échelle de la Communauté de Communes du Vexin Normand, en perspective de la signature d'un CTL.
SALON DE PROVENCE (13) : Elaboration du Projet Scientifique et Culturel de la médiathèque de Salon-de-Provence.
VAULX-EN-VELIN (69) : Accompagnement à la définition du projet de service du réseau de la lecture publique.
COMMUNAUTÉ DE COMMUNES MÉDULLIENNE (33) : Etude de faisabilité de la mise en réseau des communes membres en matière de lecture publique.

Lecture Publique (suite)

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU VAL D'ORGE (91) : Etude de diagnostic et de définition d'un schéma de lecture publique.
COMMUNAUTE DE COMMUNES DE L'EST DU DOUAISIS (59) : Diagnostic et préfiguration d'un réseau de lecture publique et de pôles multimédia.
VILLE DE BREST (29) : Audit sur l'organisation du réseau des bibliothèques municipales de Brest : évaluation, optimisation du fonctionnement, perspectives d'évolution.
REGION CENTRE (45) : Diagnostic de l'association « Tu connais la Nouvelle ? » organisant dans les établissements scolaires de la Région Centre des cycles de sensibilisation à l'écriture d'une nouvelle (ateliers d'écriture, résidence d'auteur, concours de la nouvelle).

Musées, Patrimoine et Arts Plastiques

VILLE DE BORDEAUX (33) : Mission d'assistance à la rédaction d'un PSC commun au Muséum d'histoire naturelle et au Jardin botanique.
VILLE DE PERIGUEUX (24) : Etude d'opportunité sur la création d'un centre d'art contemporain.
VILLE DE BORDEAUX (33) : Evaluation de la politique d'accès à l'offre des musées bordelais (focus sur les horaires d'ouverture).
DÉPARTEMENT DU NORD (59) : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du nouveau Projet Scientifique et Culturel (PSC) du Forum Antique de Bavay.
VILLE DE POITIERS (83) : Mission relative à l'optimisation des musées en vue de renforcer leur rayonnement et leur attractivité.
ASSOCIATION DES PAYSAGES DU CHAMPAGNE UNESCO : Audit et mission d'accompagnement du dossier de candidature des Paysages du Champagne au Patrimoine mondial de l'Unesco.
AGGLOMERATION DE MONTPELLIER (34) : Mission d'expertise du projet de réouverture du Musée Fabre à Montpellier.

Enseignements artistiques

DÉPARTEMENT DES LANDES (40) : Actualisation du schéma départemental des enseignements artistiques.
CA DU LIBOURNAIS (33) : Etude d'opportunité et de faisabilité portant sur la définition d'une politique d'apprentissage musical à l'échelle du territoire intercommunal
DÉPARTEMENT DE LA GIRONDE (33) : Mission d'évaluation du Schéma Départemental des Pratiques artistiques et Culturelles 2020-2025 (SDPAC).

Spectacle Vivant

IDDAC (33) : Etude sur l'offre en matière de spectacle vivant en Gironde – les lieux culturels et leur bassin de vie.
CONSEIL REGIONAL DE PICARDIE (80) : Mission d'expertise sur le choix de la future Scène nationale de l'Oise.

Archéologie

DÉPARTEMENT DU NORD (59) : Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du nouveau Projet Scientifique et Culturel (PSC) du Forum Antique de Bavay.
CONSEIL GÉNÉRAL DU CALVADOS : Définition du schéma de développement du projet archéologique du Conseil Général du Calvados.
DRAC ILE-DE-FRANCE : Etude de définition d'un schéma directeur régional en vue de la création d'un CCE.
DRAC RHONE-ALPES : Elaboration d'un schéma de développement de Centres de Conservation et d'Etude (CCE) dans la région Rhône-Alpes.
MINISTERE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION - Direction de l'Architecture et du Patrimoine et Direction des musées de France : programmation du projet scientifique et culturel « Du dépôt archéologique au centre de conservation et d'étude ».
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU DOUAISIS (59) : Etude de définition et de faisabilité d'un pôle d'excellence en archéologie pour la Direction de l'Archéologie préventive.

3. Interventions lors de conférences et formations

Formations pour des Médiathèques Départementales :

- MÉDIATHÈQUE DÉPARTEMENTALE DES PYRÉNÉES ATLANTIQUES (64) :

. « Faire découvrir aux élus et aux directeurs généraux des services le rôle et les missions des bibliothèques » (2 sessions) en 2023 et en 2024

. « Bénévoles en bibliothèque » (2 sessions) en 2022

- MÉDIATHÈQUE DÉPARTEMENTALE DE CHARENTE MARITIME (17) :

. « Loi relative aux bibliothèques, comment s'appuyer dessus pour renforcer le dialogue avec les élus » (1 session) en 2024

. « Recruter et accompagner de nouveaux bénévoles » (2 sessions) en 2021

- MÉDIATHÈQUE DÉPARTEMENTALE DE GIRONDE (33) :

. « Animer un réseau de lecture publique : outils et méthodes pour des collaborations efficientes » en 2019

. « Accueillir en bibliothèque : un fondement du service public à développer » en 2019

. « Compléter, renouveler, créer une équipe : méthodologie pour un appel à bénévolat/volontariat pertinent » en 2018

. « Travailler en réseau : de la compétence intercommunale aux petites formes de coopération » en 2017

. « Repenser la bibliothèque rurale : du projet à l'aménagement, comment faire place à de nouveaux services » en 2017

Interventions lors de formations organisées par l'Institut National du Patrimoine (INP) :

- « Le bâtiment patrimonial : de la programmation à la réalisation » en 2022 et en 2023
- « Les réserves : programmer, concevoir et réaliser» en 2012 et 2014

AUTRES EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES

EPC - ETUDES ET PRODUCTIONS CULTURELLES (2002-2003) – Assistante de production

sur l'exposition « Le Logement social au Musée ? », organisée au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles de mars à juin 2003.

Stagiaire chargée de la recherche documentaire, responsable de la gestion des droits pour l'iconographie sélectionnée, chargée des relations avec la presse pour la constitution d'un petit journal de l'exposition.

MUSÉE JEAN MOULIN - MÉMORIAL DU MARÉCHAL LECLERC ET DE LA LIBÉRATION DE PARIS (2000-2003) – Prestataire intellectuelle

Prestataire intellectuelle au Centre de Documentation du Musée. Elaboration, avec la responsable du Centre de Documentation, d'une nouvelle classification pour ranger les ouvrages du centre de documentation, travail pour le classement d'une partie des archives.



Alice Verloes
Consultante

Alice Verloes intègre ABCD en 2021. Elle est diplômée du programme Grande Ecole de l'ESSEC avec une spécialité pour le secteur culturel et le management public. Au sein d'ABCD, elle participe à des missions de définition et d'évaluation de politiques culturelles territoriales et d'audits d'équipements culturels. Elle intervient dans les domaines de la lecture publique, de l'enseignement artistique, du spectacle vivant, des musées et du patrimoine.

DOMAINES DE COMPÉTENCE :

Management culturel
Stratégies de Fundraising
Gestion de projet et production d'événements culturels (spectacle vivant, musées)
Évaluation des politiques publiques
Audit de structures subventionnées

FORMATION :

. Formation aux techniques de Design Thinking– KIDS (2022)
. MASTER IN MANAGEMENT Grande Ecole – ESSEC Business School (2021) : mesures de performance, finance, marketing, ressources humaines, gestion de projet
. MASTER IN PUBLIC MANAGEMENT PROGRAM – KDI School of Public Policy and Management (Sejong, 2020) exchange program : management public, politiques publiques et sciences comportementales
. Programme d'échange ESSEC – ECOLE DU LOUVRE (2019) : introduction à l'histoire de l'art et muséologie (communication muséale, sociologie des publics)

EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE À ABCD :

Assistance à la définition de politiques culturelles de territoires auprès des collectivités territoriales (diagnostics, études, benchmarks, audits d'équipements), assistance aux consultants sur les études et missions confiées à l'agence, prospection et rédaction de propositions aux maîtres d'ouvrage.

Etudes transversales
CC KREIZ-BREIZH (2024) : Elaboration d'un schéma directeur pour le développement de l'Education Artistique et Culturelle pour toutes et tous, tout au long de la vie, en Kreiz-Breizh
VILLE DE MULHOUSE (2022-2023) : Formation d'une feuille de route en matière de politique culturelle (2023-2026)
CC PORTE DES VOSGES MÉRIDIONALES (2022-2023) : diagnostic culturel en vue de dégager des axes en matière d'éducation artistique et culturelle et de lecture publique sur le territoire intercommunal

Lecture publique
CD DE MEURTHE ET MOSELLE (2023-2024) : Diagnostics territoriaux de lecture publique
VILLE D'EVREUX (2023-2024) : Diagnostic de lecture publique des médiathèques municipales
VILLE D'ASNIÈRES-SUR-SEINE (2023) : Accompagnement à la redéfinition de l'organigramme et au plan de formation associé du service des médiathèques municipales
VILLE DE CHERBOURG-EN-COTENTIN (2023) : Analyse de la lecture publique sur le territoire
LYON METROPOLE (2021) : Evaluation du réseau des bibliothèques ReBONd
CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SÉNART (2021-2022) : Accompagnement à la faisabilité d'adaptation et d'extension des horaires d'ouverture des équipements de lecture publique
VILLE DE MANTES-LA-JOLIE (2021) : Élaboration du projet scientifique et culturel des médiathèques de Mantes-la-Jolie

Musées
MUSÉE DE LA MONNAIE DE PARIS (2024) : Assistance à la rédaction du Projet Scientifique et Culturel
PARIS MUSÉES (2023) : Étude, diagnostic et recommandations pour la gestion de la médiation humaine au sein de Paris Musées

Enseignement artistique

CD DES LANDES (2023-2025) : Actualisation du schéma départemental des enseignements artistiques
CA DU LIBOURNAIS (2023) : Etude d'opportunité et de faisabilité portant sur la définition d'une politique d'apprentissage musical à l'échelle du territoire intercommunal
CU CAEN LA MER (2023) : État des lieux de l'enseignement musical à Caen-la-mer et évaluation du coût de la gestion en régie d'écoles de musique
CD DE LA GIRONDE (2022-2023) : Évaluation du schéma départemental des pratiques artistiques et culturelles
CA GRAND-PARIS-SUD SEINE-ESSONNE-SENART (2022-2023) : Accompagnement du réseau des conservatoires dans l'élaboration du projet d'établissement
VILLE DE GARCHES (2022) : Diagnostic prospectif du CRC de Garches
CAUX SEINE AGGLO (2022) : Audit du conservatoire à rayonnement départemental

AUTRES EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES :

CALIA CONSEIL (2022) – Consultante, audits financiers de collectivités, de satellites de collectivités et de structures subventionnées.

VILLE DE CRETEIL (2022) : audit de la MJC Mont-Mesly-Centre Social Madeleine Rebérioux
DIRECTION GÉNÉRALE DE L'AVIATION CIVILE (2022) : audit organisationnel et financier des associations nationales subventionnées par la DGAC
COLLECTIVITÉ DE GUYANE (2021-2022) : audit de trois organismes de formation subventionnés par la CTG

THÉÂTRE ROYAL DE LA MONNAIE (Bruxelles) – assistante corporate et mécénat (2019-2020)

CULTURESPACES (Paris) – assistance marketing et communication (2018)

RÉFÉRENCES DANS LE SECTEUR DU LIVRE ET DE LA LECTURE

C'est parce que les équipements du Livre et de la Lecture occupent une place singulière dans l'évolution des villes et des territoires, notamment par leur faculté singulière de répondre à l'évolution des usages contemporains, qu'ABCD leur a porté depuis plusieurs décennies une attention toute particulière.

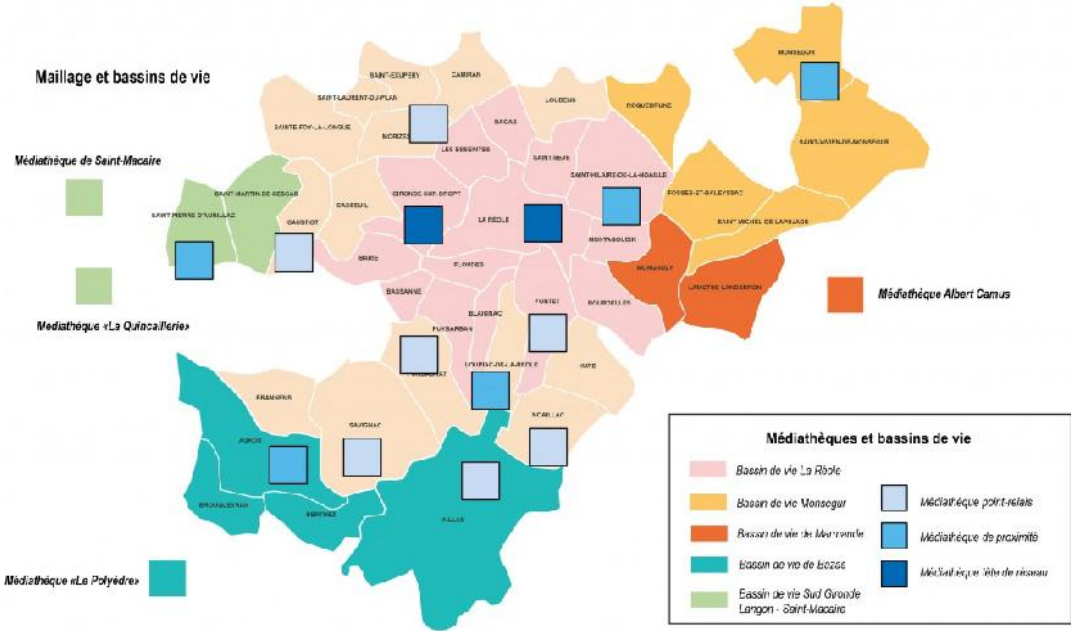
Aussi, l'agence s'est progressivement impliquée dans les questions de lecture publique et répond aux demandes des collectivités dans les domaines de :

- **l'évaluation des politiques de lecture publique**, **l'établissement des Contrats Territoire Lecture,**
- **la définition de réseaux**, qu'il s'agisse de réseaux portés par des communes, des structures intercommunales ou départementales,
- **l'audit des équipements** : organisationnels, fonctionnels,
- **la définition des projets scientifiques et culturels**,
- **l'assistance au maître d'ouvrage pour la création ou la rénovation d'équipements du livre** : faisabilité, programmation architecturale, lancement des consultations de maîtres d'œuvre, suivi des chantiers, programmation des équipements spécifiques (multimédia, numérique) et mobiliers.

Nous présentons ci-après une sélection de références récentes :

- **Diagnostics lecture publique dans le cadre d'un Contrat Territoire Lecture**
- **Autres études diagnostics de lecture publique**

Etude du réseau de lecture publique du Réolais



Maître d'ouvrage :
Communauté de Communes du Réolais en Sud Gironde

Lieu :
La Réole (France)

Date :
2024 - 2024

Contexte et projet :

Issue d'un mouvement de fusion successives, la Communauté de Communes du Réolais en Sud Gironde rassemble aujourd'hui un total de 41 communes pour un total de près de 24 000 habitants. Dès 2004, la collectivité s'est engagée sur le volet culturel, avec un axe fort autour des médiathèques. En 2012, un réseau de lecture publique est créé, avec 9 équipements. Suite à des évolutions institutionnelles et territoriales, il compte actuellement 14 équipements dont deux têtes de réseau à la Réole et à Gironde-sur-Dropt. Ces équipements forment un maillage de proximité qui garantit un accès minimal à l'offre culturelle tout en permettant le développement d'actions culturelles. La communauté de communes du Réolais en Sud Gironde souhaite poursuivre la structuration de son réseau avec la mise en oeuvre d'un Schéma de développement de la lecture publique et d'un Contrat Territoire Lecture (C.T.L) avec la Direction régionale des affaires culturelles (DRAC) de Nouvelle-Aquitaine. C'est l'occasion pour la collectivité de regarder de tout ce qui a été réalisé depuis la création du réseau en 2012, ce qui a été abandonné ou n'a pas abouti complètement, ce qui a évolué et ce qu'il reste à engager, à l'aune des problématiques auxquelles le territoire est confronté : augmentation de la population, changement dans les pratiques des usagers, prédominance du numérique,... Après une douzaine d'années de fonctionnement, il est habituel – et même sain – de procéder à une remise à plat pour pérenniser ce qui fonctionne bien, enclencher de nouvelles initiatives dans une logique de priorisation, pour donner une nouvelle visibilité sur le projet de lecture publique sur le territoire.

Mission confiée à abcd :

. Phase 1 : diagnostic et identification des enjeux . Phase 2 : préconisation d'axes d'amélioration

Analyse de la lecture publique sur le territoire de Cherbourg-en-Cotentin



Maître d'ouvrage :
Ville de Cherbourg-en-Cotentin

Date :
2023 - en cours

Contexte et projet :

Née de la réunion des cinq communes de l'agglomération cherbourgeoise en 2016, la commune nouvelle de Cherbourg-en-Cotentin compte désormais près de 80 000 habitants, ce qui la range parmi les premières du département. Le réseau des médiathèques de Cherbourg s'est construit à partir des années 1980 et peut compter aujourd'hui sur 3 bibliothèques municipales dynamiques et reconnues, que complètent des bibliothèques spécialisées et associatives notamment dans l'ouest de la ville. Après le réaménagement de l'équipement central en 2015, la ville poursuit son engagement dans l'évolution de son offre de lecture publique et souhaite s'engager dans un Contrat Territoire-Lecture pour soutenir un développement du réseau adapté à la nouvelle échelle de son territoire et aux pratiques de ses habitants en la matière. . En préfiguration de ce contrat, il s'agit de dresser l'état des lieux des points forts et faiblesses du réseau existant afin d'évaluer la politique actuelle en matière de lecture publique pour ensuite proposer des préconisations pertinentes pour le développement du réseau dans le cadre du futur CTL.

Mission confiée à abcd :

- Phase 1 : état des lieux
- Phase 2 : diagnostic
- Phase 3 : axes de développement

Diagnostic de lecture publique - Communauté de Communes Osartis-Marquion



Maître d'ouvrage :
Communauté de Communes Osartis-Marquion

Date :
2024 - en cours

Contexte et projet :

Dans la perspective de l'élaboration d'un schéma intercommunal de développement de la lecture publique, la Communauté de Communes, déjà dynamique dans le développement culturel (saison, résidences artistiques, école intercommunale de musique) souhaite travailler la mise en réseau des bibliothèques implantées sur ce territoire de près de 42 000 habitants. Notre intervention permettra aux élus de définir les modalités de ce travail en réseau afin d'améliorer l'accessibilité et la qualité de l'offre pour l'ensemble de la population. Nous mènerons pour cela des visites, entretiens et ateliers avec les élus, salariés et bénévoles des bibliothèques. Par ailleurs, la population sera impliquée à travers une enquête auprès des fréquentants comme des non-fréquentants des bibliothèques. Cette démarche qui bénéficie des soutiens techniques et financiers de la DRAC et de la Médiathèque Départementale du Pas-de-Calais amènera les élus dans quelques mois à affiner l'intervention du territoire sur la lecture publique.

Diagnostic culturel et définition des axes d'éducation artistique et culturelle et de lecture publique sur le territoire de la Communauté de Communes de la Porte des Vosges Méridionales







Maître d'ouvrage :
Communauté de Communes de la Porte des Vosges Méridionales

Date :
2022 - en cours

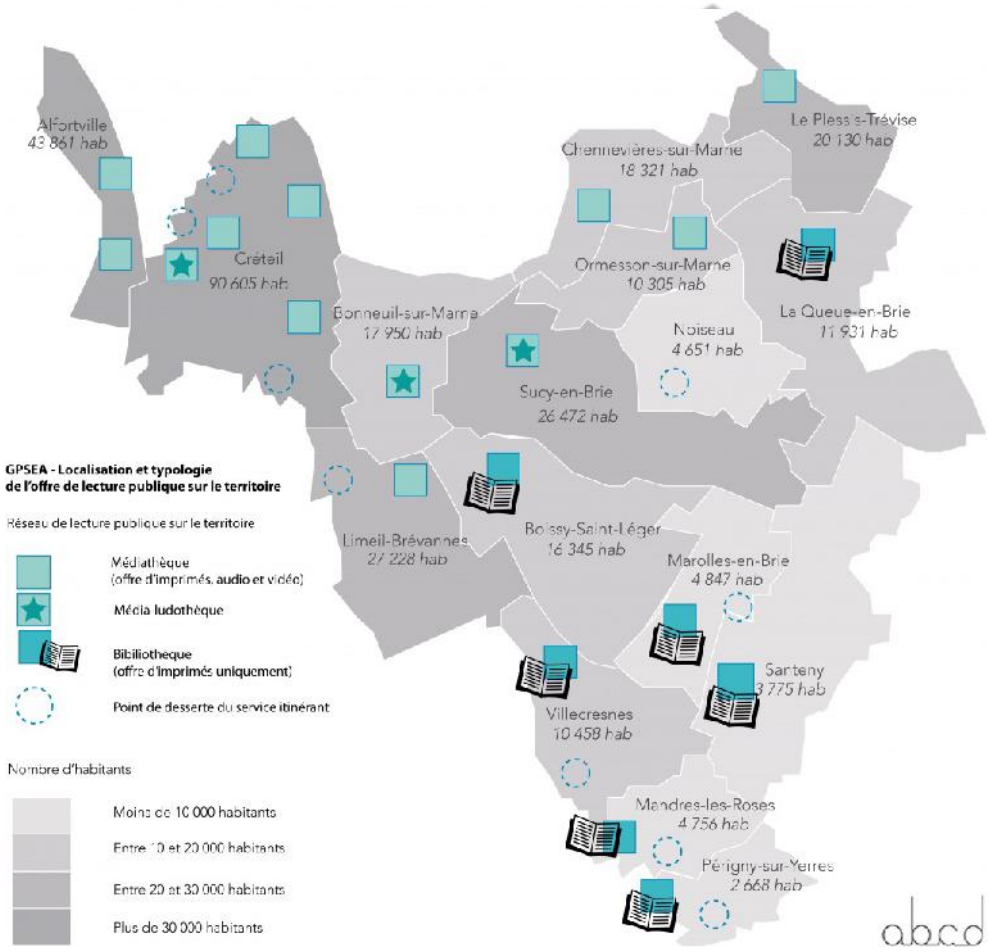
Contexte et projet :

Depuis sa création en 2017, la Communauté de Communes de la Porte des Vosges Méridionales (CCPVM) n'a eu de cesse de s'impliquer dans le domaine culturel. Elle peut compter pour cela sur une offre culturelle et patrimoniale riche, qui tend à se structurer à l'échelle intercommunale dans les domaines de la lecture publique et de l'enseignement artistique, via la mise en réseau des 6 bibliothèques, et les 4 sites de l'école de musique intercommunale. En 2019, la CCPVM amorce une réflexion sur la définition d'une politique culturelle globale ; en 2021 elle prend la compétence Éducation Artistique et Culturelle (EAC) et s'engage dans le projet d'un Contrat Territoire Lecture (CTL) avec la DRAC. La présente étude arrive dans cette logique de définir et mettre en œuvre une politique culturelle d'ensemble, pertinente et cohérente à l'échelle du territoire. Il s'agira d'établir un état des lieux global de l'offre afin de recenser les acteurs et de saisir leurs besoins et attentes. Il permettra ainsi de faire le point sur le réseau de lecture publique, une douzaine d'années après sa mise en place, diagnostic servant de base à la contractualisation avec l'Etat, ainsi que sur les actions d'EAC menées depuis la prise de compétence. Il prendra en compte leurs atouts et faiblesses actuelles, leurs projets d'évolutions, éventuelles difficultés pour y parvenir,… De ce diagnostic se construiront alors les axes de développement stratégique spécifiquement de la lecture publique et de l'EAC.

Mission confiée à abcd :

- Phase 1 : Diagnostic
- Phase 2 : Préconisations et stratégie

Diagnostic et élaboration du Contrat Territoire Lecture Grand Paris Sud Est Avenir



Maître d'ouvrage :
Grand Paris Sud Est Avenir

Lieu :
Agglomération de Grand Paris Sud Est Avenir (France)

Date :
11.2019 - 2020

Contexte et projet :

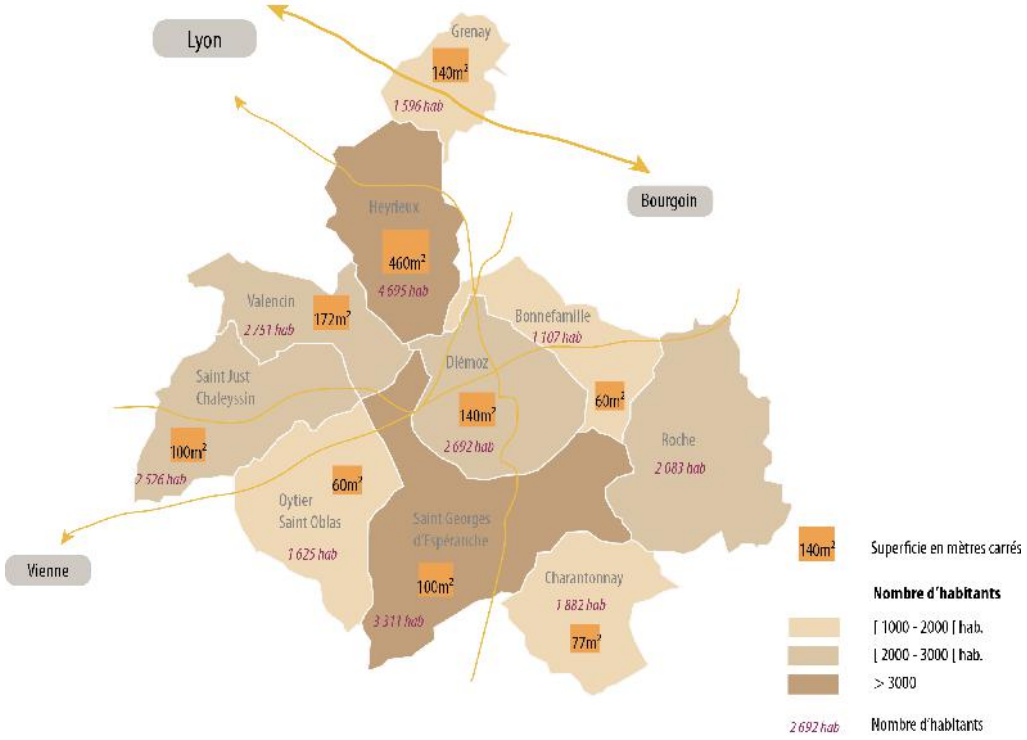
Né de la fusion entre deux Communautés d'agglomération, une Communauté de communes et une Commune le 1er janvier 2016, l 'Établissement Public Territorial (EPT), Grand Paris Sud Est Avenir s'est dotée de la compétence lecture publique qui s'est traduite par le transfert des équipements au 1er janvier 2018, la majorité d'entre eux étant précédemment gérée à l'échelle municipale. Après avoir mené une réflexion sur les horaires d'ouverture, et en parallèle d'un travail sur la mise en place d'un SIGB commun, le Territoire souhaite désormais réaliser un diagnostic de son réseau de lecture publique. **Cette étude confiée à ABCD préfigure une contractualisation avec l'état dans le cadre d'un Contrat Territoire Lecture (CTL).** Elle doit donner à la maîtrise d'ouvrage les outils nécessaires à **un renforcement des dynamiques partenariales** existantes et **définir une structuration du réseau de lecture publique**, adaptée aux caractéristiques locales.

Mission confiée à abcd :

- Phase 1 - Réalisation du diagnostic
- Phase 2 - Identification des grandes orientations du Contrat Territoire Lecture
- Phase 3 - Elaboration d'un plan d'actions et rédaction du CTL

Diagnostic prospectif de lecture publique pour la Communauté de Communes Collines du Nord Dauphiné

Maillage et superficie des bibliothèques du territoire des Collines du Nord Dauphiné



Maître d'ouvrage :
Communauté de Communes Collines du Nord Dauphiné

Lieu :
Communauté de Communes Collines du Nord Dauphiné (France)

Date :
2021 - 2021

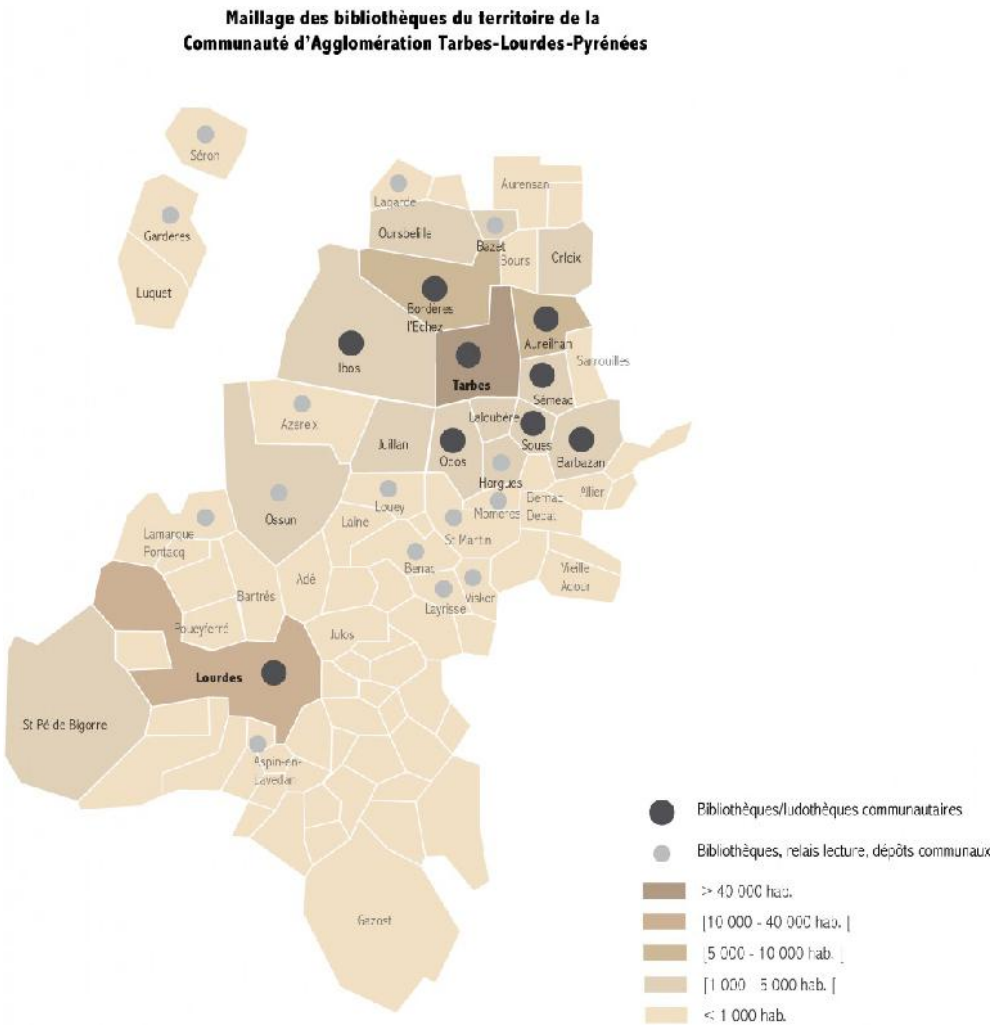
Contexte et projet :

Afin de continuer la valorisation et l'évolution de l'offre des médiathèques, la Communauté de Communes souhaite mettre en place avec la DRAC un Contrat Territoire-Lecture (CTL). L'étude consiste en un diagnostic du réseau de lecture publique (maillage, accès, offre, action culturelle, impact, organisation et moyens humains et financiers) et un rapport de préconisation (plan d'action et synthèse budgétaire et calendaire).

Mission confiée à abcd :

Phase 1 : Diagnostic du réseau de lecture publique et enquête auprès des habitants Phase 2 : Préconisations pour le développement du réseau

Étude de diagnostic de la lecture publique de Tarbes Lourdes Pyrénées (agglo) dans le cadre d'un CTL



Maître d'ouvrage :
Communauté d'Agglomération Tarbes Lourdes Pyrénées

Date :
2020 - 2021

Contexte et projet :

Afin de poursuivre le développement de son réseau de lecture publique, l'Agglomération souhaite aujourd'hui **aller plus loin dans la mise en réseau de ses équipements**. Aussi, elle a décidé de contractualiser avec la DRAC Occitanie dans le cadre d'un Contrat Territoire Lecture, formalisé autour de trois axes stratégiques :

- **Réaliser un diagnostic territorial** pour définir durablement les enjeux de lecture publique, objet de l'étude
- **Renforcer les services de proximité** pour une desserte équitable et inclusive
- **Valoriser les actions culturelles, numériques et patrimoniales** pour des équipements attractifs et visibles.

Mission confiée à abcd :

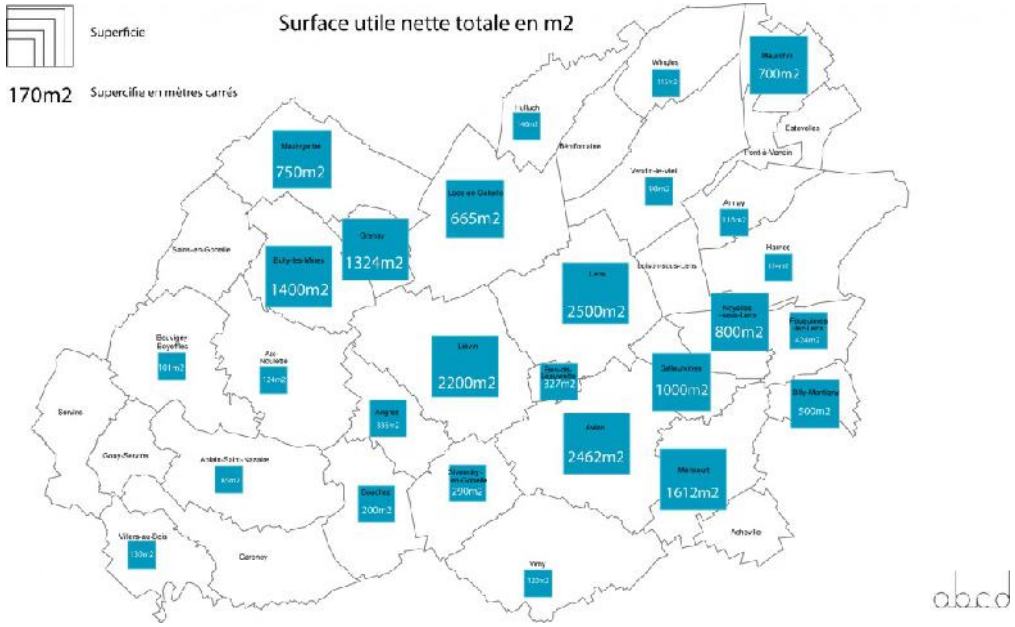
Phase 1 : lancement de la mission et premières analyse Phase 2 : état des lieux et diagnostic partagé

- Visites, entretiens, groupe de travail
- Enquête auprès des habitants (usagers te non usagers)
- Ateliers de concertation avec les équipes des bibliothèques
- Élaboration du diagnostic

Phase 3 : préconisations et scénarios de développement

- Proposition de scénarios
- Plan d'actions

Schéma intercommunal de développement de la lecture publique Agglomération Lens Liévin



Maître d'ouvrage :
Communauté d'Agglomération Lens Liévin

Date :
03.2019 - 11.2019

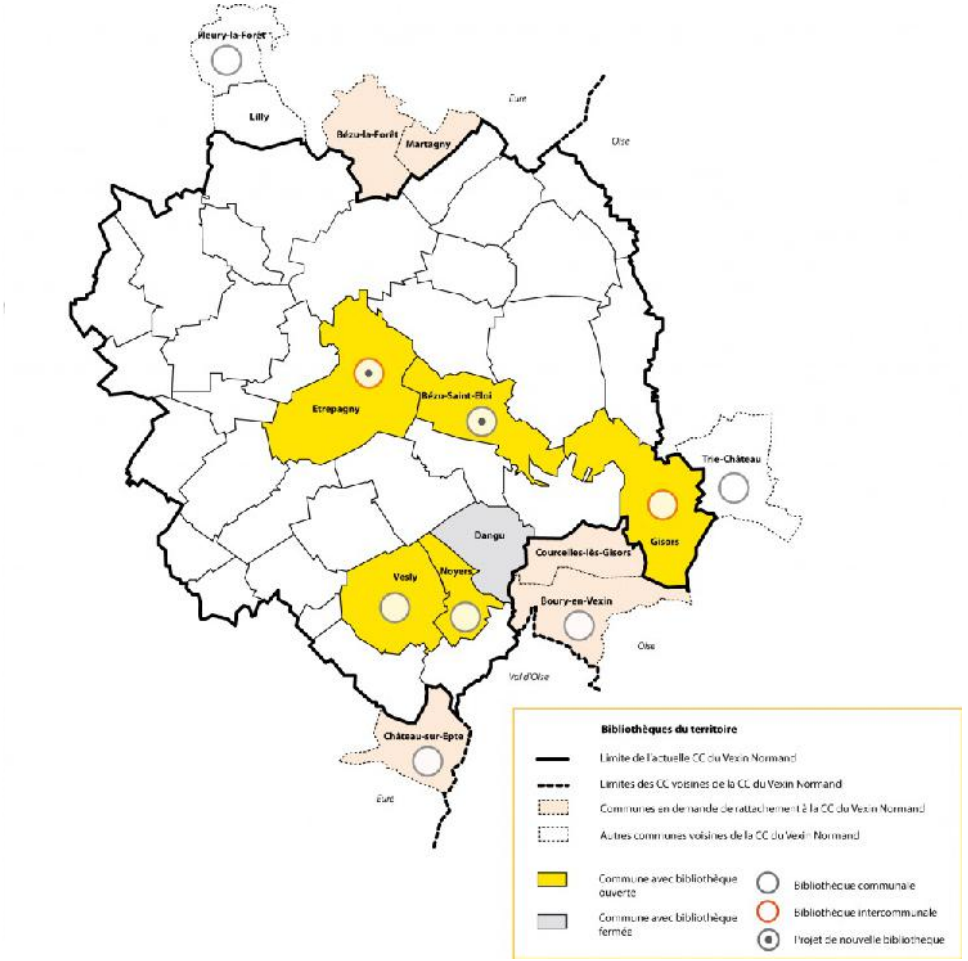
Contexte et projet :

Après avoir défini ses compétences culturelles, la Communauté d'Agglomération Lens Liévin (CALL) souhaite définir son intervention dans le domaine de la lecture publique. Jusqu'à présent la CALL n'est pas intervenue directement sur ce sujet, la compétence lecture publique étant prise en charge par les communes. Le diagnostic doit lui permettre de comprendre les atouts et les axes d'amélioration de l'offre de service actuel, afin de définir des axes d'intervention pertinents et en bonne articulation avec les politiques municipales, départementales et nationales. C'est l'ensemble de cette réflexion qui est confiée à ABCD.

Mission confiée à abcd :

- Phase 1 : Diagnostic territorial
- Phase 2 : Définition du schéma intercommunal de développement de la lecture publique
- Phase 3 : Déploiement opérationnel du schéma de développement

Diagnostic et définition d'une politique de lecture publique et des axes stratégiques du Contrat Territoire Lecture du Vexin Normand



Maître d'ouvrage :
Communauté de communes du Vexin Normand

Lieu :
Vexin Normand (France)

Date :
2017 - 2017

Référent MO :
Géraldine LEFEVRE, directrice de la Lecture Publique
Geraldine.Lefevre@ccvexin-normand.fr

Contexte et projet :

En janvier 2017, les deux Communautés de communes du Canton d'Etrépagny et de Gisors Epte Lévrière ont fusionné pour former la Communauté de communes du Vexin Normand.

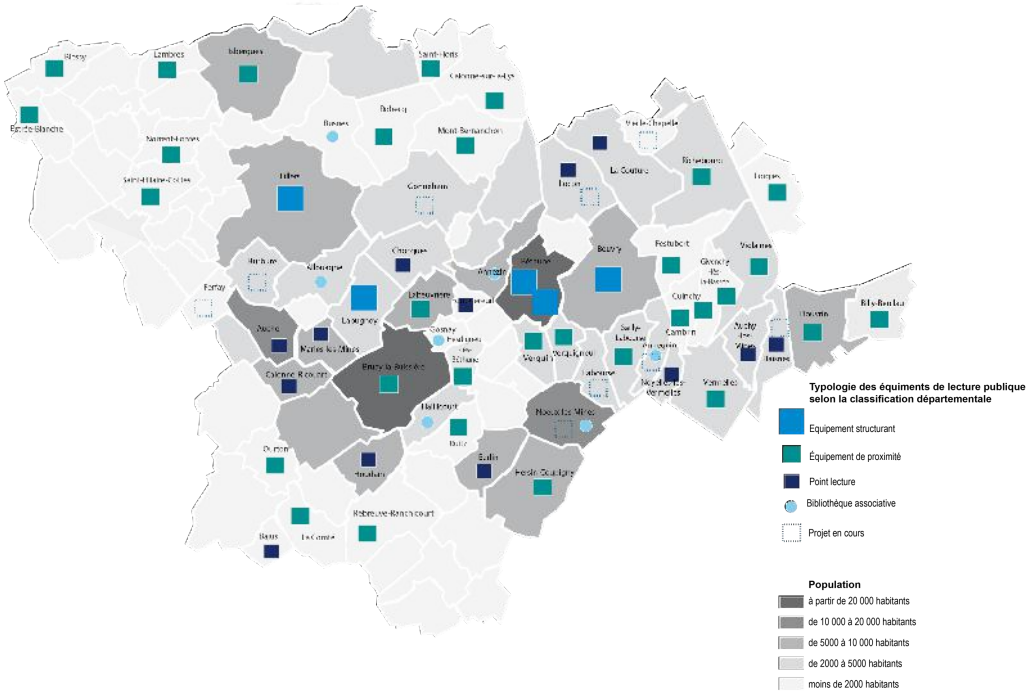
Si la Communauté de Communes du Canton d'Etrépagny exerçait déjà sa compétence lecture publique et gérait une médiathèque intercommunale à Etrépagny, la Communauté de Communes de Gisors Epte Lévrière ne disposait pas de cette compétence. Cependant, avec la fusion des deux Communautés de Communes et la prise de compétence commune en matière de lecture publique, la CC du Vexin Normand a décidé de lancer une étude pour définir les axes de développement, les actions à mettre en oeuvre dans le cadre d'un Contrat Territoire Lecture (CTL) communautaire et les formes que pourraient prendre la compétence Lecture publique de la nouvelle intercommunalité.

Le territoire compte aujourd'hui 2 bibliothèques d'intérêt communautaire (Etrépagny et Gisors) et 4 bibliothèques municipales.

Mission confiée à abcd :

- Phase 1 : Diagnostic territorial
- Phase 2 : Définition des axes stratégiques de développement
- Phase 3 : Modalités de développement

Étude portant sur le réseau de lecture publique de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay Artois Lys Romane



Maître d'ouvrage :
CABBALR

Lieu :
CABBALR (France)

Date :
2022 - 2023

Site web :
https://www.bethunebruay.fr/fr/accueil

Mission confiée à abcd :

Phase 1 : Réalisation d'un diagnostic de l'état de la lecture publique Phase 2 : Élaboration de soénarii d'évolution Phase 3 : Élaboration d'un plan d'actions conduisant à la préprogrammation de la mise en réseau

Étude lecture publique Convergence Garonne



Maître d'ouvrage :
Communauté de Communes Convergence Garonne

Lieu :
Podensac (France)

Date :
05.2019 - 02.2021

Référent MO :
Marion Roche, responsable du réseau de lecture publique
marion.roche@convergence-garonne.fr

Contexte et projet :

Le 1er janvier 2017, les Communautés de Communes de Podensac et des Coteaux de Garonne ont fusionné. La nouvelle collectivité ainsi formée, la Communauté de Communes Convergence Garonne, a été étendue dès cette date à trois communes issues de la CDC du Vallon de l'Artolie, puis rejointe au 1er janvier 2018 par deux autres communes. Sur le territoire de l'ex-CDC de Podensac, un projet politique ambitieux de réseau de lecture publique avait été conçu et mis en oeuvre entre 2007 et fin 2016. Ce projet a mené au transfert total de la compétence lecture publique à la CDC, à la mise en réseau informatique des bibliothèques, à la mise en place de nombreux services et partenariats, à la construction d'une médiathèque intercommunale et à la professionnalisation du service. Sur le reste du nouveau territoire de la CDC Convergence Garonne, la compétence lecture publique est restée municipale. La nouvelle collectivité conserve la compétence lecture publique, avec notamment la gestion du réseau communautaire. Or, la nouvelle composition du territoire interroge le périmètre du réseau tel qu'il est défini aujourd'hui. L'agence abcd a pour mission d'assister stratégiquement la nouvelle Communauté de Communes dans le développement d'une nouvelle politique de lecture publique sur son territoire. A l'issue d'une analyse de la diversité du territoire, des pratiques et besoins des habitants, et de l'état actuel de la lecture publique, l'agence devra dégager une vision claire des axes politiques retenus en matière de lecture publique et des évolutions à apporter. Cette étude doit constituer une aide à la décision ainsi qu'un appui à l'élaboration d'un projet intercommunal de la lecture publique.

Mission confiée à abcd :

Phase 1 : État des lieux ; Phase 2 : Accompagnement à la définition d'un projet politique pour la lecture publique; Phase 3 : Proposition de scénarii d'organisation pour le réseau

Élaboration du schéma de développement de la lecture publique sur le territoire de la Communauté Urbaine d'Arras



Maître d'ouvrage :
Communauté Urbaine d'Arras

Lieu :
Communauté Urbaine d'Arras (France)

Date :
2021 - 2022

Site web :
https://www.cu-arras.fr/

Contexte et projet :

La Communauté Urbaine d'Arras est composé de 46 communes et 107 763 habitants. Le territoire a pour caractéristique d'être dynamique, avec un centre urbain attractif, et une mixité de répartition entre zone urbaine et zone rurale qu'il convient de prendre en compte. La question de la lecture publique sur le territoire de la Communauté Urbaine doit donc être envisagé à l'aune de ses problématiques territoriales diverses : comment renforcer la lecture publique sur tout le territoire et aborder ainsi les différents enjeux, sociaux, éducatifs, culturels et urbains que pose le développement de la lecture publique à l'échelle du territoire. La mise en place du Réseau M en 2016, a permis la mutualisation d'outils informatiques de gestion ainsi que la création d'un catalogue d'offre documentaire et de service en ligne commun. Néanmoins le réseau dans sa dynamique de développement et de consolidation , dispose d'étapes supplémentaires à franchir, notamment en termes d'organisation et de gestion. Aussi, la place croissante de la lecture publique dans le paysage culturel du territoire (et d'autant plus depuis le début de la crise sanitaire) en fait un enjeu de taille et fait émerger de nouveaux besoins. Ces éléments nous amènent à réinterroger l'offre et le réseau actuels afin d'anticiper ses évolutions.

Mission confiée à abcd :

Phase 1 : Réalisation d'un diagnostic de l'état de la lecture publique **Phase 2** : Élaboration de scénarii d'évolution **Phase 3** : Élaboration d'un plan d'actions pour la mise en oeuvre du scénario retenu

Accompagnement organisationnel pour le réseau des médiathèques ludothèques de Loire Forez Agglomération

Maître d'ouvrage :
Loire Forez Agglomération

Date :
2021 - 2021

Contexte et projet :

Le réseau de bibliothèque de la Communauté d'agglomération Loire Forez s'est structuré et développé au cours des 10 dernières années et a finalement achevé son extension au début d'année 2019. Il rencontre un grand succès : reconnaissance de le qualité de l'offre de services et de la qualité des espaces, forte fréquentation ; croissance des réservations ; etc... Dans un contexte de mutation permanente (travail sur le projet de service ; acquisition de matériels ; réflexion sur l'externalisation de certaines tâches ; développement de nouveaux outils collaboratifs), et avec le souci du maintien d'une haute qualité de service à l'usager et d'un fort dynamisme dans l'animation du réseau, la direction du réseau a souhaité être accompagnée dans sa réflexion sur :

- **L'optimisation de son fonctionnement** (organisation des missions, transversalité, réflexion sur l'organigramme),
- L'**amélioration des conditions de travail des agents** (mutualisation des tâches, répartition du travail, complémentarités et polyvalence des agents).

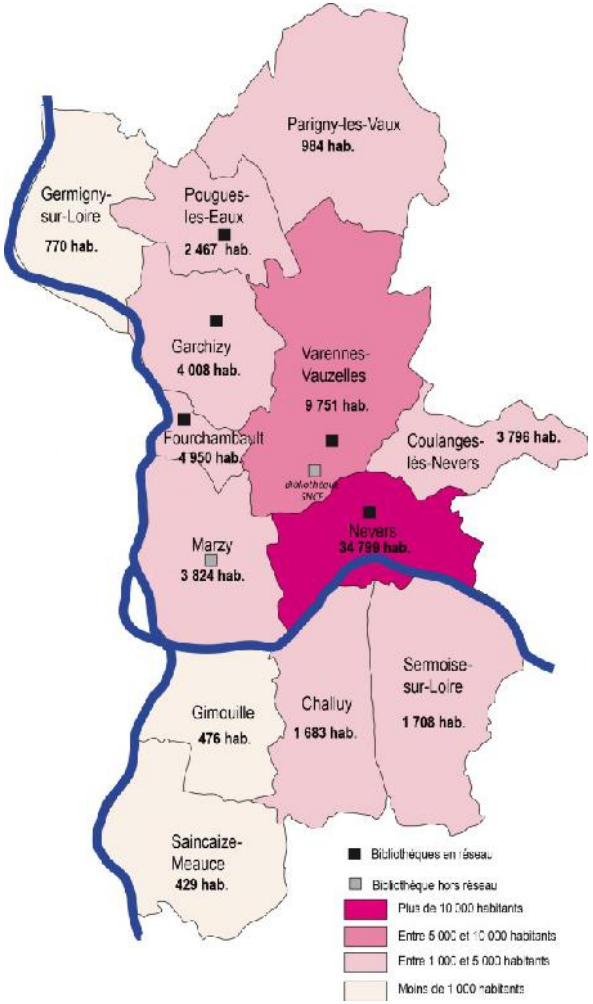
Mission confiée à abcd :

Phase 1 : Etat des lieux de l'existant

- Groupe de travail avec l'encadrement du réseau
- Ateliers participatifs avec l'ensemble des agents

Phase 2 : Elaboration de scenarii d'évolution

Etude pour le développement de l'offre de lecture publique sur le territoire de Nevers Agglomération



Maître d'ouvrage :
Nevers Agglomération

Lieu :
Agglomération de Nevers (France)

Date :
06.2019 - 12.2019

Contexte et projet :

Depuis plusieurs années, Nevers Agglomération a développé un travail de coopération entre les cinq médiathèques du territoire, à partir de la mise en réseau informatique des catalogues et des fonds, qui a permis de développer de nouveaux services à la population. En 2018, la Communauté d'Agglomération a décidé de signer, avec la DRAC, un Contrat Territoire Lecture (CTL) afin de se donner les moyens de poursuivre le travail de mise en réseau déjà entrepris, de palier aux freins structurels existants et de moderniser son offre. C'est aussi l'occasion pour l'Agglomération de repenser son intervention en matière de lecture publique et d'évaluer une éventuelle montée en puissance et structuration de son intervention, sur un territoire où les enjeux d'accès au livre et à la lecture sont forts. La mission confiée à ABCD constitue la première étape de ce Contrat Territoire Lecture et devra permettre de définir le plan d'actions pour les prochaines années.

Mission confiée à abcd :

- Phase 1 - Diagnostic de l'offre de lecture publique : analyse de l'offre de lecture publique sur le territoire, du travail en réseau, enquête en ligne auprès des usagers et non usagers, ateliers de réflexion collective
- Phase 2 - Définition d'une stratégie de développement de l'offre de lecture publique : préconisations, scénarii de développement, ateliers de travail
- Phase 3 - Modalités d'organisation, de structuration et d'animation du réseau : plan d'actions

Mise en réseau des bibliothèques de la communauté de communes Médullienne



Maître d'ouvrage :
Communauté de Communes Médullienne

Lieu :
Communauté de communes Médullienne (France)

Date :
2013 - 2014

Contexte et projet :

La Communauté de Communes Médullienne est composée de 10 communes dont 6 disposent de bibliothèques. Les communes ont souhaité étudier la mise en réseau de ces équipements afin de développer une politique de lecture publique cohérente qui pourra servir de base à l'élaboration d'une politique culturelle plus large.

Sur un territoire dont la population a beaucoup augmenté, les collectivités font le constat d'un besoin de mise à niveau des services et équipements existants, et aspirent au développement de complémentarités qui permettront de proposer à tous une offre de lecture publique de qualité. Cette réflexion rejoint les enjeux exposés dans la Charte du Pays Médoc et dans le plan départemental de Lecture Publique. Dans la logique de partenariat développée sur le territoire de la Médullienne, la Communauté s'est saisie de ce projet de mise en réseau. Pour le mettre en oeuvre, elle souhaite que soit définie une feuille de route qui soit un véritable outil opérationnel d'aide à la décision. Elle a pour cela demandé l'assistance d'un cabinet spécialisé dans la définition de sa politique de lecture publique (mise en réseau et programmation architecturale).

Mission confiée à abcd :

- Analyse de l'environnement
- État des lieux des bibliothèques et des actions culturelles
- Synthèse du diagnostic
- Élaboration de scénarii d'organisation du réseau
- Programmation d'un équipement (tranche conditionnelle)

4

PRISE EN COMPTE DES CARACTÉRISTIQUES ENVIRONNEMENTALES

LA POLITIQUE CULTURELLE, VECTEUR DE DÉVELOPPELENT DURABLE



Parce que nous sommes des acteurs actifs de la mise en œuvre des politiques culturelles, du développement des territoires et de la création d'équipements culturels, nous sommes aussi acteurs actifs de la transition écologique et de notre impact sur la société. Nous nous devons donc d'être moteurs pour les considérations environnementales dans les projets, et exemplaires dans l'application à nous-mêmes de ces principes.

Dans une société particulièrement éprouvée par les crises successives, il est important de rappeler le rôle essentiel de l'art et de la culture dans la vie de chaque citoyen. L'art et la culture demeure le socle d'une ville agréable, solidaire et créative.

Accéder et participer aux activités et actions culturelles de son territoire permet à chaque citoyen de mieux vivre, soutient et apaise son quotidien en favorisant :

- **UNE OUVERTURE CULTURELLE, UN PLAISIR ET UN BIEN ÊTRE GLOBAL :**

une étude de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS – 2019) reposant sur plus de 3000 études globales et études de cas ont identifié un rôle majeur des arts dans la prévention de la mauvaise santé, la promotion de la santé et la gestion et le traitement des maladies tout au long de la vie

en Belgique, au Canada, des médecins prescrivent des visites de musée pour améliorer la santé mentale de leur patient

- **LE MIEUX VIVRE ENSEMBLE, UNE COMPRÉHENSION DU MONDE ET DES PERSONNES DANS TOUTE LEUR DIVERSITÉ :**

les activités artistiques et culturelles intégrant et valorisant les cultures des populations d'origine étrangère sont par ex de nature à soutenir l'intégration des personnes, la tolérance et la compréhension entre les personnes, dans une logique de reconnaissance réciproque

- **L'AUTONOMIE DES PERSONNES, L'INCLUSION SOCIALE ET LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ :**

la participation à des ateliers artistiques renforce la confiance en soi et les compétences, développe le travail en équipe, aide à reprendre le chemin de l'insertion (emploi, formation) pour des personnes qui s'en étaient éloignées,

la participation de séniors ou autres, pénalisés par l'illectronisme, à des ateliers numériques soutient l'inclusion, l'autonomie numérique indispensable aux démarches de la vie quotidienne

- **UN SOUTIEN AUX CAPACITÉS CRÉATIVES FONDAMENTAL POUR L'EMANCIPATION INDIVIDUELLE ET COLLECTIVE :**

les évaluations relatives aux ateliers d'éducation artistique montrent que ces derniers permettent aux élèves de se sentir mieux à l'école et dans le groupe classe plus soudé et solidaire, d'améliorer leurs compétences et leur aisance notamment orale.

Très concrètement, la politique culturelle n'est pas le « petit plus » dans une politique globale mais bien le socle indispensable à l'ensemble des politiques publiques éducatives, sociales, de retour à l'emploi, de développement durable ou d'aménagement du territoire.

UNE AGENCE ENGAGÉE DANS LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

L'agence ABCD est pleinement consciente des enjeux de la transition écologique pour le secteur de la culture.

Afin de répondre aux grands enjeux environnementaux et sociaux de demain, et en totale adéquation avec notre volonté d'un accompagnement mêlant inclusion et éthique, nous avons initié en 2022 un **groupe de travail interne de Responsabilité Sociétale des Entreprises.** Ce groupe de travail est animé par une référente RSE, Nathalie Grillet ayant suivi les formations certifiantes :

- Responsable RSE-Développement Durable, CEGOS (60 heures)
- Certificat de connaissances du numérique responsable, Institut du Numérique Responsable

Par ailleurs, une **veille constante** est effectuée, tant sur le plan règlementaire en constante évolution (SPASER, PNAD, loi REEN…), que sur le plan des bonnes pratiques en entreprise ou les différentes façons de contribuer aux ODD pour une organisation.

Nous avons pu établir un **diagnostic de nos bonnes pratiques**, initier de nouveaux chantiers pour 2023 : Audit de nos fournisseurs et choix d'ESAT, ESUS ou entreprise ESS, charte de bonnes pratiques interne, analyse de cycle de vie de notre parc informatique...

Les programmistes et architectes d'ABCD ont également suivi différentes **formations et interventions spécifiques** depuis 2022 sur les sujets du développement durable :

- Formation « Culture et écologie : comprendre pour agir » - Octobre 2023, Les Augures
- Formation « Développement durable et bâtiments » – Novembre 2023, Amnoès

Nous prenons ainsi part à l'effort collectif pour générer de l'impact environnemental positif. Cela passe aussi par la sensibilisation de nos clients et partenaires aux bonnes pratiques environnementales, et la mise en avant des impacts environnementaux pour les arbitrages.

LES MESURES ET MOYENS MIS EN EUVRE DNA SLE CARE DE LA PRESENTE MISSION

Les membres d'ABCD mettent en place des actions concrètes pour limiter l'impact environnemental tout au long de nos missions :

- **Evaluation et optimisation des déplacements :**

  Nous priorisons l'utilisation de réunions virtuelles et d'outils collaboratifs pour limiter les déplacements inutiles ; nous mesurons l'impact CO2 de ceux inévitables et privilégions les transports en commun ou le covoiturage.

- **Utilisation de ressources durables :**

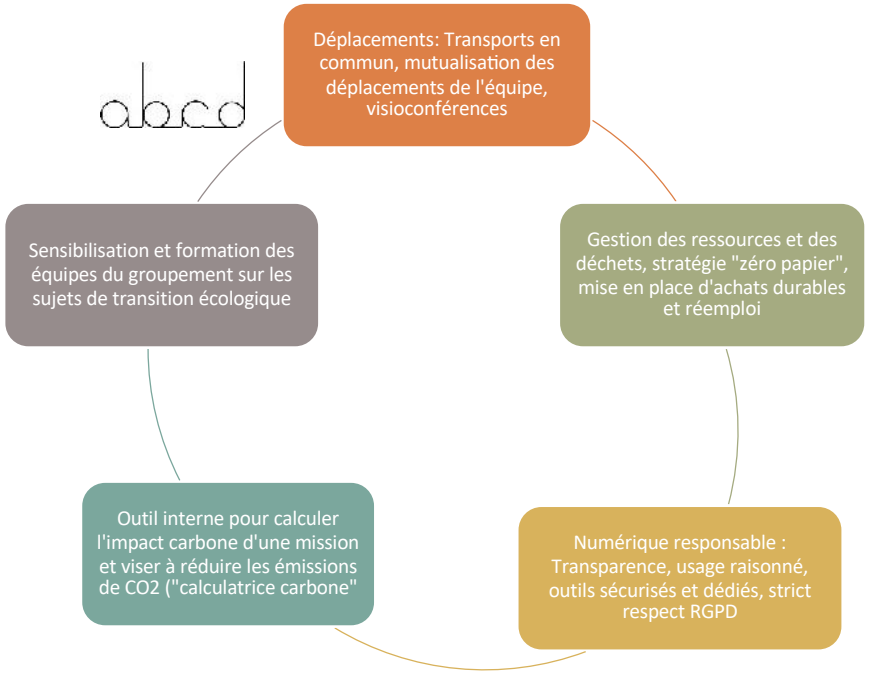
  Nous privilégions l'utilisation de matériaux et de fournitures respectueux de l'environnement, favorisant les options recyclables ou à faible impact carbone dans nos processus opérationnels (ex : réemploi matériel informatique, papier labellisé pour les impressions, fourniture de sac, gourdes etc.).

- **Sensibilisation et formation :**

  Nous sensibilisons activement notre équipe aux pratiques éco-responsables et encourageons leur participation à des formations axées sur la réduction de l'empreinte carbone (ex : numérique responsable, sensibilisation déplacements « responsables » etc.).

- **Optimisation des pratiques de travail :**

  Nous révisons régulièrement nos processus pour identifier et implémenter des méthodes plus efficaces et respectueuses de l'environnement tout au long de nos missions (ex : nouveaux outils, suivi d'indicateurs etc.).



Mobilités

Nos missions d'accompagnement nous amènent à organiser et participer à de nombreuses réunions avec nos clients et partenaires. Celles-ci ont lieu en partie via visioconférence, en partie en présentiel.

Afin de permettre de limiter les déplacements non indispensables tout en conservant une grande qualité d'échanges, ABCD s'est équipé de salles de visioconférences de haute qualité. De plus, la diversification de notre présence géographique au travers de nos trois bureaux en métropole – notamment à Bordeaux – permet une plus grande proximité avec nos clients et la mutualisation de nos déplacements.

➢ ***Concrètement, pour notre accompagnement auprès de la COBAS, nos consultants utiliseront le train pour se déplacer, et nous mutualiserons les déplacements au sein de l'équipe.***

En complément, nous avons déployé un plan de mobilité plus durable grâce à des actions qui réduisent sur nos émissions de CO2 et sur le confort de travail de nos équipes :

- Nos salariés utilisent exclusivement **les transports en commun, la marche à pied ou le vélo** pour leurs trajets domicile-travail.
- **L'usage du train comme moyen de transport lors de nos déplacements professionnels est systématiquement priorisé.** La voiture et l'avion ne sont considérés qu'en cas d'absence d'alternative durable.
- **Le nombre des déplacements de nos consultants est optimisé au maximum.** Les consultants situés au plus près du lieu de la mission sont proposés et la mutualisation des déplacements, en particulier dans les DOM-TOM et à l'étranger, est favorisée.
- Dès que cela est possible, nous privilégions les **hébergements durables** (intégrant une charte de développement durable ou labellisé clef verte).
- Une **calculatrice carbone** mise au point par le groupe de travail RSE pour sensibiliser les consultants et les collectivités et visant à réduire les émissions de CO2.

Par toutes ces mesures, nous sommes engagés dans la réduction de nos émissions de carbone liée aux déplacements.

Numérique responsable

Aujourd'hui, le numérique représente 3 à 4 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le monde et l'empreinte écologique du numérique risque encore de s'alourdir, et il nous parait donc primordial, en tant qu'organisation utilisant au quotidien le numérique de veiller à instaurer des pratiques plus vertueuses, afin d'éviter les effets rebonds dû à nos consommations. Par exemple, l'optimisation des trajets telle que susmentionnée nécessite d'être contrebalancée par une stratégie numérique efficace, inclusive et écologique.

Le numérique responsable est une démarche d'amélioration continue qui vise à réduire l'empreinte écologique, économique et sociale des technologies de l'information et de la communication (TIC). Au sein d'ABCD, cela se traduit par :

- **La certification au numérique responsable de la référente RSE** du cabinet via l'Institut du Numérique Responsable, qui intègre pleinement la démarche du numérique responsable dans la transition du cabinet ;
- **Le déploiement d'une politique RGPD stricte et conforme** aux exigences Européennes en matière de collecte de données, notamment lors de collecte de données sensibles ou confidentielles
- **La mise en place avec la COBAS de systèmes d'échanges dématérialisés et sécurisés** pour les échanges de courriers (Avenants, Ordres de services, devis…), de collecte documentaire de livrables : Fil Vert, transfert de fichier durable basé en France ; Dropbox pour le stockage de données sécurisées, dont leurs data centers ne sont plus alimentés qu'en énergies renouvelables depuis 2021 ;
- **La rédaction de nos supports et livrables en mode sobriété** : police de texte sobre, images strictement nécessaires et poids de celles-ci optimisées ;
- **L'envoi de mails raisonné** : limitation du nombre d'envoi de mails et notamment de pièce jointe en privilégiant les espaces de travail partagés et collaboratifs, limitation du nombre de destinataires, envoi de mail proscrit pour des réponses courtes en privilégiant un appel téléphonique si besoin ;
- **Usage raisonné des visioconférences** : mutualisation en cas d'interlocuteurs dans la même agence grâce à nos salles de réunion (1 connexion unique), organisation de réunions en visioconférence lorsque des documents sont à partager ; sinon usage des conférences téléphoniques, possibilité de couper les caméras lorsqu'elles ne sont pas indispensables (ex : partage de document).

- Une concertation avec le service de support informatique d'ABCD, qui paramètre les ordinateurs et le matériel du cabinet par défaut en **mode sobriété** (veille, gestion des notifications, installation de logiciels strictement essentiels…), et garantissant **sécurité et confidentialité** (mots de passe forts, verrouillage de session, alerte en cas d'accès à certains sites…) ;

- **Une application interne propre** « Abcd Board », développée par ABCD, permettant de gérer toutes les activités de l'agence (missions, facturations, aspects RH, suivi et archives commerciales, références, CV, etc.) cela permet une accessibilité rapide aux données et une facilité d'échanges en interne ;

- **La diffusion et les échanges de bonnes pratiques avec nos clients**, afin de travailler ensemble et conjointement sur les sujets de numérique responsable et plus généralement en matière de RSE dans nos missions ;

- **La sensibilisation de nos salariés au sujet des risques de cybersécurité** et des procédures internes en cas de mails frauduleux, tentative de pishing, hacking, etc.

- **Une politique d'achat tournée vers la durabilité et l'économie circulaire** : choix de matériel informatique performant et labellisé Energy Star, fourniture de protections et réparations systématiques en cas de panne pour lutter contre l'obsolescence des produits ; Réemploi des ordinateurs et du matériel autant que possible et recyclage systématique de tous les DEEE (via associations-service de collecte agrée par l'ADEME ou recyclage via des filières agrées) ; Achats de téléphones reconditionnés uniquement.

Stratégie Zéro déchets

ABCD est pleinement engagé sur le sujet de la gestion durable des ressources et de l'utilisation raisonnée de celles-ci. La réduction et le tri des déchets, la baisse de consommation des énergies et de l'eau sont les fondements de notre engagement. Nous appliquons en complément les procédures suivantes :

- Politique **zéro papier** : les supports papiers sont réservés à des usages absolument nécessaires, les impressions se font par défaut en recto/verso N&B et l'achat de papier FSC et Ecolabel est systématique ;

- **Revalorisation des produits électroniques systématique** via Manutan, service solidaire labellisé par l'ADEME ou dons d'ordinateurs à des associations pour l'insertion des personnes exilées comme EOLE ;

- **Sensibilisation de l'ensemble de nos consultants sur les écogestes quotidiens**, notamment grâce à un guide de bonnes pratiques portant sur l'énergie, les mobilités, le numérique responsable ;

- **Politique d'achats responsables** : choix de fournisseurs locaux et engagés dès que cela est possible (ESAT, ESUS, ESS..), Achats raisonnés pour les fournitures de bureau et le mobilier en général (achat via des entreprises d'insertion, choix de fournitures en matières recyclées et/ou durables, nombre de références de produits limitées, achat de meubles via des entreprises labellisées (B-corp par exemple) ; organisation de team building responsables (déplacements en train, activités non motorisées, ateliers de sensibilisation…), diagnostic des contrats d'énergie et usage d'une énergie 100% renouvelable progressivement mis en place ;

- **Mutualisation de nos services et agences** pour éviter les espaces vides et ainsi contribuer à la réduction de nos besoins en matière d'énergie ; réalisation de travaux d'entretien, d'isolation et non utilisation de climatisation énergivore (travaux de rénovation/isolation en 2016 et 2022) ;

- Stabilisation de la **température de nos locaux** à 19-20°C et **extinction systématique** des lumières, du chauffage et du matériel informatique en fin de journée ;

- Mise à disposition dans nos locaux d'un espace cuisine équipé de vaisselle, d'un lave-vaisselle pour limiter la consommation d'eau et de vaisselle jetable, de tote bag, et de poubelles de tri.

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085881

N° DEL-2025-04-045

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Philippe BUSSE, Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

33 présents
5 procuration(s)
3 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Dominique POULAIN **N° DEL-2025-04-045**

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT À L'ASSOCIATION "LES ESCAPADES MUSICALES - FESTIVAL INTERNATIONAL DU BASSIN D'ARCACHON - VAL DE L'EYRE" POUR L'ANNEE 2025

Mes Chers Collègues,

L'association « Les Escapades Musicales – Festival international du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre » a pour objet la diffusion de concerts de musique classique au cours d'un festival intitulé « Les Escapades Musicales - Festival international du Bassin d'Arcachon - Val de l'Eyre ».

La 16e édition aura lieu du 19 juin au 19 juillet 2025 sur les communes du Bassin d'Arcachon - Val de l'Eyre ; 6 concerts seront programmés sur le territoire de la COBAS.

Ce festival a pour vocation de permettre au plus grand nombre (public local et estivants) de profiter d'une programmation musicale riche et variée sur plusieurs semaines, servie par des solistes de renommée internationale.

L'association a également une mission pédagogique telle que l'organisation de masterclass, de rencontres avec les artistes et de concerts jeune-public.

Pour son action, l'association participe au développement d'actions culturelles d'intérêt communautaire.

Par conséquent, il est proposé d'attribuer une subvention de 10 000 € à l'association « Les Escapades Musicales – Festival international du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre » pour son fonctionnement en 2025.

VU la Loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association,
VU l'article L.1611-4 du Code général des collectivités territoriales relatif au contrôle sur les associations subventionnées,
VU les statuts de la COBAS approuvés par délibération n° 17-260 du Conseil Communautaire du 13 novembre 2017,
VU la convention ci-annexée,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** la subvention de fonctionnement de 10 000 € à l'association « Les Escapades Musicales – Festival international du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre » ;
- **AUTORISER** la Présidente à signer la convention avec l'association « Les Escapades Musicales – Festival international du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre », jointe en annexe ;
- **IMPUTER** les dépenses correspondantes au budget principal sur l'exercice concerné.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 38
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud
Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

CONVENTION DE PARTENARIAT

Entre
La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud, représentée par sa Présidente dûment mandatée par délibération du Conseil Communautaire en date du 9 avril 2025 et désignée sous le terme « LA COBAS », d'une part

Et
L'association « Les Escapades Musicales – Festival international du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre », association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 501 avenue Gustave Eiffel 33260 La Teste de Buch, représentée par son Président
dûment mandaté, et désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association : « diffusion de concerts de musique classique au cours d'un festival sur le Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre » conforme à son objet statutaire ;
Considérant la compétence « actions musicales et culturelles d'intérêt communautaire » de la COBAS ;
Considérant que le projet ci-après présenté par l'association participe de cette politique.

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre le projet suivant : « diffusion de concerts de musique classique au cours d'un festival sur le Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre ».
La COBAS contribue financièrement à ce projet. Elle n'attend aucune contrepartie directe de cette subvention.
En revanche, il sera proposé à la COBAS une présence importante en termes de communication : présence du logo sur les documents édités, banderoles, affiches, etc.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention est conclue pour l'année 2025.

ARTICLE 3 – MONTANT ET MODALITES FINANCIERES

Pour l'année 2025, la COBAS contribue financièrement pour un montant de **10 000 euros**.
La subvention sera versée en intégralité à la signature de la présente convention.

Le montant de cette subvention est ferme pour l'année de référence, soit 2025 et n'engage pas de reconduction tacite pour le prochain exercice qui fera, le cas échéant, l'objet d'un nouvel examen en Conseil Communautaire.

Le versement de ce soutien communautaire sera effectué en intégralité après signature de la présente convention par les personnes dûment habilitées à cet effet.
Ce règlement sera libéré sur les références bancaires transmises par l'association :

Toutefois, ce versement peut être suspendu, voire supprimé par la COBAS si l'association manque à ses obligations conventionnelles.

ARTICLE 4 – JUSTIFICATIFS

L'association s'engage à fournir dans les six mois suivant la clôture de l'exercice les documents ci-après :

- Le compte rendu financier d'utilisation de la subvention,
- Les comptes annuels de l'association,
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 5 - SANCTIONS

5.1 En cas d'inexécution ou de modification substantielle des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la COBAS, celle-ci peut respectivement ordonner le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996, la suspension de la subvention ou la diminution de son montant, après examen des justificatifs présentés par l'Association et avoir entendu ses représentants.

5.2 Tout refus de communication ou toute communication tardive du compte rendu financier mentionné à l'article 4 entraîne la suppression de la subvention en application de l'article 112 de la loi n°45-0195 du 31 décembre 1945. Tout refus de communication des comptes entraîne également la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938**.**

5.3 La COBAS informe l'association de ces décisions par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 6 - CONTROLE DE LA COBAS

6.1 Pendant et au terme de la présente convention, un contrôle peut être réalisé par la COBAS. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle conformément au décret du 25 juin 1934 relatif aux subventions aux sociétés privées. Le refus de leur communication entraîne la suppression de la subvention conformément à l'article 14 du décret-loi du 2 mai 1938.

6.2 La COBAS contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Conformément à l'article 43-IV de la loi n° 96-314 du 12 avril 1996 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, la COBAS peut exiger le remboursement de la partie de la subvention supérieure aux coûts éligibles du projet augmentés d'un excédent raisonnable prévu par l'article 3.5.

ARTICLE 7 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 8 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif de Bordeaux

Fait à Arcachon, le

La Présidente de la COBAS Marie-Hélène DES ESGAULX	Le Président de l'association Les Escapades Musicales – Festival international du Bassin d'Arcachon – Val de l'Eyre

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085883

N° DEL-2025-04-046

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Jean-François BOUDIGUE **N° DEL-2025-04-046**

MUTUALISATION INTERCOMMUNALE DES COMMANDES RELATIVES AUX GARAGES ET SERVICES TECHNIQUES : FOURNITURE DES HUILES ET LUBRIFIANTS POUR LES VEHICULES DE LA COBAS ET DES COMMUNES DE LA TESTE, DE GUJAN-MESTRAS ET D'ARCACHON

Mes Chers Collègues,

Dans le cadre de notre volonté commune d'optimiser les procédures d'achat public en termes d'efficience et de coût, la collectivité a mis en œuvre depuis 2010, une démarche de mutualisation des commandes relatives aux garages et services techniques de la COBAS et des communes membres.

Le groupement de commandes, encadré par le Code de la commande publique, est un outil juridique adapté à cet objectif de mutualisation des achats.

A ce titre, la délibération n° 17-217 du Conseil Communautaire et la convention constitutive qui s'y rapporte, autorisent la COBAS, en tant que coordonnateur ayant qualité de pouvoir adjudicateur, à lancer les consultations après recueil de tous les besoins, à signer et à notifier les marchés concernés par ladite convention.

Le groupement de commandes pour la fourniture des huiles et lubrifiants pour les véhicules de la COBAS et des communes d'Arcachon, de Gujan-Mestras et de La Teste de Buch arrivant à échéance en juillet 2025, il vous est proposé de le renouveler.

La consultation comprendra 2 lots, présentés ci-après :

N° lot	Intitulé	Montant annuel maximum
1	Fourniture d'huiles et lubrifiants	105 000 € HT
2	Fourniture d'AdBlue	59 000 € HT

Pour la COBAS, cela représente en 2024 une dépense de 39 758 € HT d'huiles et lubrifiants (lot n° 1) et de 39 600 € HT d'AdBlue (lot n° 2).

Chaque lot donnera lieu à un accord-cadre à bons de commande d'une durée initiale d'un an, renouvelable par reconduction tacite pour une durée d'un an, dans la limite de trois fois (soit une durée maximale de 4 ans).

Eu égard à l'estimation financière de l'accord-cadre à bons de commande sur 4 ans, la mise en concurrence sera réalisée sous la forme d'un Appel d'Offres Ouvert conformément aux articles L.2124-2 et R.2124-2 1° du Code de la commande publique.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code de la commande publique et notamment les articles L.2113-6 à L.2113-8, L.2124-2 et R.2124-2 1°,
VU les avis favorables du Conseil d'exploitation de la régie de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés, de la Commission Environnement du 28 mars 2025,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **AUTORISER** la Présidente de la COBAS, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes, à lancer la consultation d'Appel d'Offres Ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° du Code de la commande publique ;
- **HABILITER** la Présidente, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes, en cas d'appel d'offres infructueux, à lancer une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables et à engager les négociations après avis de la Commission d'Appel d'Offres ;
- **AUTORISER** la Présidente de la COBAS, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes, à déclarer la procédure sans suite si les circonstances le rendent nécessaire ;
- **AUTORISER** la Présidente de la COBAS, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes, à signer et notifier l'accord-cadre à bons de commande avec l'entreprise ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse retenue par la Commission d'Appel d'Offres ;
- **HABILITER** la Présidente, en sa qualité de coordonnateur du groupement de commandes, à signer, le cas échéant, les avenants dudit accord-cadre à bons de commande sans incidence financière ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les dépenses correspondantes au budget de la régie environnement sur les exercices concernés.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

Publié le 15 AVR. 2025

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085884

N° DEL-2025-04-047

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Isabelle DEVARIEUX, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

33 présents
5 procuration(s)
3 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Elisabeth REZER-SANDILLON **N° DEL-2025-04-047**

FILIÈRE A RESPONSABILITÉ ÉLARGIE DES PRODUCTEURS DES EMBALLAGES MÉNAGERS, IMPRIMÉS PAPIERS ET PAPIERS A USAGES GRAPHIQUES (REP EMPG) : AUTORISATION DE SIGNATURE DU CONTRAT TYPE POUR LA PÉRIODE 2025-2029 AVEC UN ÉCO-ORGANISME AGRÉÉ

Mes Chers Collègues,

Dans le cadre de la politique à mener en matière de protection de l'environnement et préservation des ressources naturelles, l'Etat a désigné la société OCAPEM en tant qu'organisme coordonnateur pour organiser au niveau national pour la période 2025-2029 la filière de valorisation des emballages ménagers et des papiers (REP EMPG), dont les éco-organismes agréés sont ADELPHE, CITEO et LEKO.

Le contrat signé entre la COBAS et l'éco-organisme agréé CITEO a expiré le 31 décembre 2024. Un avenant de prolongation dudit contrat a été signé afin d'assurer la continuité de la reprise et des mesures d'accompagnement dès le 1er janvier 2025, dans l'attente du nouveau contrat.

Le nouveau contrat type de l'éco-organisme CITEO, issu des travaux de l'organisme coordinateur de la filière (OCAPEM) et validé par les pouvoirs publics, est désormais disponible.

Ce contrat fixe les modalités du soutien technique et financier apporté par l'éco-organisme en vue d'aider la COBAS à contribuer à l'atteinte des objectifs nationaux en matière de recyclage des emballages ménagers et papiers.

Sur la base de ces éléments, il est proposé de vous prononcer en faveur de la signature du contrat type avec l'éco-organisme CITEO agréé pour la filière REP des emballages ménagers imprimés papiers et papiers à usages graphiques pour la durée 2025-2029. Ce contrat a un effet rétroactif au 1er janvier 2025.

VU l'avis favorable du Conseil d'Exploitation de la régie de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés du 28 mars 2025,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **AUTORISER** la Présidente à signer le contrat type avec un éco-organisme agréé par l'Etat dans le cadre de la filière REP des emballages ménagers et papiers pour la période 2025-2029, et ses éventuels avenants lorsqu'ils ne comportent pas d'incidence financière ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les recettes correspondantes au budget de la régie environnement sur les exercices concernés.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 38
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

Contrat type
pour la collecte sélective

COLLECTIVITES

Emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usages graphiques

Issu des travaux OCAPEM de décembre 2024

CITEO / ADELPHE

2025 – 2029

SPECIMEN

Entre

[Dénomination de l'Eco-organisme]

[Forme sociale] au capital de [montant] EUR, immatriculée sous le n°[...] au RCS de [ville] ayant son siège social au [adresse complète],

Représentée par [Civilité prénom et Nom], Directeur[rice] régional[e], dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « L'Eco-organisme »,

D'une part,

Et

[Nom de la Collectivité]

dont le siège social est situé [...], enregistré au répertoire SIREN sous le n° [Numéro SIREN], représenté[e] par [...], en sa qualité de [...], dûment habilité[e] à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée la « Collectivité »,

D'autre part,

Ci-après dénommées collectivement « Les Parties », et individuellement « la Partie »,

Sommaire

PREAMBULE 4
Article 1 – Objet 5
Article 2 – Définitions 5
Article 3 – Informations relative à la coexistence des éco-organismes 5
3.1 Interdiction des doubles financements 5
3.2 Principe d'Equilibrage 6
Article 4 – Obligations de déclaration et soutiens 6
4.1 Déclarations générales au titre du Contrat 6
4.2 Soutiens et Déclarations spécifiques par soutiens 6
4.2.1 Soutiens 6
4.2.2 Déclarations conditionnant les soutiens 7
4.2.3 Versement des soutiens 8
Article 5 – Reprise 8
5.1 Présentation générale 8
5.1.1 Déchets d'emballages ménagers 8
5.1.2 Déchets Papiers graphiques 9
5.2 Options de Reprise 10
5.2.1 Option de reprise Filière 10
5.2.2 Option de Reprise Fédérations 11
5.2.3 Option de Reprise Individuelle 11
5.3 Option de Reprise Titulaire 12
5.3.1 Solution transitoire, monoflux, Flux développement 12
5.3.2 Modalités de la reprise et du traitement des refus de tri issus des centres de tri 14
5.4 Standards expérimentaux 14
5.5 Caractérisation de la qualité des Flux repris 15
Article 6 - Traçabilité et Contrôles 15
6.1 Obligations de la Collectivité en matière de Traçabilité 15
6.2 Contrôles externes 16
6.3 Conséquences des contrôles et vérifications 16
6.3.1 Gestion des non-conformités 16
6.3.2 Régularisation des soutiens financiers 17
6.3.3 Plan d'actions 17

SPECIMEN

Article 7 – Mesures d'accompagnement 17
7.1 Principes généraux 17
7.2 Actions spécifiques à la collecte Hors Foyer pris en charge par le SPPGD ou le service propreté des collectivités territoriales 18
7.3 Caractérisation du contenu de la collecte 18
Article 8 - Confidentialité, transmission et utilisation des données 19
8.1 Principe 19
8.2 Exceptions 20
8.2.1. Données de Performance de la Collectivité 20
8.2.2. Transmission de données à l'ADEME 20
8.2.3. Exceptions génériques 21
Article 9 - Dématérialisation des relations contractuelles 21
Article 10 - Modalités de contractualisation 21
Article 11 - Modification du Contrat 22
11.1 – Modification du contrat type unique de collecte sélective 22
11.1.1 – Modification faisant suite à une modification du Cahier des charges 22
11.1.2 – Autres modifications du Contrat 23
11.2 – Modifications spécifiques à la Collectivité 23
11.2.1 – Modifications statutaires 23
11.2.2 – Autres modifications 24
Article 12 – Prise d'effet et terme du Contrat 24
12.1 Prise d'effet du Contrat 24
12.2 Terme du Contrat 25
12.3 Résiliation 25
12.3.1 Cas de résiliation au choix de la Collectivité 25
12.3.2. Résiliation pour manquement 26
12.3.3 Résiliation faisant suite à une modification du contrat type unique de collecte sélective .. 26
12.4 Caducité du Contrat 27
12.4.1 Retrait ou non-renouvellement de l'agrément de l'Eco-organisme 27
12.4.2 Modifications statutaires de la Collectivité 27
12.5 Conséquences du terme du Contrat 28
Article 13 - Divers 28
13.1 – Documents contractuels 28
13.2 – Cession de Contrat 28
13.3- Assurance et responsabilité 28
13.4 – Force majeure et circonstances exceptionnelles 29

SPECIMEN

13.5 – Utilisation du logotype de l'Eco-organisme 30
13.6 – Données à caractère personnel 30
Article 14 – Règlement des différends 30
Annexes Communes 32
Annexe 1. Glossaire 32
Annexes Différenciantes 40
Annexe 2. Modalités de déclaration et de versement des soutiens 40
Annexe 2bis. Mandat d'autofacturation 49
Annexe 3. Conditions de la Reprise Titulaire en métropole 51
Annexe 4. Accompagnement spécifique de CITEO / ADELPHE 65

PREAMBULE

L'Eco-organisme a été agréé, par arrêté interministériel pour permettre à ses adhérents metteurs en marché de s'acquitter de leurs obligations légales et réglementaires en matière de déchets issus des emballages ménagers et d'imprimés papiers et papiers à usage graphiques.

La Collectivité est compétente en matière de collecte et/ou de traitement des déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques. Elle contracte en son nom propre ou le cas échéant, pour ses membres.

Elle met en place et développe, pour les besoins du service public, sur tout ou partie de son territoire, la Collecte sélective et le tri des déchets d'emballages ménagers en vue de leur Recyclage.

La Collectivité contractualise, soit en son nom propre, soit, le cas échéant, en tant que structure intercommunale compétente, pour le compte de ses membres.

La Collectivité et l'Eco-organisme s'engagent à collaborer en s'inscrivant dans une démarche de qualité, de progrès et de maîtrise des coûts au bénéfice de l'atteinte des enjeux communs de la Filière REP EMPG

L'Eco-organisme et la Collectivité souscrivent ce contrat type unique pour la collecte sélective afin de mettre en œuvre les missions, définir les conditions et atteindre les objectifs des éco-organismes de la Filière des emballages ménagers et papiers graphiques (REP EMPG), notamment l'accompagnement technique et financier.

Le présent Contrat a été établi en concertation avec les représentants des collectivités territoriales, tels qu'ils sont représentés au sein de la commission des Filières REP EMPG concernées.

Il a été exposé ce qui suit :

SPECIMEN

Article 1 – Objet

Le présent Contrat a pour objet de définir les relations entre l'Eco-organisme et la Collectivité dans le cadre de la mise en œuvre de la REP EMPG , conformément à l'article 5.2.1.1 du Cahier des charges.

Le Contrat fixe d'une part les modalités du soutien technique et financier apporté par l'Eco-organisme en vue d'aider la Collectivité à contribuer à l'atteinte des objectifs et d'autre part les modalités de pourvoi assuré par l'Eco-organisme pour la gestion des Flux développement et des refus de tri issus des centres de tri dans le respect du principe de libre administration des collectivités territoriales.

Le Contrat porte sur l'ensemble des Matériaux d'emballages ménagers (acier, aluminium, papiers cartons, plastiques et verre) et les imprimés papiers et papiers à usage graphique.

Il présente l'unique lien contractuel entre l'Eco-organisme et la Collectivité pour le paiement des soutiens financiers au titre du Barème aval visé au 5.2.4 du Cahier des charges.

Tout(s) contrat(s) antérieur(s) entre les Parties ayant un objet similaire et leurs avenants sont résiliés de plein droit à la prise d'effet du présent Contrat. Le présent Contrat prévaut sur ces contrats et avenants antérieurs.

Article 2 – Définitions

Pour l'application du Contrat, les termes correspondant aux notions définies par la législation, en particulier celles visées aux articles L. 541-1-1 et R. 543-43 et suivants, et R. 543-207 du code de l'environnement (définition d'emballages, d'emballages ménagers, papiers graphiques), ont le sens que leur donnent ces dispositions.

Les termes utilisés dans le présent Contrat sont définis dans le Glossaire (Annexe 1).

Article 3 – Informations relative à la coexistence des éco-organismes

3.1 Interdiction des doubles financements

La Collectivité ne peut percevoir deux fois des soutiens de la Filière REP EMPG pour un même Périmètre et une même période. En ce sens, la Collectivité ne peut bénéficier du soutien et de l'accompagnement que d'un seul Eco-organisme de la Filière REP EMPG au titre du présent Contrat, pour le Périmètre contractuel et la durée du Contrat.

SPECIMEN

3.2 Principe d'Équilibrage

La Collectivité est informée qu'il existe plusieurs éco-organismes agréés pour la Filière REP EMPG, et qu'elle peut décider de signer le contrat type unique de collecte sélective avec un autre éco-organisme à l'issue du terme du présent Contrat dans les conditions prévues à l'article 12.3.3.1 (*Résiliation en cas de modification des Documents de l'OCAPEM*).

La Collectivité est néanmoins informée dans ce cadre :

- Que le contrat type unique de collecte sélective est commun aux différents éco-organismes, et que les dispositifs de soutiens et de reprise prévus par le Cahier des charges sont identiques ;
- Que le changement d'éco-organismes induit une concertation entre les éco-organismes afin d'assurer un Équilibrage financier.

Article 4 – Obligations de déclaration et soutiens

4.1 Déclarations générales au titre du Contrat

- **Descriptif de collecte**

La Collectivité déclare au moment de prise d'effet du contrat et met à jour en cas de modification :
- Le nombre d'habitants ;
- La fréquence de collecte
- Les modes de collecte (type d'équipement : PAP, PAV)
- Les schémas de collecte (type de séparation : multi Flux ; fibreux / non fibreux…)

La déclaration est remplie par la Collectivité conformément au format défini par l'Eco-organisme.

- **Périmètre**

La Collectivité fournit toute pièce ou document permettant de définir son Périmètre contractuel :
- Territoire de la Collectivité ou des collectivités inclus dans le Contrat,
- Population contractuelle (actualisée annuellement).

4.2 Soutiens et Déclarations spécifiques par soutiens

4.2.1 Soutiens

Les soutiens financiers figurent dans le Document de l'OCAPEM librement consultable sur le site internet de l'Eco-organisme qui informe la Collectivité des éventuelles évolutions du document.

SPECIMEN

4.2.2 Déclarations conditionnant les soutiens

Pour bénéficier des soutiens, la Collectivité doit déclarer via le portail déclaratif de l'Eco-organisme selon les délais propres à chacun les données et informations suivantes :

Au titre des soutiens au Recyclage et à la Valorisation	• Les Tonnes Recyclées par Matériau conformément aux Standards par Matériau. Cette déclaration est commune aux emballages ménagers et aux papiers graphiques ; • Les tonnes d'Ordures ménagères collectées hors Collecte sélective et leur répartition par mode de traitement (Compostage, Méthanisation, incinération, CSDU) La déclaration complète des informations de l'année N doit être transmise au plus tard au 30 juin de l'année N+1 La Collectivité s'engage à reporter, dans ses contrats avec ses partenaires (centres de tri, Repreneurs, unités de traitement), les exigences de fourniture d'information et de Traçabilité lui permettant de réaliser l'ensemble des déclarations, selon les modalités du Contrat et les outils mis à disposition (notamment via le Certificat de Recyclage). • Les informations nécessaires aux calculs des autres soutiens à la Valorisation demandés à la collectivité et/ou à son unité de traitement par chaque Eco-organisme, conformément au Barème aval prévu à l'article 5.2.4 du Cahier des charges (Soutiens au fonctionnement : Barème aval).
Au titre du soutien à l'action de sensibilisation auprès des citoyens	Les informations nécessaires au soutien à la communication, conformément au Barème aval : • ***Les informations nécessaires au soutien aux Ambassadeurs du tri (ADT)*** o Une liste nominative des ADT employés au cours de l'année, avec à minima leur adresse mail, fonction, date de sortie ainsi que n° SIREN et nom de l'entité employeur si différents de l'entité signataire du présent Contrat o Le temps de travail minimum (60 jours) consacré aux missions ADT conformément à la définition figurant à l'Annexe 1 *(Glossaire)* o La description de leurs missions principales.
Au titre du soutien à la connaissance des coûts)	• Déclaration à l'Eco-organisme selon les formes et les délais exigés par celui-ci des données relatives aux coûts des différentes étapes en lien avec la Collecte sélective, au traitement et des recettes Matériaux ; • Déclaration annuelle des coûts au titre de l'année N portant sur les données de l'année N-1. Elle doit concerner la totalité du Périmètre contractuel. Les syndicats de traitement peuvent toutefois faire une déclaration partielle sous réserve que cette déclaration partielle concerne au moins 50 % du Périmètre contractuel ; Ces deux déclarations doivent donner lieu à une validation des données déclarées par l'Eco-organisme.

SPECIMEN

4.2.3 Versement des soutiens

Les modalités de versement des soutiens sont prévues à l'Annexe 2 (*Modalités de déclaration et de versement des soutiens*).

Article 5 – Reprise

5.1 Présentation générale

5.1.1 Déchets d'emballages ménagers

1. Conformément à l'article 6.2 du Cahier des charges, la Collectivité territoriale choisit, l'une des trois options de reprise et de Recyclage présentant un niveau d'engagement et de contraintes variables suivantes :

- « **Reprise Filières** » : proposée par l'Eco-organisme conformément au Cahier des charges et mise en œuvre par les Filières Matériau ;
- « **Reprise Fédérations** » : proposée par les Fédérations conformément au Cahier des charges et mise en œuvre par leurs adhérents labelisés ;
- « **Reprise Individuelle** » : organisée directement par la Collectivité et mise en œuvre par le ou les Repreneur(s) Contractuel(s) qu'elle a choisi(s).

La Collectivité a la possibilité de changer d'option de reprise dans les conditions prévues par son Contrat de reprise.

2. Ne sont pas concernés par ces options de reprise les Flux suivants qui donnent lieu à la « **Reprise Titulaire** » (c'est-à-dire dont la reprise et le Recyclage sont organisés par l'Eco-organisme) :

- Les Flux correspondants au Standard Matériau Flux développement et les Flux correspondants au Standard Matériau plastique transitoire (art. 6.3 à 6.5 du Cahier des charges) ;
- Les Flux du Standard Matériau plastique simplifié (art. 6.4 du Cahier des charges).

Les Flux qui donnent lieu à un accompagnement de l'Eco-organisme concernant les refus de tri sont également exclus des options de reprise (article 6.6 du Cahier des charges).

3. Les principes qui suivent sont applicables à tous les types de reprise (Filières, Fédérations, individuelles et titulaire) :

- La Collectivité ne peut choisir qu'une (1) option de reprise par Standard ;
- La Collectivité doit s'engager via un Contrat de reprise, qui est accessoire au présent Contrat, et qui lui sera transmis pour signature par la Filière Matériau ou son Repreneur agréé, la Fédération ou son adhérent labélisé, un Repreneur en option de reprise individuelle ou l'Eco-organisme en fonction de la reprise choisie.

SPECIMEN

- Le prix des tonnes reprises est garanti pour les tonnes conformes aux Standards concernés. Les tonnes reprises sont réputées conformes aux Standards concernés (hors gestion des refus de tri).
- La reprise et les opérateurs de Recyclage doivent respecter la règlementation et les normes nationales et européenne, ou dans des conditions équivalentes en cas de Recyclage hors de l'Union européenne.

4. En cas de Reprise Filières, Fédérations ou Individuelles, les règles suivantes s'appliquent :

- **Déclaration du choix de l'Option** :

La Collectivité déclare à l'Eco-organisme ses choix initiaux d'option de reprise ainsi que les informations relatives aux Contrats de reprise qu'elle conclut (nom du Repreneur Contractuel, dates de début et d'échéance, Matériau et Standard concernés, pour chacun des Contrats de reprise), dans les trois (3) mois qui suivent la prise d'effet du Contrat.

La Collectivité doit déclarer chaque année ses options de reprise.

La Collectivité déclare à l'Eco-organisme tout changement d'option de reprise et/ou de Repreneur(s) Contractuel(s), au plus tard lors de la remise de la Déclaration d'activité du trimestre (ou du semestre) correspondant et au plus tard le 31 décembre de l'année concernée.

Il est possible de maintenir le Contrat de reprise en cas de changement d'éco-organisme conformément à l'article 12.3.1 (*Cas de Résiliation au choix de la Collectivité*), sous réserve que les conditions du Contrat de reprise le permettent.

- **Déclaration des données liées à la reprise** :

Dans le cadre de la reprise, la Collectivité s'engage à exiger dans son contrat avec les autres partenaires contractuels (centres de tri, Repreneurs, unités de traitement), le respect des obligations déclaratives suivantes :

- Le centre de tri et l'unité de traitement multi-clients identifient les tonnages à faire enlever pour le compte de la Collectivité de manière transparente et sur le Périmètre ménager, selon les termes de son contrat, par le Repreneur Contractuel dans le cadre de l'option de reprise précisée ;
- La transmission des Certificats de Recyclage et les modalités de déclaration dématérialisée des Repreneurs via les plateformes de déclaration mises à leur disposition par l'Eco-organisme dans le respect des délais précisés dans les contrats de reprise.

5.1.2 Déchets Papiers graphiques

Revigraph et ses repreneurs agréés ainsi que les Fédérations et leurs adhérents labelisés proposeront un Contrat de reprise d'ici la fin du premier trimestre 2025. L'Eco-organisme informera la Collectivité lorsque la reprise de ces Flux sera opérationnelle.

Une reprise individuelle sera également une option pour la Collectivité.

SPECIMEN

La déclaration des données liées à la reprise des Papiers Graphiques s'effectue dans les mêmes conditions que pour les déchets d'Emballages Ménagers.

5.2 Options de Reprise

5.2.1 Option de reprise Filière

Description :

Pour chaque Matériau, l'Eco-organisme conclut des conventions avec les Filières Matériaux, lui permettant de garantir à la Collectivité, une reprise, en toutes circonstances, des déchets d'emballages ménagers conformes aux Standards de Recyclage selon un prix de reprise unique, public, positif ou nul au départ du centre de tri ou de l'unité de traitement ou de la plateforme de regroupement pour le verre sur l'ensemble du territoire.

Mise en œuvre :

L'option « Reprise Filières » est proposée par l'Eco-organisme et mise en œuvre par les Filières Matériaux. Dans le cadre de cette option, les Filières Matériaux s'engagent, selon les Matériaux, à reprendre et à recycler directement ou via des Repreneurs qu'elles désignent à la Collectivité la totalité des tonnes de Déchets d'Emballages Ménagers triés conformément aux Standards par Matériau à un prix au moins égal à zéro départ centre de tri ou unité de traitement.

Prix de reprise et qualité des Matériaux :

La Collectivité qui choisit l'option Reprise Filières bénéficie par l'Eco-organisme des mêmes conditions de reprise, inscrites dans le contrat type de collecte sélective et en particulier d'un prix unique et public sur tout le territoire, quelles que soient sa taille et sa situation géographique. La Filière Matériau assure que ses Repreneurs agréés appliquent le Principe de solidarité pour que le prix de reprise respecte ces modalités.

Le prix de reprise proposé à la Collectivité porte sur les Déchets d'Emballages Ménagers conformes aux Standards de Recyclage.

Durée du Contrat de reprise :

Le Contrat de reprise étant lié à l'engagement des Filières Matériaux pris pour la durée de l'agrément de l'Eco-organisme, la durée de ce contrat est identique à la durée de l'agrément de l'Eco-organisme.

La Collectivité qui a choisi l'option Reprise Filières s'engage pour une durée de trois ans minimum ou, si elle est inférieure, pour la durée restante de l'agrément.

SPECIMEN

5.2.2 Option de Reprise Fédérations

Description :

L'Eco-organisme conclut des conventions avec des Fédérations professionnelles représentant des acteurs en charge de la reprise et du Recyclage des Déchets d'Emballages Ménagers garantissant à la Collectivité une reprise de ces déchets sur l'ensemble du territoire.

Mise en œuvre :

L'option reprise Fédérations est offerte par les Fédérations et leurs Adhérents Labellisés (Repreneurs), signataires d'un contrat de labellisation avec une Fédération.

Prix de reprise et qualité des Matériaux :

L'adhérent Labellisé ou les adhérents labellisés (Repreneur) intervenant dans le cadre de l'option reprise Fédérations s'engage à reprendre et à recycler, à toute collectivité avec qui il passe un contrat, l'ensemble des Déchets d'Emballages Ménagers triés conformément aux Standards de Recyclage.

Le prix de reprise des Matériaux est déterminé librement entre la Collectivité et l'adhérent labellisé.

La Fédération s'engage à ce que le prix de reprise proposé par ses adhérents labellisés pour chacun des Matériaux, sur tout le territoire national, soit au minimum égal à 0€ (zéro euro) départ centre de tri/surtri, ou unité de traitement ou centre de regroupement.

Durée du Contrat de reprise :

La durée des Contrats de reprise est déterminée librement par la Collectivité et l'adhérent labellisé (Repreneur). Le Contrat de reprise étant lié à l'engagement des Fédérations pris pour la durée de l'agrément de l'Eco-organisme, la durée de ce contrat ne peut être supérieure à la durée de l'agrément de l'Eco-organisme.

5.2.3 Option de Reprise Individuelle

Description :

La Collectivité sélectionne elle-même son Repreneur et passe directement avec lui les accords nécessaires.

Mise en œuvre :

L'option reprise Individuelle est directement organisée par la Collectivité et offerte par le(s) Repreneur(s) choisi(s) par la Collectivité.

SPECIMEN

Prix de reprise et Qualité des Matériaux

Le contrat et le prix de reprise des Matériaux sont librement négociés entre la Collectivité et le Repreneur.

La qualité et le type de conditionnement des Matériaux triés peuvent être précisés par des prescriptions techniques particulières librement négociées entre la Collectivité et le Repreneur.

Durée du Contrat de reprise :
La durée des Contrats de reprise est déterminée librement par la Collectivité et le Repreneur.

Contenu du Contrat de reprise :

La Collectivité qui choisit cette option signe avec le Repreneur Contractuel de son choix un Contrat de reprise librement négocié.

La Collectivité s'assure que le Contrat de reprise reprend les principes et obligations suivants, exigés par l'Eco-organisme pour le paiement des soutiens et/ou le contrôle des déclarations :

- Respect des obligations de Traçabilité et de déclaration, via notamment la plateforme de déclaration mise à la disposition des Repreneurs, dans des délais compatibles avec les exigences du présent Contrat ;
- Acceptation par ses Repreneurs et/ou ses Destinataires finaux (recycleurs) et de leurs intermédiaires éventuels des contrôles de l'Eco-organisme ;
- Obligation par ses Repreneurs et/ou ses Destinataires finaux (recycleurs) de pouvoir justifier de la qualité des Flux repris en cas de contrôle ;
- Dans l'hypothèse où le Repreneur effectue des opérations de Recyclage hors Union européenne, obligation de respecter le référentiel de contrôle aval en vigueur utilisé par les éco-organismes pour contrôler que les opérations de Recyclage en dehors de l'Union européenne se sont déroulées conformément à ce principe. Le référentiel de contrôle en vigueur est librement consultable sur le site internet de l'Eco-organisme qui informe la Collectivité des éventuelles évolutions du référentiel.

5.3 Option de Reprise Titulaire

5.3.1 Solution transitoire, monoflux, Flux développement

La « **Reprise Titulaire** » est mise en œuvre par l'Eco-organisme, conformément au Cahier des charges (art. 6.3, 6.4, 6.5), pour les Flux suivants :

Standard Flux développement	L'Eco-organisme organise la reprise des déchets d'emballages ménagers plastiques conformes au Standard Flux développement auprès de toute collectivité en garantissant à cette dernière une reprise en toutes circonstances et sans frais. Il organise également le Recyclage des déchets ainsi repris.

SPECIMEN

Standard Matériau plastique simplifié	L'Eco-organisme organise la reprise des déchets d'emballages ménagers plastiques conformes au Standard Matériau plastique simplifié auprès de toute collectivité, en garantissant à cette dernière une reprise en toutes circonstances et sans frais. Il organise également le Recyclage des déchets ainsi repris. Le coût correspondant à la prise en charge par l'Eco-organisme de ces tonnages vient pour partie en déduction du soutien à la tonne versée à la Collectivité par l'Eco-organisme ; cette déduction est inférieure à 15 % du montant de ce soutien.
Modèles transitoires	Afin de finaliser la mise en œuvre de l'Extension des consignes de tri, l'Eco-organisme propose aux collectivités, d'organiser de manière transitoire la reprise des déchets d'emballages ménagers plastiques conformes aux Standards du modèle transitoire de tri, à l'exception du Flux PET clair. L'Eco-organisme organise dans ce cas la reprise en toutes circonstances et sans frais auprès de la Collectivité de ces déchets d'emballages pour toute la durée durant laquelle la Collectivité produit les Standards du modèle transitoire de tri des plastiques. Il organise également le Recyclage des déchets ainsi repris. Cette option de reprise est ouverte à toute collectivité respectant les conditions ci-après : - la Collectivité est engagée dans une démarche d'Extension des consignes de tri sur son territoire ; - la Collectivité est engagée dans un projet de centre de tri visant la production de Flux suivant un modèle de tri à deux Standards plastique (avec Flux développement) avant le 1er janvier 2026 ; - la capacité du centre de tri préexistant de la Collectivité lui permet de produire les Flux du modèle transitoire de tri des plastiques.

La Reprise Titulaire est mise en œuvre pour les Flux susvisés par l'Eco-organisme auprès de la Collectivité en qualité de Repreneur Contractuel.

Dans le cadre de la reprise Titulaire, la Collectivité bénéficie de la part de l'Eco-organisme des mêmes conditions de reprise, et en particulier d'un prix unique sur tout le territoire, quelles que soient sa taille et sa situation géographique.

La signature du contrat « Reprise Titulaire » garantit à la Collectivité la reprise et le Recyclage au prix minimum de 0€ /Tonne (zéro euro par tonne) départ centre de tri.

L'Eco-organisme déclare à la Collectivité les tonnes qui donnent lieu à la reprise Titulaire.

Le Contrat de reprise Titulaire constitue un accessoire du présent Contrat et lui est annexé. En cas de changement d'Eco-organisme le Contrat de reprise Titulaire est caduque de plein droit.

SPECIMEN

5.3.2 Modalités de la reprise et du traitement des refus de tri issus des centres de tri

Conformément à l'article 6.6 du Cahier des charges, la Collectivité peut faire la demande de bénéficier dans le cadre du présent Contrat de la reprise des refus de tri des déchets EMPG issus de ses centres de tri dès lors que :

- La Collectivité est en Extension des Consignes de Tri (ECT) ;
- La Collectivité est cliente d'un centre de tri performant, au sens de l'arrêté du 20 février 2023, et produisant -ou engagé à produire avant le 01 janvier 2026 du Flux développement / monoFlux.

Lorsque la Collectivité en fait la demande auprès de l'Eco-organisme, et dès lors que ces conditions sont remplies, l'Eco-organisme organise la reprise, c'est-à-dire le transport et le traitement, des refus pour la Collectivité à sa demande. L'Eco-organisme finance la totalité des coûts de reprise.

Lorsque la Collectivité souhaite bénéficier de cette option de reprise, les soutiens financiers versés dans le cadre du Barème aval font l'objet d'une réfaction correspondant aux coûts induits pour l'Eco-organisme s'agissant de la gestion des déchets autres que les déchets EMPG qui sont présents dans les refus de tri (tel que précisé dans l'article 6.6 du Cahier des charges).

Cette réfaction est calculée à partir des tonnes dont les coûts de gestion sont à la charge de la Collectivité comme suit :

> ***Tonnes dont les coûts font l'objet d'une réfaction à la CL = tonnes de refus pris en charge par l'Eco-organisme – tonnes de déchets EMPG***

Les tonnes des déchets EMPG présents dans les refus sont calculées à partir d'une étude de caractérisation nationale réalisée par les éco-organismes en lien avec l'ADEME.

En cas de révision de ces tonnes de déchets EMPG présents dans les refus, l'information dès que validée par l'ADEME est notifiée à la Collectivité sous deux mois par les Eco-organismes. La révision prend effet à la date de notification à la Collectivité.

Si la collectivité est bénéficiaire de la reprise des refus de tri par l'Eco-organisme au titre de la présente clause, elle ne peut bénéficier du Soutien financier à la Valorisation énergétique des emballages dans les refus de tri issus des centres de tri.

5.4 Standards expérimentaux

Conformément au Cahier des charges (articles 6.1.1.4 et 9.2.1), l'Eco-organisme peut proposer à la Collectivité des Standards expérimentaux. Dans ce cas, la Collectivité signe une convention spécifique avec l'Eco-organisme pour définir les modalités de mise en œuvre de cette expérimentation. Cette convention définit notamment :

- le Standard expérimental ;
- le soutien éventuellement différencié qui lui est associé ;
- les éventuelles garanties de reprise et de Recyclage proposées, par catégories et sous catégories de déchets.
- Les exigences de Traçabilité et de contrôle qui sont les mêmes que pour les autres Standards.

SPECIMEN

5.5 Caractérisation de la qualité des Flux repris

Afin de s'assurer de la qualité des Flux triés et repris par l'ensemble des opérateurs, l'Eco-organisme procède ou fait procéder à des caractérisations de la qualité de ces différents Flux. Ces caractérisations doivent permettre d'analyser le respect des prescriptions des Standards et les éventuels écarts. La Collectivité s'engage à reporter dans son contrat avec ses partenaires la possibilité d'intervention de l'Eco-organisme pour réaliser ces caractérisations.

Les résultats par Flux font l'objet d'une communication auprès de la Collectivité et des opérateurs concernés par ce Flux, dans un délai de trois mois.

Les résultats consolidés sur une année font l'objet d'un rapport annuel publié avant fin avril N+1.

Ces caractérisations devront permettre par ailleurs d'évaluer la part des bouteilles plastiques de boissons dans les tonnages triés permettant le suivi de l'atteinte de l'objectif de collecte pour Recyclage.

Article 6 - Traçabilité et Contrôles

6.1 Obligations de la Collectivité en matière de Traçabilité

La Collectivité s'engage à déclarer les tonnes par Standard à chaque étape de la chaîne de Recyclage, depuis la collecte jusqu'au recycleur-utilisateur final. Cette déclaration inclut notamment les points d'enlèvement, les repreneurs et les intermédiaires éventuels.

La Collectivité doit garantir la Traçabilité des Flux, indépendamment de l'option de reprise choisie, à l'exception des Flux dont la reprise et le Recyclage sont organisés par l'Eco-organisme.

La Collectivité veille à ce que ses Repreneurs Contractuels respectent les obligations suivantes :

- Assurer la Traçabilité des tonnes conformes aux Standards jusqu'au recycleur-utilisateur final, via une déclaration sur la plateforme dématérialisée de l'Eco-organisme, qui fait office de Certificat de Recyclage dématérialisé ;
- Garantir que les tonnes respectent les Standards de qualité, et pouvoir en apporter la preuve lors d'un contrôle de l'Eco-organisme ;
- Fournir des preuves que tout traitement effectué en dehors de l'Union Européenne, le cas échéant, s'est déroulé dans des conditions équivalentes aux exigences légales applicables en vertu du Règlement 1013/2006 du 14 juin 2006 concernant les transferts des déchets et du règlement 2024/1157 du 11 avril 2024 relatif aux transferts de déchets.

SPECIMEN

6.2 Contrôles externes

L'Eco-organisme peut réaliser ou faire réaliser par ses prestataires tous les contrôles nécessaires, sur place ou sur pièces, à tout point de la chaîne de Recyclage, depuis l'opérateur de tri ou de traitement jusqu'aux recycleurs-utilisateurs finaux de la matière.

Ces contrôles peuvent concerner des tonnages pour lesquels l'Eco-organisme aura déjà versé des soutiens.

Les contrôles de l'Eco-organisme couvrent au minimum les aspects suivants :

- La vérification auprès des acteurs intervenant en aval du centre de tri jusqu'au Recyclage final de l'exactitude des tonnages déclarés, repris et recyclés, par échantillonnage de lots déclarés comme repris et établissement de la Traçabilité de ces lots jusqu'au recycleur-utilisateur final.
- La vérification que les tonnages exportés en dehors de l'Union Européenne sont recyclés dans des conditions pour l'essentiel équivalentes aux exigences légales applicables en vertu de la directive 94/62/CE modifiée ;
- La vérification du respect des dispositions prévues sur les Standards de Recyclage.

La Collectivité s'engage à prendre connaissance, respecter et faire respecter le référentiel de contrôle qui décrit précisément l'organisation des contrôles. Le référentiel de contrôle en vigueur est librement consultable sur le site internet de l'Eco-organisme. L'Eco-organisme informe la Collectivité des éventuelles évolutions du référentiel.

6.3 Conséquences des contrôles et vérifications

6.3.1 Gestion des non-conformités

Si les contrôles révèlent des incohérences dans les données déclarées par la Collectivité et ses Repreneurs, ou tout autre non-conformité (défaut de Traçabilité, absence ou irrégularité des éléments justificatifs requis, non-respect des Standards, non-respect des conditions de Recyclage hors Union Européenne, données non valides…), l'Eco-organisme en informe la Collectivité par écrit (courrier ou courriel) et, le cas échéant, son ou se(s) Repreneur(s). Elle se réserve la possibilité, en parallèle, d'ajuster à titre conservatoire le montant des soutiens et des acomptes correspondant aux tonnes litigieuses.

La Collectivité et/ou le(s) Repreneur(s) ont alors 45 jours calendaires à compter de la réception par la Collectivité de l'information susvisée pour transmettre des observations et notamment pour apporter toutes explications utiles et/ou tous justificatifs ou éléments probants.

Au besoin, une concertation pourra être organisée entre l'Eco-organisme, la Collectivité et/ou le(s) Repreneur(s), aux fins notamment d'identifier les causes de la non-conformité et les solutions pour y remédier.

A l'issue de la procédure contradictoire prévue ci-avant, si l'Eco-organisme conclut, au regard des pièces du dossier, à un ou plusieurs manquements de la Collectivité, l'Eco-organisme pourra régulariser en conséquence, à titre définitif, les soutiens versés ou à verser.

SPECIMEN

6.3.2 Régularisation des soutiens financiers

Un arrêté des comptes sera alors établi par l'Eco-organisme afin qu'aucune tonne litigieuse ne fasse l'objet d'un soutien. Dans l'hypothèse où les tonnes litigieuses auraient déjà été prises en compte pour le calcul des soutiens, l'Eco-organisme constatera l'existence d'un trop-perçu à récupérer selon les modalités propres à l'Eco-organisme prévues en Annexe 2 (*Modalités de déclaration et de versement des soutiens*).

6.3.3 Plan d'actions

Dans le cadre de la concertation prévue à l'article 6.3.1 (*Gestion des non-conformités*), et notamment dans l'hypothèse où les contrôles mettent en évidence un écart important et répété de la qualité des déchets d'emballages ménagers triés par rapport aux Standards, un plan d'actions pourra être élaboré conjointement par l'Eco-organisme, la Collectivité, ses Repreneur(s) et/ou prestataire(s) afin de remédier aux non-conformités, à charge pour la Collectivité de s'assurer de sa mise en œuvre.

La validation et la mise en œuvre du plan d'actions sont sans incidence sur le droit pour l'Eco-organisme de régulariser les soutiens versés ou à verser dans les conditions prévues à l'article 6.3.1 (*Gestion des non-conformités*).

Article 7 – Mesures d'accompagnement

7.1 Principes généraux

Dans le cadre des mesures d'accompagnement prévues au Cahier des charges, l'Eco-organisme soutient la Collectivité et le cas échéant leurs opérateurs pour l'amélioration de la Performance de collecte et de Recyclage et de maîtrise des coûts tout en veillant au respect du principe de proximité.

Ces mesures d'accompagnement peuvent concerner tout dispositif ou toute action de nature à assurer la hausse des tonnes de la collecte séparée ou du tri. Elles font l'objet d'appels à projet. Les coûts humains et les dépenses de communication associées sont également éligibles y compris ceux à l'investissement.

Dans ce cadre, l'Eco-organisme signe le cas échéant avec la Collectivité un contrat spécifique accessoire au présent Contrat auquel cas des conditions spécifiques de résiliation du contrat type de collecte sélective sont applicables conformément au 14.3.1.3.

Ces mesures s'inscrivent en cohérence avec la planification régionale (plans régionaux de prévention et de gestion des déchets).

Ces mesures viseront notamment les actions suivantes :

- optimiser les dispositifs de collecte et de tri des déchets concernés selon des critères techniques, économiques, sociaux et environnementaux avec notamment des investissements relatifs à l'amélioration de la Performance de collecte, du taux de captage, du contrôle qualité des balles produites ou reçues ;
- accompagner le passage au multi-Matériaux ;
- expérimenter la collecte séparée des cartons ;

SPECIMEN

- accompagner la Collectivité déjà en Extension des consignes de tri et qui produisent un Standard Matériau plastique sans Flux développement vers un Standard Matériau plastique avec Flux développement ; le montant alloué par l'Eco organisme couvre l'ensemble des couts supportés par la Collectivité ;
- accompagner l'évolution des schémas de collecte en cohérence avec les recommandations de l'ADEME sur les modalités de collecte ;
- accompagner les investissements pour mettre en place un dispositif de fiscalité incitative ;
- réaliser une communication ciblée sur la base d'un plan de communication et distincte des actions de communication déjà soutenues au titre du soutien à la communication et aux ambassadeurs de tri.

7.2 Actions spécifiques à la collecte Hors Foyer pris en charge par le SPPGD ou le service propreté des collectivités territoriales

L'Eco-organisme proposera, principalement au travers d'appels à projets, des mesures d'accompagnement visant à préparer à la généralisation de la collecte séparée pour Recyclage des déchets d'emballages des produits consommés hors foyer, collectés par le SPPGD ou par le service propreté des collectivités territoriales.

Il s'agira en particulier d'un soutien aux dépenses d'investissement nécessaires pour équiper les zones principalement concernées des collectivités en dispositifs de collecte adaptés. Les coûts humains et les dépenses de communication associées sont également éligibles.

- Dans ce cadre, l'Eco-organisme signe le cas échéant avec la Collectivité un contrat spécifique accessoire au présent Contrat type de collecte sélective, auquel cas des conditions spécifiques de résiliation du contrat type de collecte sélective sont applicables conformément au 14.3.1.3.

L'Eco-organisme mettra en place un suivi de la Performance de la collecte des déchets d'emballages ménagers issus de la consommation hors foyer SPPGD.

7.3 Caractérisation du contenu de la collecte

En vue de la détermination de Performances de collecte individualisées par collectivité et en application du 5.2.5.3 du Cahier des charges d'agrément, l'Eco-organisme assurera la caractérisation du contenu des Ordures ménagères résiduelles des collectivités territoriales. Il renouvelle cette caractérisation annuellement. Toutefois, il peut proposer de réduire la fréquence de cette caractérisation pour les collectivités les plus performantes.

Deux options sont offertes à la Collectivité :

Option 1 Caractérisation par la Collectivité	La Collectivité indique, pour chaque année avant le 31 mars, si elle souhaite réaliser la mesure de caractérisation de la collecte des Ordures ménagères, et le cas échéant : o Elle apporte la preuve du respect en tous points de la Méthodologie de la campagne de caractérisations des emballages et papiers dans les Ordures ménagères

SPECIMEN

	(élaborée avec l'ADEME) ou par celle du Modecom 2024 (ou ultérieurs) ; o Elle bénéficie des soutiens prévus par l'Eco-organisme au titre de la caractérisation.
Option 2 Caractérisation par l'Eco-organisme	A défaut de souscription de l'option 1 ou de respect des conditions afférentes, l'Eco-organisme prend toutes les mesures nécessaires pour réaliser les mesures de caractérisation de la collecte des Ordures ménagères, et collabore avec la Collectivité à cette réalisation tant dans l'élaboration du plan d'échantillonnage que dans l'organisation logistique. A ce titre, la Collectivité est informée quinze (15) jours calendaires minimum avant la réalisation de la caractérisation et l'entrée dans ses installations, et ne peut annuler la caractérisation au-delà de sept (7) jours calendaires avant la date fixée. A défaut, l'Eco-organisme se réserve le droit d'appliquer une sanction pécuniaire visant à couvrir le préjudice subi.

L'Eco-organisme et l'ADEME définissent la Méthodologie, cette Méthodologie s'applique à l'ensemble de la Filière REP EMPG. Les données résultant de ces caractérisations sont transmises à l'ADEME dans un format aisément réutilisable et exploitable par un système de traitement automatisé.

La Collectivité reçoit les données brutes et fiabilisées issues des caractérisations effectuées sur son territoire.

Article 8 - Confidentialité, transmission et utilisation des données

8.1 Principe

Les données et informations individuelles de la Collectivité, qui auront été transmises à l'Eco-organisme par la Collectivité et/ou ses Repreneurs Contractuels pour l'application du présent Contrat, et expressément identifiées comme confidentielles sont considérées comme des informations confidentielles au titre du présent Contrat (ci-après « Informations confidentielles »).

L'Eco-organisme s'engage à les traiter comme telles et à ne pas les utiliser à des fins autres que l'exécution de ses missions au titre du Cahier des charges.

La Collectivité reste libre de les exploiter à sa convenance et de lever cette confidentialité pour permettre la publication de tout ou partie de ses données et informations individuelles.

Tant que la confidentialité n'est pas levée par la Collectivité, l'Eco-organisme s'engage à ne pas communiquer à des tiers des données et informations individuelles de la Collectivité autrement que sous une forme agrégée.

L'Eco-organisme s'engage en outre à garantir la confidentialité des données commerciales qu'il reçoit des Repreneurs.

La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq ans.

SPECIMEN

8.2 Exceptions

L'Eco-organisme peut néanmoins librement utiliser, diffuser et/ou publier ces données sous une forme agrégée, notamment pour communiquer dans le cadre d'informations régionales ou nationales. On entend par données sous une forme agrégée des données portant sur des indicateurs nationaux, régionaux ou départementaux et ne permettant pas d'identifier les données individuelles de la Collectivité.

8.2.1. Données de Performance de la Collectivité

Par dérogation aux stipulations de l'article 8.1 (*Principe*), et conformément aux dispositions du Cahier des charges, l'Eco-organisme peut rendre publiques, pour chaque Matériau, les quantités de Déchets d'emballages ménagers et les papiers graphiques recyclées et soutenues, en kg par habitant et par an.

8.2.2. Transmission de données à l'ADEME

Par dérogation aux stipulations de l'article 8.1 (*Principe*), et conformément aux dispositions du code de l'environnement et du Cahier des charges, l'Eco-organisme communiquera à l'ADEME les données et informations prévues par l'arrêté ministériel pris pour l'application des articles L. 541-10-13, L. 541-10-14 et L. 541-10-16 du code de l'environnement, et ce conformément aux stipulations dudit arrêté.

Dans ce cadre, l'Eco-organisme peut transmettre à l'ADEME, dans le respect du secret industriel et commercial, les données et informations utiles à l'exercice des missions de cette dernière. Ces données et informations incluent notamment les données suivantes :

- données d'identification (nom de la Collectivité, coordonnées du siège, population, Périmètre contractuel dont nombre de communes) ;
- données de prise d'effet et d'échéance contractuelle : dates de signature, de prise d'effet et d'échéance du présent Contrat ;
- données issues des déclarations d'activité (Tonnes Recyclées, suivis des unités d'incinération, etc.) ;
- montants des soutiens versés par l'Eco-organisme à la Collectivité au titre du Barème aval ;
- données relatives à l'organisation du service de Collecte sélective et de tri (Flux de Collecte sélective en population desservie en Porte à porte ; Flux de Collecte sélective en apport volontaire ; type et couleur des containers recevant les Flux d'emballages légers de la Collectivité en Porte à porte et en apport volontaire ; fréquence des collectes en Porte à porte ; type de véhicule pour assurer la collecte) ;
- option de reprise choisie par la Collectivité pour chaque Standard par Matériau.

La transmission de ces données est subordonnée au respect, par l'ADEME, de la confidentialité des données et informations transmises.

La liste susvisée des données et informations pouvant être transmises à l'ADEME n'est pas exhaustive et peut être complétée à la demande de l'ADEME.

SPECIMEN

8.2.3. Exceptions génériques

Ne sont en tout état de cause pas considérées comme Informations Confidentielles toutes les informations échangées entre les Parties en vue de et pour l'exécution du Contrat pour lesquelles l'une ou l'autre des Parties peut apporter la preuve de l'un ou plusieurs des cas listés ci-après :

- elles sont tombées dans le domaine public préalablement à leur divulgation ou après celle-ci, mais dans ce cas, en l'absence de toute faute de sa part ;
- elles lui sont déjà connues avant leur obtention en provenance de la Partie Emettrice ;
- elles ont été reçues d'un tiers de manière licite et qu'elles ne sont pas couvertes par une obligation de confidentialité ;
- leur confidentialité a été levée par les Parties ;
- elles sont le résultat de travaux et/ou d'une élaboration et/ou d'un développement internes entrepris indépendamment de bonne foi par le personnel de la Partie Réceptrice n'ayant pas eu accès à ces informations confidentielles ;
- leur utilisation et leur divulgation ont été autorisées par écrit par la Partie Émettrice ;
- la loi, la réglementation applicable, ou une autorité administrative ou judiciaire obligerait à divulguer, y compris sous forme de mise à disposition du public. Dans le cas où la divulgation ne serait pas imposée par un texte à portée générale (loi ou règlement), la Partie réceptrice s'engage à informer la Partie émettrice de la divulgation concernée.

Les stipulations du présent article priment le cas échéant sur celles des articles 8.2.1 (*Données de Performance de la Collectivité*) et 8.2.2 (*Transmission de données à l'ADEME*) ci-avant.

Article 9 - Dématérialisation des relations contractuelles

L'Eco-organisme privilégie les procédures dématérialisées dans sa relation avec la Collectivité et ses partenaires.

Cette dématérialisation s'applique :

- A la contractualisation (contrat et avenants) ;
- A la mise à jour des données techniques et financières ;
- Aux déclarations des tonnages, et autres données sur la communication ou les coûts ;
- Au bilan annuel des tonnages et soutiens versés ;
- A la part des tonnages effectivement recyclés par destination géographique des recycleurs-utilisateurs finaux ;
- Aux factures ;
- Aux supports de communication de l'Eco-organisme.

Article 10 - Modalités de contractualisation

Le Contrat est signé au moyen d'un outil électronique approuvé par les Parties, par le représentant légal de la Collectivité et de l'Eco-organisme, dûment habilité à signer le Contrat.

SPECIMEN

Les Parties s'engagent à recourir à un procédé fiable d'identification présentant un niveau de sécurité satisfaisant.

Les Parties s'assurent de la véracité et de la conformité des informations inscrites au Contrat.

Chaque Partie est seule et pleinement responsable :

- De l'utilisation régulière et sécurisée des accès à l'outil électronique dont elle dispose ;

De la vérification de la conformité des informations inscrites au Contrat avant la signature.

Article 11 - Modification du Contrat

11.1 – Modification du contrat type unique de collecte sélective

11.1.1 – Modification faisant suite à une modification du Cahier des charges

11.1.1.1. Modification des Documents de l'OCAPEM

En cas de modification des Documents de l'OCAPEM résultant d'une modification du Cahier des charges, la Collectivité est informée et peut consulter librement la nouvelle version sur le site internet de l'Eco-organisme.

Cette modification s'applique à la date prévue par l'arrêté modificatif, ou, à défaut, au 1er janvier de l'année suivant sa publication.

En cas de refus de la Collectivité d'appliquer la modification, celle-ci pourra résilier le Contrat dans les conditions prévues à l'article 12.3.3.1 (*Résiliation en cas de modification des Documents de l'OCAPEM*) du présent Contrat.

11.1.1.2. Modification des autres dispositions du Cahier des charges

En cas de modification du Cahier des charges ayant un impact sur le présent Contrat, ce dernier est modifié en conséquence. Ces nouvelles modalités contractuelles s'appliquent à la date prévue par l'arrêté modificatif ou, à défaut, au 1er janvier de l'année suivant sa publication.

Ces modifications contractuelles font l'objet d'un avenant dématérialisé.

Si la Collectivité refuse tout ou partie des modifications proposées, elle doit en informer l'Eco-organisme, via l'espace dédié en ligne, dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avenant dématérialisé. Le Contrat peut alors être résilié par l'une ou l'autre des Parties, avec effet à la date d'entrée en vigueur de l'avenant dématérialisé.

SPECIMEN

11.1.2 – Autres modifications du Contrat

Le présent Contrat peut être modifié après concertation entre l'Eco-organisme et les représentants des collectivités territoriales telles que représentées en formation emballages ménagers de la commission des Filières REP et après avis conjoint des ministères en charge de l'environnement, de l'économie, de l'industrie, de l'agriculture et des collectivités territoriales.

Ces modifications contractuelles font l'objet d'un avenant dématérialisé précisant la date de son entrée en vigueur.

Si la Collectivité refuse tout ou partie des modifications proposées, le Contrat pourra être résilié dans les conditions prévues à l'article 12.3.3.3 (*Résiliation en cas de modification des autres dispositions du contrat type unique de collecte sélective*) du présent Contrat.

11.2 – Modifications spécifiques à la Collectivité

11.2.1 – Modifications statutaires

Les modifications statutaires sont les modifications concernant :

- le nom de la Collectivité ;
- la structure juridique de la Collectivité ;
- le Périmètre de la Collectivité ;
- la compétence de la Collectivité en matière de collecte et/ou traitement des déchets ménagers.

a) Information de l'Eco-organisme

La Collectivité informe l'Eco-organisme de toute modification statutaire via l'espace dématérialisé dédié, au plus tard le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire. La Collectivité transmet, dans le même délai, la copie du ou des acte(s) modificatif(s) (arrêté(s) préfectoral(ux) et statuts) attestant de la modification.

b) Prise d'effet aux fins du présent Contrat

Changement de nom, de structure juridique

Si l'Eco-organisme est informé avant le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire, celle-ci est prise en compte, aux fins du présent Contrat :

- au 1er janvier de la même année si la modification prend effet un 1er janvier ;
- le premier jour du trimestre civil suivant la prise d'effet de la modification, dans les autres cas.

Si l'Eco-organisme est informé après le 31 décembre de l'année de prise d'effet de la modification statutaire, celle-ci est prise en compte, aux fins du présent Contrat, au 1er janvier de l'année au cours de laquelle la Collectivité en a informé l'Eco-organisme.

Changement de Périmètre et/ou de compétence

SPECIMEN

Si l'Eco-organisme est informé avant le 31 décembre de l'année de prise d'effet du changement de Périmètre, celui-ci est pris en compte, aux fins du présent Contrat, au 1er janvier :

- de la même année si le changement prend effet un 1er janvier ;
- de l'année suivante, dans les autres cas.

Si l'Eco-organisme est informé après le 31 décembre de l'année de prise d'effet du changement de Périmètre, celui-ci est pris en compte, aux fins du présent Contrat, au 1er janvier de l'année au cours de laquelle la Collectivité en a informé l'Eco-organisme.

Modification emportant la caducité de plein droit du présent Contrat

Si la modification emporte la caducité de plein droit du présent Contrat, celui-ci prend fin dans les conditions prévues à l'article 12.4.2 (*Modification statutaire de la Collectivité*).

c) Réception et actualisation

L'Eco-organisme accuse réception des modifications statutaires déclarées conformément au présent article en actualisant les données de la Collectivité sur l'espace dématérialisé dédié et en précisant la date de prise en compte de la modification aux fins du présent Contrat.

11.2.2 – Autres modifications

Toute autre modification des données spécifiques à la Collectivité (mode de traitement, option de reprise, nom du Repreneur, centre de tri, etc.) doit être déclarée sur l'espace dématérialisé dédié au plus tard le 31 décembre de l'année de prise d'effet de cette modification.

La modification ainsi déclarée est prise en compte, aux fins du présent Contrat, à compter du premier jour du trimestre civil au cours duquel intervient la modification.

L'Eco-organisme en accuse réception en actualisant les données de la Collectivité sur l'espace dématérialisé dédié et en précisant la date de prise en compte de cette modification aux fins du présent Contrat.

SPECIMEN

Article 12 – Prise d'effet et terme du Contrat

12.1 Prise d'effet du Contrat

Pour la période de janvier à décembre 2025, le Contrat prend effet de manière rétroactive au 1er janvier 2025 sous réserve d'une délibération avant le 30 avril 2025.

Cas spécifiques :

- Dans le cas de fusion ou scission de collectivités, la nouvelle collectivité doit délibérer avant le 30 juin N pour une prise d'effet rétroactive au 1er janvier N. A défaut, la prise d'effet est reportée au 1er janvier de l'année suivante.

- Dans le cas de changement d'Eco-organisme, le Contrat prend effet :
  - Au 1er janvier en N+1 si la Collectivité notifie ce changement avant le 30 septembre de l'année N.
  - Au 1er janvier en N+2 si la Collectivité notifie ce changement après le 30 septembre de l'année N.

En outre, dans le cas où la Collectivité était précédemment sous contrat avec un autre éco-organisme, pour tout ou partie du Périmètre contractuel, cette notification doit être accompagnée des éléments suivants :

- preuve de la résiliation du précédent contrat et de la date de prise d'effet de cette résiliation (copie du courrier) ;
- preuve du Périmètre couvert par le précédent contrat (copie de la déclaration de Périmètre) ;
- le dernier bilan annuel disponible des tonnes par Matériau réel et /ou prévisionnel ; et
- La délibération de signature avec le nouvel Eco-organisme.

12.2 Terme du Contrat

Le terme du Contrat est fixé au 31 décembre 2029.

Les Parties pourront annuellement le dénoncer dans les conditions prévues à l'article *14.3. (Résiliation)*.

Par exception, lorsqu'elle a conclu avec l'Eco-organisme le Contrat de reprise des Standards des modèles de tri transitoires des plastiques, la Collectivité s'engage à demeurer co-contractante de l'Eco-organisme dans le cadre du présent Contrat jusqu'au terme prévu dans le Contrat de reprise précité.

12.3 Résiliation

12.3.1 Cas de résiliation au choix de la Collectivité

12.3.1.1. Dénonciation

La Collectivité peut dénoncer le contrat type unique de collecte sélective auprès de l'Eco-organisme dans les conditions suivantes :

- en adressant une lettre recommandée avec avis de réception signée par le Président de la Collectivité ou la délibération associée à cette décision,
- au plus tard le 30 septembre, la date de réception faisant foi, pour une résiliation au 31 décembre de la même année.

SPECIMEN

12.3.1.2. Exceptions à la faculté de dénonciation

Par exception, pour toute Collectivité qui contractualise avec un Eco-organisme dans le cadre d'une mesure d'accompagnement, le terme du présent Contrat intervient au 31 décembre de l'année au cours de laquelle intervient celui du contrat « mesure d'accompagnement ».

En conséquence, la résiliation (visée à l'article 12.3.1.1 *Dénonciation* du contrat type unique de collecte sélective) ne pourra être effective avant cette date.

Ainsi, en cas de sélection de son projet par l'Eco-organisme, si la Collectivité lauréate de l'appel à projets souhaite que la Collectivité signataire du présent Contrat conserve son droit à la résiliation annuelle, elle a la liberté de refuser de signer le contrat « mesure d'accompagnement ».

Pour rappel, la durée du contrat mesure d'accompagnement est égale à la durée du projet soldé par l'Eco-organisme (le rapport final doit être transmis dans un délai maximum de trois (3) mois après la fin du projet, sauf exception pour les métropoles, six (6) mois maximum, dans la limite maximum de trois (3) ans de durée totale du projet), telle que convenue d'un commun accord dans le cadre du contrat « mesures d'accompagnement » entre la Collectivité et l'Eco-organisme. La durée devra être en lien avec l'envergure des projets dans la limite maximum de trois (3) ans par projet.

12.3.2. Résiliation pour manquement

En cas de manquement grave de l'une des Parties à ses engagements contractuels, le présent Contrat peut être résilié à l'initiative de l'autre Partie, à l'expiration d'un délai d'un mois après envoi à la Partie défaillante d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception demeurée sans effet (la date de réception faisant foi).

12.3.3 Résiliation faisant suite à une modification du contrat type unique de collecte sélective

12.3.3.1 Résiliation en cas de modification des Documents de l'OCAPEM

En cas de refus des modifications des Documents de l'OCAPEM, la Collectivité pourra dénoncer le contrat en adressant à l'Eco-organisme une lettre recommandée avec avis de réception signée par le Président de la Collectivité ou la Délibération associée à cette décision.

Le contrat sera résilié à la date d'entrée en vigueur de la modification.

12.3.3.2 Résiliation en cas de modification des autres dispositions du Cahier des charges

En cas de modification du Cahier des charges ayant un impact sur le présent Contrat, le présent Contrat est modifié en conséquence. Ces nouvelles modalités contractuelles s'appliquent à la date prévue par l'arrêté modificatif ou, à défaut, au 1er janvier de l'année suivant sa publication.

SPECIMEN

Si la Collectivité refuse tout ou partie des modifications proposées, elle doit en informer l'Eco-organisme, via l'espace dédié en ligne, dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avenant dématérialisé. Le Contrat peut alors être résilié par l'une ou l'autre des Parties, avec effet à la date d'entrée en vigueur de l'avenant dématérialisé.

12.3.3.3 Résiliation en cas de modification des autres dispositions du contrat type unique de collecte sélective

Si la Collectivité refuse tout ou partie des modifications proposées, elle doit en informer l'Eco-organisme, via l'espace dédié en ligne, dans un délai de deux mois à compter de la réception de l'avenant dématérialisé. Le Contrat peut alors être résilié par l'une ou l'autre des parties, avec effet à la date d'entrée en vigueur de l'avenant dématérialisé.

12.4 Caducité du Contrat

12.4.1 Retrait ou non-renouvellement de l'agrément de l'Eco-organisme

Le présent Contrat prend fin de plein droit avant son échéance normale en cas de retrait par les autorités compétentes de l'agrément de l'Eco-organisme, sans que la Collectivité puisse réclamer à l'Eco-organisme une quelconque indemnité à ce titre.

Il est précisé qu'en application de l'article L. 541-10-7 et R. 541-123 du code de l'environnement, l'Eco-organisme met en place un dispositif financier visant à assurer la prise en charge, pendant deux mois, des coûts de collecte et de traitement des déchets, qui seraient supportés, en cas de défaillance de l'Eco-organisme, par les personnes auxquelles il apporte une contribution financière.

Dans un tel cas de défaillance, le ministre chargé de l'environnement peut désigner un Eco-organisme agréé pour une autre Filière afin que ce dernier prenne à sa charge ces coûts supportés en disposant des fonds du dispositif financier prévus à cet effet.

12.4.2 Modifications statutaires de la Collectivité

Le présent Contrat prend fin de plein droit dans l'une ou l'autre des hypothèses suivantes :

- en cas de fusion avec création d'une nouvelle entité ou de dissolution de la Collectivité ;
- si la Collectivité n'exerce plus aucune compétence en matière de collecte et traitement des déchets (notamment en cas de transfert de cette compétence à une autre collectivité) ;
- en cas d'adhésion ou d'intégration de la Collectivité à une autre collectivité, lorsque cette collectivité est déjà ou devient titulaire d'un contrat avec l'Eco-organisme (ou avec une autre Société agréée) et lorsque ledit contrat s'étend à l'intégralité du Périmètre contractuel.

Si la modification intervient en cours d'année, le présent Contrat prend fin au 31 décembre de cette année et l'Eco-organisme met en place une période transitoire.

Aucune indemnité ne peut être réclamée par l'une ou l'autre des Parties au titre de la fin anticipée du présent Contrat.

SPECIMEN

12.5 Conséquences du terme du Contrat

Cette clause est applicable quelle que soit la cause de terme (résiliation ou caducité) de la fin anticipée du Contrat.

Au terme du Contrat, un solde de tout compte final des sommes restant à couvrir jusqu'au 31 décembre, est dressé par l'Eco-organisme et transmis à la Collectivité.

En cas de trop-perçu constaté, la Collectivité doit rembourser à l'Eco-organisme les sommes indûment reçues. La Collectivité devra procéder au paiement dans les six (6) mois suivants le terme du Contrat.

En cas de résiliation pour changement d'Eco-organisme, le nouvel Eco-organisme versera les soutiens liés aux dépenses engagées à partir du 1er janvier de l'année suivant la résiliation, afin de respecter les principes de non double financement de la REP et d'Équilibrage entre les éco-organismes.

Enfin, dans tous les cas, l'Eco-organisme fournit à la Collectivité le dernier bilan annuel tonnes par Matériau réel et / ou prévisionnel disponible.

Article 13 - Divers

13.1 – Documents contractuels

Les annexes font partie intégrante du présent Contrat. Toutefois, en cas de contradiction entre les annexes et les articles du présent Contrat, les termes des articles du Contrat prévaudront.

13.2 – Cession de Contrat

Le présent Contrat ne peut être cédé ou transféré en tout ou partie par la Collectivité sans l'accord écrit préalable de l'Eco-organisme.

13.3- Assurance et responsabilité

Responsabilité et Garantie

1. Chaque Partie déclare détenir tous les droits, compétences légales ou réglementaires et autorisations nécessaires lui permettant de conclure le Contrat et de le mettre en œuvre.

Le cas échéant, la Collectivité reconnait bénéficier des transferts de compétences nécessaires, des conventionnements, de la délégation ou encore du mandat nécessaire à l'exécution du Contrat de la part de ses collectivités membres.

2. Chaque Partie est responsable de la bonne exécution des obligations qui résultent pour elle du présent Contrat, ainsi que des dommages qu'elle pourrait causer à cette occasion à l'autre Partie et aux tiers, y compris lorsqu'elle recourt à des sous-traitants pour l'exécution du Contrat.

SPECIMEN

Chaque Partie s'engage dans ses relations avec les tiers auxquels elle recourt pour l'exécution du Contrat à prendre toutes les dispositions pour leur répercuter en miroir ses propres obligations contractuelles vis-à-vis de l'autre Partie.

3. Aucune Partie ne saurait être tenue pour responsable en cas de préjudice résultant des activités de l'autre Partie, ainsi que de la mise en œuvre du Contrat, retard ou de non-réalisation de tout ou partie des obligations aux tords de l'autre Partie.

4. Chaque Partie garantit en conséquence l'autre Partie contre toute action, réclamation, allégation, revendication ou opposition de la part de tout tiers et relative à ses activités.

5. Les Parties s'accordent, dès la conclusion du présent Contrat, pour interpréter les recommandations ou avis qui pourraient être dispensés par l'Eco-organisme pour la mise en œuvre du Contrat, comme insusceptibles en tant que tels d'engager sa responsabilité vis-à-vis de la Collectivité, non-plus que le non-succès des opérations de mise en place des avis et recommandations.

6. La présente clause survit au terme contractuel, quelle qu'en soit la cause, pendant cinq ans.

Assurance

La Collectivité s'engage à disposer de toutes les assurances et garanties nécessaires pour la prémunir contre les risques découlant de l'exécution du Contrat, et notamment d'une police d'assurance souscrite auprès de compagnies d'assurance notoirement solvables couvrant les responsabilités et/ou les dommages de toute nature qui peuvent survenir à l'occasion de la mise en œuvre du Contrat. La Collectivité renonce à recourir contre l'Eco-organisme et ses assureurs, et s'engage à obtenir la même renonciation de ses assureurs.

13.4 – Force majeure et circonstances exceptionnelles

L'inexécution d'une Partie à tout ou partie de ses obligations contractuelles ne sera pas considérée comme un manquement à ses obligations si cette inexécution est due à des circonstances exceptionnelles.

Relèvent des circonstances exceptionnelles :

- La force majeure, au sens de l'article 1218 du Code civil,
- Ainsi que tout évènement, même prévisible et résistible, de nature à déséquilibrer de manière substantielle l'économie du Contrat, c'est-à-dire, à rendre l'exécution de son obligation par la Partie affectée par la circonstance exceptionnelle, soit difficile, en ce qu'elle requiert la mise en place de mesures manifestement déraisonnables, soit manifestement trop onéreuse par rapport à l'économie du présent Contrat, en ce compris, mais sans s'y limiter, les évènements relevant des conditions de mise en œuvre du Cahier des charges de la REP EMPG telle que la coordination entre éco-organismes agréés de la Filière REP EMPG, ou les évolutions brutales du marché dont dépend le présent Contrat.

SPECIMEN

La Partie invoquant des circonstances exceptionnelles devra en aviser l'autre Partie par écrit et s'efforcer de réduire les incidences de ces circonstances exceptionnelles sur l'exécution du présent Contrat. L'inexécution contractuelle devra être limitée à la durée des effets des circonstances exceptionnelles sur le contrat.

L'autre Partie peut résilier sans faute, ni préavis, le présent Contrat lorsque l'inexécution contractuelle excède une durée de deux mois. Elle notifie son intention par lettre recommandée avec accusé de réception, précisant la date effective de résiliation. Cette date est postérieure à celle à laquelle expire le délai de deux mois précité.

13.5 – Utilisation du logotype de l'Eco-organisme

Le logotype ainsi que la dénomination de l'Eco-organisme sont des marques propriétés exclusives de celui-ci.

Toute utilisation par les tiers y compris par la Collectivité, notamment, mais sans s'y limiter, à l'occasion de ses actions de communication sur la Collecte sélective et le tri, est subordonnée à l'accord préalable écrit de l'Eco-organisme. Cette utilisation du logotype doit être conforme aux règles stipulées dans la charte graphique de l'Eco-organisme tenue à la disposition de la Collectivité.

Toutefois, les outils de communication mis à disposition de la Collectivité par l'Eco-organisme seront systématiquement logotypés par l'Eco-organisme et ne nécessiteront pas d'autorisation expresse.

13.6 – Données à caractère personnel

Chacune des Parties fait son affaire des obligations lui incombant au titre de la règlementation relative à la protection des données à caractère personnel, en particulier du règlement 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données ainsi que toute disposition légale ou réglementaire nationale et européenne et l'ensemble des recommandations, délibérations et autres normes édictées par la Commission Nationale de l'informatique et libertés (« règlementation Informatique et libertés »).

Chacune des Parties garantit l'autre Partie du respect des obligations légales et réglementaires lui incombant au titre de la protection des données à caractère personnel, sans préjudice des obligations qu'elles peuvent avoir l'une à l'égard de l'autre et de leur responsabilité envers les personnes concernées.

Article 14 – Règlement des différends

Tout différend relatif à l'interprétation, la formation, l'exécution ou la résiliation du présent Contrat fera l'objet d'une tentative préalable de règlement amiable entre les Parties, matérialisée par au minimum deux réunions en visio-conférence ou en présentiel, entre les Parties.

En cas de différend en lien avec les soutiens au titre du Barème aval, la conciliation sera portée auprès du Comité de Concertation comprenant les associations représentatives des collectivités territoriales et l'Eco-organisme.

SPECIMEN

A défaut de règlement amiable, le différend pourra être porté devant la juridiction compétente du tribunal de Paris.

Pour CITEO / ADELPHE :

.....

Directeur/Directrice Régional(e)

Fait à .....

le : .....

Pour la Collectivité :

.....

.....

Fait à .....

le : .....

SPECIMEN

Annexes Communes

Annexe 1. Glossaire

Les termes employés dans le présent contrat et ses annexes correspondent aux définitions données ci-après :

Ambassadeur du tri

Ce soutien est calculé en fonction du nombre de postes d'Ambassadeurs du tri (ADT) sur le territoire de la Collectivité.

Est éligible au soutien à l'ADT (conditions cumulatives) :

- Toute personne employée au moins 60 jours par an (ou équivalent prorata temporis pour une personne embauchée en cours d'année) par la Collectivité (ou à la demande de la Collectivité, par une personne morale avec laquelle la Collectivité aura signé un contrat à cet effet)

- Toute personne qui effectue auprès du grand public des missions de sensibilisation et d'éducation sur la collecte, le tri des déchets d'emballages ménagers et des papiers mais aussi sur la prévention et réduction des déchets, le réemploi, le tri sur l'espace public, les déchets abandonnées d'emballages et de papier.

Le cas échéant le prorata précédemment évoqué est appliqué au soutien.

Les missions de l'Ambassadeur du Tri devront nécessairement inclure au moins l'une des actions suivantes : animations scolaire, animations publiques, contrôle de la qualité, opération de porte-à-porte dans les zones à faible performance de recyclage à l'échelle de la Collectivité.

Annexe

Une annexe du présent contrat.

Article

Un article du présent contrat.

Barème aval

Barème des soutiens bénéficiant aux collectivités territoriales, défini par le Cahier des charges d'agrément de la Filière REP EMPG.

SPECIMEN

Cahier des charges

Document publié par arrêté interministériel fixant les missions et obligations des éco-organismes de la filière des déchets d'emballages ménagers pour la période 2024-2029.

Certificat de recyclage

Ensemble des informations transmises par les Repreneurs Contractuels et/ou les Filières à L'Eco-organisme (via la plateforme dématérialisée mise à leur disposition ou, en cas d'indisponibilité, des outils informatiques de déclaration, en version papier, conformément au modèle Document de l'OCAPEM « *Certificat de recyclage* ») attestant du recyclage effectif des matériaux.

Le Certificat de recyclage est exigé quelle que soit l'option de reprise choisie par la Collectivité.

Le Certificat de recyclage sert :

- De justificatif au versement à la Collectivité des soutiens au recyclage (Scs, Spr et Srm), dans la limite des tonnes éligibles à ces soutiens ;
- De base aux contrôles diligentés par L'Eco-organisme afin de s'assurer de la réalité du recyclage effectif des matériaux ;
- À l'établissement du décompte trimestriel des tonnages effectivement recyclés, transmis annuellement par L'Eco-organisme à la Collectivité.

Certificat de tri

Ensemble des informations transmises par les Repreneurs Contractuels et/ou les Filières à L'Eco-organisme (via la plateforme dématérialisée mise à leur disposition ou, en cas d'indisponibilité, des outils informatiques de déclaration, en version papier) attestant du tri complémentaire des Standards à trier.

Ces informations comprennent, pour chaque Standard à trier :

- Le nom et l'adresse de l'opérateur effectuant le tri complémentaire ;
- Le bilan des tonnages entrants et sortants ;
- Le nom et l'adresse de chacun des recycleurs-utilisateurs finaux des différentes matières triées.

Coefficient de majoration à la performance de recyclage (Cmp)

Coefficient pris en compte pour calculer le soutien à la performance de recyclage (Spr). Ce coefficient est variable selon un indicateur unique de performance : le taux moyen de recyclage (TMR).

Collecte de proximité

Mode d'organisation de la collecte sélective dans lequel les contenants sont partagés, présents en permanence sur l'espace public, à proximité des consommateurs et adaptés aux contraintes urbanistiques.

Les contenants sont le plus souvent de grand volume pour favoriser la massification des déchets et rationaliser la collecte. Ils peuvent aussi être installés sur l'espace privé en pied d'immeuble, et également dans certains espaces de services très fréquentés (ex : parking de grandes surfaces, déchèteries).

SPECIMEN

A l'échelle de la collectivité, ce mode de collecte se caractérise par un réseau de points de collecte en nombre suffisant, visibles, pratiques d'accès, et bien répartis sur le territoire.

Collecte sélective / séparée

Mode de collecte des déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques préalablement séparés par les citoyens, à leur domicile, pour permettre leur tri et leur recyclage. La récupération des métaux sur mâchefers et compost ou une collecte de DEM en déchèterie ne caractérisent pas une Collecte sélective.

Collectivité

La commune, l'établissement public de coopération intercommunale ou le syndicat ayant la compétence collecte et/ou traitement des déchets ménagers et signataire du présent contrat avec l'Eco-organisme.

Contrat de reprise

Contrat régissant les relations entre la Collectivité et son Repreneur Contractuel concernant la reprise d'un ou plusieurs matériau(x) conforme(s) aux Standards de recyclage. Il fixe notamment pour une durée convenue les exigences de qualité du ou des Matériau(x) repris, leur prix de cession et organise la traçabilité jusqu'au Destinataire final (Recycleur). En option reprise Filières et en option reprise Fédérations, le contrat de reprise est conforme à un contrat type négocié par l'Eco-organisme avec, respectivement, les Filières et les Fédérations.

Déchets d'emballages ménagers et de papiers graphiques ou Déchets EMPG

Déchets résultant de l'abandon des emballages servant à commercialiser les produits consommés ou utilisés par les ménages, ainsi que les imprimés papiers (à l'exception des livres) et les papiers à usage graphique abandonnés par des utilisateurs finaux et entrant dans le périmètre contributif des éco-organisme de la filière Emballages Ménagers et Papiers Graphiques.

Déchèterie

Espace aménagé, gardienné, clôturé où le public peut apporter ses déchets encombrants et éventuellement d'autres déchets triés en les répartissant dans des contenants distincts en vue de valoriser et traiter (ou stocker) au mieux les matériaux qui les constituent.

Destinataire final (recycleur)

- Acier : aciériste ou préparateur (broyeur…).
- Aluminium : affineur ou préparateur (broyeur…).
- Papier-Carton : papetier.
- Plastiques : régénérateur apte à produire une matière première secondaire (paillettes ou granules) pouvant être utilisée dans un processus de production en substitution à de la matière vierge, sans générer de déchets.
- Verre : traiteur apte à produire du calcin utilisable en substitution de matières vierges.

SPECIMEN

Document(s) de l'OCAPEM

Documents élaborés par les éco-organismes de manière concertée au sein de l'OCAPEM, en concertation le cas échéant, avec les représentants des collectivités territoriales et approuvés par le Ministère en charge des filières REP, librement consultables sur les sites internet des éco-organismes.

Ces documents font partie du contrat type unique pour la collecte sélective.

Il s'agit des documents suivants :

- « Barème Aval »,
- « Certificat de Recyclage »,
- « Standards de Recyclage »,
- « Référentiel de contrôle aval de la filière REP des emballages ménagers, imprimés papiers et papiers à usage graphique »

Ils sont modifiés par l'OCAPEM en cas d'évolution du Cahier des charges. Toute modification fait l'objet d'une information aux collectivités co-signataires.

Données démographiques

Ensemble des données issues de l'INSEE et de l'IEDOM (pour l'outre-mer) pris en compte pour calculer la population contractuelle et l'Indice d'Activité Touristique de la Collectivité, à savoir notamment : la population municipale (sans double compte), le nombre de chambres en hôtellerie classée et non classée, le nombre d'emplacements en terrain de camping, le nombre de résidences secondaires et/ou logements occasionnels.

Les données démographiques prises en compte en année N sont les données démographiques issues de l'INSEE entrant en vigueur l'année N-1 lié au recensement de l'année N-4.

En cas de disparition de l'une quelconque des données démographiques prises en compte pour l'exécution du contrat, L'Eco-organisme utilisera les dernières valeurs connues de l'indicateur.

Eco-organisme

Société agréée par les pouvoirs publics pour la période 2024-2029 en application de l'article R. 543-58 du code de l'environnement, en vue de la prise en charge, pour le compte de ses clients, de leurs déchets d'emballages ménagers et imprimés et papiers graphiques conformément au Cahier des charges, et signataire du contrat type unique de collecte sélective.

Équilibrage

Mécanisme d'équilibrage financier mis en place conformément aux dispositions du Cahier des charges aux fins d'assurer une juste répartition des recettes et des dépenses des éco-organismes.

Extension des consignes de tri (ECT)

Extension des consignes de tri à tous les déchets d'emballages ménagers en plastique.

Fédération(s)

Organisations professionnelles représentatives au sens défini par la loi n° 2014-288 du 5 mars 2014 (décret d'application no 2015-654 du 10 juin 2015) et répondant aux critères de l'article L. 2151-1 du code du travail, c'est-à-dire notamment avec une ancienneté minimale de deux ans dans le champ professionnel et géographique couvrant le niveau de négociation, une transparence financière, une « audience » évaluée à partir du nombre d'entreprises adhérentes.

SPECIMEN

Filière(s) Matériau

Organisme représentant, dans le cadre des responsabilités relatives à la mise en place de la REP, le secteur de l'emballage d'un matériau considéré et regroupant les associations professionnelles et/ou les producteurs du matériau et des emballages fabriqués à partir de celui-ci.

Cet organisme assure généralement la responsabilité du secteur au regard de la garantie de reprise et du recyclage effectif des Déchets d'Emballages Ménagers et Papiers Graphiques collectés et triés de ce même matériau.

Flux

Fraction du gisement des déchets, séparée (i) par le producteur de déchets à son domicile ou lors du dépôt au point de collecte ou (ii) par le centre de tri. Le flux peut contenir un ou plusieurs types de matières.

Gisement Contractuel

Le gisement contractuel ou gisement de référence est le rapport entre le gisement d'emballages ménagers et de papiers graphiques contribuant à la filière et la population contractuelle. Il est établi annuellement par les pouvoirs publics.

Matériau

Matériau constitutif de la base de l'emballage ménager ou de l'imprimé/papier graphique, où il est majoritairement présent en poids. Les cinq matériaux couverts par le contrat type proposé par L'Eco-organisme aux Collectivités sont l'acier, l'aluminium, le papier-carton, le plastique, le verre, les imprimés graphiques et les papiers à usage graphique.

Les déchets d'emballages ménagers associant plusieurs matériaux sont rattachés au matériau constituant le composant majoritaire en poids.

Méthodologie

Méthodologie de la campagne de caractérisations des emballages et papiers dans les OMR définie par les éco-organismes en lien avec l'ADEME et permettant de répondre à la disposition 5.2.5.3 du Cahier des charges. La méthodologie figure dans le Document de l'OCAPEM librement consultable sur le site internet de l'Eco-organisme qui informe la Collectivité des éventuelles évolutions du document.

Ordures ménagères (OM)

Ensemble des déchets des ménages restant dans la poubelle habituelle et collectés dans le cadre des circuits municipaux après Collecte sélective. Les OM comprennent les emballages et papiers graphiques non triés par les ménages et les emballages hors consigne de tri. Les déchets portés en déchèterie ne sont pas compris dans les OM.

Performance

La performance de recyclage d'un Matériau est le rapport, pour une même période, entre les Tonnes Recyclées de ce matériau et la population contractuelle (kg/hab/an).

Périmètre (contractuel)

Liste des communes relevant du périmètre de la Collectivité et couvertes par le présent contrat.

SPECIMEN

PCC : Papier-carton complexé issu de la Collecte séparée (cf. Standards de recyclage).

PCNC : Papier-carton non complexé issu de la collecte séparée et/ou de la collecte en déchèterie (cf. Standards de recyclage).

Population contractuelle : Somme des Populations municipales du Périmètre Contractuel.

La Population contractuelle prise en compte en année N est la Population municipale INSEE entrant en vigueur l'année N-1 lié au recensement de l'année N-4 .

Population municipale (source INSEE)

La Population municipale comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

La Population municipale d'un ensemble de communes est égale à la somme des Populations municipales des communes qui le composent.

Le concept de Population municipale correspond à la notion de population utilisée usuellement en statistique. Elle ne comporte pas de doubles comptes : chaque personne vivant en France est comptée une fois et une seule.

Porte à porte

Mode d'organisation de la collecte dans lequel le contenant est individuel pour un ménage ou un immeuble. Le contenant est mis à disposition dans l'espace privatif et disposé par les usagers, les jours de collecte, sur l'espace public pour en permettre la collecte par la Collectivité dans le cadre du SPGD (Service public de gestion des déchets). En porte à porte, les contenants les plus répandus sont les bacs roulants et les sacs.

Principe de solidarité

Le principe de solidarité se définit par les deux composantes suivantes :

- obligation de reprise, en tout point du territoire national et selon des modalités contractuelles identiques, des déchets d'emballages ménagers conformes aux Standards de recyclage ;

- prix de reprise unique, positif ou nul, départ centre de tri, sur l'ensemble du territoire national pour les déchets d'emballages ménagers conformes aux Standards de recyclage.

Recyclage

Toute opération de valorisation matière par laquelle les déchets sont retraités en produits, matières ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins.

Repreneur Contractuel ou Repreneur

Titulaire du Contrat de reprise conclu avec la Collectivité pour un ou plusieurs Standards de recyclage. Quelle que soit l'option de reprise, le Repreneur Contractuel est déclaré à L'Eco-organisme.

En option Reprise Filières, le Repreneur est désigné par la Filière Matériau. Ce peut également être la Filière Matériau elle-même.

SPECIMEN

En option Reprise Fédérations, le Repreneur est un Adhérent labellisé, c'est-à-dire une société, adhérente d'une Fédération ayant signé un contrat de labellisation l'habilitant à postuler dans cette option de reprise.

En cas de Reprise Titulaire, le Repreneur est l'Eco-organisme.

REP

Responsabilité élargie du producteur telle que régie par l'article L. 541-10 du code de l'environnement.

SPPGD :

Service public de la prévention et de la gestion des déchets.

Standard(s) de recyclage ou Standard(s)

Les caractéristiques générales de la composition (nombre de flux, humidité et impuretés) et du conditionnement (vrac, balles ou paquets) des déchets d'emballages ménagers et papiers graphiques collectés et triés par matériau.

Les Standards de Recyclage sont indiqués dans un Document OCAPEM librement consultable sur le site internet de l'Eco-organisme qui informe la Collectivité des éventuelles évolutions des Standards.

Tri- Mécano-biologique (TMB) (source Ademe)

Mode de traitement des ordures ménagères résiduelles qui associe un tri des déchets en fonction de leur nature, avec un traitement biologique tel que le compostage ou la méthanisation de la fraction fermentescible.

Tonnes

Tonnages d'emballages ménagers résiduels (TRmat) : Tonnages d'emballages restant dans les OM, ces tonnages sont calculés par différence entre les Tonnes Recyclées (de Collecte sélective et de métaux récupérés sur unité de traitement des OM) et le Gisement contractuel.

Tonne(s) Recyclée(s) : Tonnes de déchets d'emballages ménagers et papiers graphiques triées conformément aux Standards de recyclage, livrées au Repreneur Contractuel et recyclées. Ces tonnes, déclarées par les Collectivités sont constatées sur la foi des justificatifs délivrés par les Collectivités et leurs Repreneurs (Déclaration d'activité et Certificats de recyclage).

Parmi les Tonnes Recyclées, on distingue :

- les Tonnes Recyclées de Collecte sélective, seules éligibles au Scs pour la part emballages ménagers;
- les Tonnes Recyclées de métaux récupérés sur unités de traitement des OM.

Les Tonnes Recyclées de Collecte sélective sont soutenues dans la limite des seuils précisés dans le Document de l'OCAPEM « Barème aval ».

Traçabilité

Information permettant le suivi des tonnes éligibles aux soutiens jusqu'au Destinataire final (Recycleur). La traçabilité est une condition du versement des soutiens listés dans le barème aval.

SPECIMEN

Valorisation

Transformation des déchets d'emballages ménagers selon différents procédés respectant la réglementation et les normes en vigueur, dont les principaux sont :

- Recyclage : voir ce mot.
- Conversion énergétique (ou incinération avec récupération d'énergie) : récupération de vapeur et/ou d'électricité à partir de la combustion des déchets d'emballages dans un incinérateur respectueux des normes en vigueur. Les termes « valorisation énergétique » ne peuvent être utilisés que pour les incinérateurs répondant aux conditions fixées par la réglementation (arrêté du 20 septembre 2002 en vigueur).
- Compostage : transformation de la partie fermentescible des déchets d'emballages ménagers aboutissant à la fabrication d'un amendement organique.
- Préparation des refus issus des centres de tri pour utilisation sous forme de combustible solide de récupération (CSR) au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement.
- Méthanisation : transformation de la partie fermentescible des déchets d'emballages ménagers produisant un amendement organique (digestat) et un gaz combustible (biogaz).
- Tri-Mécano-Biologique : voir ce mot.

Le terme valorisation matière inclut le recyclage et le compostage.

SPECIMEN

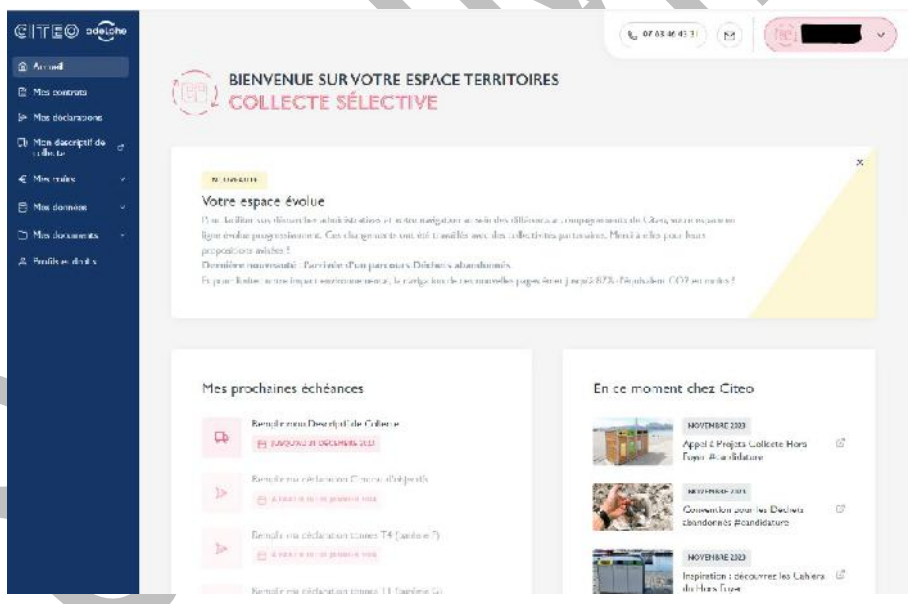
Annexes Différenciantes

Annexe 2. Modalités de déclaration et de versement des soutiens

L'ensemble des procédures administratives entre la collectivité et CITEO / ADELPHE se fait via un espace digital personnalisé et sécurisé, l'Espace Territoires. Cet espace Territoires est en amélioration continue pour faciliter les démarches des utilisateurs.

Après la refonte du parcours de déclaration des couts en 2024 et l'amélioration globale de l'ergonomie de cet espace déclaratif, pour 2025 CITEO / ADELPHE propose un nouveau parcours de contractualisation avec la signature facilitée, un nouveau parcours de déclaration des tonnes et un nouveau parcours de déclaration des partenaires de la reprise.

Pour l'ensemble de ces évolutions de fonctionnalités ou d'ergonomie, les collectivités sont désormais systématiquement sollicitées en phase de conception, en test ou en évaluation « à chaud » des nouveautés *via* le Club utilisateurs collectivités locales.



Article 1- Modalités déclaratives

1.1 Au titre des soutiens au recyclage et à la valorisation : Déclaration trimestrielle d'activité

La Déclaration trimestrielle d'activité vise à transmettre les tonnages livrés aux repreneurs permettant de calculer les soutiens éligibles conformément au barème en vigueur.

- **Données à déclarer**

La Déclaration trimestrielle d'activité est remplie par la Collectivité conformément au format défini dans l'Espace Territoires. Elle comprend notamment :

1) les Tonnes Recyclées par Standards de matériau Emballages et Papiers Graphiques, par centre de tri et par repreneur, ;
2) les tonnes d'ordures ménagères collectées hors Collecte sélective et leur répartition par mode de traitement (compostage, méthanisation, incinération, CSDU) ;

Il appartient à la Collectivité d'exiger, dans son contrat avec ses autres partenaires contractuels (centres de tri, Repreneurs, unités de traitement), les éléments permettant de renseigner la Déclaration trimestrielle d'activité, selon les modalités de déclaration décrites au présent Contrat.

De plus, il lui appartient de faire respecter les modalités de déclaration dématérialisée des Repreneurs et unités de traitement via les plateformes de déclaration mises à leur disposition par CITEO / ADELPHE.

Pour affecter les Tonnes Recyclées à un exercice, la date de réception par le Repreneur Contractuel fait foi. Toutefois, si le centre de tri de la Collectivité effectue une demande d'enlèvement entre le 15 décembre et le 31 décembre d'une année N et que le Repreneur Contractuel est dans l'impossibilité logistique d'assurer cet enlèvement avant le 31 décembre de cette même année N, la date de demande d'enlèvement peut être retenue pour le calcul des soutiens.

- **Modalités de déclaration**

La Collectivité déclare ses données selon une périodicité trimestrielle. Cette périodicité permet de faciliter et d'optimiser les analyses et échanges en rendez-vous individuel et/ou d'informer le plus en amont possible la Collectivité de tout écart constaté avec les données Repreneurs.

La Déclaration trimestrielle d'activité est à transmettre au plus tard huit (8) semaines après la fin du trimestre concerné, via l'Espace Territoires et conformément au calendrier détaillé en 2.1.6 (*Calendrier des déclarations*) de la présente Annexe.

Le respect de ces dates de déclaration conditionne le versement des acomptes des emballages ménagers.

A réception sur l'Espace Territoires des données déclarées par ses Repreneurs (dans les conditions précisées à l'article 5 *Reprise*), la Collectivité s'assure de leur cohérence avec les données qu'elle a déclarées. En cas d'incohérence, la Collectivité a jusqu'au 30 juin de l'année N+1 pour modifier et/ou faire modifier et justifier les données déclarées.

Concernant les emballages ménagers, seuls les tonnages déclarés et justifiés au 30 juin de l'année N+1 ouvrent droit aux soutiens.

Concernant les papiers graphiques, les tonnages déclarés et justifiés au 30 juin de l'année N-1 ouvre droit aux soutiens en année N.

SPECIMEN

1.2 Au titre du Soutien à l'action de sensibilisation : Déclaration annuelle de sensibilisation

- **Données à déclarer**

La Déclaration annuelle de sensibilisation est remplie par la Collectivité conformément au format défini dans l'Espace Territoires. Elle comprend notamment :

- une liste nominative des Ambassadeurs du tri employés au cours de l'année, le temps de travail minimum consacré à ces missions ADT et la description des missions principales ;
- une description synthétique des actions de sensibilisation menées durant l'année.

- **Modalités de déclaration**

Pour bénéficier de ce soutien pour l'année N, la Collectivité doit renseigner la Déclaration annuelle de sensibilisation, au plus tard le 1er mars de l'année N+1, via l'Espace Territoires.

1.3 Au titre du Soutien à la connaissance des coûts : Déclaration annuelle des coûts (facultative)

Ce soutien est versé si la Collectivité s'engage, sur une base volontaire, à remplir la Déclaration annuelle des coûts.

- **Données à déclarer**

La Déclaration annuelle des coûts est remplie par la Collectivité conformément au format défini dans l'Espace Territoires. Elle comprend :

- les coûts liés à la Collecte sélective et au traitement ;
- les recettes matériaux.

La Déclaration annuelle des coûts au titre de l'année N porte sur les données N-1. Elle doit concerner la totalité du Périmètre contractuel. Les syndicats de traitement peuvent toutefois faire une déclaration partielle sous réserve que cette déclaration partielle concerne au moins 50 % du Périmètre contractuel.

- **Modalités de déclaration**

Pour bénéficier de ce soutien pour l'année N, la Collectivité doit transmettre la Déclaration annuelle des coûts entre le 1er mars et le 30 septembre de l'année N, via l'Espace Territoires.

La validation par CITEO / ADELPHE de la fiabilité des données déclarées conditionne le versement du soutien.

SPECIMEN

1.4 Le descriptif de collecte

La Collectivité décrit son dispositif de collecte tel qu'il est mis en place à la date de prise d'effet du contrat.

- **Données à déclarer**

Le descriptif de collecte est rempli par la Collectivité conformément au format défini dans l'Espace Territoires. Il comprend notamment des renseignements sur :

- les modes et schémas de collecte des emballages ménagers ;
- la population desservie ;
- la fréquence de collecte.

- **Modalités de déclaration**

En cas de nouveau contrat avec l'EO ou en cas de modification significative de son schéma de collecte en cours de Contrat, la Collectivité met à disposition et valide son descriptif de collecte complet et actualisé au plus tard le 31 décembre de l'année de prise d'effet du nouveau contrat ou de la modification significative.

Par modification significative sont compris :

- les changements de mode de collecte, de schéma de collecte, de type de contenants et de fréquence de collecte impactant plus de 10 % de la Population contractuelle ou plus de 50 000 habitants ;

- lorsque la Collectivité est composée de membres compétents en matière de collecte, les modifications affectant la liste de ces derniers (ex. : fusion de membres, dissolution d'un membre, création d'un nouvel établissement public de coopération intercommunale, etc.).

- **Exploitation des données**

L'utilisation par CITEO / ADELPHE des données issues du descriptif de collecte de la Collectivité se fait conformément à l'article 8 (*Confidentialité, transmission et utilisation des données*).

CITEO / ADELPHE effectue la mise à jour des données présentes sur l'application « Guide du tri » en lien avec le descriptif de collecte.

La Collectivité, y compris en se portant fort pour ses membres, jusqu'aux communes le cas échéant, autorise CITEO / ADELPHE à rendre public, en particulier sur l'application « *Guide du tri* », son statut vis-à-vis de l'extension des consignes de tri. CITEO / ADELPHE peut détailler ce statut, commune par commune, voire partie de commune par partie de commune si nécessaire.

En tant que de besoin, il est précisé que les Parties peuvent décider, d'un commun accord, de verser d'autres données sur l'application « Guide du tri ». Il en va notamment ainsi des coordonnées des points d'apport volontaire qui ont été, ou seront, communiquées par la Collectivité à CITEO / ADELPHE. Les

SPECIMEN

conditions d'utilisation de l'application, en ce compris le régime applicable aux données communiquées par la Collectivité, sont disponibles sur l'Espace Territoires.

La Collectivité est libre d'exploiter à sa convenance les documents d'analyse restitués par CITEO / ADELPHE.

1.5 Le Soutien à la valorisation énergétique des emballages dans les refus issus des centres de tri (Sve Refus)

Le principe du soutien Sve Refus est explicité dans le Document OCAPEM Barème aval, ainsi que sa formule de calcul :

Sve Refus (€) = Tonnes de DEM dans les refus éligibles x 75 €

Par la présente, CITEO / ADELPHE précise le mode de calcul des Tonnes de DEM dans les refus éligibles au soutien :

Les tonnes de DEM dans les refus éligibles au soutien sont reconstituées non pas à partir des tonnes de refus mais à partir des tonnes de collecte sélective soutenues respectant les standards et reprises par les repreneurs en vue du recyclage tels que :

Tonnes de DEM dans les refus éligibles = α x Tonnes soutenues

Pour chaque standard, un taux α est calculé à partir de la modélisation d'un centre de tri réalisé par l'ADEME, de 15.000 T, traitant un flux d'emballages ménagers et de papiers graphiques en mélange.

α = Tonnes collectées * (1 – taux de captage) / Tonnes soutenues

Valeurs de **α** par matériau :

Matériaux valorisables énergétiquement	Valeurs de α*
Aluminium	24%
PCNC	4%
PCC	13%
Plastiques (pour les collectivités outre-mer sans extension des consignes de tri)	22%
Plastiques (pour les collectivités en extension des consignes de tri)	35%

** Source : base étude centres de tri ADEME. Les valeurs de α pourront être revues par le comité de concertation de la reprise et du recyclage en fonction de l'évolution des standards par matériau.*

Les autres matériaux (acier, verre) ne sont pas valorisables énergétiquement et ne sont donc pas éligibles à ce soutien.

Les tonnes de PCM (qui ne font pas l'objet d'une étape de tri avant d'être reprises par le repreneur contractuel) ne font pas l'objet de ce soutien.

SPECIMEN

Les tonnes éligibles sont plafonnées au gisement résiduel tel que défini ci-après :

Par convention, le gisement résiduel est calculé, pour chaque matériau éligible au soutien, par différence entre le Gisement contractuel et les tonnes recyclées de collecte sélective et le cas échéant, les tonnes recyclées d'aluminium issus d'unité de traitement des OM (aluminium issu de mâchefers, compost, méthanisation ou TMB) et le cas échéant les tonnes de PCNC compostées pour les DOM.

Gisement résiduel = Gisement contractuel / 1000 x Population contractuelle - Tonnes recyclées

Où :

Gisement contractuel (en kg/hab/an) est défini au 1.1.d (ii)

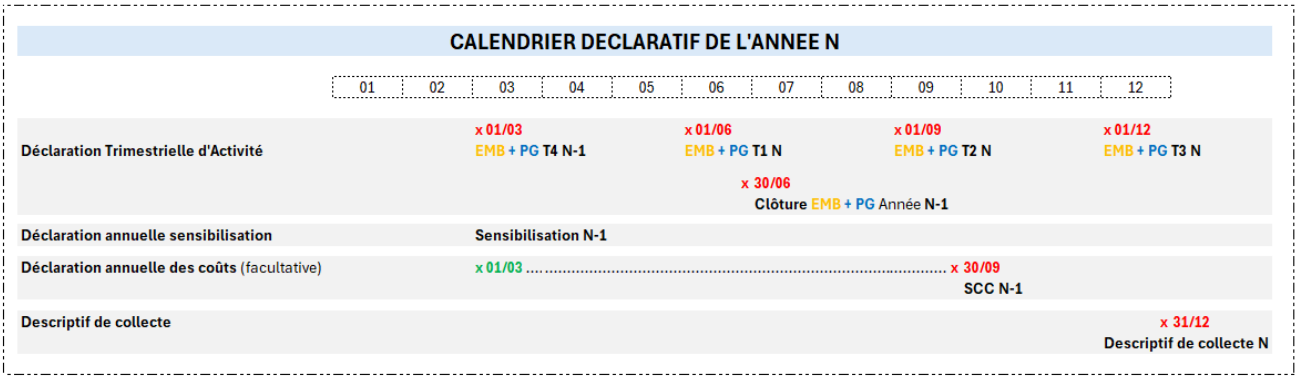
Tonnes recyclées = tonnes éligibles au Scs (ainsi qu'au Srm pour l'aluminium et Svo pour le PC compostés DOM)

- **Données à déclarer et modalités de déclarations**

Le calcul du SVE Omr est réalisé à partir des tonnes de refus inscrites dans les déclarations trimestrielles d'activités et selon les modalités décrites en 2.1.1 de la présente annexe.

1.6 Calendrier des déclarations

Le schéma ci-dessous reprend le calendrier des déclarations trimestrielles d'activité, annuelle de sensibilisation, annuelle des coûts (facultative), descriptif de collecte, décrites aux articles 2.1.1 (*Au titre des soutiens au recyclage et à la valorisation : Déclaration trimestrielle d'activité*) à 2.1.5 (*Le Soutien à la valorisation énergétique des emballages dans les refus issus des centres de tri (Sve Refus*) de la présente Annexe.



SCIMEN

Article 2- Modalités de paiement

2.1 Précisions préalables

a) Pièces et Informations nécessaires au versement des soutiens

Pour bénéficier des soutiens, la Collectivité fournit les pièces et informations suivantes :

- IBAN (RIB aux normes SEPA) mis à jour sur l'Espace Territoires, ainsi que le PDF validé par sa trésorerie ;
- descriptif de collecte de la Collectivité, selon les modalités précisées au point 2.1.4 (*Le descriptif de collecte*) de la présente Annexe ;
- choix d'options de reprise et de Repreneurs pour chaque Standard par Matériau, selon les modalités et dans les délais précisés dans l'article 5 (*Reprise*).

Par ailleurs, le versement des soutiens (hors acomptes tels que précisés ci-après) nécessite préalablement :

- au titre d'une année d'exécution, que le solde annuel des soutiens de l'année précédente ait été effectué dans les conditions définies au point 2.3.3 (*Solde annuel*) de la présente annexe. Dans l'hypothèse où le versement du solde du compte annuel serait retardé en raison d'une contestation portant sur le montant d'un soutien, CITEO / ADELPHE peut proposer à la Collectivité le versement d'un acompte supplémentaire calculé sans prise en compte du point litigieux.
- que les rapports financiers entre les parties au titre du contrat précédent aient été soldés (réception de l'ensemble des justificatifs, établissement d'un solde de tout compte du contrat précédent et, en fonction des cas, versement du solde par CITEO / ADELPHE ou remboursement du trop-perçu par la Collectivité).

b) Conditions des soutiens

Le respect par la Collectivité de ses obligations au titre du présent Contrat, notamment en matière de reprise, traçabilité et déclaration, conditionne l'éligibilité aux soutiens et le calcul de leur montant.

Par ailleurs, le versement des soutiens est subordonné à la réalisation de l'Equilibrage entre les titulaires de l'agrément selon les modalités et délais fixés au Cahier des charges. En conséquence, CITEO / ADELPHE se réserve le droit de reporter tout ou partie de leur versement en cas de difficultés liées à l'Equilibrage.

c) Paiement par compensation (au sens du code civil)

Les Parties conviennent que leurs dettes certaines, liquides et exigibles réciproques, résultant de tout contrat conclu entre elles, pourront s'éteindre par compensation, à concurrence de leurs quotités respectives, sur décision de l'une ou l'autre des Parties.

En application de ce principe, CITEO / ADELPHE est autorisée à régulariser des trop-perçus qui auraient été versés à la Collectivité par compensation avec les sommes qui sont ou seront dues à la Collectivité, quels que soient les contrats concernés, pourvu qu'ils aient été conclus entre les Parties.

SPECIMEN

La compensation intervient de manière privilégiée entre créances issues de contrats conclus dans le cadre d'une même période d'agrément emballages ménagers et papiers graphiques. Dans le cas de contrats conclus sur deux périodes distinctes, CITEO / ADELPHE s'assure avant de proposer une compensation que cette dernière ne se heurte de ce fait à aucune difficulté juridique ou comptable.

CITEO / ADELPHE adresse avant toute mise en œuvre d'une compensation une notification précisant à la Collectivité les différentes créances concernées et le montant de la compensation envisagée. La Collectivité dispose de trente (30) jours pour accepter la compensation ou s'y opposer. L'opposition ne peut intervenir que pour une raison tenant à une erreur dans les montants notifiés. Le silence gardé à l'expiration du délai de trente (30) jours vaut acceptation.

2.2 Acomptes

1. CITEO / ADELPHE verse aux Collectivités à compétence « collecte » ou « collecte et traitement » deux acomptes semestriels au titre des différents soutiens du barème aval Emballages Ménagers (hors Scc).

Le montant de chaque acompte est calculé par CITEO / ADELPHE sur la base du budget prévisionnel annuel (hors Scc) au barème aval Emballages Ménagers pour l'année de l'acompte considéré.

Le montant de l'acompte semestriel (S1) de l'année N correspond à : 50 % * budget annuel prévisionnel.

Le montant de l'acompte semestriel (S2) de l'année N correspond à : 30 % * budget annuel prévisionnel.

Le montant cumulé des acomptes ne peut excéder 80 % du dernier budget annuel révisé.

Le montant des acomptes peut être révisé en cours d'année par CITEO / ADELPHE si la livraison au(x) Repreneur(s) Contractuel(s) de tonnes triées venait à être modifiée ou interrompue, notamment en cas d'événement exceptionnel (grève, incendie…), d'interruption ou d'incident de la collecte ou de l'exploitation d'un centre de tri ou d'une unité de traitement des ordures ménagères.

2. CITEO / ADELPHE verse aux syndicats de traitement des acomptes trimestriels :

- Le montant de l'acompte trimestriel (T1) de l'année N correspond à : 30 % * budget annuel prévisionnel.

- Le montant de l'acompte trimestriel (T2) de l'année N correspond à : 20 % * budget annuel prévisionnel.

- Le montant de l'acompte trimestriel (T3) de l'année N correspond à : 20 % * budget annuel prévisionnel.

- Le montant de l'acompte trimestriel (T4) de l'année N correspond à : 10% * budget annuel prévisionnel

Les conditions de cumul des montants et de révision en cours sont identiques à celles indiquées au point 1.

2.3 Solde annuel

Dès renseignement dans les délais requis à l'article 2.1.1 (*Au titre des soutiens au recyclage et à la valorisation : Déclaration trimestrielle d'activité*) de la totalité des Déclarations trimestrielles d'activité de l'année N et des justificatifs correspondants, de la Déclaration annuelle de sensibilisation et, le cas échéant, de la Déclaration annuelle des coûts, et après validation par CITEO / ADELPHE des données

SPECIMEN

déclarées, CITEO / ADELPHE procède, en année N+1, au calcul du solde annuel des soutiens Emballages Ménagers de l'année N.

Dès renseignement dans les délais requis à l'article 2.1.1 (*Au titre des soutiens au recyclage et à la valorisation : Déclaration trimestrielle d'activité*) de la totalité des Déclarations trimestrielles d'activité de l'année N-1 et des justificatifs correspondants, et publication officielle du taux d'acquittement par l'ADEME, CITEO / ADELPHE procède, en année N, au calcul du solde annuel des soutiens Papiers Graphiques de l'année N.

Que ce soit pour le solde Emballages Ménagers ou pour le solde Papiers Graphiques, CITEO / ADELPHE met à disposition de la Collectivité, par voie dématérialisée, une facture pro forma précisant les montants dus au titre de l'ensemble des soutiens du barème aval, ainsi que le montant total des acomptes versés dans le seul cas du solde Emballages Ménagers.

La Collectivité dispose d'un délai d'un mois à compter de la mise à disposition de cette facture pro forma, pour la valider ou la refuser sur l'Espace Territoires.

En l'absence de refus dans le délai d'un mois susvisé, CITEO / ADELPHE émet, conformément au mandat d'autofacturation qui lui est accordé par la Collectivité (Annexe 2bis), une facture définitive qu'elle met à disposition sur l'Espace Territoires.

Si le calcul du solde annuel des soutiens Emballages Ménagers fait ressortir, après déduction des acomptes, un trop-perçu par la Collectivité, CITEO / ADELPHE émet une facture à cette fin.

Dans tous les cas, la Collectivité a 15 jours maximum à compter de la réception de la facture définitive pour l'accepter ou la refuser.

En l'absence de refus de cette facture définitive dans le délai de 15 jours susvisé, CITEO / ADELPHE verse à la Collectivité le solde annuel des soutiens, déduction faite des acomptes déjà versés au titre de l'année N. En cas de trop-perçu, le remboursement du trop-perçu peut se faire par imputation sur les versements de l'année N+1 si cette imputation est possible et si le présent Contrat demeure en vigueur pour l'année N+1. A défaut, la Collectivité rembourse à CITEO / ADELPHE le trop-perçu dans un délai de 45 jours à compter de l'émission de la facture définitive.

2.4 Modalités de versement

Les soutiens et acomptes au titre du barème aval sont versés par virement sur le compte bancaire de la Collectivité, qui tient CITEO / ADELPHE informée de toute évolution de ses données bancaires et transmet les justificatifs nécessaires via l'Espace Territoires.

Les soutiens et acomptes sont versés à 45 jours fin de mois date d'émission de la facture définitive émise par CITEO / ADELPHE en application du mandat d'autofacturation.

Les soutiens de CITEO / ADELPHE ne sont pas assujettis à TVA, conformément à l'instruction fiscale 3 A-05-06 n° 50 du 20 mars 2006.

Les soutiens sont versés à la Collectivité, qui est le destinataire de droit commun des paiements.

SPECIMEN

Annexe 2bis. Mandat d'autofacturation

(Régi par l'article 289 I-2 du CGI et l'article 242 nonies I de l'Annexe 2 du CGI)

Afin de faciliter la gestion du règlement des soutiens financiers de CITEO / ADELPHE, les Parties ont décidé de recourir à l'autofacturation. Cette modalité allège le travail administratif de la Collectivité et augmente la rapidité de versement des soutiens financiers de CITEO / ADELPHE.

Article 1 – Objet

La Collectivité donne à titre gratuit à CITEO / ADELPHE, qui l'accepte, mandat exprès d'émettre, au nom et en son compte, toutes les factures relatives au paiement des seuls soutiens dus par CITEO / ADELPHE à la Collectivité au titre du contrat de partenariat pour la gestion des déchets d'emballages ménagers et papiers graphiques (ci-après le « Contrat »).

Article 2 – Engagement de CITEO / ADELPHE

CITEO / ADELPHE s'engage envers la Collectivité à établir les factures à bonne date, sous réserve de l'obtention préalable des documents justificatifs exigés pour leur versement et de leur validation, et suivant les règles de déclaration et modalités de versement décrites au Contrat.

CITEO / ADELPHE s'engage à tout mettre en œuvre pour que les factures établies présentent les mêmes formes que si elles avaient été émises par la Collectivité elle-même et dans le respect des normes législatives et réglementaires en vigueur, notamment celles relatives aux mentions obligatoires à porter sur les factures. Ainsi, CITEO / ADELPHE procède aux modifications et aux adaptations nécessitées par l'évolution des dites normes.

Conformément à la recommandation faite par la documentation administrative BOI 3 CA n°136 du 7 août 2003, CITEO / ADELPHE porte sur chacune des factures émises dans le cadre du présent mandat la mention « Facture établie par CITEO / ADELPHE au nom et pour le compte de [...] ».

CITEO / ADELPHE transmet, à la demande de la Collectivité, un état récapitulant les sommes facturées.

Enfin, CITEO / ADELPHE ne peut émettre ni délivrer de factures rectificatives pour le compte de la Collectivité, sauf sur instructions expresses et écrites de ce dernier.

Article 3 – Conditions de la facturation

L'acceptation par la Collectivité de chaque facture éditée devient sans objet en vertu du présent mandat.

Toutefois, afin d'éviter les désaccords et erreurs de facturation, CITEO / ADELPHE procède, avant l'établissement de toute facture (à l'exception des factures relatives aux acomptes), à l'émission d'une facture pro-forma, document sans valeur contractuelle qui est adressé à la Collectivité.

À défaut de commentaires de la part de la Collectivité dans un délai d'un (1) mois suivant envoi de la facture pro-forma, CITEO / ADELPHE émet la facture définitive, dont elle conserve l'original et adresse le double à la Collectivité. Si le double de la facture ne parvenait pas à la Collectivité, il appartiendrait à celle-ci de le réclamer immédiatement.

SPECIMEN

À compter de la réception de la facture définitive, la Collectivité dispose d'un délai de quinze (15) jours pour contester toute information, de quelle que nature que ce soit, contenue dans la facture.

Les factures sont notifiées par voie dématérialisée à CITEO / ADELPHE.

Article 4 – Responsabilité

La Collectivité conserve l'entière responsabilité de ses obligations légales et fiscales, notamment en matière de facturation le cas échéant. À ce titre, la Collectivité ne peut arguer de la défaillance ou du retard de CITEO / ADELPHE dans l'établissement des factures pour se soustraire à ses obligations légales et fiscales.

La Collectivité reste également responsable des mentions relatives à son identification et, à ce titre, s'engage à informer CITEO / ADELPHE de toute modification de ces mentions.

Article 5 - Durée / Résiliation

Le présent contrat de mandat prend effet à la date de prise d'effet du Contrat.

Il prend fin automatiquement à l'expiration du Contrat ou avant son terme en cas de résiliation de cette dernière, pour quelque cause que ce soit, dans l'un des cas prévus au Contrat.

Toutefois, conformément à l'article 2004 du code civil, la Collectivité peut révoquer le présent mandat à tout moment, sans motif particulier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à CITEO / ADELPHE.

La révocation prend effet à réception de cette lettre recommandée à la date indiquée sur celle-ci. Il est expressément entendu entre les Parties que, dans une telle hypothèse, celles-ci se rencontrent pour discuter de bonne foi des conditions et modalités de la poursuite de la Collectivité.

SPECIMEN

Annexe 3. Conditions de la Reprise Titulaire en métropole Flux développement et modèle de tri simplifié plastique

ARTICLE 1 – OBJET ET MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION 52
1.1 – Objet 52
1.2 – Responsabilité 53
1.3 – Substitution 53
ARTICLE 2 – REPRISE ET RECYCLAGE 53
2.1 - Reprise 53
2.2 - Recyclage 54
ARTICLE 3 – TRACABILITE 54
3.1 – Engagements en matière de traçabilité 54
3.2 – Certificats de recyclage 55
3.3 – Cas des prestataires multi-clients de la Collectivité 56
3.4 – Transmission de données aux autorités publiques 56
ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES 56
ARTICLE 5 – LIEUX ET CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION ET D'ENLEVEMENT DES DEM 56
5.1 – Notification à CITEO / ADELPHE des informations relatives au(x) centre(s) de tri 56
5.2 – Conditionnement des DEM 57
5.3 – Stockage 57
5.4 – Déclenchement d'une demande d'enlèvement 57
5.5 – Chargement des balles 57
ARTICLE 6 – CONTROLE DE LA QUALITE ET GESTION DES NON-CONFORMITES 58
6.1 – Contrôle des opérations de tri 58
6.2 – Non-conformité de la qualité des DEM triées 58
6.3 – Insuffisance de chargement des camions 59
ARTICLE 7 – TRANSFERT DE PROPRIETE DES DEM ET ASSURANCES 60
ARTICLE 8 – PRINCIPE DE PROXIMITE 60
ARTICLE 9 – EFFET DES PRESENTES CONDITIONS 60
9.1 – Prise d'effet 60
9.2 – Echéance 60
9.3 – Suspension et résiliation pour manquement 60
ARTICLE 10 – MODIFICATIONS 61
ARTICLE 11 – FORCE MAJEURE ET CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES 61
ARTICLE 12 – REGLEMENT DES DIFFERENDS 61

SPECIMEN

ARTICLE 13 – DIVERS..... 61
ARTICLE 14 – COMMUNICATION..... 61
Annexe 0 – Demande de démarrage anticipé de la Reprise Titulaire..... 62
Annexe 1 - Protocole de caractérisation des emballages en plastiques en centre de tri 63

ARTICLE 1 – OBJET ET MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

1.1 – Objet

Le présent document précise, en conformité avec les dispositions réglementaires applicables, les conditions et modalités de la Reprise Titulaire entre les Parties s'agissant des standards suivants :

Désignation	Caractéristiques de conformité
Standard « *flux développement* »	Composé de déchets d'emballages ménagers en plastique, issus de la collecte séparée, triés selon les deux flux détaillés ci-après, quelle que soit leur taille, vidés de leur contenu, conditionnés sous forme de balles : • Flux souple de films : déchets d'emballages ménagers souples présentant une teneur minimale de 90% de films et sacs majoritairement en polyoléfines (base PE et PP), et une teneur maximale d'emballages rigides en PE ou PP de 3% ; • Flux de plastique rigides : déchets d'emballages ménagers rigides en mélange présentant une teneur minimale de 90% d'emballages rigides et composé de : ➢ PET foncé et opaque : bouteilles, flacons, pots et barquettes monocouche, ➢ PET clair : barquettes monocouche, ➢ PS : pots et barquettes monocouche, ➢ Barquettes multi-couches, emballages rigides complexes en plastiques. Par dérogation aux dispositions précitées, les collectivités dont le centre de tri est en fonctionnement ou dont le projet de centre de tri est engagé avant le 1er mars 2022 peuvent trier le standard flux développement en plus de deux flux. Hors le cas où le centre de tri de la Collectivité est également prestataire de CITEO / ADELPHE pour le surtri du flux développement, le flux de plastique rigides en mélange pourra également contenir certaines quantités d'emballages suivants : - PET clair : bouteilles et flacons en PET clair ; - PEHD et PP : déchets d'emballages ménagers rigides en PEHD, PP.

Standard du modèle de tri simplifié des plastiques	Trié en deux flux, quelle que soit la taille des déchets, vidés de leur contenu, conditionnés sous forme de balles :

SPECIMEN

	• Flux souple de films : déchets d'emballages ménagers souples présentant une teneur minimale de 90% de films et sacs majoritairement en polyoléfines (base PE et PP), et une teneur maximale d'emballages rigides en PE ou PP de 3% ; • Flux rigides à trier : déchets d'emballages ménagers rigides tous types de plastiques confondus (PET clair, foncé, PEHD, PP, PS, PVC, complexes) présentant une teneur minimale de 95% d'emballages plastiques rigides, avec une tolérance à 90%.

Annexé au CAP, il en fait partie intégrante. Il a en conséquence valeur contractuelle.

1.2 – Responsabilité

Chaque Partie est uniquement et personnellement responsable vis-à-vis de l'autre Partie de la bonne exécution des obligations mises à sa charge, y compris lorsque ladite exécution fait intervenir un tiers.

En particulier, la Collectivité demeure responsable vis-à-vis de CITEO / ADELPHE de la qualité des opérations de tri, permettant d'atteindre le niveau du Standard, y compris lorsque la compétence « tri » a été transféré à une personne publique tierce.

1.3 – Substitution

Afin de faciliter les opérations de la Reprise Titulaire, la personne morale à laquelle la Collectivité a confié l'exploitation du centre de tri visé en article 5 (*Lieux et conditions de mise à disposition et d'enlèvement des DEM*) est substituée à la Collectivité, tant en ce qui concerne les obligations que les sanctions attachées.

CITEO / ADELPHE et la Collectivité préciseront en tant que de besoin, et d'un commun accord, préalable à la prise d'effet de la substitution, les modalités de la substitution.

En tout état de cause, la Collectivité et la personne morale qui lui serait substituée sont solidairement tenues de l'exécution des obligations résultant du présent document et des conséquences dommageables de toute inexécution. CITEO / ADELPHE pourra rechercher la Collectivité en cas de difficultés d'exécution rencontrées auprès de la personne morale qui lui serait substituée.

ARTICLE 2 – REPRISE ET RECYCLAGE

2.1 - Reprise

CITEO / ADELPHE s'engage à reprendre l'intégralité des déchets d'emballages ménagers en plastique collectés et triés par la Collectivité conformément au standard désigné en application de l'article 5.1 (*Notification à CITEO / ADELPHE des informations relatives au(x) centre(s) de tri*) (ci-après les « *DEM* » et le « *Standard* »).

Dans le cas où l'installation de tri est en capacité de procéder au surtri des DEM sans production physique du Standard (ci-après le « tri/surtri »), les Parties peuvent décider de ne pas exiger cette dernière. Elles arrêtent d'un commun accord, et dans le respect des exigences de déclaration et de traçabilité prévues au Contrat-Type unique collecte sélective version 2022 (CAP) et à l'article 3 ci-après, les modalités techniques et financières du tri/surtri.

SPECIMEN

La Collectivité s'engage corrélativement à réserver à CITEO / ADELPHE l'intégralité de ces tonnes pendant toute la durée des présentes conditions, telle qu'elle résulte de l'article 10 (*Effet des présentes conditions*) ci-après.

CITEO / ADELPHE organise par ailleurs, sous sa responsabilité, le recyclage des tonnes reprises ou, à défaut, en raison notamment des techniques disponibles, leur traitement dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement.

2.2 - Recyclage

CITEO / ADELPHE veille dans la mesure du possible à privilégier un recyclage de proximité des DEM et à optimiser les distances de transport pour procéder à ce recyclage en tenant compte de l'opportunité technique, économique et environnementale.

Dans le cas d'un recyclage hors du territoire de l'Union européenne, CITEO / ADELPHE procède ou fait procéder à ce recyclage dans des conditions équivalentes aux exigences légales applicables au titre de l'article 6 "Valorisation et recyclage" de la directive 94/62/CE modifiée.

ARTICLE 3 – TRACABILITE

3.1 – Engagements en matière de traçabilité

CITEO / ADELPHE assure, dans le cadre des dispositions en vigueur, la traçabilité des tonnes reprises de DEM et effectivement recyclées. CITEO / ADELPHE veille au respect par ses repreneurs de la traçabilité et du recyclage effectif de ces tonnes, via notamment la transmission dématérialisée des Certificats de recyclage,

A cette fin, CITEO / ADELPHE s'engage à :

- saisir ou importer, ou faire saisir et importer par ses prestataires, les données de la reprise et du recyclage des DEM conformes au Standard, dans la plateforme informatique dématérialisée mise en place à cet effet.

  La validation définitive des données intervient, s'agissant des données de la reprise, dans un délai de six (6) semaines maximum à la fin du trimestre T et au plus tard le 15 juin de l'année suivante ; s'agissant des données du recyclage, cette validation intervient avant le 31 juillet de l'année N+1.

  La plateforme informatique dématérialisée est connectée avec l'Espace extranet de la Collectivité afin que celle-ci puisse accéder plus facilement aux données de tonnages repris et qu'elles puissent établir dans les délais impartis ses Déclarations d'Activité (déclaration de ses Tonnes Reprise) ;

- effectuer ou faire effectuer un surtri compatible avec les exigences des recycleurs tout en étant garant du respect des exigences de traçabilité depuis cette étape de surtri jusqu'au recycleur final ;

- contrôler l'étiquetage des balles lorsque cet étiquetage est en place ;

SPECIMEN

- mentionner explicitement que les lots repris sont issus du dispositif français de collecte sélective des déchets d'emballages ménagers sur tous les documents utilisés lors de chaque livraison (bordereaux d'enlèvement, documents de transport, factures, etc.) depuis la reprise jusqu'au recyclage des DEM ;

- transférer à ses éventuels intermédiaires l'obligation de mentionner que les lots repris sont issus du dispositif français de collecte sélective des déchets d'emballages ménagers afin de garantir l'information du recycleur final sur l'origine des matériaux qu'ils achètent ;

- assurer un suivi à tout moment des matériaux collectés et triés depuis leur départ du centre de tri de la Collectivité jusqu'à leur lieu final de recyclage ;

- faire procéder, par un bureau d'études retenu à cette fin, à toute vérification des moyens et circuits de recyclage, à tout niveau de la chaine du recyclage, entre le centre de tri, le centre de surtri, l'unité de traitement et l'usine du recycleur final. En cas d'export des déchets hors de l'Union européenne, il sera fait usage du référentiel de contrôle en vigueur, tel qu'établi par CITEO / ADELPHE en application des dispositions de l'article VI.1.d (*Traçabilité et contrôle des opérations de recyclage*) du cahier des charges d'agrément de la filière des emballages ménagers ;

- conserver tous les éléments de preuves du recyclage effectif des DEM repris pendant une durée minimale de trois ans ;

- transmettre à la Collectivité, avant le 30 septembre de chaque année N+1, un bilan de la reprise et du recyclage assurés durant l'année N, précisant les tonnages repris par centre de tri et surtriés par centre de surtri (nom et adresse) en année N, les tonnages repris effectivement recyclés en année N ainsi que l'identité des recycleurs auxquels CITEO / ADELPHE a eu recours pour l'ensemble des tonnes dont il assure la gestion dans le cadre de ses activités agréées (nom et adresse) ;

- mettre à disposition les données nécessaires au comité de la reprise et du recyclage.

Les obligations de CITEO / ADELPHE en matière de traçabilité sont sans préjudice de celles qui résultent pour la Collectivité du Contrat-type unique pour la collecte sélective, en ce compris le ou les futurs contrats-types de soutien qui succéderaient au Contrat-type unique pour la collecte sélective.

3.2 – Certificats de recyclage

La validation électronique par l'équipe Contrôle de la reprise de CITEO / ADELPHE des données saisies ou importées dans la plate-forme dématérialisée vaut Certificat de recyclage à destination de la Collectivité et dispense de l'envoi d'un exemplaire papier de ces Certificats de recyclage.

Les informations à fournir par CITEO / ADELPHE pour établir la traçabilité et attester du recyclage sont, au minimum, les suivantes :

- Nom de la Collectivité
- Identité du repreneur
- Flux du Standard
- Dénomination du produit livré
- Date de réception
- Poids accepté
- Point d'enlèvement

SPECIMEN

- Centre de surtri le cas échéant
- Identité du recycleur final

Ces informations serviront :

- de base aux contrôles diligentés
- à établir une attestation de recyclage à destination de la Collectivité telle que prévue à l'article VI.1.d du cahier des charges d'agrément de la filière des emballages ménagers.
-

3.3 – Cas des prestataires multi-clients de la Collectivité

La Collectivité s'engage à exiger de ses prestataires multi-clients qu'ils transmettent à CITEO / ADELPHE, à chaque création de demande d'enlèvement de lots, les tonnages triés qui lui sont spécifiques.

Dans le cas où le centre de tri de la Collectivité est également prestataire de CITEO / ADELPHE pour le surtri de tonnes reprises par CITEO / ADELPHE, un formulaire spécifique est mis à la disposition de son prestataire afin qu'il déclare la répartition par collectivité. La Collectivité doit retranscrire ces exigences de déclaration dans les contrats avec ses prestataires.

3.4 – Transmission de données aux autorités publiques

CITEO / ADELPHE est autorisée à transmettre aux autorités publiques, en particulier les ministères signataires de son agrément et l'ADEME, toute donnée relative à la Reprise Titulaire qui serait exigée en application des lois et règlements en vigueur, en particulier l'arrêté du 20 décembre 2017 relatif à la procédure d'enregistrement et de déclaration des données de la filière des déchets d'emballages ménagers, et de la filière des papiers graphiques.

ARTICLE 4 – CONDITIONS FINANCIERES

En application du principe de solidarité tel que défini dans le Cahier des charges, CITEO / ADELPHE intervient au titre de la Reprise Titulaire selon des conditions financières identiques pour l'ensemble des collectivités qu'elle dessert :

- Reprise sans frais pour la Collectivité ;

Les manquements de l'une ou l'autre des Parties peuvent néanmoins donner lieu à l'application des pénalités prévues contractuellement.

ARTICLE 5 – LIEUX ET CONDITIONS DE MISE A DISPOSITION ET D'ENLEVEMENT DES DEM

5.1 – Notification à CITEO / ADELPHE des informations relatives au(x) centre(s) de tri

La Collectivité notifie à CITEO / ADELPHE, au plus tard à la date de conclusion du Contrat-type unique pour la collecte sélective, les informations suivantes relatives au(x) centre(s) de tri :

- nom centre de tri ;
- code centre de tri ;
- Standard produit ;
- adresse point d'enlèvement ;

SPECIMEN

- coordonnées du contact « *centre de tri* ».

En cas de changement ultérieur de centre(s) de tri, la Collectivité s'engage à en informer CITEO / ADELPHE préalablement. Le centre de tri nouvellement choisi doit avoir fait l'objet d'une vérification par CITEO / ADELPHE de sa capacité à produire le Standard. A défaut, la Collectivité se place en situation de manquement grave, de nature à motiver la suspension des présentes conditions.

Le changement interviendra par simple échange de courriers, sans qu'il n'y ait lieu à avenant.

Dans le cas où le centre de tri de la Collectivité est également prestataire de CITEO / ADELPHE pour le surtri du Standard flux développement, le flux développement sera composé uniquement des flux suivants :

- PET foncé : bouteilles, flacons, pots et barquettes monocouche ;
- PET opaque : bouteilles, flacons, pots et barquettes monocouche ;
- PET clair : barquettes monocouche ;
- PS : pots et barquettes monocouche ;
- Barquettes multicouches, emballages rigides complexes en plastique (à compter du 1er janvier 2021).

5.2 – Conditionnement des DEM

Les DEM produits sont conditionnés en balles de dimensions suivantes : minimum 0,7 m x 0,7 m x 1,0 m et maximum de 1,2 m x 1,2 m x 1,3 m. Les balles sont étiquetées. L'étiquette doit présenter à minima les informations suivantes : le nom du centre de tri producteur, la qualité produite et la date de mise en balle.

Afin d'assurer le bon maintien du chargement, les balles doivent être de dimensions régulières. Celles-ci doivent disposer d'une densité permettant un délitage optimal.

5.3 – Stockage

Les enlèvements sont réalisés par camion complet et par flux. La Collectivité s'assure que son centre de tri dispose d'une capacité de stockage suffisante à cette fin.

La fréquence des enlèvements est adaptée à la production du centre de tri et aux contraintes logistiques.

5.4 – Déclenchement d'une demande d'enlèvement

La Collectivité ou son centre de tri prépare l'expédition des DEM. Les demandes d'enlèvement sont réalisées via un outil informatique mis à disposition par CITEO / ADELPHE.

5.5 – Chargement des balles

La Collectivité est responsable du chargement des semi-remorques de type Tautliner qui lui seront expédiés aux fins d'enlèvement. La collectivité charge *a minima* dix-sept (17) tonnes de DEM par camion. Les chargements de quantités inférieures sont sanctionnés dans les conditions spécifiées à l'article 6 (*Contrôle de la qualité et gestion des conformités*).

Pendant ces opérations, le transporteur affrété par CITEO / ADELPHE fournit toutes les indications utiles en vue d'une répartition équilibrée de la marchandise propre à assurer la stabilité du véhicule et le respect de la charge maximale par essieu. Le transporteur procède, avant le départ, à la reconnaissance du chargement. En cas de défectuosité apparente de nature à porter atteinte à la conservation du chargement, le transporteur formule des réserves motivées inscrites sur le document de transport. Si celles-ci ne sont pas acceptées, il peut refuser la prise en charge de la marchandise.

SPECIMEN

Le transfert de responsabilité sur les DEM repris s'effectue à l'enlèvement des lots.

Les stipulations susvisées relatives au chargement des balles sont inapplicables lorsque le centre de tri de la Collectivité est également prestataire de CITEO / ADELPHE pour le surtri du Standard flux développement. Le transfert de responsabilité sur les DEM repris s'effectue alors une fois qu'est produit :

- un des flux tels que visés à l'article 5 ; et/ou
- un flux composé uniquement de tout ou partie de ces flux.

ARTICLE 6 – CONTROLE DE LA QUALITE ET GESTION DES NON-CONFORMITES

6.1 – Contrôle des opérations de tri

La Collectivité mettra en œuvre des procédures d'autocontrôle sur son centre de tri permettant de vérifier :

- la traçabilité des matières triées (correspondance entre les tonnes entrantes et les matières triées), suivi de la répartition des matières triés en fonction des collectivités clientes du centre de tri concerné suivant la norme NFX30 437 ;
- la qualité des DEM triés (conformité au Standard).

La Collectivité s'assure que les matières triées ne présentent pas de caractéristiques de dangerosité au sens du règlement 1357/2014 de la Commission du 18/12/14 remplaçant l'annexe III de la directive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux déchets et abrogeant certaines directives.

Exceptionnellement, la limite d'acceptabilité des substances présentant un danger de toxicité sera fixée à 0,02% par catégorie de danger de toxicité.

Des contrôles de la qualité des matières triées réceptionnées en centre de surtri ou sur l'unité de recyclage pour le cas du Flux souple de films seront également organisés par CITEO / ADELPHE ou par un prestataire extérieur intervenant pour le compte de CITEO / ADELPHE.

Lors de ces contrôles, CITEO / ADELPHE, ou le cas échéant le prestataire extérieur, se réfèrent au Protocole de caractérisation des emballages en plastiques en centre de tri et ses annexes (Annexe 1).

En cas de non-conformité au Standard, la Collectivité devra pourvoir, à ses frais, à la reprise du lot concerné, à son tri et à son retour au destinataire ou, à défaut, accepter de payer une décote de prix de traitement à la tonne.

En outre, conformément à l'article VI.6.d (*Caractérisation de la qualité des flux repris*) du Cahier des charges, les résultats des contrôles par flux font l'objet d'une communication auprès des collectivités et des opérateurs concernés par ce flux, dans un délai de trois mois à compter de la caractérisation de la qualité de ces flux.

6.2 – Non-conformité de la qualité des DEM triées

En cas d'impossibilité de la Collectivité de satisfaire aux qualités des matières triées stipulées dans le Standard, la Collectivité devra :

- soit reprendre le lot défectueux dans les deux (2) semaines à compter de la réception de la non-conformité, à ses frais, pour le trier, puis le renvoyer au destinataire dans les conditions

SPECIMEN

prévues à l'article 5 (*Lieux et conditions de mise à disposition et d'enlèvement des DEM*). Les frais à la charge de la Collectivité comptent, au titre du coût du déchargement et rechargement du lot payable, une pénalité de deux cents (200) € HT ;

- soit indemniser CITEO / ADELPHE du surcoût qu'elle aura subi du fait de la non-conformité, si l'exploitant du site de destination du lot accepte qu'il lui soit livré non-conforme et de le surtrier ou recycler, moyennant un surcoût. L'indemnité correspondra au surcoût supporté par CITEO / ADELPHE auprès de l'exploitant concerné.

Par exception au premier cas précité, un lot défectueux peut être envoyé en traitement sur décision commune des Parties. Dans ce cas, la Collectivité prend en charge l'intégralité des frais de traitement et indemnisera CITEO / ADELPHE du dommage en résultant (pénalités imposées par le site destinataire, etc).

En cas de non-conformité constatée par CITEO / ADELPHE, CITEO / ADELPHE en informe par courriel la Collectivité sous dix (10) jours ouvrés à compter de la réception sur le site de surtri. Le délai le cas échéant nécessaire au stockage des déchets concernés hors du site de surtri, en ce compris les délais d'acheminement, n'est pas décompté du délai précité de dix (10) jours ouvrés.

Si la Collectivité souhaite réaliser un contrôle du ou des lots incriminés, elle doit en informer CITEO / ADELPHE par écrit dans les deux (2) jours ouvrés à compter de la date de réception du courriel de CITEO / ADELPHE l'informant de la non-conformité, et réaliser ou faire réaliser ce contrôle dans les cinq (5) jours ouvrés à compter de la date de réception du courriel de CITEO / ADELPHE l'informant de la non-conformité.

A défaut de respect de l'un ou l'autre des délais susvisés, la Collectivité est réputée avoir accepté les résultats du contrôle réalisé par CITEO / ADELPHE.

En tout état de cause et le cas échéant après mise en œuvre de la procédure contradictoire précitée, CITEO / ADELPHE informe la Collectivité des réfactions de tonnes auxquelles CITEO / ADELPHE procède au vu de la déclaration sur l'outil de déclaration dématérialisé. CITEO / ADELPHE joint le cas échéant la facture correspondant aux sommes à la charge de la Collectivité en application du présent article, du fait de la non-conformité.

Par ailleurs, en cas de non-conformité significative et/ou récurrente, les Parties conviennent d'échanger afin de déterminer la cause de la non-conformité et les mesures palliatives à mettre en œuvre.

6.3 – Insuffisance de chargement des camions

La Collectivité devra charger *a minima* dix-sept (17) tonnes par camion.

Chaque camion expédié avec une charge inférieure à dix-sept (17) tonnes donnera lieu au paiement d'une pénalité de cent (100) euros par tonne manquante pour les chargements inadéquats au profit de CITEO / ADELPHE.

Par ailleurs, dans le cas où la Collectivité annule un enlèvement moins de deux (2) jours calendaires avant la date prévue, CITEO / ADELPHE pourra appliquer une pénalité correspondant au coût du transport y afférent qu'elle aura assumé.

SPECIMEN

ARTICLE 7 – TRANSFERT DE PROPRIETE DES DEM ET ASSURANCES

CITEO / ADELPHE devient propriétaire des lots de DEM au moment de leur enlèvement, c'est-à-dire lorsque CITEO / ADELPHE, par le biais du transporteur qu'elle aura missionné, en aura pris possession. Chacune des Parties s'engage à souscrire et à maintenir durant toute la durée de la Reprise Titulaire.

Chaque Partie s'engage à fournir à l'autre Partie, en cas de besoin, une attestation d'assurances dommages et responsabilité civile professionnelle. La Collectivité peut également être amenée à fournir l'attestation d'assurance dommages et responsabilité civile professionnelle de son prestataire de tri.

ARTICLE 8 – PRINCIPE DE PROXIMITE

Conformément au Cahier des charges, CITEO / ADELPHE mène une concertation avec les parties prenantes au sein du comité du recyclage pour proposer la prise en compte opérationnelle du principe de proximité tel que défini à l'article L. 541-1 du code de l'environnement pour chacun des matériaux. Ces propositions doivent permettre de définir les conditions de conformité au principe de proximité et les possibilités d'incitation associées en veillant au strict respect des règles du droit de la concurrence.

Ces propositions sont soumises à l'accord des ministères signataires de l'agrément de CITEO / ADELPHE après avis de la formation de filière des emballages ménagers de la commission des filières REP. Lorsque ces propositions seront arrêtées, les Parties se rencontreront pour adapter si nécessaire les stipulations des présentes conditions.

ARTICLE 9 – EFFET DES PRESENTES CONDITIONS

9.1 – Prise d'effet

Les présentes conditions prennent effet à la date de signature du Contrat-type unique pour la collecte sélective par l'ensemble des Parties.

La reprise est assurée en ce qui concerne les DEM triés à compter de la notification visée à l'article 5.1 (*Notification à CITEO / ADELPHE des informations relatives au(x) centre(s) de tri*), et au plus tôt le 1er janvier 2025.

Dans le cas où la Collectivité et CITEO / ADELPHE auraient convenu d'un démarrage anticipé de la Reprise Titulaire (Annexe 0), et sous réserve de la signature du Contrat-type unique pour la collecte sélective par l'ensemble des Parties, les présentes conditions prennent effet à la date du démarrage anticipé.

9.2 – Échéance

Les présentes conditions arrivent à échéance concomitamment au terme du Contrat-type unique pour la collecte sélective, pour quelle que cause que ce soit. Les Parties peuvent néanmoins prolonger leur application afin d'assurer les opérations de reprise jusqu'à la mise en place des éventuelles nouvelles modalités de gestion.

9.3 – Suspension et résiliation pour manquement

En cas de manquement grave et/ou répété de l'une des Parties à ses engagements contractuels, l'autre Partie peut décider de suspendre l'effet des présentes conditions jusqu'à l'arrêt ou la palliation du manquement. La suspension intervient sans faute pour la Partie qui la décide. La suspension peut

SPECIMEN

débuter une (1) semaine après envoi à la Partie défaillante d'une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception demeurée sans effet (la date de réception faisant foi).

Le manquement grave et/ou répété de l'une des Parties à ses engagements contractuels est également susceptible de constituer une cause de résiliation pour faute du Contrat-type unique pour la collecte sélective, décidée dans les conditions prévues par ce dernier.

ARTICLE 10 – MODIFICATIONS

Les présentes conditions sont modifiées selon les termes du Contrat-type unique pour la collecte sélective, sous réserve des dérogations suivantes :

1°/ La concertation préalable est menée au sein comité du recyclage, tel que prévu dans le Cahier des Charges REP EM/PG ;

2°/ Le délai d'opposition est d'un mois.

ARTICLE 11 – FORCE MAJEURE ET CIRCONSTANCES EXCEPTIONNELLES

Les conditions applicables en cas de force majeure et de circonstances exceptionnelles sont celles visées dans le Contrat-type unique pour la collecte sélective.

ARTICLE 12 – REGLEMENT DES DIFFERENDS

Les conditions applicables au règlement des différends sont celles visées dans le Contrat-type unique pour la collecte sélective.

ARTICLE 13 – DIVERS

Les documents suivants sont annexés aux présentes conditions, par ordre décroissant d'importance :

- **Annexe 0, si applicable :** Demande de démarrage anticipé de la Reprise Titulaire, signé par l'exécutif de la Collectivité, ou la personne dûment habilitée par ce dernier ;

- **Annexe 1 :** Protocole de caractérisation des emballages en plastiques en centre de tri

Les annexes précitées font partie intégrante des conditions de la Reprise Titulaire. Les contradictions entre les présentes conditions et les annexes sont réglées par priorité des conditions ; celles entre les annexes, par l'ordre de priorité précité.

ARTICLE 14 – COMMUNICATION

Les conditions applicables en matière de communication sont celles fixées dans le Contrat-type unique pour la collecte sélective.

SPECIMEN

Annexe 0 – Demande de démarrage anticipé de la Reprise Titulaire

Demande de démarrage anticipé de la Reprise Titulaire

[Collectivité] (ci-après la « *Collectivité* ») s'est rapproché[e] de CITEO / ADELPHE afin de conclure avec elle un Contrat-type unique pour la collecte sélective.

Le Contrat-type unique pour la collecte sélective lui permet notamment de bénéficier, auprès de CITEO / ADELPHE, de la « Reprise Titulaire ». La Reprise Titulaire garantit la reprise en toute circonstance et sans frais des déchets conformes au standard « flux développement » et au standard du modèle de tri simplifié des plastiques.

Les conditions de la Reprise Titulaire sont précisées en annexe du Contrat-type unique pour la collecte sélective. CITEO / ADELPHE n'est en principe engagée vis-à-vis de chaque collectivité, au titre de la Reprise Titulaire, qu'après conclusion du Contrat-type unique pour la collecte sélective, qui vaut également conclusion de ses annexes.

Toutefois, en l'espèce, il n'est pas opérationnellement envisageable de stocker les tonnes triées selon le modèle de tri retenu jusqu'à la prochaine séance du conseil délibérant, au cours de laquelle le Contrat-type unique pour la collecte sélective sera soumis à approbation, en vue d'une signature par l'autorité exécutive.

Aussi, à titre exceptionnel, je, soussigné [prénom, nom], agissant en qualité de [qualité] :

- autorise CITEO / ADELPHE à procéder à la mise en œuvre de la Reprise Titulaire à l'endroit de l'ensemble des tonnes triées, en précisant les informations indiquées dans l'article 5.1 (*Notification à CITEO / ADELPHE des informations relatives au(x) centre(s) de tri*), soit :

    - nom centre de tri;
    - code centre de tri ;
    - Standard produit (standard tri simplifié plastique et/ou standard flux développement);
    - adresse point d'enlèvement ;
    - coordonnées du contact « centre de tri ».

- déclare avoir reçu le Contrat-type unique pour la collecte sélective, y compris ses annexes, et pris connaissance des conditions qu'il fixe à la Reprise Titulaire assurée par CITEO / ADELPHE ;

- m'engage à effectuer toute diligence nécessaire pour que le Contrat-type unique pour la collecte sélective soit signé au nom de la Collectivité à l'issue du prochain conseil délibérant ;

- déclare avoir été informé par CITEO / ADELPHE que la mise en œuvre de la Reprise Titulaire pourrait être suspendue sans faute en l'absence de signature du Contrat-type unique pour la collecte sélective à l'échéance prévue à l'alinéa précédent.

Est joint à la présente les conditions-types établies par CITEO / ADELPHE pour la reprise « Titulaires » des standards concernés des modèles de tri simplifié plastique et à 2 standards plastiques (avec flux développement).

Fait à [...], le [...],

[Prénom, NOM], [Qualité], [Signature]

SPECIMEN

Annexe 1 - Protocole de caractérisation des emballages en plastiques en centre de tri

Contrôle de la qualité

Un contrôle de balle peut être effectué sur tous les lots produits par les centres de tri. Le contrôleur prélève au hasard une des balles du lot. Si une balle est atypique quant à sa composition apparente, elle ne doit pas faire l'objet de prélèvement. Sa(leurs) présence(s) sont signalée(s) dans le formulaire de contrôle qualité.

La balle prélevée est ensuite caractérisée pour déterminer le poids de chaque catégorie d'emballages qui la composent. Le poids minimum à respecter pour une caractérisation de flux rigide à trier est de 30kg. Les photos des catégories de refus sont jointes au rapport.

La grille de caractérisation des flux rigides à trier utilisée est la suivante pour le flux de rigides à trier issu du modèle de tri simplifié plastique :

Catégorie	**Matière**
PET Clair	PET Clair BF
PE / PP	PE / PP Bouteilles
	PE / PP Barquettes
PET BF Coloré	PET BF Coloré
PET Opaque	Coloré
	Blanc
PET barquettes clair	Mono
	Multi
PS	PS
	XPS/PSE
PET BF clair	PET BF clair
Refus	Emballages souples complexes
	ACIER/ALU
	ELA
	Fibreux
	Textiles
	Autres refus (objets plastiques, souillés, imbriqués "naturels", déchets dangereux)
Autres	PET BF Clair sleevées
	Fines
	Emballages noirs
	Barquettes complexes colorées

S'agissant du standard flux développement, la grille de caractérisation à utiliser est la suivante.

Catégorie	**Matière**
PET Clair	PET Clair BF
PET BF Coloré	PET BF Coloré
PET Opaque	Coloré
	Blanc
PET barquettes clair	Mono
	Multi
PS	PS
	XPS/PSE

SPECIMEN

PEPP	PEPP
PET BF clair	PET BF clair
Refus	Emballages souples complexes
	ACIER/ALU
	ELA
	Fibreux
	Textiles
	Autres refus (objets plastiques, souillés, imbriqués "naturels", déchets dangereux)
Autres	PET BF Clair sleevées
	Fines
	Emballages noirs
	Barquettes complexes colorées

Le poids minimum à respecter pour une caractérisation de flux rigide à trier est de 30kg. Les photos des catégories de refus sont jointes au rapport.

Catégories		Sous-catégories (matières)	Détails
Films et emballages souples plastiques	PE		Transparent
			Coloré/imprimé
	Films craquants non métallisés	PP	
		Complexes	
	Films Métallisés		
	Films non valorisables : biodégradables, PET		
Emballages rigides plastiques : barquettes, pots, tubes	PE/PP		
	Autres plastiques : PS, PET, PVC		
Fibreux : cartons, papiers, briques			
Alu/Acier			
Filets			
Masques			
Imbriqués			
Autres matériaux : verre, textiles, autres objets			
Fines			

SPECIMEN

Annexe 4. Accompagnement spécifique de CITEO / ADELPHE

Dans un contexte d'une difficulté croissante, face à l'augmentation des contraintes budgétaires et des obligations réglementaires en lien avec la REP emballages ménagers et papiers graphiques, les collectivités et CITEO / ADELPHE doivent faire face à de nombreux défis. Pour la filière des emballages ménagers et des papiers, les prochaines années sont porteuses d'enjeux importants qui tous doivent concourir à améliorer la performance du "bac jaune" et à renforcer l'image et l'attractivité des territoires :

- atteindre les ambitieux objectifs européens de collecte et de recyclage pour chaque matériau d'emballages
- assurer la continuité du geste de tri partout, tout le temps
- lutter contre les déchets abandonnés et préserver la biodiversité
- faciliter la montée en puissance du réemploi dans les territoires.

CITEO / ADELPHE est aux côtés des collectivités depuis 30 ans comme votre partenaire de proximité, expert efficace, fiable et à votre écoute pour répondre à ces défis politiques et techniques.

CITEO / ADELPHE participe ainsi au déploiement d'une économie 100% circulaire des emballages et papiers dans les territoires grâce à la mobilisation de l'ensemble des acteurs de la chaine : collectivités locales, metteurs sur le marché opérateurs de collecte et de tri, recycleurs et consommateurs-citoyens.

Dans le cadre de son contrat, CITEO / ADELPHE vous propose en tant que collectivité partenaire un accompagnement basé sur 5 engagements :

• La proximité :



5 directions régionales et plus de 60 collaborateurs ont été déployés au plus près des territoires pour garantir aux collectivités locales réactivité et intégration des enjeux locaux pour un accompagnement sur mesure. Les équipes se renforcent pour vous accompagner sur les nouveaux enjeux du hors foyer, des déchets abandonnés, du réemploi et plus globalement des changements de comportements.

Vous disposez d'au moins 4 interlocuteurs dédiés sur les sujets techniques (RO), de communication (RET), de centres de tri (Responsable Tri) et administratifs (CCCL) qui sont disponibles pour un accompagnement individualisé et adapté aux enjeux spécifiques de votre territoire, et pour répondre à vos questions au quotidien sur chaque aspect de notre relation.

• L'expertise pour le financement de vos projets de transformation :

CITEO / ADELPHE base son approche sur sa capacité à dresser un diagnostic personnalisé de votre territoire en matière de performance environnementale et financière, notamment en le comparant à un territoire qui lui ressemble. Sur cette base, CITEO / ADELPHE vous accompagne dans l'identification de vos leviers de performance et la mise en œuvre de vos projets d'amélioration et de transformation sur la collecte, le tri hors foyer et les centres de tri.
Dans ce cadre, vous pouvez vous appuyer sur les équipes locales de CITEO / ADELPHE épaulées par des équipes d'experts nationaux : ingénieurs matériaux, spécialistes de la collecte et du recyclage, professionnels de la sensibilisation du grand public etc.

SPECIMEN

Au-delà de la conduite des opérations courantes en matière de collecte sélective et de tri, vous pouvez candidater aux Appels à projets de CITEO / ADELPHE. Forts de 5 années d'expérience en la matière et de l'accompagnement personnalisé des experts CITEO / ADELPHE, ces Appels à projets annuels vous permettent d'accélérer vos performances et de financer des projets d'ampleur sur votre territoire.



Pour vous aider à prendre en main ces projets, CITEO / ADELPHE a élaboré de nombreux outils et supports techniques mis à votre disposition dans le cadre de notre contrat : des guides méthodologiques, des cahiers de tendances et de préconisations, une carte interactive de partage de bonnes pratiques pour nourrir votre conduite de projets solution Trions+ et l'appli Guide du tri pour mobiliser les habitants autour du geste de tri etc. etc...).

Dans le cadre de l'élargissement des missions des ambassadeurs du tri aux 3R, CITEO / ADELPHE proposera dès 2025 une offre renouvelée pour accompagner ces acteurs de proximité indispensables à l'ancrage du geste de tri et de l'atteinte des objectifs de la filière.

CITEO / ADELPHE initie et soutient également des programmes de recherche et développement pour travailler sur des solutions innovantes au service des collectivités et des opérateurs de collecte et traitement. Anticiper et avoir un temps d'avance, en termes de technologies, d'usages et de pratiques, d'écoconception et de solutions de collecte, tri et recyclage nous permet de vous proposer des solutions innovantes, notamment dans le cadre de nos Appels à projets dédiés.



Enfin, CITEO / ADELPHE a à cœur de restituer les données collectées auprès des collectivités tout au long de la vie du contrat via des supports pédagogiques intégrant analyse et valeur ajoutée au titre de notre mission d'intérêt général : outils de datavisualisation en ligne sur l'espace Territoires, publications type Atlas de la collecte, cahiers thématiques avec recommandations techniques, comparaisons par régions ou milieux.

Vous bénéficiez d'outils et de services qui vous permettent de piloter votre dispositif de collecte et de valoriser vos engagements en la matière.

- La fiabilité :

Les capacités techniques, organisationnelles et financières de CITEO / ADELPHE nous permettent de vous garantir :

- la fiabilité des déclarations et des contributions des metteurs sur le marché pour garantir le financement du dispositif et des soutiens financiers à la hauteur de vos enjeux ;
- la traçabilité des tonnes triées et déclarées par les collectivités territoriales, jusqu'à leur recyclage effectif ;
- une organisation fondée sur des règles de gestion et des procédures de contrôles fiables et équitables, qui couvrent tous les pans de ses activités liées à l'agrément ;
- une gestion financière saine et transparente qui vous assure un paiement dans les délais ;
- un accompagnement dans les déclarations qui vous sont demandées et une restitution didactique de ces données.

SPECIMEN

Vous pouvez compter sur CITEO / ADELPHE pour transmettre dans les temps les soutiens financiers issus de la collecte sélective et tout autre document administratif nécessaire à la bonne gestion de vos services déchets et propreté.

- ## La mise en réseau :



Pour partager les bonnes pratiques entre pairs permettant d'accélérer les transformations et de faire émerger des synergies territoriales, CITEO / ADELPHE vous propose une mise en réseau avec d'autres collectivités et avec l'ensemble des acteurs locaux de vos territoires.

CITEO / ADELPHE vous propose au moins un rendez-vous avec vos pairs, les Rendez-vous du tri, chaque année. Vous disposez aussi de la possibilité de participer, en fonction de vos enjeux, à des webinars et des ateliers collaboratifs sur des thématiques spécifiques (qualité du tri, zones touristiques, plan de lutte contre les déchets abandonnés etc), à des réunions avec des collectivités aux caractéristiques proches des vôtres (collectivités urbaines, syndicats de traitements etc) et à des visites de sites.

- ## A votre écoute :

Dans une logique de simplification et de facilitation de vos usages, en plus de la proximité de nos équipes terrain, CITEO / ADELPHE adapte ses outils et services et fait évoluer ses supports d'accompagnement en continu.
CITEO / ADELPHE est à votre écoute pour répondre au mieux à vos pratiques du quotidien :



- Chaque nouveau service ou outil est conçu et testé au préalable grâce à un panel de collectivités locales pour répondre aux mieux à vos besoins et usages.
- Un baromètre de satisfaction est adressé à l'ensemble des interlocuteurs de CITEO / ADELPHE dans les collectivités partenaires. Ce dispositif permet en continu d'être au plus près de vos attentes et difficultés.
- En complément, lors de votre navigation et de vos interactions sur l'espace Territoires de CITEO / ADELPHE, vous pouvez évaluer en direct les fonctionnalités de cette interface et permettre son adaptation pour mieux faciliter vos démarches.

Enfin, CITEO / ADELPHE mène une démarche de simplification systématique de vos démarches de collectivité partenaire, pour chaque aspect de la vie de votre contrat : contractualisation, déclarations, suivi technique et financier, versements des soutiens.

CITEO / ADELPHE vous accompagne en restant au plus près de vos besoins et de vos pratiques pour mettre en place ensemble le dispositif de collecte et de tri performant qui vous ressemble.

SPECIMEN

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085885

N° DEL-2025-04-048

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Patrice BEUNARD **N° DEL-2025-04-048**

SURCLASSEMENT DÉMOGRAPHIQUE DE LA COBAS DANS LA STRATE 80 000 - 150 000 HABITANTS

Mes Chers Collègues,

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS), composée de quatre communes dont trois sont classées "station de tourisme", accueille chaque année un flux touristique important qui accroît significativement sa population de fait. Cette affluence engendre des besoins spécifiques et supplémentaires en matière de services publics, de transports, de sécurité et d'infrastructures, nécessitant un cadre réglementaire mieux adapté.

Ces particularités, prises en compte dans le calcul de la population, permettent de porter celle-ci à un niveau rendant le territoire éligible au surclassement dans la strate démographique 80 000 – 150 000 habitants.

Cette demande de surclassement démographique constitue une opportunité majeure pour la COBAS afin de faire reconnaître officiellement l'ampleur des besoins auxquels elle répond, à la fois pour sa population permanente et pour l'afflux touristique annuel.

Ce positionnement permettrait de valoriser politiquement l'action globale de la COBAS par :

1. **La reconnaissance de son statut de territoire d'excellence touristique.**

   Avec trois communes classées "station de tourisme" (Arcachon, La Teste de Buch, Gujan-Mestras) et un Bureau d'Information touristique en croissance au Teich, la COBAS se positionne comme un acteur incontournable du développement économique et touristique du littoral atlantique français. **Le territoire connaît un afflux touristique exceptionnel.** La population permanente de la COBAS est de 71 165 habitants (populations millésimées 2022 INSEE entrant en vigueur le 1er janvier 2025). Cependant, en période estivale, elle peut atteindre jusqu'à 250 000 habitants (rapport annuel 2023 sur l'eau). Ces chiffres démontrent l'ampleur des efforts nécessaires à engager en investissement et en fonctionnement pour répondre à cette pression saisonnière.

2. **La prise en compte des besoins spécifiques de son territoire.**

   En période estivale, la population quadruple, ce qui nécessite une gestion et des équipements renforcés des infrastructures et des services publics adaptés. **En effet la COBAS est tenue de répondre par une gestion accrue des infrastructures :**

   - Équipements routiers et cyclables pour absorber la mobilité touristique.

- Services publics essentiels tels que la gestion de l'eau potable, des déchets pour préserver la qualité de vie des résidents permanents et des visiteurs.
- Des équipements, touristiques, d'animation et sportifs à la hauteur de la population accueillie.

Ce surclassement offrirait une reconnaissance des efforts exceptionnels déployés par la COBAS.

3. **L'amélioration des financements et ressources allouées.** Le passage dans la strate 80 000 - 150 000 habitants permettra de mieux adapter les subventions de l'Europe, d'État, des dispositifs régionaux et départementaux aux besoins du territoire, renforçant ainsi la capacité de la COBAS.

4. **L'organisation administrative et réglementaire plus efficace et adaptée aux besoins du territoire** pour anticiper les défis et projets à venir.

La demande de surclassement démographique est un acte fort de gouvernance territoriale qui permettra de mieux structurer l'avenir de la COBAS tout en renforçant son rayonnement.

Cette démarche constitue une opportunité stratégique pour affirmer le positionnement de la collectivité.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU les dispositions des articles L.133-11 et suivants du Code du tourisme relatives au classement des communes en tant que station de tourisme,
VU les dispositions de l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984,
VU le décret n° 2004-674 du 8 juillet 2004 relatif au calcul de la population pour les communes et EPCI,
VU le décret du 11 juillet 2017 concernant le classement en station de tourisme la commune de Gujan-Mestras, joint en annexe,
VU l'arrêté préfectoral du 5 août 2024 renouvelant le classement en station de tourisme la commune d'Arcachon, joint en annexe,
VU l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2021 renouvelant le classement en station de tourisme la commune de La Teste de Buch, joint en annexe,
VU la note sur la demande de surclassement démographique jointe en annexe 1,
VU les données touristiques du Bassin d'Arcachon par le SIBA en date du premier trimestre 2025 jointes en annexe,
VU les données locales de l'INSEE en date du 11 février 2025 jointes en annexe,
VU le rapport d'activités 2023 de la COBAS joint en annexe,
VU le rapport annuel du service public pour le prix et la qualité de l'eau 2023 joint en annexe,
VU le rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets joint en annexe,
VU l'avis favorable du Bureau 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** le principe d'une demande de surclassement démographique de la COBAS dans la strate 80 000 - 150 000 habitants, en prenant en compte le classement en "station de tourisme" des trois communes membres concernées ;
- **FORMALISER** la demande auprès du Sous-Préfet de l'arrondissement d'Arcachon en transmettant tous les éléments nécessaires à l'instruction de cette demande, tels que le décret et les arrêtés préfectoraux classant les 3 communes comme station de tourisme, les données justifiant la population réelle de la COBAS ;
- **AUTORISER** la Présidente à entreprendre toutes les démarches nécessaires à cette fin et à signer tous actes à intervenir pour l'obtention de ce surclassement démographique.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud
Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

ANNEXE 1

Demande de surclassement démographique de la COBAS dans la strate 80 000 - 150 000 habitants

Cadre légal applicable :

- **Article L. 133-11 du Code du tourisme** :
  Les communes classées **"station de tourisme"** bénéficient de dispositions spécifiques leur permettant de mieux gérer les besoins accrus liés à l'activité touristique, notamment en termes de services publics et d'infrastructures.
- **Article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984** :
  La possibilité de surclassement démographique prend en compte des critères tels que la population réelle, y compris celle résultant de spécificités comme l'attractivité touristique.
- **Arrêtés préfectoraux individuels** (classement de communes comme "station de tourisme") :
  Ces arrêtés permettent de valoriser le poids économique et démographique lié à l'afflux saisonnier de touristes, un facteur souvent décisif pour justifier le surclassement.

Contexte et présentation de la COBAS

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) regroupe quatre communes : Arcachon, La Teste-de-Buch, Gujan-Mestras et Le Teich. Ces communes se distinguent par leur forte attractivité touristique et leur développement économique lié à leur statut de destinations littorales renommées. Trois des quatre communes de la COBAS sauf Le Teich sont classées **"station de tourisme"**, reconnaissance officielle de leur importance dans le secteur touristique national.

La commune du Teich est une commune en fort développement touristique mais qui n'a pas à ce jour sollicité son classement en station de tourisme.

Spécificités et justifications pour le surclassement

1. **Population de fait et flux touristique**

La COBAS accueille chaque année un afflux massif de touristes à partir du mois d'avril jusqu'au mois d'octobre avec un pic significatif sur la période estivale, en plus de sa population résidente. Selon les données les plus récentes :

- La population permanente des quatre communes atteint environ 67 500 habitants.

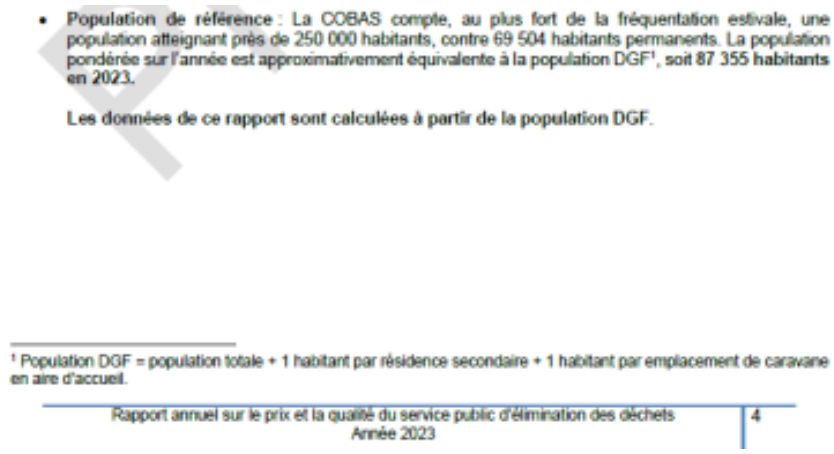
Commune	Population (année)
Arcachon	11 259 (2021)
La Teste-de-Buch	26 556 (2021)
Gujan-Mestras	22 399 (2021)
Le Teich	7 567 (2017)

COBAS population DGF 2024 : 88 836 habitants

COBAS INSEE 71 165 habitants en 2025 :

- La fréquentation touristique de la COBAS génère une population de fait qui peut quadrupler pendant la saison estivale, **portant la population à plus de 240 000 habitants**.

Le Rapport annuel du service public pour le prix et la qualité de l'eau 2023 de la COBAS, la population permanente est de 69 504 habitants, tandis que la population en période estivale atteint environ 200 000 habitants



- **Population de référence** : La COBAS compte, au plus fort de la fréquentation estivale, une population atteignant près de 250 000 habitants, contre 69 504 habitants permanents. La population pondérée sur l'année est approximativement équivalente à la population DGF[1], soit 87 355 habitants en 2023.

Les données de ce rapport sont calculées à partir de la population DGF.

[1] Population DGF = population totale + 1 habitant par résidence secondaire + 1 habitant par emplacement de caravane en aire d'accueil.

Le rapport touristique du SIBA

Ce flux saisonnier entraîne des besoins accrus en infrastructures routières et pistes cyclables, en équipements et hébergements touristiques, services publics (eau potable, déchets), transports collectifs, comparables à ceux de territoires appartenant à la strate démographique 80 000 - 150 000 habitants.

2. **Classement des communes en « stations de tourisme »**

Les trois communes de la COBAS sauf Le Teich disposent du classement "station de tourisme" en vertu des articles L. 133-11 et suivants du Code du tourisme.

Ce statut traduit :

- Une attractivité économique et touristique exceptionnelle,
- Une gestion accrue des besoins liés à l'accueil touristique,
- La reconnaissance des efforts fournis par les collectivités territoriales en matière de services et d'infrastructures,
- Des équipements et des hébergements de loisirs, touristiques à la hauteur de la population accueillie.

3. **Pression sur les infrastructures et les services publics**

Le développement touristique génère des défis supplémentaires pour la COBAS, qui doit assurer :

- La mobilité comprenant une DSP Transport ainsi que la réalisation de pistes cyclables sur un territoire largement sollicité par les touristes,
- La gestion de la sécurité publique dans un contexte d'affluence, par un dimensionnement suffisant des voiries et des infrastructures routières et

cyclables
- La préservation et la valorisation des ressources en eau potable et la gestion et la valorisation des déchets tout en répondant aux attentes des résidents permanents.

4. **Bénéfices d'un surclassement pour la COBAS**

Le surclassement dans la strate 80 000 - 150 000 habitants permettra :

- Une reconnaissance réaliste de la population à desservir, à la fois permanente et temporaire,
- Une organisation administrative et réglementaire adaptée aux besoins du territoire,
- Une meilleure allocation des ressources et des subventions pour soutenir l'effort d'équipement et de services publics.

Rappel de la base légale et réglementaire

La demande de surclassement repose sur les éléments suivants :

- **Article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984** : permettant de demander un surclassement démographique pour les territoires ayant des caractéristiques particulières, comme les flux touristiques importants.
- **Décret n° 2004-674 du 8 juillet 2004** : prévoyant les modalités de calcul de la population totale incluant les populations temporaires, notamment dans les zones touristiques.

<u>Conclusion et demande</u> :

Au vu des spécificités et des besoins du territoire, le Conseil Communautaire de la COBAS sollicite officiellement le **surclassement démographique dans la strate 80 000 - 150 000 habitants**. Cette reconnaissance permettra d'adapter les règles de gestion et de financement aux réalités de ce territoire dynamique et attractif.

<u>Documents annexés à la délibération</u> :

- Note sur la demande de surclassement,
- 1 décret de classement de la commune de Gujan-Mestras en « station de tourisme »,
- 2 arrêtés préfectoraux classant les communes d'Arcachon et La Teste en « station de tourisme »,
- Recueil des données touristiques du Bassin d'Arcachon (SIBA),
- Données locales de l'INSEE en date du 11 février 2025,
- Rapport d'activités COBAS 2023,
- Rapport annuel du service public pour le prix et la qualité de l'eau 2023,
- Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets.

PRÉFET
DE LA GIRONDE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité
Bureau des Élections et de l'Administration générale

ARRÊTÉ
PORTANT CLASSEMENT DE LA COMMUNE D'ARCACHON EN « STATION CLASSÉE DE TOURISME »

Le Préfet de la Gironde
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le code du tourisme, notamment ses articles L.133-13 et suivants et R.133-39 et suivants ;

VU la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, et notamment son article 16 ;

VU l'arrêté modifié du 2 septembre 2008 relatif aux communes touristiques et aux stations classées de tourisme ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 février 2023 portant dénomination de la commune d'ARCACHON en commune touristique ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2024 portant classement de l'office de tourisme d'ARCACHON en catégorie I ;

VU la délibération du conseil municipal, en date du 25 juin 2024, autorisant M. le Maire à solliciter le classement en station de tourisme de la commune d'ARCACHON ;

VU le dossier déposé le 04 juillet 2024 par la commune d'ARCACHON ;

CONSIDÉRANT que la commune d'ARCACHON respecte les critères énoncés par le code du tourisme ;

SUR PROPOSITION de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde ;

2, esplanade Charles-de-Gaulle
CS 41397 – 33077 Bordeaux Cedex
Tél : 05 56 90 60 60
www.gironde.gouv.fr

SUR PROPOSITION de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – La commune d'ARCACHON est classée **« station classée de tourisme » pour une période de 12 ans**, à compter de la date de signature du présent arrêté.

ARTICLE 2 – La commune doit ériger le panonceau, dont le modèle est fixé par arrêté du ministre chargé du tourisme, signalant la station classée de tourisme aux entrées de l'agglomération.

ARTICLE 3 – En cas de manquement au respect des caractéristiques exigées par le classement, le déclassement peut être prononcé par le préfet de département, après une procédure contradictoire et une injonction de mise en conformité.

ARTICLE 4 – Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Bordeaux, 9 Rue Tastet – 33000 BORDEAUX, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

ARTICLE 5 – Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Gironde et Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement d'Arcachon sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Gironde et transmis pour information à Monsieur le Maire d'ARCACHON et à la Direction Générale des Entreprises.

Bordeaux, le 05 AOUT 2024

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale

2, esplanade Charles-de-Gaulle
CS 41397 – 33077 Bordeaux Cedex
Tél : 05 56 90 60 60
www.gironde.gouv.fr

PRÉFÈTE
DE LA GIRONDE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction de la Citoyenneté et de la Légalité
Bureau des Élections et de
l'Administration Générale

ARRÊTÉ PORTANT RENOUVELLEMENT DU CLASSEMENT
de l'Office de Tourisme de LA TESTE DE BUCH
en catégorie I

La Préfète de la Gironde

VU le Code du Tourisme, notamment ses articles L.133-10-1 et D.133-20 et suivants,

VU l'arrêté du 16 avril 2019 fixant les critères de classement des offices de tourisme,

VU l'arrêté préfectoral du 24/11/2016, prononçant le classement de l'Office de Tourisme en catégorie I, pour une durée de cinq ans,

VU l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période,

VU la délibération du Conseil Municipal de LA TESTE DE BUCH en date du 29 juin 2021 sollicitant le renouvellement du classement de l'Office de Tourisme,

VU la demande de renouvellement de classement en catégorie I, du 10 septembre 2021 de M. Patrick DAVET, Maire de LA TESTE DE BUCH, reçue en Préfecture le 30 septembre 2021,

CONSIDÉRANT que l'office de Tourisme de LA TESTE DE BUCH respecte les critères énoncés par le code du tourisme,

SUR PROPOSITION de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde,

ARRÊTE

ARTICLE 1 – L'Office de Tourisme de LA TESTE DE BUCH sis 13 Bis Rue Victor Hugo – BP 30553 – 33164 LA TESTE DE BUCH **est classé en catégorie I.**

Ce classement est prononcé pour 5 ans.

2, esplanade Charles-de-Gaulle
CS 41397 – 33077 Bordeaux Cedex
Tél : 05 56 90 60 60
iv.fr

ARTICLE 2 – Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Gironde. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, devant le tribunal administratif de Bordeaux, soit par voie postale au 9, rue Tastet - BP 947 - 33063 BORDEAUX, soit par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 3 – Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Gironde, M. le Sous-Préfet de l'arrondissement d'ARCACHON, M. le Maire de LA TESTE DE BUCH et toutes autorités de contrôle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bordeaux, le 15 OCT. 2021

Pour la Préfète,
Pour la Préfète et par délégation,
le Secrétaire Général

2, esplanade Charles-de-Gaulle
CS 41397 – 33077 Bordeaux Cedex
Tél : 05 56 90 60 60
www.gironde.gouv.fr

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION GENERALE DES ENTREPRISES
SERVICE TOURISME, COMMERCE, ARTISANAT ET SERVICES
SOUS-DIRECTION DU TOURISME
BUREAU DES DESTINATIONS TOURISTIQUES

DGE- 6 rue Louise Weiss
75703 Paris cedex 13

Réf : **T2/2017/04/4310**
Affaire suivie par :
Téléphone :

Paris, le 13 juillet 2017

COURRIER ARRIVÉ
18 JUIL. 2017
Direccte Aquitaine

La sous-directrice du tourisme

A

Monsieur le Préfet de la région Nouvelle Aquitaine
Préfet de la Gironde
Secrétariat général pour les affaires régionales
19, rue Marguerite Crauste – Immeuble le Prisme
33074 Bordeaux Cedex

Objet : Demande de classement de la commune de Gujan-Mestras en station de tourisme

Réf. : Votre lettre du 10 avril 2017

Vous m'avez adressé, par courrier ci-dessus référencé, le dossier de demande de classement de la commune de Gujan-Mestras en station de tourisme.

Je vous informe qu'une suite favorable a été donnée à l'examen de ce dossier, qui a fait l'objet d'un décret de classement en date du 11 juillet 2017, publié au JORF du 13 juillet 2017.

Vous voudrez bien porter cette décision à la connaissance du maire de Gujan-Mestras.

P/la sous-directrice du tourisme

Le chef du bureau des destinations touristiques

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

Décret du 11 juillet 2017 portant classement de la commune de Gujan-Mestras (Gironde) comme station de tourisme

NOR : *ECOI1716966D*

Par décret en date du 11 juillet 2017, la commune de Gujan-Mestras (Gironde) est classée comme station de tourisme.

PRINTEMPS 2025

RECUEIL DE DONNÉES TOURISTIQUES DU BASSIN D'ARCACHON



BASSIN
D'ARCACHON
un monde à part

SOMMAIRE

PARTIE 1 :

Carte d'identité du Bassin d'Arcachon

1. Caractéristiques générales p.4
2. Accessibilité p.7
3. Caractéristiques socio-démographiques p.9
4. Des paysages et des richesses naturelles sous protection p.9

PARTIE 2 :

Le tourisme sur le Bassin d'Arcachon

1. Que fait le pôle promotion du SIBA ? p.13
2. L'offre touristique p.12
3. L'emploi touristique p.29
4. La taxe de séjour collectée p.30

PARTIE 3 :

Les clientèles du Bassin d'Arcachon

1. La fréquentation touristique p.32
2. Le profil des visiteurs p.34
3. Les retombées économiques de l'industrie touristique p.35
4. Le Budget p.36
5. Fidélité et satisfaction p.37

PARTIE 4 :

L'image et la notoriété du Bassin d'Arcachon

1. Les motivations de séjour p.40
2. L'image et la notoriété du Bassin d'Arcachon p.40

PARTIE 5 :

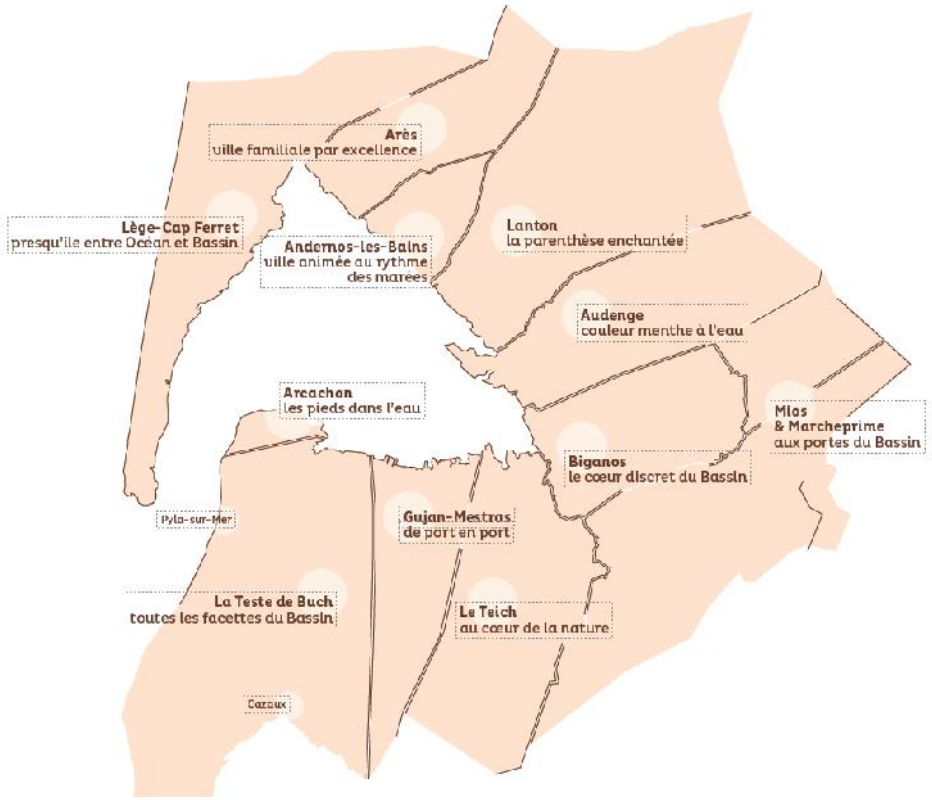
Chiffres clés p.43

PARTIE 1 :

CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN D'ARCACHON

1. CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES

Le Bassin d'Arcachon (786 km²) se situe en région Nouvelle-Aquitaine, à une heure de l'agglomération bordelaise, dans le sud-ouest de la Gironde. 10 communes ceinturent le pourtour du Bassin : Lège-Cap Ferret, Arès, Andernos-les-Bains, Lanton, Audenge, Biganos, Le Teich, Gujan-Mestras, La Teste de Buch et Arcachon ainsi que 2 communes voisines : Mios et Marcheprime.



4 INTERCOMMUNALITÉS

- Le **Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA)** couvre 12 communes : les 10 communes riveraines et 2 voisines du plan d'eau (Mios et Marcheprime), https://www.siba-bassin-arcachon.fr/
- La **Communauté d'Agglomération Bassin d'Arcachon Nord (COBAN)** réunit les communes allant de Lège-Cap Ferret à Mios : https://coban-atlantique.fr/
- La **Communauté d'Agglomération Bassin d'Arcachon Sud (COBAS)** regroupe les communes du Teich à Arcachon : https://www.agglo-cobas.fr/
- Enfin, le **SYBARVAL (regroupe COBAN, COBAS et Communauté de communes du Val de l'Eyre)**, a été créé pour réaliser le Schéma de Cohérence Territoriale du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre : https://www.sybarval.fr/

En complément, le **Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre (BarVal)** est un outil de coopération qui a pour vocation d'encourager, d'animer et de développer les projets communs à la COBAN, à la COBAS et à la Communautés de Communes du Val de l'Eyre.

LES STATIONS CLASSÉES ET LES COMMUNES TOURISTIQUES DU BASSIN D'ARCACHON

Arcachon :

- Station classée tourisme et climatique le 05/08/2024 ;
- OT Catégorie 1 / Marque Qualité Tourisme / Labellisé Tourisme et Handicap - OT géré par un SPIC « Arcachon Expansion » ;
- Arrêté de sur classement démographique de 80 000 à 150 000 habitants.

La Teste de Buch :

- Station classée tourisme et balnéaire le 04/08/2017 ;
- OT labellisé Tourisme et Handicap ;
- OT Catégorie 1 / Marque Qualité Tourisme - OT géré par un EPIC « Hippocampus ».

Gujan-Mestras :

- Station classée tourisme le 11/07/2017 ;
- OT Catégorie 1 / Marque Qualité Tourisme / Labellisé Tourisme et Handicap ;
- OT géré par un EPIC « Terra Ostra ».

Le Teich :

- Pas d'Office de Tourisme classé mais intégré au Service tourisme de l'instance intercommunale : la COBAS

Andernos-les-Bains :

- Station classée tourisme et balnéaire depuis le 30/11/2010, renouvelée en 2023 ;
- OT catégorie 1 / Marque Qualité Tourisme / Labellisé Tourisme et Handicap - OT géré en régie communale ;
- Arrêté de sur classement démographique de 20 000 à 29 999 habitants.

Arès :

- Station classée tourisme depuis 2017 ;
- OT Catégorie 1 / Marque Qualité Tourisme / OT Labellisé Tourisme et Handicap ;
- OT géré en régie communale.

Lège-Cap Ferret :

- Station classée tourisme depuis 2017 ;
- OT Catégorie 1 / Marque Qualité Tourisme – OT géré par un EPIC ;
- Arrêté de sur-classement démographique de 40 000 à 80 000 habitants.

Pour les 5 communes du Cœur du Bassin d'Arcachon :

- **Lanton : Station classée tourisme en 2019**
- **Audenge : classée commune touristique**
- **Biganos/ Mios / Marcheprime :**
    - Un seul OFFICE DE TOURISME communautaire, géré par un EPIC, Catégorie 1 / Marque Qualité Tourisme.

2. ACCESSIBILITÉ

EN VOITURE

- **depuis Paris :** A10 Paris-Bordeaux ;
- **depuis Toulouse :** A62 jusqu'à Bordeaux puis A660 direction Arcachon (section sans péage) ;
- **depuis Biarritz :** A63 jusqu'à Bordeaux puis A660 direction Arcachon (section sans péage) ;
- **depuis Lyon :** A89 jusqu'à Bordeaux puis A660 direction Arcachon (section sans péage) ;
- **depuis Bordeaux :** A63 puis A660 direction Arcachon (section sans péage), via la nationale N250 (direction Sud Bassin) ou la départementale D106 (direction Nord Bassin).

EN BATEAU

Des navettes maritimes appelées « transbassin » permettent de traverser le Bassin (Arcachon/Cap Ferret) toute l'année.

EN TRAIN

- Liaisons TGV quotidiennes Paris Montparnasse > Biganos (durée : 2h55) > Arcachon (durée : 3h10) ;
- Paris à 2h50 d'Arcachon le week-end (1 TGV/jour) ;
- Liaisons TER quotidiennes (29 A/R /jour) au départ de la Bordeaux St Jean.

Liste des gares SNCF du Bassin d'Arcachon : Marcheprime / Facture - Biganos / Le Teich / Gujan-Mestras / La Hume (Gujan-Mestras) / La Teste de Buch / Arcachon.

EN BUS

- Ligne 412 (ligne régionale) : relie Bordeaux à Lège-Cap Ferret en passant par Andernos-les-Bains ;
- Réseau Nord Bassin d'Arcachon, appelé « Alégo » : le réseau Alégo géré par la COBAN dessert les communes d'Andernos-les-Bains, Arès, Audenge, Biganos, Lanton, Lège-Cap Ferret, Marcheprime et Mios ; géré par la COBAN
- Réseau Sud Bassin d'Arcachon, appelé « Baïa » : ce réseau géré par la COBAS couvre les communes d'Arcachon, La Teste de Buch, Gujan-Mestras et Le Teich.

EN AVION

- L'Aéroport International de Bordeaux-Mérignac se situe à environ 45 km du Bassin d'Arcachon (7,7 millions de passagers/an en moyenne) ;
- Une liaison TRAM relie 7j/7, l'Aéroport de Bordeaux à la Gare de Bordeaux et une navette effectue ce trajet en 30 minutes.

À NOTER :

Le SIBA met à disposition des professionnels du tourisme un document **« le Bassin sans MA voiture »** pour rendre visible et lisible le champ des possibles sur le territoire et parfaire l'accueil de nos voyageurs sur le volet mobilité :

Lecture Calaméo : https://www.calameo.com/read/000024421721 96ce0017a



3. CARACTÉRISTIQUES SOCIO-DÉMOGRAPHIQUES

Le territoire du Bassin d'Arcachon connaît depuis 30 ans une croissance démographique rapide et continue, la plus forte de la Gironde.

Le Bassin d'Arcachon compte désormais 142 595 habitants ***(source INSEE populations de référence 2022, entrées en vigueur en 2025).***

Arcachon	**10 895**
La Teste de Buch	**27 141**
Gujan-Mestras	**22 643**
Le Teich	**9 213**
Biganos	**11 303**
Audenge	**9 550**
Lanton	**7 315**
Mios	**11 756**
Marcheprime	**5 637**
Andernos-les-Bains	**12 614**
Arès	**6 477**
Lège-Cap Ferret	**8 051**
Bassin d'Arcachon	**142 595**

A noter : les plus de 60 ans représentent à présent 37 % de la population (contre 25 % en moyenne départementale) ***Source : étude CONNECTENCES 2023 Pays Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre - Stratégie Territoriale d'attractivité RH « Comment s'organiser collectivement pour attirer de nouveaux talents ? ».***

4. DES PAYSAGES ET RICHESSES NATURELLES SOUS PROTECTION

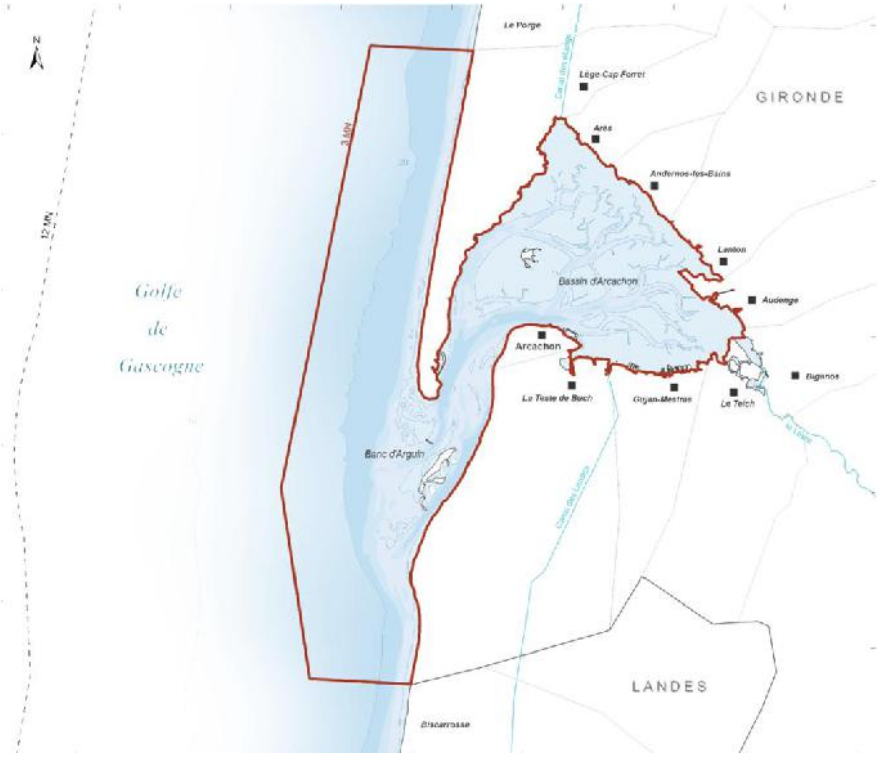
Le Bassin d'Arcachon est un milieu préservé grâce aux outils de protection et de gestion de la nature :

- Le Bassin est le **6ème Parc naturel marin**, par décret ministériel du 5 juin 2014.

- Le Parc naturel marin est une opportunité pour le Bassin d'Arcachon. Son rôle est d'associer l'ensemble des acteurs locaux autour d'un objectif commun de préservation du milieu marin et de développement durable des activités économiques qui en dépendent.

- Pour en savoir plus : www.parc-marin-bassin-arcachon.fr

L’intra-Bassin et les eaux atlantiques jusqu’à 3 milles nautiques au large (environ 5,5 km) constituent ainsi **une aire marine protégée**.



- Le Bassin d'Arcachon est également en site **Natura 2000** (22 684 hectares classés au titre de la directrice Habitat Faune Flore).

- 6 communes du Bassin d’Arcachon (Lanton, Audenge, Le Teich, Biganos, Mios et Marcheprime) font parties du **Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne**, regroupant 52 communes.

- La **Réserve Ornithologique du Teich,** d'une superficie de 110 hectares, est un espace naturel préservé, aménagé pour accueillir les oiseaux sauvages (323 espèces ou sous-espèces) et favoriser leur observation par le public.

- **Deux Réserves Naturelles Nationales** ont été créées sur le Bassin d'Arcachon :
  - **Le Banc d'Arguin**, en 1972, pour protéger entre autres la colonie de sternes caugek. Elle est gérée par la SEPANSO ;
  - Les **Prés-Salés d'Arès et de Lège-Cap Ferret**, en 1983 (ses spécificités couvrent 500 hectares).

- **Le Conservatoire du Littoral** a acquis **13 sites terrestres** représentant près de 10 % du rivage intra Bassin : les dunes du Cap Ferret, la Dune du Pilat, Saint Brice Le Coulin, les prés-salés d'Arès-Lège, les Réservoirs de Piraillan, l’Ile aux Oiseaux, le domaine

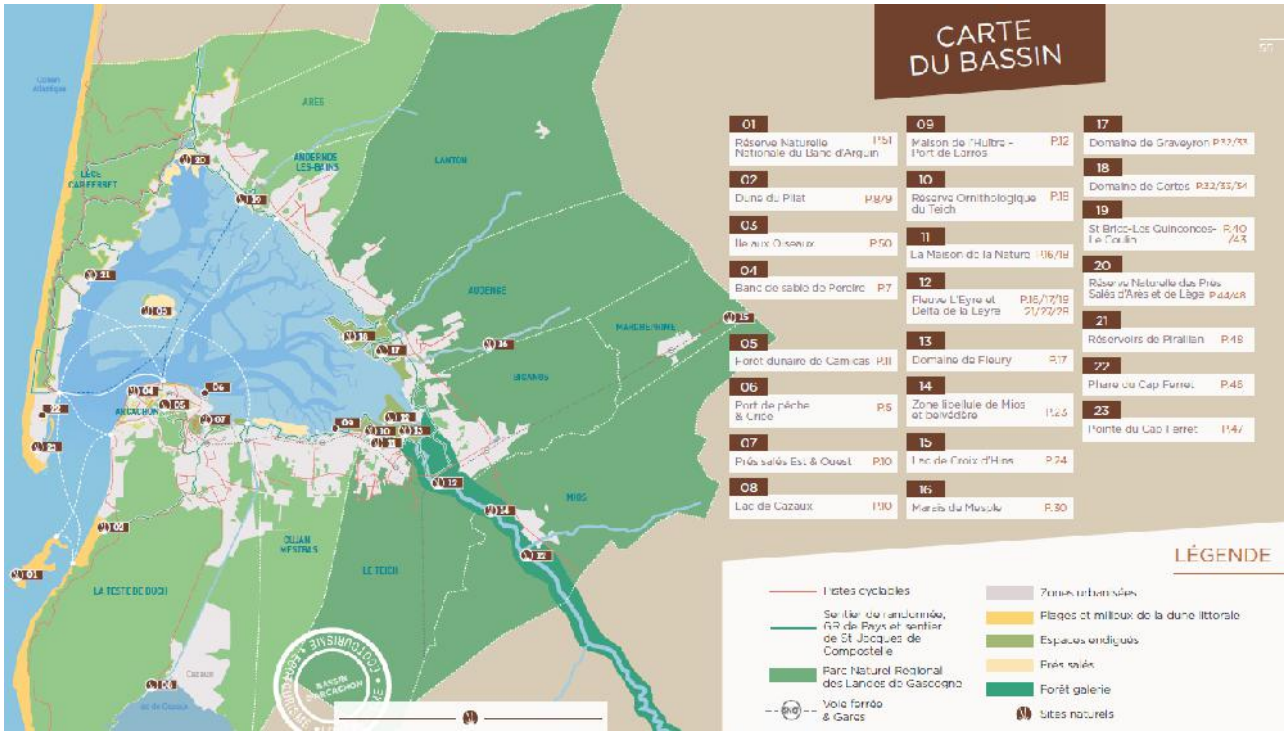
de Certes, le domaine de Graveyron, l'île de Malprat, le Port des Tuiles, le domaine de Fleury, les Prés-Salés de La Teste et la forêt de Camicas.

- **La dune du Pilat et son massif forestier attenant**, soit plus de 6 800 hectares, sont **classés au titre du Code de l'Environnement depuis 1994.** Pour mémoire : 100 mètres de haut, 2 900 mètres de long, 616 mètres de large, 55 millions de mètres cubes de sable. Le Syndicat Mixte de la Grande Dune du Pilat en est le gestionnaire ; il a pour mission de préserver, réhabiliter et mettre en valeur ce monument naturel afin d'accueillir les **2 millions de visiteurs** dans de bonnes conditions sans modifier l'esprit des lieux.
  Entre 2021 et 2023, plus de 5,5 millions d'Euros HT ont été investis pour réhabiliter le village des cabanes et les zones de stationnement de la dune. La visite de la Dune générait plus de 4 millions de nuitées (source étude Syndicat Mixte 2014).

- **L'île aux Oiseaux, le Domaine de Graveyron, la zone littorale du parc des Abatilles et les Réservoirs de Piraillan** sont les **4 autres sites classés** du Bassin.

- Établi pour le compte du ministère de l'Environnement, la **ZNIEFF** (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) **sert de base à la définition de la politique de protection de la nature.** Il en existe plusieurs : ZNIEFF Bassin d'Arcachon, ZNIEFF Forêt usagère de La Teste de Buch, ZNIEFF Prés-Salés de La Teste de Buch, etc.

- Avec près de **6 550 hectares de forêt dunaire labellisés forêt d'exception :** les forêts domaniales de Lège et Garonne et de La Teste de Buch, et les forêts communales de Lège-Cap Ferret et d'Arcachon. La Forêt d'Exception® du Bassin d'Arcachon accueille plus de 1 800 000 visiteurs par an.



PARTIE 2 :

LE TOURISME SUR LE BASSIN D'ARCACHON

5. QUE FAIT LE PÔLE PROMOTION DU SIBA ?

Le SIBA (Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon), en concertation avec les 8 offices de Tourisme, est chargé de **la promotion du Bassin d'Arcachon**.

La destination Bassin d'Arcachon bénéficie d'une forte notoriété sur le plan national, accentuée par les phénomènes conjoncturels de ces 10 dernières années (films à forte audience, économie présentielle du Sud-Ouest, ouverture d'équipements structurants). Dans ce contexte, le Bassin a su préserver ses fondamentaux : **le plan d'eau et ses paysages naturels**.

Au-delà du tourisme, les acteurs économiques, conscients que ce capital nature et cette qualité de vie créent le socle de leur propre développement économique, se sont engagés dans sa préservation. C'est ce cercle vertueux **qui a construit la marque Bassin d'Arcachon**.

Fort de cette dynamique territoriale, le SIBA affiche une ambition résolument axée sur une recherche d'équilibre, gage de pérennité et d'acceptabilité par les habitants.

Il ne s'agit donc pas de communiquer moins mais différemment vers des publics définis avec pour but un tourisme choisi, partagé au bénéfice de tous.

Un site de marque est dédié aux acteurs économiques partenaires : www.marque-bassin-arcachon.fr

Plus d'informations sur le pôle promotion du SIBA : **https://www.siba-bassin-arcachon.fr/pole-de-competences/le-pole-promotion**

6. L'OFFRE TOURISTIQUE

HÉBERGEMENT

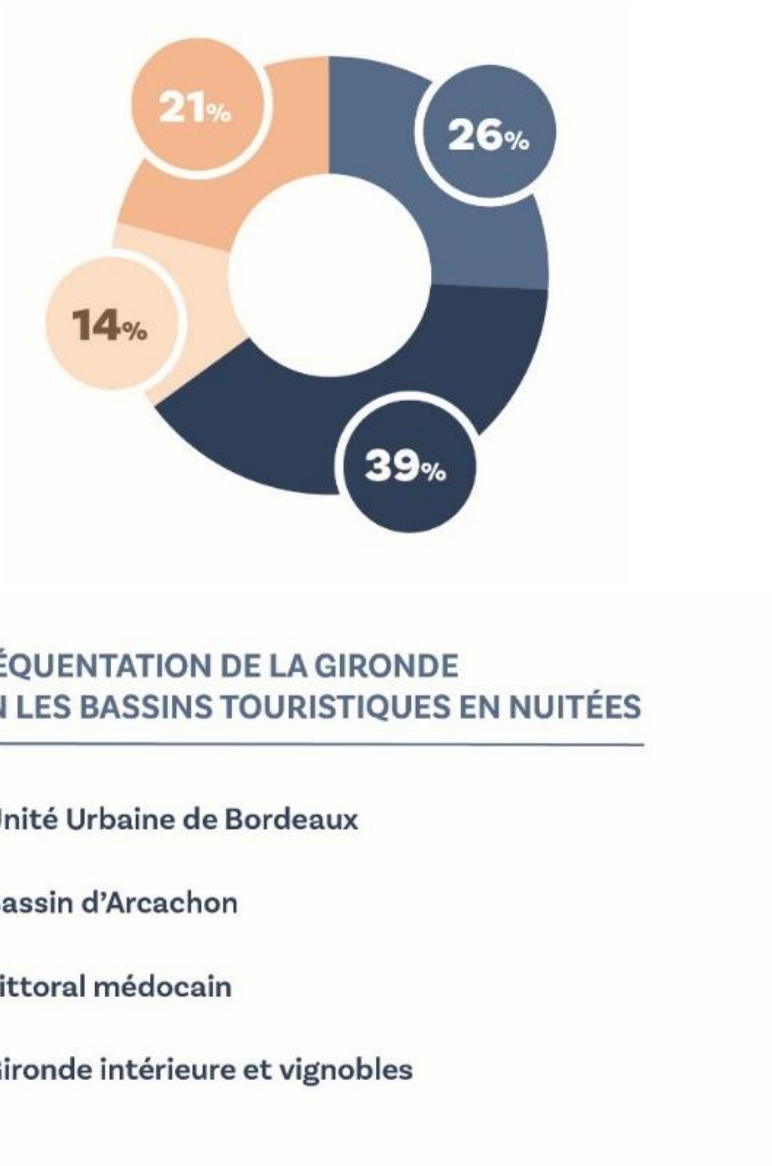
La Nouvelle Aquitaine *(source : CRTNA - 2023)*

Avec près de **24,5 millions de touristes français et 121,4 millions de nuitées françaises**, la Nouvelle-Aquitaine est la deuxième région littorale préférée des Français, derrière la Bretagne. Un quart des touristes français en Nouvelle-Aquitaine viennent de la région et un cinquième de la région parisienne.

La Gironde

La Gironde possède-lui aussi de nombreux attraits touristiques. Avec plus de **7,9 millions de séjours** et **42,1 millions de nuitées** recensés sur l'année, la Gironde se place comme l'une des destinations les plus prisées de l'Hexagone du fait de son attractivité pour la Métropole Bordelaise mais aussi pour son vignoble mondialement réputé ainsi que ses bassins littoraux dont le Bassin d'Arcachon… ***(Source : CRTNA/Gironde Tourisme/BVA – 2019)***

Avec **près de 20 % de l'offre de lits marchands de Nouvelle-Aquitaine**, la Gironde possède plus de 561 000 lits touristiques en 2024 dont 70 % d'entre eux sont situés sur le littoral ***(Source : Gironde Tourisme)***



Le Bassin d'Arcachon

Le Bassin d'Arcachon compte **10,8 millions de nuitées** pour **1,8 millions de séjours** ***(Source : CRTNA/Gironde Tourisme/BVA – 2019)***. Le tourisme génère **780 millions d'euros injectés dans l'économie locale, chaque année.**

Avec près de 40 % de l'offre départementale d'hébergement, il se positionne comme une destination phare du territoire girondin. Sa capacité d'accueil est constituée de **45 882 lits touristiques marchands et 150 695 lits en résidences secondaires.**

Récapitulatif du nombre de lits marchands sur le Bassin d'Arcachon

(source : Gironde Tourisme – 2024)

Type d'hébergement	2017 Nombre lits	2024 Nombre lits
Hôtellerie classée	3 380	2 936 (40 hôtels)
Hôtellerie non classée		508 (17 hôtels)
Campings	28 758	24 735
Chambres d'hôtes labellisées	116	43
Meublés classés/labellisés (*)	3 000	9 585
Villages Vacances	1 403	1 818
Résidences hôtelières	4 387	4 971
Hbgmts jeunes / groupes / dédiés	3 846	1 286
Sous-Total hébergements marchands	**44 890**	**45 882**
Résidences secondaires	**136 471**	**150 695**
TOTAL	**181 361**	**196 577**

POUR MEMOIRE : NOMBRE D'HABITANTS en RESIDENCES PRINCIPALES	**133 951 (INSEE 2019)**	**142 595 (INSEE 2025)**

CE QUE L'ON RETIENT :

- Une offre en **hôtellerie traditionnelle faible** – voire très faible - avec seulement **3 440 lits**, dont 3 établissements hôteliers classés 5* : la Co(o)rniche et Ha(a)itza au Pyla, et Hôtel & Spa Les Vagues à Arcachon.

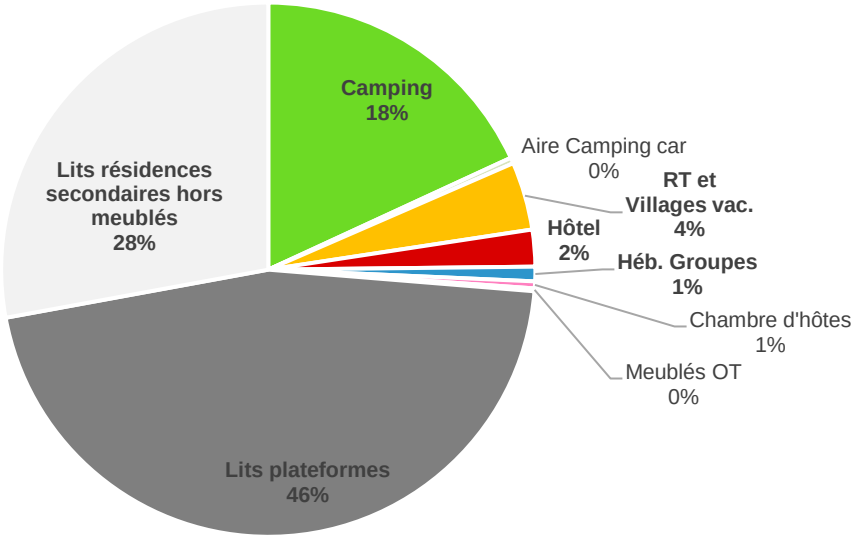
- **presque 50 % de l'offre de lits touristiques repose sur les locations saisonnières et concernent résidences 2 et résidences principales.** Avec l'évolution de l'uberisation ces dernières années, les communes confrontées à une pénurie de logements à l'année, ont instauré en 2024, deux mesures : **le numéro d'enregistrement et la demande préalable de changement d'usage pour les résidences secondaires.**

L'objectif : mieux quantifier et qualifier l'offre présente sur le territoire, sur les plateformes dédiées, et mettre en place si nécessaire des mesures de régulation et de juste équilibre entre location saisonnière et habitat permanent.

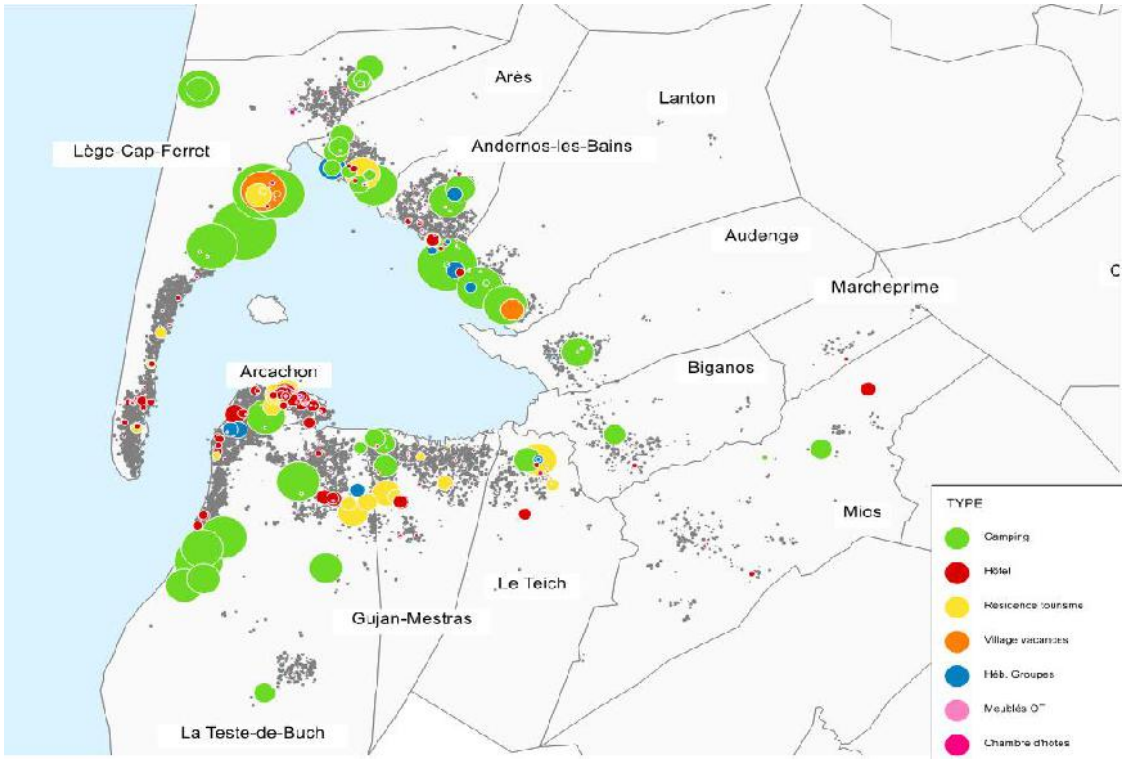
180 000 LITS TOURISTIQUES : 30 % DE LITS FROIDS ENVIRON, 46 % DE LITS LOUÉS VIA DES PLATEFORMES, ¼ DES LITS EN OFFRE MARCHANDE TRADITIONNELLE

RÉPARTITION DES LITS TOURISTIQUES

(Source PROTOURISME 2021)



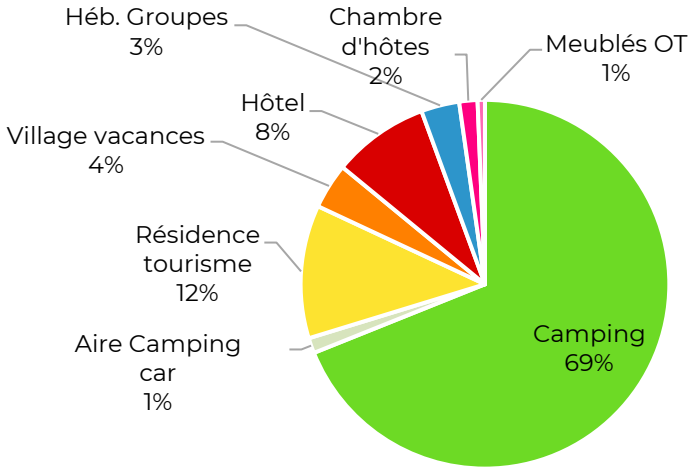
L'offre de lits touristiques mis en marché représente environ la moitié de l'offre du littoral du Pays basque.



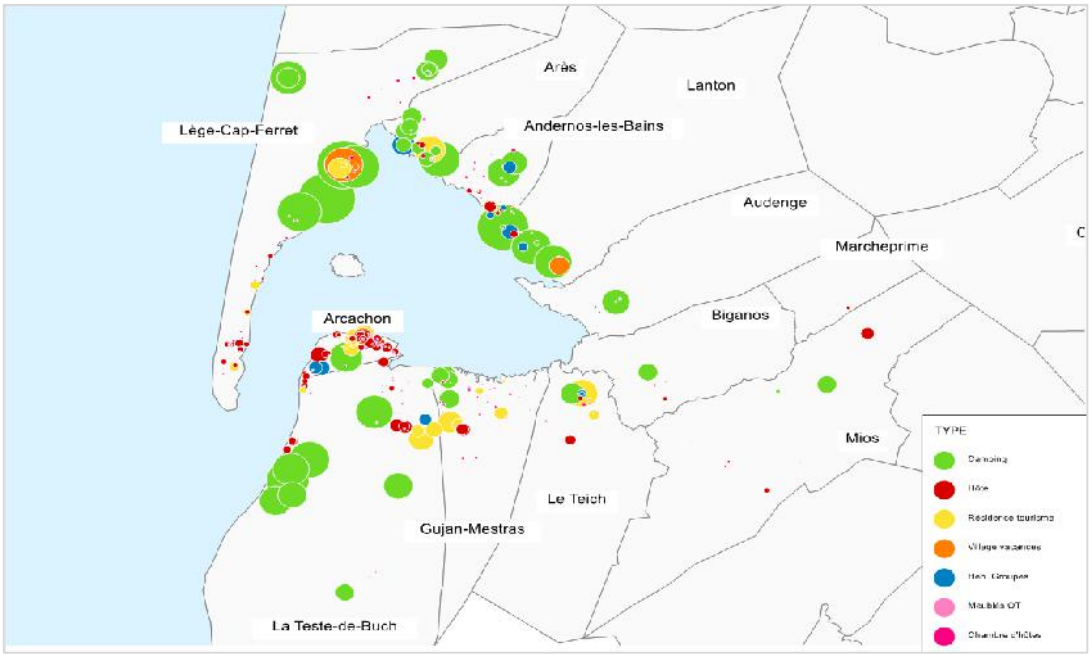
1 point = 1 annonce locative

45 000 LITS MARCHANDS TRADITIONNELS, DONT 70 % EN HPA (PRÈS DE 30 000 LITS)

RÉPARTITION DES LITS MARCHANDS « TRADITIONNELS » (HORS LOCATIONS PLATEFORMES)



3 COMMUNES CONCENTRENT 60 % DES LITS : LÈGE-CAP FERRET, LA TESTE DE BUCH ET ARCACHON (60 % DES LITS)



NOUVEAU en 2025 : UN OBSERVATOIRE DES LOCATIONS SAISONNIERES

A partir du numéro d'enregistrement et demande préalable de changement d'usage des résidences secondaires, le SIBA va mettre à disposition de ses communes membres un observatoire des locations saisonnières.

Cet observatoire sera complété des données collectées par le logiciel LIGHTHOUSE, en partenariat avec Gironde Tourisme. Une première analyse des locations proposées sur les plateformes collaboratives en 2024 est déjà accessible grâce à cet outil pris en charge par le SIBA.

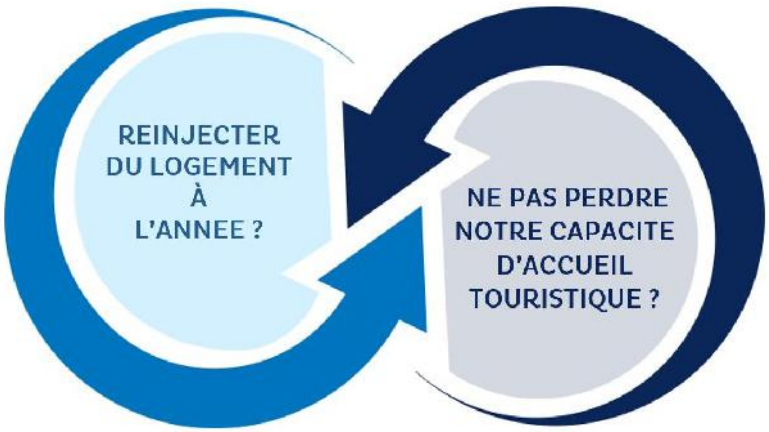
> *Dans le cadre du projet France Tourisme Observation * (FTO), un Observatoire Mutualisé du Locatif a été mis en place : outil* ***Lighthouse.*** *Il permet de disposer d'un panorama complet de la location de particulier à particulier, en termes d'offre et de fréquentation*.

Des premières données à notre disposition pour 2024 sur les 12 communes membres du SIBA :

- **11 175 propriétés** en moyenne, pour 15 407 annonces en ligne sur les plateformes ;
- **173,55 €** : prix moyen/nuit affiché pour l'ensemble des nuits réservées (hors frais de gestion et frais de nettoyage) ;
- **820 470** nuits réservées ;
- **2 363,55 €** de revenus moyens mensuels estimés par propriété ;
- **163,1 millions €** de revenu total estimé généré par l'ensemble des locations sur l'année ;
- **86 %** d'avis de clientèles d'origine française.

(*) France Tourisme Observation (FTO) est le projet national et territorial de data mutualisée de la filière tourisme porté par Atout France en collaboration avec ADN Tourisme et les Partenaires Territoriaux.

La location de courte durée : un ENJEU double pour le BASSIN D'ARCACHON :



LES SITES ET ACTIVITÉS DU BASSIN

- **Plages océanes** *(source 6 Plans Plage domaniaux des forêts d'exception ONF) :*

  - **Commune de La Teste de Buch : Petit Nice, La Lagune et La Salie :** fréquentation de juin à septembre 2024 : 614 566 visiteurs // soit une baisse moyenne de - 6,7 % par rapport à l'été 2023 (658 823 visiteurs estimés) et - 37 % par rapport à l'année 2020 (975 738 visiteurs estimés) ;

  - **Commune de Lège-Cap Ferret : Grand Crohot, Truc Vert et Garonne** : fréquentation de juin à septembre 2024 : 645 770 visiteurs, soit une baisse moyenne de – 4 % par rapport à l'été 2023 (673 129 visiteurs estimés) et - 22 % par rapport à l'été 2020 (826 494 visiteurs estimés) ;

  - Lors de la saison estivale 2024, le **nombre total de véhicules compatibilisé est de 482 538 sur les parkings des 6 plans plages**. On estime alors que cela représente près de 1 260 230 visiteurs. En 2024, on note une baisse globale de -19 % de la fréquentation depuis 2015 (1 513 804 visiteurs estimés), plus marquée ces 4 dernières années atteignant - 32 % depuis 2020 (1 802 232 visiteurs estimés) ;

- **5 sites classés : l'Ile aux Oiseaux** (165 ha à marée haute et 1 700 à marée basse), la **Dune du Pilat** (6 800 ha – 1 265 000 visiteurs sur le chemin d'accès par an / 380 000 véhicules sur le parking payant par an environ / espace d'accueil iDune environ 23 000 visiteurs/an, le **Domaine de Graveyron** (135 ha – 126 758 visiteurs en 2023 (+ 2 %))**, les réservoirs de Piraillan à Lège-Cap Ferret** (40 ha) et la zone du parc des Abatilles ;

- **2 Réserves Naturelles Nationales : le Banc d'Arguin (2 200 ha)** accueillant environ 300 000 visiteurs par an (plaisance et UBA) et 3 500 à 4 000 personnes pour les visites guidées organisées ou les accueils postés (SEPANSO) ; les **Prés-Salés d'Arès et de Lège-Cap Ferret (330 ha)** accueillent 50 000 visiteurs par an (*Source : OT Arès*) ;

- **les Prés-Salés Est et Ouest** de La Teste de Buch (123 ha) ;

- **la Réserve Ornithologique du Teich (110 ha – 20 observatoires - 75 000 visiteurs)** : reconnue d'importance internationale pour la survie de certaines espèces d'oiseaux ;

- **la Leyre** et son delta : une rivière de plus de **135 km de long, 100 000 descentes effectuées** chaque année (*Source : Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne*) ;

- **Saint-Brice-Les Quinconces-Le Coulin** entre Andernos-les-Bains et Arès (127 ha) ;

- **les dunes et la pointe du Cap Ferret (260 ha).**

L'offre touristique compte divers grands équipements :

- ERATOPIA (anciennement « Bassin des Loisirs ») à Gujan-Mestras accueille en moyenne 1 million de visiteurs par an et représente plus de 400 emplois en pleine saison : entre le Parc de la Coccinelle, Aqualand, Bassin Aventures, Max Golf ;
- l'Union des Bateliers Arcachonnais (UBA) : 300 000 passagers/an environ,
- le Bunker 502 à Arcachon (10 000 visiteurs /an environ),
- la Maison de l'Huître à Gujan-Mestras (20 000 visiteurs /an,
- le Phare du Cap Ferret (90 000 visiteurs/an environ),
- le petit train du Cap Ferret (40 000 usagers/an environ),
- le petit train d'Arcachon (35 500 passagers/an environ),
- la Maison Louis David à Andernos-les-Bains (20 000 visiteurs /an environ),
- Escalad'Parc à Andernos-les-Bains (9500 visiteurs en moyenne/an),
- le zoo de La Teste de Buch (310 000 entrées/an environ),
- casinos : Arcachon, Andernos (70 000 visiteurs/an) et Gujan-Mestras (143 300 visiteurs/an),
- Golfs : le Golf de Gujan-Mestras (13 800 green fees/an+ 1242 licenciés) ; le Golf International d'Arcachon (10 000 green fees + 850 licenciés) et le Golf de Lanton (3 000 green fees),
- Thalazur Arcachon : 12 000 visiteurs (au moins un soin),
- l'aérodrome de La Teste de Buch : près de 40 000 vols par an,
- le karting à Biganos (60 000 usagers/an).
- 7 parcours Tèrra Aventura permettant de découvrir le territoire de manière insolite. A partir d'une application 100 % gratuite, des énigmes et anecdotes sont données aux visiteurs pour une chasse au trésor patrimoniale et ludique. Sept parcours sont réalisables sur le Bassin (au Teich, Arès, Andernos, Mios, Gujan-Mestras, La Teste de Buch et Biganos) et enregistrent plus de 45 000 personnes qui participent à ce jeu /an.

Des manifestations phares : Andernos **Jazz Festival (37 500 pers)** ; **Festival Cadences à Arcachon (13 communes partenaires, 7 200 billets vendus + 6 000 spectateurs dans les rues, 85 % de taux de fréquentation du théâtre Olympia)** ; **Cabanes en Fêtes à Andernos (25 000 pers)** ; Cap Ferret Music Festival (12 000 spectateurs), Escapades Musicales sur tout le Bassin (10 000 spectateurs) ; **Salon Nautique d'Arcachon (64 000 visiteurs) ; Plage aux Ecrivains d'Arcachon (10 000 pers) et Gujan-Mestras en fêtes (100 000 pers – 4es fêtes de la Région derrière Bayonne, Dax et Mont de Marsan en termes de fréquentation)… sans oublier les fêtes du port de La Teste.**

Le Bassin inspire de nombreux artistes. C'est pourquoi, une trentaine de peintres, sculpteurs, et galeries d'art exposent dans les villes du Bassin.

Plusieurs communes développent un **programme culturel varié tout au long de l'année,** bénéficiant de véritables structures de représentation : théâtre Olympia à Arcachon (40 000 spectateurs/an), le théâtre Cravey à La Teste, « la Dolce Vita » à Andernos (5 000 spectateurs/an), le Miroir à Gujan-Mestras, la Caravelle à Marcheprime, espace Brémontier à Arès …

Plus d'infos : https://bassin-arcachon.com/la-saison-de-la-culture-cest-toute-lannee-sur-le-bassin-darcachon/

LE MARITIME

Le patrimoine maritime a toujours entretenu un rapport particulier avec le territoire. D'hier à aujourd'hui, il a réussi à maintenir son rôle économique, identitaire et culturel et se traduit par une véritable offre structurée comme suit :

- **Les dégustations à la cabane** font intégralement partie de l'offre touristique du Bassin et font l'objet d'une charte définie par un arrêté préfectoral (environ 100 cabanes sur le pourtour du Bassin) ;

- **Des animations autour des aspects patrimoniaux des ports et villages ostréicoles** sont organisées tout au long de l'année (exemple sur le port de Larros par la maison de l'Huître ; visites guidées du port de plaisance et de la criée à Arcachon) ;

- Des communes ont développé **des fêtes autour de valeurs traditionnelles** avec « Cabanes en fête » à Andernos-les-Bains, « les jeudis de Larros » à Gujan-Mestras, la « Fête de l'Huître » à Arès et Andernos-les-Bains, Terra Ostra en Balade à Gujan-Mestras, les Fêtes de la Mer sur tout le Bassin, etc. ;

- Les communes ont délégué la gestion des équipements structurants, dédiés à la valorisation maritime, à leur office de tourisme pour les intégrer dans une politique globale de développement touristique **(la Maison de l'Huître et le Phare du Cap Ferret) ;**

- Le développement de résidences de tourisme qui s'inscrit dans l'esprit cabanes patrimoniales et identitaires ;

- L'offre **Pescatourisme**. Le concept : embarquer le temps d'une marée avec les pêcheurs ou les ostréiculteurs du Bassin d'Arcachon. Chaque année, près de 1 000 embarquements sont réalisés. Le Pescatourisme engage ainsi les acteurs de la mer vers une **diversification professionnelle**, c'est également une opportunité pour eux de faire connaître leur métier et de sensibiliser le public à la fragilité du milieu ;

- **Les bateaux traditionnels du Bassin : la pinasse et les bacs à voile**. Si les pinasses traditionnelles ne servent plus au travail sur les parcs à huîtres, et que les bacs à voile ne partent plus en mer, ils font toujours partie du paysage. Toutes les communes ont leurs régates et leurs fêtes, entre mai et septembre, une tradition qui dure depuis près de 100 ans ;

- **Le nautisme** est un vivier d'innovations sur le territoire : le Bassin a inspiré la création de nouveaux bateaux comme le Beacher, le Bô 28 et le développement d'innovations comme la technologie de traction de bateau Beyond The Sea ou encore les mouillages vertueux et les **bouées connectées de l'entreprise ETM Marine**.

Ces filières favorisent le rayonnement de l'image du Bassin au travers notamment de quatre entreprises labellisées **Entreprises du Patrimoine Vivant** : les **chantiers navals Dubourdieu** à Gujan-Mestras, Bonnin et **Raba** à La Teste de Buch, et le producteur de caviar **L'esturgeonnière** au Teich (caviar Perlita).

L'OSTRÉICULTURE	LE NAUTISME	LA PÊCHE	L'AQUACULTURE
7 000 T/an d'huîtres 50 millions de CA 280 entreprises 600 emplois 100 cabanes de dégustation : 1,5 millions de visiteurs pour 28 millions d'euros de CA	58 millions de CA 150 entreprises 1 000 emplois	94 navires en 2024 (source CRPMEM) 724 marins en 2021 1 198 tonnes de poissons débarqués en 2024 (source : criée d'Arcachon)	5 T de caviar par an sur le Bassin

FRÉQUENTATION NAUTIQUE

La Commission « fréquentation nautique » du Parc naturel marin du Bassin d'Arcachon qui comptabilise la fréquentation nautique sur le Bassin d'Arcachon :

- 11 024 places, dont 5 944 dans les ports et 5 080 aux corps-morts. Dans le détail, Arcachon regroupe, dans son port, 2 600 places et 670 corps-morts, soit 30 % du total du Bassin.

  En face, Lège-Cap Ferret dispose de 369 places dans ses ports, mais aussi de 2 800 corps-morts, 29 % du total. La Teste de Buch a 466 places dans ses ports et 730 corps-morts. Gujan-Mestras a 876 places dans ses ports, et aucun corps-mort. Andernos-les-Bains a 393 places dans ses ports et 450 aux corps-morts. La plus petite capacité est celle de Biganos avec 255 places dans ses deux ports ;

Fréquentation sur l'eau :

- En 2023 : 4 033 navires à l'eau le 18 février (à quai, en transit, etc.), 5 857 le 19 avril, 8 407 le 30 mai, 12 247 le 14 juillet, 12 066 le 13 août, 11 431 le 20 août, 9 335 le 30 septembre et 5 146 le 18 novembre.

LES FILIÈRES

La diversité du Bassin d'Arcachon a permis le développement de diverses filières touristiques.

MACRO-FILIÈRES	Motivations de séjours d'itinérance à part entière	⇒ la filière balnéaire et littorale ⇒ la filière plaisance
FILIÈRES STRUCTURANTES MAJEURES	Enjeu économique spécifique qui dépasse la question touristique	⇒ la filière « tourisme d'affaires »
FILIÈRES PORTEUSES D'IMAGE/ DIFFÉRENCIANTES	Motivation principale possible d'un séjour sur le littoral et vecteur d'image pour le littoral	⇒ la filière « patrimoine maritime » : ostréiculture et pêche ⇒ la filière vélo ⇒ la filière « écotourisme » ⇒ la filière glisse *(surf, body-board, stand up paddle, kite surf…)* ⇒ la filière bien-être ⇒ la filière golfique

LES FILIÈRES EN DÉTAIL

Filière balnéaire et littorale

Pour **83** % des touristes, la mer et le littoral apparaissent comme la motivation principale pour venir sur le Bassin d'Arcachon. De même**, 58 %** pratiquent plage et baignade (*Source : Gironde Tourisme - BVA 2019*).

La filière balnéaire apparait donc comme une filière majeure pour le Bassin d'Arcachon. La diversité des plages (76 km de plage) en fait une destination balnéaire par excellence : plages océanes (près de 40 km), plages du Bassin, plages bordant le lac de Cazaux, baignades aménagées (Le Teich, Audenge).

• Sous filière : la plaisance

Sur la façade Atlantique, le Bassin d'Arcachon apparaît comme un pôle majeur de plaisance, en particulier avec le port d'ARCAHON : 3e port de plaisance de France en termes de capacité d'accueil (2 600 places à flot + 605 corps-morts dont la moitié est à moindre impact environnemental, + 100 places port à sec). Le Port d'Arcachon a été l'un des tous premiers en

Europe dès 2007 à être triplement certifié ISO Qualité – Sécurité – Environnement. Ces certifications ont été complétées en 2023 puis 2024 par deux nouvelles certifications ISO 18725 « Ports Propres » et « Ports Propres Actifs en Biodiversité ».

Plusieurs chantiers navals font la renommée du Bassin. Les plus connus : **Couach à Gujan-Mestras** (www.couach.com), **Nanni Energy in Blue à la Teste** (www.nannienergy.com), **Chantier Dubourdieu au port de Larros à Gujan-Mestras, Chantier Raba & Chantier Bonnin à la Teste** labellisés « Entreprise de Patrimoine Vivant » (EPV) et le **Chantier Naval du Cap Ferret**, dont le bateau électrique **Imagine** (conçu et réalisé dans son atelier au Cap Ferret) a transporté la flamme olympique sur la Seine avec à son bord Serena Williams et Rafael Nadal.

La filière compte **plus de 1 000 actifs** dans des activités très complémentaires : chantiers constructeurs, chantiers entretien/réparation, motoristes, équipementiers (sellerie, voilerie), architectes, bureau d'études, distributeurs, services de location...

Filière « tourisme d'affaires »

Le secteur du MICE (Meetings, Incentives, Conventions and Events) contribue aujourd'hui à 1/3 environ du CA total de l'économie touristique française, environ 27 à 30 % (*source ATOUT France*). En France, 200 sites d'accueil sont dédiés au MICE ; le poids et les impacts de cette filière démontrent son importance économique et sa dimension stratégique pour l'économie française et le développement des territoires.

Sur le Bassin d'Arcachon, **Le Palais des Congrès d'Arcachon** joue un rôle important sur le Bassin d'Arcachon ; l'équipement se situe à moins de 10 mètres de la plage, **certifié ISO 20121 en 2024**, norme internationale reconnue en matière de gestion d'événements durables et système de management responsable. Il s'est également lancé avec des partenaires arcachonnais, dans l'obtention pour début 2025 du label Destination Innovante et Durable. L'établissement génère près de **13 millions d'euros d'impact économique direct et indirect sur le territoire.**

Arcachon compte également plusieurs sites d'accueils de séminaires (Hôtel 4* les Bains d'Arguin, résidence 4* et sa nouvelle résidence Résidence Thalazur Arcachon (juin 2025), Residhome Arcachon Plazza, Hôtel Le Nautic 3*, Le Côte d'Argent – maxi catamaran...) ainsi qu'une offre incentive : découvertes du Bassin en bateau (pinasse) ou à vélo sur les nombreuses pistes cyclables, activités nautiques (voile, paddle, kayak), thalassothérapie, golf, rallyes, activités d'éco construction sur la plage, flyboards…

La commune de La Teste de Buch propose une offre de tourisme d'affaires avec le **Parc des Expositions**, d'une surface de 3 000 m^2. Il accueille chaque année 43 000 visiteurs, 1 350 exposants et 30 événements. Deux grandes résidences de tourisme d'affaires sont également présentes sur la commune de La Teste de Buch.

Une offre « co-dir » intimiste est développée sur le Nord Bassin ainsi qu'une offre plus dédiée « groupe » de taille moyenne (100/150 max) sur du séminaire type pharma, banque, assurance.

Pour accéder à :

- liste des hébergements MICE du Bassin d'Arcachon, cliquez-ici
- liste des lieux événementiels du Bassin, cliquez-ici
- lieux de restauration pour vos déjeuners et dîners de groupes, cliquez-ici

Découvrez le Guide de l'organisateur du Bassin d'Arcachon

Un événement de renommée nationale attire, depuis 3 ans, une cible d'acteurs économiques français : La Plage aux Entrepreneurs d'Arcachon. Il est dédié au **« Made in France »** et met en avant des figures emblématiques de l'entrepreneuriat à la française, pour créer des synergies nouvelles et valoriser la fabrication et les savoir-faire français.

Filière « patrimoine maritime »

• Ostréiculture et pêche

L'ensemble des métiers de la mer constitue une activité fondamentale pour le territoire, tant en termes d'économie, d'image, de qualité des eaux du Bassin, qu'en termes de patrimoine, d'identité, de tradition et de gastronomie.

Le Bassin d'Arcachon compte 280 exploitations ostréicoles. **7 000 tonnes d'huîtres** sont produites chaque année ; la spécialité réside dans la **production de naissains d'huîtres naturelles**. Cette activité de naisseur fait partie de l'identité des ostréiculteurs arcachonnais qui veulent conserver leur place de leader dans ce domaine. Pour la pêche, plus de 2 000 tonnes de poissons sont vendus tous les ans à **la criée d'Arcachon**.

L'ostréiculture apparaît comme une **activité économique** permettant de préserver **le patrimoine maritime du Bassin d'Arcachon**.

La dégustation à la cabane a donc permis aux ostréiculteurs de se diversifier, tout en valorisant leur produit et en réhabilitant les cabanes dédiées à cette activité. Ainsi, une centaine de cabanes propose la dégustation aux visiteurs.

• L'aquaculture

L'aquaculture sur la Leyre, notamment l'élevage d'esturgeons, s'affirme comme un savoir-faire d'exception avec la production de caviar désormais reconnu par l'**IGP Caviar d'Aquitaine**. Cette distinction valorise une production locale raffinée, ancrée dans un écosystème préservé entre eau douce et influences maritimes. Deux producteurs de caviar se distinguent sur le Bassin d'Arcachon : **l'Esturgeonnière** au Teich, qui commercialise son caviar sous la marque **Perlita** ; **le Moulin de la Cassadotte** à Biganos, connu sous le nom de **Caviar de France**.

Ces deux établissements proposent des visites guidées sur rendez-vous, permettant de découvrir leurs méthodes d'élevage et de production, suivies de dégustations.

Filière vélo

Le **réseau de pistes cyclables** (plus de 315 km**) est un attrait majeur sur le Bassin d'Arcachon et 51 % des touristes** affirment pratiquer le vélo pendant leur séjour **(*Source : Gironde Tourisme/BVA 2019*).**

La mise en place de la **Vélodyssée** depuis 2012 (itinéraire cyclable Atlantique partant du sud de l'Angleterre pour rejoindre le sud-ouest de la France) renforce l'attractivité du territoire. Sur le Bassin, la Vélodyssée part de Lège-Cap Ferret, traverse les communes et s'arrête à la Teste de Buch (des itinéraires bis et des liaisons relient La Teste de Buch à Arcachon).

Plus de 8 861 prestataires en France ont obtenu la marque « **Accueil Vélo** » dont **44 sur le Bassin d'Arcachon (27 hébergements**, 9 offices de tourisme/points info dont le site de la Dune du Pilat et 8 loueurs de vélo).

D'autre part, la COBAN et la ville de Le Teich sont labellisées « **Territoire Vélo** ».

Le SIBA a missionné en 2020 un cartographe Google pour réaliser des images 360° de nos pistes cyclables et de notre GR de pays. Elles sont publiées sur les plateformes Google Maps et Google Street. Plus de 11 000 000 de vues (décembre 2024) sont comptabilisées.

Filière glisse

On recense près de 100 000 surfeurs sur le littoral aquitain *(Source : Littoral Aquitain 2017)*. Plus de 95 % d'entre eux désignent le littoral aquitain comme région idéale pour la pratique du surf. Ce dernier apparaît comme une activité pratiquée en groupe, puisque 65 % des surfeurs disent partager cette activité en famille ou entre amis.

Près d'un million de journées surf sont dénombrées en Aquitaine entre le mois de juin et de septembre. La présence de spots de surf sur le Bassin d'Arcachon, comme La Salie (La Teste de Buch) et le Cap Ferret, renforce l'attractivité de la destination. Sur les 2 mois d'été, les écoles de surf enregistrent 700 surfeurs/jour. Les 5 écoles accueillent 7 000 clients sur une saison environ. Les surfeurs « libres » s'élèvent à peu près à 3 000 sur la saison.

Le Bassin d'Arcachon propose également une multitude d'activités de glisse, allant du kite-surf, stand-up paddle, wingfoil, en passant par le canoë kayak, le kayak de mer et la planche à voile.

Filière bien-être

La filière « bien-être » est en pleine expansion.

Le Bassin d'Arcachon propose un panel d'établissements en lien avec cette filière (comme **Thalazur Arcachon et la balnéothérapie de la presqu'île du Cap Ferret** (Domaine du Ferret à Claouey) ; mais également de très nombreux petits centres de remise en forme/spa, et une croissance impressionnante du nombre de prestataires (souvent autoentrepreneurs) qui proposent une offre de massage divers et variée, yoga, pilate, coach sportif…

Filière golfique

42 200 pratiquants en Aquitaine (dont près de 30 000 licenciés), le golf est une filière porteuse d'image pour l'ensemble de la Région et pour le littoral aquitain.

La Nouvelle Aquitaine est classée 1ère rang national pour l'offre de parcours avec ses 81 parcours de 9 trous et plus *(Source FFG 2017).*

Le Bassin d'Arcachon présente une offre golfique avec **deux golfs internationaux** : **Le golf de Gujan-Mestras** accueille près de 13 800 greens fees et 1242 licenciés Le **golf international d'Arcachon** (situé sur la commune de La Teste de Buch) possède 18 trous et enregistrent 10000 greens fees/an pour 850 licenciés.

Enfin, sur le Nord Bassin, deux golfs 9 trous complètent l'offre : **le golf des Aiguilles Vertes à Lanton** et **le Golf du Cap Ferret (domaine du Four).**

UN POSITIONNEMENT ÉCOTOURISME AFFICHÉ POUR LES COMMUNES DU CŒUR DU BASSIN ET LE TEICH

Bénéficiant d'un positionnement central aux écosystèmes très différenciés, le Cœur du Bassin d'Arcachon et la commune du Teich se démarquent de ses voisins par son ADN écotourisme.

Entouré par de nombreux espaces naturels protégés, les 6 communes ambassadrices du territoire offrent un tourisme aux 4 saisons (sorties canoë sur le Delta de la Leyre, visite en bateau sur l'île de Malprat, balade à pied sur le Domaine de certes et de Graveyron, randonnée dans le Parc naturel régional des Landes de Gascogne, promenade au bord de la Leyre, visite du port de Biganos…).

Fort de ce positionnement, la stratégie touristique s'axe autour de 3 enjeux majeurs :

- être la destination écotouristique du Bassin d'Arcachon ;
- faire des socio-professionnels des ambassadeurs du territoire ;
- développer l'attractivité de la destination.

En étroite collaboration avec les acteurs engagés et les communes du territoire, le Cœur du Bassin d'Arcachon propose une offre écotouristique et de proximité pour ceux d'ici et d'ailleurs.

Pour répondre à ces enjeux, un plan d'actions détaillé a vu le jour, afin de valoriser l'offre autour du positionnement « écotourisme » : consolidation des offres éco positives (en relation avec le PNRLG), recrutement de nouveaux partenaires dans le cercle des imaginaterres, fidélisation du réseau d'acteurs engagés dans le tourisme durable, édition d'un guide des balades et randos du territoire, challenge zéro déchet, conception de nouveaux outils print et digitaux et promotion du positionnement à travers un plan de communication ciblé.

7. L'EMPLOI TOURISTIQUE

Avec plus de 40 000 emplois liés au tourisme, **la Gironde est le premier département aquitain en termes d'emploi touristique** (***source : INSEE/Partenaires régionaux***).

Sur le Bassin d'Arcachon, le tourisme représente plus de 7 000 emplois touristiques (salariés et nos salariés) en 2019, soit 19 % des emplois marchands en moyenne annuelle (source étude Gironde Tourisme avril 2023).

La saisonnalité y est 2 fois moins forte que sur le littoral médocain par exemple : 11 700 emplois touristiques en août vs 4 300 en janvier.

En comparaison à l'ensemble de la Nouvelle-Aquitaine et à la France métropolitaine, l'emploi touristique est plus tourné vers la restauration en Gironde (20 % des emplois vs 14 % en région et 17 % dans l'Hexagone).

Sur le Bassin d'Arcachon, si la part des emplois liés à l'hébergement est inférieure à la moyenne départementale (17 % vs 19 %), celle générée par la restauration et les cafés est en revanche la plus élevée du département avec 28 % des emplois touristiques du territoire.

D'après les chiffres France Travail Nouvelle-Aquitaine, en juin 2022, on dénombre **9 820 demandeurs d'emploi** sur le Bassin (baisse de 8 à 16 % selon les communes, tous secteurs confondus).

13 426 offres d'emploi déposées à France Travail entre juillet 2021 et juin 2022, sur le Bassin, tous secteurs d'activités confondus, soit une hausse de près de 50 % en 1 an. Il s'agit principalement de métiers de services, en temps plein. On note néanmoins une tendance plutôt à la baisse désormais pour la publication des offres.

Sur le secteur de l'hébergement et de la restauration, 2 277 offres d'emploi ont été déposées à France Travail entre juin 2021 et mai 2022 (hausse de 50 à 121 % selon les communes).

Les métiers les plus proposés sont : personnel de cuisine, services, en restauration, plonge…

15 904 recrutements (hors intérim) dans l'hébergement et la restauration entre juin 2021 et mai 2022 sur le Bassin d'Arcachon.

A noter que la composition sociologique sur notre territoire peut être en décalage avec les besoins des employeurs (CSP +, retraités dont la part dans la population totale est en constante progression…) ***(Source : études Connectences).***

8. LA TAXE DE SEJOUR COLLECTÉE SUR LE TERRITOIRE (EN € / HORS TAXE ADDITIONNELLE)

ANNÉES	ARCACHON	LA TESTE DE BUCH	GUJAN-MESTRAS	LE TEICH	CŒUR DU BASSIN *	ANDERNOS	ARES	LEGE-CAP FERRET	TOTAL	TX EVOLUTION N / N-1
2024	1 242 893	925 103	288 854	153 614	405 000	380 287	203 627	850 700	4 296 464	
2023	1117 000	863 150	295 810	124 847	389 623	342 746	192 004	824 115	4149 295	2,5 %
2022	965 271	829 911	304 639	118 094	386 487	386 104	189 718	868 687	4048 911	10,3 %
2021	863 069	916 634	236 639	106 641	266 008	292 559	188 630	799 162	3 669 707	25,1 %
2020	555 069	864 285	270 272	91 139	198 383	148 042	142 656	664 328	2 934 214	16,0 %
2019	563 963	507 562	100 295	101 136	185 016	253 708	122 416	695 266	2 529 362	

** Audenge, Biganos, Lanton, Mios, Marcheprime*

Pour mémoire : 44 % de taxe additionnelle à ajouter sur la part communale

Par exemple, pour Gujan-Mestras en 2024 :

- part communale : **288 854 €**
- part départementale : **28 885 €**
- part régionale **: 89 809 €**

Soit une taxe de séjour collectée d'un montant de :
407 548 €

PARTIE 3 :

LES CLIENTÈLES DU BASSIN D'ARCACHON

1. LA FRÉQUENTATION TOURISTIQUE

ACTUALITÉS : GRANDE ENQUÊTE 2025

Pour mieux comprendre les clientèles touristiques en Nouvelle-Aquitaine, leurs comportements et leur impact environnemental, une vaste enquête, pilotée par le CRT Nouvelle-Aquitaine, est confiée à l'Institut BVA sur une année complète.

Les indicateurs analysés :

- provenance et profil socio-démographique des touristes,
- lieux de séjour en Gironde et en Nouvelle-Aquitaine,
- durée et période du séjour,
- moyens de transport utilisés et distances parcourues,
- type d'hébergement (marchand et non marchand),
- budget dépensé sur place,
- composition des groupes de voyageurs,
- motifs et motivations du séjour,
- activités pratiquées lors du séjour,
- modes de réservation,
- fidélité à la destination et satisfaction globale,
- perception des points forts de la Gironde.

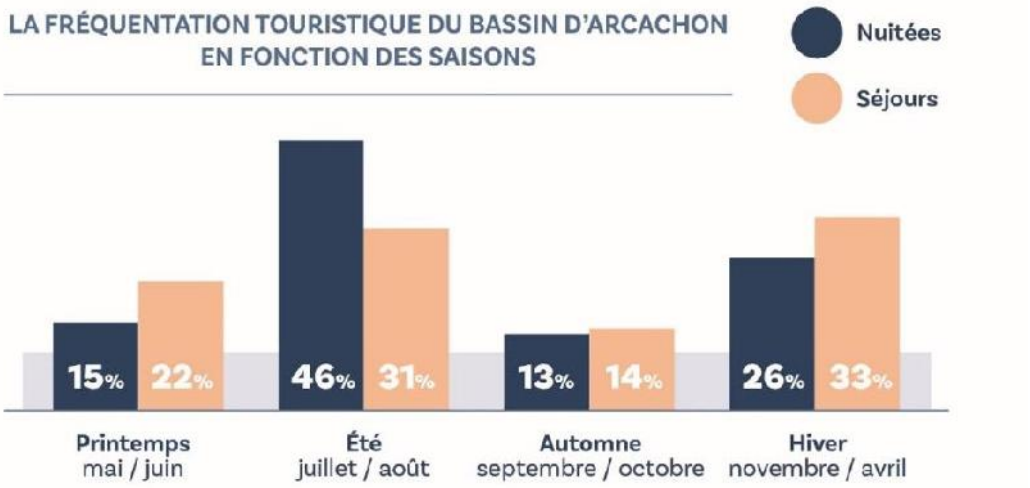
TERMES CLÉS

- **SÉJOURNANT** : visiteur qui passe au moins une nuit hors de son environnement habituel, pour un motif professionnel ou privé, que ce soit dans un hébergement marchand (hôtel, camping, village vacances…) ou non-marchand (dans une résidence secondaire, chez des amis…) ;
- **EXCURSIONNISTE** : visiteur qui découvre une destination sans y passer la nuit ;
- La catégorie des **visiteurs** est constituée des séjournants et excursionnistes.

FRÉQUENTATION TOURISTIQUE EN CHIFFRES

(source : étude Gironde Tourisme/BVA 2019 en attente actualisation Enquête 2025)

La fréquentation touristique **de la Gironde** représente **42,1 millions de nuitées** en 2019. **Près de 4 nuitées sur 10 (37 %)** ont lieu sur le littoral. **Dans le top 10 des départements touristiques français,** la Gironde profite d'une forte attractivité, notamment sur le Bassin d'Arcachon **avec 10,8 millions de nuitées.**



DURÉE DU SÉJOUR

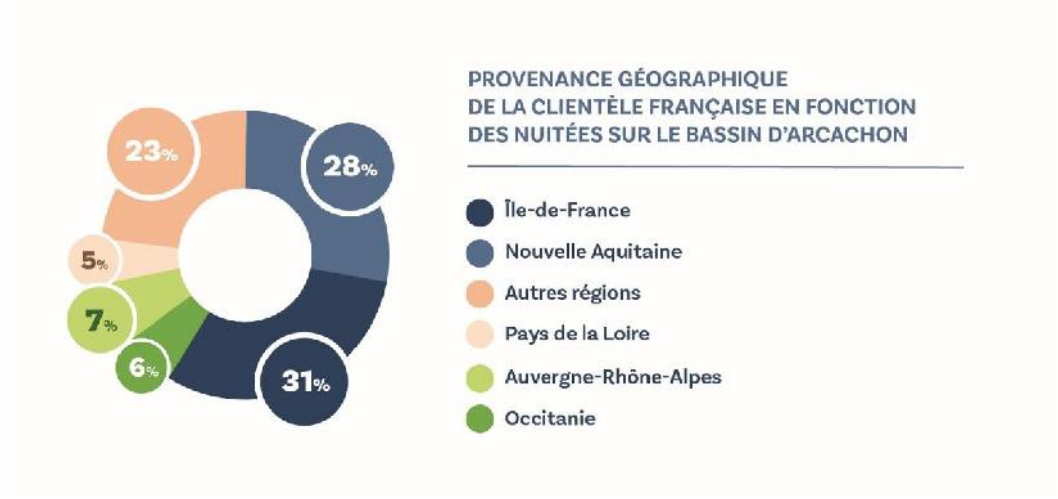
La destination « Bassin d'Arcachon » est une **destination qui fidélise** de plus en plus la clientèle touristique. La majorité des visiteurs sont venus au moins une fois sur le territoire, soit près de 80 % d'entre eux. Cela s'explique par deux éléments majeurs : le tourisme affinitaire (visite amis, familles) et ainsi que le nombre important de résidences secondaires sur le territoire. **47 % des personnes interrogées ont fait plus de 5 séjours sur les dernières années.**



2. LE PROFIL DES VISITEURS



D'OÙ VIENNENT-ILS ?



Le Bassin d'Arcachon est une destination familiale **(58 % des touristes viennent en famille ; 43 %** des touristes ont entre 26 et 55 ans et **48 % viennent avec des enfants).**

Ce tourisme familial se confirme dans les structures d'âge : **35 %** des touristes ont moins de 25 ans, les plus de 55 ans alimentent **23 % des séjours** sur le Bassin, avec là aussi des fortes fluctuations selon les saisons.



LA CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE

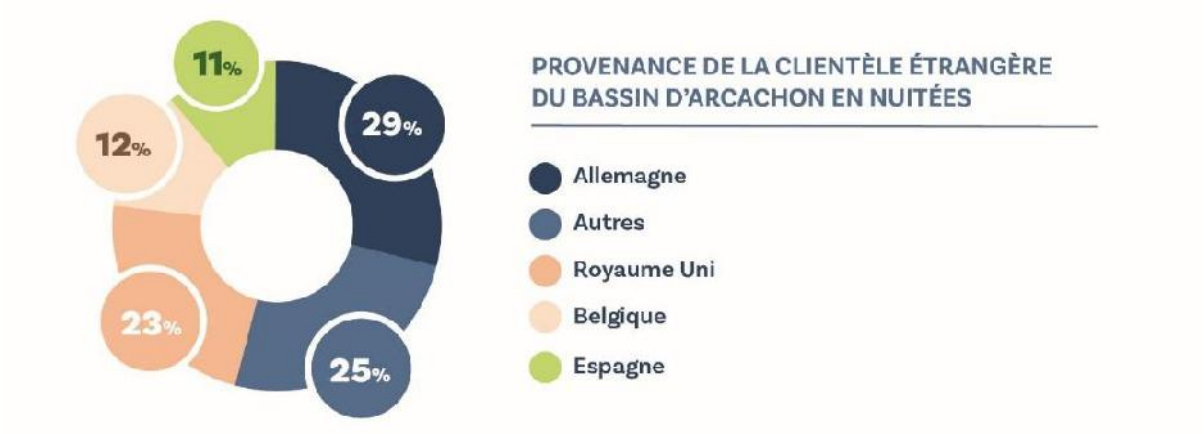
19 % des nuitées touristiques en Gironde sont le fait de clientèles étrangères (soit **une part** sensible de la clientèle étrangère dans cette économie).

Les étrangers réalisent 1,1 millions de séjours et 7,9 millions de nuitées en Gironde ***(Source : Gironde Tourisme/BVA 2019).***

Les 3 principales clientèles étrangères du département **en séjours** sont les Espagnols, les Britanniques et les Allemands. **Plus d'1 touriste étranger sur 2 provient d'un de ces 3 pays.**

En 2019, les touristes allemands (34 % des nuitées des non-résidents), britanniques (13 %), espagnols (10 %) et néerlandais (10 %) ont été les plus présents dans les hôtels et campings de Gironde (source Gironde Tourisme/INSEE 2019).

Les marchés les plus lointains comme les États-Unis et le Canada alimentent **respectivement 2 % des séjours étrangers.**



3. LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DE L'INDUSTRIE TOURISTIQUE

Bassin d'Arcachon	Année 2019
Volume de nuitées	10,8 Mo.
Dépense moyenne par jour et par personne	70,80 €
Retombées économiques (estimation en millions d'euros)	760 Mo. €

(Sources : étude Gironde Tourisme/BVA 2019 – CRT Nouvelle-Aquitaine *en attente actualisation Enquête 2025)*

Sur le territoire départemental, près de 3,2 milliards d'euros de consommation touristique ont été injectés en 2019.

Concernant le poids économique du Bassin d'Arcachon, près de 760 millions d'euros ont été injecté dans l'économie locale, soit **près de 24 %** de la consommation touristique de Gironde.

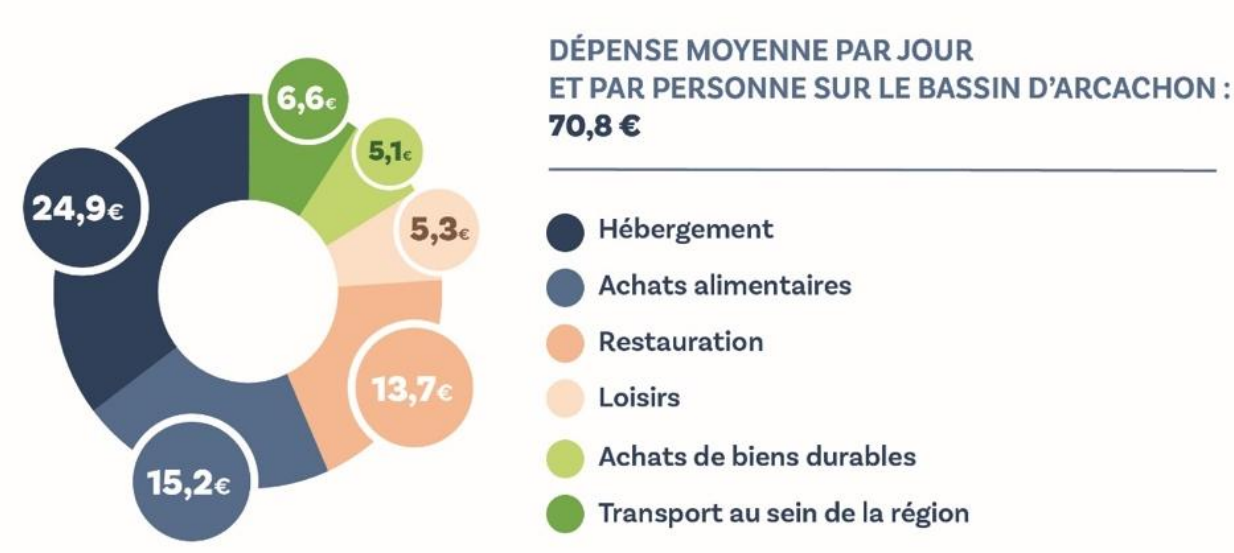
L'activité touristique sur le Bassin d'Arcachon a généré près de 4 000 emplois, comprenant plusieurs secteurs d'activités (restauration, cafés, offices de tourisme, hébergements…).

4. LE BUDGET (Source : étude Gironde Tourisme/BVA 2019 – en attente actualisation grande enquête 2025)

Un touriste **en Gironde** dépense **en moyenne** par jour 76,4 €, soit une dépense unitaire journalière en nette évolution par rapport à 2009. Le poste hébergement reste finalement la source de **dépense la plus élevée (35 %), suivi par la restauration (21 %), et son corollaire, les achats alimentaires (18 %).**

Logiquement, on observe de fortes fluctuations de cette dépense selon le bassin de séjour, la saison, l'origine de la clientèle et le type d'hébergement.

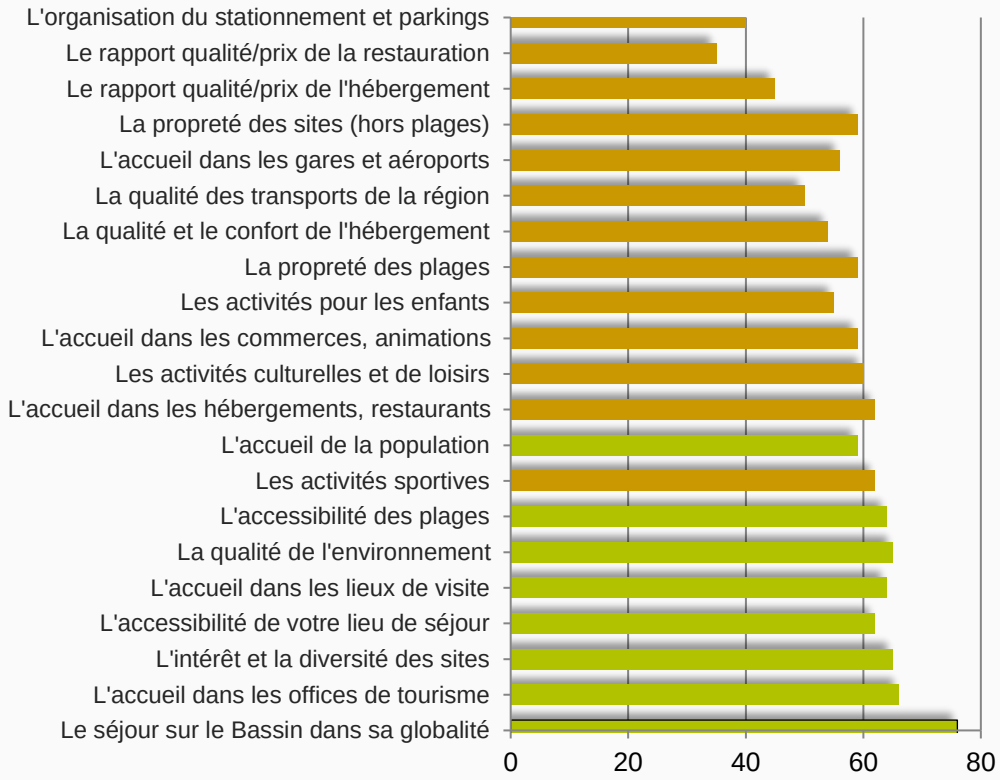
Un touriste dépense en moyenne 70,80 € par jour lors de son séjour sur le Bassin d'Arcachon.



5. FIDELITÉ ET SATISFACTION

LES INDICES DE SATISFACTION SUR LE BASSIN D'ARCACHON

Dans leur globalité, les visiteurs considèrent que leur séjour sur le Bassin d'Arcachon comme excellent, avec une note attribuée de **76**.



Norme : **moins de 30 : mauvais** **de 30 à 60 : assez bon** **plus de 60 : excellent**

UN AGRÉGATEUR DE NOTES DES AVIS CLIENTS SUR ARCACHON

La destination « Arcachon » a mis en place depuis plusieurs années un agrégateur des notes des avis clients, publiées sur les différentes plateformes d'avis (type Google, TripAdivisor ou Booking par exemple) : FAIRGUEST

Sur la période d'avril à mi-novembre 2024, la note globale (sur 40 137 avis) est de **8,6/10** (sur toutes les filières touristiques : hébergements, activités, restauration).

Les points forts relevés sont : **la situation, l'accueil, le cadre et l'expérience.**

Les points à améliorer sont : **le confort (de l'hébergement), le rapport qualité/prix et la propreté (toutes filières).**

20 % des touristes viennent pour la première fois sur le Bassin d'Arcachon.

Ce sont donc majoritairement ceux qui reviennent qui témoignent d'une expérience très positive **puisque plus de 98,5 %** d'entre eux expriment une entière satisfaction par rapport à leur séjour.

Cette forte satisfaction se retrouve chez l'ensemble des publics : malgré tout, ces résultats sont à nuancer en fonction notamment des modes d'hébergement (le mode non marchand suscite une évaluation supérieure), de l'origine de la clientèle (les étrangers sont traditionnellement plus cléments même si la clientèle néerlandaise se distingue affichant des opinions plus réservées), de la saison (les ailes de saison concentrent davantage de satisfaction relativement à l'été), enfin du département de séjour (les départements intérieurs ont fait l'objet d'une évaluation supérieure).

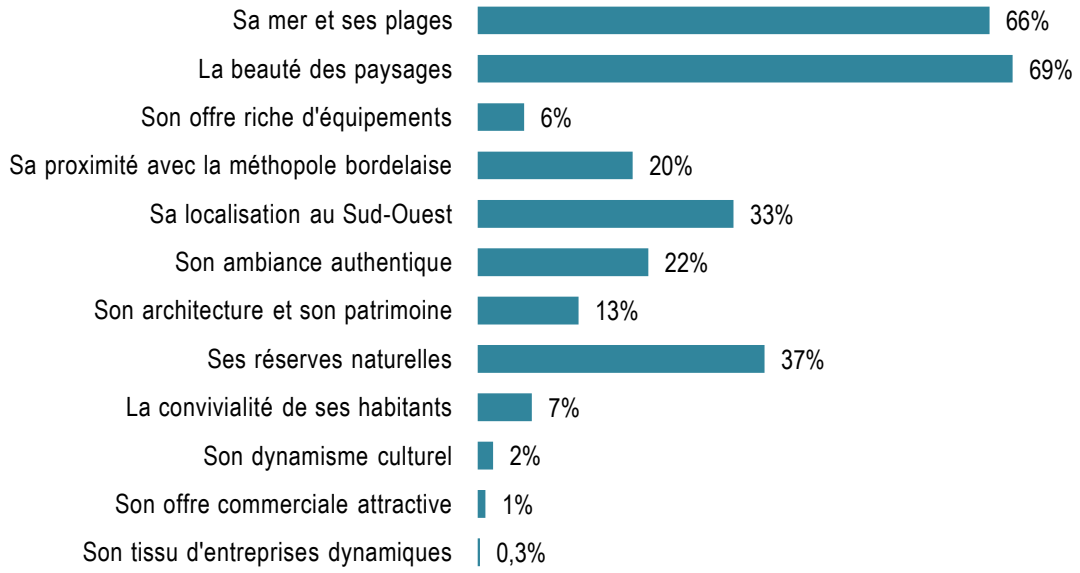
PARTIE 4 :

L’IMAGE ET LA NOTORIÉTÉ DU BASSIN D’ARCACHON

1. LES MOTIVATIONS DE SÉJOUR

La nature et la beauté des paysages sont les principales raisons du choix de séjour sur le Bassin d'Arcachon. La plage, la baignade, la mer et le littoral sont également très fréquemment mentionnés.

ATTRAIT DU BASSIN SELON LES VISITEURS EN SÉJOUR



(Source : Diagnostic d'attractivité du Bassin d'Arcachon, Comanaging, 2016)

L'image du territoire est façonnée par les lieux. Les visiteurs sont séduits et voient le territoire comme une **destination de charme, propice à la détente, tranquille et authentique… Les notions de qualité de vie et de proximité à la nature** ressortent également fortement (*source : Diagnostic d'attractivité du Bassin d'Arcachon, Comanaging, 2016).*

2. L'IMAGE ET LA NOTORIÉTÉ DU BASSIN

En mars 2021, le SIBA s'est fait assister de l'Agence OPINION WAY pour conduire une **étude d'image de la destination, une étude qualitative** répondant aux objectifs suivants :

• Comprendre l'univers des représentations associées à la destination Bassin d'Arcachon, les traits d'image emblématiques et investiguer notamment les différences de perceptions entre les villes et villages de la Presqu'île, d'Arcachon-Le Pyla et du cœur du Bassin,

• Définir les motivations, les aspirations, les raisons de choix, les forces et les faiblesses de la destination et des destinations concurrentes et les leviers de préférences,

• Cerner les attentes spontanées, hiérarchiser les leviers d'attractivité différenciants de la destination Bassin d'Arcachon (existants ou à développer)

En synthèse :

Pour les clients comme pour les prospects, le Bassin d'Arcachon est une **destination phare** de la côte Atlantique et jouit d'une **désirabilité** forte. La destination bénéficie d'atouts indéniables :

- **Des atouts d'image** : une **identité marquée**, faite de **symboles forts** (la forme du Bassin, la Dune du Pilat, les huîtres…), une **atmosphère préservée** et authentique, des **expériences caractéristiques** (gastronomie, farniente, bateau et sports nautiques),
- **Des atouts d'ordre rationnel** : la **proximité de Bordeaux,** accessible depuis Paris grâce à la ligne TGV, un climat tempéré en saison estivale, une **destination adaptée aux différentes étapes de vie** (en couple, entre amis, en famille).

Ces éléments concourent à faire du Bassin d'Arcachon une destination attractive, qui **convainquent déjà** en grande partie **les prospects** et donnent aux clients **l'envie de revenir**.

Certains **points de vigilance** ont pu être identifiés, en particulier auprès des prospects, en grande partie liés à leur méconnaissance de la destination.

- La **géographie du Bassin d'Arcachon** gagnerait à être davantage connue des profils rencontrés. En particulier, **les plus petites communes côtières et l'arrière-pays** font l'objet d'une **curiosité spontanée**. Clients et prospects projettent de découvrir les petits ports, les marchés et l'artisanat local,
- En termes de saisonnalité, **l'automne et l'hiver** paraissent à première vue **moins incitatifs pour les prospects**. L'expérience du Bassin d'Arcachon lors de son **été indien** et sa dimension de **cocooning en hiver** gagneront à être promues et valorisées,

Enfin, un **frein d'image majeur** a trait, chez les prospects, à certaines projections sur les touristes et habitants du Bassin d'Arcachon. Ils ont l'image d'un « entre soi » qui pourrait se révéler peu accueillant. A cet égard, ils attendent que soit faite la démonstration de **l'hospitalité locale.**

Afin que tout concoure au sentiment de déconnexion et de lâcher prise, des **petits services plus** sont attendus à la fois sur le volet de l'hébergement et des activités.

- **Des hébergements « à taille humaine »**, intégrés à l'environnement naturel et offrant un ensemble de **prestations** : bien-être, sport, activités pour les enfants…

- **Des activités en immersion dans la vie locale, intimistes, personnalisées et confidentielles** : journée en bateau avec un skipper, découverte de l'arrière-pays et de l'artisanat local, rencontre avec les ostréiculteurs….

Ces éléments ont permis au SIBA de réorienter sa stratégie de promotion 2021- 2026 en particulier en termes de contenus (présentation de l'offre par thème, 12 mois sur 12).

En 2022, le département de la Gironde a mené une étude avec KANTAR PUBLIC sur les **pratiques et attentes des Girondins dans le domaine du loisir et du tourisme en Gironde**.

La Gironde est un département très apprécié de ses habitants pour sa qualité de vie. Néanmoins, des effets pervers de cette attractivité accrue inquiètent les habitants : l'accès au logement, le manque d'infrastructures routières (hausse de la circulation, saturation…).

8 Girondins sur 10 considèrent que le tourisme a un impact positif sur le département. Mais sur le Bassin, les habitants sont moins enthousiastes sur le sujet : **environ 1/3 pense que le tourisme a un impact négatif sur le département.**

Près de 4/10 Girondins déclarent ne pas profiter du tourisme dans le département.

Le respect de l'environnement et une plus grande considération des habitants sont jugés nécessaires dans la gestion du tourisme en Gironde par plus de 2/3 des Girondins.

9/10 ont déjà fait du tourisme dans leur département : sur un séjour court ou un week-end, sur le littoral principalement, et en sont satisfaits à 85 %.

Les Girondins attendent en priorité le développement d'un tourisme respectueux de l'environnement, moins concentré dans l'espace et dans le temps, dans lequel ils sont pris en compte.

PARTIE 5 :

CHIFFRES CLÉS

- **le Bassin d'Arcachon** : une marque destinée à fédérer les acteurs économiques du territoire, autour d'une identité commune ; elle regroupe plus de **870 partenaires**. Une ambition qui repose autour de **3 enjeux** : agir ensemble sur la préservation de notre plan d'eau, la valorisation de notre identité & un tourisme mieux réparti 12 mois sur 12 ;

- une surface du plan d'eau à marée haute : **18 000 hectares**. Masse oscillante entre 200 et 450 millions de m^3 en fonction de la marée ;

- un pourtour de **88 kilomètres** : de la pointe du Cap Ferret à la Dune du Pilat ;

- **76 kilomètres de plages** : dont 40 km de plages océanes ;

- **6550 hectares** de **forêts** domaniales du Bassin d'Arcachon, labellisées **Forêt d'Exception®** ;

- **56 km²** : **le lac de Cazaux**, 2e plus grand plan d'eau de France ;

- **30 ports et villages ostréicoles** qui ceinturent le Bassin d'Arcachon ;

- **312 kilomètres** de **pistes cyclables** tout autour du Bassin ; **8 000** vélos en location ;

- **84 kilomètres** de sentiers de GR de Pays ;

- **4 Entreprises du Patrimoine Vivant (EPV), l'Esturgeonnière** producteur de caviar au Teich, et **les chantiers navals Dubourdieu** à Gujan-Mestras, le **chantier Bonnin** à Arcachon et le **chantier Raba** à la Teste de Buch **;**

- Près **de 2 millions de visiteurs/an** se rendent à la Dune du Pilat ;

- près **de 45 882 lits marchands contre près de 150 695 lits en résidences secondaires ;**

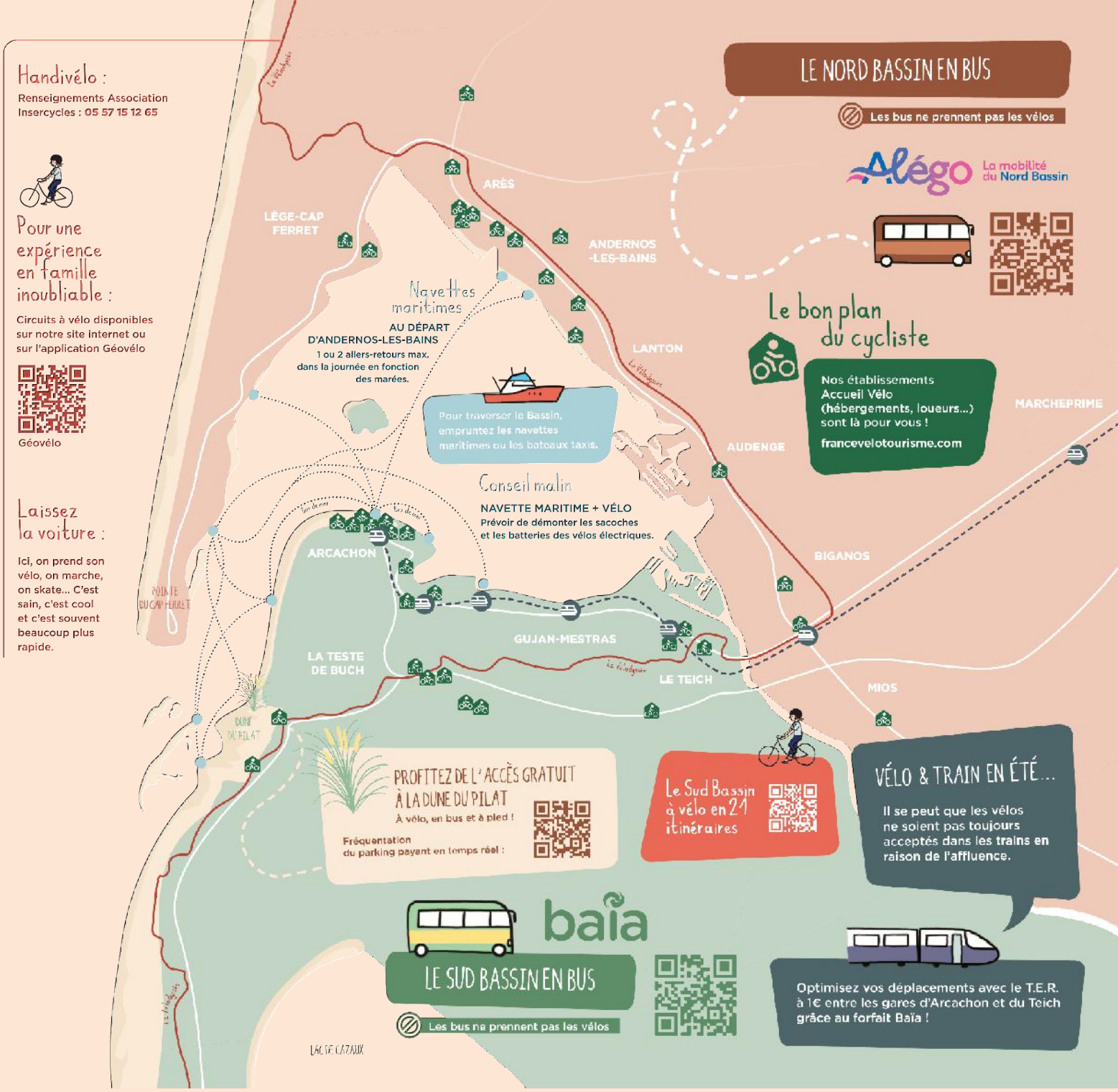
- près de **760 millions d'euros de dépenses directes des touristes en moyenne/an ;**

- Les 8 offices de tourisme accueillent au comptoir et dans les équipements en gestion environ 750 000 visiteurs/an ;

- un portail touristique du Bassin d'Arcachon www.bassin-arcachon.com **: 1 200 000 connexions /an +** une application gratuite téléchargeable sur Android et Apple Store ;

- **un réseau Wifi territorial « Bassin_Arcachon »** qui maille les communes : **80 points Wifi ;**

- **baromètre 2024 des réseaux sociaux animés par le SIBA :**
  - Facebook : 124 000 abonnés,
  - X : 8 917 abonnés,
  - Instagram : 73 100 abonnés,
  - Tiktok : 8 899 followers.



BASSIN D'ARCACHON
un monde à part

Document non contractuel réalisé par le pôle promotion du SIBA et actualisé régulièrement (dernière mise à jour printemps 2025)

Contact : Directrice du Pôle Promotion du Bassin d'Arcachon du SIBA :
Isabelle LABAN / i.laban@siba-bassin-arcachon.fr ▪ 05 57 52 74 94
www.siba-bassin-arcachon.fr
Portail tourisme : www.bassin-arcachon.com
Site de marque Territoriale : www.marque-bassin-arcachon.fr

Données locales



Paru le : 11/02/2025

Dossier complet

Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

Les données présentées sont diffusées en géographie 2024 pour toutes les sources. Pour des raisons de secret statistique, certains indicateurs peuvent ne pas être renseignés.

Évolution et structure de la population en 2021

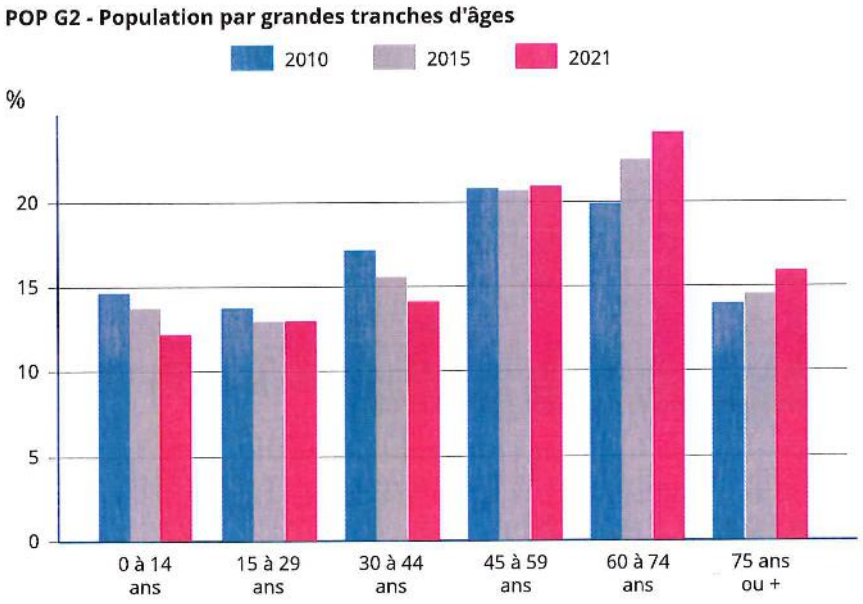
Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

POP T0 - Population par grandes tranches d'âges

Âge	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**61 457**	**100,0**	**65 500**	**100,0**	**69 218**	**100,0**
0 à 14 ans	9 003	14,6	9 059	13,8	8 445	12,2
15 à 29 ans	8 426	13,7	8 541	13,0	8 998	13,0
30 à 44 ans	10 531	17,1	10 217	15,6	9 791	14,1
45 à 59 ans	12 699	20,7	13 477	20,6	14 401	20,8
60 à 74 ans	12 195	19,8	14 678	22,4	16 582	24,0
75 ans ou plus	8 603	14,0	9 527	14,5	11 002	15,9

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

POP G2 - Population par grandes tranches d'âges



Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

POP T1 - Population en historique depuis 1968

	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Population	38 417	39 512	42 877	47 141	54 204	61 457	65 500	69 218
Densité moyenne (hab/km²)	116,8	120,2	130,4	143,4	164,8	186,9	199,2	210,5

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

POP T2M - Indicateurs démographiques en historique depuis 1968

Indicateurs démographiques	1968 à 1975	1975 à 1982	1982 à 1990	1990 à 1999	1999 à 2010	2010 à 2015	2015 à 2021
Variation annuelle moyenne de la population en %	0,4	1,2	1,2	1,6	1,1	1,3	0,9
due au solde naturel en %	*0,1*	*-0,2*	*-0,1*	*-0,2*	*-0,2*	*-0,4*	*-0,6*
due au solde apparent des entrées sorties en %	*0,3*	*1,3*	*1,3*	*1,7*	*1,3*	*1,7*	*1,5*
Taux de natalité (‰)	13,8	11,3	10,8	10,5	9,8	8,3	7,0
Taux de mortalité (‰)	12,6	12,8	12,2	12,3	11,7	12,0	13,1

Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1968 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales - État civil.

POP T3 - Population par sexe et âge en 2021

Âge	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	**32 395**	**100,0**	**36 823**	**100,0**
0 à 14 ans	4 394	13,6	4 051	11,0
15 à 29 ans	4 814	14,9	4 183	11,4
30 à 44 ans	4 717	14,6	5 074	13,8
45 à 59 ans	6 723	20,8	7 678	20,9
60 à 74 ans	7 414	22,9	9 167	24,9
75 à 89 ans	3 931	12,1	5 458	14,8
90 ans ou plus	401	1,2	1 212	3,3
0 à 19 ans	6 354	19,6	5 715	15,5
20 à 64 ans	16 644	51,4	17 984	48,8
65 ans ou plus	9 397	29,0	13 124	35,6

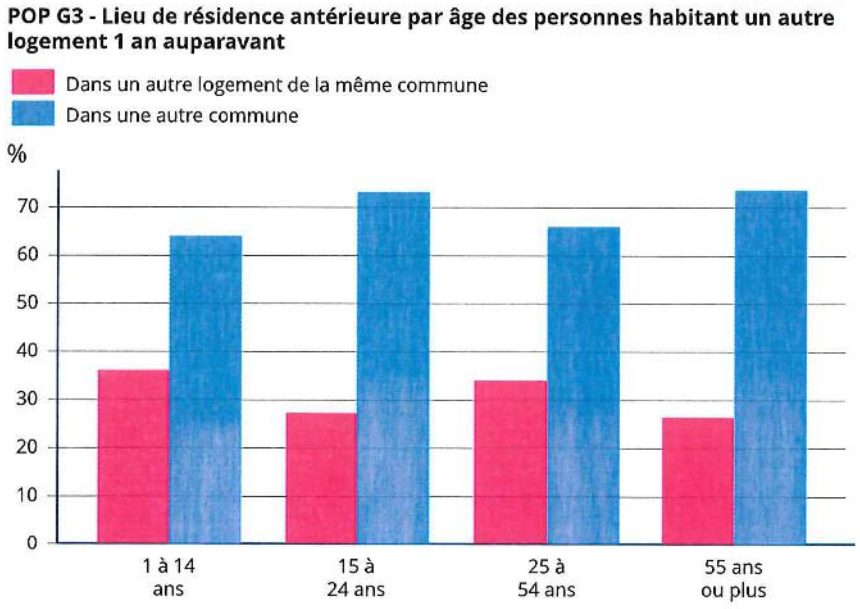
Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

POP T4 - Lieu de résidence 1 an auparavant

Lieu de résidence	2015	%	2021	%
Personnes d'1 an ou plus habitant auparavant :	**65 079**	**100,0**	**68 804**	**100,0**
Dans le même logement	*56 816*	*87,3*	*61 301*	*89,1*
Dans un autre logement de la même commune	*2 364*	*4,6*	*2 345*	*3,4*
Dans une autre commune	*5 299*	*8,1*	*5 158*	*7,5*

Source : Insee, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

POP G3 - Lieu de résidence antérieure par âge des personnes habitant un autre logement 1 an auparavant



Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

POP T5 - Population de 15 ans ou plus selon la catégorie socioprofessionnelle

Catégorie socioprofessionnelle	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**52 456**	**100,0**	**56 520**	**100,0**	**61 057**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	296	0,6	251	0,4	204	0,3
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2 451	4,7	2 725	4,8	3 038	5,0
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3 184	6,1	3 857	6,8	4 762	7,8
Professions intermédiaires	6 109	11,6	6 572	11,6	7 349	12,0
Employés	9 093	17,3	9 302	16,5	9 332	15,3
Ouvriers	4 830	9,2	4 829	8,5	4 591	7,5
Retraités	19 299	36,8	22 083	39,1	24 102	39,5
Autres personnes sans activité professionnelle	7 194	13,7	6 901	12,2	7 678	12,6

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

POP T6 - Population de 15 ans ou plus par sexe, âge et catégorie socioprofessionnelle en 2021

Catégorie socioprofessionnelle	Hommes	Femmes	Part en % de la population âgée de		
			15 à 24 ans	25 à 54 ans	55 ans ou +
Ensemble	**28 079**	**32 979**	**100,0**	**100,0**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	173	31	0,1	0,6	0,2
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2 004	1 034	1,4	9,7	2,6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	2 891	1 871	1,5	15,5	4,0
Professions intermédiaires	3 301	4 048	8,5	24,2	4,7
Employés	2 437	6 895	19,6	28,1	6,1
Ouvriers	3 727	864	12,6	14,1	2,3
Retraités	10 707	13 395	0,0	0,3	72,5
Autres personnes sans activité professionnelle	2 838	4 839	56,4	7,6	7,7

Source : Insee, RP2021 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

Couples - Familles - Ménages en 2021

Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

FAM T1 - Ménages selon leur composition

Type de ménages	Nombre de ménages						Population des ménages		
	2010	%	2015	%	2021	%	2010	2015	2021
Ensemble	**28 614**	**100,0**	**31 442**	**100,0**	**35 283**	**100,0**	**60 335**	**64 420**	**68 127**
Ménages d'une personne	**9 741**	**34,0**	**11 248**	**35,8**	**14 304**	**40,5**	**9 741**	**11 248**	**14 304**
Hommes seuls	3 461	12,1	4 338	13,8	5 227	14,8	3 461	4 338	5 227
Femmes seules	6 280	21,9	6 910	22,0	9 077	25,7	6 280	6 910	9 077
Autres ménages sans famille	**665**	**2,3**	**641**	**2,0**	**395**	**1,1**	**1 514**	**1 427**	**816**
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	**18 208**	**63,6**	**19 554**	**62,2**	**20 585**	**58,3**	**49 080**	**51 746**	**53 007**
Un couple sans enfant	9 431	33,0	10 301	32,8	11 186	31,7	19 244	21 050	22 662
Un couple avec enfant(s)	6 325	22,1	6 382	20,3	6 015	17,0	23 703	23 677	22 083
Une famille monoparentale	2 452	8,6	2 871	9,1	3 384	9,6	6 133	7 019	8 261

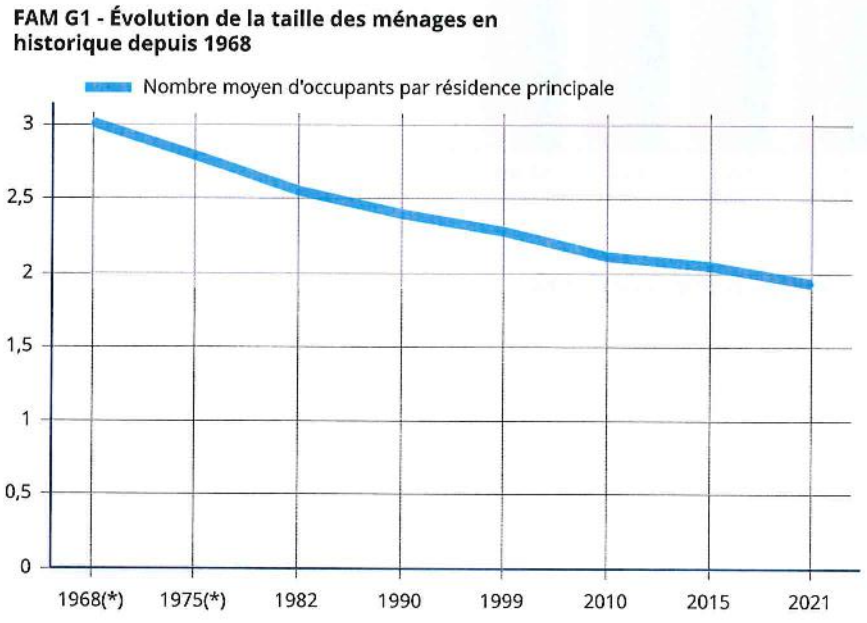
Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

FAM T1bis - Composition détaillée des ménages composés d'une seule famille

Ménages d'une famille	Nombre de ménages	%	Population des ménages
Ensemble	**20 449**	**100,0**	**52 343**
Couple sans enfant	**11 109**	**54,0**	**22 338**
Couples avec enfant(s)	**5 970**	**29,0**	**21 815**
Couple avec uniquement enfant(s) du couple	5 107	24,8	18 416
Couple avec au moins un enfant d'un seul des deux membre du couple	863	4,2	3 399
Famille monoparentale	**3 370**	**16,4**	**8 190**
Homme seul avec enfant(s)	909	4,4	2 150
Femme seule avec enfant(s)	2 461	12,0	6 040

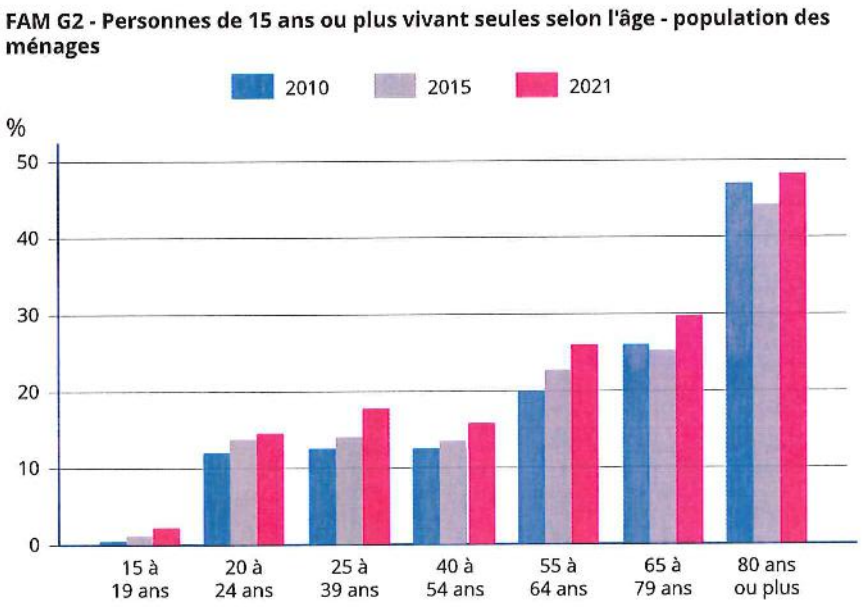
Sources : Insee, RP2021, exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages en historique depuis 1968



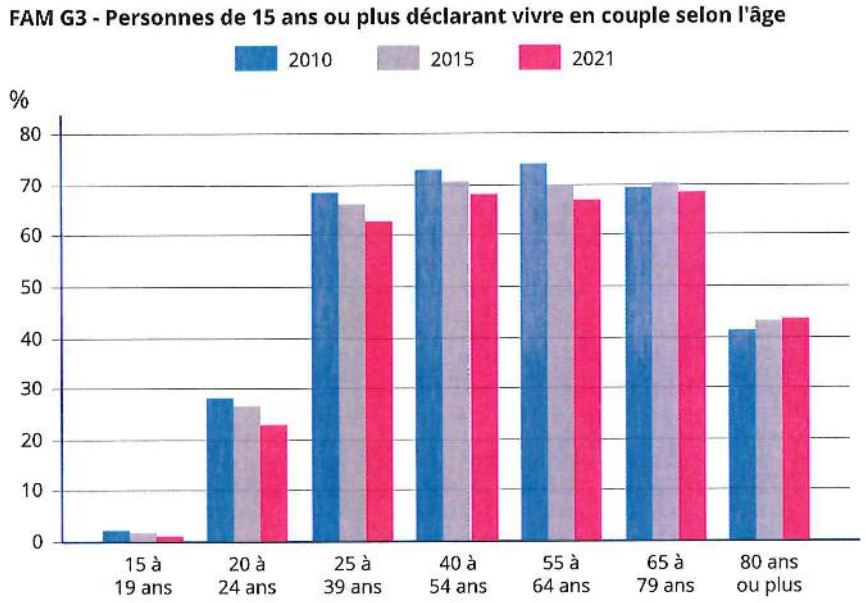
(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

FAM G2 - Personnes de 15 ans ou plus vivant seules selon l'âge - population des ménages



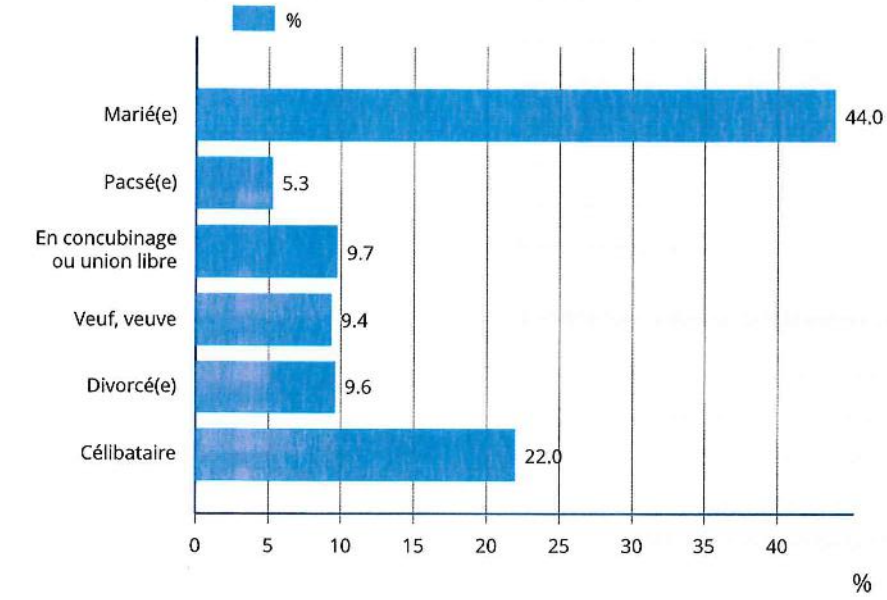
Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

FAM G3 - Personnes de 15 ans ou plus déclarant vivre en couple selon l'âge



Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

FAM G4 - Statut conjugal des personnes de 15 ans ou plus en 2021



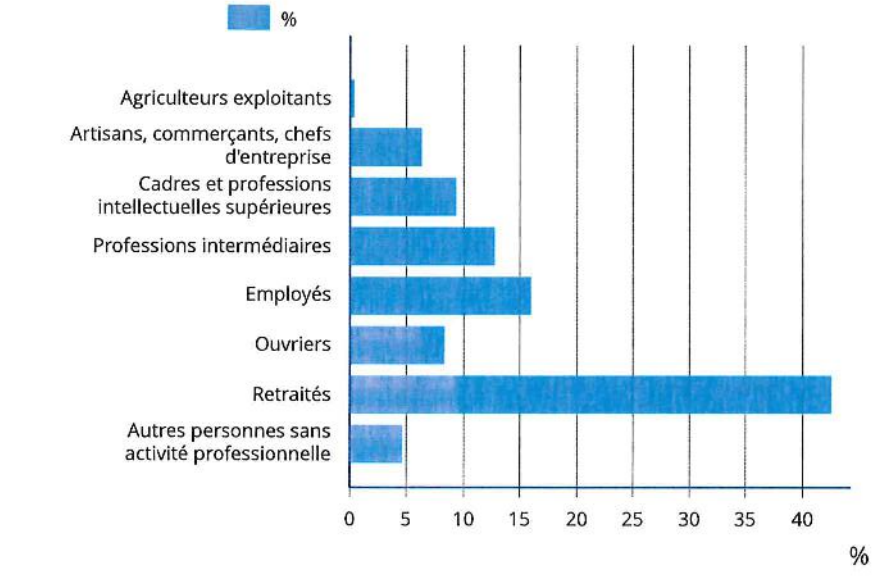
Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

FAM T2 - Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 2021

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre de ménages	%	Population des ménages	%
Ensemble	**35 283**	**100,0**	**68 127**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	129	0,4	299	0,4
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	2 218	6,3	5 595	8,2
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3 276	9,3	7 958	11,7
Professions intermédiaires	4 496	12,7	10 193	15,0
Employés	5 638	16,0	12 303	18,1
Ouvriers	2 924	8,3	6 896	10,1
Retraités	15 017	42,6	22 662	33,3
Autres personnes sans activité professionnelle	1 585	4,5	2 220	3,3

Source : Insee, RP2021 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

FAM G5 - Ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence en 2021



Source : Insee, RP2021 exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

FAM T3 - Composition des familles

Type de famille	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**18 312**	**100,0**	**19 723**	**100,0**	**20 721**	**100,0**
Couples avec enfant(s)	**6 345**	**34,6**	**6 400**	**32,4**	**6 023**	**29,1**
Familles monoparentales	**2 493**	**13,6**	**2 960**	**15,0**	**3 443**	**16,6**
Hommes seuls avec enfant(s)	463	2,5	570	2,9	760	3,7
Femmes seules avec enfant(s)	2 030	11,1	2 390	12,1	2 683	12,9
Couples sans enfant	**9 475**	**51,7**	**10 363**	**52,5**	**11 254**	**54,3**

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

FAM T3bis - Composition détaillée des familles composées de couples avec enfant(s)

Couples avec enfant(s)	2021	%
Ensemble	**6 023**	**100,0**
Famille traditionnelle	5 138	85,3
Famille recomposée	885	14,7

Sources : Insee, RP2021, exploitation complémentaire, géographie au 01/01/2024.

FAM T4 - Familles selon le nombre d'enfants âgés de moins de 25 ans

Nombre d'enfants	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**18 312**	**100,0**	**19 723**	**100,0**	**20 721**	**100,0**
Aucun enfant	10 384	56,7	11 559	58,6	12 417	59,9
1 enfant	3 782	20,7	4 039	20,5	4 351	21,0
2 enfants	3 165	17,3	3 163	16,0	3 132	15,1
3 enfants	849	4,6	832	4,2	669	3,2
4 enfants ou plus	132	0,7	130	0,7	151	0,7

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

Logement en 2021

Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

LOG T1 - Évolution du nombre de logements par catégorie en historique depuis 1968

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	**19 230**	**21 367**	**26 242**	**32 024**	**38 154**	**45 885**	**50 404**	**55 491**
Résidences principales	12 436	13 837	16 467	19 311	23 325	28 610	31 428	35 095
Résidences secondaires et logements occasionnels	5 384	5 908	7 993	11 251	13 442	15 307	16 808	18 330
Logements vacants	1 410	1 622	1 782	1 462	1 387	1 968	2 168	2 065

(*) 1967 et 1974 pour les DOM
Les données proposées sont établies à périmètre géographique identique, dans la géographie en vigueur au 01/01/2024.
Sources : Insee, RP1967 à 1999 dénombrements, RP2010 au RP2021 exploitations principales.

LOG T2 - Catégories et types de logements

Catégorie ou type de logement	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**45 885**	**100,0**	**50 404**	**100,0**	**55 491**	**100,0**
Résidences principales	28 610	62,4	31 428	62,4	35 095	63,2
Résidences secondaires et logements occasionnels	15 307	33,4	16 808	33,3	18 330	33,0
Logements vacants	1 968	4,3	2 168	4,3	2 065	3,7
Maisons	*29 776*	*64,9*	*32 052*	*63,6*	*33 157*	*59,8*
Appartements	*15 549*	*33,9*	*17 858*	*35,4*	*21 761*	*39,2*

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024 .

LOG T3 - Résidences principales selon le nombre de pièces

Nombre de pièces	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**28 610**	**100,0**	**31 428**	**100,0**	**35 095**	**100,0**
1 pièce	642	2,2	640	2,0	699	2,0
2 pièces	3 045	10,6	3 923	12,5	5 089	14,5
3 pièces	6 768	23,7	7 648	24,3	8 815	25,1
4 pièces	9 047	31,6	9 532	30,3	9 949	28,3
5 pièces ou plus	9 108	31,8	9 685	30,8	10 544	30,0

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

LOG T4 - Nombre moyen de pièces des résidences principales

Type de résidence principale	2010	2015	2021
Ensemble des résidences principales	**4,0**	**3,9**	**3,9**
Maison	4,4	4,4	4,5
Appartement	2,8	2,8	2,7

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

LOG T4bis - Résidences principales selon l'état de suroccupation (hors studios occupés par une personne)

État de suroccupation	2010	2015	2021
Suroccupé	2,4	2,7	2,1
Non suroccupé	97,6	97,3	97,9

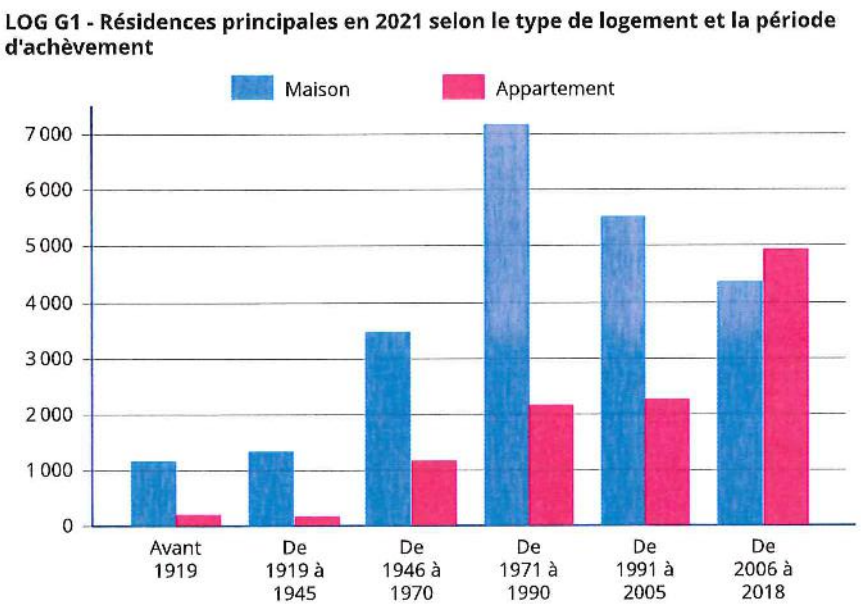
Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

LOG T5 - Résidences principales en 2021 selon la période d'achèvement

Période d'achèvement	Nombre	%
Résidences principales construites avant 2019	**34 156**	**100,0**
Avant 1919	*1 380*	*4,0*
De 1919 à 1945	*1 552*	*4,5*
De 1946 à 1970	*4 671*	*13,7*
De 1971 à 1990	*9 346*	*27,4*
De 1991 à 2005	*7 853*	*23,0*
De 2006 à 2018	*9 349*	*27,4*

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

LOG G1 - Résidences principales en 2021 selon le type de logement et la période d'achèvement



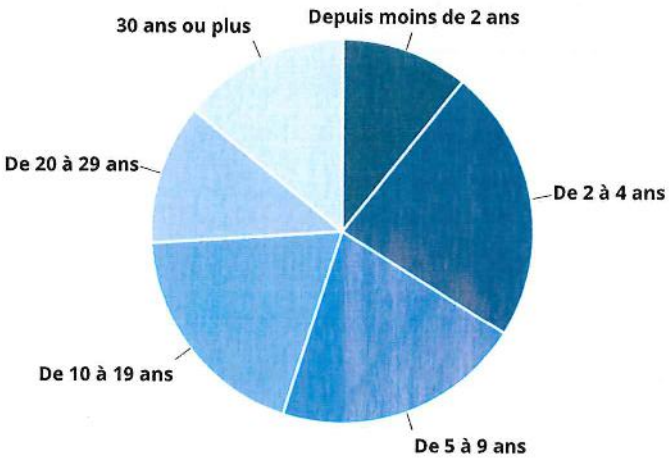
Résidences principales construites avant 2019.
Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

LOG T6 - Ancienneté d'emménagement dans la résidence principale en 2021

Ancienneté d'emménagement	Nombre de ménages	Part des ménages en %	Population des ménages	Nombre moyen de pièces par	
				logement	personne
Ensemble	**35 095**	**100,0**	**67 803**	**3,9**	**2,0**
Depuis moins de 2 ans	3 805	10,8	7 446	3,3	1,7
De 2 à 4 ans	8 106	23,1	16 257	3,5	1,7
De 5 à 9 ans	7 395	21,1	14 897	3,8	1,9
10 ans ou plus	15 789	45,0	29 203	4,3	2,3

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

LOG G2 - Ancienneté d'emménagement des ménages en 2021



Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

LOG T7 - Résidences principales selon le statut d'occupation

	2010		2015		2021			
Statut d'occupation	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre de personnes	Ancienneté moyenne d'emménagement en année(s)
Ensemble	**28 610**	**100,0**	**31 428**	**100,0**	**35 095**	**100,0**	**67 803**	**13,6**
Propriétaire	18 570	64,9	19 769	62,9	21 697	61,8	42 659	17,6
Locataire	9 347	32,7	10 944	34,8	12 629	36,0	23 692	6,6
dont d'un logement HLM loué vide	*2 425*	*8,5*	*2 756*	*8,8*	*4 221*	*12,0*	*8 491*	*8,6*
Logé gratuitement	692	2,4	715	2,3	769	2,2	1 452	13,1

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

LOG T8M - Confort des résidences principales

Caractéristique	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**28 610**	**100,0**	**31 428**	**100,0**	**35 095**	**100,0**
Salle de bain avec baignoire ou douche	*28 081*	*98,1*	*30 839*	*98,1*	*34 443*	*98,1*
Chauffage central collectif	*1 143*	*4,0*	*1 306*	*4,2*	*2 074*	*5,9*
Chauffage central individuel	*13 714*	*47,9*	*13 653*	*43,4*	*15 212*	*43,3*
Chauffage individuel "tout électrique"	*10 680*	*37,3*	*13 482*	*42,9*	*15 303*	*43,6*

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

LOG T9 - Équipement automobile des ménages

Équipement	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**28 610**	**100,0**	**31 428**	**100,0**	**35 095**	**100,0**
Au moins un emplacement réservé au stationnement	**21 896**	**76,5**	**23 796**	**75,7**	**27 842**	**79,3**
Au moins une voiture	**25 108**	**87,8**	**28 040**	**89,2**	**31 477**	**89,7**
1 voiture	14 455	50,5	16 210	51,6	18 889	53,8
2 voitures ou plus	10 652	37,2	11 830	37,6	12 587	35,9

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

Diplômes - Formation en 2021

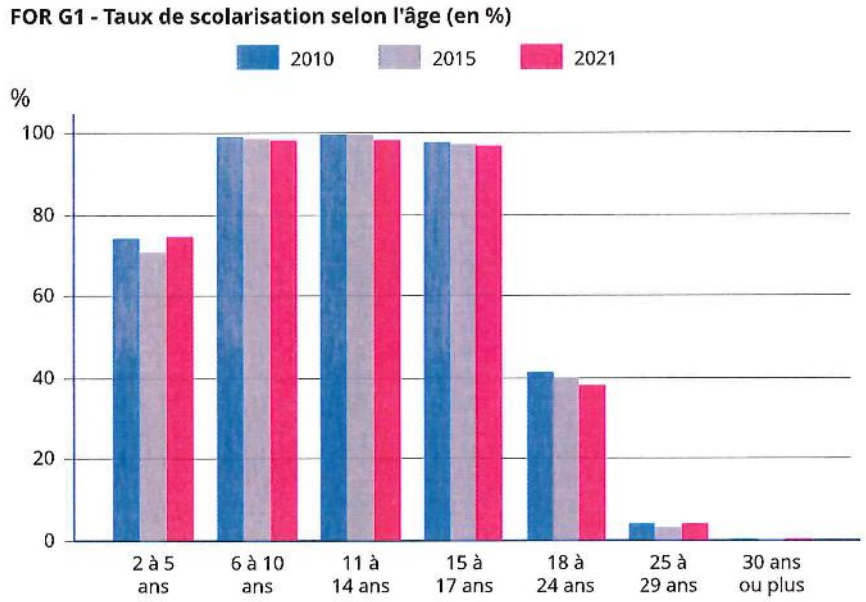
Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

FOR T1 - Scolarisation selon l'âge et le sexe en 2021

Âge	Ensemble	Population scolarisée	Part de la population scolarisée en %		
			Ensemble	Hommes	Femmes
2 à 5 ans	1 861	1 387	74,5	74,7	74,3
6 à 10 ans	3 053	3 001	98,3	98,1	98,5
11 à 14 ans	2 703	2 654	98,2	98,4	97,9
15 à 17 ans	2 331	2 252	96,6	96,7	96,6
18 à 24 ans	3 964	1 508	38,0	37,0	39,3
25 à 29 ans	2 703	113	4,2	3,3	5,1
30 ans ou plus	51 775	329	0,6	0,6	0,6

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

FOR G1 - Taux de scolarisation selon l'âge (en %)



Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

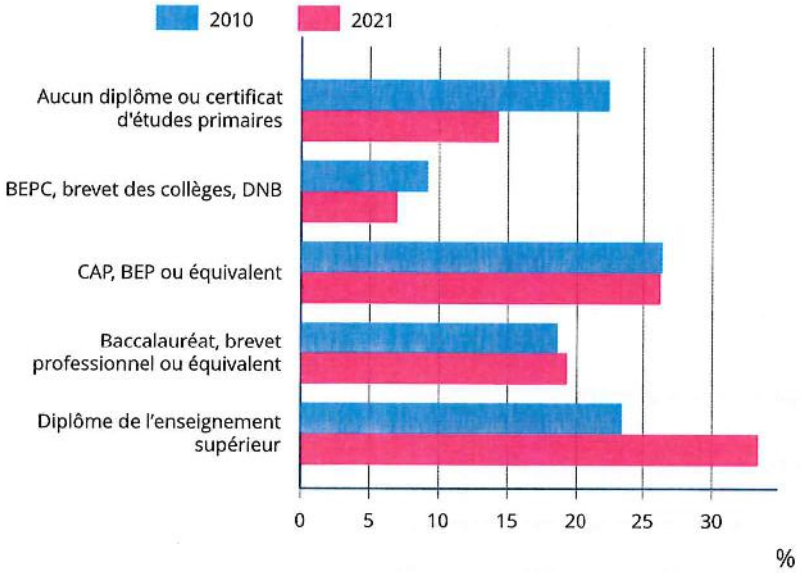
FOR T2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus selon le sexe en 2021

Diplôme	Ensemble	Hommes	Femmes
Population non scolarisée de 15 ans ou plus	**56 571**	**25 807**	**30 764**
Part des titulaires en %			
Aucun diplôme ou certificat d'études primaires	14,4	12,2	16,2
BEPC, brevet des collèges, DNB	6,9	5,9	7,7
CAP, BEP ou équivalent	26,2	29,2	23,6
Baccalauréat, brevet professionnel ou équivalent	19,3	18,7	19,9
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 2	12,3	12,2	12,4
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 3 ou bac + 4	10,3	8,9	11,4
Diplôme de l'enseignement supérieur de niveau bac + 5 ou plus	10,7	12,9	8,9

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus (en %)

FOR G2 - Diplôme le plus élevé de la population non scolarisée de 15 ans ou plus (en %)



Note : Les modalités de réponse ayant évolué au cours des enquêtes de recensement, les valeurs ne peuvent être obtenues pour le millésime 2015.
Sources : Insee, RP2010, RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

Population active, emploi et chômage au sens du recensement en 2021

Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

EMP T1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité

Type d'activité	2010	2015	2021
Ensemble	**36 634**	**37 252**	**38 252**
Actifs en %	**70,1**	**73,2**	**75,4**
Actifs ayant un emploi en %	61,5	62,7	66,0
Chômeurs en %	8,6	10,6	9,4
Inactifs en %	**29,9**	**26,8**	**24,6**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	8,6	8,4	8,4
Retraités ou préretraités en %	13,0	10,8	8,7
Autres inactifs en %	8,3	7,6	7,6

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

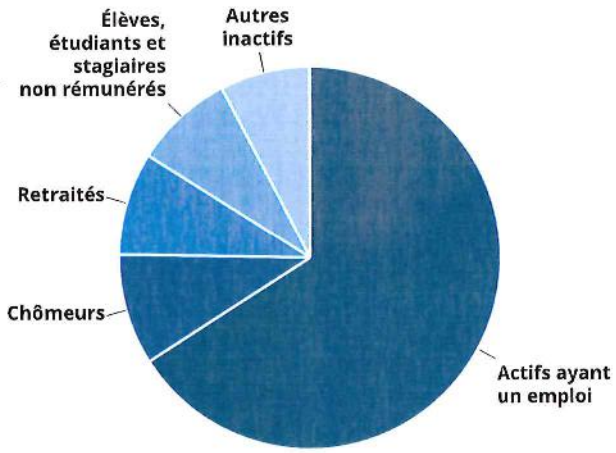
EMP T2 - Activité et emploi de la population de 15 à 64 ans par sexe et âge en 2021

Sexe et âge	Population	Actifs	Taux d'activité en %	Actifs ayant un emploi	Taux d'emploi en %
Ensemble	**38 252**	**28 826**	**75,4**	**25 247**	**66,0**
15 à 24 ans	6 294	2 845	45,2	2 162	34,4
25 à 54 ans	21 886	20 258	92,6	17 992	82,2
55 à 64 ans	10 072	5 724	56,8	5 093	50,6
Hommes	**18 604**	**14 319**	**77,0**	**12 736**	**68,5**
15 à 24 ans	3 408	1 612	47,3	1 234	36,2
25 à 54 ans	10 532	9 966	94,6	9 038	85,8
55 à 64 ans	4 664	2 741	58,8	2 463	52,8
Femmes	**19 649**	**14 507**	**73,8**	**12 511**	**63,7**
15 à 24 ans	2 886	1 233	42,7	928	32,2
25 à 54 ans	11 354	10 292	90,6	8 953	78,9
55 à 64 ans	5 408	2 983	55,2	2 630	48,6

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2021

EMP G1 - Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2021



Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

EMP T3 - Population active de 15 à 64 ans selon la catégorie socioprofessionnelle

Catégorie socioprofessionnelle	2010	dont actifs ayant un emploi	2015	dont actifs ayant un emploi	2021	dont actifs ayant un emploi
Ensemble	**25 774**	**22 673**	**27 277**	**23 432**	**28 752**	**25 321**
dont						
Agriculteurs exploitants	*254*	*252*	*230*	*223*	*200*	*178*
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	*2 357*	*2 208*	*2 629*	*2 426*	*2 884*	*2 691*
Cadres et professions intellectuelles supérieures	*3 138*	*3 005*	*3 753*	*3 484*	*4 613*	*4 355*
Professions intermédiaires	*6 054*	*5 445*	*6 469*	*5 728*	*7 210*	*6 510*
Employés	*9 041*	*7 741*	*9 205*	*7 654*	*9 103*	*7 763*
Ouvriers	*4 786*	*4 017*	*4 790*	*3 917*	*4 536*	*3 824*

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires, géographie au 01/01/2024.

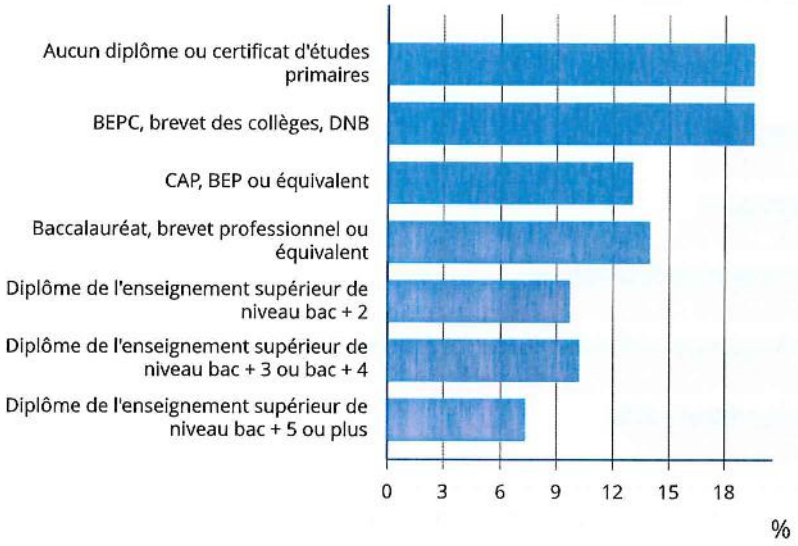
EMP T4 - Chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans

Nombre de chômeurs et taux de chômage	2010	2015	2021
Nombre de chômeurs	**3 159**	**3 934**	**3 579**
Taux de chômage en %	12,3	14,4	12,4
Taux de chômage des 15 à 24 ans	24,9	31,3	24,0
Taux de chômage des 25 à 54 ans	10,9	12,7	11,2
Taux de chômage des 55 à 64 ans	10,4	12,7	11,0

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par diplôme en 2021

EMP G2 - Taux de chômage (au sens du recensement) des 15-64 ans par diplôme en 2021



Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

EMP T5 - Emploi et activité

Indicateur sur l'emploi	2010	2015	2021
Nombre d'emplois dans la zone	21 965	23 259	25 730
Actifs ayant un emploi résidant dans la zone	22 852	23 767	25 873
Indicateur de concentration d'emploi	96,1	97,9	99,4
Taux d'activité parmi les 15 ans ou plus en %	49,6	49,2	48,5

L'indicateur de concentration d'emploi est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.
Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales lieu de résidence et lieu de travail, géographie au 01/01/2024.

EMP T6 - Emplois selon le statut professionnel

Statut professionnel	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**21 965**	**100,0**	**23 259**	**100,0**	**25 730**	**100,0**
Salariés	**18 049**	**82,2**	**18 734**	**80,5**	**20 308**	**78,9**
dont femmes	*9 254*	*42,1*	*9 799*	*42,1*	*10 535*	*40,9*
dont temps partiel	*3 316*	*15,1*	*3 488*	*15,0*	*3 081*	*12,0*
Non-salariés	**3 917**	**17,8**	**4 525**	**19,5**	**5 422**	**21,1**
dont femmes	*1 574*	*7,2*	*1 820*	*7,8*	*2 397*	*9,3*
dont temps partiel	*515*	*2,3*	*563*	*2,4*	*777*	*3,0*

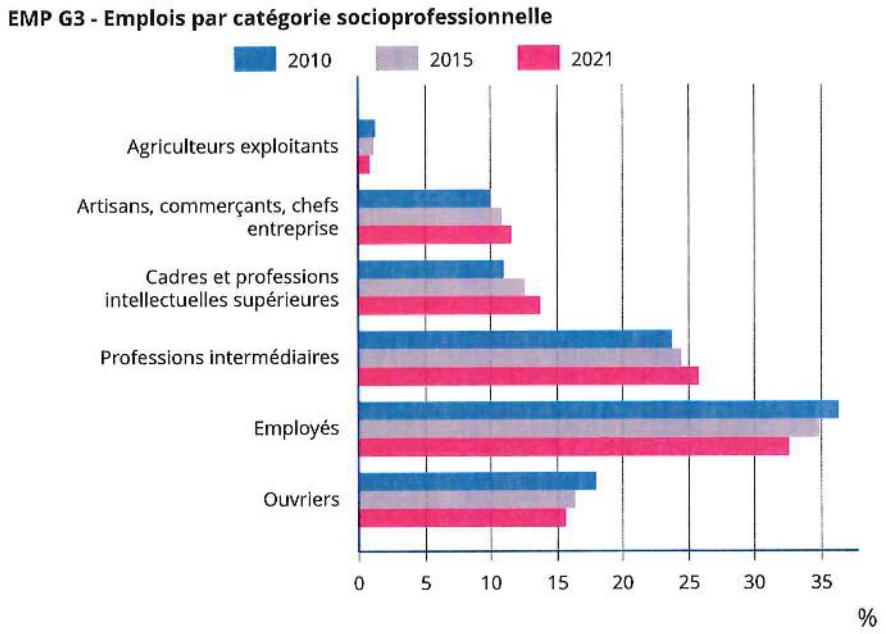
Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales lieu de travail, géographie au 01/01/2024.

EMP T7 - Emplois par catégorie socioprofessionnelle en 2021

Catégorie socioprofessionnelle	Nombre	%
Ensemble	**25 824**	**100,0**
Agriculteurs exploitants	211	0,8
Artisans, commerçants, chefs entreprise	2 992	11,6
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3 533	13,7
Professions intermédiaires	6 640	25,7
Employés	8 424	32,6
Ouvriers	4 024	15,6

Source : Insee, RP2021 exploitation complémentaire lieu de travail, géographie au 01/01/2024.

EMP G3 - Emplois par catégorie socioprofessionnelle



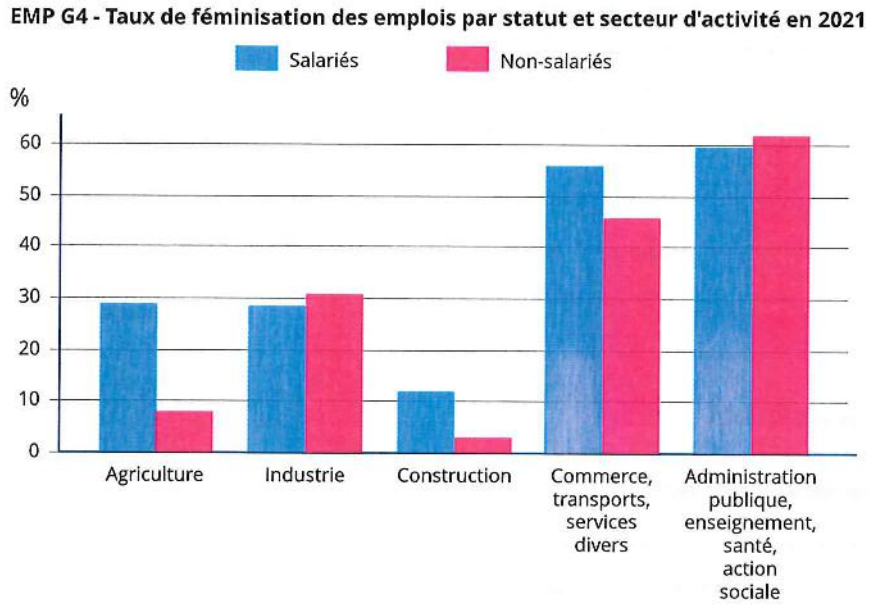
Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires lieu de travail, géographie au 01/01/2024.

EMP T8 - Emplois selon le secteur d'activité

Secteur d'activité	2010		2015		2021			
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	dont femmes en %	dont salariés en %
Ensemble	**22 192**	**100,0**	**23 282**	**100,0**	**25 824**	**100,0**	**50,7**	**81,1**
Agriculture	572	2,6	543	2,3	518	2,0	19,4	55,2
Industrie	1 516	6,8	1 536	6,6	1 692	6,6	28,7	88,1
Construction	1 455	6,6	1 516	6,5	1 742	6,7	8,4	60,3
Commerce, transports, services divers	9 920	44,7	10 406	44,7	12 013	46,5	53,6	77,3
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	8 729	39,3	9 280	39,9	9 857	38,2	60,0	89,7

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations complémentaires lieu de travail, géographie au 01/01/2024.

EMP G4 - Taux de féminisation des emplois par statut et secteur d'activité en 2021



Source : Insee, RP2021 exploitation complémentaire lieu de travail, géographie au 01/01/2024.

Caractéristiques de l'emploi au sens du recensement en 2021

Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

ACT T1 - Population de 15 ans ou plus ayant un emploi selon le statut en 2021

Statut d'emploi	Nombre	%	dont % temps partiel	dont % femmes
Ensemble	**25 873**	**100,0**	**15,5**	**49,5**
Salariés	20 572	79,5	15,6	50,9
Non-salariés	5 301	20,5	15,2	44,0

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

ACT T2 - Statut et condition d'emploi des 15 ans ou plus selon le sexe en 2021

Statut et condition d'emploi	Hommes	%	Femmes	%
Ensemble	**13 060**	**100**	**12 813**	**100**
Salariés	**10 091**	**77,3**	**10 481**	**81,8**
Titulaires de la fonction publique et contrats à durée indéterminée	8 649	66,2	8 963	70,0
Contrats à durée déterminée	890	6,8	1 118	8,7
Intérim	235	1,8	100	0,8
Emplois aidés	60	0,5	66	0,5
Apprentissage - Stage	257	2,0	234	1,8
Non-Salariés	**2 969**	**22,7**	**2 332**	**18,2**
Indépendants	1 690	12,9	1 626	12,7
Employeurs	1 273	9,7	669	5,2
Aides familiaux	6	0,0	37	0,3

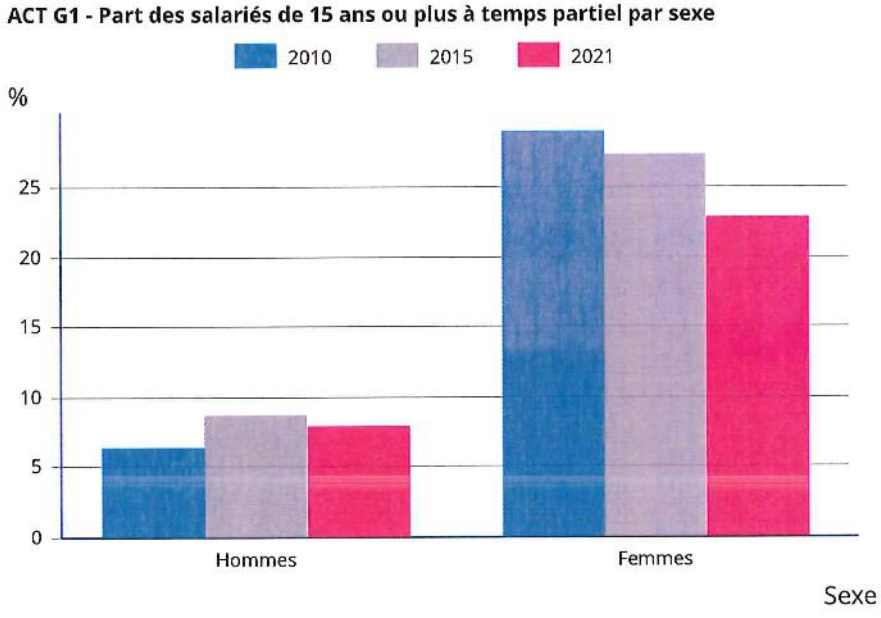
Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

ACT T3 - Salariés de 15 à 64 ans par sexe, âge et temps partiel en 2021

Âge	Hommes	dont % temps partiel	Femmes	dont % temps partiel
Ensemble	**9 940**	**7,1**	**10 268**	**22,3**
15 à 24 ans	1 157	21,1	884	29,7
25 à 54 ans	7 005	4,4	7 286	19,8
55 à 64 ans	1 777	9,0	2 098	27,7

Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

ACT G1 - Part des salariés de 15 ans ou plus à temps partiel par sexe



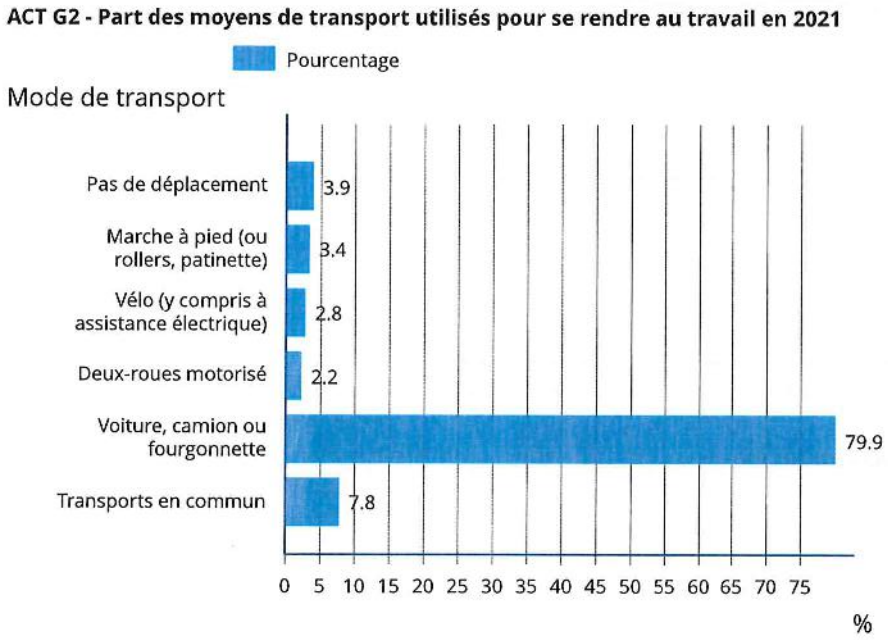
Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

ACT T4 - Lieu de travail des actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi qui résident dans la zone

Zone du lieu de travail	2010	%	2015	%	2021	%
Ensemble	**22 850**	**100**	**23 765**	**100**	**25 873**	**100**
Travaillent :						
dans la commune de résidence	9 539	41,7	10 212	43,0	10 700	41,4
dans une commune autre que la commune de résidence	13 310	58,3	13 552	57,0	15 173	58,6

Sources : Insee, RP2010, RP2015 et RP2021, exploitations principales, géographie au 01/01/2024.

ACT G2 - Part des moyens de transport utilisés pour se rendre au travail en 2021

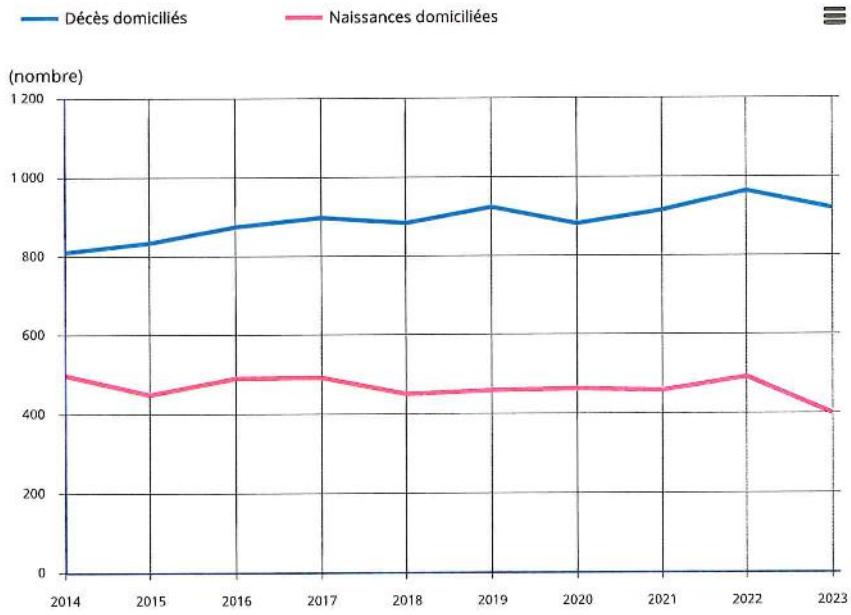


Champ : actifs de 15 ans ou plus ayant un emploi.
Source : Insee, RP2021 exploitation principale, géographie au 01/01/2024.

Naissances et décès domiciliés 2014-2023

Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés



Source : Insee, statistiques de l'état civil en géographie au 01/01/2024.

Revenus et pauvreté des ménages en 2021

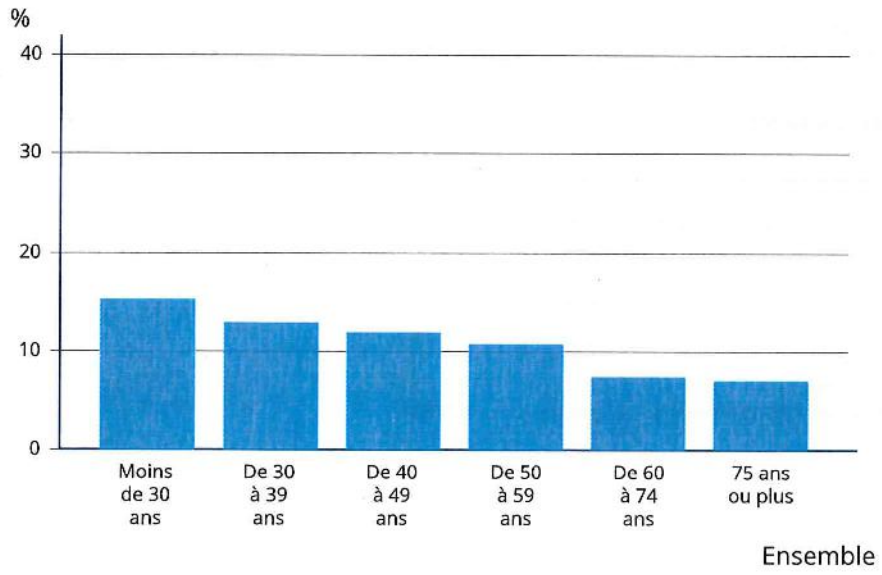
Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

REV T1 - Ménages fiscaux de l'année 2021

Indicateur sur les ménages fiscaux	2021
Nombre de ménages fiscaux	36 701
Nombre de personnes dans les ménages fiscaux	72 474
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	25 260
Part des ménages fiscaux imposés (en %)	59,5

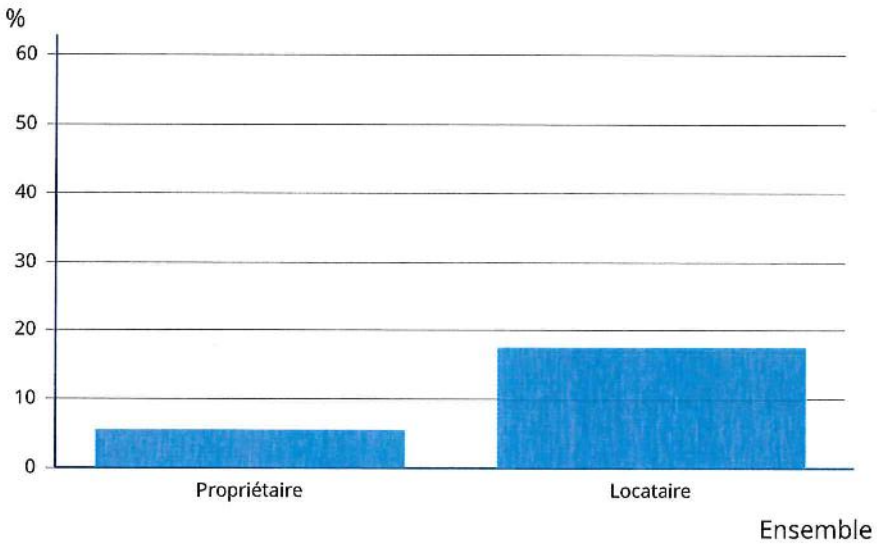
Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.
Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) en géographie au 01/01/2024.

REV G1 - Taux de pauvreté par tranche d'âge du référent fiscal en 2021



Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.
Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) en géographie au 01/01/2024.

REV G2 - Taux de pauvreté par statut d'occupation du logement du référent fiscal en 2021



Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.
Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) en géographie au 01/01/2024.

REV T2 - Décomposition des revenus disponibles sur l'année 2021

Composition du revenu disponible	part en %
Ensemble	**100,0**
Revenus d'activité	**60,3**
dont salaires et traitements	50,3
dont indemnités de chômage	2,9
dont revenus des activités non salariées	7,1
Pensions, retraites et rentes	**41,9**
Revenus du patrimoine et autres revenus	**13,8**
Ensemble des prestations sociales	**3,1**
dont prestations familiales	0,9
dont minima sociaux	1,6
dont prestations logement	0,6
Impôts	**-19,1**

Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.
Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) en géographie au 01/01/2024.

REV T3 - Distribution des revenus disponibles de l'année 2021

Indicateurs de distribution	2021
Médiane du revenu disponible par unité de consommation (en euros)	25 260
Rapport interdécile	3,3
1er décile (en euros)	13 870
9e décile (en euros)	45 610

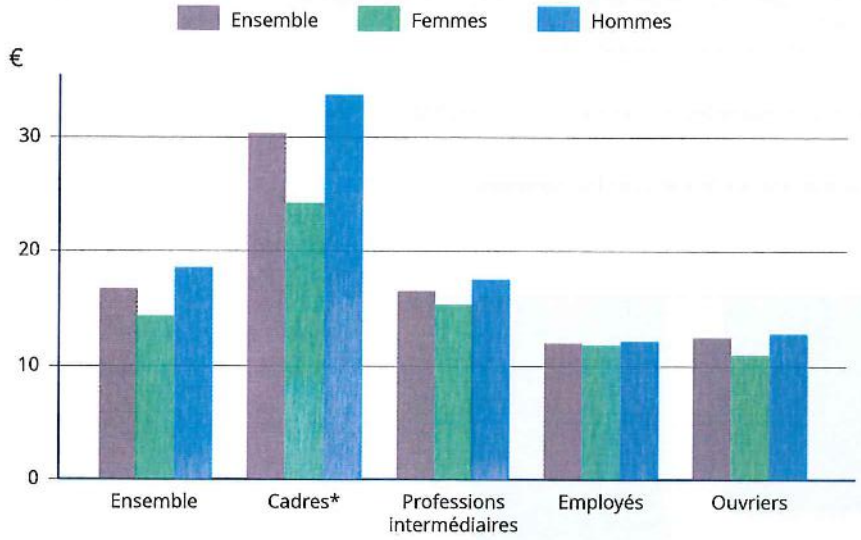
Champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris.
Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-Ccmsa, Fichier localisé social et fiscal (Filosofi) en géographie au 01/01/2024.

Salaires et revenus d'activité en 2022

Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

SAL G1 - Salaire net horaire moyen (en euros) selon la catégorie socioprofessionnelle en 2022

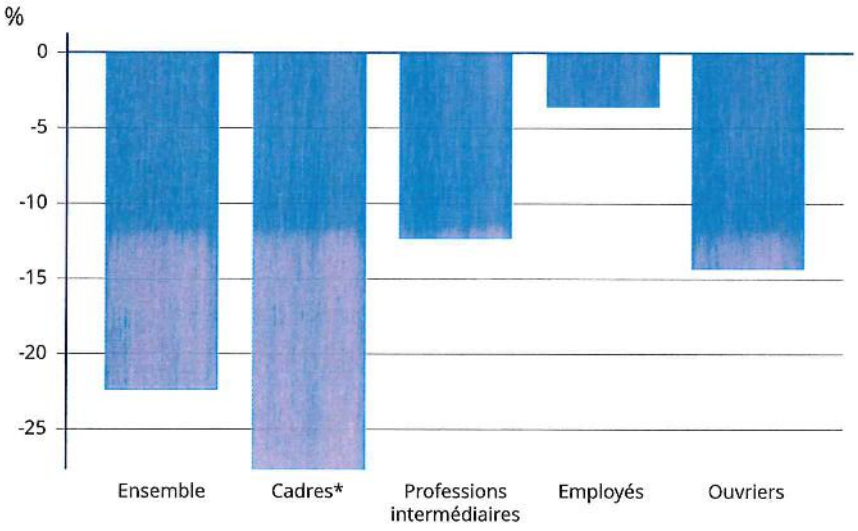
SAL G1 - Salaire net horaire moyen (en euros) selon la catégorie socioprofessionnelle en 2022



* Cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprises salariés
Champ : Salariés du privé, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.
Source : Insee, Bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence en géographie au 01/01/2024.

SAL G3 - Écart de salaire net horaire moyen entres les femmes et les hommes selon la catégorie socioprofessionnelle en 2022

SAL G3 - Écart de salaire net horaire moyen entres les femmes et les hommes selon la catégorie socioprofessionnelle en 2022



* Cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprises salariés
Champ : Salariés du privé, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.
Source : Insee, Bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence en géographie au 01/01/2024.

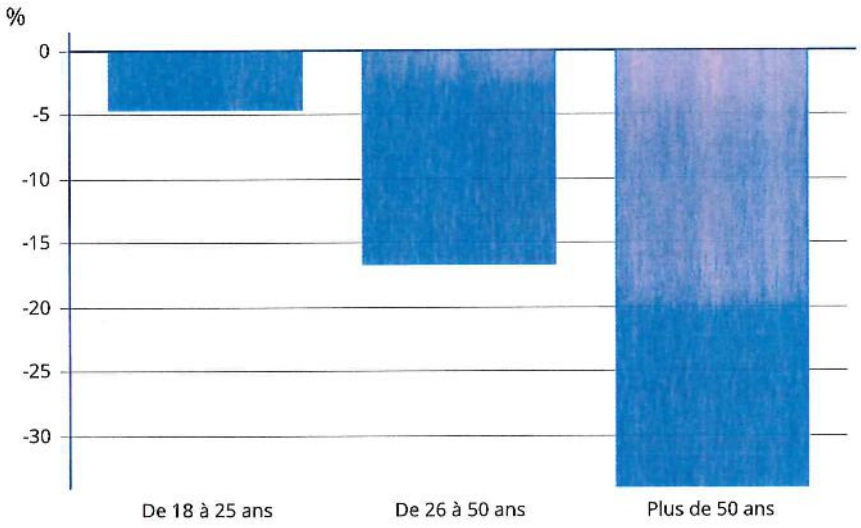
SAL T1 - Salaire net horaire moyen (en euros) selon l'âge en 2022

Âge	Ensemble	Femmes	Hommes
De 18 à 25 ans	11,0	10,8	11,3
De 26 à 50 ans	15,9	14,3	17,2
Plus de 50 ans	20,3	15,9	24,2

Champ : Salariés du privé, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.
Source : Insee, Bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence en géographie au 01/01/2024.

SAL G4 - Écart de salaire net horaire moyen entre les femmes et les hommes selon l'âge en 2022

SAL G4 - Écart de salaire net horaire moyen entre les femmes et les hommes selon l'âge en 2022



Champ : Salariés du privé, y compris bénéficiaires de contrats aidés et de contrats de professionnalisation ; hors apprentis, stagiaires, salariés agricoles et salariés des particuliers employeurs.
Source : Insee, Bases Tous salariés, fichier salariés au lieu de résidence en géographie au 01/01/2024.

Caractéristiques des établissements fin 2022

Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

RES T1 - Établissements actifs employeurs par secteur d'activité agrégé et taille fin 2022

Secteur d'activité	Total	%	0 salarié	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 salariés ou plus
Ensemble	**3 089**	**100,0**	**414**	**2 294**	**233**	**87**	**61**
Agriculture, sylviculture et pêche	132	4,3	23	104	4	1	0
Industrie	168	5,4	17	117	18	10	6
Construction	253	8,2	22	203	19	9	0
Commerce, transports, services divers	2 267	73,4	331	1 714	153	47	22
dont commerce et réparation automobile	*762*	*24,7*	*89*	*691*	*45*	*22*	*5*
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	269	8,7	21	156	39	20	33

Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.
Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/2024.

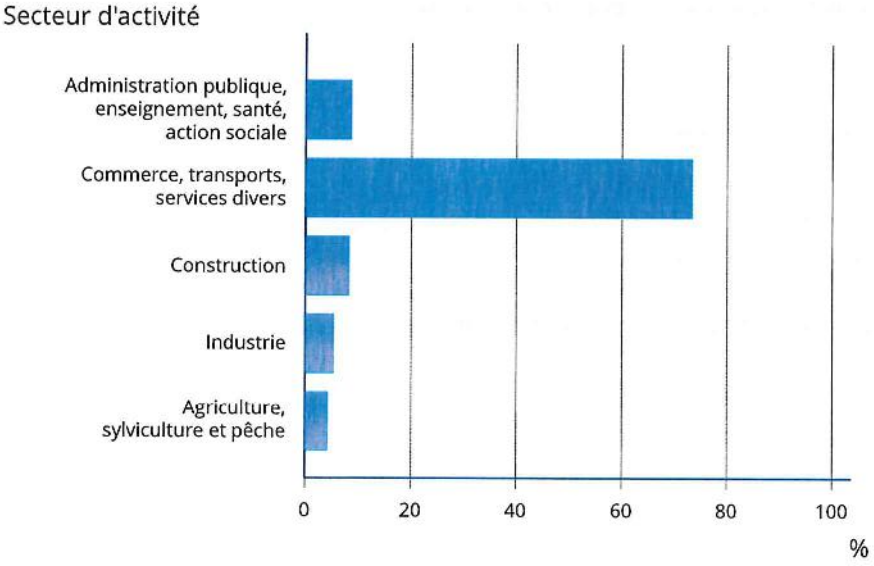
RES T2 - Effectifs par secteur d'activité agrégé et taille d'établissement fin 2022

Secteur d'activité	Total	%	1 à 9 salarié(s)	10 à 19 salariés	20 à 49 salariés	50 à 99 salariés	100 salariés ou plus
Ensemble	**19 648**	**100,0**	**6 509**	**3 101**	**2 449**	**2 410**	**5 179**
Agriculture, sylviculture et pêche	316	1,6	228	59	29	0	0
Industrie	1 602	8,2	409	240	231	193	529
Construction	1 102	5,6	634	228	240	0	0
Commerce, transports, services divers	10 270	52,3	4 798	2 039	1 328	957	1 148
dont commerce et réparation automobile	*3 671*	*18,7*	*1 755*	*627*	*626*	*169*	*494*
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	6 358	32,4	440	535	621	1 260	3 502

Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.
Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/202024.

RES G1 - Répartition des établissements actifs employeurs par secteur d'activité agrégé fin 2022

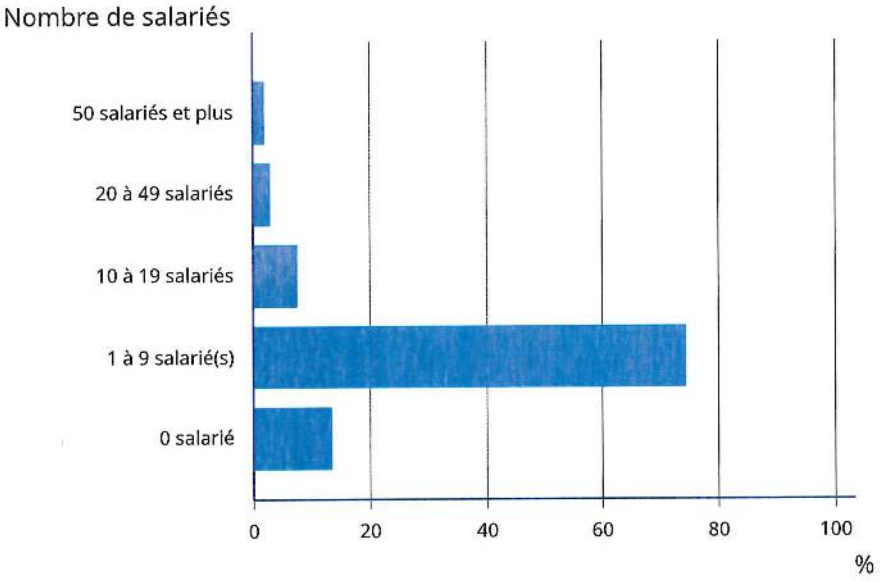
RES G1 - Répartition des établissements actifs employeurs par secteur d'activité agrégé fin 2022



Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.
Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/2024.

RES G2 - Répartition des établissements actifs employeurs par taille fin 2022

RES G2 - Répartition des établissements actifs employeurs par taille fin 2022



Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.
Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/2024.

RES T3 - Établissements actifs employeurs selon les sphères de l'économie fin 2022

Sphère économique	Établissements		Effectifs	
	Nombre	%	Nombre	%
Ensemble	**3 089**	**100,0**	**19 648**	**100,0**
Sphère productive	903	29,2	4 055	20,6
dont domaine public	*5*	*0,2*	*34*	*0,2*
Sphère présentielle	2 186	70,8	15 593	79,4
dont domaine public	*64*	*2,1*	*4 361*	*22,2*

Champ : hors secteur de la défense et hors particuliers employeurs.
Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/2024.

RES T5 - Particuliers employeurs fin 2022

Particuliers employeurs	Nombre	%
Ensemble	**5 422**	**100,0**
Employeurs d'assistantes maternelles	897	16,5
Employeurs d'autres salariés	4 525	83,5

Champ : particuliers employeurs.
Source : Insee, Flores (Fichier localisé des rémunérations et de l'emploi salarié) en géographie au 01/01/2024.

Démographie des entreprises et des établissements

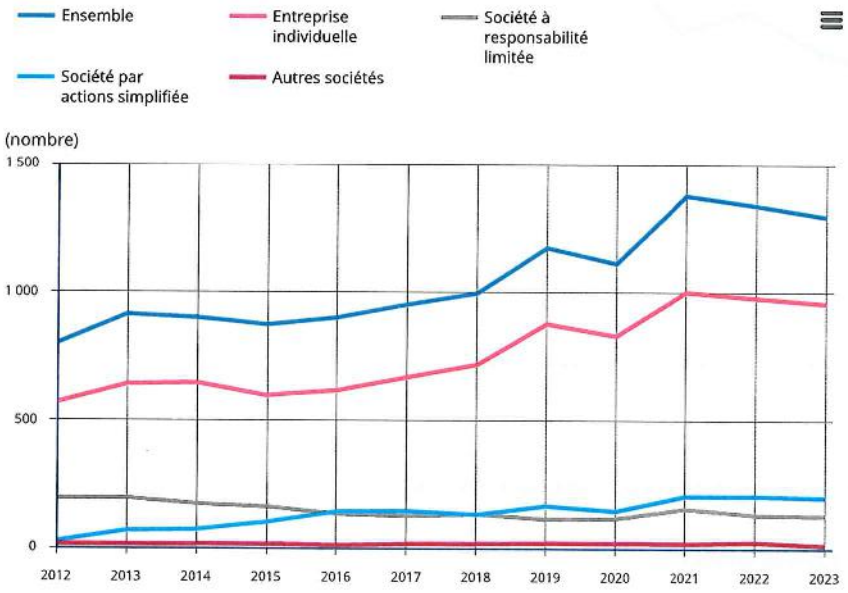
Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

DEN T1 - Créations d'entreprises par secteur d'activité et forme légale en 2023

Secteur d'activité	Entreprises créées (Nombre)	Dont Entreprise individuelle (%)	Dont Société à responsabilité limitée (%)	Dont Société par actions simplifiée (%)	Dont Autres sociétés (%)
Ensemble	**1 293**	**74,0**	**9,9**	**15,2**	**0,9**
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	65	83,1	10,8	6,2	0,0
Construction	87	60,9	13,8	23,0	2,3
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	279	67,4	14,7	17,9	0,0
Information et communication	62	88,7	6,5	4,8	0,0
Activités financières et d'assurance	45	8,9	31,1	46,7	13,3
Activités immobilières	73	47,9	16,4	34,2	1,4
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	340	77,9	6,8	15,0	0,3
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	126	91,3	5,6	2,4	0,8
Arts, divertissement et loisirs ; autres activités de services ; activités des ménages, des organismes et organisations extraterritoriaux	216	87,0	3,7	9,3	0,0

Champ : activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024.

DEN G1 - Évolution des créations d'entreprises



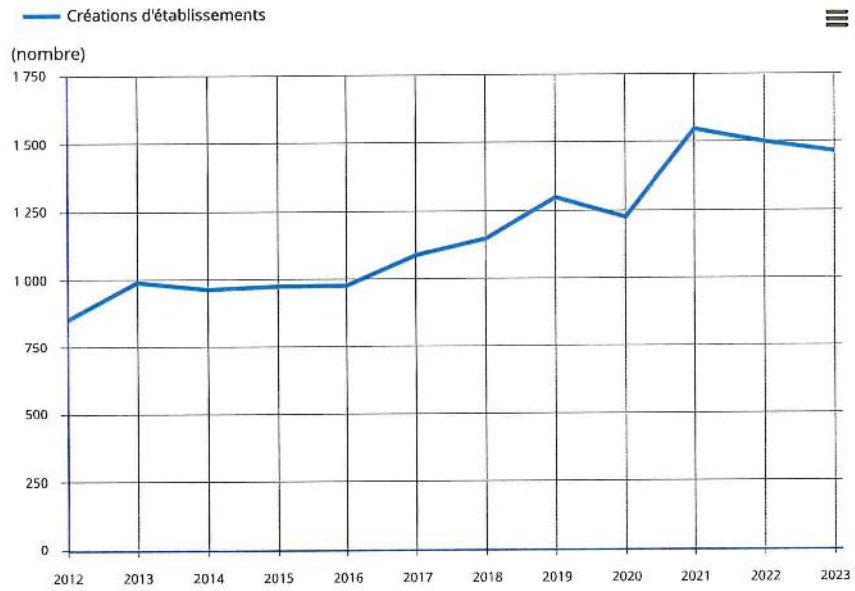
Champ : activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024.

DEN T2 - Créations d'établissements par secteur d'activité en 2023

Secteur d'activité	Etablissements créés	%
Ensemble	**1 464**	**100,0**
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	79	5,4
Construction	100	6,8
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	343	23,4
Information et communication	64	4,4
Activités financières et d'assurance	51	3,5
Activités immobilières	90	6,1
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	376	25,7
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	137	9,4
Arts, divertissement et loisirs ; autres activités de services ; activités des ménages, des organismes et organisations extraterritoriaux	224	15,3

Champ : activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024.

DEN G2 - Évolution des créations d'établissements



Champ : activités marchandes hors agriculture.
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024.

DEN T3 - Nombre d'unités légales économiquement actives en 2021

Secteur d'activité	Nombre	%
Ensemble	**8 028**	**100,0**
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	391	4,9
Construction	837	10,4
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	1 935	24,1
Information et communication	151	1,9
Activités financières et d'assurance	419	5,2
Activités immobilières	680	8,5
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	1 371	17,1
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1 341	16,7
Autres activités de services	903	11,2

Champ : unités légales marchandes et productives non agricoles, actives économiquement dans l'année.
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024.

DEN T4 - Nombre d'établissements économiquement actifs en 2021

Secteur d'activité	Nombre	%
Ensemble	**9 052**	**100,0**
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	439	4,8
Construction	883	9,8
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	2 274	25,1
Information et communication	164	1,8
Activités financières et d'assurance	472	5,2
Activités immobilières	747	8,3
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	1 661	18,3
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	1 449	16,0
Autres activités de services	963	10,6

Champ : établissements non agricoles appartenant à des unités légales marchandes et productives, actifs économiquement dans l'année.
Source : Insee, Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) en géographie au 01/01/2024.

Tourisme en 2025

Intercommunalité-Métropole de CA Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) (243300563)

TOU T1 - Nombre et capacité des hôtels au 1er janvier 2025

Nombre d'étoiles	Hôtels	Chambres
Ensemble	**35**	**1 381**
1 étoile	0	0
2 étoiles	6	132
3 étoiles	15	744
4 étoiles	6	283
5 étoiles	3	112
Non classé	5	110

Source : Insee, partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2024.

TOU T2 - Nombre et capacité des campings au 1er janvier 2025

Nombre d'étoiles	Terrains	Emplacements
Ensemble	**15**	**2 737**
1 étoile	0	0
2 étoiles	4	308
3 étoiles	2	300
4 étoiles	7	1 947
5 étoiles	0	0
Non classé	2	182

Source : Insee, partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2024.

TOU T3 - Nombre d'autres hébergements collectifs au 1er janvier 2025

Type d'hébergement	Hébergement	Nombre de places lit (1)
Ensemble	**12**	**3 303**
Résidence de tourisme et hébergements assimilés	11	3 016
Villages vacances et maisons familiales	1	287
Auberges de jeunesse et centres sportifs	0	0

(1) chambres, appartements, dortoirs, etc.
Source : Insee, partenaires territoriaux en géographie au 01/01/2024.

Pour en savoir plus

- **Base de données associée pour l'ensemble des communes**
- **Les mêmes résultats pour un autre territoire**
- **Comparateur de territoires**

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2023

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud



ÉDITORIAL



Chère Madame, Cher Monsieur,

Ce rapport d'activités retrace dans ses grandes lignes toute l'action de notre intercommunalité en 2023, une action qui s'articule entre services de proximité et projets structurants pour notre territoire, tant en matière d'infrastructures que d'équipements publics.

Du côté des investissements, à noter l'important travail sur les groupes scolaires, avec la livraison de l'école Pasteur rénovée à Gujan-Mestras, de l'école du Delta au Teich, le lancement des chantiers de l'école Samuel Paty à La Teste-de-Buch et de Paul Bert à Arcachon, également des procédures préparatoires avant travaux, pour l'ALSH de la Hume, ou le futur éco-pôle qui s'implantera en lieu et place du centre de transfert à La Teste-de-Buch.

La COBAS a continué le développement de son programme de construction de pistes cyclables, dans une logique de maillage et d'encouragement à la pratique du deux-roues. Le sport n'est pas en reste, avec la construction de deux terrains synthétiques à Gujan-Mestras et au Teich.

L'activité de la COBAS va bien au-delà de ces investissements. Elle couvre tout d'abord la gestion et le suivi de grosses délégations de service public, telles que l'eau potable, le transport ou l'exploitation des piscines et aussi le pilotage de compétences qu'elle détient de la loi ou qu'elle a fait le choix d'exercer, en matière d'habitat par exemple (Opération programmée d'amélioration de l'habitat notamment), de déplacements (lancement du Plan de mobilités), de culture (supports d'actions culturelles, Réseau des Médiathèques), de services à la personne.

A ce titre, 2023 a également vu le déménagement et la montée en puissance du Point-Justice, qui aura accueilli plus de 10 000 visiteurs dans ses nouveaux locaux.

La composante économique et l'emploi pèsent aussi dans son action, entre appels à projets, start'up innovantes, Chèques Numériques, ou Rendez-Vous de l'Emploi. Du côté du numérique également, comment ne pas saluer l'avancée du Très Haut Débit, que nous finançons, dont le déploiement oscille entre 77 et 88% fin 2023.

La COBAS, c'est aussi et surtout pour nombre d'habitants la collecte et le traitement des déchets, que ce soit en collecte individuelle ou en apport volontaire. Nous améliorons nos processus, équipons le territoire de matériel modernisé, travaillons au développement de nouvelles filières de recyclage, et préparons les chantiers de demain en matière de tri à la source.

Je vous souhaite une bonne lecture de ce rapport, et espère qu'il vous éclairera sur les multiples facettes de la COBAS, une Agglo efficace au quotidien, portée par des élus communautaires impliqués, et qui sait travailler en partenariat avec les acteurs institutionnels que sont l'État, la Région ou le Département.

SOMMAIRE

LA COLLECTIVITÉ p 4

L'ACTIVITÉ 2023

- Les grands travaux p 7
- Les écoles p 10
- La politique de mobilité p 20
- Environnement et Développement Durable p 33
- Eau potable p 39
- Le Développement Économique p 45
- Pays Bassin d'Arcachon - Val de L'Eyre p 52
- Bassin formation p 59
- La proximité habitat p 65
- Prévention et solidarité p 68
- Politique culturelle p 72
- Politique sportive p 76
- Office de Tourisme du Teich p 78

LES SERVICES RESSOURCES

- Administration générale p 80
- Finances p 85
- Ressources humaines p 88
- Service informatique p 91
- Le Pôle Communication et Information p 93

LA COLLECTIVITÉ









Arcachon



La Teste-de-Buch



Gujan-Mestras



Le Teich

LE BUREAU

Il est composé de membres élus par le Conseil Communautaire dont :

- la Présidente ;
- 12 Vice-présidents (dont les 3 maires) ;
- 4 Conseillers délégués ;
- 4 Présidents de Commissions réglementaires.

LES COMMISSIONS

9 commissions thématiques

Lieux d'échanges entre les élus, elles sont présidées par un(e) Vice-président(e) ou la Présidente.
Elles sont facultatives et créées en fonction des compétences :

- Emploi, développement économique et promotion du territoire ;
- Gestion des déchets et environnement ;
- Travaux et équipements communautaires ;
- Politiques culturelles et sportives communautaires ;
- Habitat et cohésion sociale ;
- Éducation et formation ;
- Transports, déplacements et intermodalité ;
- Finances et administration générale ;
- Solidarité, santé et prévention.

9 commissions réglementaires

Conformes au Code Général des Collectivités Territoriales :

- Commission d'Appel d'Offres ;
- Commission de Délégation de Service Public ;
- Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées ;
- Commission Consultative des Services Publics Locaux,
- Commission de sécurité ;
- Commission d'accessibilité des établissements recevant du public ;
- Commission pour l'accessibilité des personnes handicapées ;
- Commission de Contrôle Financier ;
- Commission Intercommunale des Impôts Directs.

LES COMPÉTENCES OBLIGATOIRES

Développement économique

- Zones d'activités d'intérêt communautaire ;
- Aérodrome ;
- Actions de développement économique ;
- Accueil d'entreprises (Incubateur, Pépinière et Hôtel) ;
- Agence de développement économique BA2E ;
- Très Haut Débit.

Aménagement de l'espace communautaire

- Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT), délégué au SYBARVAL ;
- Organisation des transports urbains et transports scolaires.

Politique de la ville

- Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD) ;
- Insertion sociale ;
- Animation locale ;
- Accueil des gens du voyage : aire de grand passage de La Teste-de-Buch, aire saisonnière du Teich, aire d'accueil de Gujan-Mestras.

Équilibre social de l'habitat

- Programme Local de l'Habitat (PLH) ;
- Actions en faveur du logement social ;
- Service logement OPAH.

Promotion du tourisme dont la création d'Offices de Tourisme

Plan Climat Air Energie Territorial, délégué au SYBARVAL

LES COMPÉTENCES OPTIONNELLES RETENUES PAR LA COBAS

- Collecte/élimination/valorisation des déchets ;
- Eau/production et distribution ;
- Assainissement (délégué au SIBA) ;
- Équipements sportifs et culturels d'intérêt communautaire ;
- Voiries et parcs de desserte des équipements de la Communauté.



LES COMPÉTENCES FACULTATIVES EXERCÉES PAR LA COBAS

Formation

- Centre de Formation des Apprentis ;
- Atelier de Pédagogie Personnalisée ;
- Formation Continue.

Éducation

- Construction et réhabilitation lourde des écoles maternelles et primaires.

Solidarité/action sociale/santé

- Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) ;
- Partenariat avec les associations liées à l'insertion (logement, mobilité) ;
- Contrat Local de Santé (CLS).

Emploi

- Les Rendez-Vous de l'Emploi & Job Dating ;
- Mission Locale.

Sécurité prévention

- Commission de sécurité ;
- Commission d'accessibilité des établissements recevant du public ;
- Commission pour l'accessibilité des personnes handicapées ;
- Contingent d'incendie ;
- Cofinancement des casernes de sapeurs-pompiers ;
- Centre de recueil canin ;
- Fourrière automobile.

Culture

- Mutualisation du personnel des Écoles de musique et conservatoires ;
- Portail des médiathèques.

LES GRANDS TRAVAUX





POURSUITE DE L'AMÉLIORATION DE LA DESSERTE SUD DU BASSIN D'ARCACHON PAR L'AXE RN250-RD1250

L'opération phare de la COBAS : l'amélioration de la desserte du Bassin d'Arcachon Sud sur l'axe A660-RN250 avec la mise à 2X2 voies et les deux échangeurs dénivelés. Pour mémoire les deux échangeurs sur l'A660 ont été mis en circulation en juin 2021.

ÉTUDES RN250 - RD1250

L'amélioration due aux travaux de l'A660-RN250 a mis en lumière l'absolue nécessité de poursuivre l'aménagement de la RN250 RD1250.
Suite au diagnostic et analyse des besoins, des études pour la poursuite de l'amélioration de la desserte sur l'axe RN250 - RD1250 (du giratoire de Bisserié à La Teste-de-Buch au giratoire des Grands Chênes à Arcachon) sont actuellement en cours, en collaboration avec le Département de la Gironde, l'État et les communes concernées.
Avec l'accord de l'État, le Département de la Gironde assurera la maîtrise d'ouvrage déléguée. À cet effet, une convention de financement et de pilotage des étapes préalables à l'obtention des autorisations réglementaires pour continuer les aménagements a été approuvé en conseil communautaire du 14 décembre 2023.



ÉTUDES RN250 - RD1250

Afin de pouvoir résorber un point d'engorgement et de sécurité au niveau de la sortie de la plaine des sports au droit du giratoire de Bisserié sur la commune de La Teste-de-Buch, la COBAS a conduit une étude de niveau APD pour le réaménagement de ce giratoire.

La convention avec le Département de la Gironde englobe également l'aménagement du giratoire de Bisserié et la sécurisation de l'entrée de la plaine des sports de La Teste-de-Buch. La COBAS a donc passé le relais au Département dans le cadre de ladite convention afin que cette opération soit compatible avec l'ensemble des aménagements en vue de la mise à 2x2 voies de la RN250. La commune de La Teste-de-Buch est également associée.

TRAVAUX ALLÉES LE NOTRE, MANSART ET PERRAULT

En 2023, la COBAS a approuvé les travaux de réhabilitation des Allées Le Notre, Mansart et Perrault sur la commune de Gujan-Mestras dans le cadre de l'exercice de sa compétence dans le domaine de la voirie communautaire rattachée aux Z.A.E.

Il s'agit de travaux de réhabilitation de voirie, création de stationnements, réhabilitation de réseau d'éclairage et de mise en oeuvre de réseaux d'assainissement d'eau pluviale.

Suite au choix d'une maitrise d'oeuvre en avril 2023 et aux études préalables, la COBAS a attribué le marché public de travaux en janvier 2024 pour un montant de 1 434 083,92 € HT.

Le démarrage des travaux est prévu le 19 février 2024.



L'AVENUE DE L'EUROPE SERA OUVERTE EN DOUBLE SENS DE CIRCULATION D'ICI FIN JUIN 2024.

Les travaux réalisés en 2023 concernent la création d'un nouveau giratoire dans le but de sécuriser l'intersection de l'Avenue de l'Europe avec le Boulevard de l'industrie.

DÉBUT DES TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT DE L'AVENUE DE L'EUROPE SUR LA COMMUNE DE LA TESTE-DE-BUCH (NOVEMBRE 2023)

L'AMÉNAGEMENT COMPREND :

- Réhabilitation de 1 500 m de voirie avec création d'un nouveau giratoire ;
- Traitement du réseau pluvial sur tout le linéaire ;
- Création de 1500 ml de piste cyclable ;
- Mise en place d'un éclairage public dernière génération par LED.

Montant des travaux d'aménagement : 2 466 293 € HT.



LES ÉCOLES



GROUPE SCOLAIRE DES MIQUELOTS SAMUEL PATY A LA TESTE-DE-BUCH



(Déconstruction/Reconstruction avec un équipement sportif attenant et relogement des élèves)

Construction de 5 classes maternelles, 10 classes élémentaires, un périscolaire autonome, une restauration en liaison froide et un gymnase attenant :

- Reconstruction :
La phase de travaux a **démarré le 22 mars 2023**

- La première pierre a été posée le 29 juin 2023.





- Les travaux de V.R.D. préparatoires, le gros œuvre de l'élémentaire, de la maternelle et du périscolaire ont été achevés.

• La dalle basse de l'équipement sportif a été coulée et les élévations du bâtiment restauration ont été réalisées.



• Les travaux de mise en oeuvre des sondes géothermiques ont été achevés.



• La pose de la charpente a démarré en fin d'année 2023. La fin des travaux est prévue en début d'année 2025



ÉCOLE ÉLÉMENTAIRE PASTEUR À GUJAN-MESTRAS

(Reconstruction sur un autre site)



Construction de 9 salles de classe et d'une salle plurivalente. Traitement des espaces publics et voiries permettant d'accéder à l'école.





Les enfants ont fait leur rentrée le 03 janvier

- L'école a été inaugurée le 25 février







GROUPE SCOLAIRE VAL DES PINS – LE TEICH

(Extension et réhabilitation des locaux existants avec relogement des élèves)



Création de deux classes supplémentaires (1 maternelle + 1 élémentaire), augmentation de la surface des locaux périscolaires, reconstruction de la demi-pension et réhabilitation des 13 classes existantes (5 maternelles + 8 élémentaires).



Les élèves et le personnel de l'école ont pu investir la nouvelle demi-pension au retour de vacances de printemps 2023. L'intégralité de l'école a été livrée à la rentrée de septembre 2023.





L'inauguration de l'école s'est tenue le 17 novembre 2023.

ACCUEIL DE LOISIRS SANS HÉBERGEMENT DE LA COBAS GUJAN-MESTRAS

(Extension/Réhabilitation de l'ALSH de la COBAS et construction d'une microfolie)



L'opération porte sur la réhabilitation in situ de 3 bâtiments existants ainsi que sur la construction d'un nouveau bâtiment.





L'ensemble doit permettre de répondre aux besoins du site à savoir :

- un accueil ;
- une zone administrative ;
- une restauration en liaison froide ;
- un espace de grands rassemblements ;
- des espaces d'activités et d'animation ;
- une micro-folie (plateforme culturelle au service des territoires).

L'ensemble s'inscrit sur un terrain de 12 390 m².



L'opération se déroulera en site occupé et fera l'objet de plusieurs phases de travaux. La surface utile des bâtiments à réhabiliter est de 550 m² environ. La surface utile du nouveau bâtiment à construire est de 1 050 m² environ.



Suite à un Jury de concours, le marché de maitrise d'œuvre a été attribué au groupement dont Atelier FGA est mandataire le 06/03/2023.

Les études d'Avant-Projet Sommaire (APS) ont été admises en juin 2023. Les études d'Avant-Projet Définitif (APD) ont été menées au cours du second semestre 2023.

LES TERRAINS SYNTHÉTIQUES

2 TERRAINS SYNTHÉTIQUES DE FOOTBALL 1 À GUJAN-MESTRAS ET 1 AU TEICH

Construction de 2 terrains synthétiques de football par la COBAS.

Les travaux ont démarré le 26 avril à Gujan-Mestras et le 30 mai au Teich.

QR code pour visionner le reportage



Les terrains ont été inaugurés après homologation par la Fédération Française de Football : à Gujan-Mestras le 04 octobre et au Teich le 15 novembre 2023









LA POLITIQUE DE MOBILITÉ



PISTES CYCLABLES RÉALISÉES EN 2023

PISTES PROGRAMMATION ANNUELLE :

A ARCACHON :
Finalisation des études pour les pistes Avenue du Parc Pereire et Promenade Veyrier Montagnères



A LA TESTE-DE-BUCH :
- Rue du Port : 200 mètres
- Avenue Charles de Gaulle : 160 mètres
- Avenue des Violettes : 650 mètres
- Rue des Facteurs : 120 mètres
- Études en cours de la piste Louis Lignon entre le Giratoire RD 117, Allée de l'hôpital et l'entrée du Pyla



A GUJAN-MESTRAS :

- Boulevard Pierre Dignac entre le Port de Meyran et l'allée du Bassin : 640 mètres
- Cours de la Marne 1ère tranche : 470 mètres et Cours de la Marne 2ème tranche : 470 mètres



AU TEICH :

- Finalisation des études pour les pistes de la rue du Port



- et de la rue des Poissonniers/Cantelaude et Moulin

PISTES STRUCTURANTES :

- Avenue Jean Hameau vers Pôle de Santé : 400 mètres



Sur cette piste bidirectionnelle, des plots lumineux ont été encastrés pour un meilleur balisage et visibilité de nuit.





Soit un total de 2,71 km de pistes cyclables réalisées

Coût total des travaux : 857 486,90€ HT

RÉFECTION DES PISTES

ARCACHON
- Rue Gabriel d'Annunzio (remise en état des barrières n°1 et n°2)
- Étrier (remise en état des traverses bois)
- Purges Bld Gounouilhou
- Études en cours de la piste reliant le Petit Port à la Place Peyneau



LA TESTE-DE-BUCH :
- Réfection piste Bld des Miquelots
- Réfection glissières Règue Verte
- Réfection piste Avenue de l'Aérodrome

GUJAN-MESTRAS :
- Réfection des enrobés Avenue de Césarée
- Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny : remplacement des lisses bois n°1 et n°2
- Route des Lacs : réfection des enrobés

LE TEICH :
- Purges racines Grangeneuve
- Purges racines piste Burgat
- Glissières bois rue de l'industrie

Coût total des réparations : 130 000 € HT

VIVEZ L'AGGLO À VÉLO TOUTE L'ANNÉE EN 21 ITINÉRAIRES CYCLABLES



Cette carte est évolutive au fil des réalisations cyclables. Elle permet de créer une véritable identité cyclable du territoire mais aussi d'être un facilitateur dans la gestion de la réfection des pistes cyclables. Avec le Pôle Communication et Information de la COBAS : création de l'itinéraire 21.

Il relie le Port de la Hume à Gujan-Mestras, à la Dune du Pilat à La Teste-de-Buch sur une distance de 12 kilomètres. Les parcours cyclables se font sur une piste « sécurisée en site propre » à 95% hormis quelques endroits qui sont indiqués en pointillé.





IMPLANTATION D'UN PARC À VÉLO



IMPLANTATION D'UNE NOUVELLE STATION DE GONFLAGE AU PETIT PORT À ARCACHON



TRANSPORTS URBAINS

2023 une année de totale exploitation

Après une année 2022 marquée par les incendies de La Teste-de-Buch, l'année 2023 constitue une année pleine d'exploitation du nouveau réseau Baïa.

FRÉQUENTATION DU RÉSEAU

La fréquentation totale annuelle du réseau y compris TAD sénior, TPMR, nuit, transport scolaire, bus de mer, Ter Aquitaine est de **1 774 540 voyages en 2023** contre 1 492 359 en 2022 soit une hausse de 282 181 voyages.

LES EFFECTIFS ET LES MOYENS D'EXPLOITATION

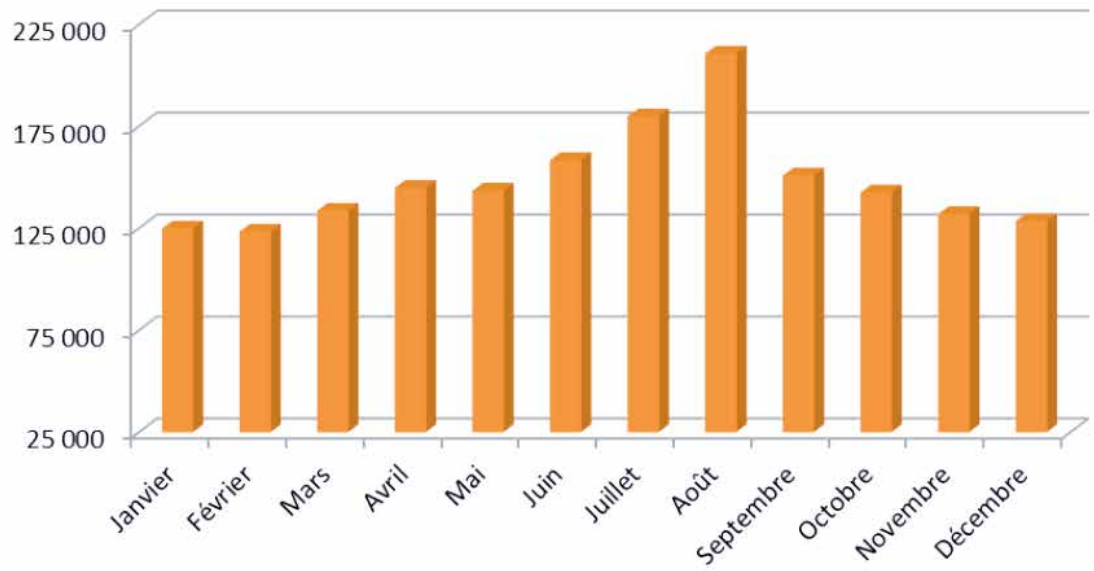
Le délégataire, Transdev Urbain Bassin d'Arcachon, employait, au 31 décembre 2023 : 82.9 ETP dont 72,5 conducteurs, 2,5 mécaniciens, 3 exploitants, 2 encadrants et 2,9 commerciaux.

- TAD Sénior + Nuit : 3 ETP
- TAD PMR + Nuit : 4 ETP
- Scolaires CFTI : 6.19 ETP
- Scolaires KBA : 6.71 ETP
- LIGNES 100 et 102 CFTI : 3.71 ETP

Nombre de véhicules et bus mis en exploitation :

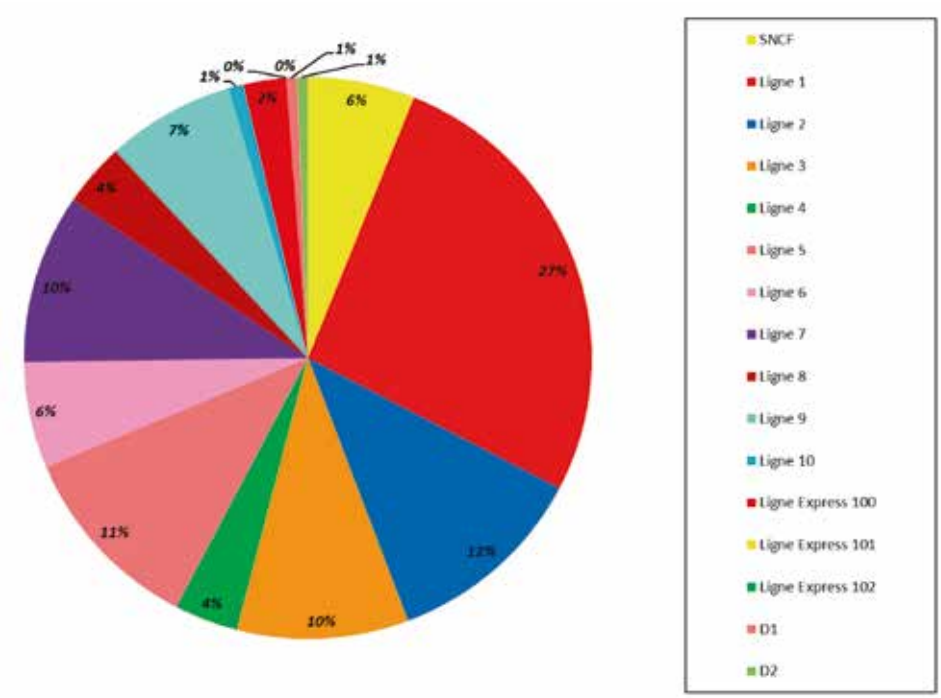
→ **34 véhicules**

FRÉQUENTATION MENSUELLE LIGNES RÉGULIÈRES



FRÉQUENTATION PAR LIGNE

Les services de TAD mis en place continuent de trouver un public de plus en plus croissant et qui apprécie le service rendu.



FRÉQUENTATION MENSUELLE TAD

	JAN.	FÉV.	MARS	AVRIL	MAI	JUIN	JUIL.	AOÛT	SEPT.	OCT.	NOV.	DÉC.	TOTAL
SENI--OR	1107	975	1084	965	1100	1321	1190	1068	1285	1299	1225	1154	13 773
PMR	891	834	1013	822	899	1029	927	829	1019	1051	955	901	11 170
NUIT	237	194	185	249	311	416	804	1001	243	222	187	207	4 256

KILOMÈTRES TOTAUX PARCOURUS

La production kilométrique totale (hors scolaires) sur l'année est de **2 633 969** contre 2 220 036 kms en 2022.

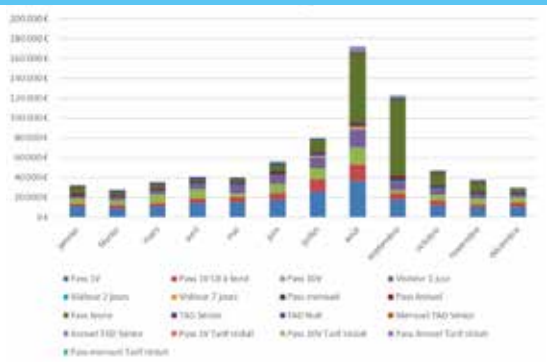
- La production kilométrique commerciale est de 2 186 845 kms
- La production kilométrique sous-traitée (comprenant le HLP) est de 415 687 kms

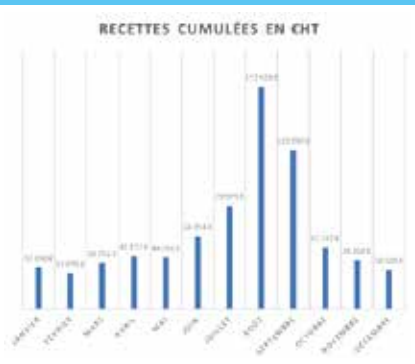
VOYAGES/KILOMÈTRES (V/K) TOTAL EN ↘ : 0,55 EN 2023 CONTRE 0.71 EN 2022.

Le ratio V/K mesure le nombre de voyages effectués pour un kilomètre parcouru. Il permet de montrer la performance de chaque ligne du réseau, que ce soit en termes de kilomètres ou de voyages. Plus il est élevé, meilleure est cette performance.

VENTE DE TITRES BAÏA → 724 825 €

L'évolution de recettes entre 2023 et 2022 est de 6,45%





BILAN FINANCIER

Montant contribution financière forfaitaire → **6 503 273,64 €**

NAVETTES MARITIMES ET DUNE DU PILAT

Reconduction des navettes du parc des expositions de la Teste-de-Buch vers la Dune du Pilat toutes les 20 minutes

- **29 698 personnes transportées** du 10 juillet au 27 Août 2023
- Coût du service : 89 223 € HT





MISE EN PLACE D'UN TRANSPORT PAR VOIE MARITIME ENTRE LE PETIT PORT D'ARCACHON, LA JETÉE THIERS ET LE MOULLEAU

- Du lundi au dimanche avec 3 rotations/jour
- **5 917 personnes transportées** du 03 juillet au 27 Août 2023
- Coût du service : 70 200 € HT

MISE EN PLACE D'UNE NAVETTE SCOLAIRE DE LA GARE DU TEICH VERS LE CFA PROVISOIRE DE BLANQUEFORT SITUÉ SUR LA PLAINE DES SPORTS AU TEICH

- Coût du service : 54 804,69 € HT

AÉRODROME

Aérodrome d'Arcachon La Teste-de-Buch





En 2023, l'activité de l'aérodrome enregistre 40869 mouvements soit une baisse de 1% du trafic par rapport à l'année 2022 qui avait été marquée par les incendies. L'année 2023 confirme cependant le dynamisme de la plateforme malgré une météo défavorable au dernier trimestre.

L'entretien permanent et le suivi de la conformité des installations, offrent toujours une grande qualité d'accueil et de sécurité à l'ensemble des usagers de l'aérodrome.



Le terrain d'Arcachon La Teste-de-Buch reste un terrain très actif et très apprécié des usagers.



Les actions en faveur de la diminution de l'impact de l'activité aéronautique sur l'environnement se caractérisent cette année par :

- L'attribution d'un marché avec TOTAL ENERGIE pour le changement et la mise aux dernières normes des cuves de carburant de la station d'avitaillement, et la pose d'une borne de rechargement pour les avions électriques.

Ces travaux débuteront en septembre 2024.

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE



PRÉAMBULE

→ **69 504 habitants en 2023** (population INSEE, en vigueur au 1er janvier 2023).

Afin de tenir compte de la forte affluence touristique du territoire et de l'augmentation de la population pendant la période estivale notamment, la population lissée sur l'année prise en compte pour le calcul des performances de collecte (en kg/hab.) est la population DGF, soit 87 355 habitants en 2023.

BILAN 2023 ET PERSPECTIVES 2024

- Contractualisation et mise en oeuvre de 6 nouvelles filières de tri et valorisation sur les déchèteries de la COBAS en 2023 : Articles de sport et de loisirs (ASL), Articles de Bricolage et Jardin (ABJ), Jeux et Jouets (JJ), Outils du peintre, Batteries VAE et Huiles minérales. Cette démarche se poursuivra en 2024, avec la mise en place de la filière de tri des Produits et Matériaux de Construction du secteur du Bâtiment (PMCB).





- Acquisition de différents matériels de collecte et transport des déchets pour moderniser et être encore plus performant.

- Acquisition d'un dispositif de lavage installé sur un camion-grue pour entretenir le parc de bornes aériennes, enterrées et semi-enterrées, installées sur notre territoire.



- Poursuite du développement de la collecte en points d'apport volontaire (113 nouveaux conteneurs installés en 2023) portant à 365 le nombre de conteneurs enterrés ou semi-enterrés au total sur le territoire.



- Poursuite de la réflexion sur la construction de l'Eco-Pôle à La Teste-de-Buch (regroupant la déchèterie des particuliers et celle des professionnels, le centre de transfert des déchets et une nouvelle recyclerie) : désignation d'un maître d'œuvre et réalisation des études d'avant-projet (APS et APD) ;



- Finalisation de l'étude préalable à l'instauration d'un dispositif de tri à la source des biodéchets, et définition de la stratégie de mise en oeuvre sur le territoire de la COBAS ;
- Chaque habitant et professionnel du territoire produisant des biodéchets, disposeront en 2024 d'un dispositif de tri à la source des Biodéchets ;
- Poursuite de l'étude avec les autres collectivités de la Gironde relative au traitement mutualisé des déchets ultimes.





• Déploiement des manifestations éco-responsables sur l'ensemble du territoire de la COBAS permettant de mettre en place des actions en faveur du zéro déchet mais aussi en favorisant l'accès aux bacs de tri.



• Animation au marché de Cazaux - La Teste-de-Buch



• Animation pour l'accueil des nouveaux arrivants au Teich.

• Point tri lors du Salon nautique à Arcachon et à Gujan-Mestras en fêtes.





• Bornes semi-enterrées - Plage du Petit Nice La Teste-de-Buch.



SYNTHÈSE 2023 DES TONNAGES COLLECTÉS

→ 86 248 tonnes
de déchets gérés par la COBAS
[-2.7 % par rapport à 2022]
avec un taux de valorisation de 89 %

Déchets ménagers et assimilés
→ 61 644 tonnes
[-1,6 % par rapport à 2022]
soit 706 kg/habitant

Autres déchets assimilés
(Déchets des professionnels et des communes)
→ 24 604 tonnes
[-5,4 % par rapport à 2022]

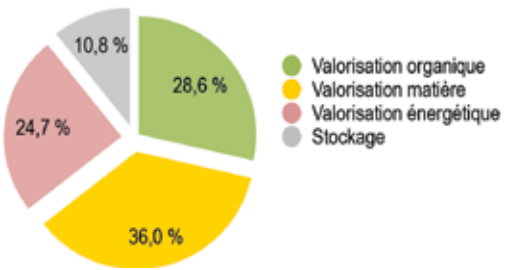
Flux	Tonnage	Évolution 2022/2023
Ordures ménagères résiduelles	**21 173 tonnes**	↘ **- 4,5 %**
Emballages recyclables	**5 676 tonnes**	↘ **- 0,4 %**
Déchets de jardin	**9 716 tonnes**	↗ **+ 5,3 %**
Verre	**4 085 tonnes**	↘ **- 2,1 %**
Déchèteries	**20 993 tonnes**	↘ **- 1,8 %**
Autres déchets assimilés (Professionnels et communes)	**24 604 tonnes**	↘ **- 5,4 %**
TOTAL	**86 248 tonnes**	↘ **- 2,6 %**

- Diminution du tonnage total des déchets gérés par la COBAS entre 2022 et 2023 (- 2.7 %, soit - 2 423 tonnes), qui s'est observée tout au long de l'année.

RÉPARTITION DES TONNAGES TRAITÉS PAR LA COBAS PAR FILIÈRE DE TRAITEMENT

- En 2023, 89 % des déchets gérés par la COBAS ont été orientés vers des filières de valorisation.

MODES DE TRAITEMENT DES DÉCHETS GÉRÉS PAR LA COBAS EN 2023





EAU POTABLE



DESCRIPTION DE LA FILIÈRE ET DES INSTALLATIONS

- Environ 47 358 abonnés pour environ 69 500 habitants desservis ;
- Un prix de l'eau potable à 1,99 € T.T.C / m³ à partir du 01/01/2024 ;
- 5 774 344 m³ d'eau consommés dans l'année, (en attente de traitement services centraux VEOLIA) ;
- 6 961 432 m³ d'eau mis en distribution dans l'année ;
- 10 installations de production d'une capacité totale en augmentation à 43 748 m³ par jour avec 11 forages profonds et une prise d'eau dans le lac de Cazaux-Sanguinet (contre 39 992 m³/j en 2022) ;
- 11 stations de pompage et de surpression ;
- 672 kilomètres de canalisations et près de 231 kilomètres de branchements.



QUALITÉ DE L'EAU

Effectif au 31 décembre 2023
(en attente de transmission par les services de l'Agence Régionale de Santé)

Liaison du service à un laboratoire accrédité	oui
Taux de conformité des prélèvements microbiologiques ARS	100 % sur plus de 1 300 analyses
Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques ARS	98 % sur plus de 8 500 analyses

- En 2023, une non-conformité physico-chimique a été observée sur le métabolite chlorothalonil R471811. Dès l'apparition de cette non-conformité, des ajustements de traitements ont été effectués et ont permis d'obtenir des résultats conformes sur l'ensemble des analyses suivantes.

TAUX DE RENDEMENT DE LA RESSOURCE

→ **Rendement net d'utilisation : 5 774 344** (volume consommé total/6 961 432 volume produit) = **rendement du réseau 82,5 %**

LES TRAVAUX NEUFS RÉALISÉS PAR LA COBAS EN 2023 :

Renouvellement de 4290 m de canalisations et réhabilitation de 363 branchements par la COBAS en complément du renouvellement de près de 400 branchements réalisés sur une quinzaine de rues par le délégataire.

La COBAS a réalisé en 2023 le renouvellement de près de 4,3 km de réseau pour un montant d'investissement de près de 2,5 millions d'euros. Le choix des secteurs d'intervention est basé sur une analyse patrimoniale de l'ensemble des canalisations du territoire qui permet de cibler les zones prioritaires et ainsi d'optimiser l'efficience du programme de renouvellement.

Sur ce linéaire de renouvellement près de 98 %, soit 4,2 km de canalisations, a été réalisé en matériaux fonte de haute qualité dont la durée de fonctionnement est estimée à environ 100 ans.







En complément de son programme de renouvellement de canalisations, la COBAS a renouvelé et sécurisé l'ensemble des accroches de la conduite de prélèvement dans le lac de Cazaux suite à la tempête de novembre 2023.





La COBAS a également procédé en 2023 à la réalisation des premières phases de son schéma directeur d'alimentation en eau potable et de défense extérieure contre l'incendie. Ce document de référence vise, à partir d'un diagnostic et d'un état des lieux exhaustif du fonctionnement de ses installations, à définir un plan pluriannuel d'investissement permettant à la COBAS de répondre aux enjeux des prochaines décennies en matière de desserte en eau potable des usagers et de sécurisation des ressources du territoire. Les phases successives de cette étude structurante pour la gestion de l'eau potable sur la COBAS se finaliseront au cours de l'année 2024.



En amont des aménagements qui seront préconisés par les résultats du schéma directeur, la COBAS a réalisé en 2023 la régénération de trois forages. Ces travaux ont permis d'augmenter la capacité de production de plus de 3 700 m³ par jour, pour la porter à près de 44 000 m³ pouvant être distribués quotidiennement aux abonnés du service.





LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE



Le **Pôle Économique de la COBAS** a bientôt deux ans. Il est de plus en plus ancré dans le paysage économique du territoire, et ce, grâce aux différents outils développés pour accueillir les porteurs de projets innovants et les start-up.



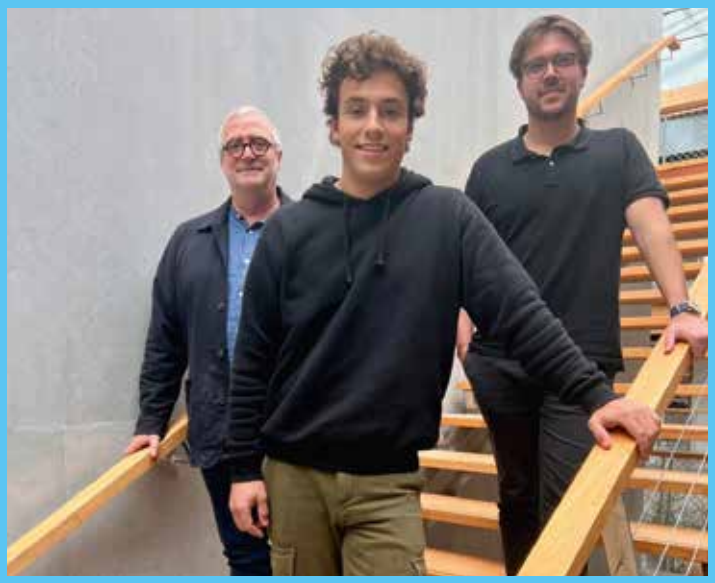
Pour rappel, le Pôle Économique de la COBAS est composé de deux bâtiments avec un incubateur, une pépinière d'entreprises et un hôtel d'entreprises.



Le rez-de-chaussée du nouveau bâtiment accueille quant à lui l'Agence de Développement Économique BA2E et des permanences pour nos partenaires économiques.

A ce jour, 16 entreprises innovantes et porteurs de projet occupent les locaux : 2 sont en incubation, 6 sont en pépinière d'entreprises et 8 en hôtel d'entreprises qui totalisent 64 salariées fin 2023 autour des filières de la santé et E-santé, du développement durable et du numérique.







Pour les accompagner, une convention définissant des missions a été signée avec Technowest permettant de continuer la dynamique engagée lors de l'année 2022.
Elles sont décomposées en 4 points :

- la prospection et la mise en place de l'appel à projet n°2 avec la sélection des entreprises ;
- la mission d'animation et d'accompagnement des entreprises et créateurs hébergés ;
- la mission de promotion, de communication et de rayonnement ;
- la mise en place d'un outil de financement sur le fonds « Techno'start» pour nos entreprises.

Un second appel projet a été lancé. 15 porteurs de dossiers ont été sélectionnés et 6 entreprises ont pitché lors d'un jury final. 4 d'entre eux ont été lauréats : Treasy, O'Manta, DOST et Life Ocean. Parmi ces entreprises, nous avons deux start-ups dans la thématique numérique et deux start-ups dans la thématique développement durable.





Parallèlement, de nouveaux partenariats ont été signés avec :

- Le Centre Hospitalier d'Arcachon qui permet à nos start'up d'obtenir des relations privilégiées avec des experts du monde médical et éventuellement la possibilité de tester leurs solutions au sein de l'établissement.

- Airbus, la Banque Populaire avec lesquels la Collectivité travaille et échange lors des différents événements : Appel à projets, Cercle des investisseurs, Comité d'agrément... Ce lien est important pour faciliter l'accès à des premiers marchés ou à des financements pour nos entreprises.





DISPOSITIF "CHÈQUES NUMÉRIQUES"

La Collectivité a poursuivi son accompagnement aux TPE pour répondre aux exigences du marché et au maintien de nos emplois. Ce dispositif prend la forme d'une subvention directe aux entreprises.
En 2023, la COBAS a traité 49 demandes, a réalisé 44 diagnostics numériques, a instruit 28 dossiers en commissions et a accordé 38 386 € d'aides.
Notre Collectivité aura soutenu durant trois années, 126 entreprises pour 167 545 € accordés.

L'EMPLOI TOUJOURS ET ENCORE AU CENTRE DES PRÉOCCUPATIONS DE LA COBAS



La COBAS continue de soutenir les entreprises et les demandeurs d'emploi.

Elle a organisé 2 Rendez-Vous de l'Emploi cette année.



Les Rendez-Vous de l'Emploi du 24 mars 2023 au Parc des Expositions de La Teste-de-Buch avec 150 entreprises, 250 offres d'emploi et 576 candidats.



Les Rendez-Vous de l'Emploi du 3 mai 2023 à la Maison des Arts à Gujan-Mestras avec 40 entreprises et 150 offres.

Ils ont pour vocation à répondre aux besoins de certains secteurs comme l'Hôtellerie Restauration, le Commerce-Grande Distribution et le Service à la personne.

TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE - TZCLD

2023 aura permis la mise en place de groupes de travail avec les différents acteurs sociaux et partenaires liés à l'emploi tels que :

Ressources Humaines, travaux utiles, Personnes Privées Durablement d'Emploi, Entreprises à But d'Emploi.

Le CLé (Comité Local pour l'Emploi) qui est responsable et garant de l'expérimentation sur la commune de La Teste-de-Buch, anime le projet. Il s'est réuni 4 fois pour assurer l'avancée du projet.

L'équipe projet a rencontré une trentaine de PPDE (Personnes Privées Durablement d'Emploi) afin de les orienter au mieux sur l'emploi et/ou de les intégrer au sein du dispositif TZCLD.

Parallèlement, la Grève contre le Chômage a été organisée le 7 novembre au marché de la Teste-de-Buch. Cette manifestation avait pour but de mettre en avant les personnes privées durablement d'emploi qui revendiquent leur droit à l'emploi. Cette Grève est un rendez-vous annuel pour alerter et mobiliser contre la privation d'emploi et revendiquer le droit à l'emploi pour toutes et tous.







FIBRE A L'ABONNÉ 2023 85% DU TERRITOIRE EST CONNECTÉ

La COBAS a contractualisé avec le Syndicat Mixte Gironde Numérique la réalisation du déploiement de la fibre optique à l'abonné sur l'ensemble du territoire de la COBAS.

Ce contrat ambitieux de déploiement souhaité par la COBAS devait être réalisé sur une période de 6 ans allant de 2018 à 2024. Malheureusement, la crise sanitaire a décalé légèrement le calendrier prévisionnel pour le ramener à une fin de déploiement début 2025.

Au 31 décembre 2023, le pourcentage de réalisation globale est de 85 %



Pourcentage de prises connectées fin 2023 dans le cadre du projet FTTH

	Prises contractuelles	Pourcentage couverture
ARCACHON	20 103	88 %
LA TESTE-DE-BUCH	22 563	83 %
GUJAN-MESTRAS	15 256	88 %
LE TEICH	5 611	77 %

L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE BA2E

L'Agence de développement économique du Bassin d'Arcachon Val de l'Eyre (BA2E) a été créée en avril 2016 par une volonté partagée des 17 communes du Pays Barval et financé par **les 3 Intercommunalités COBAS, COBAN et la Communauté de Communes du Val de l'Eyre en étant porté juridiquement par la COBAS**. Cette création a pour objectif de proposer un interlocuteur de proximité sur le territoire pour tous les sujets liés à l'entrepreneuriat.

À CE JOUR L'AGENCE ASSURE 3 MISSIONS PRINCIPALES :

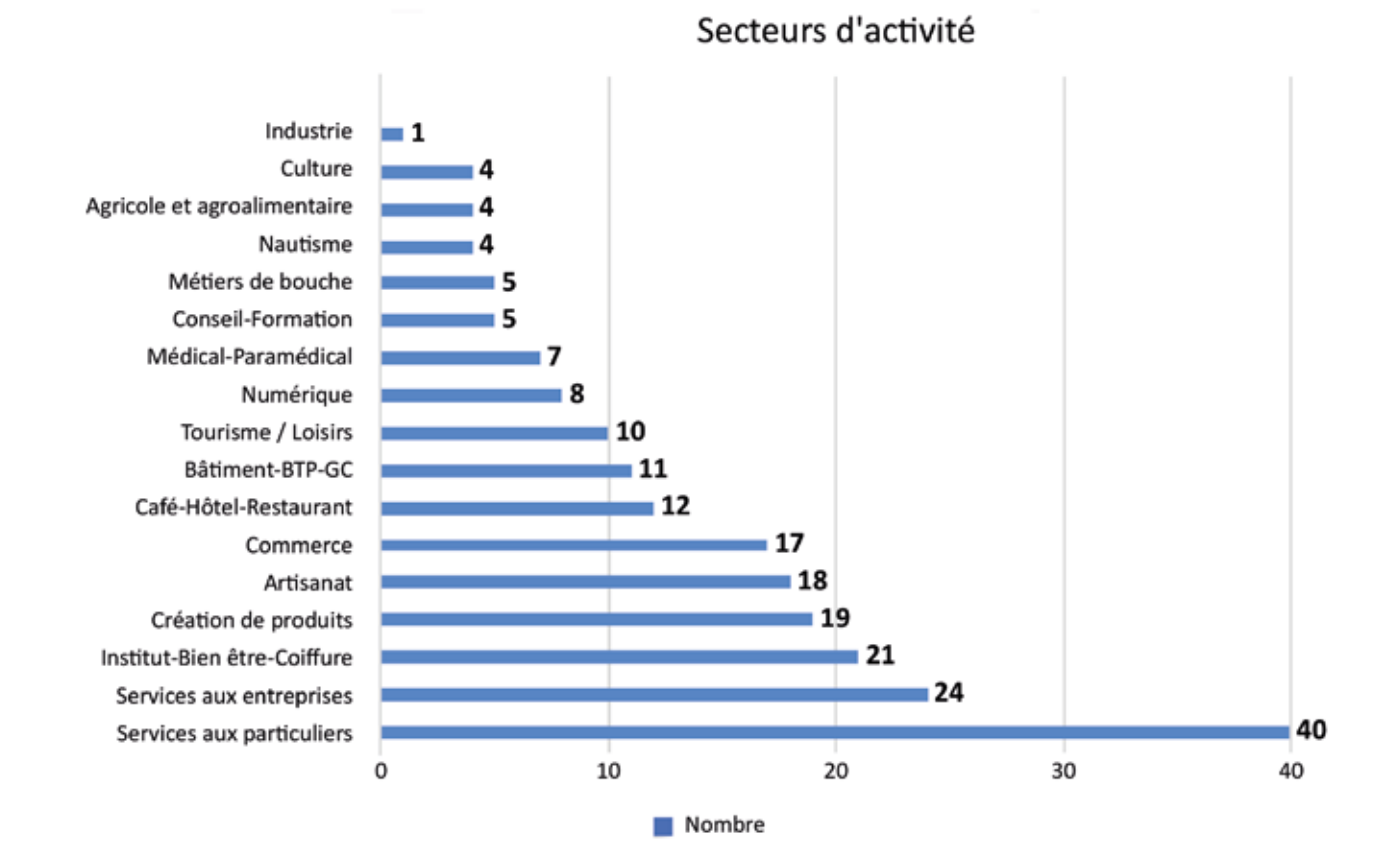
- **Accompagnement des entreprises et porteurs de projet**. Cet accompagnement peut concerner le projet de création d'une entreprise, la reprise ou le développement d'une entreprise du territoire ou encore l'implantation exogène d'une entreprise,
- **Animation et appui aux filières clés.** Les filières identifiées sont : le nautisme, le bois et la forêt, la silver économie, le tourisme d'affaires et le numérique.
- **Promotion et animation économique du territoire** Cette promotion passe par la présence sur des salons

L'ACCOMPAGNEMENT DES ENTREPRISES ET PORTEURS DE PROJET représente pour le territoire de la COBAS 210 dossiers ont été traités, dont **29** dossiers innovants

La nature de l'accompagnement des 210 dossiers se répartit ainsi :

- 94 sur la création-reprise
- 79 sur le développement
- 27 en recherche d'immobilier
- 8 en soutien d'entreprises
- 2 projets d'investisseurs

Les secteurs d'activités concernés sur le territoire de la COBAS



FINANCEMENTS OBTENUS À L'ÉCHELLE DE LA COBAS

- **Prêt à taux 0% :** 16 000 euros (3 dossiers)
- **Subvention :** 49 650 euros (3 dossiers)
- **Chèque Numérique :** 9 414 euros (5 dossiers)



L' ANIMATION ET L'APPUI AUX FILIÈRES CLÉS CONCERNENT

- **La filière « Bois »** La première action opérationnelle s'est déroulée les 6 et 7 octobre 2023 avec l'organisation des **journées de la Filière Bois et Forêt**

Cet événement s'est appuyé sur 2 axes :

- **Un salon de découverte des Métiers et Formation du Bois et de la Forêt**



- **Une série de conférences, une exposition et des ateliers de sensibilisation** organisés tout au long de la journée.

FILIÈRE NAUTIQUE

- **Avec la participation au Salon Nautique d'Arcachon (21,22 et 23 avril) et à celui du Grand Pavois à la Rochelle (20 au 25 septembre 2023),** depuis plusieurs années. Ceci permet de mettre en avant le savoir-faire des entreprises et de consolider nos liens**.**





FILIÈRE SILVER ÉCONOMIE : 3 rencontres mises en place qui permettent de :

- Rappeler les enjeux territoriaux de la Silver Économie ;
- Présenter l'annuaire et la cartographie des entreprises et acteurs de la Silver Économie du BARVAL ;
- Créer un écosystème entre les entreprises et les professionnels.

La PROMOTION ET L'ANIMATION ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE par la mise en place d'ateliers économiques 8 ateliers ont été proposés portant sur des thèmes aussi variés que la **levée de fonds**, la gestion de ma micro-entreprise, vendre ses prestations ou encore la présentation de ses produits en ligne et la pause-café des entrepreneurs « Parenthèse » avec le Club DEBA.



PAYS BASSIN D'ARCACHON VAL DE L'EYRE



PAYS BASSIN D'ARCACHON / VAL DE L'EYRE

CRÉATION :
Arrêté préfectoral du 13 décembre 2004, à l'initiative des 3 EPCI : COBAS, COBAN et Communauté de Communes du Val de l'Eyre.

TERRITOIRE :
17 communes, regroupant un bassin de vie de 165 629 habitants (INSEE - Population légale 2021). Le Pays s'appuie sur une cohérence géographique, paysagère, économique, sociale et culturelle, confortée par la création d'un arrondissement sur le même périmètre.

CARACTÉRISTIQUES DE FONCTIONNEMENT :
Absence de structure juridique propre qui se traduit par un portage juridique des actions et recrutements par l'un des EPCI pour le compte des 3 par l'intermédiaire de conventions tripartites.

AMBITION :
Le Pays est le fruit d'une ambition collective, faire de cet espace de projet une intercommunalité intégrée, au service du territoire et de ses habitants.

RÔLE ET MISSIONS :
Élaboration d'un projet commun de développement durable et d'une charte du Pays qui comprend :
- un diagnostic partagé qui pose les enjeux du territoire ;
- une stratégie de développement qui définit les objectifs prioritaires à atteindre et les orientations d'actions à privilégier.

LES PROGRAMMES D'ACTIONS :
- Contrat Territorial avec la Région ;
- CRTE avec l'État ;
- Contrat Local de Santé (CLS) ;
- Programmes européens tels que : Fonds Européen pour les Affaires Maritimes et la Pêche (DLAL FEAMP) » et « Liaisons Entre Actions de Développement de l'Economie Rurale (LEADER) » ;
- Dispositif d'information mobilité mutualisé - MOBI ;
- Plateforme territoriale pour l'emploi partagé Connect'ences ;
- Projet Alimentaire Territorial (PAT) et stratégie territoriale RH.

ET STRATÉGIE TERRITORIALE

L'année 2023 a été particulièrement riche, avec la signature des contractualisations (contrat Région et volet territorial des fonds européens), la validation des plans d'actions du PAT et du CLS, l'élaboration d'une stratégie territoriale RH, et le déploiement des premières actions.

ANIMATION

LES FAITS MAJEURS

SIGNATURE DES CONTRACTUALISATIONS
- Le Contrat de Développement et de transitions a été signé le 23 février 2023 ainsi que la nouvelle programmation européenne qui a été lancée à l'occasion de la signature des conventions de gestion du nouveau volet territorial des fonds européens, le 21 juin 2023.



SOUTIEN A LA CRÉATION D'UN PÔLE DE FORMATION AUX MÉTIERS DU SOIN

- Dans le cadre du Pays BARVAL, les 3 intercommunalités ont décidé d'apporter un soutien financier exceptionnel pour la création d'un pôle de formation aux métiers du soin (Institut de Formation en Soins Infirmiers, auxiliaires de vie et auxiliaires de puériculture), mené par le Centre hospitalier d'Arcachon, à hauteur de 152 000 € dont 86 000 € pour la COBAS. Ce projet s'inscrit dans la stratégie validée du Contrat Local de Santé.

ACTUALISATION DU CALENDRIER DES MARCHÉS 2023

- Issu de l'opération Collective de Modernisation de l'Artisanat et du Commerce du Pays BARVAL, le Pays BARVAL a actualisé en 2023 ce calendrier, afin de valoriser les marchés et soutenir les commerçants et artisans non sédentaires du territoire. Ce calendrier a été mis à la disposition des mairies et offices de tourisme au printemps.

CONSEIL DE DÉVELOPPEMENT DU PAYS BARVAL

Réinstallé en octobre 2021 dans sa nouvelle composition, le Conseil de Développement du pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre a été très actif en 2023, avec 9 réunions plénières organisées et 2 avis rendus.

Au cours de l'année 2023, le Conseil de Développement a émis 2 avis portant sur les documents suivants :
- SCOT (DOO) : le 24 juillet 2023 ;
- L'actualisation du Plan De Mobilité de la COBAS : le 24 juillet 2023.

CONNECT'ENCES / MISSION EMPLOI FORMATION

Une année marquée par le lancement de la stratégie d'attractivité RH du Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre.
La plateforme Connect'ences assure quatre missions complémentaires :
- Révéler les besoins des TPE locales ;
- Formaliser les besoins en temps partagé ;
- Répondre aux besoins de l'entreprise, par la mobilisation d'un réseau d'opérateurs partenaires ;
- Impulser une dynamique collective et territoriale.

En 2023, ses missions d'animation territoriale se sont renforcées avec la réalisation d'un diagnostic et la mise en œuvre d'un plan d'actions relatifs à l'attractivité RH du Pays BARVAL et comme chaque année le Rallye « Connect'Emploi » et l'opération « nos séniors ont du talents ».



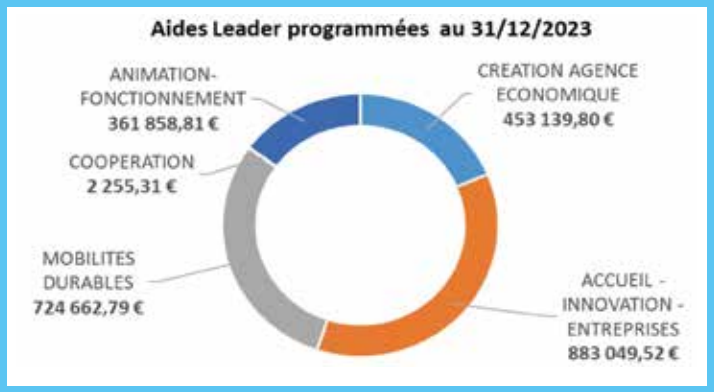
PROGRAMME DLAL-FEAMP 2016/2022 PROGRAMME LEADER MAI 2016 - DÉCEMBRE 2023

La dynamique de projets a été soutenue tout au long de l'année 2023, marquée par la programmation et l'engagement des dernières subventions ainsi que la clôture opérationnelle du programme.

Un programme européen permettant de soutenir des projets innovants s'inscrivant dans la stratégie du territoire (développement économique et transport/mobilité).

PROGRAMMATION 2023

- Les bons résultats du programme et les besoins identifiés ont permis au territoire de se voir allouer, en début d'année 2023, la totalité de l'enveloppe complémentaire sollicitée, portant ainsi l'enveloppe globale allouée au territoire sur cette programmation Leader à 2 381 952,69 € (pour mémoire, enveloppe initiale attribuée : 1 350 000 €).





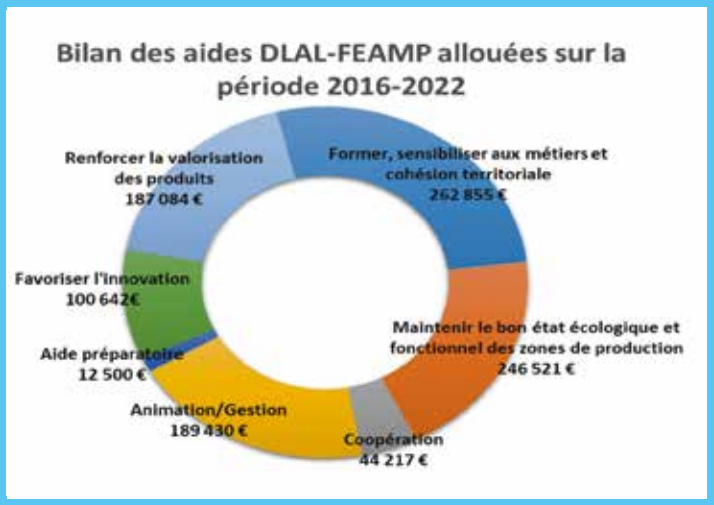
VOLET TERRITORIAL DES FONDS EUROPÉENS JUIN 2023 DÉCEMBRE 2027

L'année 2023 a été consacrée aux suivis technique et administratif des derniers projets encore en cours et à la clôture du programme DLAL-FEAMP.

BILAN DE LA PROGRAMMATION

- Ce sont au total 42 projets qui ont été accompagnés par le programme DLAL-FEAMP de 2016 à 2022, dont 5 projets de coopération. S'y ajoutent l'évaluation finale et les 6 dossiers pour le fonctionnement du GALPA.

- L'ensemble de ces projets représente un montant de FEAMP de 972 817 €. D'autres cofinancements ont également été versés à ces projets : 864 517 € par la Région Nouvelle-Aquitaine, 8 755 € par le Département de la Gironde et 8 945 € par l'État. Cela représente près de 2,35 millions d'euros investis en faveur du développement durable de la pêche et de l'ostréiculture sur le territoire.



L'année 2023 inaugure le lancement de la nouvelle programmation du volet territorial des fonds européens, destiné à soutenir des projets locaux grâce à une enveloppe de 4.8 millions d'euros pour 2023/2027.

UNE CANDIDATURE UNIQUE RÉPARTIE DE LA MANIÈRE SUIVANTE :

La Région Nouvelle-Aquitaine a choisi de mettre en place, sur la programmation européenne 2021-2027, une démarche multi-fonds pour la mise en oeuvre du volet territorial des fonds européens. Le territoire a présenté une candidature unique pour les 3 fonds européens disposant d'un volet territorial :

- Le LEADER, doté d'une enveloppe de 1 002 537 € de FEADER, plus particulièrement ciblé sur le rural ;
- Le volet Économie Bleue Durable (EBD) ou DLAL, doté d'une enveloppe de 1 000 000 € de FEAMPA et de 1 000 000 € de fonds régionaux, qui cible le maritime ;
- L'Objectif Stratégique 5 (OS5) du FEDER, doté d'une enveloppe de 2 776 190 €, grande nouveauté de ce programme, qui s'adresse à l'ensemble du territoire.

LA STRATÉGIE 2021-2027

Intitulée « ***Agir en faveur de la résilience du Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre pour un développement durable et équilibré du territoire*** », vise à accompagner des projets locaux selon 4 thématiques :

- **Développer un modèle économique équilibré et plus résilient** 1 500 000 € de fonds européens ;
- **Adapter la dynamique d'accueil pour garantir la cohésion territoriale** 1 176 190 € de fonds européens ;
- **Accompagner les Transitions** 600 000 € de fonds européens ;
- **Économie Bleue Durable** 1 000 000 € de fonds européen.

CONTRAT LOCAL DE SANTÉ 2021 - 2027

L'année 2023 a été marquée par la validation et le début de la mise en oeuvre du programme d'actions.

VALIDATION DU PLAN D'ACTIONS

La mise en commun des travaux des différents groupes de travail lancés en 2022 a permis d'élaborer une feuille de route partagée, présentée et validée en Comité de Pilotage le 27 Avril 2023.

Le programme d'actions validé repose sur 5 axes prioritaires : **Renforcer l'offre de soins et la prise en charge des publics, soutenir l'autonomie des personnes âgées et personnes en situation de handicap ainsi que leur entourage, améliorer les accompagnements en santé mentale, promouvoir des habitudes de vie favorables à la santé** et créer des environnements favorables à la santé, déclinées en 19 fiches action et 6 chantiers.

Fin 2023, on dénombre 6 actions en phase de préfiguration, 6 actions en cours de réalisation et 2 actions réalisées telles que :
- La Préfiguration d'une offre de service dans le Val de l'Eyre ;
- L'Évaluation d'Impact sur la Santé (EIS).

PROJET ALIMENTAIRE TERRITORIAL 2023-2024 : 1er PLAN D'ACTIONS

- La Préfiguration d'une offre de service dans le Val de l'Eyre ;
- L'Évaluation d'Impact sur la Santé (EIS). L'EIS est un outil permettant de prendre en compte la santé et ses déterminants, dans les projets d'aménagement de territoire ;
- Information sur La Prise en soin des personnes sous tutelle ;
- Contrat local de Santé Mentale ;
- Déploiement d'une offre de formations et de sensibilisation sur la santé mentale ;
- Première participation du territoire aux Semaines d'Information sur la Santé Mentale (SISM) ;
- Articulations avec d'autres dispositifs locaux ;
- Le CLS s'est inscrit dans plusieurs démarches territoriales afin de créer des synergies entre les dispositifs.



- Le CLS travaille en articulation étroite avec le Conseil Local de Santé Mentale de la COBAS et a participé au groupe de travail sur la santé mentale des jeunes. L'objectif est de pouvoir transposer certains projets du CLSM sur les territoires de la COBAN et du Val de l'Eyre.
- Le CLS a été associé aux réflexions des Conventions Territoriales Globales (CTG) des 3 EPCI.

L'année 2023 a été riche pour le Projet Alimentaire Territorial (PAT) : labellisation « PAT émergent », validation du plan d'actions 2023/2024, et déploiement des premières actions, dont la 1ère édition de la Fête du PAT qui a rencontré un grand succès.



LANCEMENT DU PLAN D'ACTIONS 2023/2024

Une démarche visant à développer une agriculture locale et résiliente et à garantir un accès à une alimentaire saine, suffisante et qualitative pour les habitants du territoire.

ÉLÉMENTS FINANCIERS

Le programme d'actions élaboré collectivement à la suite du diagnostic agricole et alimentaire mené en 2022, a été validé début 2023 (délibération des 3 intercommunalités). Il repose sur quatre axes prioritaires :

AXE 1- FONCIER ET INSTALLATION TRANSMISSION

Mettre en oeuvre une stratégie foncière et agricole locale pour développer des productions nourricières et durables.

AXE 2- SÉCURITÉ ALIMENTAIRE :

Garantir un accès à tous à une alimentation saine, suffisante et de qualité, favorisant le local.

AXE 3- SENSIBILISATION :

Accompagner les changements de pratiques de consommation.

AXE 4- GOUVERNANCE :

Etablir une gouvernance alimentaire territoriale partagée.

Le premier semestre 2023 s'est surtout concentré sur l'Axe 1 du programme, le foncier ayant été identifié comme un enjeu prioritaire pour le PAT.

Dans ce cadre, un travail technique **d'articulation du Projet Alimentaire Territorial avec le SCOT (DOO)** a été mené. Trois chapitres du SCOT abordent la thématique agricole.

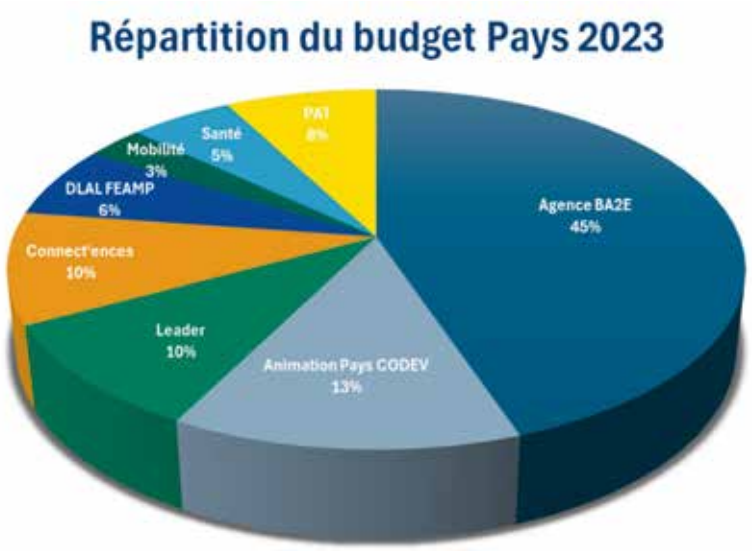
PARCOURS DE FORMATION SUR LE FONCIER AGRICOLE

Dans le cadre de la stratégie agricole et foncière du Projet Alimentaire Territorial, un parcours de formation sur les pratiques foncières au service de l'installation agricole a été proposé aux élus et techniciens des collectivités. Il s'est déroulé autour de 3 modules complémentaires, organisées sur des demi-journées, entre mai et juillet.



Les différents dispositifs financiers mobilisés par le Pays Bassin d'Arcachon-Val de l'Eyre représentent un volume global de subventions de plus de 8 millions d'euros, permettant plus de 11 millions d'euros d'investissements sur le territoire (hors contrats territoriaux).

En ce qui concerne l'année 2023, le budget réalisé du Pays BARVAL, regroupant les charges de fonctionnement liées aux différents dispositifs (8.5 ETP) et les programmes d'actions mutualisées par les 3 intercommunalités, s'élève à 1 003 103 € (dont 448 178 € pour l'agence BA2E).



BASSIN FORMATION



2023 : UNE ANNÉE DE PROJETS ABOUTIS



Une nouvelle section : BACHELOR (Niveau 6 - Bac+3) « Marketing et développement commercial » a été mise en place en septembre 2023 avec une promotion de 12 élèves qui travaillent en étroite collaboration avec le Pôle Économique de la COBAS.

LA RÉALISATION D'UN CHEF-D'OEUVRE : LE MAGASIN PÉDAGOGIQUE

Le chef-d'oeuvre est une démarche de réalisation significative du métier. Dans le cas des métiers de la vente, auxquels se prépare l'apprenti qui s'appuie sur les compétences transversales et professionnelles travaillées dans sa spécialité, il est l'aboutissement d'un projet pluridisciplinaire qui peut être de type individuel ou collectif.

Sa réalisation concerne tous les élèves et apprentis de CAP sur les deux années du cycle de formation et tous les élèves et apprentis de baccalauréat professionnel sur le cycle terminal (classes de première et terminale). 3 de nos apprentis ont choisi leur chef d'oeuvre autour de la création d'un magasin pédagogique. Leur travail a démarré en septembre 2022 pour enfin voir le jour le 8 décembre 2023.



LA FORMATION CONTINUE

CHIFFRES DE L'ANNÉE 2023

- 97 adultes accueillis
- 9 462 heures de formation dispensées (hors apprentissage)
- Total recettes estimées pour 2023 : 209 143 €



MÉTIERS DE LA VENTE :

Préparation des titres professionnels Employé Commercial (EC) et Conseiller de Vente (CV) :

- 35 adultes ont suivi la préparation d'un de ces 2 titres professionnels ;
- 4 sessions en 2023 : 2 sessions pour chaque titre
- **3 dispositifs de formation déployés en 2023 dans le cadre de la préparation de ces titres.**

HSP (HABILITATION DE SERVICE PUBLIC) 1er NIVEAU DE QUALIFICATION : dispositif à destination des demandeurs d'emploi et jeunes accompagnés par la Mission Locale plutôt dans le secteur du commerce

- 27 personnes formées ou en cours de formation.

EXPÉRIMENTATION AFEST : préparation du titre Employé Commercial.

- 4 personnes formées sur ce dispositif ;
- 2 apprenants ont poursuivi leur cursus sur le dispositif HSP et préparent le titre conseiller de vente actuellement.

APPRENTISSAGE : ouverture à la préparation des titres professionnels à l'apprentissage en 2021.

- 4 personnes formées ou en cours de formation sur ce dispositif : 2 en EC et 2 en CV.
- **Taux de réussite formations métier de la vente tous dispositifs confondus**
- 14 inscrits au titre ;
- Validation du titre professionnel : 13 soit 93% ;
- Échec/non présenté : 1 ;
- Abandons en cours de formation : 5 ;
- En cours de formation : 16 ;
- **Montant des recettes générées en 2023 : 84 117 €.**

MÉTIERS DE LA POISSONNERIE :

26 adultes ont été accueillis en formation dans la filière dans le cadre de la préparation du CAP Poissonnier écailler ou du CQP Poissonnier de la branche de la grande distribution.

- **CAP Poissonnier écailler**

Groupe Auchan

12 salariés du groupe Auchan ont terminé leur préparation du CAP en mai 2023. Le groupe Auchan a confié à Bassin Formation, cette année encore, la mission de former 9 nouveaux salariés venus de la France entière. 12 salariés en Pro-A et 9 apprentis.

- **CQP Poissonnier**

4 salariés en contrat de professionnalisation ont été formés dans le cadre de la préparation de cette certification de branche.

- **Taux de réussite**

CAP Poissonnier écailler : 100%
CQP Poissonnier : 1 en attente de validation de la certification par la Branche.

- **Montant des recettes générées en 2023** : 75 028 €

Groupes Auchan Pro A : 33 728 €
Groupes Auchan Apprentis : 35 630 €
Individuels : 2 070 €
CQP Poissonnier : 3 600 €



MÉTIERS DE L'HÔTELLERIE-RESTAURATION

30 adultes ont été formés dans le cadre de la préparation du Titre professionnel Serveur en restauration, de la formation obligatoire « Hygiène alimentaire pour les établissements de restauration commerciale » ou pour préparer un bloc du CAP Cuisine.

TP Serveur

- 12 personnes ont suivi la préparation de ce titre professionnel ;
- 2 sessions en 2023 ;
- 2 dispositifs de formation déployés dans le cadre de cette préparation HSP (Habilitation de Service Public) 1er niveau de qualification : dispositif à destination des demandeurs d'emploi et jeunes accompagnés par la Mission locale ;
- 5 personnes formées ou en cours de formation sur ce dispositif ;
- Apprentissage : 7 personnes formées ou en cours de formation sur ce dispositif.

Hygiène alimentaire pour les établissements de restauration commerciale

- 17 personnes formées ;
- 4 sessions ;
- 9 salariés, 1 auto entrepreneur, 7 demandeurs d'emploi.

Cette formation est également proposée aux candidats au titre professionnel Serveur

Bloc 2 du CAP Cuisine

- 1 parcours personnalisé a été construit pour répondre à une demande de développement des compétences. L'apprenante est une salariée qui souhaite se reconvertir dans la restauration et créer son activité sur notre territoire. La formation se déroule hors temps de travail et a été organisée en fonction des jours de congé de la salariée.
- L'apprenante n'a pas souhaité s'inscrire à l'examen pour présenter ce bloc de compétences cette année.

Taux de réussite

Seul le titre professionnel Serveur en restauration est concerné par le passage d'une validation.

- 5 inscrits au titre en 2023 ;
- Validation totale : 4 soit 80% ;
- Validation partielle (1 bloc de compétence sur les 2 qui constituent le titre) : 1 soit 20% ;
- En cours de formation : 6.

Montant des recettes générées en 2023 : 34 474 €



MÉTIERS DE LA COIFFURE

3 adultes sont en cours de formation dans le cadre de la préparation du Brevet professionnel (BP) ou du CAP Métiers de la coiffure.

BP coiffure

- Ces 2 salariées en cours de formation qui passeront l'examen en 2026.

CAP Métiers de la coiffure

- 1 parcours individuel Montant des recettes générées en 2023 : 5 788 € ;
- BP coiffure : 2 892 € ;
- CAP Métiers de la coiffure : 2 896 €.

MÉTIERS DE LA MÉCANIQUE NAVALE ET AUTOMOBILE

3 adultes sont en cours de formation dans ce domaine.

Baccalauréat professionnel Mécanique navale1
- 1 personne prépare ce diplôme.

Parcours individuel Blocs professionnels du CAP Mécanique navale
- 1 parcours individuel

Montant des recettes générées en 2023 : 9 736 €
- Bac MN : 7 933 € ;
- CAP MVA : 1 463 € ;
- Parcours individuel : 340 €.



L'ATELIER DE PÉDAGOGIE PERSONNALISÉE

CHIFFRES DE L'ANNÉE 2023

- 156 nouveaux parcours mis en place sur l'année soit 210 au total ;
- 15 668 heures de formation dispensées.



PARCOURS CERTIFIANTS

Titre Professionnel ASCA – Assistant Comptabilité et Administration
- 23 candidats ont présenté 43 unités sur les deux sessions (janvier et juin 2023).

Taux de réussite

Sur les deux sessions pour les candidats préparés par l'APP est de :
- Épreuve Administration des ventes, des achats et des règlements : 100 % ;
- Épreuve Mise en œuvre des travaux préparatoires de fin d'exercice : 100 % ;
- Support à l'activité administrative et comptable : 83 %.

Titre Professionnel ASCOM – Assistant Commercial et de Communication
- Préparation de 2 candidats.

HABILITATION SERVICE PUBLIC

Sur l'année 2023, 109 personnes (80 nouveaux parcours sur l'année) ont eu accès à ces formations, ce qui représente 7 900 heures de formation.

Certifications CléA / CléA numérique
- 3 évaluations ont été passées avec 100 % de validation ;
- CléA numériques : 2 certifications obtenues.

RECETTES GÉNÉRÉES

L'activité de l'APP a permis de générer 210 000 euros de recettes, tous financements confondus soit :
- 101 800 € sur financement Région HSP ;
- 102 000 € sur financements Entreprises publiques et privées / OPCO / Contrat Pro / TransitionPro / France Travail / CPF / Financements individuels ;
- 6 144 € au titre de l'Apprentissage pour le titre ASCA.

L'APPRENTISSAGE

CHIFFRES DE L'ANNÉE 2023

- Effectifs 2023 : 384 contrats d'apprentissage dans 7 filières de formation du CAP au BTS

Par niveau :
- 185 en CAP (49%) ;
- 5 en Mention Complémentaire (1%) ;
- 20 en BP (5%) ;
- 89 en BAC (23%) ;
- 85 en BTS (22%).

Par sexe :
- 169 filles (44%) ;
- 215 garçons (56%).

Par filière :
- Coiffure : 73 apprenants (19%).

Vente / Commerce :
- 146 apprenants (38%).



Maintenance Navale :
- 32 apprenants (8%) BTS Gestion de la PME : 19 apprenants (5%).

Hôtellerie Restauration + Produits de la Mer :
- 43 apprenants (12%).

EFFECTIFS SUR PAYS BARVAL : 288

- 138 Contrats COBAS
- 123 Contrats COBAN
- 27 Contrats Val de l'Eyre

Examens session 2023 :

Au total 120 admis sur 169 qui ont passé l'examen, soit une réussite globale de 71.01%
- **Niveaux CAP et Mention** : 83,75% de réussite ;
- **Niveaux BAC et Brevet Professionnel** : 70.45% de réussite ;
- **BTS :** 48.89% de réussite.



Maintenance Automobile :
- 71 apprenants (18%).





LA PROXIMITÉ HABITAT





PLH 2017-2023

Le Programme Local de l'Habitat (PLH) en vigueur a été approuvé par délibération du Conseil Communautaire du 30 juin 2017 pour la période 2017-2023 et prorogé jusqu'au 5 septembre 2024 par délibération communautaire du 22 juin 2023. Il s'agit du troisième PLH de la COBAS (le premier datant de 2003-2008).





Il définit, pour une durée de **six ans**, les **objectifs** et les **principes** d'une politique visant à répondre aux besoins en logements et en hébergements, à favoriser le renouvellement urbain et la mixité sociale et à améliorer la performance énergétique de l'habitat et l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées en assurant entre les communes et entre les quartiers d'une même commune une répartition équilibrée et diversifiée de l'offre de logements (article L302-1 code de la construction et de l'habitation).

Sur la base du diagnostic établi, le PLH de la COBAS fixe les 4 grandes orientations ci-dessous, se déclinant en diverses actions :

- Assurer au sein d'un volume de production maîtrisée, la diversification de l'offre nouvelle de logements afin d'offrir une réponse à toutes les catégories de ménages du territoire, en particulier aux plus exposés ;
- Investir le parc existant en mettant en place une intervention justement calibrée ;
- Organiser l'information des habitants sur les différents aspects de la politique locale de l'habitat ;
- Faire vivre la politique communautaire en lien étroit avec les communes et les partenaires.

L'année 2023 a été marquée notamment par :

- La poursuite de la procédure de révision du Programme Local de l'Habitat (PLH) de la COBAS, dont la mise à jour du diagnostic et la définition des orientations et actions du futur PLH « 2024-2030 ». Nota : ce dernier doit être arrêté au 1er trimestre 2024. L'approbation est prévue au 2nd semestre 2024 ;
- La continuité de la mission de service public de rénovation de l'habitat portée par le SERVICE HABITAT de la COBAS avec son prestataire (SOLIHA). Une dizaine de journées d'information « de terrain » ont notamment été réalisées en 2023 pour informer et conseiller les habitants sur les travaux et les aides pour améliorer l'habitat.



- L'approbation du document cadre fixant les orientations stratégiques en matière d'attribution du logement social sur le territoire de la COBAS et l'engagement de la démarche d'élaboration du futur plan partenarial de gestion de la demande et d'information du demandeur de logement social (PPGDID), par délibération communautaire du 22 juin 2023. Nota : ces travaux s'inscrivent dans le cadre de la réforme sur l'attribution du logement social et de la Conférence Intercommunale du Logement de la COBAS ;

- Le renouvellement en octobre 2023 de la candidature de la COBAS (avec le SYBARVAL, la COBAN et le VAL de l'EYRE) afin que le SERVICE HABITAT soit reconnue « espace conseil FRANCE RENOV » du territoire ;

- Logements sociaux : En 2023, il a été mis en service (« remise de clés ») **329 LOGEMENTS** sociaux neufs (ayant fait l'objet d'une aide antérieure de la COBAS), dont 8 logements « foyer jeunes travailleurs » (FJT La Graveta à Gujan-Mestras).



Enfin sur l'année 2023, il a été approuvé par le conseil communautaire un total cumulé de 332 200 € de subventions aux bailleurs sociaux pour un total de 4 résidences en projet. Cela représente 108 logements sociaux aidés, dont la majorité sera livrée d'ici 2025-2026. Ils se répartissent comme suit : 53% de logements sociaux (PLUS), 37% de logements très sociaux (PLAI) et 10% de logements sociaux à loyer supérieur (PLS ; non financé par la COBAS).



S'agissant de la qualité des opérations, elles répondent aux critères de performance énergétique et de qualité environnementale fixés par le règlement d'intervention de la COBAS. Elles répondent également aux critères de bonne insertion dans le tissu urbain et paysager et de localisation à proximité des transports en commun (réseau BAÏA).

PRÉVENTION ET SOLIDARITÉ



LE POINT-JUSTICE UN NOUVEAU LIEU

L'emménagement dans les nouveaux locaux a été le fait marquant pour cette année 2023.

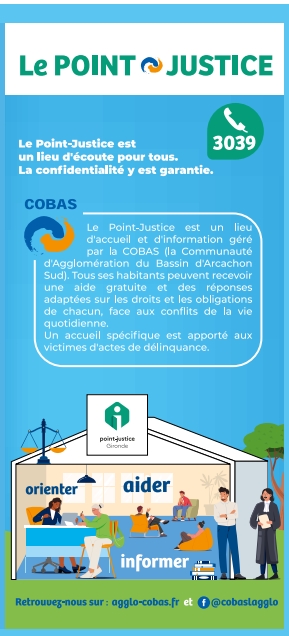
L'inauguration s'est déroulée le 15 février en présence des représentants des autorités du Ministère de la Justice et en particuliers du Président du Tribunal Judiciaire de Bordeaux Eric Ruelle ainsi que des avocats du Barreau de Bordeaux.



La visibilité des lieux, la communication effectuée, les nouvelles plaquettes distribuées ont contribué à une augmentation très significative de la fréquentation et notamment l'accueil physique des usagers.







Le Point-Justice est un lieu d'accueil gratuit qui permet d'apporter à chaque usager une information de proximité, une orientation et une aide. **Un numéro unique 30 39.**
L'information est délivrée par des juristes du secteur associatif et des professionnels du droit.

Le nombre de personnes ayant fréquenté le Point-Justice en 2023 est de : 10 476 personnes soit une augmentation de 43 %



QR code pour visionner le reportage

Plus de 4600 appels téléphoniques ont été gérés ainsi que l'accueil physique de 5800 personnes.



Le Point-Justice a aussi la possibilité d'organiser des formations au bénéfice de certains professionnels du territoire à l'image de la formation droit des étrangers qui s'est déroulée le 24 février.

Depuis le 1er juin 2023, le Point-Justice aide à la constitution du dossier d'aide juridictionnelle (48 personnes ont été accompagnées).

Les missions du Point-Justice sont organisées autour de 3 axes thématiques :
- Informations et conseils juridiques ;
- Résolution amiable des conflits ;
- Activité judiciaire pénale exercée par des professionnels.

- Les usagers reçus ont été informés, orientés et accompagnés dans les domaines suivants :
- Droit du travail : 23 % ;
- Droit de la famille : 20 % ;
- Droit du logement : 12 % ;
- Droit de la consommation : 17 % ;
- Droit administratif : 3 % ;
- Droit des étrangers : 12% ;
- Activité judiciaire : 13 %.

Permanences des avocats et des notaires
- Les avocats ont effectué 26 permanences et ont reçu 184 personnes ;
- Les notaires ont assuré 46 permanences et ont reçu 92 personnes.

16 ÉVÉNEMENTS SE SONT DÉROULÉS DURANT L'ANNÉE

BUDGET ANNUEL

Le budget annuel du Point-Justice incluant tous les intervenants (hors frais de personnel COBAS) s'élève à 64 613,98 € financés à hauteur de 48 443,98 € par la COBAS et 16 170 € par le CDAD.



LA SOLIDARITÉ

Dans le cadre des conventions partenariales, la COBAS a poursuivi l'accompagnement des associations d'insertion sociale, professionnelle, d'économie sociale et solidaire, de prévention et de solidarité sous la forme de subventions de fonctionnement.

Pour l'année 2023, l'engagement financier de la Collectivité a été le suivant :

- Habitat Jeunes Bassin d'Arcachon : 527 000 € ;
- Mission Locale du Bassin d'Arcachon et du Val de l'Eyre : 177 930,24 € ;
- Insercycles Bassin d'Arcachon et Val de L'Eyre : 90 000 € ;
- L'Essor : 8500 € ;
- Service de Soins Infirmiers à Domicile : nouvelle modalité-partenariat avec la ville de la Teste pour le loyer annuel : 13 179 € ;
- Dispositif Chèques Eau en partenariat avec SO'BASS via les CCAS des 4 communes : 19 778,40 € ;

Le partenariat avec la SNCF a permis de reconduire jusqu'en 2025 la mise à disposition de locaux afin d'accueillir l'activité du CEID (Comité d'Étude et d'Information sur les Drogues et les Addictions).

COBAS SOLIDAIRE : ACCUEIL DE JOUR ITINÉRANT

L'activité 2023 en quelques chiffres :

- 4 445 personnes reçues lors des permanences, dont 121 personnes nouvelles.
- 1 283 entretiens personnalisés.
- 1 656 prestations lavage / séchage linge et prestations douches.

Des partenariats co-construits maintenus en matière d'accès aux soins avec les équipes médico-sociales de la PASS Mobile du Centre Hospitalier d'Arcachon, de l'EMPP (un infirmier psy de l'Équipe Mobile Précarité Psychiatrie) de Charles Perrens, du CEID Mobile (programme d'échanges de seringues) de Planterose à Bordeaux et de l'Unité Mobile de Soins Dentaires de la Croix- Rouge.

L'enveloppe financière dédiée à l'accompagnement social de l'Accueil de Jour Itinérant s'est élevée à 160 918 € pour l'année 2023. La COBAS a participé à la remise en état du véhicule pour un montant de 8132,09 € permettant ainsi des conditions de travail plus satisfaisantes pour les professionnels et un meilleur accueil des bénéficiaires.

ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE

La gestion est assurée par la société VAGO jusqu'à fin 2024.

2 aires d'accueil pour les gens du voyage sont ouvertes

- du 24 avril au 7 septembre 2023 de l'aire du Teich ;
- du 28 mai au 10 septembre pour l'aire de Grand Passage
- Un partenariat maintenu avec la mission de coordination départementale confiée à AssosConseil pour la médiation dans le cadre des occupations illicites, et la gestion planifiée de l'accueil des groupes ;
- Lancement de la réflexion sur le devenir de l'aire d'accueil permanente à Gujan- Mestras.

LA CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE (CTG) A ÉTÉ SIGNÉE POUR 5 ANS ENTRE LA COBAS, LA CAF ET LES 4 COMMUNES

Restitution de la démarche de diagnostic auprès des acteurs du territoire le 28 mars 2023 pour identifier les axes de travail prioritaires au regard des besoins identifiés.



QR code pour visionner le reportage de la signature de la CTG

POLITIQUE CULTURELLE



LE RÉSEAU DES ÉCOLES ET CONSERVATOIRES DE MUSIQUE

La mutualisation du réseau des écoles et conservatoires de musique se poursuit.

Le règlement commun des études a été finalisé fin 2023, dans l'optique du projet d'établissement du réseau Musi'COBAS.



Une journée de formation animée par Patrick Prunel et organisée en partenariat avec le Pôle d'Enseignement Supérieur Musique et Danse (PESMD) de Bordeaux, sur le thème « la motivation de l'élève dans l'enseignement artistique » a eu lieu le 7 juillet à l'ALSH de la COBAS. 39 professeurs y ont participé.

QR code pour visionner le reportage des professeurs de musique de la COBAS en formation.





Depuis plusieurs années, Opus Bassin, fédère les 4 établissements d'enseignement musical de la COBAS grâce au travail des enseignants qui ont à coeur de proposer à leurs élèves des projets enrichissants et novateurs.



A la rentrée 2023 : 56 enseignants qui dispensent 900 heures de cours par semaine et 4 nouveaux recrutements pour remplacements.

2 créations de postes à temps complet pour l'enseignement du piano et de la formation musicale.

Convention de partenariat avec l'Olympia d'Arcachon pour la saison 2023/2024 : participation des écoles et leurs professeurs en amont de certains concerts : Premier concert : le 2 novembre 2023.



LE RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES

Le Réseau des Médiathèques avec un nouveau portail et une nouvelle carte :

Le territoire de la COBAS est composé de 4 médiathèques municipales. L'accès et l'inscription aux équipements est gratuit pour l'ensemble de la population de la COBAS.

La mutualisation des médiathèques se poursuit par :

- La création d'une identité visuelle « Réseau des Médiathèques » ;
- La refonte de la page d'accueil du portail mise en ligne en avril 2023 ;
- Une carte Réseau permettant une inscription unique dans les 4 médiathèques du territoire mise en circulation le 17 novembre 2023.



QR code pour visionner le reportage du lancement de la carte des Réseaux des Médiathèques



- Une convention de partenariat entre les communes et la COBAS cadrant l'utilisation du portail et de la carte réseau.



- Les Nuits de la lecture en janvier 2023 avec communication et fil rouge artistique de la COBAS : déambulation du Komono Circus sur l'ensemble du réseau à la rencontre des publics ;
- Un nouveau fournisseur de notices bibliographiques pour le réseau : ORB ;
- Une adhésion réseau à l'association des ludothécaires de France.

ET TOUJOURS...

- Un portail internet commun financé et géré par la COBAS
- Le SIGB Decalog (système intégré de gestion des bibliothèques) financé intégralement par la COBAS et des formations réalisées en intra et en visio pour les professionnels des médiathèques.
- Des réunions de travail transversales et thématiques avec les équipes des médiathèques ;
- Un abonnement commun au magazine livres hebdo ;
- Un budget total de 33 059 € pour le Réseau des Médiathèques.

POLITIQUE SPORTIVE



Les piscines de la COBAS ont déjà 10 ans

Arcachon, La Teste-de-Buch et Gujan-Mestras, chacune avec leur spécificités : familiale, plongée, détente et Spa.

Les fréquentations en 2023 des piscines de la COBAS sont de :

- Arcachon : 51 157 entrées ;
- La Teste-de-Buch : 74 967 entrées ;
- Gujan-Mestras : 100 018 entrées ;

Soit un total de 22 6142 entrées pour les 3 équipements.







Les subventions aux clubs sportifs communautaires

Ces associations œuvrent pour l'intercommunalité en accueillant des adhérents de l'agglomération et proposent des activités physiques et sportives sur l'ensemble de la COBAS.

Toutes les associations sportives se sont engagées à respecter les critères de la charte du sport communautaire.

Enveloppe totale : 616 956 € dont 606 356 € de subventions de fonctionnement et 10 600 € d'accompagnement pour les manifestations sportive.

FOURRIÈRE CANINE

La COBAS a renouvelé le contrat de délégation de service public pour la fourrière canine avec l'Association Pour la Sauvegarde des Animaux » (APSDA) de La Teste-de-Buch », jusqu'au 31/12/2027.

La Ville de La Teste-de-Buch confirme son soutien à l'exercice de cette compétence intercommunale par la mise à disposition gratuite des locaux de la fourrière, comprenant 8 box d'accueil pour les chiens.

En 2023, la fourrière a pris en charge 255 chiens (+11% par rapport à 2022). 90% ont été récupérés par leurs propriétaires, les autres ont été transférés au refuge pour être proposés à l'adoption.

Cette année encore, la fourrière a recueilli les chiens de personnes sans domicile fixe, de 8 personnes gardées à vue, de 2 maîtres décédés, et de 3 personnes admises en hôpitaux spécialisés. Ces interventions très spécifiques sont particulièrement lourdes à gérer par l'équipe du centre de recueil canin. La collaboration avec les forces de l'ordre est nécessaire, notamment pour obtenir le remboursement des frais, qui ne peuvent pas être payés directement par ces personnes.



FOURRIÈRE AUTOMOBILE

279 véhicules ont été placés en fourrière, soit -14% par rapport à 2022.

OFFICE DE TOURISME DU TEICH



Une fréquentation à l'OT en légère baisse, expliquée par un mois de juillet maussade et une arrivée tardive des vacanciers sur le Bassin d'Arcachon. Un accueil hors les murs avec le triporteur en juillet et août comme l'an passé.



- Une billetterie qui compte 23 produits. Guide touristique repensé à destination des habitants et toujours traduit en anglais et en espagnol ;
- Ouverture d'une boutique de produits locaux au sein de l'accueil de l'Office de tourisme : 20 références ;
- Un chiffre d'affaires qui se maintient (+1,1%) et des ventes en ligne qui poursuivent leur progression (+21,7%) et qui représentent 19% du total des ventes ;
- 77 partenariats, 21 conventions ;
- Une campagne de communication innovante sur les réseaux sociaux et notamment sur Instagram.

- Une participation de l'Office de Tourisme aux évènements organisés par la Mairie : accueil des nouveaux habitants, Journées Européennes du patrimoine, Forum des associations, Marché de Noël, Festival Territoire sauvage, Fête du vélo ;
- 3 forums professionnels ;
- Journées du Patrimoine au Château du Ruat au Teich.





ADMINISTRATION GÉNÉRALE



SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

- 13 Bureaux ;
- 6 Conférences des Communes ;
- 6 Conseils Communautaires ;
- 1 CCSPL (15/06/2023) ;
- 1 CCF (Commission de Contrôle Financier le 20/10/2023).





193 délibérations ont été présentées sur les 6 conseils communautaires.



ACROPOLIS

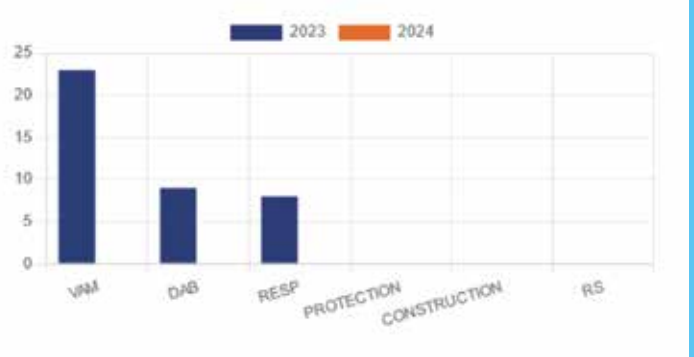
Ainsi la COBAS a franchi une étape significative avec le déploiement réussi du logiciel de dématérialisation Acropolis. Cet outil polyvalent assure la gestion intégrée des différentes Commissions, telles que les DSP, CCSPL, et les Commissions d'Appel d'Offres. Un des objectifs de cet outil est la transparence, l'efficacité, et la centralisation des données favorisant ainsi une collaboration fluide entre tous les services. Aussi, dans le même principe que pour les délibérations, chaque décision est générée depuis ce logiciel, conférant une autonomie totale à chaque service et renforçant la transversalité au sein de l'organisation.

ASSURANCES SINISTRES 2023

Relance et notifications des marchés d'assurances (dommages aux biens, responsabilité civile et responsabilité civile aérodrome, flotte auto, risques statutaires du personnel, protection juridique des personnes physiques et morales) pour la période 2024-2027 en collaboration avec l'assistant à maitrise d'ouvrage Protectas.

- Flotte automobile : 23 sinistres ;
- Dommages aux biens : 9 sinistres ;
- Responsabilité civile : 8 sinistres ;
- Protection juridique : 1 dossier.

Sinistres par branche



COMMANDE PUBLIQUE

PROGRAMMATION DES ACTES D'ACHAT 2024 avec les différents services de la COBAS.
Afin d'organiser la planification des actes achats, une programmation « 2024 » a été élaborée en partenariat avec les directions de Pôle et les services. Cette programmation est abordée comme un lien entre la planification des besoins et la préparation budgétaire. Elle est par conséquent réalisée en fin d'exercice budgétaire 2023. Un point d'actualisation et de recensement des nouveaux besoins le cas échéant interviendra en milieu d'année 2024 afin d'assurer au mieux la programmation des actes d'achat tout au long de l'année.

3AR

Dans le cadre de l'adhésion de la Collectivité au réseau 3AR, une partie de l'équipe de la Commande Publique a participé à des échanges afin d'obtenir des nouveaux « outils » qui vont dans le sens des évolutions législatives en cours, afin de prendre en compte des objectifs de développement durable dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale.

SPASER

Avec le soutien du Commissariat Général au Développement Durable et de l'ADEME Nouvelle-Aquitaine, et avec le soutien technique des partenaires du réseau 3AR, celui-ci a proposé à la fin de l'été 2023 un nouvel Appel à Manifestation d'Intérêt pour les structures ayant mise en place ou souhaitant se lancer dans la mise en oeuvre d'un SPASER. Suite à la candidature du service commande publique et acceptation de celle-ci par le réseau 3AR, cet accompagnement a été mis en place. Les premières réunions se tiennent depuis début décembre 2023. L'ensemble du service Commande Publique participe à ces temps d'échange.

SINISTRES DOMMAGES OUVRAGE

- Pôle Environnement ;
- Ba2E.

DOCUMENTATION - ARCHIVES

- 396 mètres d'archives externalisées chez le prestataire de stockage, soit 792 conteneurs ;
- 139 articles et sommaires numérisés, diffusés par lettre d'information bi-hebdomadaire ;
- Recherches documentaires et archivistiques, veille juridique.

CONTENTIEUX

- 17 dossiers en cours

COMMISSIONS DE SÉCURITÉ

- 92 visites

COMMISSION INTERCOMMUNALE POUR L'ACCESSIBILITÉ DES PERSONNES HANDICAPÉES

- 1 visite

REQUÊTE EN EXONÉRATION

- 16 avis

RESAH

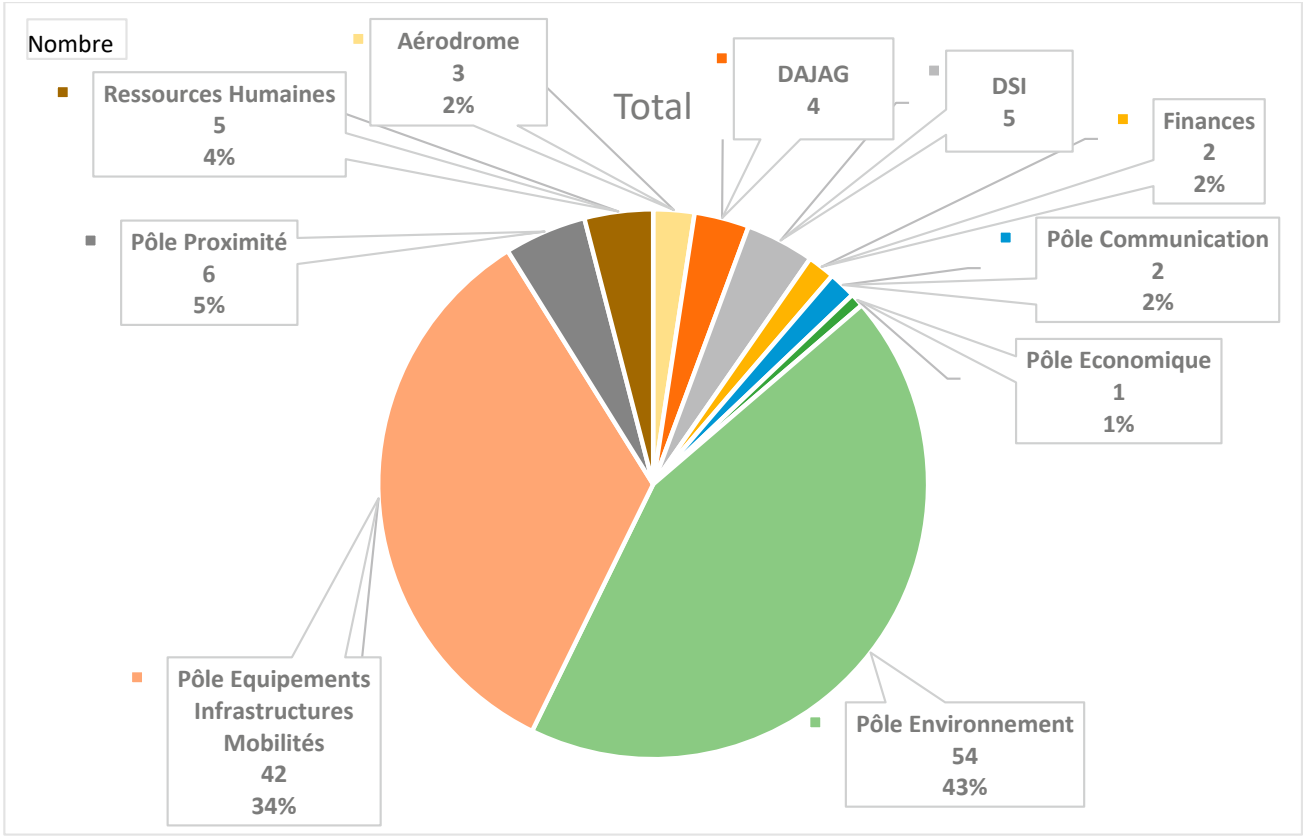
Le groupement « Réseau des Acheteurs Hospitaliers » (GIP RESAH) est un groupement d'intérêt public dont l'objectif est d'appuyer la mutualisation et la professionnalisation des achats du secteur de la santé, public et privé non lucratif. Le RESAH a constitué une centrale d'achat conformément au Code de la commande publique. Le Conseil Communautaire a approuvé l'adhésion de la COBAS à cette centrale d'achat. Cette adhésion, en plus de permettre aux directions et services de la Collectivité d'avoir accès au catalogue que la centrale d'achat propose, permet aux communes membres de l'EPCI de pouvoir bénéficier de cette plateforme d'achats groupés.

La stratégie d'achats relative aux Contrôles Réglementaires des Bâtiments (CRB) de la COBAS, initiée en 2018, a permis de réaliser en 2022 l'ensemble des contrôles sur tous les sites, imposés par la règlementation en vigueur. Ces contrôles ont déclenché des travaux de mise à niveau de nos installations dans le cadre des levées de réserve.

Au cours de l'année 2023 écoulée, il a été recensé la passation de 125 marchés publics dont les détails suivants peuvent être mis en avant :

- CAO – En 2023, la COBAS a coordonné 17 Commissions d'Appel d'Offres (CAO), traitant près de 53 dossiers en collaboration étroite avec les différents services de la Collectivité. Cette démarche témoigne de l'engagement de l'organisation dans la transparence des procédures d'attribution, assurant ainsi une gestion rigoureuse des ressources au service de la COBAS.





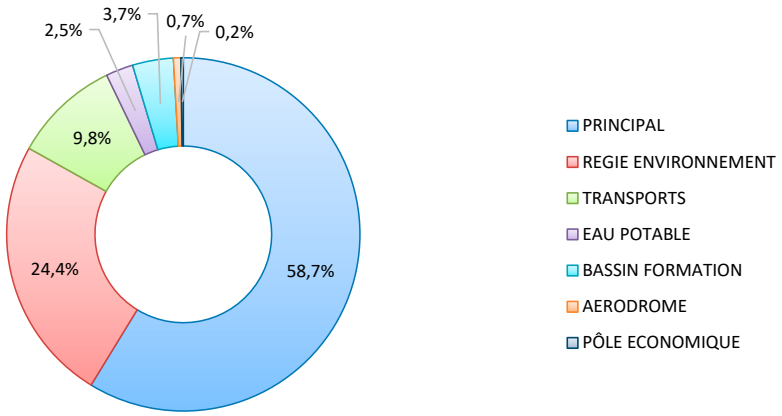
FINANCES



LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les produits annuels de fonctionnement de la Communauté d'agglomération du Bassin d'Arcachon Sud s'établissent à plus de 91 M€, tous budgets confondus, soit un niveau similaire par rapport au précédent exercice budgétaire.
Ces recettes d'exploitation sont constituées à plus de 60 % d'impositions fiscales (dont principalement la taxe d'enlèvement sur les ordures ménagères, la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, la compensation de la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, les taxes foncières des ménages et des sociétés, la taxe spéciale sur les surfaces commerciales...), mais également de dotations versées par l'Etat (5,2 M€), des activités assurées par les services communautaires, ainsi que des taxes affectées (versement mobilités, surtaxe eau) et des recettes diverses.

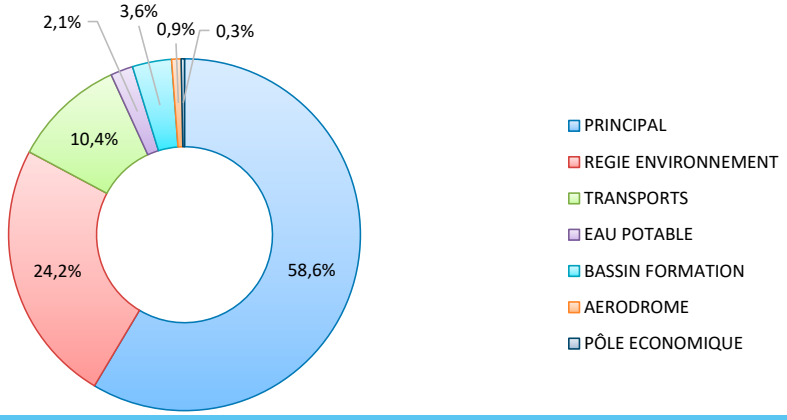
RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE LA COBAS (91 M€)



LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les charges d'exploitation s'avèrent relativement maîtrisées avec une augmentation d'un peu plus de 2 % par rapport à l'année 2022, soit un peu moins de 2 M€ en volume, et ce malgré un contexte fortement inflationniste et les revalorisations successives de la valeur du point d'indice de la fonction publique décidées par le Gouvernement.
Cette évolution est portée principalement par deux budgets annexes. D'une part, le budget régie Environnement a enregistré une hausse de plus de 700 000 € portant sur l'ensemble des contrats de prestations de service (dont notamment le transport et le traitement des déchets non-valorisables). D'autre part, le budget annexe Transports a constaté l'application d'une clause contractuelle portant actualisation de la contribution versée au délégataire du service public des transports collectifs avec une majoration provisionnée à hauteur d'environ 840 000 €.

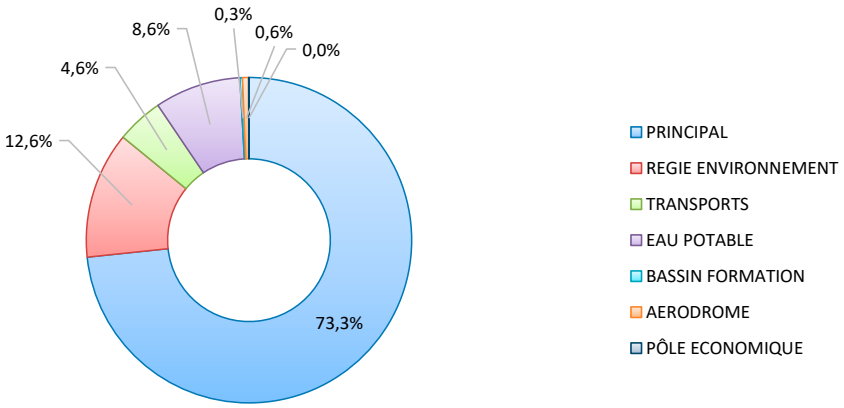
DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COBAS (81 M€)



LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les recettes de la section d'investissement diminuent de 13 % par rapport au précédent exercice pour atteindre 34 M€ en lien avec la baisse constatée au niveau des dépenses d'investissement (- 11 %).
Le budget Principal de la COBAS représente 71 % des investissements structurants de la collectivité et par voie de conséquence la majeure partie des financements permettant de les couvrir, soit 25 M€ sur le 34 M€ précités.
Aussi, sur le budget Principal, les sources de recettes proviennent essentiellement de l'autofinancement dégagé par la collectivité (47 %), d'emprunts (40 %), ainsi que des subventions d'investissements versées par des partenaires institutionnels (13 %).

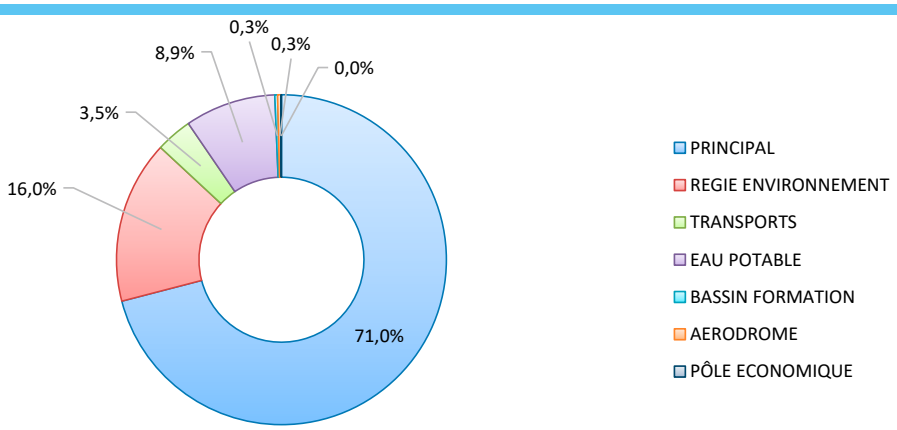
RECETTES D'INVESTISSEMENT DE LA COBAS (34 M€)



LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement se sont établies à presque 35 M€ en 2023, portées majoritairement sur le budget Principal de la COBAS avec 24,5 M€ comptabilisés. La construction ou la réhabilitation des écoles reste la compétence communautaire générant le plus de dépenses d'équipement avec un montant cumulé de 9 M€ en 2023, soit 37 % du total précité. Viennent ensuite les échéances d'emprunt pour la part capital avec 5,6 M€, la réalisation de terrains synthétiques de sport pour 2,8 M€ ou encore la création de pistes cyclables pour 1 M€.
Sur les autres budgets de la collectivité, il est à noter les efforts d'investissement conséquents portés par l'environnement à plus de 5,5 M€ (modernisation du parc de véhicules de collecte, construction de bornes enterrées pour le verre...) ou encore l'eau potable à hauteur de 3 M€ (sécurisation et renouvellement des canalisations et d'adduction au réseau).

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT DE LA COBAS (34 M€)



RESSOURCES HUMAINES



LES MOYENS HUMAINS

Au 31 décembre 2023, l'effectif total de l'EPCI est de 398 agents
(postes permanents et non permanents Temps Complet et Temps Non Complet pourvus)

→ 398 agents tous statuts confondus
- 360 sur postes permanents ;
- 38 sur postes non permanents.

→ 360 permanents
- 139 femmes soit 38,61 % ;
- 221 hommes soit 61,39 %.

→ 224 postes titulaires ou stagiaires
- 51 postes en CDI ;
- 85 postes en CDD ;
- 38 non permanents.

Par catégorie (permanents)

A	89	25%
B	94	26%
C	117	49%
Total	360	100%

Par filière (permanents)

Administrative	116
Technique	183
Animation	2
Médico-Sociale	2
Culturelle	57
Hors filière	0
Total	360

LES MOUVEMENTS EN 2023

Ils s'articulent comme suit :
- 10 départs en retraite ;
- 30 arrivées sous forme de recrutements gérés en interne par le service RH ;
- 8 mobilités internes.

LA GESTION DES CONTRACTUELS

La gestion des carrières est gérée à travers notamment :
- Des évaluations professionnelles pour tous les agents contractuels ayant une ancienneté supérieure à 1 an ;
- Des entretiens salariaux programmés tous les 3 ans.

LA CARRIÈRE DES AGENTS TITULAIRES ET LA GESTION DES MOBILITÉS

Elle se décompose de la manière suivante :
- 28 avancements de grade ;
- 12 promotions internes (au choix et examens professionnels) ;
- 6 réussites concours / examens.

LA FORMATION DES AGENTS COBAS EN 2023

211 agents ont bénéficié d'une ou plusieurs formations en 2023

- 402 inscriptions en formation ;
- 865.5 jours de formation ont été réalisés pour un montant de 73 535,10 euros ;
- 125 jours de formation d'intégration (34.5 jours pour les titulaires et contractuels en 2022) ;
- 528.5 jours de formation de professionnalisation (762 en 2022) ;
- 181 jours de formation de perfectionnement (218.5 en 2021) ;
- Formation au titre du CPF : 31 jours de préparation aux concours et examens professionnels – 20 inscriptions (9 en 2022).

Dont

- 371.5 jours de formation CNFPT au titre de la cotisation obligatoire ;
- 143.5 jours de formation en interne à la collectivité ;
- 350.5 jours de formation par autres organismes.

LE DIALOGUE SOCIAL 2023

La Direction des Ressources Humaines contribue à la mise en oeuvre et à l'animation du dialogue social, à savoir :

- 4 Comités Social Territorial (CST) ;
- 3 Formations Spécialisées en Santé et Sécurité, Conditions de Travail (F3SCT).

Ces réunions sont le reflet du souhait de la collectivité de construire un dialogue social de qualité au sein de l'Agglo. Elles sont destinées à évoquer et à travailler en amont les CT et les CHSCT avec les représentants du personnels, les questions qui seront soumises au vote des Comités.

PROJETS MENÉS EN 2023 PAR LES RH

Installation des nouvelles instances réglementaires : CST et F3SCT et rédaction des protocoles ;

- Mise en place du Complément Indemnitaire Annuel ;
- Ateliers sur les Risques Psycho-Sociaux et rédaction de la feuille de route.

INDICATEURS RH 2023

Le service des Ressources Humaines, c'est aussi un service support au service des agents :

- 462 Contrats et 316 avenants aux contrats ;
- 897 Arrêtés ;
- 479 Visites de Médecine Préventive ;
- 5 232 Paies établies ;
- 817 Générations de courriers RH.



SERVICE INFORMATIQUE



LE SERVICE INFORMATIQUE

Les principales actions de la COBAS en 2023 concernant la modernisation de son système d'information sont :

- Migration de l'ensemble des serveurs de la COBAS sur des versions 2019 et 2022 ;
- Mise en place de nouveaux outils de cyber sécurité destinés à toujours mieux protéger le Système d'information de la COBAS (surveillance des activités suspectes (EDR) et l'authentification multifactorielle pour la DSI (MFA)) ;
- Finalisation de l'ensemble de la dématérialisation des actes administratifs ; arrêtés et décisions avec mise en place de la signature numérique de la présidente, gestion de l'ensemble des documents liés aux différentes commissions de la COBAS.

Le système d'information de la COBAS bâti sur une architecture multi-sites (Fibre Noire et MPLS) est désormais constitué de 270 PCs, 40 serveurs physiques ou virtuels gérant les différents domaines, 2 NAS de stockage pour une volumétrie globale maximale de 30 To.

POINT-JUSTICE

- Refonte des réseaux de communication (accès à Internet par fibre optique, Wi-Fi sécurisé pour les intervenants extérieurs, téléphonie IP).

GED (Gestion Électronique des Documents)

Pour une meilleure efficacité, les tâches liées à l'enregistrement du courrier, la gestion des fournitures administratives du siège et des déplacements ont été confiées à un seul agent recruté en interne pour ce poste.
Un nouveau contrat de dépose et remise du courrier avec la Poste a été signé afin de limiter les déplacements en voiture du vaguemestre.
Cette réorganisation a permis de réduire la consommation de carburant de 47% et de dégager du temps de travail administratif à l'agent concerné.
En 2023 le service a traité 5 185 courriers entrants (courrier postal et mail, hors chèques et documentation) et 11 526 plis affranchis.

BASSIN FORMATION

- Mise en place de 40 terminaux nouvelle génération dans les salles de cours et au centre de ressources.





- Renouvellement des serveurs physiques.

LE PÔLE COMMUNICATION ET INFORMATION



LE POINT-JUSTICE

JANVIER 2023 A ÉTÉ MARQUÉ PAR LA RÉALISATION DE LA VITRINE DU POINT-JUSTICE.

Le Pôle Communication a eu l'idée, à la manière d'une bande dessinée, de représenter tous les visuels des affiches de la COBAS : des Consignes de tri sur les emballages à l'Habitat avec la Rénovation, en passant par l'ALSH de COBAS situé dans la Maison de l'Infante à La Hume, la fourrière, la politique sportive avec les joggers, Bassin Formation avec les jeunes qui consultent leur ordinateur, la politique culturelle avec le Réseau des Médiathèques et bien évidemment les pistes cyclables avec les vélos.







Sur la façade : une enseigne lumineuse avec le logo de la COBAS, un bandeau avec le nom du Point-Justice et un panneau qui résume les 3 valeurs du Point-Justice : Aider, Orienter, Informer ont été créés spécialement.





L'ensemble de ces visuels a été décliné sur les réseaux sociaux et sur internet. Une nouvelle plaquette a dans la foulée vu le jour et un reportage très complet a été réalisé afin d'expliquer ce qu'est le Point-Justice, ce qui s'y passe et qui peut y venir.

QR code pour visionner le reportage consacré au Point-Justice sur son rôle et ses missions.

LE PÔLE ÉCONOMIQUE DE LA COBAS

AUTRE HABILLAGE, CELUI DU PÔLE ÉCONOMIQUE DE LA COBAS RÉALISÉ EN DÉCEMBRE 2023.

Il a fallu créer l'ensemble des façades et trouver la signalétique idéale pour une visibilité de loin comme de près, création assez complexe du fait de la structure et des lettres qui avaient été collées précédemment sans sous couche et qui, une fois décollées, restaient apparentes.

Retrouvez la vidéo de la mise en place de la nouvelle signalétique.





Tournage avec le drone et l'iPhone. Montage sur Final Cut et réalisation d'une illustration en motion design pour les vœux de la COBAS.

Retrouvez les reportages des Rendez-Vous de l'Emploi via les deux QR code :

- En un la pose de la bâche devant le Parc des Expositions de La Teste-de-Buch ;
- En deux l'inauguration du salon.



Création de tous les kakémonos et de la bâche extérieure qui annonce l'évènement avec une particularité, spéciale développement durable, chaque année, seule la case de la date sera changée.





LA CULTURE

Le portail **RÉSEAU DES MÉDIATHÈQUES** a été lancé le 18 avril. Il a fallu créer l'ensemble des visuels à la fois pour internet et les réseaux sociaux mais aussi pour l'affichage et l'impression.
Des publicités dans les journaux locaux, des affiches pour les culs de bus et 10 000 flyers pour les 4 Médiathèques ont été réalisés ainsi qu'un reportage lors d'une conférence de presse à visionner ***en flashant ce Qr Code***





Des sacs, des stylos et des marques-page réglettes ont vu le jour et ont été distribués aux 4 médiathèques pour communiquer lors du lancement du nouveau portail et de la nouvelle carte.





Cette **nouvelle carte** « Réseau des Médiathèques » a été créée et permet depuis septembre 2023 aux habitants de circuler gratuitement sur l'ensemble des 4 Médiathèques du Sud Bassin.



LE RÉSEAU DES ÉCOLES ET CONSERVATOIRES DE MUSIQUE

Reportage réalisé sur la Formation suivie par les Professeurs de Musique

Flashez le Qr Code pour visionner le reportage.







Sur Facebook cette publication a touché 1 593 personnes et créé 107 interactions, partages.

LE SPORT

2 Terrains synthétiques construits.
Tournage et réalisation d'un reportage sur l'inauguration et les différentes étapes des travaux des terrains de Gujan-Mestras et du Teich avec les coulisses des tests pour obtenir le classement par la Fédération Française de Football.

Flashez le QR Code pour visionnez le reportage 1013 personnes touchées, 71 interactions et 1174 impressions sur Facebook.







ALSH DE LA COBAS

Création de la plaquette 2023 de l'ALSH, des plannings des mercredis et des vacances scolaires ainsi que les menus des enfants.





HABITAT

Pour chaque animation, le Service Habitat de la COBAS demande la création de flyers ou d'une affiche en vue d'informer les habitants des villes et des différents quartiers, que ce soit pour la tenue d'un stand ou l'organisation d'une balade thermographique. Une dizaine d'actions ont été organiséees.



1639 personnes touchées et 35 interactions sur Facebook pour la venue dune conseillère Soliha au MA.AT à Arcachon.





MOBILITÉS

Création de la 3e édition du Plan vélo avec l'ajout de l'itinéraire 21

A chaque édition, les tracés varient, les stations de gonflage et les informations évoluent, les photos et les publicités aussi. Diffusion sur les réseaux sociaux, en cul de bus, sur internet, dans la presse locale, via l'appli « my bus » de Baïa et sous la forme d'un plan tiré à 30 000 exemplaires.





Création de **3 panneaux** pour la Navette Maritime « **bus de mer» et de 30 000 flyers**.



Création de l'adhésif pour apposer sur la Navette Dune du Pilat.



SITE INTERNET DE LA COBAS

Mise à jour quotidienne et refonte en 2023 du site Internet de la COBAS avec pour objectif de simplifier son utilisation.



+ d'icônes sur la page d'accueil qui renvoient sur les services de la Communauté d'Agglomération.

Production d'une quarantaine d'Actualités à la Une ainsi que la mise en ligne de toutes les délibérations, procès verbaux et décisions votés lors des 6 conseils communautaires.

L'annonce sur FB à l'occasion des fêtes de fin d'année a touché **3642** personnes et généré 191 Interactions.



La communication gère aussi les Informations utiles du type modifications d'horaires des collectes, fermetures des déchèteries des professionnels et de celles des particuliers.





SITE INTERNET (SUITE)

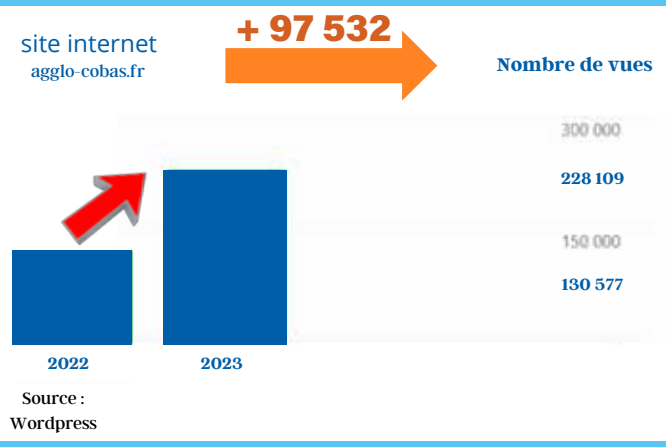
Mise à jour des pages du site internet notamment de celles qui regroupent les Compétences de l'Agglomération ainsi que celles de tous les Pôles avec une arborescence plus fonctionnelle.

NOMBRE DE VUES

ET LE RÉSULTAT EST SANS APPEL :

- Meilleure visibilité grâce à des icônes mieux identifiées ;
- Plus facile d'accès.

En 2023, **97 532 vues** de plus qu'en 2022.



Source : Wordpress

WORDPRESS, CANVA, CALAMÉO :

Entre 2022 et 2023 les publications postées via Calaméo sont passées de **51 800** pages vues à **91 400.**
Des aides indispensables pour faire vivre et partager les visuels et informations de la COBAS.

Entre 2022 et 2023 les publications postées via Calaméo sont passées de 51 800 pages vues à **91 400.**

Les pages les plus lues sont celles du **guide des déchets : 25 106** puis du **guide Habitat : 13 481** et ensuite du **Rapport d'activités 2022 : 12 682** pages lues.

2022



2023



PUBLICATIONS DE LA COBAS

Le Pôle Communication et Information assure la création des formats qu'il adapte à chaque réseau social et à son site internet. Cette année les habitants ont découvert un nouveau Point-Justice, il a fallu leur faire part du changement d'adresse, comment s'y rendre, en bus notamment et, pourquoi il était intéressant pour eux d'y aller.

Créations et **Publications de tous les Rapports** : Rapports d'activités, de Développement Durable et des Délégations de Service Public : Véolia, Équalia, Baïa... des plaquettes : Point-Justice, ALSH et des 2 Magazines de la COBAS.





QR code pour visionner les mag'Agglo de la COBAS





RA 2022

RDD 2022

Création du **Rapport de Développement Durable 2022** et **distribution de 48 200 exemplaires dans les boîtes aux lettres** de la population.

Diffusion des directs audio des Conseils communautaires avec publication sur internet te réseaux sociaux pour suivre chaque conseil de chez soi ou d'ailleurs.

Et avant chaque conseil, entre 14h et 15h, un message est également diffusé pour indiquer le programme du jour du Conseil. Cela permet de faire patienter les auditeurs en avance jusqu'à 15h, heure d'ouverture de la séance avec l'appel des élus.

+Diffusion du reportage tourné le 14/12/23 pendant le Conseil



CARTE DE VOEUX 2024

Lors du dernier Conseil Communautaire de l'année 2023, la carte de Voeux électronique 2024 a été présentée aux élus avec un slogan : « Ensemble on est plus fort » avec la photo des 4 maires du Sud Bassin.
Réalisée par la directrice de la Communication à partir de vidéos, photos et d'animations en Motion Design qu'elle a accompagnée d'un commentaire pour lier l'ensemble des images. Cette carte annonce l'ensemble des projets de la COBAS pour l'année à venir. Elle remplace tous les vœux papiers de la Collectivité.



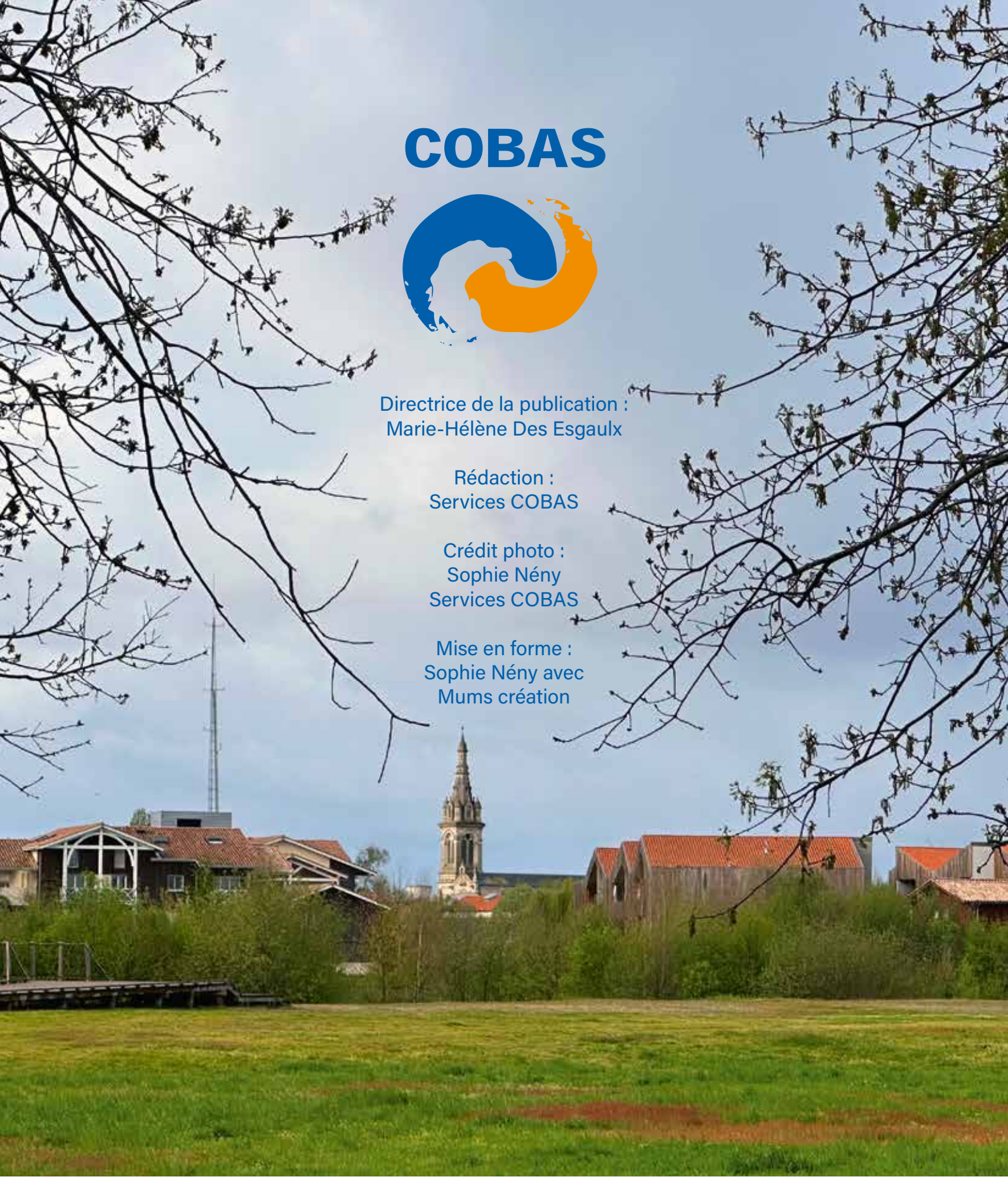


QR code pour visionner la carte de Vœux électronique de la COBAS





En 2023, le Pôle Communication a su développer et renforcer l'image de la Collectivité.



COBAS

Directrice de la publication :
Marie-Hélène Des Esgaulx

Rédaction :
Services COBAS

Crédit photo :
Sophie Nény
Services COBAS

Mise en forme :
Sophie Nény avec
Mums création

www.agglo-cobas.fr @cobaslagglo

2, allée d'Espagne - 33120 Arcachon - Tél. : 05 56 22 33 44

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

RAPPORT ANNUEL SUR LE
PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU



ANNEE 2023

sommaire

1 INTRODUCTION 3

2 LES CHIFFRES CLÉS DE L'ANNÉE 2023 4

3 CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DU SERVICE D'EAU POTABLE 5

3.1 PRÉSENTATION ET MODE DE GESTION DU SERVICE PUBLIC D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE 5
3.2 POPULATION DESSERVIE ET NOMBRE D'ABONNÉS 7
3.3 LA RESSOURCE EN EAU 9
3.4 LE RÉSEAU DE DISTRIBUTION 15

4 LES INDICATEURS DE PERFORMANCE TECHNIQUES 18

4.1 LA QUALITÉ DE L'EAU 18
4.2 LA GESTION DE LA RESSOURCE EN EAU 19
4.3 LES PERFORMANCES DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION 21
4.4 LA GESTION PATRIMONIALE DU RÉSEAU DE DISTRIBUTION 22
4.5 LES RENOUVELLEMENTS ET TRAVAUX NEUFS RÉALISÉS 25

5 LES INDICATEURS DE PERFORMANCE FINANCIERS 27

5.1 PRIX TTC DU SERVICE AU M³ POUR 120 M³ (D102.0) 27
5.2 LES RECETTES ET LES CHARGES DU SERVICE 28
5.3 MONTANT DES ABANDONS DE CRÉANCES OU DES VERSEMENTS À UN FONDS DE SOLIDARITÉ (P109.0) 28
5.4 DURÉE D'EXTINCTION DE LA DETTE DE LA COLLECTIVITÉ (P153.2) 29
5.5 TAUX D'IMPAYÉS SUR LES FACTURES D'EAU DE L'ANNÉE PRÉCÉDENTE (P154.0) 29

6 LE SERVICE RENDU AUX USAGERS 31

6.1 LE SERVICE CLIENT 31
6.2 OUVERTURE DES BRANCHEMENTS 31
6.3 TAUX D'OCCURRENCE DES INTERRUPTIONS DE SERVICE NON PROGRAMMÉES (P151.1) 32
6.4 TAUX DE RÉCLAMATIONS 32

7 SYNTHÈSE DES INDICATEURS DE PERFORMANCE 34

1 INTRODUCTION

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (C.O.B.A.S.) exerce la compétence alimentation en eau potable sur l'ensemble de son territoire. A ce titre, elle présente chaque année son rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'alimentation en eau potable, conformément à l'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales. Ce rapport répond à une exigence de transparence sur la gestion technique et financière du service d'eau potable, via notamment la présentation des indicateurs de performance règlementaires.

L'année 2023 constitue la huitième année du nouveau contrat de délégation du service public d'eau potable qui, par délibération du Conseil Communautaire du 30 octobre 2015 a été attribué, à la société VEOLIA EAU, ayant constitué la société d'exploitation d'eau du Bassin d'Arcachon Sud (SEEBAS), pour une durée de 12 ans à compter du 1er janvier 2016.

Lors de cette année 2023, la COBAS a procédé à la réalisation des premières phases de son schéma directeur d'alimentation en eau potable et de défense extérieure contre l'incendie correspondant à l'audit global du fonctionnement de son service et la modélisation hydraulique du réseau. Cette étude se poursuit en 2024, notamment par les phases de sécurisation des ressources et l'établissement d'un programme pluriannuel d'investissement devant permettre de répondre aux enjeux des prochaines décennies en matière de desserte en eau potable des usagers du territoire.

Cette année 2023 a également été marquée par une poursuite du programme de renouvellement avec près de 4,3 km de réseau et 360 branchements renouvelés par la collectivité auxquels s'ajoutent les 345 branchements renouvelés par le délégataire.

D'un point de vue technique, on note en 2023 une progression du nombre d'abonnés ralentie par rapport aux exercices précédents (+1 %) et des volumes comptabilisés en baisse (-7,7 %) pour la première fois depuis le démarrage du contrat. La consommation moyenne par abonné présente une diminution sensible à 116 m³/an (contre 126 m³/an les années précédentes).

Par ailleurs, le rendement du réseau subit une nette inflexion en 2023 à 82,5 %, partiellement explicable par la diminution significative des volumes consommés. S'il reste sensiblement supérieur à la moyenne nationale qui se situe à 79,8 %, il est en deçà de l'objectif de 85 % fixé au niveau du contrat de Délégation de Service Public.

2 Les chiffres clés de l'année 2023

69 504 habitants	**47 358 abonnés**	**5 774 344 m³ d'eau potable** consommé
675 km de réseau de distribution	**Prix moyen de l'eau potable de 1,99 € TTC/m³**	**82,5 % de rendement**
98,5 % des analyses conformes	**0,72 % du réseau renouvelé**	**0,95 % d'impayés**

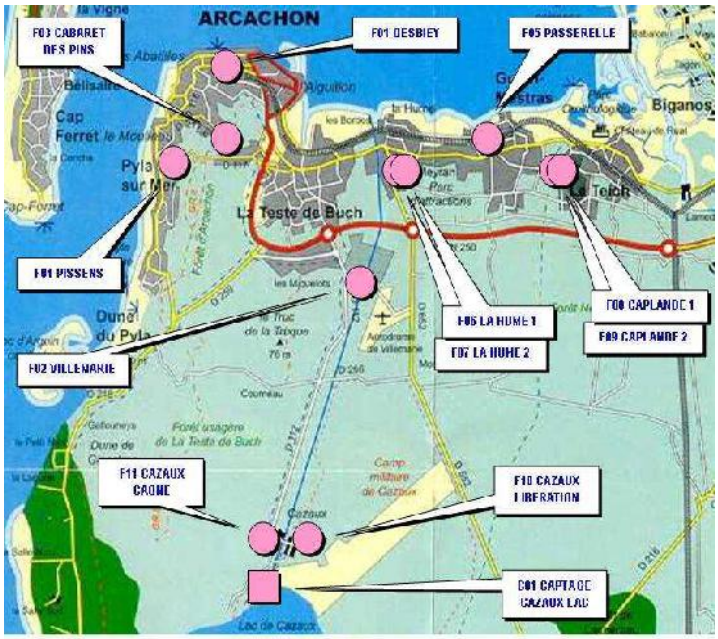
3 Caractéristiques techniques du service d'eau potable

3.1 Présentation et Mode de gestion du service public d'alimentation en eau potable

Avec plus de **69 500 habitants permanents** et environ 200 000 habitants en période estivale, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (C.O.B.A.S.) est l'une des plus importantes Agglomération du Département de la Gironde.

Structure de Coopération Intercommunale, la COBAS regroupe 4 communes adhérentes :

- Arcachon (11 391 habitants)
- La Teste de Buch (26 648 habitants)
- Gujan-Mestas (22 485 habitants)
- Le Teich (8 980 habitants)



COBAS - Ressources

Parmi ses compétences, la COBAS est en charge de la production et de la distribution d'eau potable gérée via 1 contrat de délégation de service public commun à l'ensemble des communes de l'agglomération dont l'opérateur est la société SEEBAS.

La COBAS contrôle les activités du Délégataire et assume financièrement les investissements nécessaires au bon fonctionnement du service.

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud est **l'autorité organisatrice** du service public de l'eau potable et a pour objectifs :

- La définition des missions du service public de l'eau et des conditions dans lesquelles elles doivent être remplies ;
- Le contrôle de la bonne exécution de ces missions par l'opérateur du réseau ;
- La gestion du patrimoine du service d'eau, en exerçant la responsabilité de la maîtrise d'ouvrage et une partie de la maîtrise d'œuvre ;
- Et la satisfaction des besoins des usagers.

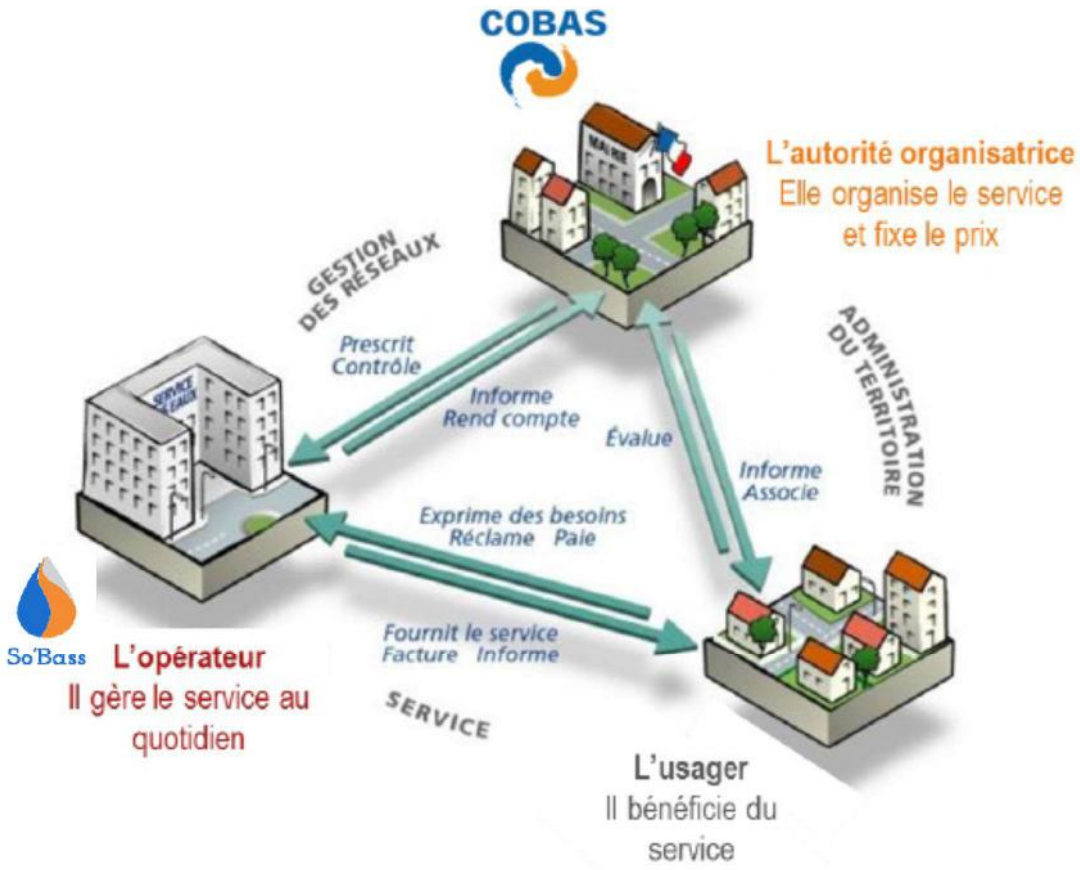
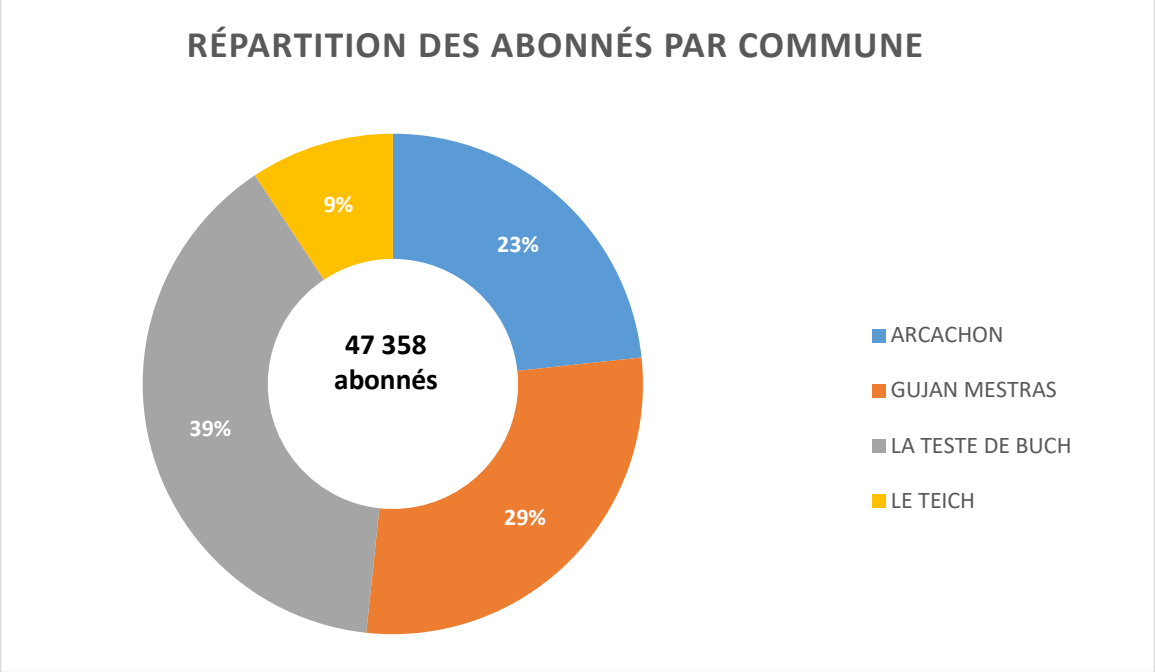


Schéma synoptique de l'organisation du service d'eau potable de la COBAS

3.2 Population desservie et nombre d'abonnés

Au 31 décembre 2023, le service public d'alimentation en eau potable de la C.OB.A.S. dessert **69 504 habitants, soit 47 358 abonnés**. La répartition par commune est récapitulée dans le tableau et le graphique suivants.

Commune	Nombre d'habitants estimé	Nombre d'abonnés
ARCACHON	11 391	11 043
GUJAN MESTRAS	22 485	13 442
LA TESTE DE BUCH	26 648	18 466
LE TEICH	8 980	4 407
C.O.B.A.S.	**69 504**	**47 358**



On constate que les Testerins représentent près de 40 % des abonnés du service, devant les Gujanais et les Arcachonnais. Les Teichois représentent quant à eux 9 % du nombre total d'abonnés.

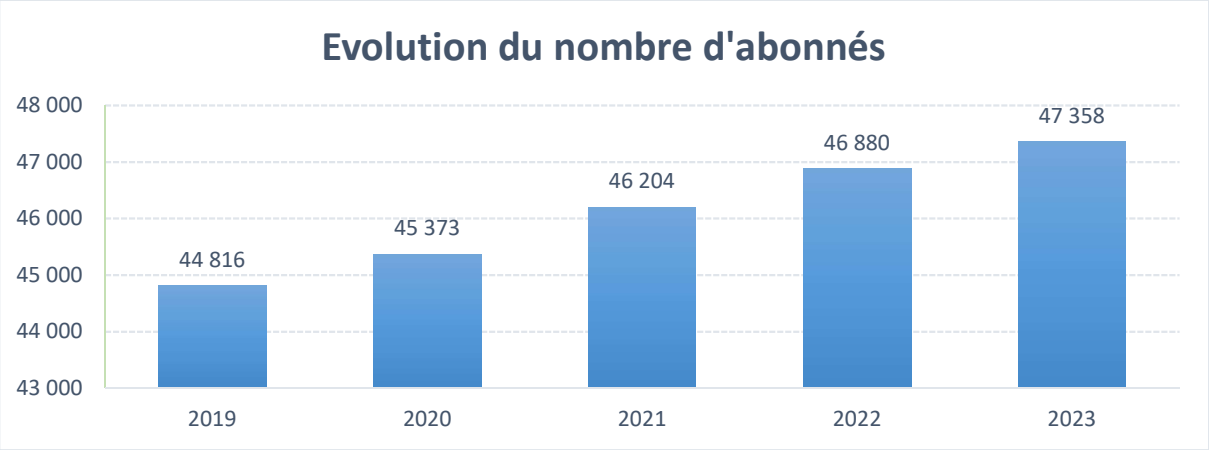
Particularités locales

Le service d'eau potable de la COBAS est caractérisé par la présence de nombreux « gros consommateurs d'eau », souvent rattachés au secteur du tourisme : hôtels, campings, infrastructures de loisirs...

On dénombre un seul usager dit « non domestique » sur le territoire de la COBAS : l'Esturgeonnière, au Teich.

Evolution du nombre d'abonnés

Depuis 2010, le nombre d'abonnés du service ne cesse d'augmenter du fait de l'attractivité du territoire, pour atteindre aujourd'hui un total de 47 358 abonnés (ce qui représente 69 504 habitants desservis). Le taux de croissance subi une nouvelle inflexion en 2023 à 1,02 %, alors que la moyenne des 5 années antérieures se situait autour de 1,9 %.



<u>Indicateur D101.0 – Estimation du nombre d'habitants desservis</u>

69 504 habitants en 2023 sur la C.O.B.A.S.

3.3 La ressource en eau

Les installations

La production d'eau potable	La distribution aux usagers
• 11 forages profonds • 1 prise d'eau dans le lac de cazaux • 29,6 km de canalisation d'adduction d'eau brute • 10 unités de production d'eau potable d'une capacité totale de 40 910 m^3/j	• 16 réservoirs d'une capacité totale de stockage de 21 420 m^3 • 675 km de canalisations de distribution • 11 stations de surpression • 49 895 compteurs

Le tableau ci-après récapitule la situation administrative des sites de la C.O.B.A.S. vis-à-vis de l'existence des arrêtés préfectoraux d'autorisation de prélèvement et des périmètres de protection.

POINTS D'EAU						ARRETES PREFECTORAUX						
						PERIMETRES DE PROTECTION		AUTORISATIONS DE PRELEVEMENT				
N° interne	NOM	COMMUNE	Profond.	Ind. BRGM	observat.	date	(1) copie reçue	date	(1) copie reçue	m3/h	m3/jour	m3/an
110.0-F01	DESBIEY	ARCACHON	478,00	825.8.5		09/12/1987				95	1 900	693 500
110.0-F02	VILLEMARIE	LA TESTE DE BUCH	506,00	849.4.79		23/05/2003		23/05/2003		150	3 000	1 000 000
110.0 I 03	CABARET DES PINS	LA TESTE DE BUCH	609,00	849.4.57		01/04/1985		18/08/1980		220	5 280	1 927 200
110.0-F04	PISSENS	LA TESTE DE BUCH	480,00	849.3.88		23/05/2003		23/05/2003		120	1 500	550 000
110.0 F05	LA PASSERELLE	GUJAN MESTRAS	376,00	850.1.5		09/12/1987		17/10/1988		120	2 880	876 000
110.0-F06	LA HUME 1	GUJAN-MESTRAS	615,50	849.4.56		01/04/1985		18/08/1980		170	4 080	1 489 200
110.0-F07	LA HUME 2	GUJAN-MESTRAS	402,00	849.4.58		01/08/1985		09/04/1984		150	2 500	912 500
110.0-F08	CAPLANDE 1	LE TEICH	390,00	850.1.4		09/12/1987		14/10/1985		60	625	228 125
110.0-I 09	CAPLANDE 2	LE TEICH	310,00	850.1.86		03/11/1989		26/04/1988		150	3 000	1 095 000
110.0-F10	CAZAUX LIBERATION	LA TESTE DE BUCH	129,00	849.8.001		01/04/1985		25/04/1961		25	500	182 500
110.0 I 11	CAZAUX CAONE	LA TESTE DE BUCH	185,00	849.8.053		01/06/2015		01/06/2015		80	1 400	250 000
110.0 C01	CAPTAGE CAZAUX LAC	LA TESTE DE BUCH	0,00	849.8.57		03/12/2010		03/12/2010		1000	20 000	3 000 000
						Légende (1)		Document reçu			10 000	Prescrit
								Document pas reçu			10 000	Calculé

Au-delà de l'aspect administratif, le tableau suivant synthétise les capacités de production et de stockage des installations de la C.O.B.A.S.

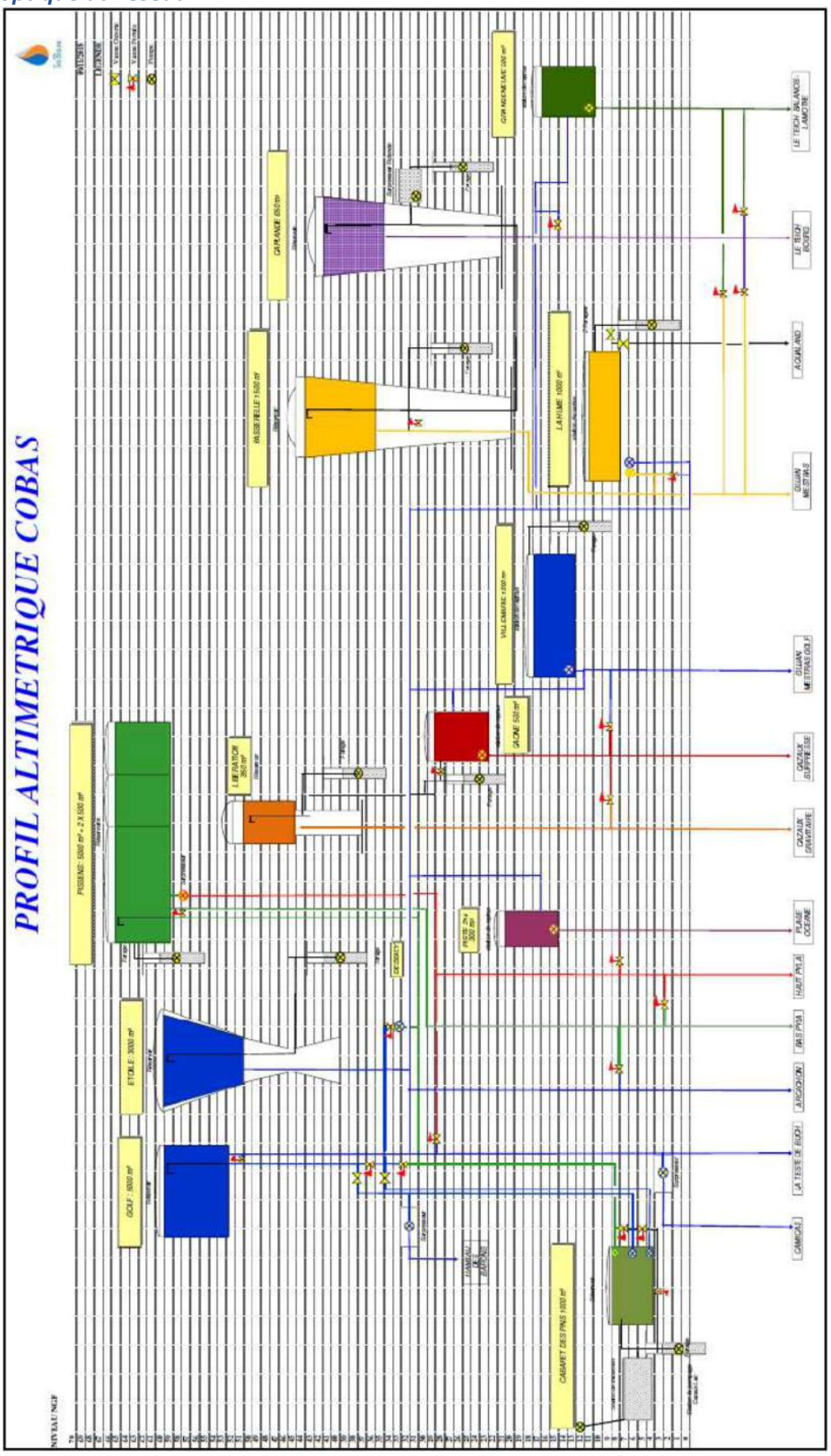
Installation de production	Capacité de production (m^3/j)*	Capacité de stockage (m^3)
ST 01 - 02 – DESBIEY / ETOILE	1 900	3 000
ST 04 - CAZAUX LAC	20 000	1 300
ST 05 - CABARET DES PINS	3 965	
ST 07 - PISSENS	1 500	6 000
ST 10 - LA HUME	4 113	1 000
ST 11 - LA PASSERELLE	2 184	1 500
ST 12 - CAPLANDE	3 881	900
ST 13 - VILLEMARIE	2 614	1 000
ST 15 - CAZAUX-LIBERATION	500	350
ST 16 - CAZAUX-CAONE	1 248	500
Capacité totale	**40 910**	**15 550**

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m^3/h)	Capacité de stockage (m^3)
ST 08 - PORTE DE L'OCEAN (Secours)°		0
ST 09 - PISTE 214	230	250
ST 14 - HAMEAU DES BARONS	30	0
ST 17 - CAMICAS	80	0
ST 18 - GRANGENEUVE	150	620
Capacité totale		**870**
Réservoir ou château d'eau		**Capacité de stockage (m^3)**
ST 06 - LE GOLF		5 000
Capacité totale		**5 000**

Les sites de la C.O.B.A.S. permettent à l'échelle du territoire de **produire 40 910 m^3 par jour et de stocker 21 420 m^3** au sein de ses installations. Cette capacité de production est issue des potentiels de mobilisations maximums réalisables en respect des arrêtés d'exploitations délivrés pour chaque ouvrage.

En cas de nécessité ponctuelle, une capacité supplémentaire de mobilisation de ressources est possible sur le territoire par l'intermédiaire d'une demande de dérogation de dépassement exceptionnel d'arrêté.

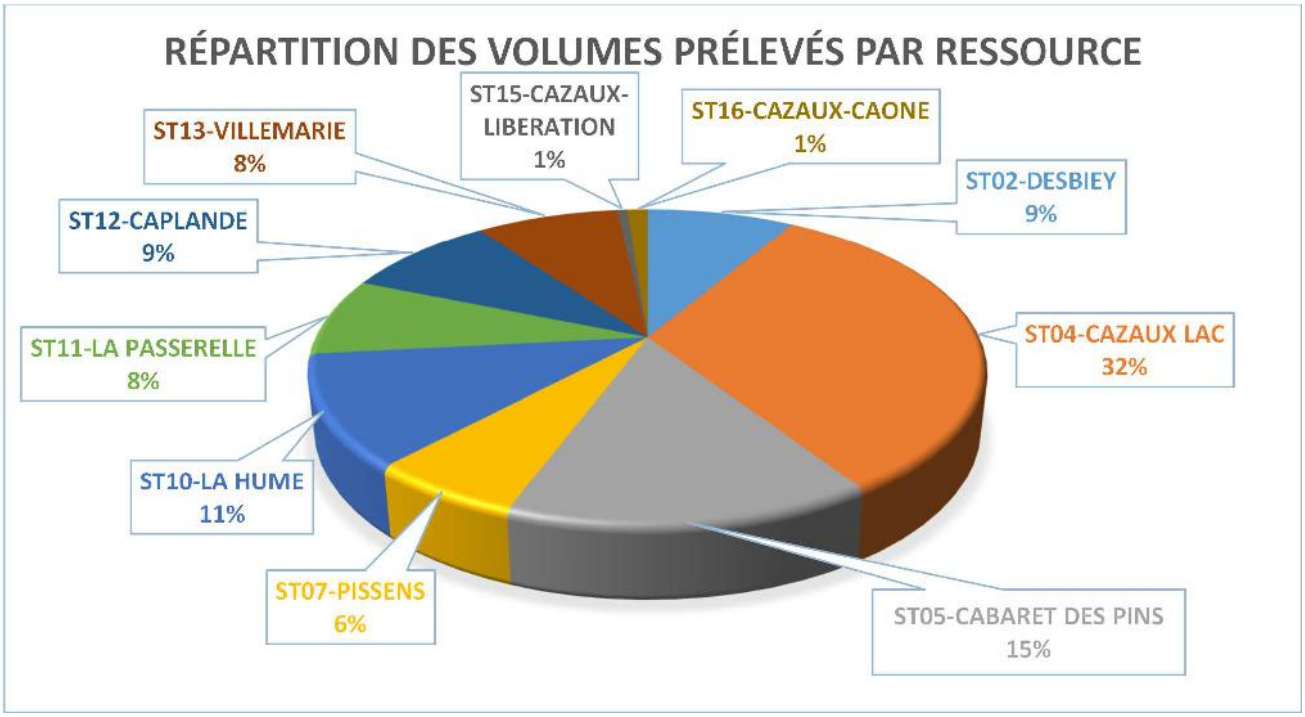
Le synoptique du réseau



Le volume prélevé et volumes produits

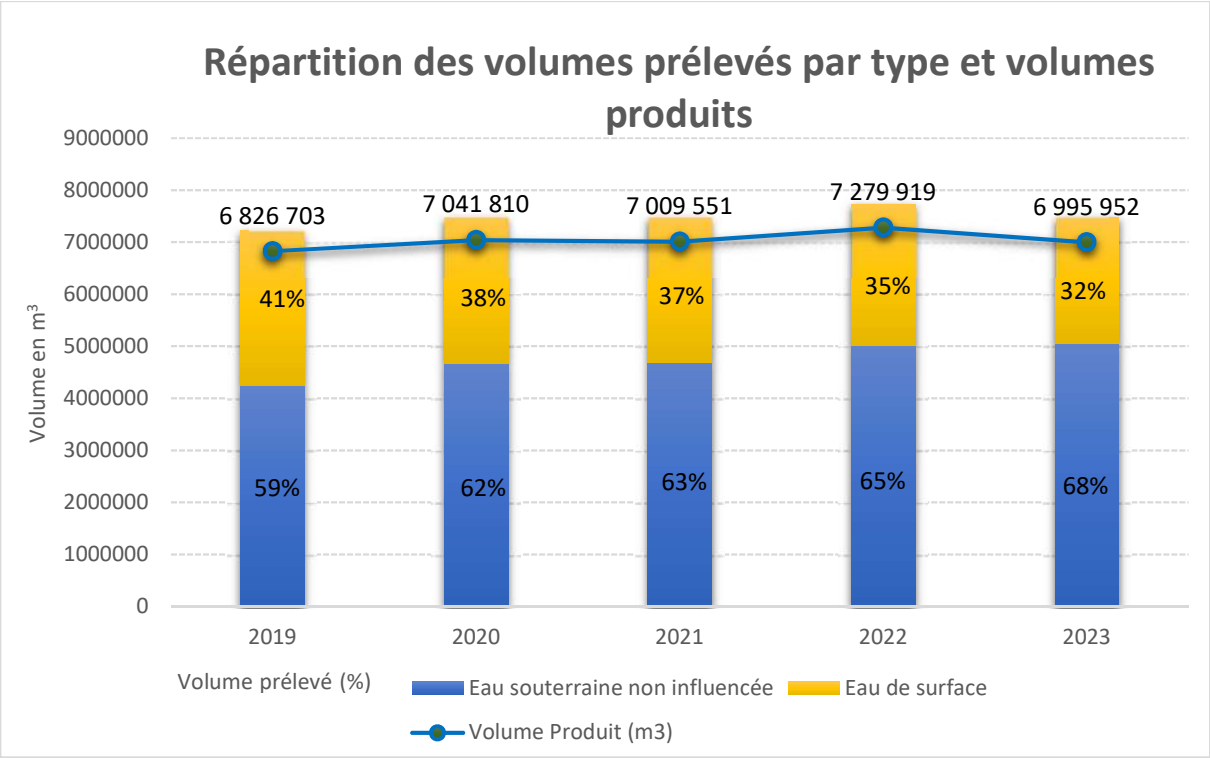
L'alimentation en eau potable sur le territoire de la C.O.B.A.S. s'effectuent à partir de **11 forages profonds** répartis sur 9 sites de captages ainsi que d'une prise d'eau superficielle sur le lac de Cazaux.

La répartition des volumes prélevés sur chacune des ressources est présentée dans le graphique suivant :



En cohérence avec les résultats obtenus depuis 2019, la part d'eau superficielle dans le total des volumes prélevés pour la production d'eau potable s'est stabilisée sous les 40 % du volume global.

Lors de cette année 2023, près de **68% des eaux prélevées proviennent de ressources souterraines** (11 forages en nappes profondes) et 32 % de la prise d'eau du lac de Cazaux.



En l'absence de vente ou d'achat d'eau à d'autres services d'eau potable, le volume produit correspond, sur le territoire de la C.O.B.A.S., au volume mis en distribution c'est-à-dire le volume d'eau introduit dans les réseaux afin d'assurer l'alimentation en eau potable des usagers du service.

La différence entre le volume prélevé dans la ressource et le volume produit est constituée :

- Du besoin des usines : stabilisés suite à la la mise en place d'une filière de charbon actif en poudre (C.A.P) induisant un nombre de lavage des filtres plus important ;
- Du volume vendu à la société Aqualand sous forme d'eaux brutes ;
- Des pertes en adduction estimées nulles lors de cette campagne 2023.

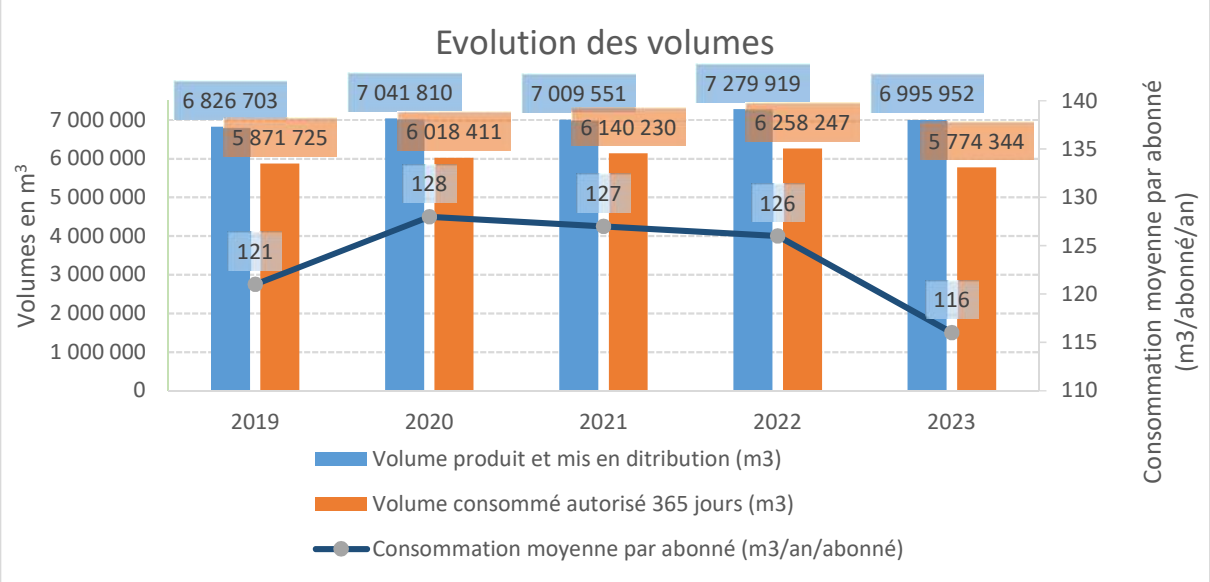
	2018	2019	2020	2021	2022	
Volume prélevé	7 220 614	7 221 188	7 484 204	7 481 830	7 729 397	7 480 549
Aqualand – Volume eau brute	101 283	95 193	73 107	80 053	100 810	96 813
Besoin des usines	196 139	299 292	369 287	392 226	348 668	387 784
Pertes en adduction	0	0	0	0	0	0
Volume produit et mis en distribution (m^3)	**6 923 193**	**6 826 703**	**7 041 810**	**7 009 551**	**7 279 919**	**6 995 952**

Le volume mis en distribution et consommés

En 2023, **6 995 952 m³ d'eau ont été mis en distribution** sur le territoire de la C.O.B.A.S., soit une diminution de 3,9 % par rapport à 2022. Les volumes comptabilisés sur 365 j diminuent, eux, de plus de 7% pour atteindre 5 649 782 m³ en 2023.

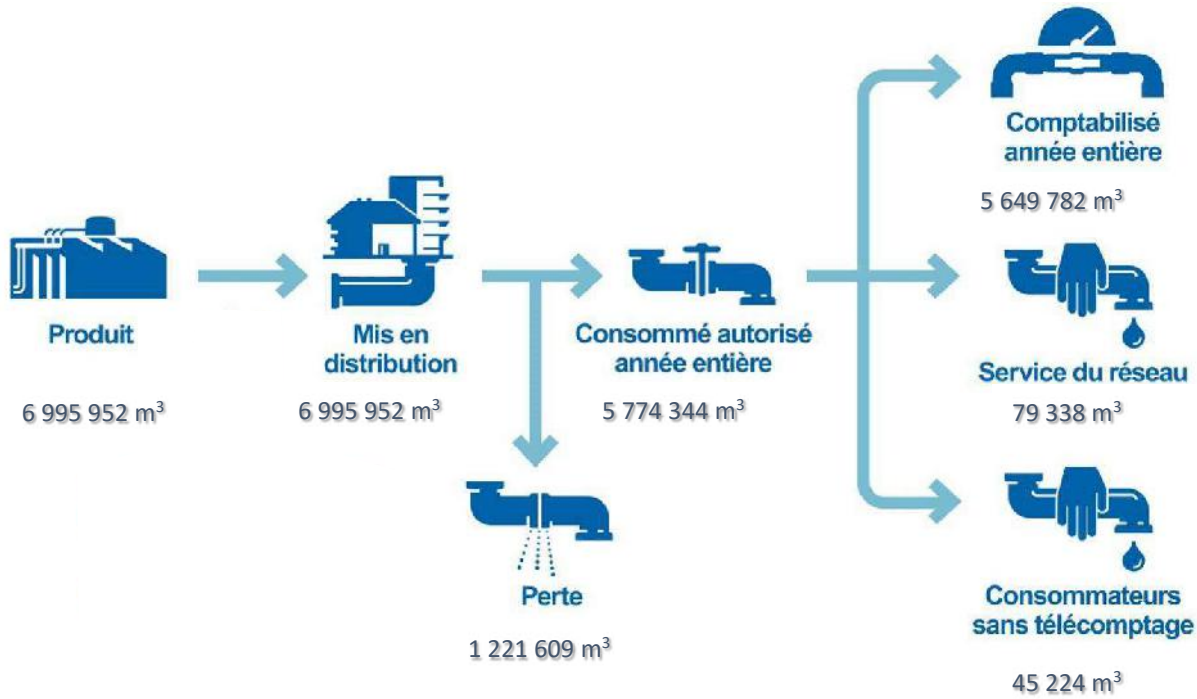
De plus, sont comptabilisés en 2023, 124 562 m³ consommés mais non facturés qui correspondent notamment aux volumes sans comptage (essais de poteaux incendies, lavage des voiries, …) et aux volumes de service (vidange des réservoirs, purges après travaux et pour maintien de la qualité de l'eau).

Les volumes totaux consommés lissés sur 365 jours plafonnent ainsi à **5 774 344 m³**, soit une diminution de 7,7% par rapport à 2022 et correspond aux **consommations observées en 2018**.



La consommation moyenne des abonnés du service, qui s'élève aujourd'hui à **116 m³/an/abonné** est en net recul par rapport aux trois années précédentes. Si cette consommation par abonné se situe dans la fourchette basse de la moyenne nationale, la consommation par habitant reste relativement forte à **213 l/hab/j.**

La synthèse des flux d'eau 2023 sur le territoire de la C.O.B.A.S.

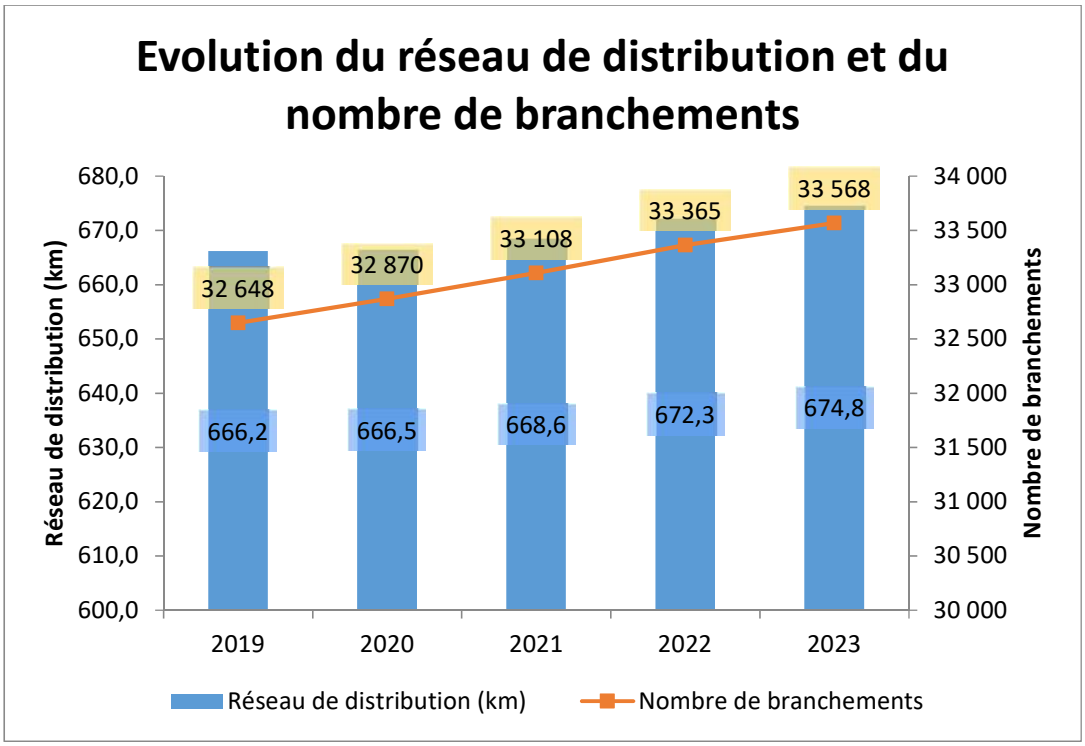


3.4 Le réseau de distribution

Linéaire de réseau et nombre de branchements

En 2023, le linéaire de canalisation de distribution est de près de **675 km**, pour une longueur totale de réseau de 935 km sur le territoire de la C.O.B.A.S.

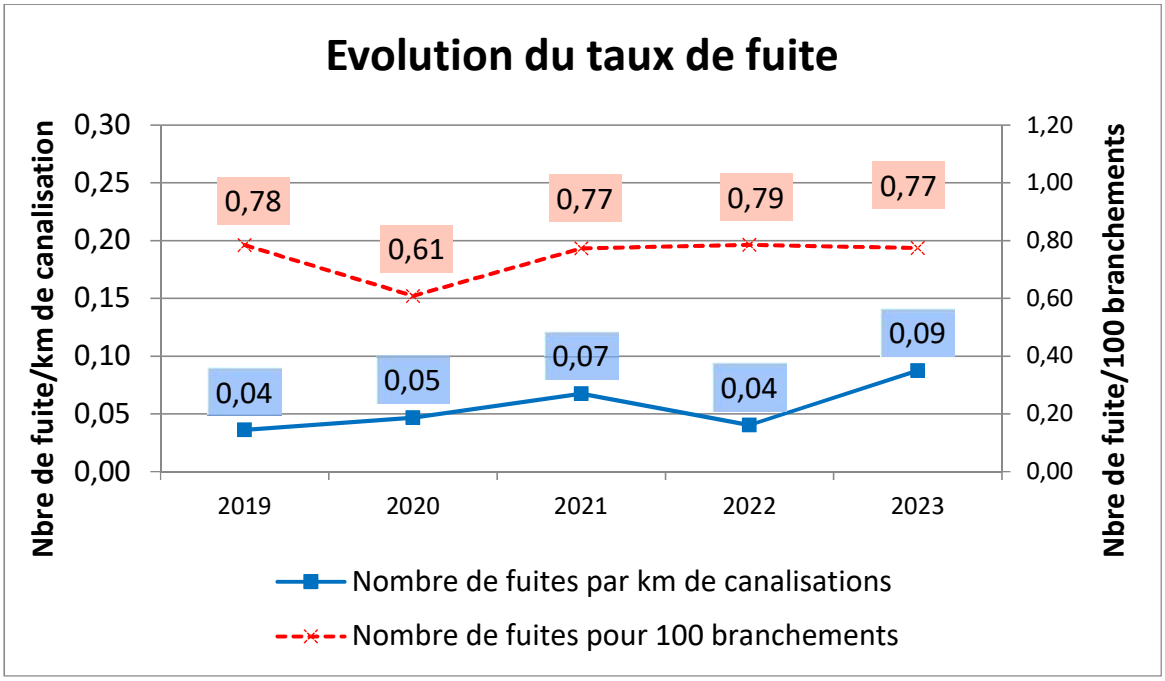
	2019	2020	2021	2022	2023
Longueur totale du réseau (km)	**920,4**	**922,3**	**926,0**	**931,5**	**935,2**
Longueur d'adduction (km)	29,6	29,6	29,6	29,6	29,6
Longueur de distribution (kl)	890,8	892,7	896,4	901,9	905,6
dont canalisations	*666,2*	*666,5*	*668,6*	*672,3*	*674,7*
dont branchements	*224,6*	*226,2*	*227,8*	*229,6*	*230,8*



Lors de l'année 2023 plus de 200 branchements supplémentaires ont été mis en service. Le taux d'évolution du nombre de branchement est relativement stable depuis 2017 avec, en moyenne + 0,70 % de branchements supplémentaires par an.

Concernant le linéaire de réseau de distribution, il augmente de 0,3% entre 2022 et 2023, en raison des déploiements de réseaux supplémentaires liés à l'extension des zones de desserte et l'intégration de réseaux précédemment privés.

Les fuites sur canalisations et sur branchements



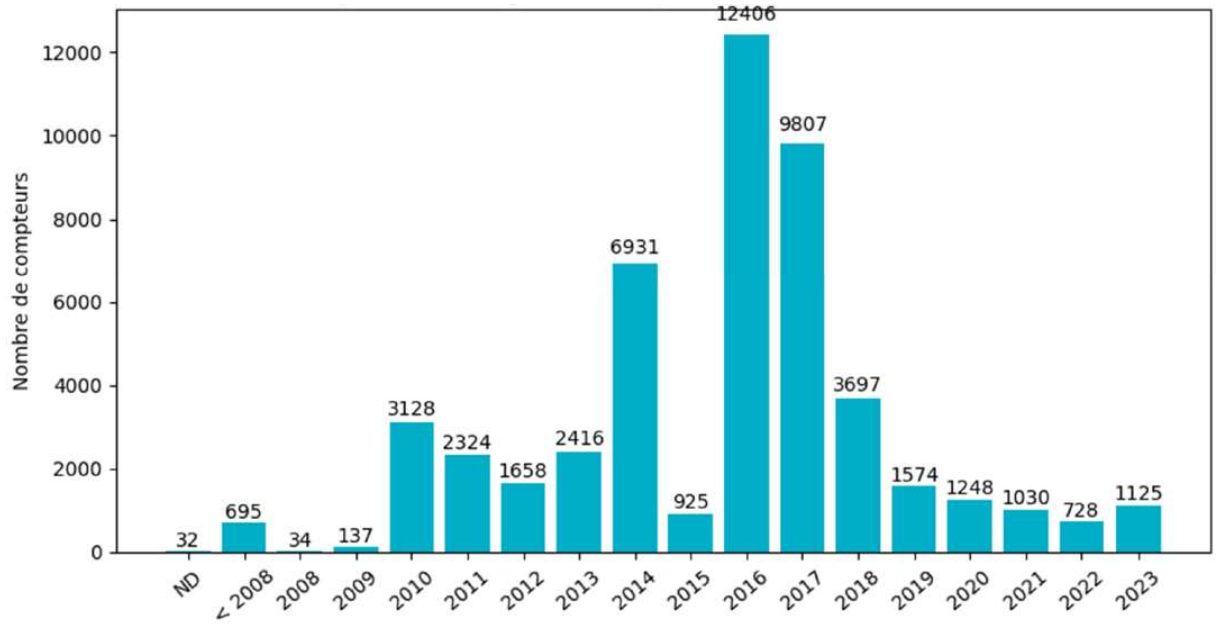
En 2023, près de **75 km de réseau** ont fait l'objet d'une recherche de fuites par prélocalisation (contre 40 km en 2022). 59 fuites sur canalisation ont été réparées sur l'ensemble du territoire de la COBAS (contre 27 en 2022); ceci représente 0,09 fuite réparée par km de réseau soit un taux d'intervention faible au vu des références nationales malgré l'augmentation observée.

Concernant les fuites sur branchement, on observe une stabilisation du nombre de fuites avec 260 interventions contre 262 en 2022. Ceci représente un taux de branchements réparés de 0,77 %.

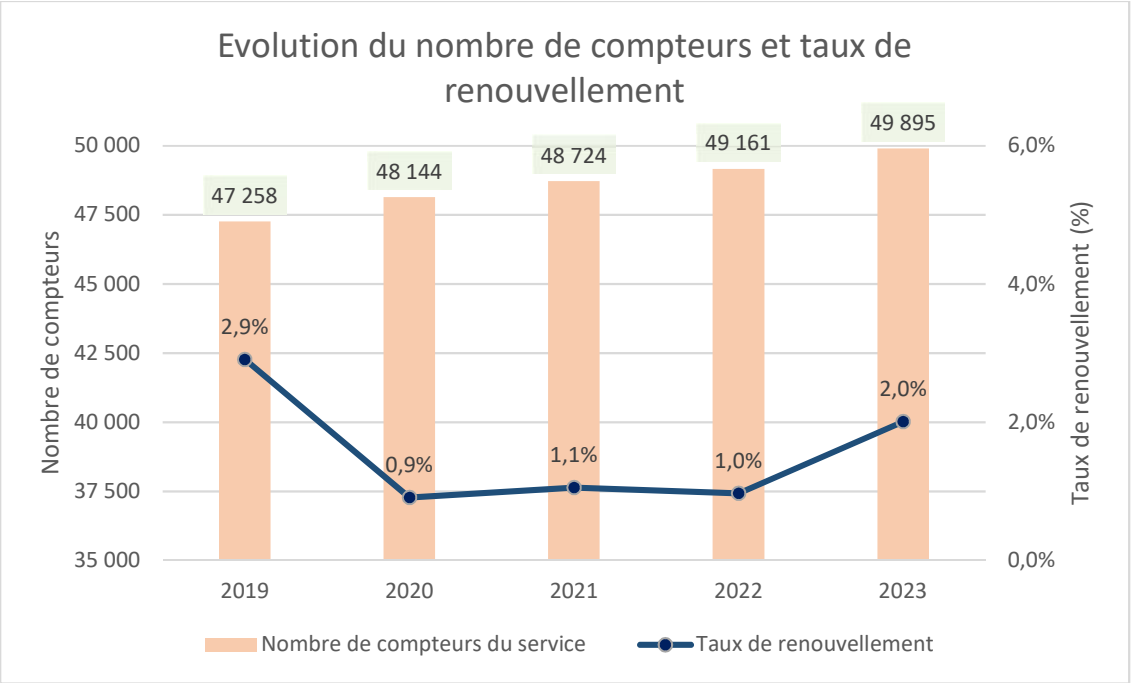
La gestion des compteurs

Sur le territoire de la C.O.B.A.S. près de **49 900 compteurs** assurent le comptage des volumes d'eau distribués aux abonnées du service. Le tableau suivant est le reflet de l'ensemble du parc de compteurs répartis par année de fabrication.

Pyramide des compteurs au 31/12/2023



Le graphique suivant présente l'évolution du nombre de compteur sur le territoire de la C.O.B.A.S. ainsi que le taux de renouvellement de ces compteurs.



Après un taux de renouvellement des compteurs relativement faible qui a suivi la finalisation de la campagne de déploiement de la télé-relève, l'augmentation observée en 2023 correspond essentiellement au renouvellement du couple / compteur / tête émettrice pour des versions de 3ème génération.

4 Les indicateurs de performance techniques

4.1 La qualité de l'eau

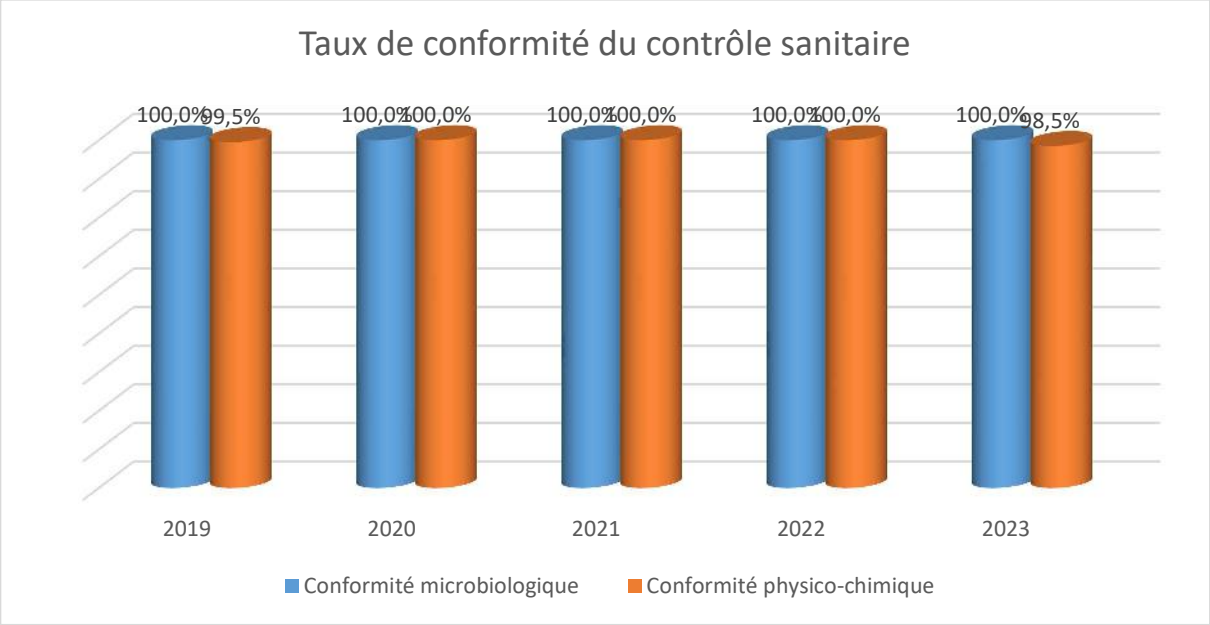
L'eau potable est le bien de consommation le plus surveillé. Des analyses et contrôles permanents permettent de s'assurer de la qualité aussi bien de l'eau brute que de l'eau envoyée sur le réseau et distribuée au robinet. Une double surveillance est organisée par l'exploitant du service et par les services sanitaires (Agence Régionale de Santé).

Au total, ce sont plus de 18 200 paramètres qui ont été analysés lors de l'année 2023.

La qualité de l'eau produite et distribué

L'eau prélevée est acheminée par des canalisations d'adduction, jusqu'aux usines de potabilisation où elle va subir plusieurs étapes de traitement. **Le traitement le plus complexe a lieu à l'usine de Cabaret des Pins** où l'eau en provenance du lac de Cazaux subit successivement des étapes de coagulation-floculation suivie d'une décantation, d'une ozonation, d'une filtration et d'une remise à l'équilibre avant envoi de l'eau potabilisée dans le réseau du service.

Une unité de traitement du Carbone Organique Total y a par ailleurs été installée en 2014 pour améliorer la qualité de l'eau distribuée.



Indicateur P101.1 – Conformité microbiologique : 100 % en 2023
Indicateur P102.1 – Conformité physico-chimique : 98,5 % en 2023

Les résultats des contrôles sanitaires témoignent d'une **bonne qualité microbiologique et physicochimique** de l'eau distribuée :

- Sur un total de 226 prélèvements réalisés par l'Agence Régionale de Santé, toutes les analyses bactériologiques se sont révélées conformes aux limites de qualité.
- Sur le volet physico-chimique une non-conformité sur les 66 prélèvements a été observé sur le métabolite chlorothalonil R471811. Dès l'apparition de cette non-conformité, des ajustements de traitements ont été effectuées et ont permis d'obtenir des résultats conformes sur l'ensembles des analyses suivantes.

4.2 La gestion de la ressource en eau

Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)

Définition : Cet indice mesure le niveau d'avancement (exprimé en %) de la démarche administrative et opérationnelle de protection du ou des points de prélèvement dans le milieu naturel d'où provient l'eau potable distribuée.

Conformément à la réglementation, la COBAS a mis en œuvre une démarche de protection de ses captages d'eau. Tous les arrêtés préfectoraux étant mis en œuvre, **l'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource s'établit à 80**. Une procédure de suivi régulier de l'application des arrêtés préfectoraux relatif au contrôle des périmètres de protection a été

mise en place en 2017 et s'accompagne d'une campagne de régularisation foncière des sites eau potable. Ainsi, cet indice pourra atteindre la valeur maximale (fixée à 100) dès finalisation de ces deux démarches et après contrôle de leur bonne mise en application par les services de l'Agence Régionale de Santé.

Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production	2019	2020	2021	2022	2023
ST 02 - DESBIEY	80%	80%	80%	80%	80%
ST 04 - CAZAUX LAC	80%	80%	80%	80%	80%
ST 05 - CABARET DES PINS	80%	80%	80%	80%	80%
ST 07 - PISSENS	80%	80%	80%	80%	80%
ST 10 - LA HUME	80%	80%	80%	80%	80%
ST 11 - LA PASSERELLE	80%	80%	80%	80%	80%
ST 12 - CAPLANDE	80%	80%	80%	80%	80%
ST 13 - VILLEMARIE	80%	80%	80%	80%	80%
ST 15 - CAZAUX-LIBERATION	80%	80%	80%	80%	80%
ST 16 - CAZAUX-CAONE	80%	80%	80%	80%	80%

Indicateur P108.3 – Indice d'avancement et de protection de la ressource en eau

80 % en 2023 pour toutes les installations de la C.O.B.A.S.

Le bilan énergétique du patrimoine

La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

La mise en place par le délégataire d'une répartition des consommations électriques sur une nouvelle typologie des sites permet de comparer l'évolution poste par poste des consommations à partir de 2016. On observe ainsi, une diminution de la consommation générale de 4,1 % entre 2022 et 2023 en lien notamment avec le net recul des volumes mis en distribution.

	2019	2020	2021	2022	2023
Energie Totale consommée (kWh)	4 294 315	4 457 957	4 321 783	4 547 679	4 361 162
Surpresseur	148 303	180 969	158 665	158 754	144 998
Installation de reprise	124 782	129 485	149 594	141 635	125 417
Installation de captage	368 509	395 213	384 962	399 046	419 494
Installation de production	3 652 721	3 752 290	3 628 562	3 848 244	3 671 253

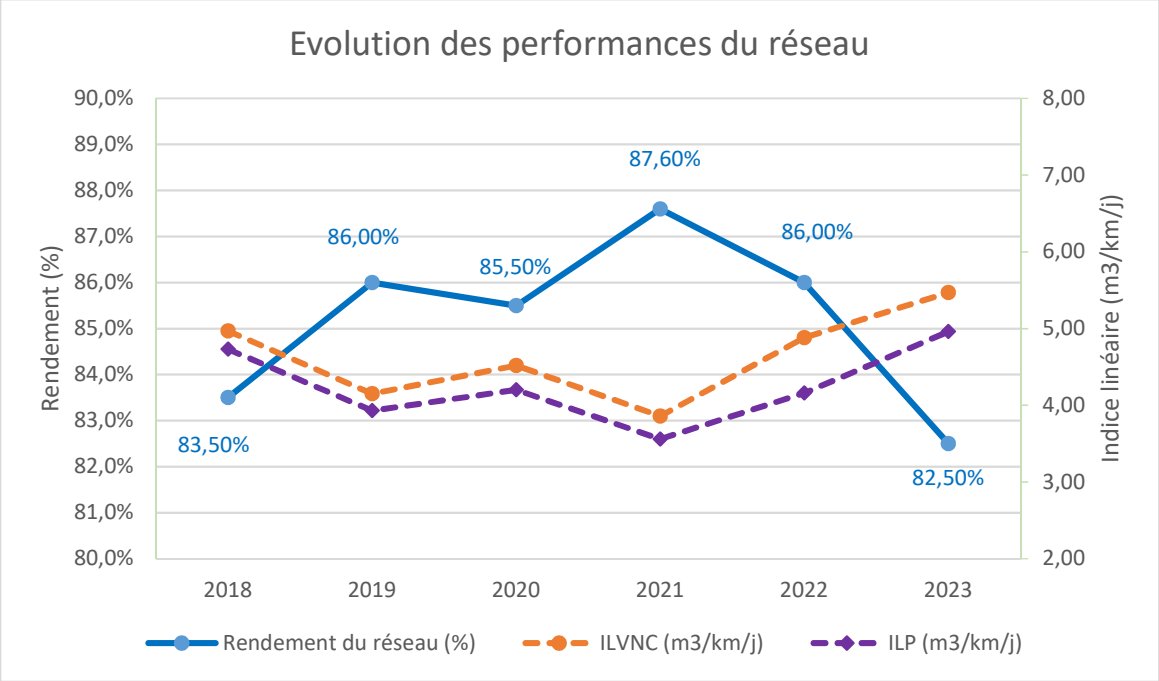
4.3 Les performances du réseau de distribution

La performance du réseau de distribution se mesure via 3 indicateurs :

- Le rendement du réseau de distribution (P104.3)
- L'indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)
- L'indice linéaire des pertes en réseau (P106.3)

Les définitions de ces indicateurs sont les suivantes :

- Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée par les abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.
- L'indice linéaire des volumes non comptés (ILVNC) permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.
- L'indice linéaire des pertes (ILP) en réseau permet de connaître par km de réseau la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés avec autorisation sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau qui vise à lutter contre les pertes d'eau en réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.



Les performances du réseau subissent une nette inflexion en 2023 avec un rendement de réseau de **82,5 %,** pour un ILP de **5,47 m³/j/km**. L'Indice linéaire des volumes non comptés s'établit à **4,96 m³/j/km**. Si la chute du rendement est partiellement explicable par la diminution significative des volumes consommés, on observe néanmoins une dégradation de l'indice linéaire de pertes traduisant une augmentation du taux de fuite du réseau.



Indicateur P104.3 – Rendement du réseau de distribution
82.5 % en moyenne sur la C.O.B.A.S.

Indicateur P104.3 – Indice linéaire des volumes non comptés
5,47 m³/km/j en moyenne sur la C.O.B.A.S.

Indicateur P104.3 – Indice linéaire des pertes
4,96 m³/km/j en moyenne sur la C.O.B.A.S.

4.4 La gestion patrimoniale du réseau de distribution

Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)

Définition : Cet indice permet d'évaluer le niveau de connaissance du réseau d'eau potable, de s'assurer de la qualité de la gestion patrimoniale, et de suivre son évolution. La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120. Le mode de calcul est modifié à compter de l'exercice 2013, conformément à l'Arrêté du 2 décembre 2013.

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	Note patrimoniale Maximale	Note patrimoniale C.O.B.A.S
Partie A : Plan des réseaux (15 points)		
Existence d'un plan des réseaux	10	10
Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)		
Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15
Total Parties A et B	45	45
Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)		
Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	10
Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
Localisation des autres interventions	10	10
Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	0
Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	5
TOTAL	**120**	**110**

Indicateur P103.2 – Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable

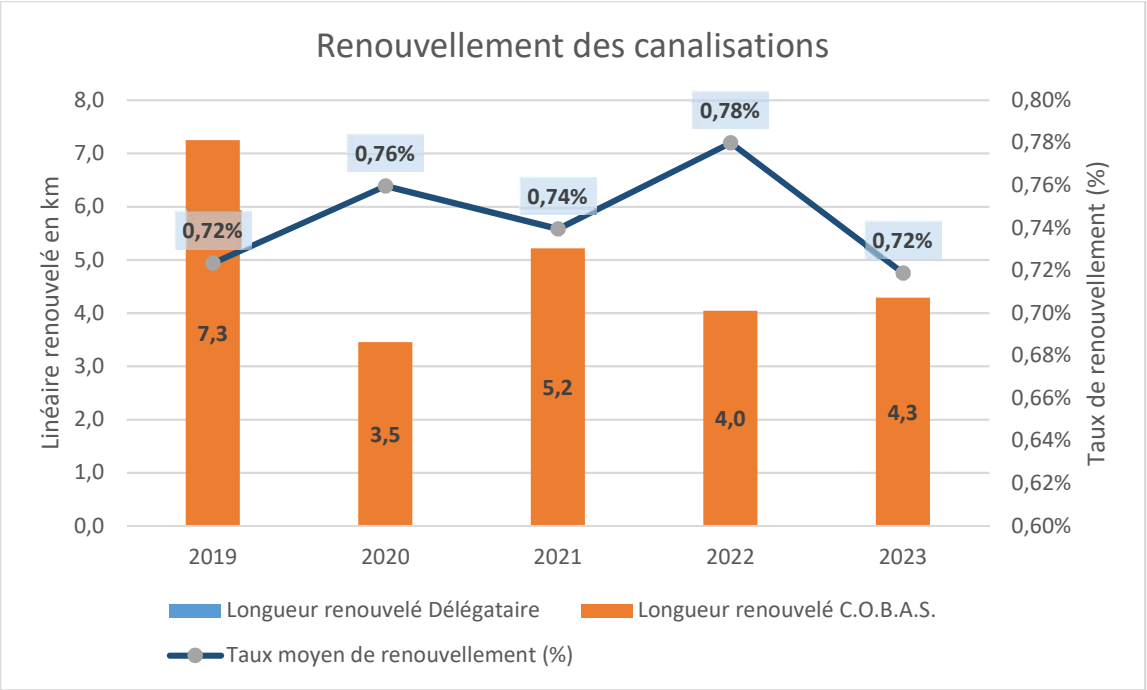
110 points sur le territoire de la C.O.B.A.S.

L'indice est passé de 100 points pour 2015 à 110 points depuis 2016 grâce à une phase de fiabilisation du nombre et du positionnement des branchements sur le territoire de la COBAS.

Afin d'atteindre la valeur maximale de l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale sur le territoire, l'axe d'amélioration est la mise en œuvre d'un plan prévisionnel pluriannuel de renouvellement des canalisations qui sera mis en place à partir des conclusions du schéma directeur du service en cours de réalisation.

Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)

Définition : Le taux moyen de renouvellement est le quotient du linéaire moyen du réseau de desserte renouvelé sur les 5 dernières années par la longueur du réseau de desserte



En 2023, **4,3 km** de réseau ont été renouvelés dans le cadre de l'entretien du patrimoine correspondant à un taux de renouvellement pluriannuel de **0,72 %**.

Pour information, au niveau national, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est de 0,57% (Rapport des données nationales 2010 – Observatoire des services publics d'eau et d'assainissement).

Indicateur P107.2 – Taux moyen de renouvellement du réseau d'eau potable sur 5 ans

0,72 % sur le territoire de la C.O.B.A.S.

Indice de sectorisation des réseaux

L'indice d'avancement de la mise en place des équipements de sectorisation s'élève à 60 % en 2023. La diminution observée de l'indice traduit notamment les ouvertures non comptabilisées entre différents secteurs permettant d'assurer la continuité de services lors d'évènement d'exploitation tels que le renfort en période estival est la compensation de l'arrêt de l'usine de Cabaret les Pins lors de la réhabilitation de la canalisation de prélèvement d'eau brute.

0%	Pas de sectorisation
10%	Délibération existante d'un programme d'actions qui intègre une sectorisation
30%	Sectorisation en cours
40%	Sectorisation existante
60%	Sectorisation existante fonctionnelle
100%	Suivi annuel des données

Les données de sectorisation de l'année 2023 ont été transmises à la CATEP (Cellule d'Assistance technique Eau Potable) du Conseil Départemental de la Gironde pour validation du suivi annuel des données. La sectorisation, dont la mise en place a démarré en 2015, contribue à la lutte engagée contre les pertes en eau.

4.5 Les renouvellements et travaux neufs réalisés

Le renouvellement du délégataire

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs…) ainsi que les équipements du réseau et les canalisations.

Le renouvellement sur les installations a été assuré lors de l'année 2023 dans le cadre d'un Programme Contractuel (34 opérations) et d'un Compte de renouvellement (12 interventions). Le détail de ces renouvellements est présenté en Annexe n°2.

Concernant les réseaux et installations, la synthèse des travaux neufs réalisés en 2023 est présentée dans le tableau suivant :

Type de renouvellement	LISTE DES RENOUVELLEMENTS
Compte renouvellement	Réseau COBAS : Renouvellement de vannes structurantes de réseau et de ventouses
Compte renouvellement	Surveillance du réseau : Renouvellement de 200 sondes de surveillance en continu du réseau
Compte renouvellement	RENOUVELLEMENT d'un filtre Charbon Actif en Grains (CAG) sur l'usine de Cabaret les Pins
Programme contractuel	RENOUVELLEMENT de 345 branchements
Programme contractuel	RENOUVELLEMENT de 1002 compteurs
Programme contractuel	REGENERATION des forages de CABARET, LA HUME II, VILLEMARIE, CAPLANDE II

Les travaux neufs de la Collectivité

En complément des renouvellements réalisés dans le cadre du contrat de délégation, la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud a engagé un ambitieux programme d'investissements dans l'objectif de garantir la durabilité des installations et du patrimoine du service d'eau potable.

Les travaux neufs réalisés par la C.O.B.A.S. dans le cadre de l'exercice 2023 sont présentés dans le tableau suivant :

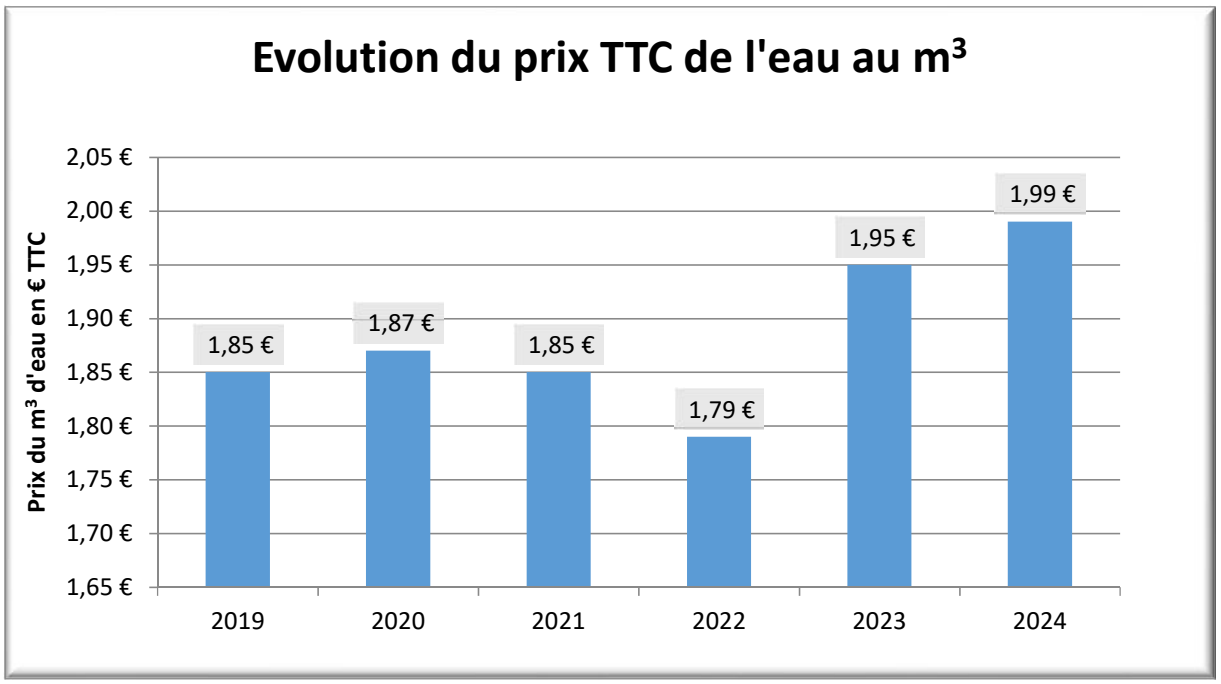
Commune	Lieu de l'installation	Description
RESEAUX ET BRANCHEMENTS		
Arcachon	Boulevard Nelly DEGANNE	Renouvellement de 560 ml de canalisation en fonte DN 100 mm et réhabilitation de 28 branchements DN 25, 7 branchements DN 32, 1 branchement DN 40, 2 branchements DN 50 et 5 branchements DN 63
Arcachon	Rue François LEGALLAIS	Renouvellement de 150 ml de canalisation en fonte DN 100 mm et réhabilitation de 10 branchements DN 25, 2 branchements DN 32, 1 branchement DN 40 et 1 branchement DN 50
Arcachon	Rue Georges MERAN	Renouvellement de 450 ml de canalisation en fonte DN 150 mm et réhabilitation de 18 branchements DN 25, 2 branchements DN 32, 3 branchements DN 40, 5 branchements DN 50 et 4 branchements DN 100
Gujan-Mestras	Allée des Places Phase 3	Renouvellement de 385 ml de canalisation en fonte DN 150 et réhabilitation de 27 branchements DN 25, 4 branchements DN 32, 2 branchements DN 50 et 1 branchement DN 63
Gujan-Mestras	Aimé Broustaut Phase 2	Renouvellement de 240 ml de canalisation en fonte DN 100 et réhabilitation de 22 branchements DN 25, 11 branchements DN 32 et 2 branchements DN 50
Gujan-Mestras	Cours de la marne phase n°2	Renouvellement de 500 ml de canalisation en fonte DN 150 et réhabilitation de 42 branchements DN 25
La Teste de Buch	Place Jean Hameau / Av Charles de Gaulle	Renouvellement de 320 ml de canalisation en fonte DN 250, de 35 ml en fonte DN 100 et réhabilitation de 19 branchements DN 25, 4 branchements DN 32, 2 branchements DN 50 et 1 branchement DN 63
La Teste de Buch	Rue Jean de Grailly	Renouvellement de 470 ml de canalisation en fonte DN 100 et réhabilitation de 60 branchements DN 25
La Teste de Buch	Avenue des Bouvreuils	Renouvellement de 290 ml de canalisation en fonte DN 100 mm et réhabilitation de 10 branchements DN 32
La Teste de Buch	Avenue Pasteur	Renouvellement de 500 ml de canalisation en fonte DN 150 mm et réhabilitation de 50 branchements DN 25
La Teste de Buch	Chemin de Braouet	Renouvellement de 85 ml de canalisation en fonte PVC 110 mm et réhabilitation de 11 branchements DN 25
La Teste de Buch	DN 500 PHASE 1A NOISETIERS / Bd CAZAUX	Renouvellement de 305 ml de canalisation en fonte DN 500 mm et réhabilitation de 6 branchements DN 25
INFRASTRUCTURES ET INSTALLATIONS		
La Teste de Buch	Prise d'eau de CAZAUX	Intervention d'urgence de réhabilitation des ancrages de la canalisation de prélèvement du lac de Cazaux

La Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud va continuer son investissement dans l'amélioration du patrimoine de son service d'eau potable. Ainsi, plusieurs kilomètres de réseaux ont été identifiés au sein d'une planification pour l'année 2024.

5 Les indicateurs de performance financiers

5.1 Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ (D102.0)

Définition : Prix du service de l'eau potable toutes taxes comprises pour 120 m³ en vigueur au 1er janvier de l'année de présentation du rapport, soit au 1er janvier 2023.



Au 1er janvier 2024, le prix du service de l'eau potable sur le territoire de la COBAS s'élève à **1,99 €.TTC/m³** toutes taxes et part fixe comprise comprises (sur la base d'une facture de 120 m³).

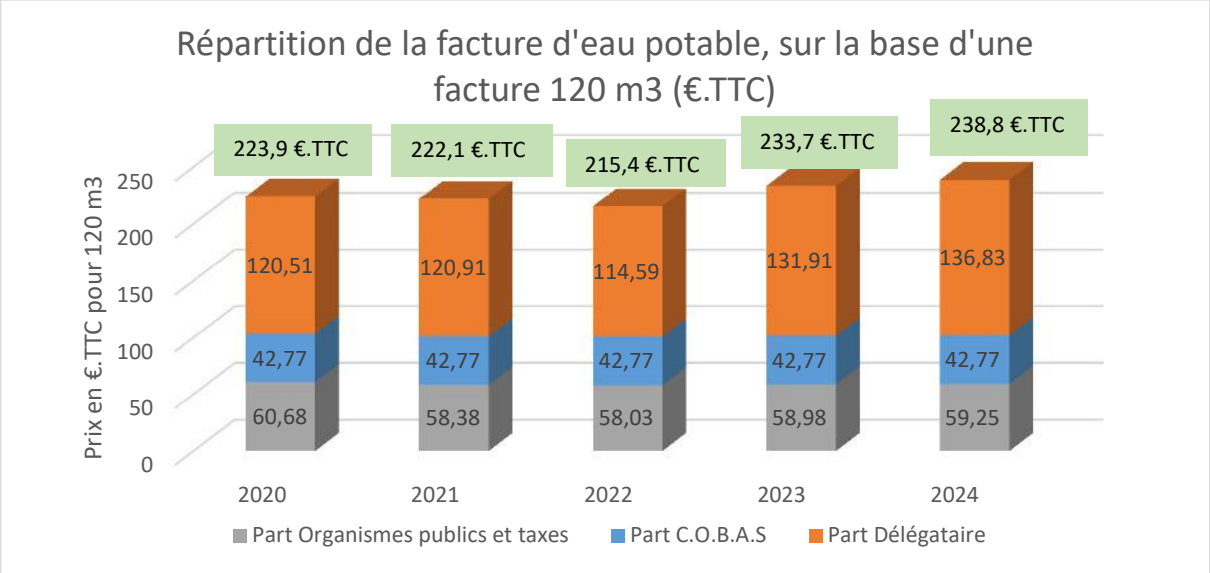
La hausse du tarif de l'eau tarif, bien que subissant l'augmentation des indices traduisant une inflation toujours forte en 2023, est contenue par la baisse obtenue lors de la renégociation du contrat de délégation appliquée en 2021.

Indicateur D102.0 – Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1er janvier de l'année

Il est de 1,99 €.TTC /m³ au 01/01/2024 sur le territoire de la C.O.B.A.S.

Au 1er janvier 2024, la facture 120 m³ pour l'eau potable s'élève à **238,85 €.TTC** dont 57,3 % représente la rémunération du délégataire, 17,9 % celle de la C.O.B.A.S. et 24,8 % les taxes et

contributions aux organismes publics. Le tableau suivant présente l'évolution de la répartition du prix de l'eau potable.



5.2 Les recettes et les charges du service

Le tableau récapitule l'état du compte administratif 2023 du budget annexe dédié à la gestion de la compétence eau potable sur le territoire de la C.O.B.A.S.

	Fonctionnement	Investissement
Dépenses	1 683 737 €	3 082 907 €
Recettes	2 289 187 €	2 892 018 €
Solde d'exécution	**605 450 €**	**- 190 888 €**

A l'échelle du territoire de la C.O.B.A.S. les produits représentent 5,18 millions d'euros et les charges 4,77 millions d'euros. Le solde d'exécution est donc excédentaire d'environ 0,4 millions d'euros pour l'année 2023.

5.3 Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité (P109.0)

Définition : Cet indicateur est basé sur les abandons de créance annuels et montants versés à un fond de solidarité divisé par le volume consommé. Il permet de mesurer l'impact du financement des personnes en difficultés.

	2019	2020	2021	2022	2022
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social	26	26	15	13	11
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	1171	792	582	2 529	822

Indicateur P109 – Montant des abandons de créances ou de versements à un fonds de solidarité

Il est de 822 € en 2023 pour la C.O.B.A.S.

Depuis 2014, un dispositif de « chèques EAU » a été mis en place par la C.O.B.A.S. et sont distribués aux personnes les plus démunies, en lien avec le Centre Communal d'Action Sociale. En 2023, ce sont plus de **16 600 € en chèques eau** qui ont été distribués sur les 4 communes.

5.4 Durée d'extinction de la dette de la Collectivité (P153.2)

Définition : Durée théorique nécessaire pour rembourser la dette du service d'eau potable si la collectivité affecte à ce remboursement la totalité de l'autofinancement dégagé par le service.

Les travaux réalisés chaque année permettent d'améliorer les performances du service mais nécessitent des investissements conséquents. Ainsi, au 1 janvier 2024, le service d'eau potable de la C.O.B.A.S était endetté à hauteur de 0,46 millions d'euros, soit 9,7 € par abonné et une durée de désendettement de 0,22 an. Sur l'exercice 2023, le montant des annuités de la dette s'est élevé à environ 151 k€. Ce niveau d'endettement apparaît relativement faible.

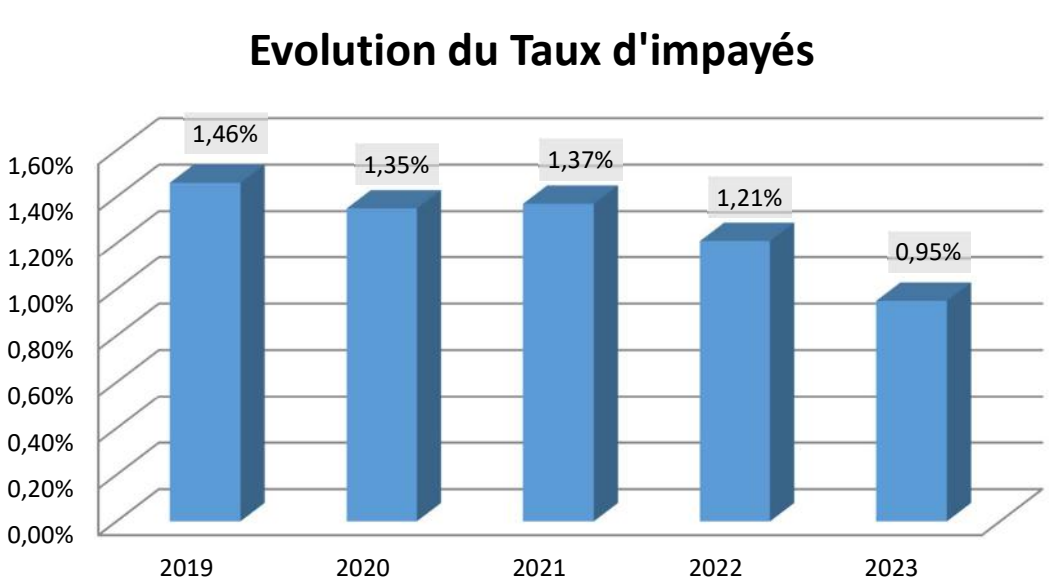
Indicateur P153.2 – Durée d'extinction de la dette

Elle est de 0,22 an en 2023 pour la C.O.B.A.S.

5.5 Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente (P154.0)

Définition : Taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1

L'évolution du taux d'impayés en année N sur les factures émises en année N-1 est récapitulée dans le graphique ci-dessous :



Indicateur P154.0 – Taux d'impayés

Il est de 0.95 % en 2023 sur la C.O.B.A.S.

6 Le service rendu aux usagers

6.1 Le service client

La C.O.B.A.S. pour l'ensemble des communes	•**Accueil :** 2 Allée d'Espagne, 33120 ARCACHON - Lundi au Vendredi 8h30-12h30 / 13h30-17h00 •**Accueil téléphonique** au 05.56.22.33.44 du lundi au vendredi de 8h00-12h30 et 13h30-17h00
Le Service client de So'bass	• **Accueil :** 18, Rue JEHENNE, 33120 ARCACHON- Lundi au Vendredi 8h30-12h00 et sur RDV 13h00-16h00; 2, Rue COPERNIC, 33470 LE TEICH- Lundi au Vendredi 8h30-12h00 sur RDV et 13h00-16h00 • **Accueil téléphonique** au 05.61.80.09.02 du lundi au vendredi de 8h à 19h et le samedi de 9h à 12h pour les abonnements et 7j/7 et 24h/24 pour les urgences

6.2 Ouverture des branchements

Deux indicateurs mesurent la qualité du service rendu pour l'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés :

- **Délai maximal d'ouverture des branchements** pour les nouveaux abonnés défini par le service (D151.0)

  Définition : Temps d'attente maximum auquel s'est engagé l'opérateur du service pour la fourniture de l'eau aux nouveaux abonnés dotés d'un branchement fonctionnel (il peut s'agir d'un branchement existant ou d'un branchement neuf dont la réalisation vient d'être achevée)

- **Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements** pour les nouveaux abonnés (P152.1)

  Définition : Pourcentage du nombre d'ouvertures de branchements réalisées dans le délai auquel s'est engagé le service clientèle

	2019	2020	2021	2022	2023
Délai maximal d'ouverture des branchements (jours)	1	1	1	1	1
Nombre total de branchements ouverts	4883	4082	4011	3855	
Taux de respect du délai d'ouverture des branchements	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**	**100,00%**

Indicateur D151.0 et P152.1 – Délai d'ouverture des branchements

Le Délai est de 1 jour pour l'ouverture des branchements avec 100 % de respect du délai sur la C.O.B.A.S.

6.3 Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (P151.1)

Définition : Nombre de coupures d'eau liées au fonctionnement du réseau public, dont les abonnés concernés n'ont pas été informés à l'avance, par milliers d'abonnés.

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des abonnés. Une information téléphonique des abonnés est réalisée en cas d'interruption programmée du service (travaux de renouvellement) ou non-programmée (réparation de fuite notamment).

	2019	2020	2021	2022	2023
Nombre d'interruptions de service	50	31	45	40	51
Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)	**1,12**	**0,68**	**0,97**	**0,85**	**1,08**

Indicateur P151.1 – Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées

1,08 interruption non programmée pour 1000 abonnés en moyenne sur la C.O.B.A.S

6.4 Taux de réclamations

Définition : Cet indicateur reprend les réclamations écrites de toute nature relatives au service de l'eau, à l'exception de celles qui sont relatives au niveau de prix. Elles comprennent notamment les réclamations réglementaires, y compris celles qui sont liées au règlement de service. Le nombre de réclamations est rapporté à 1000 abonnés.

Il est à noter toutefois que l'interprétation des décomptes des réclamations doit être effectuée avec la plus grande prudence. En effet, la notion même de « réclamation » diffère selon les opérateurs, certains y incluant les simples « demandes écrites de renseignement», et d'autres y incluant également les réclamations orales enregistrées au niveau des centres d'appel.

Depuis la campagne 2016, le délégataire a fait évoluer son système de comptabilisation des réclamations qui ressence, outre les réclamations écrites d'ores et déjà comptabilisées,

l'ensemble des réclamations ayant données lieu à une intervention ou à une visite de contrôle sur le terrain.

De plus, la campagne 2017 a vu le déploiement d'un nouveau désinfectant sur l'ensemble du territoire ayant entrainé une modification des qualités organoleptiques de l'eau distribuée à l'origine d'une augmentation du nombre de réclamations sur le sujet.

Le taux de réclamation s'élève ainsi à **0,55 réclamations pour 1 000 abonnés** lors de l'année 2023 contre 0.58/1000 en 2022.



Indicateur P155.1 – Taux de réclamations

0,55 réclamations pour 1 000 abonnés sur la C.O.B.A.S

7 Synthèse des indicateurs de performance

Thème	Code	Dénomination	Valeur C.O.B.A.S. 2019
INDICATEURS TECHNIQUES			
Abonnés	D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	69 504
Qualité de l'eau	P101.1	Taux de conformité microbiologique (%)	100 %
Qualité de l'eau	P102.1	Taux de conformité physico-chimique (%)	98,5 %
Qualité de l'eau	P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau (%)	80 %
Réseau	P104.3	Rendement du réseau de distribution (%)	82,5 %
Réseau	P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés (m^3/j/km)	5,47 m^3/j/km
Réseau	P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau (m^3/j/km)	4,96 m^3/j/km
Réseau	P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable (sur 120)	110
Réseau	P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux sur 5 ans (%)	0,72 %
INDICATEURS FINANCIERS			
Gestion financière	D102.0	Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ au 1er janvier 2023 (€TTC/m^3)	1,99 €/m^3
Gestion financière	P109.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité (€)	822
Gestion financière	P153.2	Durée d'extinction de la dette de la collectivité (années)	0,22 an
Gestion financière	P154.0	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	0,95 %
INDICATEURS QUALITE DU SERVICE RENDU AUX USAGERS			
Abonnés	D151.0	Délai maximal d'ouverture des branchements (jours)	1 j
Abonnés	P152.1	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements (%)	100%
Abonnés	P151.1	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1000 abonnés)	1,08 u/1000 abonnés
Abonnés	P155.1	Taux de réclamations (pour 1000 abonnés)	0,55 u/1000 abonnés

ANNEXES

Annexe1 : la Facture Eau et Assainissement (base 120 m³)

Prix de l'eau et de l'Assainissement - Territoire de la C.O.B.A.S.	Montant au 01/01/2022	Montant au 01/01/2023	Montant au 01/01/2024	Variation 2023-2024 (%)
Production et distribution de l'eau	**157,36**	**174,68**	**174,68**	**+ 2,81%**
Part délégataire	**114,59**	**131,91**	**136,83**	**+ 3,73%**
Abonnement	32,44	37,34	38,74	**+ 3,75%**
Consommation	82,15	94,57	98,09	**+ 3,72%**
Part C.OB.A.S	**42,77**	**42,77**	**42,77**	**0,00%**
Abonnement	13,26	13,26	13,26	**0,00%**
Consommation	29,51	29,51	29,51	**0,00%**
Collecte et dépollution des eaux usées	**224,44**	**228,30**	**237,10**	**3,89%**
Part délégataire	**117,30**	**121,16**	**129,96**	**6,36%**
Abonnement	11,70	12,08	12,96	**6,33%**
Consommation	105,60	109,08	117,00	**6,36%**
Part S.I.B.A.	**107,14**	**107,14**	**107,14**	**0,90%**
Abonnement	44,14	44,14	44,14	**0,82%**
Consommation	63,00	63,00	63,00	**0,95%**
TAXES D'ENVIRONNEMENT	**76,80**	**76,80**	**76,80**	**0,00%**
Agence de l'eau: Préservation des ressources en eau	7,20	7,20	7,20	**0,00%**
Agence de l'eau: Lutte contre la pollution	39,60	39,60	39,60	**0,00%**
Agence de l'eau: Modernisation du réseau de collecte	30,00	30,00	30,00	**0,00%**
TOTAL HT FACTURE (€ HT)	462,46	488,58	502,72	**+ 2,89%**
TVA	37,06	38,89	40,08	**+ 3,06%**
TOTAL TTC FACTURE (€ TTC)	**499,52**	**527,47**	**542,80**	**+ 2,91%**
PRIX DU M3 POUR 120 M3 (€ TTC)	**4,18**	**4,16**	**4,52**	**+ 2,91%**

Annexe2 : Listing des renouvellements réalisés par le délégataire

1) Renouvellements sur sites d'exploitations

Installations électromécaniques	Opération réalisée dans l'exercice	Mode de gestion
ETOILE		
FILE EAU - ALIMENTATION / DISTRIBUTION		
SONDE DE NIVEAU RESERVOIR	Renouvellement	Compte
DESINFECTION - CHLORE GAZEUX		
HYDROEJECTEUR	Renouvellement	Compte
TUBING CHLORE PVDF	Renouvellement	Compte
CLAPET SECONDAIRE	Renouvellement	Compte
DESBIEY		
POMPAGE - ALIMENTATION EAU BRUTE		
COMPTEUR	Renouvellement	Programme
CAZAUX LAC		
FILE EAU - STATION D'ALERTE		
SONDE PH	Renouvellement	Compte
CONTROLE / COMMANDE - CONTROLE / COMMANDE		
VARIATEUR P3	Renouvellement	Compte
CABARET DES PINS		
FILE EAU - ALIMENTATION EAU BRUTE		
SONDE DE NIVEAU DE NAPPE	Renouvellement	Compte
DEBITMETRE ARRIVEE CAZAUX	Renouvellement	Programme
FILE EAU - FILTRATION / ADSORPTION		
ANALYSEUR TURBIDITE SORTIE FILTRE 2	Renouvellement	Compte
ANALYSEUR TURBIDITE SORTIE FILTRE 3	Renouvellement	Compte
FILE EAU - DESINFECTION		
TUBING CHLORE PVDF	Renouvellement	Compte
FILE EAU - TRANSFERT EAUX USINE		
POMPE DE TRANSFERT 2	Renouvellement	Compte
POMPE DE TRANSFERT 3	Renouvellement	Compte
PRODUITS DE TRAITEMENT - CAP / CAG		
CAG FILTRE BICOUCHE 2	Renouvellement	Compte
PRODUITS DE TRAITEMENT - MICRO-SABLE POUR TRAITEME		
TUYAUTERIE ET NOURRICE MICROSABLE	Rénovation	Compte
PRODUITS DE TRAITEMENT - CHAUX ETEINTE		
CAPTEUR POIDS SILO CHAUX 1	Renouvellement	Compte
PRODUITS DE TRAITEMENT - EAU DE CHAUX		
POMPE DOSEUSE EAU DE CHAUX AJUSTEMENT 2	Renouvellement	Compte
GC ET ANNEXES - BATIMENTS D'EXPLOITATION		
EXTRACTEUR LOCAL OZONEUR	Renouvellement	Compte
LE GOLF		
FILE EAU - ALIMENTATION / DISTRIBUTION		
SONDE DE NIVEAU	Renouvellement	Compte
PISSENS		
POMPAGE - ALIMENTATION EAU BRUTE		
COMPTAGE	Renouvellement	Programme

PISTE 214		
DESINFECTION - CHLORE GAZEUX		
TUBING CHLORE PVDF	Renouvellement	Compte
LA HUME		
POMPAGE - ALIMENTATION EAU BRUTE		
SONDE HAUTEUR DE NAPPE 2	Renouvellement	Compte
COMPTEUR FORAGE 1	Renouvellement	Programme
GRANGENEUVE		
DESINFECTION - CHLORE GAZEUX		
HYDROEJECTEUR	Renouvellement	Compte
TUBING CHLORE PVDF	Renouvellement	Compte
CLAPET SECONDAIRE	Renouvellement	Compte
REGENERATION FORAGES		
REGENERATION FORAGES		
REGENERATION PARTIELLE FORAGES Lot 2 Cabaret, La Hume2, Villemarie et Caplande2	Renouvellement	Programme
LA PASSERELLE		
POMPAGE - ALIMENTATION EAU BRUTE		
COMPTAGE	Renouvellement	Programme
DESINFECTION - CHLORE GAZEUX		
TUBING CHLORE PVDF	Renouvellement	Compte
CONTROLE / COMMANDE - ARMOIRE ELECTRIQUE GENERALE		
VARIATEUR DE FREQUENCE	Renouvellement	Compte
CAPLANDE		
POMPAGE - ALIMENTATION EAU BRUTE		
SONDE HAUTEUR DE NAPPE F2	Renouvellement	Compte
DEBITMETRE F2	Renouvellement	Programme
POMPAGE - HYDRAULIQUE		
ENSEMBLE DES CANALISATIONS	Rénovation	Compte
GC ET ANNEXES - BATIMENT TECHNIQUE		
PLAQUES DE REGARD EN GALVA	Renouvellement	Compte
DESINFECTION - CHLORE GAZEUX		
TUBING CHLORE PVDF	Renouvellement	Compte
VILLEMARIE		
POMPAGE - ALIMENTATION EAU BRUTE		
SONDE HAUTEUR DE NAPPE	Renouvellement	Compte
COMPTEUR	Renouvellement	Programme
CAZAUX-LIBERATION		
DESINFECTION - CHLORE GAZEUX		
TUBING CHLORE PVDF	Renouvellement	Compte
CPT ETOILE 2 (DN500)		
FILE EAU - DISTRIBUTION / REPARTITION / MAILLAGE E		
DEBITMETRE	Renouvellement	Programme
DIVERS RESEAU		
DIVERS		

2) Renouvellements sur réseaux

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
Réseau (lot)		
BRANCHEMENTS EAU	328	Programme
BRANCHEMENTS EAU	17	Programme
COMPTEUR EAU	1002	Programme

Annexe 3 : Note d'information 2023 de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne

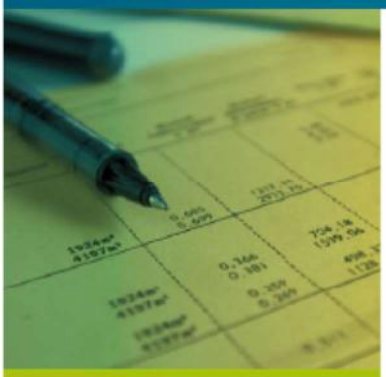
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

eau GRAND SUD-OUEST
AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE

Édition avril 2024
CHIFFRES 2023

Note d'information sur les redevances

L'agence de l'eau vous informe



POURQUOI DES REDEVANCES ?

Les redevances des agences de l'eau sont des recettes fiscales environnementales perçues auprès de ceux qui utilisent l'eau et qui en altèrent la qualité et la disponibilité (consommateurs, activités économiques).

Les agences de l'eau redistribuent cet argent collecté sous forme d'aides pour mettre aux normes les stations d'épuration, fiabiliser les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions d'origine agricole, améliorer le fonctionnement naturel des rivières...

Au travers du prix de l'eau, chaque habitant contribue à ces actions au service de l'intérêt commun et de la préservation de l'environnement et du cadre de vie.

LE SAVIEZ-VOUS ?

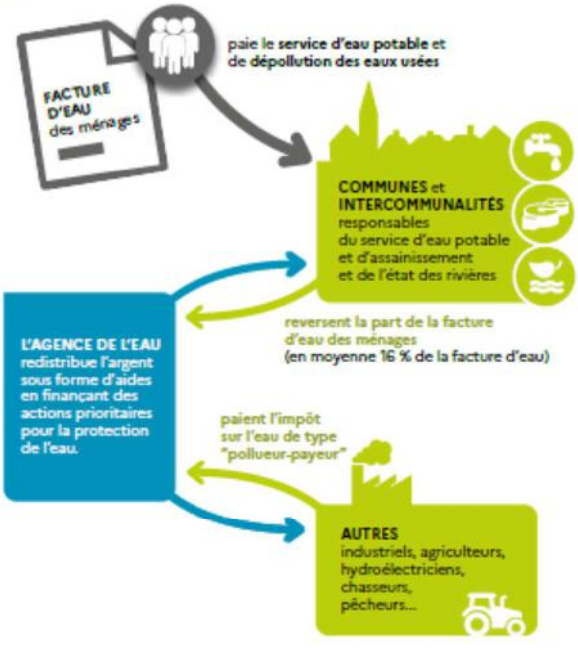
Vous pouvez retrouver le prix de l'eau de votre commune sur :
www.services.eaufrance.fr

Les composantes du prix de l'eau :

- le service de distribution de l'eau potable (abonnement, consommation)
- le service de collecte et de traitement des eaux usées
- les redevances de l'agence de l'eau
- les contributions aux organismes publics (OFB, VNF...) et l'éventuelle TVA.

Au 1er janvier 2022, le prix moyen de l'eau dans le bassin Adour-Garonne est de **4,23 euros TTC/m³** dont 2,12€TTC/m³ pour l'eau potable et 2,11 €TTC/m³ pour l'assainissement collectif.

Pour un foyer consommant 120 m³ par an desservi par l'assainissement collectif, cela représente une dépense de 507,60 euros par an et une mensualité de 42,30 euros en moyenne. (Données SISPEA 2021)



NOTE D'INFORMATION DE L'AGENCE DE L'EAU

Document à joindre au RPQS - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public de l'eau et de l'assainissement

L'article L.2224-5 du code général des collectivités territoriales, modifié par la loi n°2016-1087 du 8 août 2016 - art.31, impose à la/au **maire ou à la/au président-e de l'établissement public de coopération intercommunale** l'obligation de présenter à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public (RPQS) destiné notamment à l'information des usagers. Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. La/le maire ou La/le président-e de l'établissement public de coopération intercommunale y joint la présente note d'information établie chaque année par l'agence de l'eau ou l'office de l'eau sur les redevances figurant sur la facture d'eau des abonnés et sur la réalisation de son programme pluriannuel d'intervention.
RPQS > des réponses à vos questions : https://www.services.eaufrance.fr/gestion/rpqs/vos-questions

D'OÙ PROVIENNENT LES REDEVANCES 2023 ?

En 2023, le montant global des redevances (tous usages de l'eau confondus) perçues par l'agence de l'eau Adour-Garonne s'est élevé à environ 324 millions d'euros dont 262 millions en provenance de la facture d'eau payée par les ménages et les industriels dont les activités de production sont assimilées domestiques (APAD).

recettes / redevances

Qui paie quoi à l'agence de l'eau pour 100 € de redevances en 2023 ?
(valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 €) - source agence de l'eau Adour-Garonne

- **0,05 €** de redevance de pollution payé par les éleveurs concernés
- **2,10 €** de redevance de pollution payés par les industriels (y compris réseaux de collecte) et les activités économiques concernés
- **68,5 €** de redevance de pollution domestique payés par les abonnés (y compris réseaux de collecte)
- **8,90 €** de redevance de pollutions diffuses payés par les distributeurs de produits phytosanitaires et répercutés sur le prix des produits
- **100 € de redevances perçues par l'agence de l'eau en 2023**
- **1,80 €** de redevance pour la protection du milieu aquatique et cynégétique payé par les pêcheurs et les chasseurs
- **2,70 €** de redevance de prélèvement payés par les irrigants
- **3,45 €** de redevance de prélèvement payés par les activités économiques
- **12,50 €** de redevance de prélèvement payés par les collectivités pour l'alimentation en eau

À QUOI SERVENT LES REDEVANCES ?

Grâce à ces redevances, l'agence de l'eau apporte, dans le cadre de son programme d'intervention, des concours financiers (subventions, prêts) aux personnes publiques (collectivités territoriales...) ou privées (acteurs industriels, agricoles, associatifs...) qui réalisent des actions ou projets d'intérêt commun au bassin ayant pour finalité la gestion équilibrée des ressources en eau. Ces aides réduisent d'autant l'impact des investissements des collectivités, en particulier, sur le prix de l'eau.

interventions / aides

Comment se répartissent les aides pour la protection des ressources en eau pour 100 € d'aides en 2023 ? (valeurs résultant d'un pourcentage pour 100 € d'aides en 2023) - source agence de l'eau Adour-Garonne.

- **7,20 €** aux acteurs économiques pour la dépollution industrielle et le traitement de certains déchets dangereux pour l'eau
- **14,30 €** pour l'animation des politiques de l'eau *(études, connaissances, réseaux de surveillance eaux, éducation, information et l'international)*
- **22,15 €** aux collectivités pour l'épuration des eaux usées urbaines et rurales et la gestion des eaux de pluie
- **15 €** aux exploitants concernés pour des actions de dépollution et la gestion de la ressource en eau dans l'agriculture
- **100 € d'aides accordées par l'agence de l'eau en 2023**
- **5 €** aux collectivités pour la protection et la restauration de la ressource en eau potable
- **13,50 €** aux collectivités et acteurs économiques pour la gestion quantitative de la ressource en eau (hors agriculture)
- **22,85 €** principalement aux collectivités pour la restauration et la protection des milieux aquatiques *(en particulier des cours d'eau - renaturation, continuité écologique - et des zones humides).*

ACTIONS AIDÉES
PAR L'AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE EN 2023

En 2023, l'Agence s'est mobilisée pour accompagner au mieux les projets sur le terrain, et ce malgré un contexte économique compliqué pesant sur le coût des investissements. Plus de 220 millions d'euros d'aides ont été attribués sur l'ensemble du bassin. Le fonds vert est venu compléter les aides de l'Agence pour accélérer la transition écologique des territoires. En 2023, il a permis près de 30 M€ d'investissements supplémentaires et 300 opérations financées.

EN 2023...

11 MILLIONS DE M³
D'EAU ÉCONOMISÉE OU SUBSTITUÉE AU TRAVERS DES PROJETS AIDÉS

NOMBRE DE SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT AIDÉS (SYSTÈMES ET RÉSEAUX)
60

NOMBRE DE CAPTAGES PRIORITAIRES BÉNÉFICIANT D'UNE DÉMARCHE DE PLAN D'ACTIONS TERRITORIAL (PAT) MIS EN OEUVRE
76

NOMBRE DE PAIEMENTS POUR SERVICES ENVIRONNEMENTAUX
849

NOMBRE DE KM DE COURS D'EAU RESTAURÉS
1 117

NOMBRE DE PROJETS DE TERRITOIRES OU DE DÉMARCHE CONCERTÉE POUR L'EAU
16

NOMBRE D'HÉCTARES DE SURFACES DÉSIMPERMÉABILISÉES EN ZONES URBAINES EXISTANTES
58

KG DE SUBSTANCES DANGEREUSES ÉLIMINÉES PAR LES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES
358

* MAEC : mesures agro-environnementales et climatiques / BIO : pour agriculture biologique / PSE : paiement pour services environnementaux

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Plus de 70% des aides attribuées par l'Agence en 2023 **ont été consacrés de façon directe ou indirecte à l'adaptation au changement climatique :** solutions fondées sur la nature ; gestion et partage de la ressource ; économies d'eau ; gestion durable des eaux de pluie ; étude ; sensibilisation ; communication...
Les solutions fondées sur la nature représentent près de 55 millions d'euros d'aides qui ont permis de soutenir : la conversion à l'agriculture biologique, les paiements pour services environnementaux, la renaturation des cours d'eau, la préservation des zones humides ou encore la désimperméabilisation des sols en ville.

PLAN D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

En 2023, le plan d'adaptation au changement climatique du bassin Adour-Garonne (PACC) a fait l'objet d'un complément au PACC en deux volets adoptés par le Comité de Bassin. Ce travail a permis de mettre à jour les connaissances scientifiques et de faire un point d'étape des actions du PACC.

En savoir plus :
https://eau-grandsudouest.fr/medias/publications/complement-pacc-point-etape-perspectives

LANCEMENT DE TEMP'O LE MAG DE L'EAU DU GRAND SUD-OUEST

L'eau essentielle est présente partout dans nos quotidiens. Face au changement climatique, il est temps d'agir pour la préserver. Chaque mois, Temp'O décrypte les enjeux de l'eau et vous invite à la rencontre des acteurs qui s'engagent pour son avenir. TEMP'O c'est une émission de 26 minutes, des reportages de terrain, un podcast et des articles, tous consacrés à l'exploration d'un enjeu de l'eau sur notre bassin.

En savoir plus :
https://eau-grandsudouest.fr/tempo



LA CARTE D'IDENTITÉ DU BASSIN ADOUR-GARONNE

Le bassin Adour-Garonne couvre les bassins versants des cours d'eau qui, depuis les Charentes, le Massif Central et les Pyrénées, s'écoulent vers l'Atlantique (115 000 km², soit 1/5e du territoire national).
Il compte 120 000 km de cours d'eau, d'importantes ressources souterraines et un littoral d'environ 630 km.
Sur ses 8 millions d'habitants, 30 % vivent en habitats épars. C'est un bassin essentiellement rural : sur les quelques 6 700 communes, 35 comptent plus de 20 000 habitants, ces dernières rassemblant 28 % de la population.

Siège
AGENCE DE L'EAU ADOUR-GARONNE
90 rue du Férétra - CS 87801
31078 Toulouse Cedex 4
05 61 36 37 38

Les 7 bassins hydrographiques métropolitains



Délégations
ATLANTIQUE-DORDOGNE
BORDEAUX (dép. 16 • 17 • 33 • 47 • 79 • 86)
4 rue du Professeur André-Lavignolle
33049 Bordeaux Cedex
05 56 11 19 99

SAINT-PANTALÉON-DE-LARCHE
(dép. 15 • 19 • 23 • 24 • 63 • 87)
94 rue du Grand Prat
19600 Saint-Pantaléon-de-Larche
05 55 88 02 00

Délégation
ADOUR ET CÔTIERS
PAU (dép. 40 • 64 • 65)
7 passage de l'Europe - BP 7503
64075 Pau Cedex
05 59 80 77 90

Délégations
GARONNE ET RIVIÈRES D'OCCITANIE
TOULOUSE (dép. 09 • 11 • 31 • 32 • 34 • 81 • 82)
97 rue Saint Roch - CS 14407
31405 Toulouse Cedex 4
05 61 43 26 80

RODEZ (dép. 12 • 30 • 46 • 48)
Rue de Bruxelles - Bourran - BP 3510
12035 Rodez Cedex 9
05 65 75 56 00

Suivez l'actualité de l'eau du bassin sur
www.eau-grandsudouest.fr

Conception : AELB DIC - Adaptation AEAG Avril 2024 - Imprimerie Delort
© Agence de l'eau Rhin-Meuse, istock-photo & Jean-Louis Aubert

1964 Première loi sur l'eau

1 MISSION COMMUNE pour l'eau, la biodiversité et le littoral

4 GRANDES PRIORITÉS
Partager la ressource
Restaurer les cours d'eau
Agir pour les eaux littorales
Garantir le bon état des eaux

1 600 AGENTS ENGAGÉS pour une expertise au service de l'eau, sur le territoire métropolitain

2024 L'eau, une priorité pour tous !

2024 marque pour les 6 agences de l'eau 60 années d'engagement pour l'eau.

60 ans

Rendez-vous du 19 au 21 novembre au Salon des maires et des collectivités locales.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LES AGENCES DE L'EAU

Retrouvez toutes les ressources sur le site https://lesagencesdeleau.fr

Annexe 4 : La qualité de l'eau produite et distribuée

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

QUELLE EAU BUVEZ-VOUS ?

ars Agence Régionale de Santé Nouvelle-Aquitaine

ZONE DE DISTRIBUTION : COBAS

Conclusion sanitaire

2023 La présence d'un pesticide a été observée ponctuellement et sans risque pour la santé. L'eau distribuée est de bonne qualité pour les autres paramètres.

Indicateur global de qualité

B

- **A** : Eau de bonne qualité
- **B** : Eau de qualité convenable
- **C** : Eau de qualité insuffisante
- **D** : Eau de mauvaise qualité

Indicateur 2022 : A

Origine et gestion de l'eau

L'eau distribuée sur la COBAS provient de forages profonds et de la prise d'eau superficielle Cazaux-lac.

L'eau subit un traitement de désinfection pour les forages profonds et un traitement complet pour l'eau de surface à la station Cabaret les Pins.

Votre réseau alimente de façon permanente 4 communes (ARCACHON, GUJAN-MESTRAS, TEICH (LE), TESTE-DE-BUCH (LA)), soit 68175 personnes. Le responsable des installations est : « COBAS ».

Pour plus de renseignements, veuillez contacter « SO'BASS » qui assure l'exploitation du réseau.

Quelques conseils

TEMPÉRATURE — Consommez exclusivement l'eau du réseau d'eau froide. Elle se conserve au frais dans un récipient fermé (pas plus de 24 heures).

PLOMB — Dans les habitats équipés de tuyauteries en plomb, ou après quelques jours d'absence, laissez couler l'eau quelques minutes avant de la boire.

ADOUCISSEUR — Si vous possédez un adoucisseur, assurez-vous qu'il alimente uniquement le réseau d'eau chaude et entretenez-le régulièrement.

RÉSEAU PRIVÉ — Si vous utilisez l'eau d'un puits ou d'un récupérateur d'eau de pluie, toute communication avec l'eau du réseau public est interdite.

Pour aller plus loin

Retrouver les résultats des analyses de l'eau de votre commune sur le site Internet : www.eaupotable.sante.gouv.fr

Édité le **06/05/2024**

UDI **033000432**

PARAMÈTRES D'INTÉRÊT POUR LA POTABILITÉ DE L'EAU

BACTÉRIOLOGIE — A — Très bonne qualité

Micro-organismes indicateurs d'une éventuelle contamination des eaux par des bactéries pathogènes. Absence exigée.

Nombre de prélèvements : **223**
Conformité : **100 %**
Valeur maxi : **0 n/100 ml**

NITRATES — A — Très bonne qualité

Eléments provenant des pratiques agricoles, des rejets domestiques et industriels. Le maximum réglementaire est 50 mg/L.

Nombre de prélèvements : **51**
Valeur moyenne : **0,0715 mg/L**
Valeur maxi : **0,49 mg/L**

PESTICIDES ET MÉTABOLITES PERTINENTS — B — Dépassement ponctuel de la limite réglementaire

Le terme "pesticides" regroupe plusieurs centaines de substances différentes. Le maximum réglementaire est 0,5 microgramme/L pour le total des pesticides analysés et 0,1 microgramme/L pour chaque substance. En-deçà de la valeur sanitaire propre à chaque pesticide, l'eau peut être consommée sans risque pour la santé.

Nombre de prélèvements : **16**
Conformité : **94 %**
Nombre de substances recherchées : **221**
Valeur maxi : **0,12 microgramme/L (chlorothalonil r471811)**
Substance(s) non conforme(s) : **chlorothalonil r471811**

FLUOR — A — Très bonne qualité

Oligo-élément naturellement présent dans l'eau. Le maximum réglementaire est 1,5 mg/L. Avant d'envisager un apport complémentaire en fluor, il convient de consulter un professionnel de santé.

Nombre de prélèvements : **25**
Valeur moyenne : **0,155 mg/L**
Valeur maxi : **0,23 mg/L**

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

DURETÉ — Eau douce

Concentration en calcium et magnésium dans l'eau exprimée en degré français. Il n'y a pas de valeur de seuil réglementaire.

Nombre de prélèvements : **51**
Valeur moyenne : **8,25 °f**
Valeur maxi : **10,5 °f**

FER — Dépassements ponctuels de la référence de qualité

Élément pouvant générer une coloration de l'eau. Le fer n'a pas d'incidence sur la santé, mais peut constituer une gêne pour certains usages. Le maximum réglementaire est 200 microgramme/L.

Nombre de prélèvements : **221**
Valeur moyenne : **26,5 microgramme/L**
Valeur maxi : **380 microgramme/L**

L'indicateur global de qualité prend en compte les 30 paramètres / familles de paramètres faisant l'objet d'une limite de qualité. Il est égal à l'indicateur de qualité du paramètre le plus déclassant. Les résultats du contrôle des paramètres de qualité liés aux canalisations ne sont pas pris en compte, dans la mesure où ils ne sont pas représentatifs de la qualité de l'eau distribuée sur la zone concernée.

ARS Nouvelle-Aquitaine - ARS Nouvelle-Aquitaine Délégation Départementale de la Gironde - 103 bis rue Belleville CS 91704 33063 Bordeaux Cedex.
https://www.nouvelle-aquitaine.ars.sante.fr/ 09 69 37 00 33 ars-dd33-eaux@ars.sante.fr

Annexe 5 : Indice protection ressource et taux de conformité

Indice d'avancement de la protection de la ressource *(Indicateur SISPEA P108.3)*

Gestionnaire du ou des captages : COBAS

Code BRGM	Nom du captage	Commune d'implantation du captage	Indice de protection (VP.193 ou VP.212)
08258X0005	DESBIEY	ARCACHON	80 %
08494X0056	LA HUME I	GUJAN-MESTRAS	80 %
08494X0058	LA HUME II	GUJAN-MESTRAS	80 %
08501X0005	LA PASSERELLE	GUJAN-MESTRAS	80 %
08501X0004	CAPLANDE 1	TEICH (LE)	80 %
08501X0086	CAPLANDE 2	TEICH (LE)	80 %
08494X0057	CABARET DES PINS A'	TESTE-DE-BUCH (LA)	80 %
08498X0001	COMMUNAL	TESTE-DE-BUCH (LA)	80 %
08498X0053	GOULUGNE BAS CAZAUX	TESTE-DE-BUCH (LA)	80 %
08498X0107	LAC CAZAUX	TESTE-DE-BUCH (LA)	80 %
08493X0088	PISSENS	TESTE-DE-BUCH (LA)	80 %
08494X0079	VILLEMARIE	TESTE-DE-BUCH (LA)	80 %

Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées pour la microbiologie *(Indicateur SISPEA P101.1)*

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	Nombre de prélèvements (P101.1a)	Nombre de prélèvements non-conformes (P101.1b)	Taux de conformité microbiologique
033000432	COBAS	223	0	100,00 %
	Nombre total	223	0	100,00 %

Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées pour les paramètres physico-chimiques *(Indicateur SISPEA P102.1)*

Code de l'UDI	Nom de l'UDI	Nombre de prélèvements (P102.1a)	Nombre de prélèvements non-conformes (P102.1b)	Taux de conformité physico-chimique
033000432	COBAS	232	1	99,57 %
	Nombre total	232	1	99,57 %

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

Pôle Environnement



RAPPORT ANNUEL 2023

sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets

Rapport présenté par Monsieur Pastoureau, conseiller communautaire,
et adopté en conseil communautaire le 26 juin 2024

PROJET

SOMMAIRE

SYNTHESE ET CHIFFRES-CLES 4

1. LE TERRITOIRE DE LA COBAS 4
2. LES FAITS MARQUANTS EN 2023 5
   a. Faits marquants en matière d'organisation du service public de gestion des déchets ménagers 5
   b. Faits marquants pour les installations du service public de gestion des déchets ménagers 5
   c. Faits marquants en matière de réduction de déchets 5
   d. Faits marquants concernant la collecte et traitement des déchets ménagers 5
3. LA GESTION DES DECHETS EN 2023 7
4. LES MODES DE TRAITEMENT EN 2023 8
5. LES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS EN 2023 8
   a. Fonctionnement 8
   b. Investissement 9
   c. Bilan 9

DESCRIPTION DU SERVICE 10

1. LES COMPETENCES EXERCEES PAR LA COBAS 10
2. L'ORGANIGRAMME DU SERVICE 10
3. L'EMPLOI ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL 11
   a. Les ressources humaines 11
   b. L'hygiène, la prévention et la sécurité au travail 12
   c. La formation 13

INDICATEURS TECHNIQUES 14

1. L'ORGANISATION DE LA COLLECTE 14
2. LES ACTIONS EN FAVEUR DE LA PREVENTION ET DU TRI 15
3. LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES 16
   a. La gestion du matériel roulant 16
   b. La gestion des bacs 17
   c. La collecte des déchets ménagers et assimilés 18
   d. La collecte des déchets assimilés 22
4. LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES 24
   a. La valorisation matière 24
   b. La valorisation biologique 25
   c. La valorisation énergétique 26
   d. L'élimination en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) 27

INDICATEURS FINANCIERS 28

1. LE FONCTIONNEMENT 29
   a. Détail et évolution des principaux postes de dépense de fonctionnement 29
   b. Détail et évolution des principaux postes de recettes de fonctionnement 30
2. L'INVESTISSEMENT 33
   a. Détail et évolution des principaux postes de dépenses d'investissement 33
   b. Détail et évolution des principaux postes de recettes d'investissement 34
3. LES MARCHES ET PRESTATIONS 35

PROJET

a. Les principaux marchés conclus en 2023.....35
b. Les principales prestations de transport et traitement des déchets 36

ANNEXE 1 : ACTIONS DE COMMUNICATION A LA PREVENTION ET AU TRI.....37

1. A LA RENCONTRE DES USAGERS 37
2. ANIMATIONS DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES 37
3. SENSIBILISATION AU COURS DE MANIFESTATIONS PUBLIQUES..... 38
4. AUTRES SENSIBILISATIONS 38

ANNEXE 2 : LES PRINCIPALES INSTALLATIONS DE TRANSFERT, TRI ET TRAITEMENT39

1. LE CENTRE DE TRANSFERT 39
2. LE CENTRE DE VALORISATION 41
3. LE CENTRE DE TRI 43
4. LES INSTALLATIONS DES UNITES DE VALORISATION ENERGETIQUES ET DE STOCKAGE DES DECHETS NON DANGEREUX..... 44
a. Unités de Valorisation Energétiques (UVE) à Bègles et Cenon.....44
b. ISDND à Lapouyade 44

ANNEXE 3 : LES INDICATEURS TECHNIQUES DE SUIVI D'ACTIVITE 45

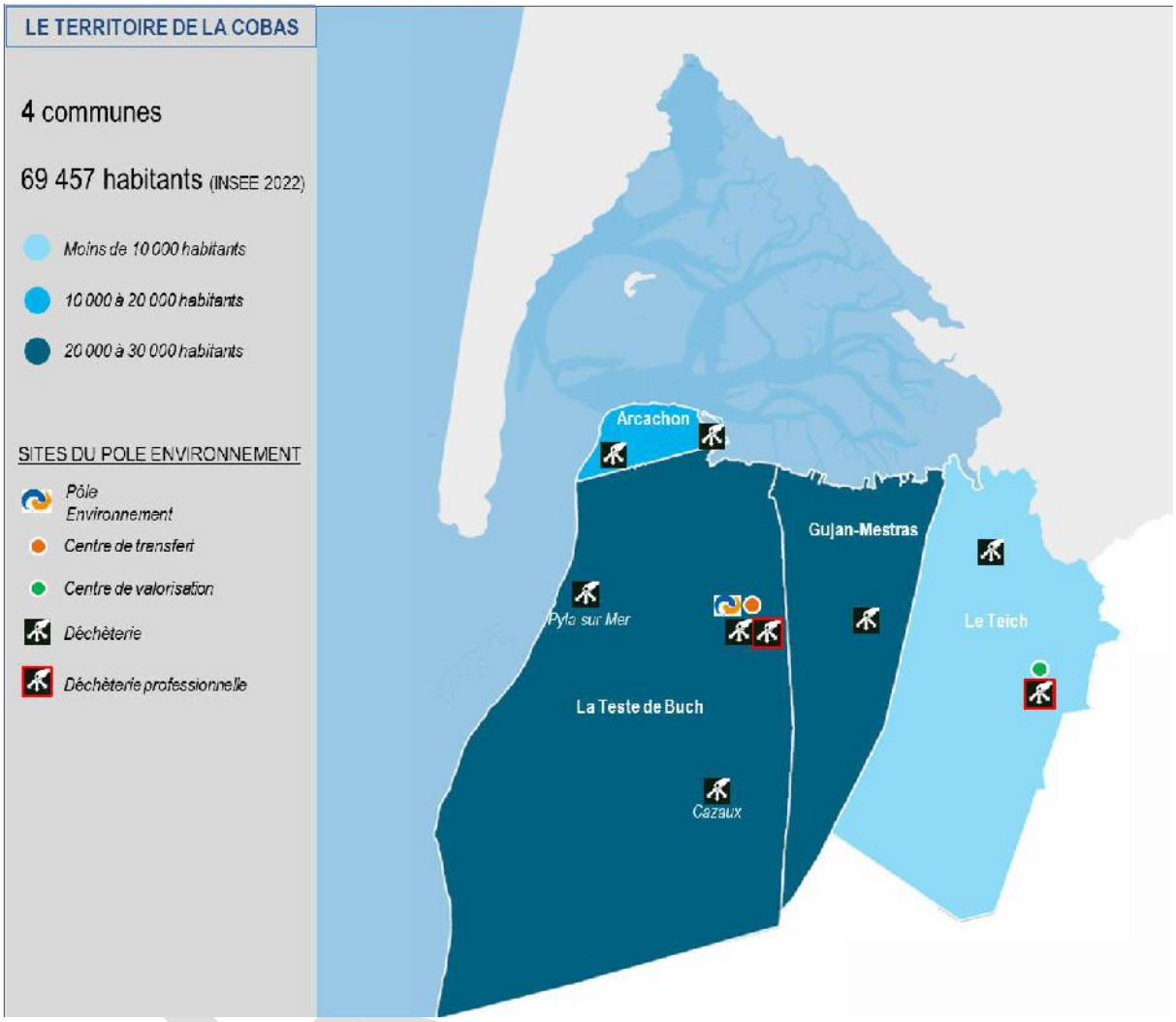
1. LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES ET ASSIMILEES (OMA) 45
2. LA COLLECTE DES BIODECHETS (DECHETS DE JARDIN) EN PORTE-A-PORTE..... 47
3. LA COLLECTE EN DECHETERIES 47
4. SYNTHESE SUR LA COLLECTE DES DECHETS DES MENAGERS ET ASSIMILES (DMA)..... 51
5. LA COLLECTE DES DECHETS NON MENAGERS 52
6. SYNTHESE DES TONNAGES PRIS EN CHARGE PAR LA COBAS EN 2023 53

ANNEXE 4 : LES INDICATEURS FINANCIERS.....55

PROJET

SYNTHESE ET CHIFFRES-CLES

1. LE TERRITOIRE DE LA COBAS



Remarques :

- **Population de référence** : La COBAS compte, au plus fort de la fréquentation estivale, une population atteignant près de 250 000 habitants, contre 69 504 habitants permanents. La population pondérée sur l'année est approximativement équivalente à la population DGF[1], soit **87 355 habitants en 2023.**

  Les données de ce rapport sont calculées à partir de la population DGF.

[1] Population DGF = population totale + 1 habitant par résidence secondaire + 1 habitant par emplacement de caravane en aire d'accueil.

2. LES FAITS MARQUANTS EN 2023

a. Faits marquants en matière d'organisation du service public de gestion des déchets ménagers

Le service public de gestion des déchets ménagers n'a pas connu de changements significatifs en 2023 en matière d'organisation. Toutefois, une adaptation des horaires de travail des services opérationnels et administratifs du Pôle Environnement a été expérimentée pendant la saison estivale, en prévention des risques d'épisodes caniculaires qui dégradent les conditions de travail des agents.

Par ailleurs, dans une optique d'optimisation du service (maitrise des coûts de traitement) ou en prévision des obligations réglementaires à venir, la COBAS est engagée dans les études suivantes :

- Finalisation de l'étude relative à l'instauration d'un dispositif de tri à la source des biodéchets ;
- Poursuite de l'étude regroupant toutes les collectivités girondines en charge de la gestion des déchets ménagers, relative au traitement mutualisé des ordures ménagères résiduelles.

b. Faits marquants pour les installations du service public de gestion des déchets ménagers

Les travaux de rénovation et/ou mise aux normes des installations se sont poursuivis en 2023 avec notamment :

- Poursuite du projet relatif à la construction de l'Eco-Pôle Environnement (regroupant une déchèterie pour les particuliers et les professionnels, un centre de transfert des déchets et une nouvelle recyclerie) : phase APD en cours de validation fin 2023.

c. Faits marquants en matière de réduction de déchets

Le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) pour la période 2018-2023 s'est clôturé avec une baisse des déchets ménagers et assimilés (hors inertes) de - 4 kg/hab. lors de la 6ème et dernière année.

Le bilan sur l'ensemble du programme fait état d'une remarquable réduction de 101,5 kgDMA/hab. en 6 ans (-13,4 %), amenant la production de déchets ménagers et assimilés du territoire à 656,2 kgDMA/hab. en 2023 (hors inertes).

d. Faits marquants concernant la collecte et traitement des déchets ménagers

Le Pôle Environnement a continué en 2023 sa politique de renouvellement du parc de véhicules destinés à la collecte ou au transport des déchets, avec l'acquisition de deux bennes à ordures ménagères (BOM), d'une minibenne, d'un camion grue pour la collecte des PAV (recyclables et OMR) et d'un semi-remorque à fond mouvant avec tracteur ;

Le Pôle Environnement a poursuivi le développement de la collecte en points d'apport volontaire, ce qui a permis notamment de mettre en place le tri des emballages recyclables et du verre dans les zones touristiques ou naturelles et dans des grands ensembles collectifs (113 nouveaux conteneurs en 2023, portant le parc à 365 conteneurs enterrés ou semi-enterrés installés au total sur le territoire) ;

PROJET

Le Pôle Environnement a développé ses filières de valorisation, avec la mise en place de six nouvelles filières REP dans les déchèteries de la COBAS

Les articles de bricolage et de jardin (non thermiques)

- Les matériels de bricolage et outillage à main
- Les pots de fleurs et contenants de culture
- Les autres produits et matériels destinés à l'entretien et l'aménagement du jardin
- Les bâches

Les articles de sport et de loisirs

- Les articles de sports et loisirs nautiques (planche de surf, plongée, pêche…)
- Les articles sports de glisse (ski , bâton, luge…)
- Les loisirs extérieurs (matériels de camping, boules de pétanque…)
- Les sports de raquette, ballon (football, table de ping-pong…)

Les jeux jouets

- Les jouets
- Les jeux de plein air
- Les jeux de société, puzzles et maquettes

Les outils du peintre

- Les pinceaux et brosse à peindre
- Les rouleaux et manchons à peindre
- Les couteaux
- Les bacs à peinture, recharges et grilles

Les Batteries de vélos à assistance électrique

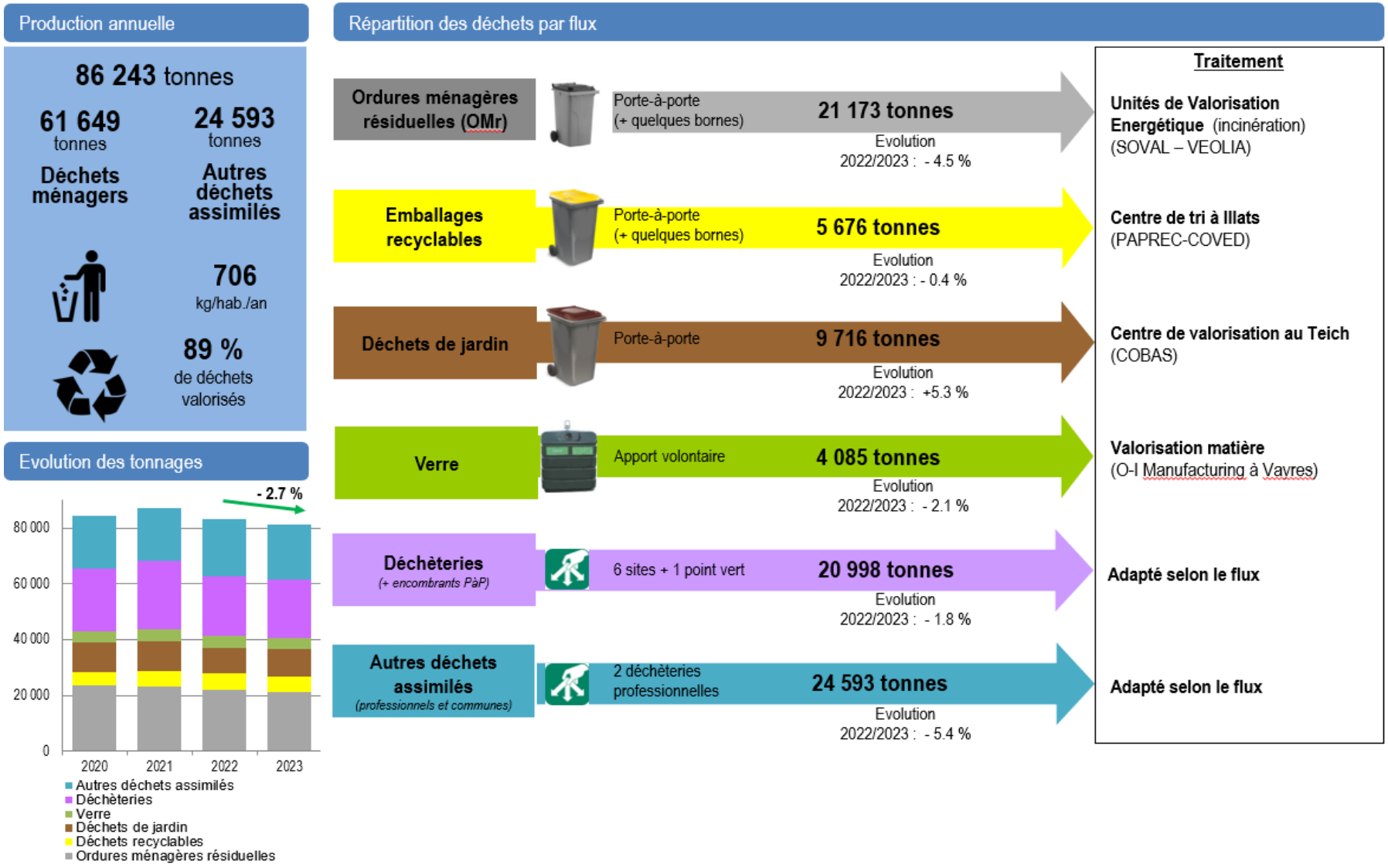
- Les batteries vélos
- Les batteries des trottinettes, hoverboards, skateboards etc.

Filière huiles et lubrifiants

- Les huiles minérales ou synthétiques

PROJET

3. LA GESTION DES DECHETS EN 2023



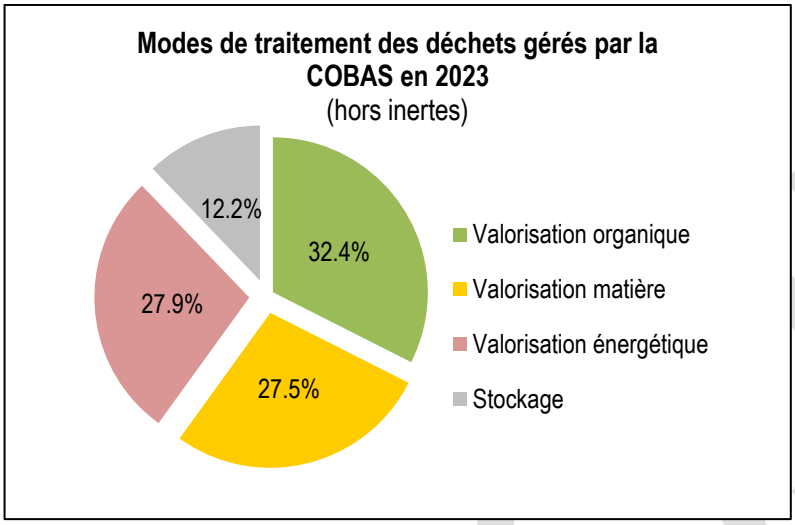
4. LES MODES DE TRAITEMENT EN 2023

Le taux de valorisation de la totalité des déchets pris en charge par la COBAS est de **89 %.**

Le taux de valorisation hors déchets inertes est de **87,8 %.**

Les principaux modes de traitement des déchets pris en charge par la COBAS sont de ;

- 32,4 % des tonnages pour la valorisation organique
- 27,9 % des tonnages pour la valorisation énergétique
- 27,5% des tonnages pour la valorisation matière.



La Loi de transition énergétique pour la croissance verte (LTECV) fixe :

- Un taux de valorisation matière ou organique des déchets non dangereux non inertes de 55% en masse à l'horizon 2020, et de 60% à l'horizon 2025.

Taux de valorisation matière ou organique des déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la COBAS en 2023 : 64,5 %.
→ **Objectif atteint.**

- De réduire de 30% les quantités de déchets non dangereux non inertes enfouis à l'horizon 2020, par rapport aux quantités de 2010, et de 50% en 2025.

Evolution des tonnages des déchets non dangereux non inertes enfouis entre 2010 et 2023 : - 61 %
→ **Objectif atteint.**

5. LES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS EN 2023

a. Fonctionnement

Le montant total des dépenses de fonctionnement s'élève à 19,84 M€, et est en hausse par rapport à l'année 2022 (+ 1,37 M€). Cette augmentation est principalement liée à la hausse du coût des marchés et prestations de services (+ 0,74 M€).

Les recettes de fonctionnement (21,97 M€) ont augmenté de 7 %, ce qui est principalement lié à la hausse des recettes provenant de la taxe sur l'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) qui représente environ 74 % des recettes de fonctionnement.

PROJET

b. Investissement

Les dépenses d'investissement (5,55 M€) ont augmenté en 2023 (+ 3,03 M€), ce qui est principalement lié à l'acquisition d'équipements de pré-collecte (conteneurs (semi-enterrés en particulier) et au travaux de réhabilitation (+ 2.21 M€).

Les recettes d'investissement s'élèvent à 4,32 M€ en 2023.

c. Bilan

A l'instar des années passées, le budget « Environnement » s'équilibre en 2023, sans emprunt, sans subvention d'équilibre et sans augmentation du taux de la TEOM (taxe d'enlèvement des ordures ménagères).

PROJET

DESCRIPTION DU SERVICE

1. LES COMPETENCES EXERCEES PAR LA COBAS

La COBAS exerce sa mission de service public d'élimination des déchets dans le cadre législatif défini notamment par les articles L.2224-13 et L.2224-14 du Code Général des Collectivités Territoriales.

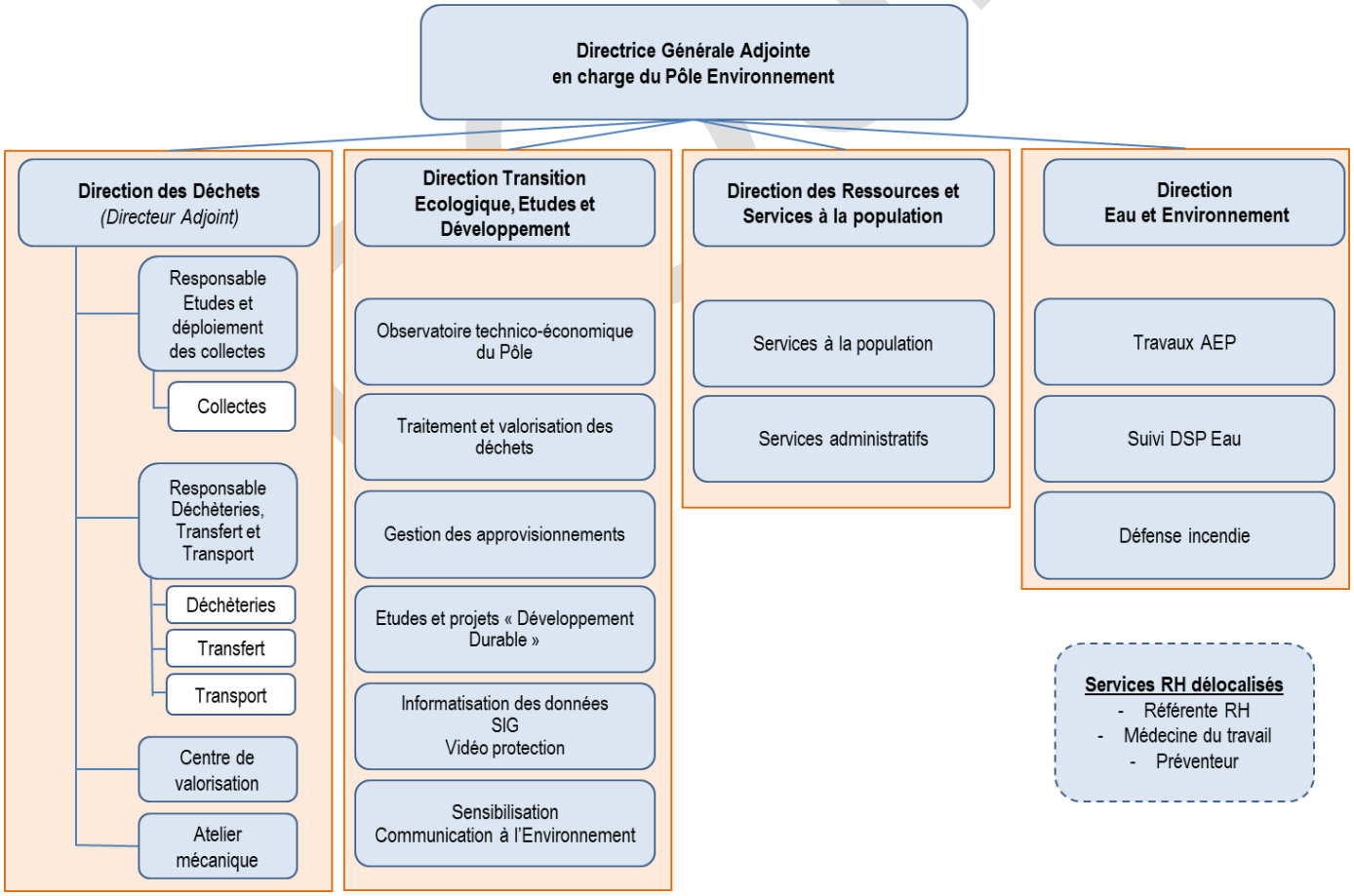
La COBAS dispose de la compétence globale de collecte et de traitement des déchets ménagers et assimilés de l'agglomération.

La pré-collecte (gestion des bacs et des colonnes aériennes ou enterrées), la collecte des déchets ménagers, les déchèteries et le centre de transfert sont gérés **en régie directe**.

Le transport est assuré selon le flux concerné **en régie directe ou par des prestataires privés**.

Le traitement est assuré selon le flux concerné **en régie directe** (centre de valorisation des déchets au Teich) **ou par des prestataires privés**, sous forme de marchés de prestations.

2. L'ORGANIGRAMME DU SERVICE



3. L'EMPLOI ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

a. Les ressources humaines

→ **Effectifs du Pôle Environnement**

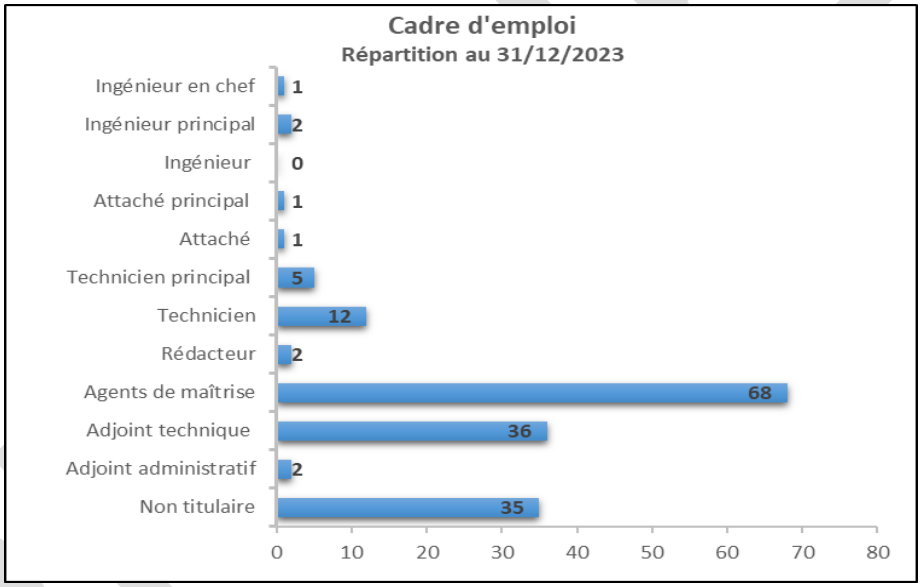
Au 31 décembre 2023, le Pôle Environnement comprend 165 agents, dont 130 agents titulaires.



154 hommes
Soit 93 % des effectifs



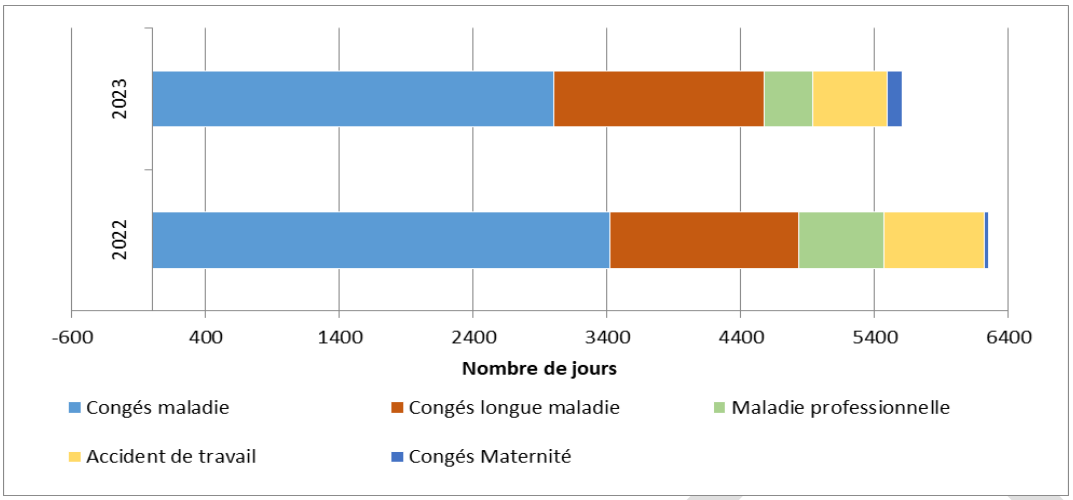
11 femmes
Soit 7 % des effectifs



→ **Absentéisme**

Le nombre total de jours d'absence est en baisse entre 2022 et 2023 (- 10 %), avec une baisse significative du nombre « d'accident de travail » (- 26 %) et de « Maladie professionnelle » (- 43 %).

Type d'arrêt	2022	2023	Evolution
Congés maladie	3 424	2 997	-12 %
Congés longue maladie	1 409	1 578	12 %
Maladie professionnelle	633	360	-43 %
Accident de travail	753	559	-26 %
Congés Maternité	30	110	267 %
Total	**6 249**	**5 604**	**-10 %**



b. L'hygiène, la prévention et la sécurité au travail

→ **Actions menées en 2023**

La direction du Pôle est engagée dans une démarche santé / sécurité qui vise à améliorer les conditions de travail des agents du Pôle.

En 2023, les priorités ont notamment porté sur :

- La prévention et la lutte contre les conduites addictives (suivi assuré par médecin de prévention, réalisation de contrôles d'alcoolémie inopinés, …) ;
- La poursuite de l'amélioration continue de la communication entre les agents et la hiérarchie avec :
  - Une réunion avec chaque service du Pôle en présence de la Direction du Pôle Environnement ;
  - Une réunion d'accueil des saisonniers avec la présentation du livret d'accueil, des missions à exécuter et des règles de sécurité à respecter ;
  - Des réunions mensuelles entre la Direction et l'encadrement de proximité du service collecte ;

Outre ces actions répondant aux priorités identifiées chaque année, la Direction du Pôle Environnement mène au quotidien un travail de fond pour maîtriser les risques et améliorer les conditions de travail des agents, avec des actions telles que :

- Le renouvellement du parc de véhicules pour offrir le meilleur confort possible ;
- Les formations en matière de conduite, sécurité (CACES, reconnaissance des déchets spéciaux,), gestes et postures ;
- L'adaptation des EPI selon les remontées « terrain » des agents.

→ **Evolution des accidents de travail**

Stabilité du nombre total d'accidents de travail entre 2022 et 2023, mais les accidents avec arrêt ont fortement augmenté (+ 63 %).

	2022	2023	Evolution
Nb d'accidents sans arrêt	11	1	-91 %
Nb d'accidents avec arrêt	16	26	63 %
Total	**27**	**27**	**0 %**

PROJET

c. La formation

En 2023, 97 agents du Pôle Environnement ont suivi une formation, ce qui correspond à une durée globale de 339 jours de formation.

Le détail des formations suivies est présenté ci-après.

Intitulé de la formation	Nombre d'agents	Nombre de jours
Initiation et principes de base en électricité	1	3
Amiante opérateur	3	6
Passage de collègue à chef	2	4
Tournée de collecte des déchets	8	16
Gestion des situations difficiles au sein des déchèteries	2	4
Gestion des conflits, de la violence et de l'agressivité	2	4
Le rôle et le positionnement responsable, encadrant, manager, accompagnement de son équipe, et entretien professionnel	3	8.5
Relations usagers et agents service déchets et propreté	2	4
Intégration Catégorie C	8	40
ECO DDS	15	7.5
La manipulation des déchets en déchèterie ou sur l'espace public	3	6
Déchets dangereux sur la voie publique	3	3
Initiation à la voirie	3	7.5
Prévention risques TMS	5	5
CACES R482 - Catégorie C1 B1 Initial et recyclage	5	10
CACES R486 - PEMP - catégorie B	1	14
CACES R489 - Chariot automoteurs de manutention Initial et recyclage	1	2
Permis CE Super LOURD	3	37
PERMIS C + FIMO	2	70
Evaluation psychotechnique à la conduite PL	1	0.5
FCO- FIMO recyclage	4	35
Word, Excel, Powerpoint initiation/perfectionnement	8	20
Achats responsables et la transition	2	1
Appropriation des usages de la carte mentale	2	6
CST 1ER mandat et mandat renouvelé	3	11
Organisation animation type escape game	1	4.5
Maitrise de la prise de parole en public / argumentation orale	2	6
Maitrise du temps gestion organisation	1	2
Approche générale des marchés publics	1	2
TOTAL	**97 agents**	**339.5 jours**

PROJET

INDICATEURS TECHNIQUES

1. L'ORGANISATION DE LA COLLECTE

Flux	Mode de collecte	Fréquence de collecte	Exutoire
Ordures ménagères résiduelles	**Porte-à-porte**, en bacs Quelques colonnes (semi-) enterrées	**Individuel** : C1 (C2 sur demande du 14/07 au 31/08) **Collectif** : C2 **Autres**(1) : selon demandes	**Valorisation énergétique** (UVE à Bègles ou Cenon – SOVAL (VEOLIA))
Déchets recyclables (hors verre)	**Porte-à-porte**, en bacs colonnes (semi-) enterrées	**Individuel et PAV** : C1 **Collectif** : C2 **Autres**(1) : C2	**Valorisation matière** (Centre de tri PAPREC TRIVALO 33 à Illats)
Déchets de jardin	**Porte-à-porte**, en bacs	**Individuel uniquement** : C1	**Valorisation organique** (Centre de valorisation au Teich - COBAS)
Verre	**Apport volontaire**, en colonnes aériennes ou (semi-)enterrées.	Selon le taux de remplissage	**Valorisation matière** (Usine à Vayres – O-I Manufacturing)
Encombrants	**Porte-à-porte**, sur appel téléphonique. Dépôt des objets sur le trottoir.	Collecte sur rendez-vous	**Stockage** (ISDND à Lapouyade SOVAL-VEOLIA) **Valorisation matière des DEEE** (OCAD3E)
Déchets des déchèteries	**6 déchèteries et 1 point vert** pour les ménages **2 déchèteries professionnelles**	Ouverture toute l'année selon les horaires définis dans le règlement de collecte	**Exutoire selon flux**

(1) Redevance spéciale, manifestations.

PROJET

2. LES ACTIONS EN FAVEUR DE LA PREVENTION ET DU TRI

Chiffres clés 2023

Le service « relations usagers » en 2023, c'est :
Plus de 2 365 usagers sensibilisés en porte-à-porte
Plus de 456 interventions en résidences
Près de 1 604 élèves rencontrés (maternelles et primaires principalement)

Afin d'améliorer la qualité et la quantité des déchets valorisés sur le territoire de la COBAS, le service « relations usagers » du Pôle Environnement développe des actions de sensibilisation et de communication de proximité.

Cibles	Actions
Tout public	campagnes de communication, manifestation locales, application smartphone…
Usagers	Réunion d'information dans les immeubles, information en porte-à-porte, campings…
Scolaires	Animations dans les écoles, collèges et lycées et organisation de visites

Le détail des interventions du service « relations usagers » est présenté en annexe.

PROJET

3. LA COLLECTE DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

a. La gestion du matériel roulant

La gestion du matériel roulant est assurée par l'atelier mécanique, qui se charge de l'entretien et des petites réparations. L'équipe de l'atelier mécanique comprend également un chaudronnier qui réalise des opérations de maintenance variées (caissons des déchèteries ou conteneurs enterrés notamment).



Parc de véhicules composé de :

- 23 bennes de collecte
- 3 mini-bennes
- 12 polybennes et 2 camions grue
- 3 Tracteurs routiers + semi-remorques
- 27 VUL (dont 2 minibus et 3 VUL électriques)
- 39 VL (dont 3 VL électriques)

Plus de 345 684 km parcourus par les bennes de collecte
= 9 tours du monde

Plus de 414 067 km parcourus par les polybennes
= 10 tours du monde



962 interventions/réparations réalisées

PROJET

b. La gestion des bacs

Le service « Gestion des bacs » du Pôle Environnement assure les opérations de maintenance et de livraison des bacs roulants (remplacement des bacs cassés ou volés, et ajout de bacs pour les nouveaux foyers).

Chiffres clés 2023



Environ 127 150 bacs sur le territoire



6 294 interventions réalisées — *- 3 % par rapport à 2022*
Livraisons : 78.5 % des interventions
Réparations : 21.5 % des interventions

6 312 bacs distribués — *- 0.4 % par rapport à 2022*
Dont Bacs 240L: 53 %
Dont Bacs 120L: 19 %
Dont Bacs 180L: 13 %

5 560 bacs sortis du parc — *+ 4.7 % par rapport à 2022*
Dont Bacs « hors service » : 53 %
Dont Bacs « avalés » lors d'une collecte : 35 %
Dont Bacs volés : 2 %

Depuis 2019, l'ensemble des bacs mis à disposition des usagers sont équipés d'une puce d'identification. Ainsi, en cas de vol, la puce est immédiatement désactivée et la collecte bloquée.

PROJET

c. La collecte des déchets ménagers et assimilés

Chiffres clés 2023

61 649 tonnes soit 706 kg/hab.
soit une baisse de 1 012 tonnes (- 1,6 %)
soit une baisse de – 12.5 kg/hab.

2022 : 62 661 tonnes, 718 kg/hab.

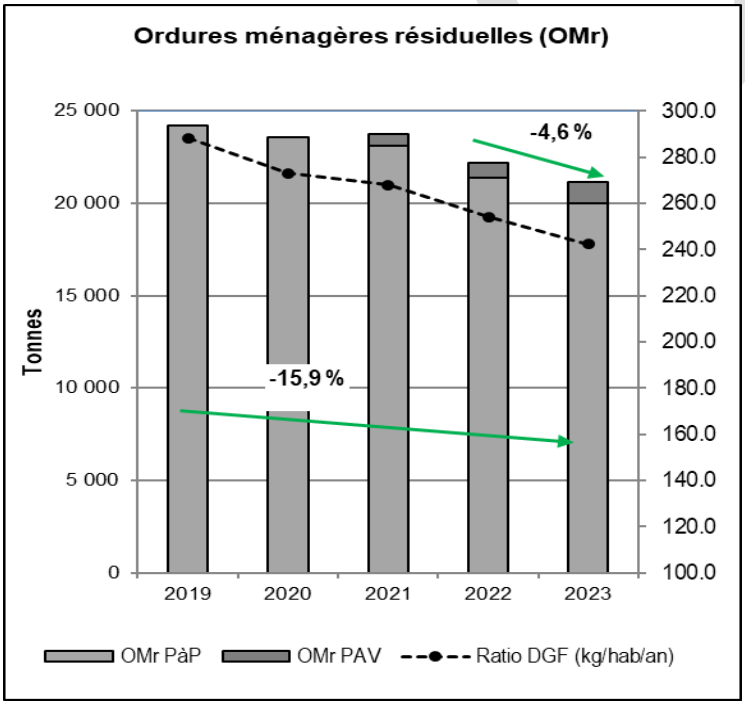
→ **La collecte des ordures ménagères et assimilées résiduelles**

Chiffres clés 2023



21 173 tonnes soit 242,4 kg/hab.
Dont 1 208 tonnes en PAV

Moyenne nationale 2022 : 249 kg/hab.an
Moyenne régionale 2022 : 221 kg/hab.an



Avec les actions de communication et la mise en œuvre du programme de prévention des déchets, la quantité d'ordures ménagères résiduelles collectées en 2023 est en baisse par rapport à 2022 (- 1 008 tonnes).

En tenant compte de l'évolution démographique, la production d'OMr par habitant a diminué pour la 5ème année consécutive (- 4,6 % entre 2022 et 2023).

PROJET

→ **La collecte sélective des déchets recyclables**

Chiffres clés 2023

9 761 tonnes soit 111,7 kg/hab.



5 676 tonnes
Dont 458 tonnes en PAV
65 kg/hab.

Moyenne régionale :
59 kg/hab.an

2022 : 65.3 kg/hab.

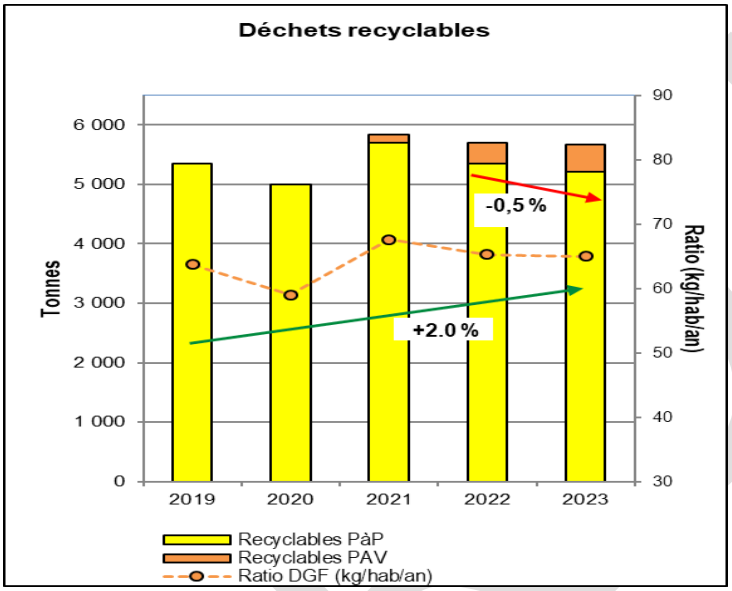
4 085 tonnes

46,8 kg/hab.

Moyenne régionale :
41 kg/hab.an

2022 : 47,8 kg/hab.



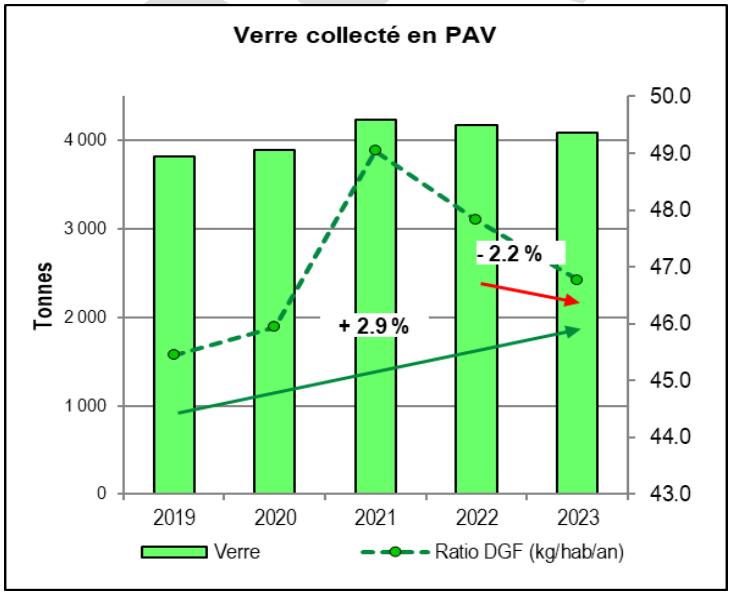


La collecte sélective des déchets recyclables en porte-à-porte est en légère diminution entre 2022 et 2023 (- 21 tonnes).

Cela correspond à une baisse de 0,5 kg/hab., soit -0,4 % entre 2022 et 2023.

Au cours des 5 dernières années, cela représente une hausse des performances de collecte de 6 % (+ 1.3 kg/hab.).

Les performances de collecte restent bien supérieures aux performances régionales (+ 9 kg/hab.).



Les tonnages de la collecte du verre en diminution entre 2022 et 2023 (- 88 tonnes) représentant une baisse de 2.1%

En 5 ans, les performances de collecte du verre ont augmenté de + 2,9 %, représentant une hausse de 1.3 kg/hab.

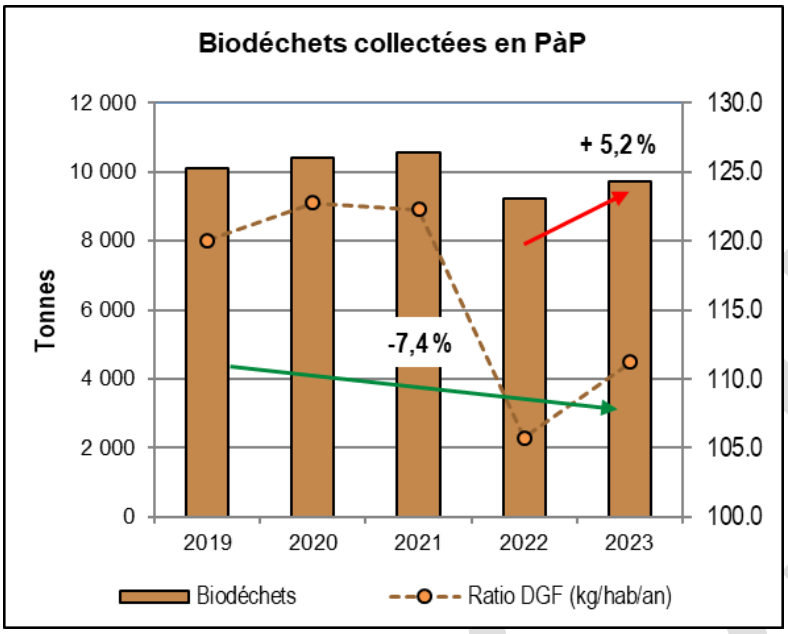
→ **La collecte des biodéchets (déchets de jardin)**

Chiffres clés 2023



9 716 tonnes soit 111,2 kg/hab.

2022 : 105.7 kg/hab.



Le tonnage de biodéchets (déchets de jardin) collectés en porte-à-porte, très sensible aux conditions météorologiques, a augmenté entre 2022 et 2023 (+ 489 tonnes).

La production annuelle, exprimée en kg/hab., a augmenté de +5.2 % (+ 5,5 kg/hab. par rapport à 2022).

En 5 ans, la quantité des biodéchets collectés a diminué de -3.7 %, cela représente une baisse de 8.9 kg/hab. (-7.4 %) en prenant compte l'évolution démographique.

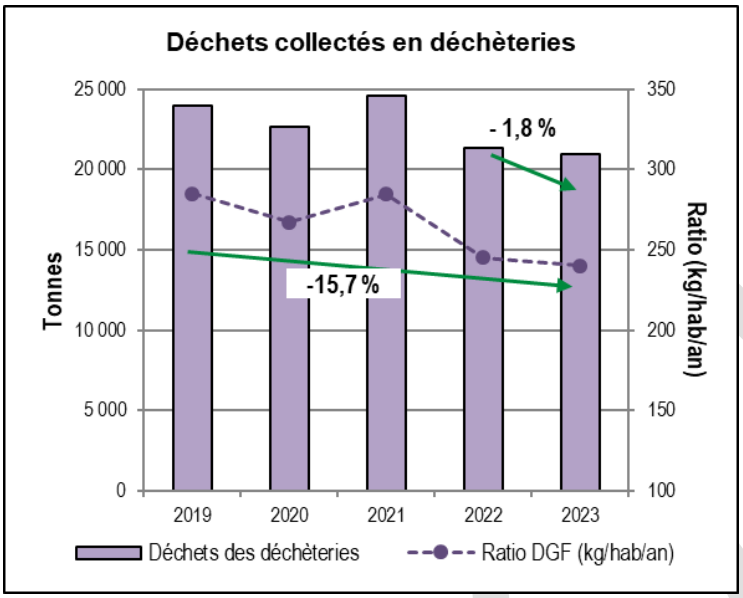
PROJET

→ **La collecte en déchèteries**

Chiffres clés 2023

20 998 tonnes soit 240 kg/hab.
Moyenne nationale : 222 kg/hab.an

2022 : 245 kg/hab.



Le tonnage des déchets collectés en déchèteries a diminué de 393 tonnes entre 2022 et 2023, ce qui représente une baisse de 44.6 kg/hab. (-15,7 % par rapport à 2022).

La diminution observée s'explique notamment sur les apports :

- de gravats (- 714 t) ;
- de bois B (divers) (- 67 t) ;
- de ferraille (-59 t)

En 5 ans, la quantité des déchets collectés en déchèteries a diminué de - 12,4 %, soit une baisse de 44.6 kg/hab.

→ **La collecte des encombrants sur rendez-vous**

La collecte des encombrants est réalisée à la demande, au fur et à mesure des inscriptions, sur rendez-vous, pris directement avec l'usager.

La collecte est effectuée en journée 2 à 3 jours par semaine à l'aide d'un véhicule utilitaire de 20 m^3 équipé d'un hayon. Les déchets collectés sont déposés dans la déchèterie la plus proche et triés pour permettre leur valorisation.

Le Pôle Environnement a développé un logiciel pour le suivi des demandes de collecte des encombrants (coordonnées des usagers, prise de rendez-vous, déchets déposés, …). En 2023, le Pôle Environnement a réalisé 3 167 collectes d'encombrants.

Nombre de collectes / commune	2023
Arcachon	805
Gujan-Mestras	887
La Teste de Buch	1 302
Le Teich	173
Total	**3 167**

PROJET

d. La collecte des déchets assimilés

Chiffres clés 2023

24 593 tonnes
soit une baisse de 1 417 tonnes (-5.4 %)

2022 : 26 010 tonnes

→ **La collecte des déchets des professionnels**

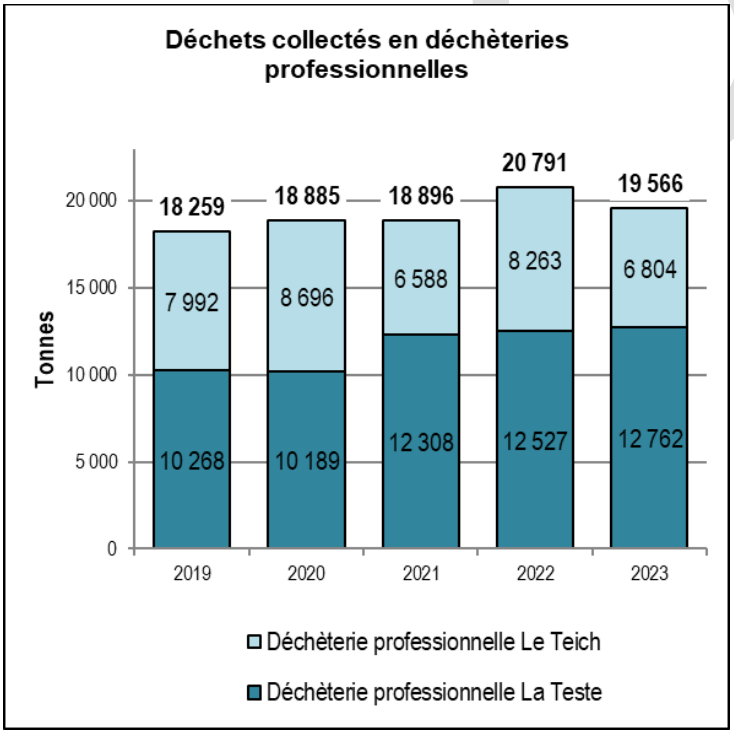
Chiffres clés 2023

Déchèterie professionnelle de La Teste :
12 762 tonnes + *2 % par rapport à 2022*

2022 : 12 527 tonnes

Déchèterie professionnelle du Teich :
6 804 tonnes *- 18 % par rapport à 2022*

2022 : 8 263 tonnes



Le tonnage des déchets des professionnels collectés en déchèteries a diminué -5.4 % entre 2022 et 2023.

Une augmentation est observée à la déchèterie de La Teste principalement sur les apports :

- du Déchets verts (+ 361 t) ;
- des déchets non valorisables (+ 46 t) ;
- des Mobilier (DEA) (+ 27 t).

Une diminution observée à la déchèterie du Teich s'explique principalement sur les apports :

- des déchets non valorisables (- 304 t) ;
- des déchets verts (- 179 t).
- des gravats (- 593 t).

PROJET

→ **Les déchets des collectivités**

Il s'agit des déchets divers générés par l'activité des services techniques des communes du territoire ou de la COBAS, et des déchets pris en charge par la COBAS en dehors de la collecte des déchets ménagers (opérations de nettoyage des plages, des chemins forestiers, …).

Chiffres clés 2023

Communes :
4 840 tonnes

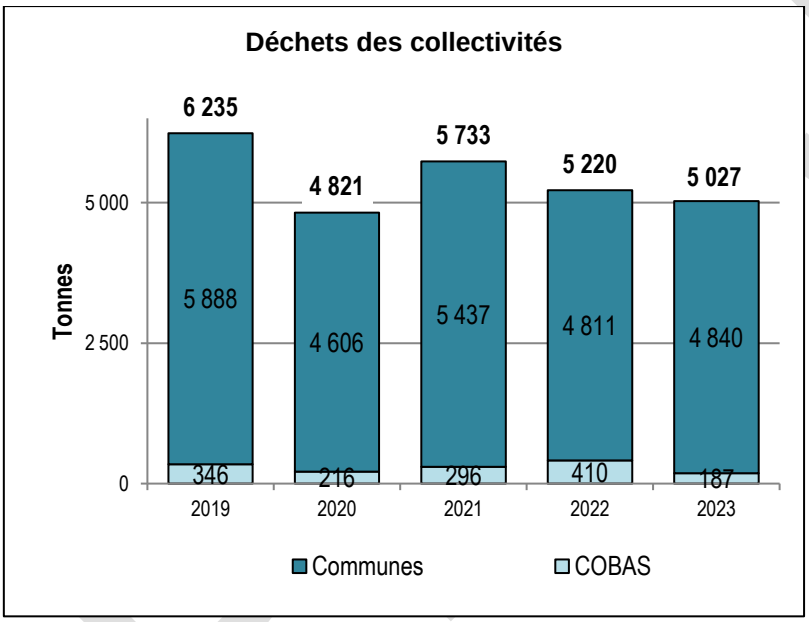
+ 0.6 % par rapport à 2022

2022 : 4 811 tonnes

COBAS :
187 tonnes

- 54.4 % par rapport à 2022

2022 : 410 tonnes



Le tonnage des déchets des collectivités a diminué de -1.4 % entre 2022 et 2023.

La diminution observée s'explique principalement par la baisse des apports des services techniques des communes, et en particulier :

- des déchets verts (- 511 t) ;
- du déchets non valorisables (- 155 t) ;
- du varech (- 322 t).

4. LE TRAITEMENT DES DECHETS MENAGERS ET ASSIMILES

Chiffres clés 2023

76 297 tonnes de déchets traitées (hors déchets inertes)
Soit une diminution de 885 tonnes *(- 1 % par rapport à 2022)*

87,8 % des déchets envoyés vers une filière de valorisation

2022 : 77 182 tonnes traitées (hors déchets inertes)
Taux de valorisation : 87,4 %

a. La valorisation matière

La valorisation matière est un mode de traitement des déchets visant à introduire les matériaux provenant de déchets dans un cycle de production en remplacement total ou partiel d'une matière première vierge.

Chiffres clés 2023

20 906 tonnes
Soit une diminution de 1 169 tonnes

27,4 % des tonnages traités par la COBAS

2021 : 22 075 tonnes ; 28,6 % des tonnages.

→ **Les produits issus des collectes sélectives**

Flux	Traitement	Tonnage 2022	Tonnage 2023	*Variation 2022/2023*
Emballages recyclables	Centre de tri PAPREC TRIVALO 33 à Illats	5 697	5 676	*- 0.4 %*
Verre	Site de valorisation à Vayres O-I Manufacturing	4 174	4 085	*-2.1 %*
TOTAL		**9 871**	**9 762**	***- 1 %***

PROJET

→ **Les produits issus des déchèteries (particuliers)**

Flux	Traitement	Tonnage 2022	Tonnage 20223	*Variation 2022/2023*
Bois (A + B)	SEOSSE et EGGER	1 672	1 605	*-4 %*
Ferraille	CAPY	868	787	*-9 %*
Cartons	PAPREC TRIVALO 33	672	696	*+3.6 %*
DEEE	ECOLOGIC	728	709	*-2.6 %*
DEA	ECOMAISON	2 247	2 236	*- 0.5 %*
Souches	OPTIBOIS SAS	92	124	*+ 34 %*
Textiles	LE RELAIS GIRONDE	128	132	*+3 %*
Articles de Sport et de Loisirs (ASL)	ECOLOGIC	-	26	
Huiles minérales	SEVIA CYCLEVIA	23	32	*+ 39 %*
Huiles alimentaires	GECCO	8.8	7.2	*- 16 %*
Batteries	PENA ENVIRONNEMENT	10	8	*-20 %*
Piles	COREPILE	4.3	5.2	*+21 %*
Extincteurs, lampes	ECOSYSTEM	1.8	2.1	*+17 %*
Bouchon de liège	AGIR CANCER	0.7	1.1	*+57 %*
GIHP		0.4	0.7	*+75 %*
TOTAL		**6 456**	**6 371**	***- 1 %***

→ **Les produits issus des déchets assimilés (professionnels et communes)**

Flux	Traitement	Tonnage 2022	Tonnage 2023	*Variation 2022/2023*
Bois (A + B)	EGGER/SEOSSE	3 689	3 540	*-4 %*
Ferraille	CAPY	138	112	*-20 %*
Cartons	PAPREC TRIVALO 33	246	171	*-30 %*
Souches	OPTIBOIS	904	664	*-16 %*
Bacs réformés	PLAST RECYCLING	68	36	*-18 %*
DEA Mobilier	ECOMAISON	187	251	*+34 %*
TOTAL		**5 229**	**4 773**	***-7.9 %***

b. La valorisation biologique

La valorisation biologique désigne l'ensemble des modes de gestion et de valorisation des déchets biodégradables (déchets alimentaires, déchets verts, …). Les déchets biodégradables peuvent être valorisés via 2 grands modes de traitement : le compostage et la méthanisation.

Chiffres clés 2023

24 792 tonnes
Soit une augmentation de 1 739 tonnes *(+ 7.5 % par rapport à 2022)*

32,4 % des tonnages traités par la COBAS

2022 : 23 053 tonnes ; 30,5 % des tonnages.

PROJET

→ **Les produits issus des collectes en porte-à-porte**

Flux	Traitement	Tonnage 2022	Tonnage 2023	Variation 2022/2023
Déchets de jardin	COBAS - Centre de valorisation	9 227	9 716	+5.3 %
TOTAL		**9 227**	**9 716**	**+ 5.3 %**

→ **Les produits issus des déchèteries (particuliers)**

Flux	Traitement	Tonnage 2022	Tonnage 2023	Variation 2022/2023
Déchets verts	COBAS - Centre de valorisation	5 642	6 029	+ 6.8 %
TOTAL		**5 642**	**6 029**	**+ 6.8 %**

→ **Les produits issus des déchets assimilés (professionnels et communes)**

Flux	Traitement	Tonnage 2022	Tonnage 2023	Variation 2022/2023
Déchets verts	COBAS - Centre de valorisation	8 184	8 886	+8.6 %
Varech	SVABA	484	161	-66 %
TOTAL		**8 667**	**9 047**	**+4 %**

c. La valorisation énergétique

La valorisation énergétique consiste à récupérer la chaleur émise lors du traitement des déchets (incinération principalement) et à valoriser celle-ci pour des applications directes ou pour produire de l'électricité.

Chiffres clés 2023

21 298 tonnes

27,9 % des tonnages traités par la COBAS

2022 : 22 331 tonnes ; 28,9 % des tonnages.

→ **Les produits issus des collectes en porte-à-porte**

Flux	Traitement	Tonnage 2022	Tonnage 2023	Variation 2022/2023
Ordures ménagères résiduelles	SOVAL (VEOLIA) - UVE Bègles-Cenon	22 180	21 173	- 4.5 %
TOTAL		**22 180**	**21 173**	- 4.5 %

PROJET

→ **Les produits issus des déchèteries**

Flux	Traitement	Tonnage 2022	Tonnage 2023	*Variation 2022/2023*
DDS	EcoDDS	70	68	*- 3 %*
DDS (hors EcoDDS)	PENA Environnement	16	15	*- 6 %*
TOTAL		**86**	**83**	***- 3 %***

→ **Les produits issus des déchets assimilés (professionnels et communes)**

Flux	Traitement	Tonnage 2022	Tonnage 2023	*Variation 2022/2023*
Plâtre	COBAS - Centre de valorisation	65	42	*- 38 %*
TOTAL		**65**	**42**	*- 38 %*

d. L'élimination en installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND)

L'enfouissement consiste à stocker les déchets non valorisables dans des conditions contrôlées afin de maîtriser leur impact sur l'environnement.

Chiffres clés 2023

9 301 tonnes
Soit une diminution de 422 tonnes

12,2 % des tonnages traités par la COBAS

2022 : 9 723 tonnes ; 12,6 % des tonnages.

→ **Les produits issus des déchèteries**

Flux	Traitement	Tonnage 2022	Tonnage 2023	*Variation 2022/2023*
Déchets non valorisables	SOVAL VEOLIA (Lapouyade)	4 163	4 192	*0.7 %*
TOTAL		**4 163**	**4 192**	***0.7 %***

→ **Les produits issus des déchets assimilés (professionnels et communes)**

Flux	Traitement	Tonnage 2022	Tonnage 2023	*Variation 2022/2023*
Déchets non valorisables	SOVAL VEOLIA (Lapouyade)	5 560	5 109	*-8.1 %*
TOTAL		**5 560**	**5 109**	***-8.1 %***

PROJET

INDICATEURS FINANCIERS

Chiffres clés 2023

Dépenses du service : Soit + 21 % par rapport à 2022	25,39 M€
Recettes du service : Soit + 8 % par rapport à 2022	26,29 M€
Résultat de l'exercice 2023 : Résultat 2022 : + 3,37 M€	+ 0,90 M€

PROJET

1. LE FONCTIONNEMENT

Chiffres clés 2023

Dépenses de fonctionnement : 19,84 M€
Soit + 7 % par rapport à 2022

Recettes de fonctionnement : 21,97 M€
Soit + 7 % par rapport à 2022

Résultat 2023 en fonctionnement : + 2,13 M€
Résultat 2022 : + 2,09 M€

a. Détail et évolution des principaux postes de dépense de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	2022	2023	*Variation 2022/2023*
Charges de personnel	8.19 M€	8.19 M€	*0%*
Marchés et prestations de services (hors atelier mécanique)	6.08 M€	6.82 M€	*12%*
Carburant	0.84 M€	0.86 M€	*3%*
Entretien/maintenance des véhicules et engins	0.47 M€	0.54 M€	*15%*
Assurances	0.38 M€	0.45 M€	*18%*
Loyer du centre de valorisation	0.15 M€	0.16 M€	*6%*
Petits équipements, fournitures et vêtements de travail	0.23 M€	0.19 M€	*-18%*
Eau et électricité	0.09 M€	0.13 M€	*48%*
Maintenance des sites	0.09 M€	0.05 M€	*-44%*
Autres divers	0.35 M€	0.63 M€	*82%*
Remboursement d'intérêts d'emprunts	0.04 M€	0.03 M€	*-25%*
Autofinancement (Opération d'ordre entre sections)	1.56 M€	1.78M€	*14%*
TOTAL	**18.47 M€**	**19.83 M€**	**4.9%**

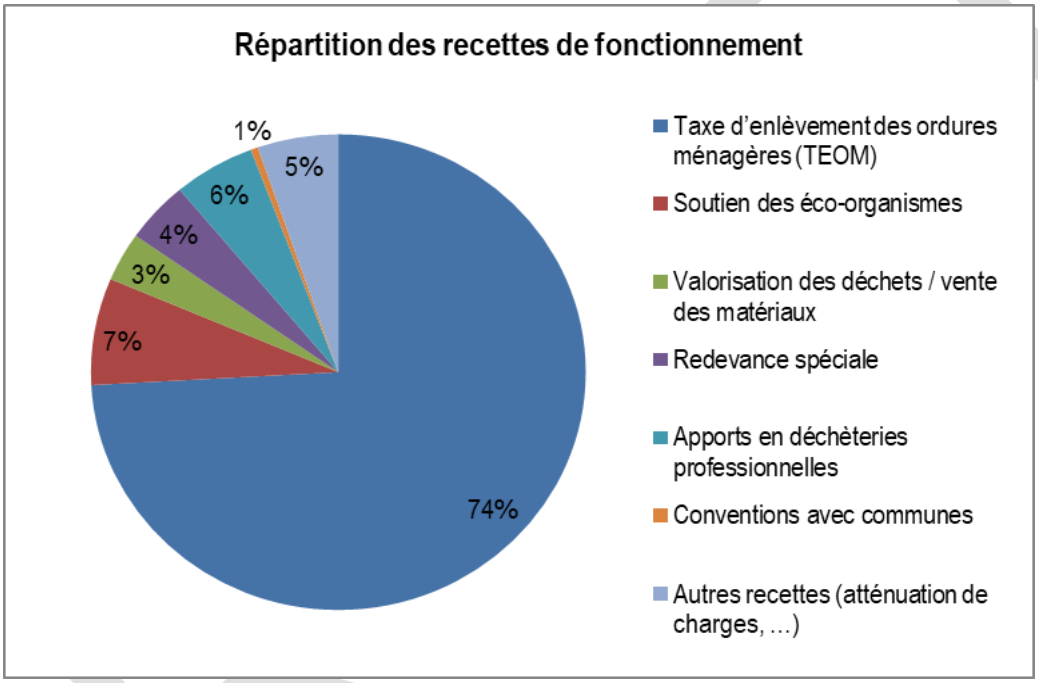
Commentaires :

- La hausse des dépenses de fonctionnement (+ 1,37 M€ entre 2022 et 2023) est principalement due à la hausse des marchés et prestations de services (+ 0,74 M€).

PROJET

b. Détail et évolution des principaux postes de recettes de fonctionnement

Recettes de fonctionnement	2022	2023	*Variation 2022/2023*
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	15.15 M€	16.29 M€	*8%*
Soutien des éco-organismes	1.50 M€	1.60 M€	*6%*
Valorisation des déchets / vente des matériaux	1.03 M€	0.73 M€	*-29%*
Redevance spéciale	1.05 M€	0.92 M€	*-12%*
Apports en déchèteries professionnelles	1.20 M€	1.17 M€	*-2%*
Conventions avec communes	0.08 M€	0.10 M€	*29%*
Autres recettes (atténuation de charges, …)	0.43 M€	1.16 M€	*112%*
Total	**20.55 M€**	**21.97 M€**	**7%**

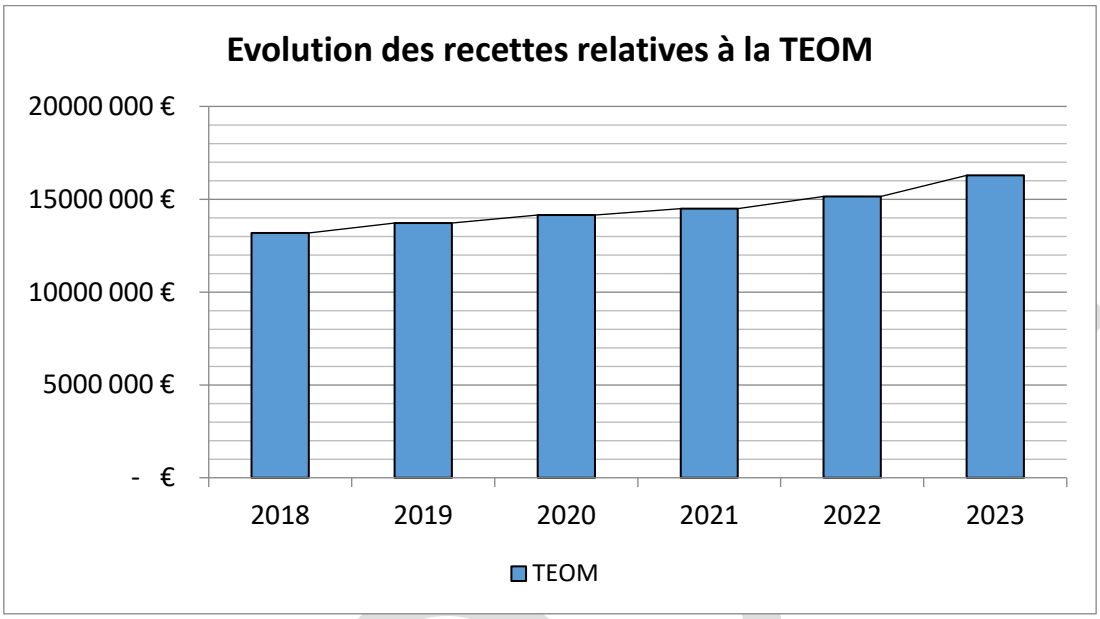


Commentaires :

- Le service est principalement financé par la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), qui représente 74 % des recettes de fonctionnement.
- La hausse des recettes de fonctionnement (+ 7 % entre 2022 et 2023) est principalement due à la hausse du montant de la TEOM (+ 1,14 M€).
- Baisse des recettes liées à la valorisation des matériaux triés (-29%, - 0,3 M€) et de la redevance spéciale (- 0,12 M€, -12%).

→ **La TEOM**

En 2023, la TEOM représente 16,29 M€HT. Les recettes relatives à la TEOM sont en augmentation de 7.5 % entre 2022 et 2023.



→ **La redevance spéciale et les conventions exceptionnelles pour la gestion des déchets non ménagers**

Fin 2023, 1 803 professionnels ont contractualisé avec la COBAS pour la gestion de leurs déchets d'activité (assimilés aux ordures ménagères).

Le service est financé par la TEOM et complété par la redevance spéciale pour les plus gros producteurs.

Le montant de la **redevance spéciale** perçue en 2023 s'élève à 924 031 €, soit une baisse de -11.8 % entre 2022 et 2023.

	Montant 20202	Montant 2023	*Variation 2022/2023*
Redevance spéciale	1 047 811 €	924 031 €	*-11.8 %*

→ **Les recettes issues des apports en déchèteries professionnelles**

En 2023, le montant des recettes issues des apports en **déchèteries professionnelles** s'élève à 1,29 M€ (contre 1,2 M€ en 2022), soit une hausse de 7 % entre 2022 et 2023.

Par ailleurs, les conventions signées avec les **communes** pour l'élimination des déchets municipaux représentent une recette de 103 902 € en 2023 (contre 80 543 € en 2022).

→ **Les aides perçues**

En 2023, le montant des soutiens des éco-organismes s'élève à 1.60 M€. Le tableau ci-dessous détaille le montant de ces soutiens.

Eco-organismes	Montant 2022	Montant 2023	*Variation 2022/2023*
CITEO Emballages *(Barème F + Contrat d'Objectifs)*	1 279 800 €	1 365 320 €	*7 %*
ECOMAISON (DEA, ABJ/JJ)	62 113 €	61 569 €	*- 0.9 %*
ECO-DDS	6 116 €	6 003 €	*- 1.8%*
CITEO Papiers	103 548 €	103 801 €	*- 0.2 %*
OCAD3E	54 098 €	56 817 €	*5 %*
ECOLOGIC (ASL)	-	2 400 €	-
CYCLEVIA	750 €	750 €	=
COREPILE	-	360 €	-
TOTAL	**1 499 559 €**	**1 597 020 €**	***6 %***

→ **Les subventions perçues**

En 2023, la COBAS a bénéficié d'une subvention de 12 832 €.

→ **Les recettes liées à la revente des matériaux après tri**

En 2023, le montant des recettes liées à la vente des matériaux s'élève à 618 995 €, soit une baisse de -40 % entre 2022 et 2023. Le tableau ci-dessous détaille le montant de ces recettes.

Flux	Montant 2022	Montant 2023	*Variation 2022/2023*
Emballages recyclables	699 113 €	257 204 €	*- 441 909 €*
Verre	119 469 €	123 949 €	*+ 4 480 €*
Ferraille	129 070 €	55 293 €	*- 75 777 €*
Bois A	6 385 €	5 762 €	*- 623 €*
Bacs réformés	17 629 €	27 845 €	*+ 10 216 €*
Batteries	5 745 €	4 641 €	*+ 1 104 €*
Refus de crible	27 293 €	24 601 €	*- 2 692 €*
Souches	7 622 €	6 393 €	*- 1 229 €*
Compost	135 429 €	113 305 €	*- 22 124 €*
TOTAL	**1 031 592 €**	**618 995 €**	***- 412 597 €***

PROJET

2. L'INVESTISSEMENT

Chiffres clés 2023

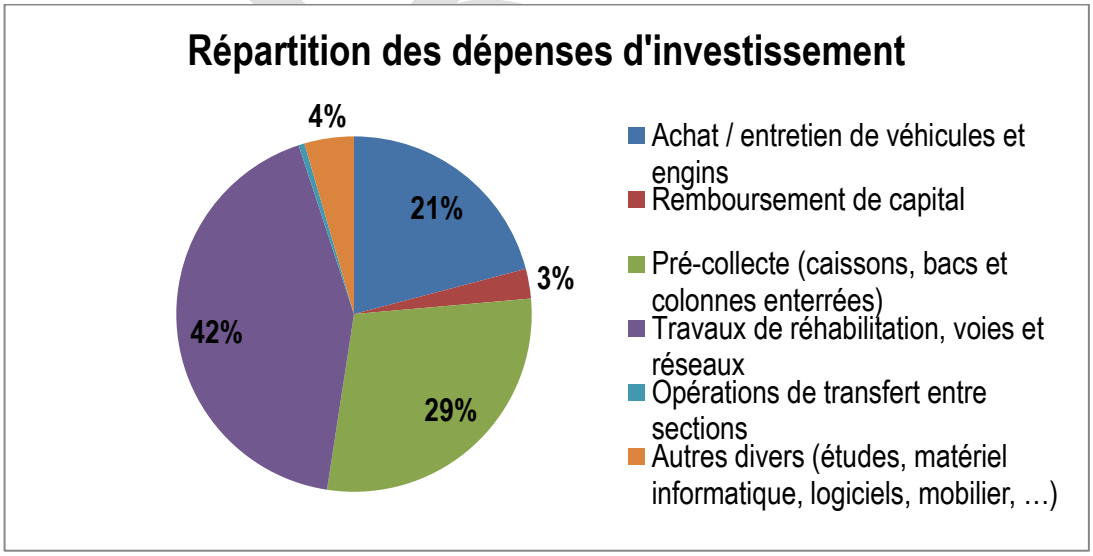
Dépenses d'investissement : 5,55 M€
Soit + 120 % par rapport à 2022

Recettes d'investissement : 4,32 M€
Soit + 14 % par rapport à 2022

Résultat 2023 en investissement : - 1,23 M€
Résultat 2022 : + 1,27 M€

a. Détail et évolution des principaux postes de dépenses d'investissement

Dépenses d'investissement	2022	2023	*Variation 2022/2023*
Achat / entretien de véhicules et engins	1.06 M€	1.16 M€	0.10 M€
Remboursement de capital	0.20 M€	0.15 M€	-0.05 M€
Pré-collecte (caissons, bacs et colonnes enterrées)	1.03 M€	1.60 M€	0.57 M€
Travaux de réhabilitation, voies et réseaux	0.15 M€	2.36 M€	2.21 M€
Opérations de transfert entre sections	0.01 M€	0.03 M€	0.02 M€
Autres divers (études, matériel informatique, logiciels, mobilier, …)	0.08 M€	0.25 M€	0.17 M€
TOTAL	**2.52 M€**	**5.55 M€**	**3.03 M€**



Commentaires :

- Le montant des investissements du service s'élève à 5.55 M€ soit une augmentation de 3.03M€ entre 2022 et 2023.

b. Détail et évolution des principaux postes de recettes d'investissement

Recettes d'investissement	2022	2023	*Variation 2022/2023*
Excédent fonctionnement capitalisé	2.24 M€	2,54 M€	0.30 M€
Autofinancement (Opération d'ordre entre sections)	1.56 M€	1,78 M€	0.22 M€
Opération de transfert	0,00 M€	0,03 M€	0.03 M€
Total	**3.80 M€**	**4,35 M€**	**0.55 M€**

Commentaires :

- Une augmentation des recettes d'investissement est observée avec la hausse de l'excédent de fonctionnement capitalisé (+ 0.30 M€ par rapport à 2023) et de l'autofinancement (+ 0.22 M€ par rapport à 2023).
- La section « investissement » présente un déficit de 1,23 M€ pour l'année 2023.

PROJET

3. LES MARCHES ET PRESTATIONS

a. Les principaux marchés conclus en 2023

→ **Marchés de travaux :**

Sans objet

→ **Marchés de prestations de service :**

Inférieur à à 89 999 €HT	
Objet du marché	**Titulaire**
Maintenance des systèmes de vidéoprotection des sites de la COBAS et Fourniture des pièces détachées	Vica Protection
Reprise et valorisation des refus de crible de compostage	Rayonier
De 90 000 €HT à 214 999 €HT	
Objet du marché	**Objet du marché**
Lavage des équipements de protection individuelle « haute visibilité » et autres vêtements de travail - Lot 2	ADAPEI 33
Valorisation des déchets inertes du centre de valorisation	ETP Estardier
Supérieur à 215 000 €HT	
Objet du marché	**Objet du marché**
Maitrise d'ouvrage déléguée pour la construction d'un Eco-Pole Environnement à La Teste de Buch	SODEREC

→ **Marchés de fournitures**

De 90 000 €HT à 214 999 €HT	
Objet du marché	**Titulaire**
Fourniture de vêtements de travail et équipements de protection individuelle (EPI)	Landes Professionnel
Fourniture de produits d'entretien industriels	Reyco
Fourniture de produits métallurgiques	Prolians
Fourniture d'équipements de protection individuelle « haute visibilité » et autres vêtements de travail - Lot 1	Landes Professionnel

→ **Marchés de prestations intellectuelles :**

Inférieur à à 89 999 €HT	
Objet du marché	**Titulaire**
Etude faisabilité quai transfert provisoire Centre valorisation	ATLANCE
Réalisation d'un Escape Game pour le Pole Environnement de la COBAS	COLLOCK

PROJET

b. Les principales prestations de transport et traitement des déchets

Le tableau ci-dessous synthétise le montant annuel des prestations confiées à des entreprises sous contrat.

Prestataire	Intitulé	Montant €HT
SOVAL – VEOLIA Propreté	Traitement des déchets ménagers et assimilés	Sup. à 3 M€
COVED - PAPREC Group	Transport, tri et conditionnement des emballages	Sup. à 1 M€
SOVAL – VEOLIA Propreté	Transport et traitement des déchets non valorisables	Sup. à 900 k€
SVABA	Traitement du varech	Inf. à 100 k€
PENA Environnement	Transport et traitement des DDS (hors Eco-DDS)	Inf. à 100 k€
ESTARDIER	Concassage des déchets inertes	Inf. à 100 k€
PENA Environnement	Transport et traitement des traverses créosotées	Inf. à 100 k€
MAUFFRAY N.A.	Transport des déchets verts	Inf. à 100 k€
AZURA	Transport et traitement des déchets de plâtre	Inf. à 100 k€
PERROU & FILS	Traitement des refus de crible	Inf. à 100 k€

Le montant global de ces prestations s'élève à 6,16 M€HT en 2023.

PROJET

ANNEXE 1 : ACTIONS DE COMMUNICATION A LA PREVENTION ET AU TRI

1. A LA RENCONTRE DES USAGERS

Les ambassadeurs du tri vont à la rencontre des usagers tout au long de l'année pour les informer et les sensibiliser aux consignes de tri. En cas d'absence des usagers lors du passage des ambassadeurs, des dépliants sont déposés dans les boîtes aux lettres.

Commune	Nombre d'usagers rencontrés (habitat individuel)	Nombre de dépliants déposés dans les boîtes aux lettres	Nombre de résidences
Arcachon	1 397	2 330	254
La Teste de Buch	441	567	110
Gujan-Mestras	418	400	66
Le Teich	109	122	16
TOTAL	**2 365**	**3 419**	**456**

2. ANIMATIONS DANS LES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES

Les ambassadeurs du tri présentent un programme de sensibilisation s'adressant à toutes les classes (de la maternelle au lycée) avec une animation proposée dans chaque classe sur la prévention, le tri et la valorisation des déchets.

Commune	Nom de l'établissement	Animation en classe	
		Nombre de classes sensibilisées	Nombre d'enfants rencontrés
Arcachon	Ecole maternelle Jeanne d'Arc d'OSIRIS	3	56
	Ecole maternelle des Abatilles	2	40
	Ecole Paul Bert	3	38
La Teste de Buch	*Ecole maternelle Victor Hugo*	5	122
	Ecole maternelle Chambrelent	5	127
	CFA (ostréicole/paysagiste)	3	44
	Ecole primaire Brémontier	12	278
	CFA MECA	2	32
	CFA poissonniers / vente	2	30
	Ecole maternelle la Farandole	3	71
Gujan-Mestras	*Ecole Jean de la Fontaine*	4	98
	Ecole primaire Gambetta	8	190
	Ecole Jean de La Fontaine	4	98
	Ecole Pasteur	4	90
	Lycée de la Mer	6	205
Le Teich	Ecole primaire du Delta	5	117
	Ecole maternelle du Delta	5	104
	Animation périscolaire	1	30
TOTAL		**72**	**1 604**

PROJET

3. SENSIBILISATION AU COURS DE MANIFESTATIONS PUBLIQUES

Les ambassadeurs du tri organisent ou participent aux manifestations publiques du territoire afin d'informer les participants sur les consignes de tri et sur les actions en faveur de la prévention des déchets.

Année 2023	Manifestation
Avril	• Animation marché de La Teste de Buch/Cazaux/Gujan-Mestras
	• Animation centre aéré de la COBAS Gujan-Mestras (x2)
	• Festiv'Hall du Printemps à Cazaux
	• Animation Tous au compost Déchèterie Arcachon et Teich
Juin	• Journée de la Nature Arcachon
	• Accueil des Nouveaux arrivants Gujan-Mestras/Le Teich
	• Animation Compostage Espace Jeune Le Teich
Juillet /Août	• Animation Hyper Intermarché, Leclerc La Teste de Buch
	• Animations dans les campings et sur les plages océannes
	• Animation Marché sur les 4 communes
Septembre	• Animation Village des associations Gujan-Mestras
Octobre	• Accueil des Nouveaux arrivants La Teste de Buch
Novembre	• Accueil des Nouveaux arrivants Gujan-Mestras/Arcachon
	• Cross du Sud-Ouest

4. AUTRES SENSIBILISATIONS

Les ambassadeurs forment également tout type d'usagers sollicitant une information plus détaillée sur les consignes de tri. Ces formations sont destinées aux professionnels, aux organisateurs d'évènements, aux saisonniers…

Année 2023	Formation
Avril	• Formation brigade du tri salon Nautic Arcachon
Juin	• Formation des saisonniers COBAS
Août	• Formation Brigade du Tri + bénévoles Fêtes du Port de La Teste de Buch
Août	• Formation Brigade du Tri + bénévoles Gujan en Fête Gujan-Mestras
Octobre	• Formation au tri dans les résidences ; couleurs tchanquées, Pins de la Ruade, Noroit, Belle saison, J. Hameau
Décembre	• Formation au tri dans la galerie Intermarché La Teste de Buch

ANNEXE 2 : LES PRINCIPALES INSTALLATIONS DE TRANSFERT, TRI ET TRAITEMENT

1. LE CENTRE DE TRANSFERT





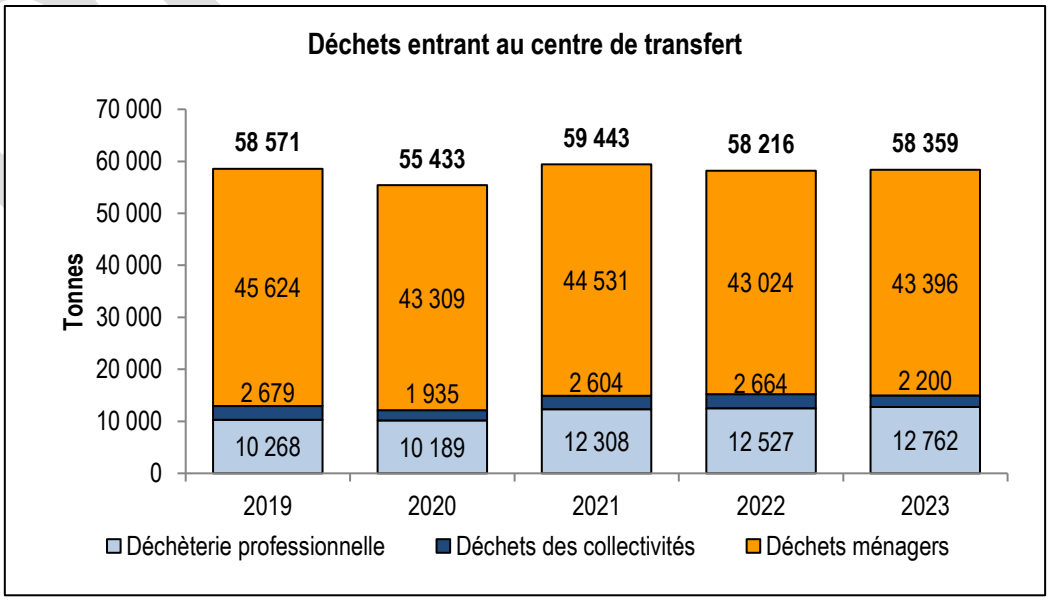
Les déchets collectés par les services de la COBAS transitent majoritairement par le centre de transfert de la COBAS, avant leur acheminement vers les installations de traitement.
Cette installation permet de créer une rupture de charge afin de regrouper et d'optimiser le transport routier des déchets.

Au sein de ce centre de transfert se trouve une déchèterie professionnelle, qui accueille les déchets des professionnels (entreprises, communes adhérentes, associations ou établissements publics).

- **Fiche descriptive du centre de transfert** :

Adresse	Avenue de l'aérodrome, La Teste de Buch
Maître d'ouvrage	COBAS
Exploitant	COBAS
Nombre d'agents	9
Heures d'ouverture au public	Du lundi au vendredi : de 8h00 à 18h30 Fermeture les week-ends et jours fériés
Tonnage entrant en 2023	58 359 tonnes

- **Evolution des tonnages transitant par le centre de transfert :**



PROJET

- **<u>Détail des tonnages transitant par le centre de transfert en 2023</u> :**

Flux	Déchets ménagers	Déchèterie professionnelle	Déchets des collectivités	Total	Variation 2022/2023
Ordures ménagères PàP+PAV	21 173			**21 173**	*-4.5%*
Déchets non valorisables	4 127	2 441	1 273	**7 840**	*-1.9%*
Biodéchets PàP	7 720			**7 720**	*24.2%*
Déchets recyclables PàP+PAV	5 676	0		**5 676**	*-0.4%*
Déchets verts	599	3 748	723	**5 070**	*10.3%*
Verre	4 085			**4 085**	*-2.1%*
Gravats en mélange		4 727		**4 727**	*-3.2%*
Bois B (divers)		1 115	0.0	**1 115**	*1.5%*
Ferraille	0.0	96	0.0	**96**	*-21.0%*
Varech			161	**161**	*-66.6%*
Bois A (brut)		186	0.0	**186**	*-7.0%*
Cartons	0	133	5	**138**	*1.6%*
Souches	3.5	80	0.0	**84**	*-48.6%*
Mobilier (DEA)		238	1.0	**239**	*13.6%*
Amiante	11.8		1.3	**13**	*3.6%*
Bacs réformés			36.0	**36**	*-36.8%*
DDS (Hors EcoDDS)				**0**	*-100.0%*
TOTAL	**43 396**	**12 762**	**2 200**	**58 359**	***0.2%***

PROJET

2. LE CENTRE DE VALORISATION





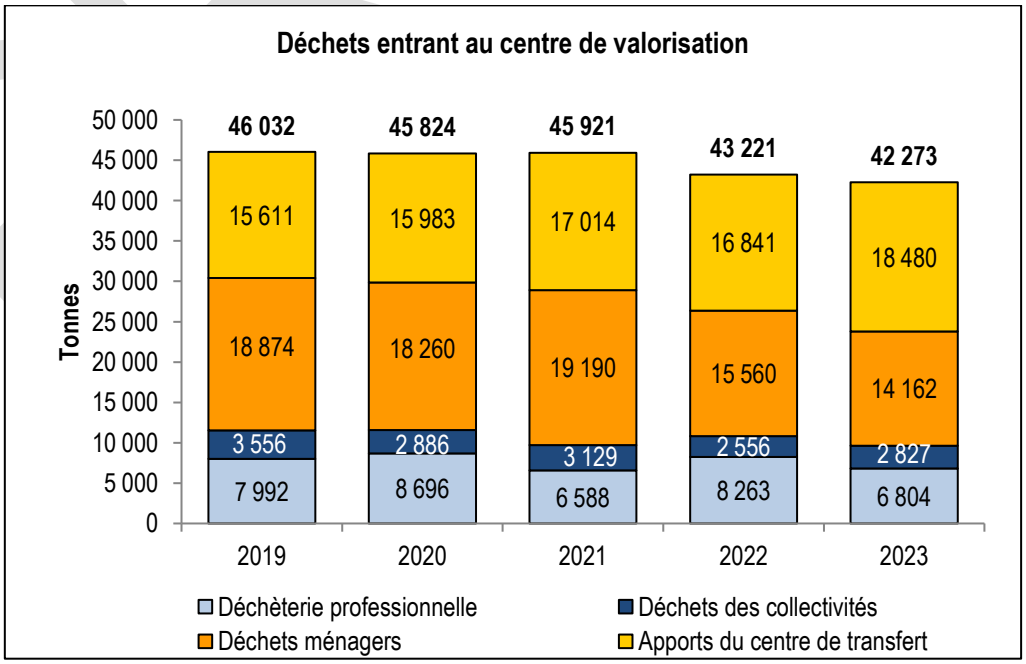
Le centre de valorisation du Teich est un centre de traitement de déchets non dangereux. Il est constitué de 4 domaines d'activités :

- Une **plateforme de compostage** des déchets verts (27 400 m²) ;
- Une **plateforme de valorisation du bois** : 3 catégories de bois sont traitées sur cette zone, le bois de classe A (palettes, bois non traité), le bois de classe B (bois peints, vernis, …) et les souches ;
- Une **déchèterie professionnelle** destinée à la collecte des déchets industriels banals (ferrailles, déchets de démolition, …).
- Une **installation de stockage** de déchets inertes d'une superficie de 56 000 m².

- **Fiche descriptive du centre de valorisation** :

Adresse	Lieu-dit Graulin, Le Teich
Maître d'ouvrage	COBAS
Exploitant	COBAS
Nombre d'agents	8
Heures d'ouverture au public	Du lundi au vendredi : de 8h00 à 17h00 Samedi de 9h00 à 12h00
Tonnage entrant en 2023	42 273 tonnes

- **Evolution des tonnages entrant au centre de valorisation :**



PROJET

- **Détail des tonnages entrant au centre de valorisation en 2023 :**

Flux	Apports en direct	Apports du centre de transfert	Total	Variation 2022/2023
Déchets verts	9 704	12 531	**22 235**	*12%*
Gravats en mélange	5 097	4 651	**9 749**	*-14%*
Bois B (divers)	3 738	941	**4 679**	*-5%*
Biodéchets PàP	1 996		**1 996**	*-34%*
Déchets non valorisables	1 461		**1 461**	*-16%*
Souches	704	200	**904**	*-9%*
Cartons	669		**669**	*-15%*
Déchets verts broyés	141		**141**	*32%*
Bois A (brut)	106	157	**263**	*-5%*
Gravats valorisables	107		**107**	*-28%*
Mobilier (DEA)	12		**12**	*21%*
Plâtre brut et propre	42		**42**	*-35%*
Ferraille	16		**16**	*-8%*
Bacs réformés	0		**0**	*-100%*
DDS (Hors EcoDDS)	0.00		**0**	*-100%*
TOTAL	**23 793**	**18 480**	**42 273**	***-2%***

- **Détail des apports en direct en 2023 :**

Flux	Déchets ménagers	Déchèterie professionnelle	Déchets des collectivités	Total	Variation 2022/2023
Déchets verts	5 429	1 757	2 518	**9 704**	*6%*
Gravats en mélange	4 310	749	38	**5 097**	*-21%*
Bois B (divers)	1 605	2 032	102	**3 738**	*-5%*
Biodéchets PàP	1 996			**1 996**	*-34%*
Déchets non valorisables	65	1 341	55	**1 461**	*-16%*
Souches	120	494	89	**704**	*-16%*
Cartons	636	28	4.7	**669**	*-15%*
Déchets verts broyés		124.2	16.5	**141**	*33%*
Bois A (brut)		104	2.2	**106**	*-21%*
Gravats valorisables		107	0.00	**107**	*-28%*
Mobilier (DEA)		12.0		**12**	*20%*
Ferraille		15.8	0.34	**16**	*-5%*
Plâtre brut et propre		40.1	2.1	**42**	*-35%*
Bacs réformés			0.00	**0**	*-100%*
DDS (Hors EcoDDS)				**0**	*-100%*
TOTAL	**14 162**	**6 804**	**2 827**	**23 793**	***-10%***

PROJET

3. LE CENTRE DE TRI

Le nouveau centre de tri Trivalo 33 d'Illats accueille la totalité des tonnages d'emballages recyclables, ainsi que les cartons et papiers collectés en déchèteries en 2023.





- **Fiche descriptive du centre de tri** :

Adresse	ZA DU PAYS DE PODENSAC 33720 ILLATS
Maître d'ouvrage	PAPREC Group
Exploitant	PAPREC Group
Capacité	40 000 t/an
Caractéristiques techniques	Dix trieurs optiques, presse à balles, aspirateur films plastiques
Tonnage COBAS trié en 2023	5 676 tonnes
Tonnage et traitement des refus	834 tonnes, valorisés en CSR (combustibles solides de récupération)

- **Organisation de la filière des déchets recyclables** :

Flux collectés	Produits après tri	Tonnage valorisé après tri en 2023	Repreneurs
Déchets recyclables	Journaux / Magazines	1 183	PAPREC
	Gros de magasin	235	PAPREC
	EMR (Carton)	2 868	PAPREC
	ELA (Briques alimentaires)	47	PAPREC
	Acier	161	PAPREC
	Aluminium	67	SUEZ
	Aluminium souples	12	
	PET clair	331	PAPREC
	Films PE	67	PAPREC
	Flux développement	156	
	Mix PEHD-PP - PB + BF	245	PAPREC
Verre	*Non trié*	4 085	

PROJET

4. LES INSTALLATIONS DES UNITES DE VALORISATION ENERGETIQUES ET DE STOCKAGE DES DECHETS NON DANGEREUX

a. Unités de Valorisation Energétiques (UVE) à Bègles et Cenon

La totalité des déchets non valorisables collectés en porte-à-porte sont éliminée aux UVE de Bègles et Cenon (hors arrêts techniques).

Bègles



Cenon



- **Fiche descriptive des Unités de Valorisation Energétiques** :

	Bègles	Cenon
Adresse	Rue Louis Blériot, 33130 BEGLES	Rue Jean Cocteau, 33150 Cenon
Maître d'ouvrage	SOVAL VEOLIA Propreté	SOVAL VEOLIA Propreté
Exploitant	SOVAL VEOLIA Propreté	SOVAL VEOLIA Propreté
Tonnage autorisé	273 000 t/an	138 000 t/an
Caractéristiques techniques	Fosse de 8 400m³ ; 3 lignes de fours ; 11 t/h Alimentation d'un réseau de chauffage urbain de 17 km desservant l'équivalent de 18 000 logements	Fosse de 2 000m³ ; 2 lignes de fours ; 9.2 t/h Alimentation d'un réseau de chauffage urbain de 17 km desservant l'équivalent de 12 000 logements
Tonnage COBAS traité en 2023	13 095 tonnes	6 614 tonnes

b. ISDND à Lapouyade

La totalité des déchets non valorisables (DNV) collectés en déchèteries est envoyée en installation de stockage de déchets non dangereux à Lapouyade

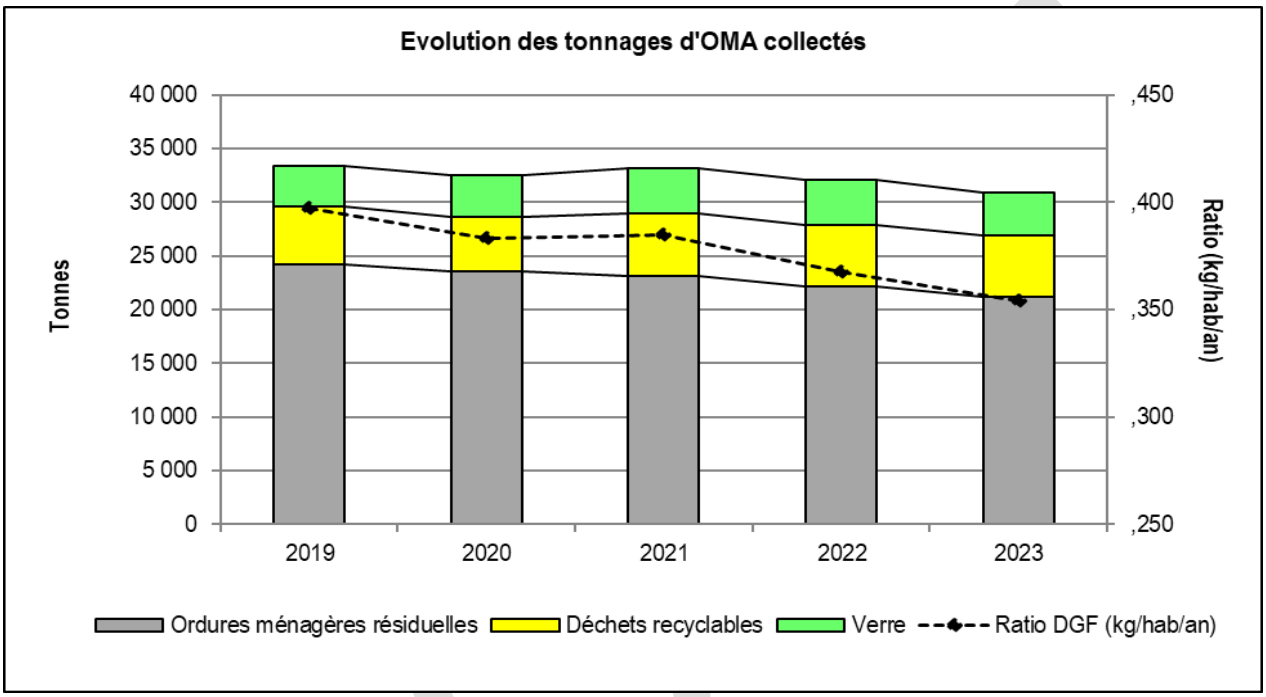
- **Fiche descriptive des installations de stockage** :

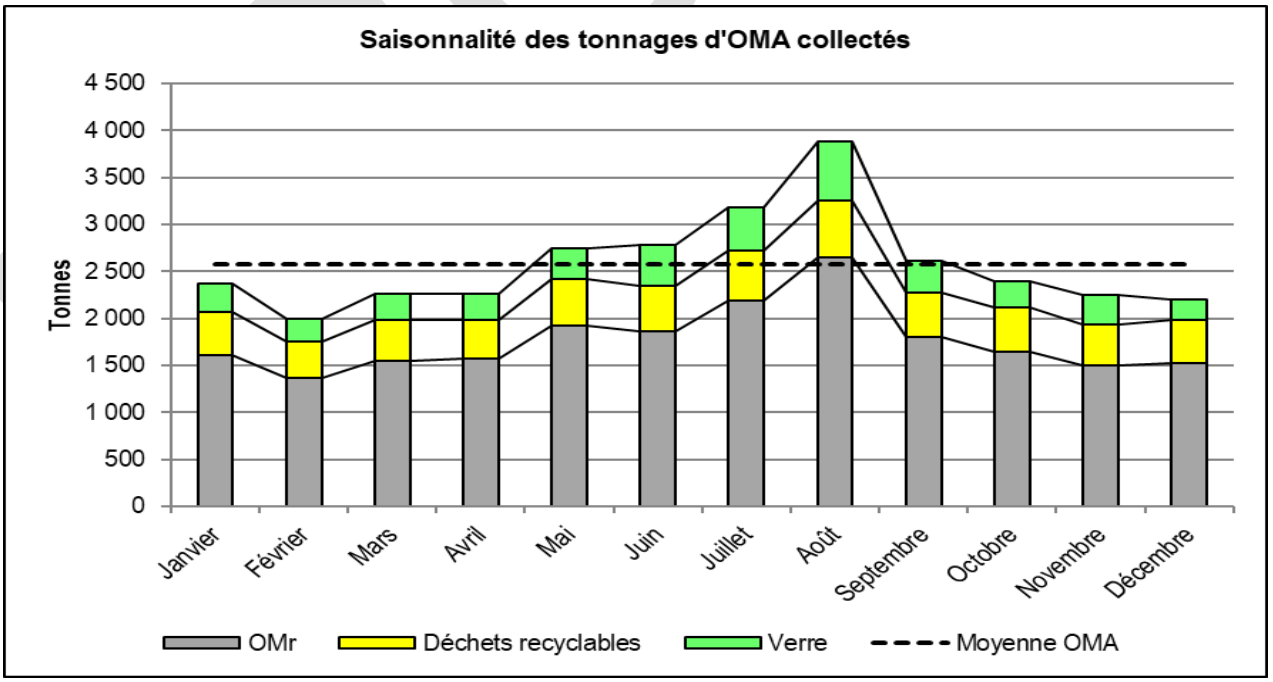
Adresse	Les Fontenelles, 33620 Lapouyade
Maître d'ouvrage	SOVAL VEOLIA
Exploitant	SOVAL VEOLIA
Capacité	430 000 t/an
Date limite d'autorisation	Décembre 2035
Caractéristiques techniques	Mode bioréacteur avec traitement des lixiviats
Tonnage COBAS traité en 2023	5 176 tonnes

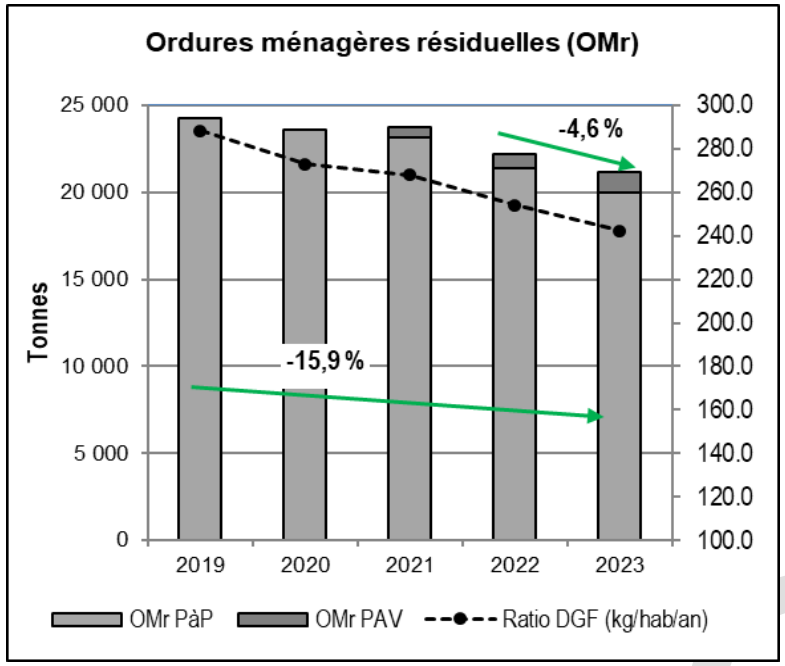
PROJET

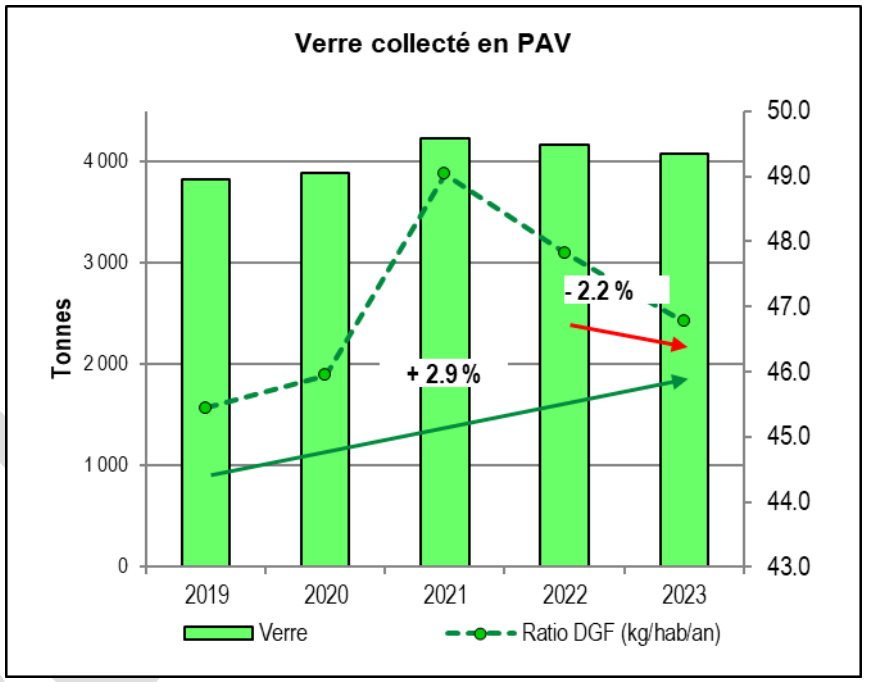
ANNEXE 3 : LES INDICATEURS TECHNIQUES DE SUIVI D'ACTIVITE

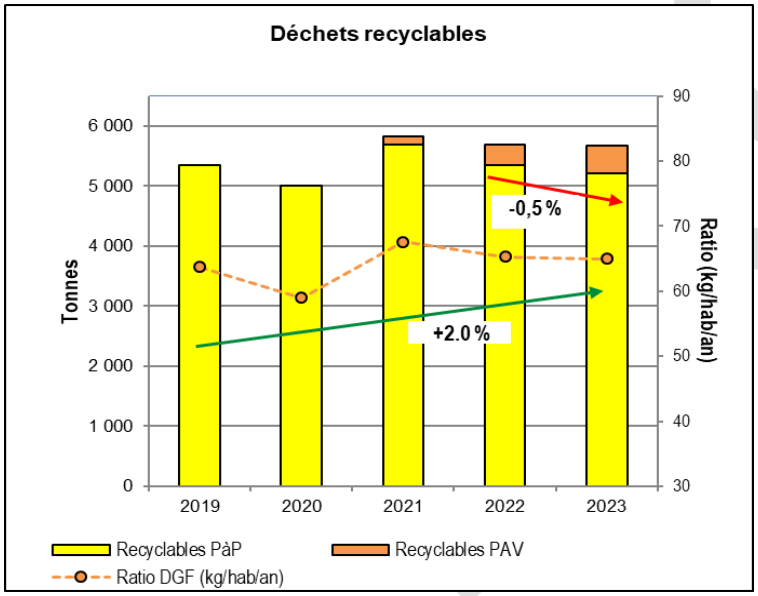
1. LA COLLECTE DES ORDURES MENAGERES ET ASSIMILEES (OMA)

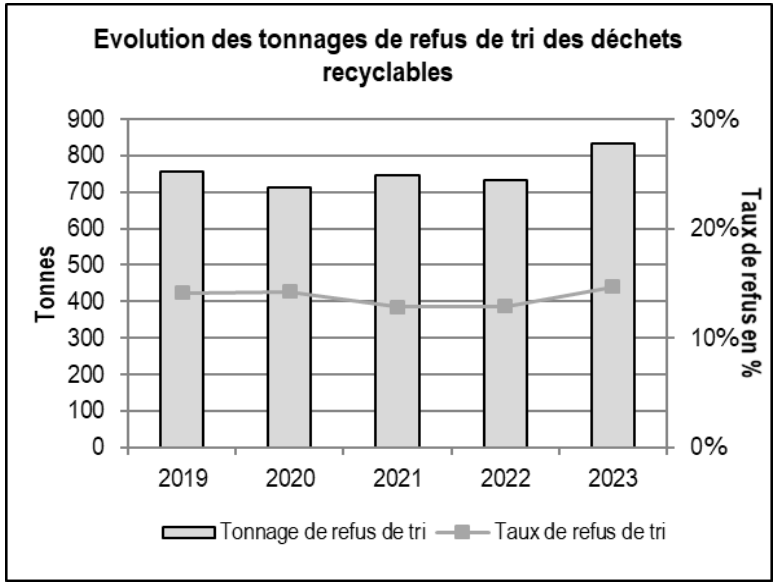




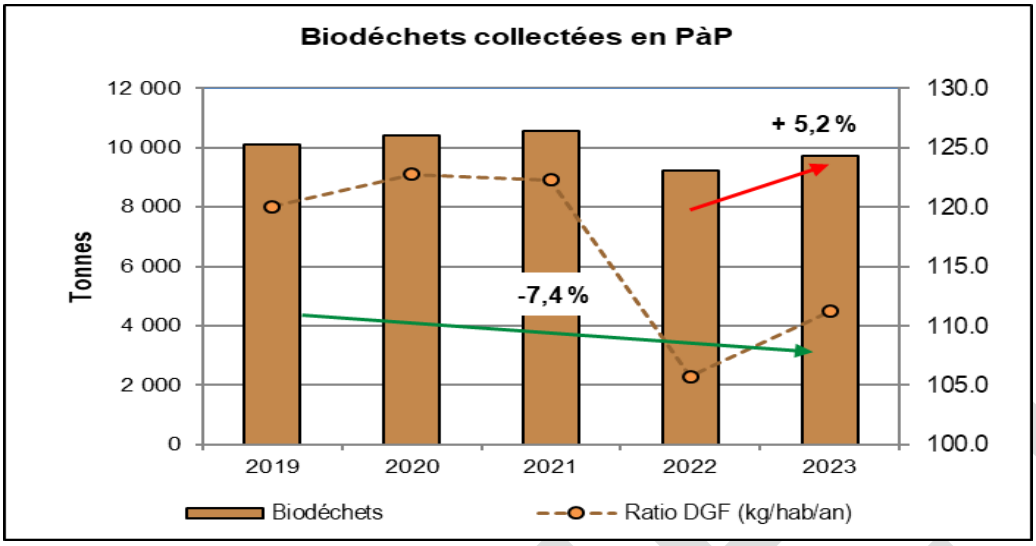

Ordures ménagères résiduelles (OMr)
Tonnes
25 000
20 000
15 000
10 000
5 000
0
300.0
280.0
260.0
240.0
220.0
200.0
180.0
160.0
140.0
120.0
100.0
-4,6 %
-15,9 %
2019
2020
2021
2022
2023
OMr PàP
OMr PAV
Ratio DGF (kg/hab/an)


Verre collecté en PAV
Tonnes
4 000
3 000
2 000
1 000
0
50.0
49.0
48.0
47.0
46.0
45.0
44.0
43.0
- 2.2 %
+ 2.9 %
2019
2020
2021
2022
2023
Verre
Ratio DGF (kg/hab/an)


Déchets recyclables
Tonnes
6 000
5 000
4 000
3 000
2 000
1 000
0
90
80
70
60
50
40
30
Ratio (kg/hab/an)
-0,5 %
+2.0 %
2019
2020
2021
2022
2023
Recyclables PàP
Recyclables PAV
Ratio DGF (kg/hab/an)


Evolution des tonnages de refus de tri des déchets recyclables
Tonnes
900
800
700
600
500
400
300
200
100
0
30%
20%
10%
0%
Taux de refus en %
2019
2020
2021
2022
2023
Tonnage de refus de tri
Taux de refus de tri

2. LA COLLECTE DES BIODECHETS (DECHETS DE JARDIN) EN PORTE-A-PORTE



3. LA COLLECTE EN DECHETERIES

- **Activité des déchèteries :**

Déchèterie	Arcachon	La Teste de Buch	Cazaux	Pyla-sur-Mer	Gujan-Mestras	Le Teich	Point vert Les Abatilles	TOTAL
Nb de jours d'ouverture	6.5/7	6.5/7	6.5/7	6.5/7	6.5/7	6.5/7	6.5/7	
Nb d'habitants desservis	11 898	20 021	3 992	2 533	22 334	8 679		**69 457**
Nb de visites	47 155	60 439	28. 401	21 414	61 180	63 639	9 290	**263 117**
Nb de bennes	9	11	8	9	10	9	5	**61**

(*) du 1er décembre au 31 mars, ouvert en demi-journée sauf samedi (matin et après-midi).

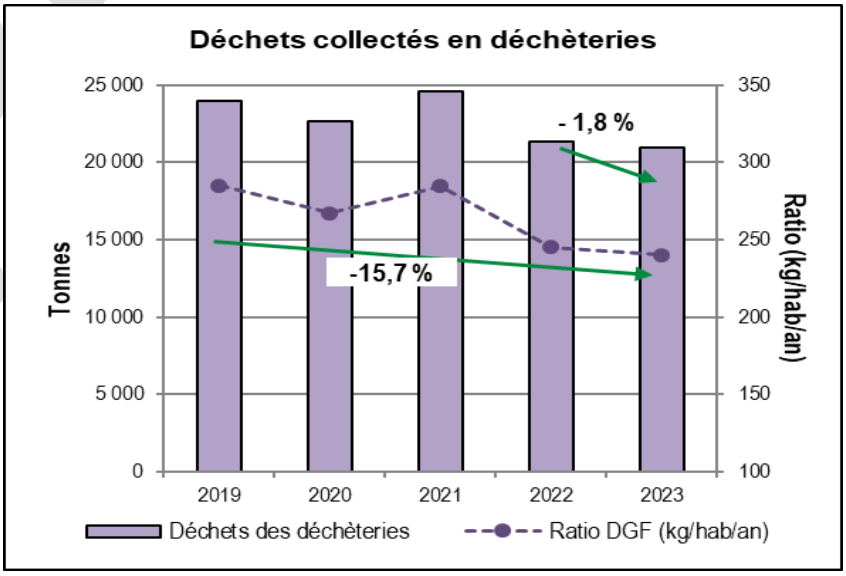
En 2023, le nombre de visites en déchèterie est estimé à près de 263 000 visites.

PROJET

- **Organisation de la filière des déchets de déchèteries :**

Flux	Entité	Mode de traitement
Déchets verts	COBAS	Valorisation organique Plateforme de compostage du Teich
Gravats	COBAS / ESTARDIER	Stockage (classe III) et valorisation Centre de valorisation du Teich
DNV	SOVAL VEOLIA	Enfouissement ISDND de Lapouyade
Bois B	COBAS / EGGER	Préparation au centre de valorisation du Teich Valorisation matière
Ferrailles	CAPY	Valorisation matière La Teste
Cartons/papiers	PAPREC Group	Valorisation matière Centre de tri TRIVALO 33 à Illats
DEEE	OCAD3E	Valorisation matière
Articles de sport et de loisirs	ECOLOGIC	Valorisation matière
Souches	OPTIBOIS	Préparation au centre de transfert de la Teste Valorisation énergétique
DDS	Eco-DDS	Valorisation énergétique Bassens
DDS hors EcoDDS	PENA ENVIRONNEMENT	Valorisation énergétique Bassens
Textile	Société Le Relais / Actifrip /Fringuette	Valorisation matière
Amiante ciment	Jugazan Environnement Services	Enfouissement
Huiles minérales	CYCLEVIA	Valorisation matière
Batteries	PENA ENVIRONNEMENT	Valorisation matière
Huiles alimentaires	GECCO	Valorisation matière
Piles	COREPILE	Valorisation matière Cestas
Lampes et Extincteurs	ECOSYSTEM	Valorisation matière
DEA	ECO-MOBILIER	Valorisation matière

- **Evolution des tonnages collectés en déchèteries :**



PROJET

- **<u>Détail des tonnages collectés en déchèteries en 2023</u> :**

Flux	Arcachon	Point vert Les Abatilles	Cazaux	Gujan-Mestras	La Teste de Buch	Le Teich	Pyla-sur-Mer	Tonnage total
Déchets verts	901	338	564	1 348	1 279	1 113	485	**6 029**
Gravats en mélange	824		412	1 070	1 064	742	198	**4 310**
Déchets non valorisables	885		312	1 055	1 004	701	235	**4 192**
Mobilier (DEA)	518		145	527	588	359	98	**2 236**
Bois B (divers)	367		155	317	341	332	93	**1 605**
Ferraille	195		59	172	190	136	36	**787**
DEEE	153		46	176	181	126	27	**709**
Cartons	249	7	37	151	109	103	40	**696**
Souches		43		80.3	0.0			**124**
Textile	33.8	0.7	7.3	26.8	42.8	14.4	5.9	**132**
Articles de Sport et de Loisirs (ASL)	3.3		1.4	7.7	9.1	2.9	1.5	**26**
DDS	17.1		3.3	16.7	19.4	8.1	3.5	**68**
Amiante					13			**13**
Huiles minérales	3.8		4.3	7.9	8.0	7.4	0.5	**32**
DDS (Hors EcoDDS)	3.9		0.2	4.8	5.7	0.3	0.1	**15**
Batteries	1.4		0.5	2.6	2.3	1.0	0.3	**8**
Huiles végétales	0.9		0.5	2.1	3.0	0.9	0.0	**7.4**
Piles	0.9		0.3	1.7	1.5	0.7	0.2	**5.2**
GIHP	0.1		0.0	0.2	0.2	0.1	0.0	**0.7**
Bouchon liège	0.2		0.1	0.4	0.3	0.1	0.0	**1.1**
Extincteurs	0.1		0.0	0.2	0.2	0.1	0.03	**0.7**
Lampes	0.2		0.1	0.4	0.4	0.2	0.1	**1.4**
Total	**4 158**	**389**	**1 748**	**4 968**	**4 862**	**3 649**	**1 223**	**20 998**

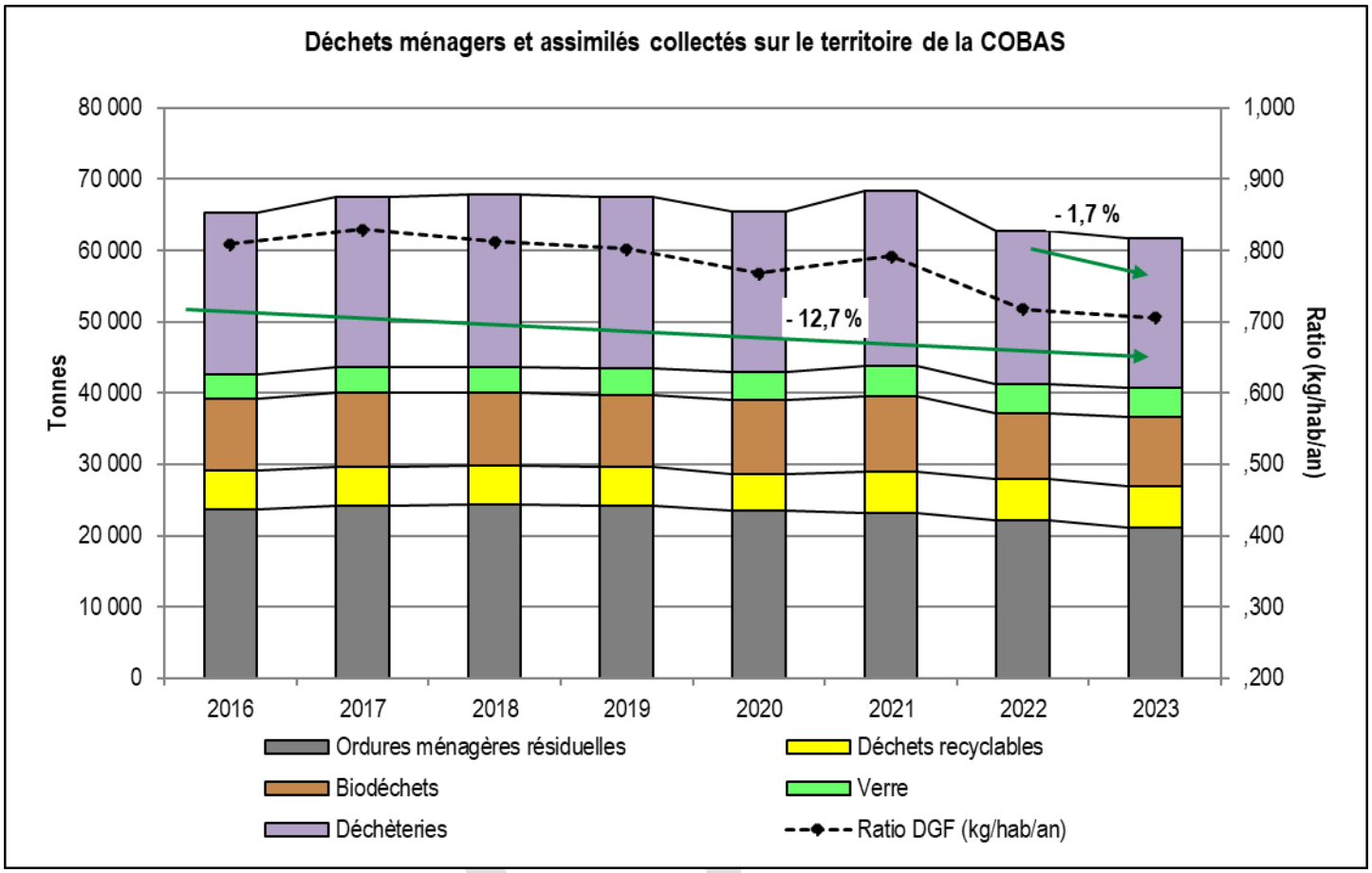
PROJET

- **<u>Taux de valorisation des déchets collectés en déchèteries en 2023</u> :**

	Valorisation matière		Valorisation organique		Valorisation énergétique		Enfouissement	
Flux	**Tonnes**	**% du flux**	**Tonnes**	**% du flux**	**Tonnes**	**% du flux**	**Tonnes**	**% du flux**
Déchets verts			6 029	100%				
Gravats en mélange	4 310	100%						
Déchets non valorisables							4 192	100%
Mobilier (DEA)	2 236	100%						
Bois B (divers)	1 605	100%						
Ferraille	787	100%						
DEEE	709	100%						
Cartons	696	100%						
Souches	124	100%						
Textile	132	100%						
Articles de Sport et de Loisirs (ASL)	26	100%						
DDS					68	100%		
Amiante							13.2	100%
Huiles minérales	32	100%						
DDS (Hors EcoDDS)					15.1	100%		
Batteries	8.1	100%						
Huiles végétales	7.4	100%						
Piles	5.2	100%						
GIHP	0.7							
Bouchon liège	1.1							
Extincteurs	0.7	100%						
Lampes	1.4	100%						
Tonnage total (hors inertes)	**6 371**	**38.1%**	**6 029**	**36.2%**	**83**	**0.5%**	**4 192**	**25.3%**
Tonnage total	**10 681**	**50.9%**	**6 029**	**28.7%**	**83**	**0.4%**	**4 205**	**20.0%**

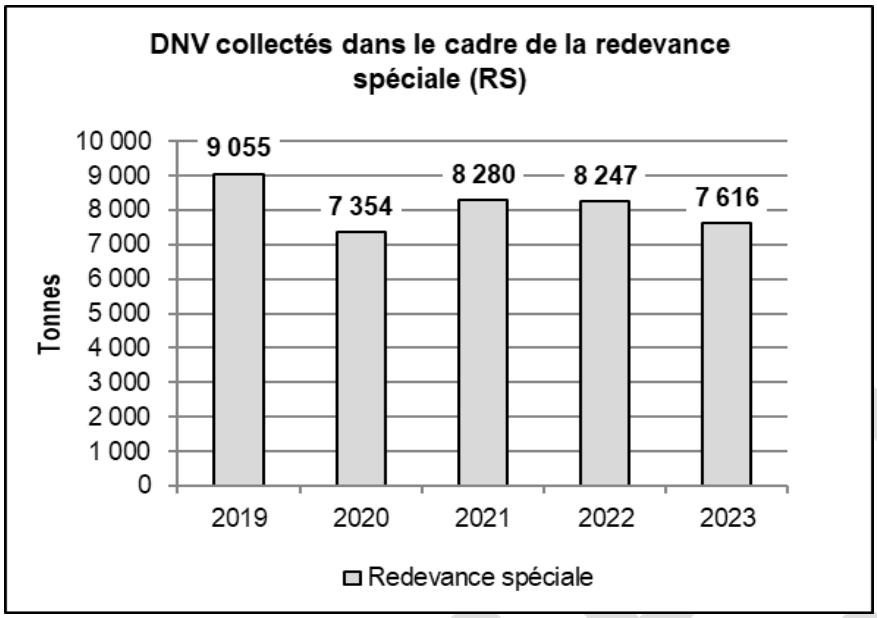
PROJET

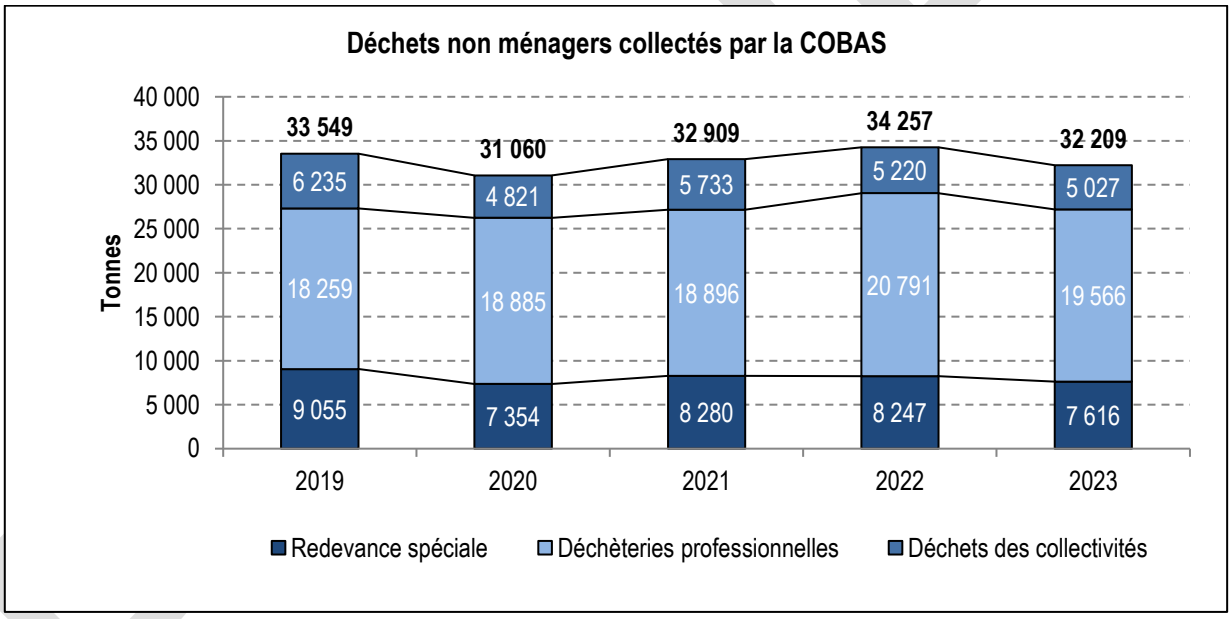
4. SYNTHESE SUR LA COLLECTE DES DECHETS DES MENAGERS ET ASSIMILES (DMA)



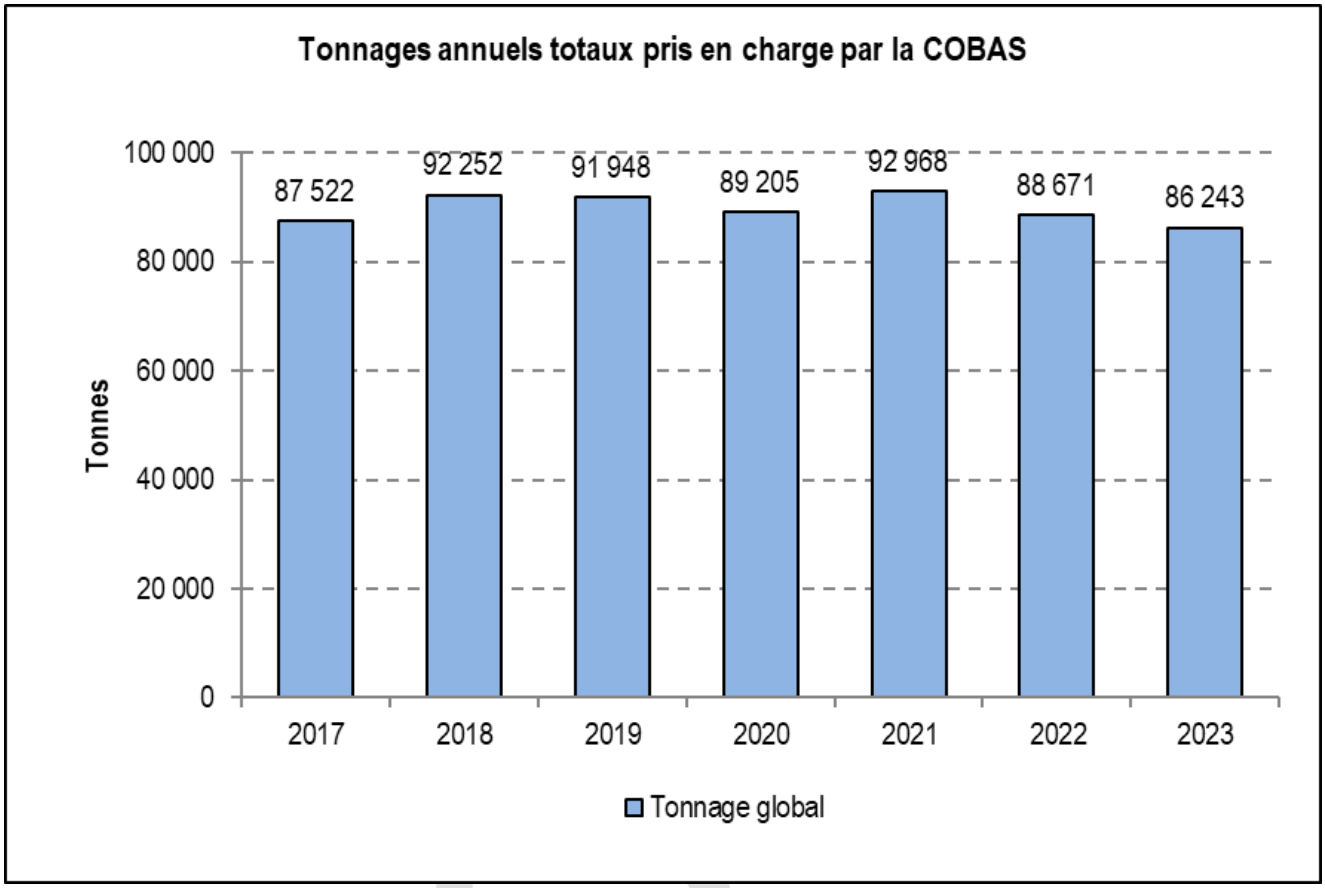
PRO

5. LA COLLECTE DES DECHETS NON MENAGERS





6. SYNTHESE DES TONNAGES PRIS EN CHARGE PAR LA COBAS EN 2023



PRO

Flux	Déchets ménagers	Déchets des professionnels	Déchets des collectivités	TOTAL
Ordures ménagères PàP	21 173			**21 173**
Déchets verts	6 029	5 628	3 257	**14 914**
Déchets non valorisables	4 192	3 782	1 327	**9 301**
Gravats	4 310	5 583	38	**9 931**
Biodéchets PàP	9 716			**9 716**
Déchets recyclables PàP	5 676	0		**5 676**
Bois B (divers)	1 605	3 147	102	**4 853**
Verre	4 085			**4 085**
Mobilier (DEA)	2 236	250	1	**2 487**
Articles de Sport et de Loisirs (ASL)	26			**26**
Souches	124	574.48	89.02	**787**
Ferraille	787	111	0	**899**
Cartons	696	161	9.6	**867**
DEEE	709			**709**
Varech			161	**161**
Bois A (brut)		289	2.2	**291**
Textile	132			**132**
DDS	68			**68**
Amiante	13		1.3	**14**
Huiles minérales	32			**32**
DDS (hors EcoDDS)	15			**15**
Plâtre		40	2	**42**
Bacs réformés			36	**36**
Batteries	8			**8**
Gravats souillés		0		**0**
Huiles végétales	7.4			**7.4**
Piles	5.2			**5.2**
GIHP	0.7			**0.7**
Bouchon liège	1.1			**1.1**
Extincteurs	0.7			**0.69**
Lampes	1.4			**1.40**
TOTAL	**61 649**	**19 566**	**5 027.21**	**86 243**

PROJET

ANNEXE 4 : LES INDICATEURS FINANCIERS

Année	2019	2020	2021	2022	2023	Variation 2022/2023
Dépenses d'investissement Dont	**2 317 337 €**	**3 452 874 €**	**2 476 057 €**	**2 520 911 €**	**5 550 209 €**	**120%**
Immobilisations incorporelles	*42 033 €*	*10 679 €*	*19 168 €*	*31 235 €*	*19 950 €*	**-36%**
Immobilisations corporelles	*2 042 873 €*	*2 983 343 €*	*2 113 845 €*	*2 284 506 €*	*5 228 093 €*	**129%**
Immobilisations en cours						
Remboursement de capital	*196 663 €*	*190 445 €*	*191 066 €*	*195 200 €*	*153 508 €*	**-21%**
Dépenses de fonctionnement Dont	**15 318 525 €**	**17 713 004 €**	**17 607 568 €**	**18 466 496 €**	**19 836 567 €**	**7%**
Charges à caractère général	*6 945 279 €*	*7 310 605 €*	*8 164 850 €*	*8 664 915 €*	*9 752 003 €*	**13%**
Charges de personnel	*7 185 192 €*	*7 498 637 €*	*7 669 295 €*	*8 190 922 €*	*8 185 097 €*	**0%**
Charges de gestion courante	*3 734 €*	*24 120 €*	*18 478 €*	*9 640 €*	*9 301 €*	**-4%**
Charges exceptionnelles	*6 172 €*	*9 708 €*	*645 €*	*4 277 €*	*71 672 €*	**1576%**
Intérêt des emprunts	*57 017 €*	*51 462 €*	*45 838 €*	*40 181 €*	*34 417 €*	**-14%**
TOTAL DES DEPENSES	**17 635 862 €**	**21 165 878 €**	**20 083 624 €**	**20 987 407 €**	**25 386 776 €**	**21%**
Recettes d'investissement Dont	**3 493 859 €**	**2 819 472 €**	**2 153 433 €**	**3 793 507 €**	**4 324 068 €**	**14%**
Subventions	*39 880 €*				*12 832 €*	
Emprunt						
FCTVA						
Excédent capitalisé	*2 332 849 €*		*444 971 €*	*2 236 946 €*	*2 526 417 €*	**13%**
Recettes de fonctionnement Dont	**18 362 211 €**	**18 851 691 €**	**20 055 442 €**	**20 553 873 €**	**21 975 761 €**	**7%**
Produits de service	*2 922 205 €*	*2 316 809 €*	*3 109 765 €*	*3 477 017 €*	*2 869 551 €*	**-17%**
TEOM	*13 714 238 €*	*14 148 650 €*	*14 502 078 €*	*15 147 059 €*	*16 287 305 €*	**8%**
Participations	*1 226 184 €*	*1 549 513 €*	*1 647 320 €*	*1 523 058 €*	*1 943 448 €*	**28%**
Atténuation de charges	*276 294 €*	*272 673 €*	*326 614 €*	*385 200 €*	*349 138 €*	**-9%**
Produits exceptionnels	*81 644 €*	*221 135 €*	*203 885 €*	*11 566 €*	*493 013 €*	**4163%**
Autres produits de gestion courante	*105 877 €*	*113 068 €*	*113 803 €*	*2 €*	*2 €*	**-6%**
TOTAL DES RECETTES	**21 856 070 €**	**21 671 163 €**	**22 208 875 €**	**24 347 380 €**	**26 299 828 €**	**8%**
Excédent	**4 220 208 €**	**505 286 €**	**2 125 251 €**	**3 359 973 €**	**913 052 €**	**-73%**

PROJET

Compte administratif 2023			
Fonctionnement			
Total dépenses réelles	18 052 490 €	Total recettes réelles	21 942 458 €
Autofinancement	1 784 077 €	Opérations de transfert	33 303 €
Total des dépenses	**19 836 567 €**	**Total des recettes**	**21 975 761 €**
Excédent de fonctionnement	**2 139 194 €**		
Investissement			
Total dépenses réelles	5 516 907 €	Total recettes réelles	2 539 991 €
Opérations de transfert	33 303 €	Autofinancement	1 784 077 €
Opérations patrimoniales		Opérations patrimoniales	
Total des dépenses	**5 550 209 €**	**Total des recettes**	**4 324 068 €**
Excedent d'investissement	**- 1 226 141 €**		
Total des dépenses de l'exercice	**25 386 776 €**	**Total des recettes de l'exercice**	**26 299 828 €**
Excédent de l'exercice 2023	**913 052 €**		

PROJET

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085886

N° DEL-2025-04-049

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Evelyne DONZEAUD **N° DEL-2025-04-049**

ASSISTANCE A MAITRISE D'OUVRAGE (AMO) POUR LE CONTRÔLE FINANCIER, TECHNIQUE ET JURIDIQUE DES TROIS DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC DE LA COBAS - LANCEMENT DE LA CONSULTATION

Mes Chers Collègues,

La COBAS dispose actuellement de trois accords-cadres à bons de commande relatifs à l'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour le contrôle financier, technique et juridique de l'exécution des Délégations de Service Public (DSP) de la COBAS. Le périmètre de ces accords-cadres est le suivant :

- AMO pour les contrats de Partenariat Public Privé (PPP) et de DSP de gestion des équipements aquatiques de la COBAS ;
- AMO pour le contrat de DSP de production et distribution d'eau potable ;
- AMO pour le contrat de DSP des transports urbains de la COBAS.

Ces accords-cadres arrivant respectivement à échéance le 7 décembre 2025 pour le premier et le 29 novembre 2025 en ce qui concerne les deux autres accords-cadres, il convient donc de procéder à une nouvelle consultation.

Les accords-cadres à bons de commande à intervenir seront conclus pour une période initiale de 12 mois et reconduits tacitement jusqu'à leur terme. Le nombre de périodes de reconduction, d'une durée de 12 mois, sera fixé à 3 et par conséquent, la durée maximale des accords-cadres, toutes périodes confondues, sera de 48 mois soit 4 ans.

Afin de répondre à ce besoin de la collectivité, eu égard à l'estimation financière sur la durée totale et maximum précitée, conformément aux dispositions des articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique, la mise en concurrence sera réalisée sous la forme d'un Appel d'Offres Ouvert. Cette consultation sera allotie comme suit :

- Lot 1 : AMO pour le contrôle financier, technique et juridique du contrat de PPP et de la DSP de gestion des équipements aquatiques de la COBAS ;
- Lot 2 : AMO pour le contrôle financier, technique et juridique de la DSP de production et distribution d'eau potable ;
- Lot 3 : AMO pour le contrôle financier, technique et juridique de la DSP des transports urbains de la COBAS.

Les accords-cadres à intervenir présenteront les montants maximums annuels suivants :

- Lot 1 : 30 000,00 € HT
- Lot 2 : 30 000,00 € HT
- Lot 3 : 30 000,00 € HT

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code de la commande publique et notamment les articles L.2124-2, R.2124-2 1° et R.2161-2 à R.2161-5,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** le recours à des prestations d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) pour le contrôle financier, technique et juridique de l'exécution du contrat de Partenariat Public Privé (PPP) et des Délégations de Service Public (DSP) de la COBAS ;
- **AUTORISER** la Présidente à lancer la consultation sous la forme d'un Appel d'Offres Ouvert alloti ;
- **AUTORISER** la Présidente, en cas d'infructuosité, à lancer une ou des procédure(s) sans publicité ni mise en concurrence préalables et à engager les négociations, après avis de la Commission d'Appel d'Offres ;
- **HABILITER** la Présidente à signer les accords-cadres à bons de commande avec les entreprises qui auront remis l'offre économiquement la plus avantageuse et retenues par la Commission d'Appel d'Offres ;
- **HABILITER** la Présidente à signer, le cas échéant, les avenants desdits accords-cadres lorsqu'ils ne comportent pas une incidence financière supérieure à 5% du montant initial de l'accord-cadre concerné ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les crédits correspondants sur les budgets et les exercices concernés.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

COBAS Bassin d'Arcachon Sud Communauté d'Agglomération
ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH

Publié le 15 AVR. 2025

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085887

N° DEL-2025-04-050

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Jacques CHAUVET, Valérie COLLADO, Anne ELISSALDE (pouvoir à Jacques CHAUVET), Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

33 présents
4 procuration(s)
4 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Magdalena RUIZ **N° DEL-2025-04-050**

LANCEMENT D'UNE CONSULTATION SOUS LA FORME D'UN APPEL D'OFFRES OUVERT EN VUE DE LA PASSATION D'UN ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDES POUR DES PRESTATIONS DE SERVICES DE TRAVAIL TEMPORAIRE

Mes Chers Collègues,

La COBAS, et plus particulièrement les Pôles Environnement et Proximité ainsi que Bassin Formation, doit recourir à des prestations de services spécifiques relatives au travail temporaire pour assurer ses missions de service public dans des conditions d'exploitation optimales.

Plus spécifiquement, la collecte des déchets en porte-à-porte, la valorisation ainsi que la gestion de ses déchèteries tout au long de l'année, 363 jours sur 365, imposent une importante mobilisation des ressources notamment en moyens humains.

De plus, la COBAS accompagne régulièrement des usagers en situation de handicap au sein de l'ALSH de la COBAS et Bassin Formation. Par conséquent, un besoin ponctuel d'AESH (Accompagnant des Elèves en Situation de Handicap) est nécessaire.

Compte tenu des projections de recrutement et après évaluation sur les quatre derniers exercices budgétaires, le recours à ces prestations sera formalisé sous la forme d'un accord-cadre multi-attributaire, exécuté par l'émission de bons de commande, avec un montant annuel maximum de 200 000 € HT. Eu égard à cette estimation financière et après évaluation des besoins, cette consultation sera lancée sous la forme d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° du Code de la commande publique.

La durée initiale de l'accord-cadre est fixée à un an, avec une possibilité de tacite reconduction, trois fois, permettant ainsi une durée totale pouvant atteindre quatre ans.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code de la commande publique et notamment les articles L.2124-2 et R.2124-2 1°,
VU la saisine pour avis du CDG 33 en date du 1er avril 2025,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **AUTORISER** la Présidente à lancer la consultation d'Appel d'Offres Ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° du Code de la commande publique ;
- **AUTORISER** la Présidente, en cas d'infructuosité, à lancer une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables ou une procédure avec négociation après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;

- **HABILITER** la Présidente à signer et à notifier l'accord-cadre à bons de commandes à intervenir avec l'entreprise ayant remis l'offre économiquement la plus avantageuse après décision de la Commission d'Appel d'Offres ;
- **HABILITER** la Présidente à signer et à notifier, le cas échéant, les avenants éventuels dudit accord-cadre, lorsqu'ils ne comportent pas d'incidence financière ;
- **HABILITER** la Présidente à signer tout document nécessaire relatif à ce dossier ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les crédits correspondants au budget principal et aux budgets annexes sur les exercices concernés.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 37
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud
Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

COBAS
Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085888

N° DEL-2025-04-051

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Philippe BUSSE **N° DEL-2025-04-051**

MÉDECINE PROFESSIONNELLE ET PRÉVENTIVE MUTUALISÉE : APPROBATION DES CONVENTIONS

Mes Chers Collègues,

La mise en œuvre du schéma de mutualisation sur le territoire de la COBAS prévoit notamment une mise en commun des moyens mutualisés pour l'exercice de la médecine professionnelle et préventive des agents.

Dans ce cadre, le médecin de prévention territorial recruté par la COBAS depuis le 1er juillet 2022 est mutualisé avec la ville de Gujan-Mestras et son CCAS, ainsi que la ville de La Teste de Buch et son CCAS pour le suivi médical et préventif des agents.

Les conventions de mutualisation arrivent à échéance le 30 juin 2025 et donnent toute satisfaction à l'ensemble des signataires.

Ainsi, il vous est proposé d'acter le renouvellement de ces conventions avec les villes et CCAS de Gujan-Mestras et La Teste de Buch selon les modalités définies dans les annexes jointes.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code général de la fonction publique,
VU la délibération n° 15-31 du Conseil Communautaire de la COBAS du 27 mars 2015, portant approbation du schéma de mutualisation des services, prévoyant la mise en place de moyens mutualisés pour la mise en œuvre de la médecine professionnelle et préventive, sur le territoire de la COBAS,
VU la délibération n° 15-323 du 14 décembre 2015 du Conseil Communautaire de la COBAS portant approbation du tableau des effectifs au 1er janvier 2016, créant le poste budgétaire pour le recrutement d'un médecin territorial en charge de la médecine professionnelle et préventive pour les agents de la COBAS, de Gujan-Mestras et de La Teste de Buch,
VU les avis favorables des Comités techniques et Comités d'hygiène, de sécurité et de conditions de vie au travail et les délibérations des Conseils Municipaux de la ville de Gujan-Mestras et de La Teste de Buch portant approbation de la mise en place de la mutualisation du service de la médecine professionnelle et de prévention avec la COBAS à compter du 1er mai 2022,
VU les avis favorables du Comité technique et du Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de vie au travail de la COBAS, en date 16 mars 2022,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **AUTORISER** la signature des conventions jointes en annexe à la présente délibération ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les dépenses et les recettes correspondantes au budget principal sur les exercices concernés.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

COBAS Bassin d'Arcachon Sud Communauté d'Agglomération
ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH

Publié le 15 AVR 2025

CONVENTION DE MUTUALISATION D'UN SERVICE DE MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE ENTRE LA COBAS, LA VILLE DE GUJAN-MESTRAS ET SON CCAS

Entre :

La Présidente de la COBAS, dûment habilitée par délibération n° DEL-2025-04-…….du Conseil Communautaire du 9 avril 2025,

Et :

Madame le Maire et Présidente du CCAS de la Ville de GUJAN-MESTRAS, dûment habilitée par délibérations n° ……du Conseil Municipal du…… et n°……du Conseil d'Administration du CCAS du……....,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La mise en œuvre du schéma de mutualisation sur le territoire de la COBAS prévoit une mise en commun des moyens pour l'exercice de la médecine préventive et professionnelle des agents. Dans ce cadre, le médecin de prévention territorial recruté par la COBAS a été mutualisé avec la Ville de Gujan-Mestras et son CCAS, pour le suivi médical et préventif des agents de la Ville et du CCAS. La convention de mutualisation arrivant à échéance le 30 juin 2025, il est convenu de poursuivre cette convention pour une durée d'un an, à compter du 1er juillet 2025, renouvelable deux fois pour la même durée conformément à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 2 : ORGANISATION

Le temps de travail du médecin territorial est de 37h30, répartis entre l'ensemble des collectivités adhérentes à la mutualisation. Il sera présent chaque semaine, à compter de la date précitée, le jeudi, à raison de 7h30, dans les locaux de la Ville de Gujan-Mestras, pour exercer ses missions de médecine professionnelle et préventive.
Les tâches administratives et de secrétariat inhérentes au suivi des agents sont effectuées par les services administratifs de la Ville. Les absences du médecin territorial pour congés, formation, etc…sont centralisées et gérées par la COBAS en accord avec le service des Ressources Humaines de la Ville.

ARTICLE 3 : MONTANT ET REPARTITION DES CHARGES

La Communauté d'Agglomération prend en charge l'ensemble des éléments de rémunération, prestations d'action sociale, frais de formation éventuels, frais de déplacements et hébergements dans la limite des barèmes réglementaires et sous réserve que le motif du déplacement soit en lien avec les missions exercées par le médecin territorial mutualisé. Les collectivités concernées par la mutualisation participeront financièrement au prorata des jours travaillés pour chacune d'entre elles.

ARTICLE 4 : PLANNING PREVISIONNEL

Pour la ville de Gujan-Mestras et son CCAS, l'intervention hebdomadaire du médecin territorial s'établit à 1 jour.

ARTICLE 5 : APPEL DE FONDS

Le service des Ressources Humaines de la ville de Gujan-Mestras adressera semestriellement à la COBAS, le détail des facturations à établir entre la part CCAS et la part communale, conformément aux dispositions de l'article 3 de la présente convention.

Les facturations seront adressées par la COBAS à la Ville et au CCAS de Gujan-Mestras à terme échu semestriellement, à savoir première quinzaine de juillet pour le premier semestre et deuxième quinzaine de janvier pour le deuxième semestre.

ARTICLE 6 : DUREE

La présente convention prend effet à compter du 1er juillet 2025, pour une durée d'un an, renouvelable deux fois pour la même durée.

A Arcachon, le

La Présidente de la COBAS	**Le Maire de GUJAN-MESTRAS** **Le Premier Adjoint,**	**La Vice-Présidente du CCAS**
Marie-Hélène DES ESGAULX	**Xavier PARIS**	**Patricia BOUILLON**

CONVENTION DE MUTUALISATION D'UN SERVICE DE MEDECINE PROFESSIONNELLE ET PREVENTIVE ENTRE LA COBAS, LA VILLE DE LA TESTE DE BUCH ET SON CCAS

Entre :

Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS, dûment habilitée par délibération n° DEL-2025-04-……. du Conseil Communautaire du 9 avril 2025,
Et :

Patrick DAVET, Maire-Conseiller départemental et Président du CCAS de la Ville de La TESTE DE BUCH, dûment habilité par délibération n° ……..du Conseil Municipal du ……..et n°……du Conseil d'Administration du CCAS du ……..,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET

La mise en œuvre du schéma de mutualisation sur le territoire de la COBAS prévoit une mise en commun des moyens pour l'exercice de la médecine préventive et professionnelle des agents. Dans ce cadre, le médecin de prévention territorial est mutualisé avec la Ville de La Teste de Buch et son CCAS, pour le suivi médical et préventif de leurs agents. La convention de mutualisation arrivant à échéance le 30 juin 2025, il est convenu de poursuivre cette convention pour une durée d'un an, à compter du 1er juillet 2025, renouvelable deux fois pour la même durée conformément à l'article 6 de la présente convention.

ARTICLE 2 : ORGANISATION

Le temps de travail du médecin territorial est de 37h30, répartis entre l'ensemble des collectivités adhérentes à la mutualisation. Il sera présent chaque semaine, à compter de la date précitée, les mardi et mercredi, pour une durée totale de 15h00, dans les locaux de la Ville de La Teste de Buch, pour exercer ses missions de médecine professionnelle et préventive.
Les tâches administratives et de secrétariat inhérentes au suivi des agents sont effectuées par les services administratifs de la Ville. Les absences du médecin territorial pour congés, formation, etc…sont centralisées et gérées par la COBAS, en accord avec le service des Ressources Humaines de la Ville.

ARTICLE 3 : MONTANT ET REPARTITION DES CHARGES

La Communauté d'Agglomération prend en charge l'ensemble des éléments de rémunération, prestations d'action sociale, frais de formation éventuels, frais de déplacements et hébergements dans la limite des barèmes réglementaires et sous réserve que le motif du déplacement soit en lien avec les missions exercées par le médecin territorial mutualisé. Les collectivités concernées par la mutualisation participeront financièrement au prorata des jours travaillés pour chacune d'entre elles.

ARTICLE 4 : PLANNING PREVISIONNEL

Pour la Ville de La Teste de Buch et son CCAS, l'intervention hebdomadaire du médecin territorial s'établit à 2 jours.

ARTICLE 5 : APPEL DE FONDS

Le service des Ressources Humaines de la ville de La Teste de Buch adressera semestriellement à la COBAS, le détail des facturations à établir entre la part CCAS et la part communale, conformément aux dispositions de l'article 3 de la présente convention.

Les facturations seront adressées par la COBAS à la Ville de La Teste de Buch à terme échu semestriellement, à savoir première quinzaine de juillet pour le premier semestre et deuxième quinzaine de janvier pour le deuxième semestre.

ARTICLE 6 : DUREE

La présente convention prend effet à compter du 1er juillet 2025, pour une durée d'un an, renouvelable deux fois pour la même durée.

A Arcachon, le

La Présidente de la COBAS	**Le Maire-Conseiller Départemental et Président du CCAS de LA TESTE DE BUCH**
Marie-Hélène DES ESGAULX	**Patrick DAVET**

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085889

N° DEL-2025-04-052

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Marie-Hélène DES ESGAULX **N° DEL-2025-04-052**

CREATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS - ACCROISSEMENTS SAISONNIERS ET TEMPORAIRES D'ACTIVITES AU POLE ENVIRONNEMENT

Mes Chers Collègues,

Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au bon fonctionnement des services.

Il est ainsi proposé la création d'emplois non permanents afin de renforcer, comme chaque année, les équipes au sein du Pôle Environnement.

Saison 2025 :
La forte affluence de vacanciers sur le territoire de la COBAS en juillet et août entraîne un accroissement d'activité saisonnier pour la mission dédiée à la collecte des déchets ménagers auquel les seuls agents permanents ne peuvent pas faire face.

Dès lors, pour le bon déroulement de cette mission, il importe de prévoir les moyens nécessaires à sa mise en œuvre et de déterminer les principes et modalités de recrutement et de rémunération des personnels affectés à cette activité saisonnière, dans les conditions prévues à l'article L.332-23 2° du Code général de la fonction publique.

Ainsi, il est proposé la création de 4 emplois non permanents – grade d'Adjoint technique - à temps complet et de 17 emplois non permanents – grade d'Adjoint technique - à temps non complet (28h/semaine) au sein du Pôle Environnement pour accroissement saisonnier d'activité sur la période du 1er juillet 2025 au 31 août 2025, sans impact sur le tableau des effectifs, afin de garantir le surcroit d'activité généré par l'affluence des touristes, selon l'annexe à la délibération.

Accroissement temporaire d'activité 2025 :
Une affluence cyclique d'usagers tout au long de l'année, notamment durant les périodes de vacances scolaires (hors été), mais également en amont et en aval des vacances scolaires d'été (avril, mai, juin et septembre), engendre un besoin en personnel pour répondre à la variation d'activité pour la mission dédiée à la collecte des déchets ménagers.

Aussi, il est proposé de définir les moyens nécessaires pour répondre à cette variation d'activité et de déterminer les principes et modalités de recrutement des personnels affectés à la réalisation de ces missions.

En vertu de l'article L.332-23 1° du Code général de la fonction publique, les collectivités et établissements publics peuvent recruter, dans le cadre d'un accroissement temporaire d'activité, des agents contractuels sur des emplois non permanents, pour une durée maximale respectivement de 12 mois, compte tenu le cas échéant du renouvellement du contrat.

Il est ainsi proposé la création de 10 emplois non permanents à temps complet, qui viendraient renforcer les équipes en cas de besoin au sein du Pôle Environnement, au grade d'Adjoint technique, sans impact sur le tableau des effectifs, selon l'annexe à la délibération.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.313-1 et L.332-23,
VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique,

CONSIDERANT la nécessité :

- d'assurer la mission de la collecte des déchets ménagers sur le territoire de la COBAS sur la saison estivale du 1er juillet 2025 au 31 août 2025, mais également tout au long de l'année ;
- de fixer la nature des fonctions, le niveau de recrutement et de rémunération des emplois non permanents à créer ;

VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'annexe jointe à la délibération précisant les principes et modalités de recrutement et de rémunération des personnels affectés à ces activités saisonnières ou temporaires ;
- **APPROUVER** la création des emplois non permanents ainsi définis dans l'annexe jointe ;
- **AUTORISER** la Présidente de la COBAS à signer les contrats relatifs aux recrutements saisonniers ou temporaires, ainsi que tout acte afférent ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les crédits correspondants au budget régie Environnement sur les exercices concernés.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

Publié le 15 AVR. 2025

ANNEXE A LA DELIBERATION

1 - EMPLOIS SAISONNIERS DU 01/07/2025 AU 31/08/2025 – POLE ENVIRONNEMENT

	Nombre d'agents Période d'emploi	Grade	Rémunération (IM)
POLE ENVIRONNMENT La Teste de Buch	3 ambassadeurs du tri du 01/07/2025 au 31/08/2025	Adjoint technique	377
	17 Ripeurs/agent déchetterie du 01/07/2025 au 31/08/2025	Adjoint technique	377
	1 Agent des bacs Du 01/07/2025 au 31/08/2025	Adjoint technique	377

2 - EMPLOIS ACCROISSEMENT ACTIVITE 01/05/2025 au 31/12/2025 – POLE ENVIRONNEMENT

	Nombre d'agents Période d'emploi	Grade	Rémunération (IM)
POLE ENVIRONNMENT La Teste de Buch	10 chauffeurs/ripeurs/agents de déchetterie	Adjoint technique	377

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085890

N° DEL-2025-04-053

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Patrick DAVET, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

33 présents
5 procuration(s)
3 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : May ANTOUN **N° DEL-2025-04-053**

CRÉATION D'EMPLOIS NON PERMANENTS - ACCROISSEMENTS SAISONNIERS ET TEMPORAIRES D'ACTIVITES

Mes Chers Collègues,

Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au bon fonctionnement des services.

Il est ainsi proposé la création d'emplois non permanents afin de renforcer, comme chaque année, les équipes au sein des Offices de tourisme et du centre de loisirs de La Hume.

1 – Offices de tourisme : la forte affluence et l'accueil de vacanciers au sein de ces structures durant la période de mai à septembre provoque un accroissement d'activité auquel les seuls agents permanents ne pourront pas faire face.

Dès lors, il importe, pour le bon déroulement de cette mission, de prévoir les moyens nécessaires à sa mise en œuvre, et de déterminer les principes et modalités de recrutement et de rémunération des personnels affectés à cette activité saisonnière, dans les conditions prévues à l'article L.332-23-2° du Code général de la fonction publique.

Ainsi, il est proposé la création de 6 emplois non permanents de Conseillers en séjour – grade d'Adjoint administratif – à temps complet, au sein des Offices de tourisme pour accroissement saisonnier d'activité sur la période du 1er juin au 31 août 2025, sans impact sur le tableau des effectifs, afin de garantir un accueil et une orientation du public vacancier, selon l'annexe à la délibération.

2 – ALSH de La Hume : durant les périodes de vacances scolaires de l'été 2025, les mercredis et les petites vacances scolaires jusqu'au 1er juillet 2026, des dispositifs d'accueil et d'animation, nécessitant une organisation ponctuelle, sont mis en place en direction des enfants, au sein du centre de loisirs de La Hume.

Pour préparer ces dispositifs et avant chaque période, une réunion de préparation sera animée par la Direction de l'ALSH, d'une durée d'un jour pour les vacances d'été et d'une durée maximum de 2 heures trente pour les autres périodes.

Il est ainsi proposé de définir les moyens nécessaires à leur mise en œuvre et de déterminer les principes et modalités de recrutement des personnels affectés à la réalisation de ces missions.

En vertu de l'article L.332-23 (alinéas 1 et 2) du Code général de la fonction publique, les collectivités et établissements publics peuvent recruter, dans le cadre d'un accroissement temporaire ou saisonnier d'activité, des agents contractuels sur des emplois non permanents, pour une durée maximale respectivement de 12 mois et 6 mois, compte tenu le cas échéant du renouvellement du contrat.
Il est ainsi proposé la création d'emplois non permanents d'agents saisonniers et temporaires au sein du service ALSH, au grade d'Adjoint d'animation et d'Adjoint technique, sans impact sur le tableau des effectifs, selon l'annexe à la délibération.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.313-1 et L.332-23,
VU le décret n° 88-145 du 15 février 1988 relatif aux agents contractuels de la fonction publique,

CONSIDERANT la nécessité :

- d'accueillir au sein des Offices de tourisme les vacanciers durant la période de forte fréquentation du 1er juin au 31 août 2025 pour permettre un accueil et une orientation de ce public ;
- de réaliser des missions spécifiques liées à des activités d'accueil et d'animation auprès des enfants au sein du centre de loisirs de La Hume, durant les périodes de vacances scolaires et les mercredis de l'année scolaire ;
- de fixer la nature des fonctions, le niveau de recrutement et de rémunération des emplois non permanents à créer ;

VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'annexe jointe à la délibération précisant les principes et modalités de recrutement et de rémunération des personnels affectés à ces activités saisonnières ou temporaires ;
- **APPROUVER** la création des emplois non permanents ainsi définis dans l'annexe jointe ;
- **AUTORISER** la Présidente de la COBAS à signer les contrats relatifs aux recrutements saisonniers ou temporaires, ainsi que tout acte afférent ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les crédits correspondants au budget principal sur les exercices concernés.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 38
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

Publié le 15 AVR. 2025

ANNEXE A LA DELIBERATION

1 - EMPLOIS SAISONNIERS DU 01/06/2025 AU 31/08/2025 – Offices de tourisme

Office de tourisme	Nombre d'agents Période d'emploi	Grade	Rémunération (IM)
Arcachon	1 Conseiller en séjour du 01/06 au 31/08/2025 1 Conseiller en séjour du 01/07 au 31/08/2025	Adjoint administratif	366
Gujan-Mestras	1 Conseiller en séjour du 01/06 au 31/08/2025 1 Conseiller en séjour du 01/07 au 31/08/2025	Adjoint administratif	366
La Teste de Buch	2 Conseillers en séjour du 01/07 au 31/08/2025	Adjoint administratif	366

2 - EMPLOIS SAISONNIERS et TEMPORAIRES DU 07/07/2025 AU 01/07/2026 - ALSH

Périodes	Nombre d'agents et fonctions – temps complet	Grade	Rémunération (IM)
Vacances d'été **Emplois saisonniers** avec réunion préparatoire de 1 jour maximum **Juillet** :	1 Directeur adjoint 3 Surveillants de baignade 26 Animateurs BAFA 10 AESH 2 Agents de restauration et d'entretien	Adjoint d'animation Adjoint d'animation Adjoint d'animation Adjoint d'animation Adjoint technique	387 369 366 366 366
Août :	1 Directeur adjoint 3 Surveillants de baignade 26 Animateurs BAFA 10 AESH 2 Agents de restauration et d'entretien	Adjoint d'animation Adjoint d'animation Adjoint d'animation Adjoint d'animation Adjoint technique	387 369 366 366 366
Les mercredis **Emplois temporaires** du 03/09/2025 au 01/07/2026 avec réunions préparatoires de 2 h 30 maximum	16 Animateurs 3 AESH 1 Agent de restauration et d'entretien	Adjoint d'animation Adjoint d'animation Adjoint technique	366 366 366
Chaque petite vacance scolaire **Emplois temporaires** Automne, hiver et printemps 2026 avec réunions préparatoires de 2 h 30 maximum par période	16 Animateurs 8 AESH 1 Agent de restauration et d'entretien	Adjoint d'animation Adjoint d'animation Adjoint technique	366 366 366
Fin d'année 2025 avec réunion préparatoire de 2 h 30 maximum	1 Directeur adjoint 16 Animateurs 8 AESH 1 Agent de restauration et d'entretien	Adjoint d'animation Adjoint d'animation Adjoint d'animation Adjoint technique	387 366 366 366

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085891

N° DEL-2025-04-054

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Marie-Hélène DES ESGAULX **N° DEL-2025-04-054**

MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS AU 01/05/2025

Mes Chers Collègues,

Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité.

Il appartient donc au Conseil Communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaires au bon fonctionnement des services. Il est ainsi proposé de procéder à la mise à jour du tableau des effectifs sur emplois permanents.

Ce tableau, décliné sur les 7 budgets, principal et annexes de la collectivité, est, pour sa partie modifiée, joint à la présente délibération.

Une adaptation au tableau des effectifs permanents apparaît indispensable pour permettre un ajustement de grade.

À ce titre, il est proposé au 1er mai 2025 la création d'un poste permanent, avec une synthèse en annexe :

Budget principal

- création de 1 poste : au sein de l'Office de tourisme de La Teste de Buch, afin d'ajuster le grade aux missions d'un agent contractuel en CDI, il est nécessaire de créer un poste d'Adjoint administratif principal de 1ère classe, à temps complet.

Le poste à temps complet laissé ainsi vacant sera supprimé au prochain Conseil après avis du CST.

Cette modification nécessite une mise à jour du tableau des effectifs. Les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges sociales correspondant aux emplois et grades ainsi créés sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code général de la fonction publique, notamment ses articles L.313-1 et L. 332-8,
VU la délibération n° DEL-2025-02-024 du 13 février 2025 portant mise à jour du tableau des effectifs permanents de la COBAS au 01/03/2025,

CONSIDERANT la nécessité d'adapter le tableau des effectifs au besoin lié à un ajustement de grade et ainsi de créer un emploi permanent à temps complet,

CONSIDERANT que cet emploi permanent pourra, par dérogation, être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L.332-8 du Code général de la fonction publique :

- L.332-8-1° lorsqu'il n'existe pas de cadres d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes,
- L.332-8-2° pour les besoins du service ou la nature des fonctions le justifient, et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent Code,
- en application des dispositions ci-dessus énoncées, l'agent contractuel exercera les fonctions définies dans les fiches de poste correspondantes,

VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **RAPPORTER** la délibération n° DEL-2025-02-024 du Conseil Communautaire du 13 février 2025 portant mise à jour du tableau des effectifs permanents de la COBAS au 1er mars 2025 ;
- **APPROUVER** le tableau des effectifs portant mise à jour des emplois permanents de la COBAS à compter du 1er mai 2025 ;
- **APPROUVER** la création d'un poste budgétaire permanent à partir du 1er mai 2025 tel que précisé dans l'annexe jointe ;
- **AUTORISER** la Présidente de la COBAS à signer les arrêtés et contrats relatifs aux nominations et recrutements sur les postes budgétaires, ainsi que tout acte afférent ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les crédits correspondants au budget principal sur les exercices concernés.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SÉCRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud
Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

Synthèse au 01/05/2025 - créations de postes permanents

BUDGET PRINCIPAL

Création de postes				
Grade	**nb postes**	**TC**	**TNC**	**Total**
Adjoint administratif principal de 1ère classe	1	1		**1**
Total	**1**	**1**		**1**

BUDGET PRINCIPAL - TABLEAU DES EFFECTIFS au 01/05/2025 - emplois permanents

Grades	Budgétés			Pourvus						Vacants		
	TC	TNC	Total	TC		TNC		Total TNC	Total	TC	TNC	Total
				T *	C *	T *	C *					
Filière administative												
Catégorie A												
Attaché hors classe	*2*	*0*	**2**	0	0	0	0	*0*	**0**	2	0	**2**
Attaché principal	*5*	*0*	**5**	2	2	0	0	*0*	**4**	1	0	**1**
Attaché	*16*	*0*	**16**	5	9	0	0	*0*	**14**	2	0	**2**
Catégorie B												
Rédacteur principal 1ère classe	*8*	*0*	**8**	6	1	0	0	*0*	**7**	1	0	**1**
Rédacteur principal 2ème classe	*3*	*0*	**3**	2	0	0	0	*0*	**2**	1	0	**1**
Rédacteur	*4*	*0*	**4**	1	2	0	0	*0*	**3**	1	0	**1**
Catégorie C												
Adjoint administratif principal 1ère classe	*6*	*0*	**6**	4	2	0	0	*0*	**6**	0	0	**0**
Adjoint administratif principal 2ème classe	*10*	*0,86*	**10,86**	6	2	*0*	*0,86*	*0,86*	**8,86**	2	*0*	**2,00**
Adjoint administratif	*13*	*0*	**13**	4	5	0	0	*0*	**9**	4	0	**4**
Sous total filière administrative	***67***	***0,86***	**67,86**	**30**	**23**	**0**	**0,86**	***0,86***	**53,86**	**14**	**0**	**14,00**
Filière animation												
Catégorie B												
Animateur principal de 2ème classe	*1*	*0*	**1**	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	**1**	0	0	**0**
Animateur	*1*	*0*	**1**	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	1	0	**1**
Catégorie C												
Adjoint d'animation principal 2ème classe	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	0	0	**0**
Adjoint d'animation	*2*	*0*	**2**	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	**1**	1	*0*	**1**
Sous total filière animation	***4***	***0***	**4**	***1***	***1***	***0***	***0***	***0***	**2**	**2**	***0***	**2**

Grades	Budgétés			Pourvus						Vacants		
	TC	TNC	Total	TC		TNC		Total TNC	Total	TC	TNC	Total
				T *	C *	T *	C *					
Filière culturelle												
Catégorie A												
Bibliothécaire	*1*	*0*	**1**	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	**1**	0	0	**0**
Professeur d'enseignement artistique hors classe	*5*	*0*	**5**	*5*	*0*	*0*	*0*	*0*	**5**	0	0	**0**
Professeur d'enseignement artistique classe normale	*1*	*0,38*	**1,38**	*1*	*0*	*0,38*	*0*	*0,38*	**1,38**	0	0,00	**0**
Catégorie B												
Assistant d'enseignement artistique principal 1ère classe	*19*	*6,26*	**25,26**	*16*	*2*	*3,28*	*0,70*	*3,975*	**21,98**	1	2,29	**3,29**
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème classe	*12*	*9,00*	**21,00**	*4*	*6*	*1,71*	*6,14*	*7,85*	**17,85**	2	1,15	**3,15**
Sous total filière culturelle	***38***	***15,64***	**53,64**	***27***	***8***	***5,37***	***6,84***	***12,21***	**47,21**	**3**	**3,44**	**6,43**
Filière médico-sociale												
Catégorie A												
Assistant socio-éducatif	*0*	*0,04*	**0,04**	*0*	*0*	*0*	*0,04*	*0,04*	**0,04**	0	0	**0**
Médecin hors classe	*1*	*0*	**1**	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	**1**	0	0	**0**
Sous total filière médico-sociale	***1***	***0,04***	**1,04**	***1***	***0***	***0***	***0,04***	***0,04***	**1,04**	**0**	**0**	**0**

* T : titulaires
* C : contractuels

Grades	Budgétés			Pourvus						Vacants		
	TC	TNC	Total	TC		TNC		Total TNC	Total	TC	TNC	Total
				T *	C *	T *	C *					
Filière technique												
Catégorie A												
Ingénieur général	*1*	*0*	**1**	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	1	0	**1**
Ingénieur en chef	*1*	*0*	**1**	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	**1**	0	0	**0**
Ingénieur principal	*2*	*0*	**2**	*2*	*0*	*0*	*0*	*0*	**2**	0	0	**0**
Ingénieur	*3*	*0*	**3**	*2*	*1*	*0*	*0*	*0*	**3**	0	0	**0**
Catégorie B								*0*				
Technicien principal 1ère classe	*2*	*0*	**2**	*2*	*0*	*0*	*0*	*0*	**2**	0	0	**0**
Technicien principal 2ème classe	*0*	*0*	**0**	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	**0**	0	0	**0**
Technicien	*2*	*0*	**2**	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	**1**	1	0	**1**
Catégorie C								*0*				
Agent de maîtrise principal	*1*	*0*	**1**	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	**1**	0	0	**0**
Agent de maîtrise	*2*	*0*	**2**	*2*	*0*	*0*	*0*	*0*	**2**	0	0	**0**
Adjoint technique principal 1ère classe	*2*	*0*	**2**	*0*	*1*	*0*	*0*	*0*	**1**	1	0	**1**
Adjoint technique principal 2ème classe	*1*	*0*	**1**	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	**1**	0	0	**0**
Adjoint technique	*6*	*0*	**6**	*2*	*2*	*0*	*0*	*0*	**4**	2	0	**2**
Sous total filière technique	***23***	*0*	**23**	***12***	***6***	***0***	***0***	***0***	**18**	**5**	**0**	**5**
Emplois fonctionnels												
Directeur général des services *40-80.000 habitants*	*1*	*0*	**1**	*1*	*0*	*0*	*0*	*0*	**1**	0	0	**0**
Directeur général adjoint des services *40-80.000 habitants*	*2*	*0*	**2**	*2*	*0*	*0*	*0*	*0*	**2**	0	0	**0**
Sous total emplois fonctionnels	***3***	*0*	**3**	***3***	***0***	***0***	***0***	***0***	**3**	**0**	**0**	**0**
TOTAL (avec emplois fonctionnels)	***136***	***16,54***	**152,54**	***74***	***38***	***5,37***	***7,74***	***13,11***	**125,11**	***24***	***3,44***	**27,43**

Total ETP : 152,54

* T : titulaires
* C : contractuels

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085892

N° DEL-2025-04-055

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Isabelle DEVARIEUX **N° DEL-2025-04-055**

CONSTRUCTION DE L'HÔTEL D'ENTREPRISES AU PÔLE ECONOMIQUE ET DU SIÈGE DE L'AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE BA2E : QUITUS DU MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE

Mes Chers Collègues,

Par convention de mandat signée le 10 janvier 2019, conformément aux dispositions législatives relatives à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée (dite loi MOP), la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS) a confié à la société Services Conseil Expertises et Territoires (SCET) la maîtrise d'ouvrage déléguée de la construction de l'hôtel d'entreprises et du siège de l'agence de développement économique BA2E.

Conformément aux dispositions de la convention de mandat, la SCET a transmis pour quitus la reddition définitive des comptes pour cette opération. Le cumul des appels de fonds et des honoraires versés à la SCET s'est élevé à 5 409 976,05 € toutes taxes comprises.

Après contrôle et récolement des pièces transmises, le coût de l'ouvrage et la rémunération du mandataire peuvent être arrêtés à la somme de 5 342 171,16 € toutes taxes comprises.

Par conséquent, le bilan financier fait apparaître un excédent de trésorerie à hauteur de 67 804,89 € toutes taxes comprises, que la SCET doit reverser à la COBAS.

Cette opération étant terminée, il convient de :

- Constater l'achèvement total des missions du délégataire,
- Approuver la reddition définitive des comptes du mandat de réalisation des travaux et des honoraires portant sur la construction de l'hôtel d'entreprises et du siège de l'agence de développement économique BA2E,
- Titrer la créance précitée envers le délégataire pour solde de tout compte de cette opération.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code de la commande publique,
VU la délibération n° 18-49 du Conseil Communautaire du 6 avril 2018 approuvant le projet de construction du siège de l'agence de développement économique BA2E et de l'hôtel d'entreprises sur la commune de La Teste de Buch, le lancement du concours de maîtrise d'œuvre sur esquisse, et la désignation du jury de concours et de la commission technique,
VU la délibération n° 18-241 du Conseil Communautaire du 13 décembre 2018 approuvant le concours de maîtrise d'œuvre sur esquisse et attribuant le marché de maîtrise d'œuvre à la SARL d'architecture GUIRAUD MANENC,
VU la décision de la COBAS n° 19-02 du 10 janvier 2019 attribuant le marché de maîtrise d'ouvrage déléguée à la SCET,

VU la délibération n° 19-255 du Conseil Communautaire du 4 novembre 2019 approuvant le choix des entreprises de construction et autorisant la signature des marchés publics de travaux par le mandataire,
VU la délibération n° 19-322 du Conseil Communautaire du 19 décembre 2019 attribuant les marchés publics de travaux,
VU les délibérations n° DEL-2020-12-170 du Conseil Communautaire du 17 décembre 2020, n° DEL-2021-06-082 du 28 juin 2021, n° DEL-2021-11-140 du 4 novembre 2021, n° DEL-2021-12-175 du 16 décembre 2021 portant sur l'approbation des différents avenants aux marchés publics de travaux,
VU la délibération n° DEL-2022-04-022 du Conseil Communautaire du 7 avril 2022 approuvant l'avenant n°3 au mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée notifié à la SCET,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,
VU l'avis favorable de la Commission finances et administration générale du 2 avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **APPROUVER** les dispositions qui précèdent ;
- **AUTORISER** la Présidente à signer tout document en lien avec la présente délibération ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** la recette correspondante au budget principal sur l'exercice concerné.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud
Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085893

N° DEL-2025-04-056

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Patrick DAVET **N° DEL-2025-04-056**

ATTRIBUTION DU FONDS DE CONCOURS DE LA COBAS POUR LA CONSTRUCTION D'UN ALSH ET POUR L'EXTENSION DE L'ESPACE JEUNES DE LA VILLE DU TEICH

Mes Chers Collègues,

Par délibération n° DEL-2022-06-083 en date du 23 juin 2022, le Conseil Communautaire a adopté le règlement d'attribution de fonds de concours d'un million d'euros en faveur de chaque commune membre de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud.

Conformément aux dispositions de l'article 8 dudit règlement, un acompte de 50 % maximum forfaitaire total du fonds de concours s'élevant à 500 000 € pourra être versé au bénéficiaire sur présentation des éléments nécessaires à l'instruction du dossier.

À ce titre, la ville du Teich a décidé d'affecter ce fonds de concours pour la construction d'un nouvel Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et pour l'extension de l'Espace Jeunes.

Par courrier, la ville du Teich sollicite le versement de l'acompte de 50 %, soit 500 000 €. Conformément à l'article 3 du règlement d'attribution du fonds de concours, l'ensemble des documents justificatifs nécessaires à ce versement ont également été transmis à la COBAS.

Ces crédits ont été prévus et votés au Budget Primitif 2025 du budget principal.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU la délibération n° DEL-2022-06-083 du Conseil Communautaire du 23 juin 2022,
VU la délibération n° 70/23-10 du 15 décembre 2023 de la ville du Teich,
VU la demande de la ville du Teich sollicitant le versement de l'acompte de 50 % du fonds de concours,
VU la note de présentation et le plan de financement prévisionnel de l'opération,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,
VU l'avis favorable de la Commission finances et administration générale du 2 avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **AUTORISER** le versement d'un acompte de 50 % du montant forfaitaire total du fonds de concours s'élevant à 500 000 € en faveur de la ville du Teich ;
- **AUTORISER** la Présidente à signer tous les documents relatifs au dossier ;
- **IMPUTER** les crédits correspondants au budget principal sur l'exercice concerné.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud
Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

Accusé de réception en préfecture
033-213301997-20220628-2022-06-08-DE
Date de télétransmission : 30/06/2022
Date de réception préfecture : 30/06/2022

LE RÈGLEMENT D'ATTRIBUTION DES FONDS DE CONCOURS

Conformément à l'article L.5216-5 Alinéa VI du Code Général des Collectivités Territoriales, un EPCI à fiscalité propre peut verser des fonds de concours à ses communes membres, afin de financer la réalisation d'un équipement. Un accord concordant doit être exprimé à la majorité simple du Conseil Communautaire et des Conseils Municipaux concernés.

I- PREAMBULE

1.1- Le principe

La COBAS met en place, en 2022, un fond de concours. Il est établi le principe d'une enveloppe identique et égalitaire d'attribution de fonds de concours de 1 000 000 € allouée aux quatre communes d'Arcachon, La Teste de Buch, Gujan-Mestras et Le Teich sur l'actuel mandat.

1.2- Le cadre budgétaire et comptable

Sur le budget de la Communauté d'Agglomération, le fonds de concours sera imputé en section d'investissement/dépenses au compte 204141 « Subventions d'équipement aux communes membres du GFP ».

Sur le budget de la commune bénéficiaire, le fonds de concours sera inscrit en section d'investissement/recettes dans les rubriques :

- compte 131 « Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables » si le bien subventionné fait l'objet d'un amortissement budgétaire,
ou
- compte 132 « Subventions d'investissement rattachées aux actifs non amortissables » si le bien subventionné ne fait pas l'objet d'un amortissement budgétaire.

II - MODALITÉS ET CONDITIONS D'OCTROI DES FONDS DE CONCOURS

Article 1er - Nature des opérations éligibles

Le versement du fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet la réalisation d'un équipement et/ ou aménagements, sur le territoire de la COBAS. Le fonds de concours pourra intervenir sur des projets en cours de réalisation ou engagés mais uniquement sur l'assiette de travaux non retenus précédemment.

Le périmètre éligible est à la fois des équipements de superstructure, des équipements d'infrastructure, des aménagements intérieurs ou extérieurs, et toutes dépenses en lien avec le projet.

Article 2 - Montant du fonds de concours

Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

Accusé de réception en préfecture
033-213301997-20220628-2022-06-08-DE
Date de télétransmission : 30/06/2022
Date de réception préfecture : 30/06/2022

La COBAS attribuera une enveloppe identique de fonds de concours à hauteur de 1 000 000 €, sur l'actuel mandat à chaque ville.

Article 3 - Dépôt et contenu des dossiers de demande

La demande de subvention devra faire l'objet d'un envoi auprès de l'Agglomération de l'ensemble des pièces listées ci-après pour instruction.

Composition du dossier :

- courrier sollicitant le fonds de concours ;
- note de présentation de l'opération ;
- plan de financement prévisionnel ;
- programme ;
- échéancier de réalisation ;
- délibération approuvant l'opération et sollicitant la demande de fonds de concours.

Article 4 - Instruction des demandes

Les demandes feront l'objet d'une instruction par les services concernés de la collectivité qui vérifieront la complétude et la qualification des pièces transmises. En fonction de la nature du projet, des pièces complémentaires à la liste précitée pourront être demandées.

Article 5 - Délibérations

Le fonds de concours doit avoir donné lieu à délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple, du Conseil Communautaire et du Conseil Municipal concerné.

La Présidente notifie la subvention à la commune intéressée.

Article 6 - Délai exécutoire

La commune bénéficiaire du fonds de concours doit achever l'opération dans un délai de 4 années à compter de la date de notification de la décision d'attribution.

Toutefois, la commune peut demander un démarrage de la réalisation de l'opération anticipé par dérogation, avant notification de la convention.

Article 7 - Engagements du bénéficiaire

La commune ou le tiers missionné par la collectivité pour réaliser l'équipement s'engage à assurer la conduite de conception et de réalisation jusqu'à la garantie de parfait achèvement. La commune s'engage à faire mention de la participation de la COBAS dans toutes les actions d'informations et de communication qu'elle mène (supports papier et numérique, affichage, toute action de relations publiques en lien avec l'opération).

Article 8 - Modalités de versement

Le montant du fonds de concours ne peut avoir pour effet de porter le montant de l'aide publique à plus de 80 % du montant prévisionnel de la dépense subventionnable. Par aides publiques, il faut entendre toutes les subventions versées par l'Etat et ses établissements

Accusé de réception en préfecture
033-213301997-20220628-2022-06-08-DE
Date de télétransmission : 30/06/2022
Date de réception préfecture : 30/06/2022

publics, l'Union Européenne et les organismes internationaux, les collectivités territoriales et leurs établissements publics.

Le montant subventionnable s'entend hors TVA.

Le paiement est fixé comme suit :

- un acompte de 50 % maximum du montant forfaitaire total du fonds de concours s'élevant à 500 000 euros pourra être versé au bénéficiaire à sa demande, sur justification dès le démarrage de l'opération, par production d'un avis d'appel public à la concurrence (AAPC), du marché public relatif au lancement des études, d'un marché public de fournitures courantes et services ou d'un ordre de service relatif aux travaux. Cet acompte pourra être versé dans ces conditions à compter du 1er janvier 2023.

- le solde pourra être versé sur production des dépenses acquittées visées par la trésorerie dès atteinte du seuil de 2 millions d'euros H.T

Si le coût réel de l'opération s'avère inférieur à l'estimation de base ayant déterminé le montant de la subvention, le solde du fonds de concours sera versé au vu des dépenses effectivement justifiées.

Si le coût réel de l'opération s'avère supérieur à l'estimation de base, le montant du fonds de concours ne pourra excéder le montant validé en Conseil Communautaire et notifié à la commune.

La commune s'engage à produire toutes les pièces justificatives et informations nécessaires au versement du fonds de concours.

La contractualisation de type marché de partenariat ou de nature équivalente établie entre une ville et le titulaire est également éligible au dispositif de soutien du présent règlement. Le ou les versements du concours sont mandatés à la Ville qui produira à l'appui de son appel de fonds un certificat administratif listant les dépenses d'investissement acquittées par le titulaire du contrat portant sur le projet. Le montant sera fondé sur la base de pièces justificatives dûment certifiées par le titulaire et validées par la commune.

Article 9 - Contrôle de la COBAS

La COBAS se réserve le droit :

- De demander à la commune bénéficiaire le remboursement du trop- percu ;
- De suspendre les versements en cas de non communication des pièces justificatives ; ou non-respect des obligations réglementaires.

La commune bénéficiaire s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la COBAS de la réalisation de l'opération. La COBAS pourra vérifier l'exactitude des documents fournis. La voie de transmission dématérialisée sera privilégiée.

Article 10 - Règlement des litiges

Accusé de réception en préfecture
033-213301997-20220628-2022-06-08-DE
Date de télétransmission : 30/06/2022
Date de réception préfecture : 30/06/2022

En cas de litige, quant à l'application de la convention, les parties conviennent de recourir à la compétence du Tribunal Administratif de Bordeaux.

70/23-10

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU VENDREDI 15 DÉCEMBRE 2023

Date de la convocation : 08/12/23
Date de l'affichage : 08/12/23
Membres en exercice : 29
Présents : 25
Votants : 28

Ville le Teich Bassin d'Arcachon la ville choisie par la nature

Le Conseil Municipal légalement convoqué s'est réuni en Salle du Conseil, le vendredi 15 décembre 2023 à 19h, sous la présidence de Madame Karine DESMOULIN, Maire du Teich.

Étaient présents : *Cyril SOCOLOVERT - Valérie COLLADO - Philippe DE LAS HERAS - Dany FRESSAIX - Victor PÉTRONE - Isabelle JAÏS - Didier THOMAS - François DELUGA - Justine CHASSAGNE - Vincent COUDERT - Maryse GILLES - Joël RAULT - Marie FEL - Julien VERMEIRE - Sébastien GUIBERT - Patricia PREVOT - Alain TIXIER - Philippe MARQUET - Françoise CORTEMBERT - Luc THARAUD - Matthieu GEEREBAERT - Isabelle VULLIARD-PONCETTA - Henri-Bernard ROUGIER - Laetitia BOISNARD*

Étaient absents excusés représentés conformément à l'article L2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales : *Anne Aurélie LORTIE qui a donné procuration à Victor PÉTRONE - Nathalie BORDESSOULE qui a donné procuration à Didier THOMAS - Isabelle PLAZA qui a donné procuration à Isabelle JAÏS*

Était absent : *Christian BARIS*

Secrétaire de séance : *François DELUGA*

Sollicitation d'un fonds de concours de la COBAS pour la construction d'un ALSH et l'extension de l'Espace Jeunes

Rapporteur : Isabelle JAÏS

Dans le cadre de sa politique enfance et jeunesse, la commune souhaite réaliser un nouvel Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et une extension de l'Espace Jeunes.
Ces deux projets solidaires ont vocation à répondre aux besoins des usagers et à renforcer la qualité d'accueil des enfants et des jeunes sur ces deux structures. Ils permettront également de proposer des places supplémentaires au regard de l'augmentation de la population du Teich.

Le premier budget de la collectivité est consacré à la petite enfance, l'enfance, l'éducation et la jeunesse. Le lancement de cette opération vient renforcer la volonté de la municipalité de maintenir une politique très volontariste pour l'accueil des jeunes teichois, et de leur famille, qui sont au cœur de l'action municipale.

La construction de l'ALSH et l'extension de l'Espace Jeunes sont deux projets liés et qui ont fait l'objet d'un travail commun. A cette occasion, la ville a mis en place un comité technique

et un comité de pilotage permettant de réunir l'ensemble des acteurs qui interviennent dans le secteur de la jeunesse et de l'enfance.

La mairie a engagé, en 2023, les études de programmation relatives à l'extension de l'Espace Jeunes et à la construction du centre de loisirs en recrutant un Assistant à Maitrise d'Ouvrage (AMO) commun aux deux projets afin qu'ils soient élaborés ensemble pour renforcer les liens entre les structures.

Construction d'un nouvel ALSH

Les centres de loisirs maternel et élémentaire et les centres de loisirs des petites et grandes vacances sont actuellement accueillis dans les locaux scolaires. Le nouveau centre de loisirs sera construit dans la pinède, proche du groupe scolaire Val des Pins et du collège, pour disposer d'un équipement spécialement conçu pour les activités d'animations, d'éveil et de loisirs des enfants dans un environnement naturel.

Le projet de l'ALSH permettra de construire un bâtiment à taille humaine et de haute qualité environnementale pour accueillir les enfants dans les meilleures conditions possibles. Il pourrait accueillir, à terme, 80 enfants en élémentaire et 80 enfants en maternelle. La mairie souhaite proposer un lieu où le vivre ensemble, le partage et le respect soient basés sur les valeurs de l'éducation populaire.

Le projet prévoit la construction d'un bâtiment de 1 037 m² avec l'aménagement de 1 219 m² d'espaces extérieurs. Il s'articulera autour de six salles d'activités, de deux salles d'accueil qui pourront aussi servir de salles d'activités, d'espaces mutualisés et partagés (salle multimédia, cuisine pédagogique, salle polyvalente, infirmerie), d'une salle de repos, de locaux techniques et de sanitaires.

Ce nouveau bâtiment sera engagé dans une démarche environnementale forte avec une intégration raisonnée et harmonieuse, avec la recherche d'un potentiel de géothermie et la possibilité de pose de panneaux photovoltaïques. Par ailleurs, la démarche environnementale sera déclinée sur tous les aspects (matériaux, gestion du chantier, sobriété dans la maintenance et la consommation).

L'objectif est de débuter les travaux au début de l'année 2025.

Extension de l'Espace Jeunes

Situé dans le centre-ville, l'Espace Jeunes créé en 2006 est désormais trop exigu. Le projet prévoit de doubler sa surface pour répondre aux besoins des jeunes teichois.

L'Espace Jeunes permet actuellement l'accueil, l'écoute, l'information et l'animation à destination des jeunes de la commune. Il propose des équipements ludiques et des loisirs, des programmes d'activités tout au long de l'année et pendant les vacances scolaires, des ateliers de musique, chant, écriture, danse, théâtre, arts plastiques, photo et vidéo. Il dispose également d'un studio d'enregistrement équipé pour la prise de son et le mixage et propose des sorties culturelles et de loisirs.

Le projet d'extension permettra de construire un espace polyvalent et modulable qui puisse se transformer et s'adapter. Cette extension assurera la continuité et le développement des activités avec un programme varié d'animations en collaboration avec les différents partenaires institutionnels. Un espace consacré aux travailleurs sociaux, aux professionnels de l'insertion et de la santé pourra être proposé grâce à cette extension.

Cette future extension (240 m²), qui améliorera la fonctionnalité du lieu existant tout en facilitant le développement de nouvelles activités, sera composée d'un espace d'activités modulable, d'un espace de travail, d'un espace de restauration (ateliers de cuisine), d'un espace destiné à l'intégration et à l'emploi et d'un atelier pour les vélos. La création d'un patio (140 m²), permettant d'améliorer la pratique des activités, en continuité des espaces existants est également prévue.

Le projet se voudra exemplaire et respectueux des attentes environnementales et énergétiques en vigueur. L'enjeu est de minimiser les consommations afin de pratiquer une gestion économe. L'extension sera, par ailleurs, directement connectée au bâtiment existant qui avait été conçu dans cette optique.

L'objectif est de débuter les travaux avant la fin de l'année 2024.

L'ensemble de l'opération est estimé à 4 174 000 € HT (3 496 000 € HT pour l'ALSH et 678 000 € HT pour l'extension de l'Espace Jeunes).

Par ailleurs, à la lecture du règlement d'attribution du fonds de concours de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS), voté le 23 juin 2022, il apparaît que ce projet remplit pleinement les conditions d'éligibilité de ce dispositif de soutien.

Il est donc proposé de solliciter ce fonds de concours auprès de la COBAS pour la réalisation de ce projet.

Vu l'avis favorable de la Commission des Finances, Urbanisme et Développement économique en date du 6 décembre 2023,

Je vous propose, Mes Cher(e)s Collègues, de bien vouloir :

- Solliciter un fonds de concours d'un montant de 1 000 000 € auprès de la COBAS pour la construction de l'ALSH et l'extension de l'Espace Jeunes.
- Solliciter toutes autres subventions complémentaires auprès de la COBAS dans le cadre de ses compétences.
- Autoriser Madame la Maire à signer tout acte nécessaire à la mise en œuvre de cette délibération.

Adoption : Unanimité

François DELUGA
Secrétaire de séance

Karine DESMOULIN
Maire

MAIRIE du TEICH 33470 (Gironde)

Ville
le Teich
Bassin d'Arcachon
la ville choisie par la nature

Madame Marie-Hélène DES ESGAULX
Madame la Présidente de la COBAS
2 Allée d'Espagne
33120 ARCACHON

Le Teich, le 25 février 2025

Réf. : KD/AD/SM-2025-02-069
Affaire suivie par : Sandrine MIGLIERINA, Chargée de la commande publique
Objet : Demande d'un fonds de concours pour la construction d'un ALSH et pour l'extension de l'Espace Jeunes

Madame la Présidente, Chère Marie-Hélène,

La ville du Teich souhaite maintenir une politique très volontariste pour l'accueil des jeunes teichois et de leur famille, qui sont au cœur de l'action municipale. L'objectif est d'améliorer l'accueil des enfants de 3 à 12 ans et de développer les activités pour les jeunes de 12 à 25 ans.

La construction d'un ALSH et l'extension de l'Espace Jeunes répondent aux besoins des usagers et renforcent la qualité d'accueil des enfants et des jeunes sur ces deux structures. Ce nouvel ALSH, construit à proximité de la forêt, pourrait accueillir 160 enfants dans un bâtiment de 1 037 m² et 1 219 m² d'espaces extérieurs.
L'extension de l'Espace Jeunes, comprenant 230 m² de locaux et 165 m² de patio, permettrait de doubler sa superficie et de développer de nouvelles activités.

C'est à cette occasion que je me permets de vous solliciter pour l'octroi d'un fonds de concours dans le cadre de cette opération estimée à 4 318 641,78 € HT.

Vous trouverez, joint à ce courrier, une note de présentation du projet et le plan de financement, les programmes des deux projets et l'échéancier, nécessaires à l'étude de la demande de la ville du Teich.

Je vous remercie, par avance, de l'intérêt que vous porterez à cette demande ainsi que de l'engagement de la COBAS dans ce dossier important pour la commune et pour le développement des activités d'animations, d'éveil, et de loisirs des enfants et jeunes.

Je reste à votre disposition pour tout complément d'information et vous prie de croire, Madame la Présidente, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Amitiés,

Karine DESMOULIN
Maire
K. Desmoulin

MAIRIE du TEICH 33470 (Gironde)

Hôtel de Ville
64 bis avenue de la Côte d'Argent
CS 90505
33470 Le Teich
)0
h.fr

Note de présentation

Programme enfance et jeunesse :

Construction d'un ALSH et extension de l'Espace Jeunes

INTRODUCTION

Le Teich, « Ville choisie par la nature », se situe au Sud-Est du Bassin d'Arcachon, au cœur du Parc Naturel Régional des Landes de Gascogne.

Commune la plus à l'Est de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Arcachon Sud (COBAS), elle est reliée à Bordeaux par l'autoroute A 660. La RD 650 assure, quant à elle, un rôle de liaison inter-urbaine entre les communes du Sud-Bassin (Arcachon, La Teste de Buch, Gujan-Mestras) et la liaison avec Biganos, le Nord-Bassin et le Val de l'Eyre.

S'étendant sur un vaste territoire de 8 707 hectares dont 92 % est couvert de forêt, de prairies et par le delta de La Leyre, l'enveloppe urbaine de la commune du Teich (à l'exception de la zone d'activités économiques de Sylvabelle et du hameau de Balanos) est circonscrite par l'A660 au Sud et par les prairies bocagères au Nord.

En plus d'une bonne desserte en matière d'infrastructures routières, la commune bénéficie d'une gare SNCF avec une présence commerciale située sur la ligne Bordeaux / Arcachon. Le Teich bénéficie également du réseau de bus urbain et d'un réseau de pistes cyclables connecté à celui de la COBAS et du Conseil Départemental de la Gironde.

Toutes ces possibilités de déplacement contribuent à l'attractivité de la commune et permettent aux habitants un grand choix pour se déplacer facilement et en toute sécurité des bords de Leyre jusqu'aux forêts de l'ouest de la commune.

Ces projets de construction d'un ALSH et d'extension de l'Espace Jeunes permettront de disposer d'équipements spécialement conçus pour les activités d'animations, d'éveil et de loisirs des enfants dans un environnement naturel et d'améliorer l'accueil, l'écoute, l'information et l'animation aux jeunes de la commune.

CONTEXTE

Évolution démographique

La ville du Teich, avec une augmentation moyenne de 2.5% chaque année sur les trois dernières années (Source INSEE RP 2019) voit son nombre d'habitants atteindre les 9 165 en 2022 et 9 413 en 2024.

C'est une population dont plus de la moitié (51%) à moins de 45 ans. Par ailleurs plus de la moitié de la population est constituée de familles d'au moins un enfant de moins de 30 ans portant ainsi le nombre de jeunes à plus de 32 % de la population.

Objectifs de la ville du Teich

Les 3-6 ans et 6-12

La ville du Teich ne possède pas de lieu consacré aux loisirs pour les enfants de 3-6 ans et de 6-12 ans. Les ALSH sont actuellement situés au sein des écoles élémentaires et maternelles. Le souhait de la Mairie est de délocaliser ces espaces dans un nouveau bâtiment permettant aux enfants de côtoyer d'autres espaces que ceux de l'école lors des temps de loisirs.
Ce nouveau bâtiment doit permettre l'accueil de 160 enfants. Il sera conçu pour permettre une libre circulation des enfants dans l'ensemble des pièces leurs étant accessibles.

Les 12-25 ans

La ville du Teich possède actuellement un Espace Jeunes ouvert aux personnes de 12 à 25 ans résidants sur la commune. Cette structure propose un programme varié d'animations en collaboration avec différents partenaires institutionnels.
Ce lieu permet l'accueil, l'écoute, l'information et l'animation aux jeunes de la commune. La ville du Teich souhaite continuer à développer ces activités. En supplément, l'Espace Jeunes souhaite pouvoir proposer un accès à l'ensemble du réseau des travailleurs sociaux, des dispositifs et des professionnels de l'insertion et de la santé (PASSEREL, Mission Locale, COBAS, Maison des Saisonniers, …). De plus, il est souhaité avoir des outils permettant l'insertion, la recherche d'emploi et la recherche de logement.

L'objectif est de créer un ALSH favorisant le vivre ensemble et le partage, de construire une extension de l'Espace Jeunes permettant de développer l'ensemble des activités présentées ci-dessus et d'améliorer la fonctionnalité du lieu existant.

La Mairie a signé une convention relative au renouvellement et à la mise œuvre d'un projet éducatif territorial et un Plan mercredi pour une durée de 5 ans (01/09/2022-31/08/2027). La Mairie a également signé une convention territoriale globale (2022-2026) avec la Caisse des Allocations Familiales (CAF) et la Communauté d'agglomération Bassin d'Arcachon Sud-Pôle Atlantique (COBAS) dans une démarche globale de mise en place d'actions pour répondre aux besoins des familles habitants au Teich, dans le domaine de la Petite Enfance et Enfance.

DESCRIPTIF DU PROJET

Dans le cadre de sa politique enfance et jeunesse, la commune souhaite réaliser un nouvel Accueil de Loisirs Sans Hébergement (ALSH) et une extension de l'Espace Jeunes.

Ces deux projets répondent aux besoins des usagers et renforcent la qualité d'accueil des enfants et des jeunes sur ces deux structures. Ils permettront également de proposer des places supplémentaires au regard de l'augmentation de la population du Teich.

Le premier budget de la collectivité est consacré à la petite enfance, l'enfance, l'éducation et la jeunesse. Le lancement de cette opération vient renforcer la volonté de la municipalité de maintenir une politique très volontariste pour l'accueil des jeunes teichois, et de leur famille, qui sont au cœur de l'action municipale.

La Mairie a recruté un assistant à maitrise d'ouvrage (AMO), en 2023, afin de réaliser les études de programmation pour les deux projets.
La maitrise d'œuvre retenue pour la construction de l'ALSH, a été recrutée par voie de concours le 31 mai 2024. La phase avant-projet sommaire (APS) a été approuvée fin septembre 2024.
La maitrise d'œuvre retenue pour l'extension de l'Espace Jeunes, a été sélectionnée suite à une procédure adaptée, le 02 février 2024. L'avant-projet définitif (APD) ayant été validé, un marché public de travaux devrait être lancé dans le courant du mois de mars 2025.

ENJEUX DU NOUVEL ALSH & LOCALISATION DU PROJET

Les centres de loisirs maternel et élémentaire sont actuellement accueillis par l'école du Delta. Le nouveau centre sera construit aux abords de la forêt. La parcelle retenue se situe en bordure de ville entre habitations et forêt afin de créer un bâtiment en lien avec la nature et la forêt. Elle est à proximité directe de nombreux équipements publics : collège, CFA, école Val des Pins, pôle culturel de L'EKLA et parc public de L'EKLA.

Il disposera d'un équipement spécialement conçu pour les activités d'animations, d'éveil et de loisirs des enfants dans un environnement naturel. Ce nouveau bâtiment doit permettre l'accueil de 160 enfants en deux tranches d'âges (3-6 ans et 6-12 ans). Ils seront accueillis dans les meilleures conditions possibles.

Le bâtiment sera de taille humaine et de haute qualité environnementale. Il pourrait accueillir, à terme, 80 enfants en élémentaire et 80 enfants en maternelle. La Mairie souhaite proposer un lieu où le vivre ensemble, le partage et le respect soient basés sur les valeurs de l'éducation populaire.

Le projet prévoit la construction d'un bâtiment de 1 037 m² avec l'aménagement de 1 219 m² d'espaces extérieurs. Il s'articulera autour de six salles d'activités, de deux salles d'accueil qui pourront aussi servir de salles d'activités, d'espaces mutualisés et partagés (salle multimédia, cuisine pédagogique, salle polyvalente, infirmerie), d'une salle de repos, de locaux techniques et de sanitaires.

Ce nouveau bâtiment sera engagé dans une démarche environnementale forte avec une intégration raisonnée et harmonieuse, avec la recherche d'un potentiel de géothermie et la possibilité de pose de panneaux photovoltaïques. Par ailleurs, la démarche environnementale sera déclinée sur tous les aspects (matériaux, gestion du chantier, sobriété dans la maintenance et la consommation).

L'objectif est de débuter les travaux en avril 2026.



ENJEUX DE L'EXTENSION DE L'ESPACE JEUNES & LOCALISATION DU PROJET

Situé dans le centre-ville, l'Espace Jeunes créé en 2006 est désormais trop exigu. Le projet prévoit de doubler sa surface pour répondre aux besoins des jeunes teichois.
Actuellement, l'Espace Jeunes permet l'accueil, l'écoute, l'information et l'animation à destination des jeunes de la commune. Il propose des équipements ludiques et des loisirs, des programmes d'activités tout au long de l'année et pendant les vacances scolaires, des ateliers de musique, chant, écriture, danse, théâtre, arts plastiques, photo et vidéo. Il dispose également d'un studio d'enregistrement équipé pour la prise de son et le mixage et propose des sorties culturelles et de loisirs.

Le projet d'extension permettra de construire un espace polyvalent et modulable qui s'adaptera selon les activités. Un espace sera consacré aux travailleurs sociaux, aux professionnels de l'insertion et de la santé grâce à cette extension.

Cette future extension de 229.90 m² améliorera la fonctionnalité du lieu existant et facilitera le développement de nouvelles activités : espaces de travail, ateliers de cuisine, espace destiné à l'intégration et à l'emploi et d'un atelier pour les vélos. La création d'un patio de 164.70 m², permettra d'améliorer la pratique des activités, en continuité des espaces existants.

Le projet se voudra exemplaire et respectueux des attentes environnementales et énergétiques en vigueur. L'enjeu est de minimiser les consommations afin de pratiquer une gestion économe. L'extension sera, par ailleurs, directement connectée au bâtiment existant qui avait été conçu dans cette optique.

L'objectif est de débuter les travaux en juin 2025.



PLAN DE FINANCEMENT

Ce projet est estimé à 4 318 641.78 € HT. Dans la mesure où il va permettre de développer le service public et l'intérêt général, de son importance et de son usage destiné aux plus jeunes, nous sollicitons le concours financier de la COBAS.

Le plan de financement pourrait donc être le suivant :

Projet	Dépense HT	Financeurs	Montants	%
Travaux	3 629 005.09 €	Etat DETR	125 000 €	3 %
		Etat DSIL	250 000 €	6 %
Assistant à maitrise d'ouvrage	39 310 €	FEDER	100 000 €	2 %
Maîtrise d'œuvre	456 547.39 €	COBAS	1 000 000 €	23 %
Frais d'étude divers et publication	193 779.30 €	CAF	400 000 €	9 %
		Autofinancement	2 443 641.78 €	57 %

COBAS

Communauté d'Agglomération
Bassin d'Arcachon Sud

0000085894

N° DEL-2025-04-057

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD

SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 avril 2025 à 15h00

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, le 09 AVRIL 2025 à 15h00, le Conseil de la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BASSIN D'ARCACHON SUD, s'est réuni en séance ordinaire à la Maison des Associations, sise Route des Bénévoles à GUJAN-MESTRAS, sous la présidence de Marie-Hélène DES ESGAULX.

Nombre de Conseillers Communautaires en exercice : 44
Date de la convocation : 02 avril 2025

PRÉSENTS :
Marie-Hélène DES ESGAULX, Présidente de la COBAS
May ANTOUN, Sylvie BANSARD, Pascal BERILLON, Eric BERNARD, Patrice BEUNARD, Geneviève BORDEDEBAT, Jean-François BOUDIGUE, Philippe BUSSE, Alain CHAUTEAU, Jacques CHAUVET, Chantal DABE, Patrick DAVET, Philippe DE LAS HERAS, Nathalie DELFAUD, Christine DELMAS, Karine DESMOULIN, Isabelle DEVARIEUX, Sophie DEVILLIERS, Evelyne DONZEAUD, Bruno DUMONTEIL, Jean-Jacques GERMANEAU, Brigitte GRONDONA, Yves HERSZFELD, Christelle JECKEL, Tony LOURENCO, Thierry MAISONNAVE, André MOUSTIE, Xavier PARIS, Bruno PASTOUREAU, Dominique POULAIN, Elisabeth REZER-SANDILLON, Magdalena RUIZ, Gérard SAGNES

ABSENT(S) REPRÉSENTÉ(S), conformément à l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Bernard COLLINET à Magdalena RUIZ, François DELUGA à Karine DESMOULIN, Danielle DESMOLLES à Christelle JECKEL, Anne ELISSALDE à Jacques CHAUVET, Yves FOULON à Patrice BEUNARD

ABSENT(S) EXCUSÉ(S) :
Valérie COLLADO, Paul SCAPPAZZONI

ABSENT(S) :
Marc MURET, Marielle PHILIP, Cyril SOCOLOVERT

ÉGALEMENT PRÉSENTS :
Marie-Pierre CHASSAING DEGUINE, Directrice Générale des Services
Nicolas SCHIRR-BONNANS, Directeur de Cabinet

SECRÉTAIRE DE SÉANCE, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales :
Gérard SAGNES est désigné comme Secrétaire de séance

34 présents
5 procuration(s)
2 absent(s) excusé(s)
3 absent(s)

Conseil Communautaire de la COBAS du 09 avril 2025

RAPPORTEUR : Magdalena RUIZ **N° DEL-2025-04-057**

FIXATION DU PRODUIT DE LA TAXE POUR LA GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PRÉVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) POUR L'ANNÉE 2025

Mes Chers Collègues,

La Loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (dite Loi MAPTAM) du 27 janvier 2014 a introduit des dispositions créant une nouvelle compétence en matière de GEstion des Milieux Aquatiques et de Prévention des Inondations (dite GEMAPI), et l'attribuant au bloc communal.

La COBAS a approuvé l'adjonction de cette compétence dans ses statuts par délibération n° 17-260 en date du 13 novembre 2017, puis l'a transférée intégralement au SIBA à compter du 1er janvier 2018.

Quant au financement de cette nouvelle compétence, la Loi MAPTAM a instauré la possibilité de mettre en place une taxe affectée, plafonnée à 40 € par habitant. La COBAS, qu'elle réalise les travaux en pleine maîtrise d'ouvrage ou qu'elle verse une participation à un syndicat, peut donc prélever une taxe entièrement dédiée à la mise en œuvre de la GEMAPI.

Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence GEMAPI, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts.

Compte tenu des ouvrages structurants réalisés préalablement (remboursement annuel de 700 000 €) et de la programmation prévisionnelle définie par le SIBA au titre de l'exercice 2025 (représentant un montant de 625 000 €), il est donc proposé de reconduire le produit GEMAPI à 1 325 000 € comme l'année dernière, soit 18,62 € par habitant (populations millésimées 2022 INSEE entrant en vigueur le 1er janvier 2025). Pour mémoire, en 2024, il s'élevait à 19,14 € par habitant pour un produit identique.

Enfin, il est rappelé que cette taxe est additionnelle au taux en vigueur, la Communauté d'Agglomération votant uniquement chaque année son produit cible. À charge pour l'administration fiscale de déterminer la variation des taux de fiscalité en tenant compte de l'ensemble des produits fiscaux dont bénéficie la collectivité.

VU le Code général des collectivités territoriales,
VU le Code de l'environnement,
VU les dispositions de l'article 1530 bis du Code général des impôts permettant au Conseil Communautaire d'instituer une taxe pour la GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations, et de voter son produit chaque année,
VU la Loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (Loi MAPTAM) du 27 janvier 2014,

VU la Loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (Loi NOTRe) du 7 août 2015,
VU la Loi du 30 décembre 2017 relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la GEstion des Milieux Aquatiques et de la Prévention des Inondations (GEMAPI),
VU la délibération du Comité Syndical du SIBA en date du 16 octobre 2017,
VU la délibération n° 2024DEL054 et son annexe du Comité Syndical du SIBA en date du 18 décembre 2024 approuvant le programme de travaux et le montant GEMAPI appelé auprès de la COBAS au titre de l'année 2025,
VU la délibération n° 19-161 du Conseil Communautaire du 25 juin 2019 instaurant le produit de la taxe pour la GEstion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI) pour le territoire de la COBAS,
VU l'avis favorable du Bureau du 1er avril 2025,
VU l'avis favorable de la Commission finances et administration générale du 2 avril 2025,

Je vous propose, mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **FIXER** le produit de la taxe GEMAPI à 1 325 000 € pour 2025, soit 18,62 € par habitant (le seuil maximal étant fixé par l'État à 40 € par habitant) ;
- **AUTORISER** la Présidente à signer tous documents en lien avec la présente délibération et effectuer toutes les démarches nécessaires auprès de l'administration fiscale ;
- **INSCRIRE et IMPUTER** les dépenses et les recettes correspondantes au budget principal sur l'exercice concerné.

La Présidente met aux voix les propositions ci-dessus
Décision du Conseil Communautaire : ADOPTE à L'UNANIMITÉ
POUR : 39
CONTRE : 0 ()
ABSTENTIONS : 0 ()
NE PRENANT PAS PART AU VOTE : 0 ()

Et ont signé les membres présents
Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 10 avril 2025

Gérard SAGNES
SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Marie-Hélène DES ESGAULX
PRÉSIDENTE de la COBAS

ARCACHON - LA TESTE DE BUCH - GUJAN-MESTRAS - LE TEICH
COBAS
Bassin d'Arcachon Sud
Communauté d'Agglomération

Publié le 15 AVR. 2025

BASSIN D'ARCACHON
SIBA

COMITÉ SYNDICAL DU 18 DÉCEMBRE 2024

DELIBERATION N°2024DEL054 & ANNEXE 054A

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-huit décembre, à 18H00, le Comité, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au siège du Syndicat, Villa Vincenette, 16 allée Corrigan, à Arcachon, sous la présidence de Yves FOULON, Président du Syndicat et Maire d'Arcachon.
Date de convocation règlementaire : le 11 décembre 2024

ÉTAIENT PRÉSENTS :

- BALLEREAU Alain
- BERNARD Eric
- BEUNARD Patrice
- BONNET Georges
- COIGNAT Éric
- COLLINET Bernard
- DAVET Patrick
- DANEY Xavier
- DE GONNEVILLE Philippe
- DE OLIVEIRA Ilidio
- DES ESGAULX Marie-Hélène
- DESMOULIN Karine
- DEVILLIERS Sophie
- DUCAMIN Jean-Marie
- DUFAILLY Fabien
- FOULON Yves
- GARCIA Claude
- GUIGNARD DE BRECHARD Laetitia
- LAFON Bruno
- LARRUE Marie
- LE YONDRE Nathalie
- MARLY Gabriel
- MARTINEZ Manuel
- PAIN Cédric
- PARIS Xavier
- PASTOUREAU Bruno
- RUIZ Magdalena
- ROSAZZA Jean-Yves
- SAGNES Gérard
- SCAPPAZZONI Paul

Vu les dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, en ses articles L 2121-20, L5711-1 et L5212-1 à L5212-34,

Absents représentés :

- BAGNERES Didier a donné pouvoir à MARTINEZ Manuel,
- BAILLIEUX Jacques a donné pouvoir à LE YONDRE Nathalie,
- COLLADO Valérie a donné pouvoir à DESMOULIN Karine,
- DELIGEY David a donné pouvoir à DES ESGAULX Marie-Hélène,
- DELUGA François a donné pouvoir à PAIN Cédric,
- GRONDONA Brigitte a donné pouvoir à SAGNES Gérard,
- POULAIN Dominique a donné pouvoir à DUFAILLY Fabien,
- THEBAUD Laurent a donné pouvoir à DANEY Xavier.

Assistaient également :
du SIBA :
Sabine JEANDENAND, Directrice Générale des Services,
Yohan ICHER, Directeur Général Adjoint & Directeur du Service d'Hygiène et de Santé,
François LÉTÉ, Directeur Général Adjoint,
Nathalie MAISONNAVE, Responsable Finances,
Isabelle LABAN, Directrice des pôles communication et promotion du Bassin d'Arcachon.

Georges BONNET a été nommé Secrétaire de séance, conformément à l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales.

RAPPORTEUR : Marie-Hélène DES ESGAULX 2024DEL054

GESTION DES MILIEUX AQUATIQUES ET PRÉVENTION DES INONDATIONS (GEMAPI) / COBAS
BILAN 2024 - DÉPENSES PRÉVISIONNELLES 2025

Mes chers Collègues,

Par délibération n°17-260 de son Conseil Communautaire en date du 13 novembre 2017, la COBAS a transféré l'intégralité de la compétence GEMAPI au SIBA au 1er janvier 2018 ; il en est de même pour la COBAN depuis le 1er janvier 2020. Chaque année, les programmes d'intervention et les budgets associés vous sont présentés en Comité Syndical.

Pour rappel, la délibération n°2023DEL047 du 12 décembre 2023 présentait un budget prévisionnel 2024 de 353 813 € TTC au titre de l'investissement et de 146 172 € TTC au titre du fonctionnement (montant des subventions prévues déduites). À la suite de la crise ostréicole en début d'année 2024, les travaux sur la craste de Menan ont été ajoutés au programme d'actions pour un montant estimatif de 125 000 €TTC.

Les réalisations de l'année portent entre-autres sur la surveillance du trait de côte et sur la poursuite des actions au titre de la prévention des inondations ; elles portent également sur les travaux d'urgence qui ont dû être réalisés sur la digue de la Réserve Ornithologique du Teich par suite des tempêtes hivernales 2023-2024.

Les dépenses de fonctionnement concernent essentiellement : (1) les salaires des agents dédiés à la GEMAPI, (2) la maintenance des TRI-tems, (3) la plateforme de prévision des submersions marines (Seamafor) ainsi que (4) les travaux « embâcles et ripisylves » sur les cours d'eau.

Après déduction des subventions réellement perçues en 2024, le SIBA appellera à la COBAS un produit GEMAPI 2024 d'un montant de 625 000 € (acté de son côté par la COBAS le 10 avril 2024 par délibération N°DEL-2024-04-053).

Les opérations envisagées pour l'année 2025, détaillées dans le tableau joint à la présente délibération, s'élèveraient à 904 308 € HT au titre de l'investissement et du fonctionnement, hors subventions. Après déductions des subventions qui seront perçues en 2025, le SIBA a acté, avec la COBAS, un produit GEMAPI 2025 de 625 000 €.

Dans ces conditions, je vous propose, mes chers Collègues :

- **d'habiliter notre Président à :**
  - **recouvrer le produit GEMAPI 2024 cité ci-dessus, avant la fin de l'année en cours ;**
  - **acter le programme prévisionnel pour l'année 2025, sachant que les montants cités ci-dessus, sont prévus au Budget Principal au titre de l'opération 33 ;**
  - **acter le produit GEMAPI 2025 d'un montant de 625 000 € ;**
- **d'autoriser notre Président à solliciter les subventions** auprès des organismes financeurs susceptibles de nous accompagner sur les missions définies dans le programme annuel.

Le Comité, après en avoir délibéré,
charge Monsieur le Président de la mise en œuvre de cette délibération.
Pour : 38 Contre : — Abstention : —

Le Secrétaire de séance
G. BONNET

Pour extrait certifié conforme
Arcachon, le 18/12/2024
Yves FOULON
Président du SIBA

SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU BASSIN D'ARCACHON
SIBA
16 allée Corrigan
CS 40002
33311 ARCACHON CEDEX

Ref. 201503 Berger-Levrault (1012)

2024DEL054A

PREVISIONNEL DES ACTIONS SIBA-GEMAPI

ACTIONS 2025

	Intitulé actions	GLOBAL INVESTISSEMENT *Montants TTC*	GLOBAL FONCTIONNEMENT *Montants TTC*	GLOBAL MONTANT SUBVENTIONS *Montants TTC*	GLOBAL TOTAL *Montants TTC*	Territoire concerné	COBAS INVESTISSEMENT Subventions déduites *Montants TTC*	COBAS FONCTIONNEMENT Subventions déduites *Montants TTC*	COBAN INVESTISSEMENT Subventions déduites *Montants TTC*	COBAN FONCTIONNEMENT Subventions déduites *Montants TTC*	COBAS INVESTISSEMENT Hors subventions *Montants TTC*	COBAS FONCTIONNEMENT Hors subventions *Montants TTC*	COBAN INVESTISSEMENT Hors subventions *Montants TTC*	COBAN FONCTIONNEMENT Hors subventions *Montants TTC*
SUBMERSION MARINE / PAPI	PAPI - Poste CM		60 000 €		60 000 €	ALL		29 670 €		30 330 €		29 670 €		30 330 €
	MOHYS - Suivi nappe abonnement données sondes piézo - SDEC		1 000 €		1 000 €	ALL		494 €		506 €		494 €		506 €
	TRI-TEM NORD - Andernos / Lanton / Audenge (Maintenance + Abonnement - DISPLAY MEDIA)		4 019 €		4 019 €	COBAN				4 019 €				4 019 €
	TRI-TEM SUD - la Hume (Maintenance + Abonnement - ISB)		3 500 €		3 500 €	COBAS		3 500 €				3 500 €		
	TRI-TEM SUD - la Teste (Maintenance + Abonnement - SEANAPS)		12 000 €		12 000 €	COBAS		12 000 €				12 000 €		
	SEAMAFOR - Abonnement Plateforme virtuelle - ACTIMAR		16 500 €		16 500 €	ALL		8 159 €		8 341 €		8 159 €		8 341 €
SUBMERSION MARINE / OUVRAGES	FRANCE DIGUES - Adhésion		1 104 €		1 104 €	ALL		546 €		558 €		546 €		558 €
	LE TEICH - Evaluation des modes de gestion envisageables avec la ROT	15 000 €			15 000 €	COBAS	15 000 €				15 000 €			
	ANDERNOS - Travaux MOE	15 000 €			15 000 €	COBAN			15 000 €				15 000 €	
	LA TESTE - Travaux MOE	15 000 €			15 000 €	COBAS	15 000 €				15 000 €			
	LE TEICH - Travaux urgents	120 000 €			120 000 €	COBAS	120 000 €				120 000 €			
	LA TESTE - Travaux urgents	60 000 €			60 000 €	COBAS	60 000 €				60 000 €			
	ANDERNOS - Travaux urgents	60 000 €			60 000 €	COBAN			60 000 €				60 000 €	
	COBAN - Travaux d'entretiens mineurs		10 000 €		10 000 €	COBAN				10 000 €				10 000 €
	COBAS - Travaux d'entretiens mineurs		20 000 €		20 000 €	COBAS		20 000 €				20 000 €		
	Investigations géotechniques - COBAS	30 000 €			30 000 €	COBAS	30 000 €				30 000 €			
	Investigations géotechniques - COBAN	15 000 €			15 000 €	COBAN			15 000 €				15 000 €	
MILIEUX AQUATIQUES / COURS D'EAU	Travaux embâcles et ripisylve - COBAS		10 000 €		10 000 €	COBAS		10 000 €				10 000 €		
	Travaux embâcles et ripisylve - COBAN		15 000 €		15 000 €	COBAN				15 000 €				15 000 €
	Travaux embâcles et ripisylve Leyre // PNRLG - COBAS		3 000 €		3 000 €	COBAS		3 000 €				3 000 €		
	Travaux embâcles et ripisylve Leyre // PNRLG - COBAN		15 000 €		15 000 €	COBAN				15 000 €				15 000 €
	Canal des Landes - Maîtrise d'œuvre, phase 2 PRO pour prépa dossier réglementaire (SM02, 04 et 05)	43 200 €		10 800 €	32 400 €	COBAS	32 400 €				43 200 €			
	Canal des Landes - Maîtrise d'œuvre, phase 2 démarrage dossiers réglementaires (SM02, SM04 et SM05)	28 000 €		0 €	28 000 €	COBAS	28 000 €				28 000 €			
	Canal des Landes - Investigations préalables aux PROJETS (topo, géotech)	10 000 €		0 €	10 000 €	COBAS	10 000 €				10 000 €			
	Canal des Landes - TRAVAUX dérasement de SM02 (à voir)	140 000 €		35 000 €	105 000 €	COBAS	105 000 €				140 000 €			
	Canal des Landes - Acquisition foncière SM05 (à définir)				0 €	COBAS	0 €				0 €			
	SIRIL	5 000 €	2 000 €		7 000 €	COBAS	5 000 €	2 000 €			5 000 €	2 000 €		
	Gestion des plantes exotiques envahissantes - Jussie COBAN	1 000 €			1 000 €	COBAN			1 000 €				1 000 €	
	Gestion des plantes exotiques envahissantes - Jussie COBAS	30 000 €			30 000 €	COBAS	30 000 €				30 000 €			
	Canteranne - suivi compensation faune	12 600 €			12 600 €	COBAS	12 600 €				12 600 €			
	Canteranne - Reboisement					COBAS								
	Craste Menan - LTB - Ré-ensemensement	10 000 €			10 000 €	COBAS	10 000 €				10 000 €			
	Lacanau de Mios - Bagneduy	196 000 €		49 000 €	147 000 €	COBAN			147 000 €				196 000 €	
	CONTRAT AEAG - RZH 2 Exé PPG - Betey, Année 1	197 716 €	34 628 €	82 382 €	149 962 €	COBAN			115 334 €	34 628 €			197 716 €	34 628 €
	Etude PPG - Ponteils / Aiguemorte - EN COURS (dépenses 2025 déjà engagées)			0 €	0 €	COBAN			0 €				0 €	
	CONTRAT AEAG - RZH 2- Poste		60 000 €	30 000 €	30 000 €	ALL		14 835 €		15 165 €		29 670 €		30 330 €
	CONTRAT AEAG - RZH 2 - Etude conjointe avec SIAELBVEG têtes de BV	36 000 €		15 000 €	21 000 €	COBAN			21 000 €				36 000 €	
	CONTRAT AEAG - RZH 2 - Canteranne - PPG et travaux d'optimisation	63 000 €	3 000 €	26 250 €	39 750 €	COBAS	36 750 €	3 000 €			63 000 €	3 000 €		
	CONTRAT AEAG - RZH 2 - Le Vigneau - travaux des aménagements	12 000 €		5 000 €	7 000 €	COBAN			7 000 €				12 000 €	
	CONTRAT AEAG - RZH 2- Cirès - travaux des aménagements	18 000 €		7 500 €	10 500 €	COBAN			10 500 €				18 000 €	
	CONTRAT AEAG -RZH2- étude faisabilité nouvelle ZH d'expansion sur COBAN différée			0 €	0 €	COBAN			0 €				0 €	
	CONTRAT AEAG -RZH2- étude faisabilité nouvelle ZH d'expansion sur COBAS différée			0 €	0 €	COBAS	0 €				0 €			
EROSION / STRATEGIES LOCALES	SLGBC - Poste Chargé de mission		60 000 €	33 000 €	27 000 €	ALL		13 351 €		13 649 €		29 670 €		30 330 €
	SLGBC LCF - Etude évolution chenal-fosses + enjeux ostréicole*	96 000 €		44 000 €	52 000 €	COBAN			52 000 €				96 000 €	
	SLGBC LCF - Caractérisation d'un nouveau périmètre de SLGBC - façade intra-bassin différée			0 €	0 €	COBAN			0 €				0 €	
	SLGBC LCF - Suivi Mimbeau : levés topo-bathy	15 000 €		6 875 €	8 125 €	COBAN			8 125 €				15 000 €	
	SLGBC LCF - Surveillance du trait de côte - Suivi de tout le linéaire Ponite-44Ha-Mimbeau : levés topo-bathy+ photo drone + diag ouvrage	46 000 €		21 083 €	24 917 €	COBAN			24 917 €				46 000 €	
	SLGBC LCF - Actualisation étude plage du Tram-Courtis*	24 000 €		11 000 €	13 000 €	COBAN			13 000 €				24 000 €	
	SLGBC LCF - Travaux Plage Tram-Courtis différée			0 €	0 €	COBAN			0 €				0 €	
	SLGBC LTB - Surveillance du trait de côte - Suivi secteurs Perrés et Corniche : levés topo-bathy	38 000 €		17 417 €	20 583 €	COBAS	20 583 €				38 000 €			
	SLGBC LTB - Suivi ouvrage- secteurs Perrés et Corniche	20 000 €		9 167 €	10 833 €	COBAS	10 833 €				20 000 €			
	SLGBC LTB - Action de lutte active souple - Maîtrise d'œuvre travaux de confortement de l'encoche dunaire de la Corniche -DET + AOR	32 232 €		14 773 €	17 459 €	COBAS	17 459 €				32 232 €			
	SLGBC LTB - Action de lutte active - Travaux de confortement de l'encoche dunaire de la Corniche (phases 1 et 2)	183 218 €		83 975 €	99 243 €	COBAS	99 243 €				183 218 €			
FONCTIONNEMENT	Fonctionnement général (chapitre 11)		49 249 €		49 249 €	ALL		24 354 €		24 896 €		24 354 €		24 896 €
	TOTAL SIBA	1 586 966 €	380 000 €	502 221 €	1 464 745 €		657 869 €	144 909 €	489 876 €	172 091 €	855 250 €	176 062 €	731 716 €	203 938 €

Total COBAS-GEMAPI 2025 *(subventions déduites)*	802 778 €
Total COBAN-GEMAPI 2025 *(subventions déduites)*	661 967 €
Total COBAS-GEMAPI 2025 *(hors subventions)*	1 031 313 €
Total COBAN-GEMAPI 2025 *(hors subventions)*	935 653 €

TOTAL SIBA-GEMAPI 2025 Investissement et Fonctionnement *(hors subventions)*	1 966 966 €
TOTAL SIBA-GEMAPI 2025 *(subventions déduites)*	1 464 745 €
Total COBAS-COBAN GEMAPI 2025 *(subventions déduites)*	1 464 745 €
Total COBAS-COBAN GEMAPI 2025 *(hors subventions)*	1 966 966 €
FCTVA (14,85 %)	127 005 €
Total COBAS-GEMAPI 2025 en HT	904 308 €
FCTVA (14,85 %)	90 840 €
Total COBAN-GEMAPI 2025 en HT	844 814 €
197 381 €	31 153 €
241 840 €	31 847 €
Subventions Prévisionnelles 2025 COBAS	228 535 €
Subventions prévisionnelles 2025 COBAN	273 687 €
TOTAL SUBVENTIONS PREVISIONNELLES 2025	502 221 €
TOTAL SUBVENTIONS PREVISIONNELLES 2025	502 221 €